

Habilitation à diriger des recherches - HDR

Franck Gaudichaud

« **Mouvements sociaux, syndicalisme et champ politique au Chili
et en Amérique Latine (XX° - XXI° siècles)** »

Volume 3 : sélection de publications

Jury

M. Gérard Borrás (Université Rennes 2)

M. Luc Capdevila (Université Rennes 2)

M. Olivier Compagnon, rapporteur (IHEAL – Université Paris 3)

M. Enrique Fernández D. (Université Paris 8)

Mme. Françoise Martinez, rapporteure (Université Paris 8)

Mme. Jimena Obregón I., garante (Université Rennes 2)

M. Miguel Urrutia F., rapporteur (FACSO – Université du Chili)

2018



Note de présentation :

Depuis l'obtention de mon doctorat en 2005, j'ai écrit une trentaine d'articles académiques pour des revues universitaires et des ouvrages collectifs, ainsi que de nombreux textes de diffusion et vulgarisation. Mes articles ont été publiés en français, espagnol et en anglais (auquel s'ajoutent certaines traductions vers le turc, l'italien et le chinois). J'ai, par ailleurs, coordonné 7 dossiers de revue scientifiques avec d'autres collègues (*Cahiers des Amériques Latines*, revue *Dissidences*, *Revue de l'ILCEA*, *Revue Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, revue *IdeAS*). Enfin, j'ai publié, depuis 2004, quatre ouvrages (dont deux tirés de ma thèse), un recueil de textes chiliens traduits en français (en 2013) et coordonné trois livres collectifs. Ces ouvrages ont été publiés en français et en espagnol (et édités en France, au Chili, en Equateur et en Espagne et parfois sous la forme de livres électroniques). De plus, deux d'entre eux sont en cours de traduction vers l'anglais (par Brill et par Pluto Press), dont l'ouvrage tiré de ma thèse, travail publié -dans une version actualisée et remaniée- aux Presses Universitaires de Rennes (PUR), en 2013. J'ai également en préparation, un livre collectif sur les gouvernements progressistes latino-américains (issu d'un colloque international co-organisé à Grenoble en 2017, en phase d'évaluation par le comité éditorial des PUR) et un essai à paraître, en espagnol, d'ici fin 2018 aux éditions de la UNAM (México). Suivant les indications du CNU (section 14) et de la SHF qui conseille de présenter entre 12 et 20 articles maximum, j'ai choisi de reproduire ici **une sélection de 17 publications**, réparties autour de mes trois principales thématiques de recherches.

Soit 15 publications issues de revues et deux tirées d'ouvrages collectifs, dont 11 ont été écrites seul et 6 à plusieurs mains :

- 6 articles autour des « milles jours » de l'Unité Populaire chilienne : 4 en français, 1 en espagnol, 1 en anglais.
- 6 articles sur « la voie chilienne au néolibéralisme » : 5 en espagnol, 1 en français.
- 5 articles sur l'Amérique Latine, hier et aujourd'hui : 3 en français et deux longs chapitres de livres en espagnol. Le dernier texte est le chapitre, en espagnol, de l'essai à paraître dans les prochains mois et qui a été validé par les éditions de la UNAM (México). Il devrait également paraître en français aux éditions Amsterdam (Paris), début 2019 et le manuscrit en anglais est en phase d'évaluation auprès du comité éditorial de *Duke University Press*.

Le jury trouvera, dans les pages suivantes, l'ensemble de ces publications classées par thème et par ordre chronologique d'apparition.

Sommaire

1/ Les milles jours de l'Unité Populaire. Chili 1970-1973 : histoire, mémoire(s) et processus révolutionnaire – P. 7

* (avec Olivier Compagnon) « Chili : un passé trop vite passé ? » in Pascal Blanchard, Marc Ferro et Isabelle Veyrat-Masson (coord.), dossier de la revue *Hermès* : « Les guerres de mémoires dans le monde : enjeux, médias et identité », Paris, 2008, pp. 83-91. – **P. 9**

* “Chile. A broken collective memory”, *Latin American Perspectives*, California, Sage Ed., 2009, pp. 45-62. - **P. 17**

* “A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973)”, *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N°6, Santiago, 2013, pp. 63-79, URL : <http://bibliotecadigital.academia.cl/bitstream/123456789/1729/1/063-079.pdf>. **P. 33**

* « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 28, 2014, URL : <https://journals.openedition.org/alhim/5084>. **P. 51**

* « Écologies d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73 » in Hélène Combes, Camille Goirand, David Garibay (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2015, pp. 121-142. **P. 67**

* « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions : la gauche chilienne face aux 'hoquets du temps brisé' du gouvernement Allende (1970-1973) » in Laurianne Bouvet (coord.), « Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) », *Revue Les Langues Néolatines*, février 2016, pp. 26-36, URL : <http://neolatines.free.fr/wp/?p=1679>. **P. 91**

2/ La voie chilienne au néolibéralisme. Démocratisation, syndicalismes et conflits sociaux – P 103

* “Ensayo crítico sobre el nuevo gobierno Bachelet. Progresismo transformista, neoliberalismo y resistencias sociales emergentes”, *Revista OSAL* (Observatorio crítico de América Latina), CLACSO, N° 35, mayo 2014, pp. 131-155, URL : https://www.clacso.org.ar/libreria-latinoamericana/contador/sumar_pdf.php?id_libro=875. **P. 105**

* “La vía chilena al neoliberalismo: miradas cruzadas sobre un país laboratorio”, *Revista Divergencia*, N° 6, Año 5, 2016, p. 13-28, URL : www.revistadivergencia.cl/docs/ediciones/06/01.pdf. **P. 131**

* “Pensando las fisuras del neoliberalismo ‘maduro’. Trabajo, sindicalismo y nuevos conflictos de clases en el Chile actual”, Dossier *La conflictividad contemporánea y sus problemáticas*,

revista *Theomai* (GEACH), número 36, tercer trimestre 2017, <http://www.revista-theomai.unq.edu.ar/numero36>. P. 149

* (avec Karim Campusano, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia), "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el 'neoliberalismo maduro', 1989-2015", *Nuevo Mundo Nuevos Mundos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70639>. P. 169

* (avec Sebastián Osorio), "¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile", *Les Cahiers de Framespa*, N° 27, 2018, juin 2018, URL : <http://journals.openedition.org/framespa/4763>. P. 189

* (avec Antoine Faure), « La fable fondatrice du Chili actuel. Présentisme, fragmentation néolibérale et esthétique narrative dans les 'franchises électorales' du Plébiscite de 1988 », *Babel. Civilisations et Sociétés*, N° XV, 2018, Université de Toulon, pp. 91-116. P. 207

3/ L'Amérique Latine hier et aujourd'hui

* "América latina en movimiento" in Franck Gaudichaud (ed.), *El Volcán latino-americano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*, OtraAmérica, Madrid, España, 2010, pp. 15-63. P. 237

* (avec Hervé Do Alto), « L'émancipation indigène bolivienne vue de France. Retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Alvaro García Linera » in Jorge Cagiao y Conde, Alfredo Gómez-Muller (dir.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Peter Lang Ed., Collection Diversitas, Bruxelles, 2014, pp. 173-200. P. 257

* « Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique Latine : perspectives critiques », revue *IdeAs*, 8, Automne 2016 / Hiver 2017, mis en ligne le 16 décembre 2016, <http://ideas.revues.org/1684>. P. 273

* (avec Thomas Posado), « Introduction. Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ? », *Cahiers des Amériques Latines*, N° 86, 2017, mis en ligne en février 2018, pp. 17-29, URL : <http://journals.openedition.org/cal/8347>. P. 281

* "Conflicto, sangre y esperanzas. Progresismos y movimientos populares en el torbellino de los conflictos sociales en América Latina" in Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery Webber, *Auge y decadencia de los gobiernos progresistas latinoamericanos (1994-2018). Un ensayo de interpretación histórica*, México, UNAM Ediciones, 2018 (por publicar). P. 295

**1/ Les milles jours de l'Unité Populaire.
Chili 1970-1973 : histoire, mémoire(s) et
processus révolutionnaire**

* (avec Olivier Compagnon) « Chili : un passé trop vite passé ? » in Pascal Blanchard, Marc Ferro et Isabelle Veyrat-Masson (coord.), dossier de la revue *Hermès* : « Les guerres de mémoires dans le monde : enjeux, médias et identité », Paris, 2008, pp. 83-91.



Olivier Compagnon

*Université Paris III
Institut des hautes études de l'Amérique latine
Institut Universitaire de France*

Franck Gaudichaud

*Université Grenoble III
Institut des langues et des cultures d'Europe et d'Amérique*

CHILI : UN PASSÉ TROP VITE PASSÉ

Dans un roman paru en 1994, l'écrivain chilien Luis Sepúlveda met en scène le retour au pays d'un ancien guérillero ayant fui la dictature militaire, accueilli à l'aéroport de Santiago par ces mots d'un agent d'Interpol : « Je vous donne un conseil, et gratis : ce pays n'est plus celui que vous avez quitté. Les choses ont changé, et en mieux, alors n'essayez pas de causer des problèmes. Nous sommes en démocratie, et tout le monde est content. » Dépité par cette capacité à gommer un passé pourtant si proche, le narrateur commente alors : « Peut-être que ce flic avait fait une partie de sa carrière dans ces prisons qui n'ont jamais existé ou dont il est impossible de se rappeler l'emplacement, et qu'il y avait interrogé des femmes, des vieillards, des adultes et des enfants qui n'ont jamais été arrêtés et dont il est impossible de se rappeler les visages, puisque, quand la démocratie a ouvert ses cuisses au Chili, elle a d'abord annoncé le prix et que la monnaie dans laquelle elle s'est fait payer s'appelle l'oubli » (Sepúlveda, 1996, p. 131-132).

Portrait de la démocratie en prostituée, disqualifiée parce qu'incapable d'ériger l'État en tiers impartial entre victimes et bourreaux. Quatre ans plus tard, le ton a toutefois changé lorsque le romancier commente dans le quotidien madrilène *El País* l'arrestation du général Pinochet en Europe : « Aujourd'hui, vingt-cinq ans après le coup d'État militaire du 11 septembre 1973, la mort d'Allende et de milliers de Chiliens, les justices anglaise et chilienne ont l'occasion de corriger de nombreuses erreurs. Pinochet doit être extradé dans les pays où il a des procès en attente, tout comme doivent être extradés Milosevic, Mladic et tous les criminels de guerre de l'ancienne Yougoslavie. Il est peut-être en train de se créer un précédent propre à ôter l'absurde bandeau qui couvre les yeux de la justice. » (Sepúlveda, 2003, p. 24).

Si la mort l'emporta finalement sur la justice avec la disparition de Pinochet en décembre 2006¹, l'année 1998 n'en constitue pas moins un tournant dans la gestion du souvenir des seize ans de dictature et des trois

années d'Unité populaire (UP) qui la précédèrent, dans la mesure où elle permit une « irruption de la mémoire », selon l'expression d'Alexander Wilde (1999). L'arrestation de Pinochet à Londres et l'hypothèse d'un procès organisé en Europe pour les crimes commis entre 1973 et la fin des années 1980 ont en effet rappelé à l'opinion internationale la nature violemment répressive des années de plomb. L'ex-dictateur rentra finalement libre à Santiago le 3 mars 2000 alors qu'une partie significative de la population chilienne rejetait l'idée que celui qui passe parfois comme le père de la prospérité du pays ait pu être condamné à l'étranger, après les poursuites engagées par le juge espagnol Baltazar Garzón.

Si cet événement en dit long sur la mémoire paradoxale de la dictature, qui oscille entre le souvenir des atteintes aux droits de l'homme et la reconnaissance d'un héritage économique controversé, il ne doit pas occulter que les représentations du passé connurent de profondes mutations au tournant des *xx^e* et *xxi^e* siècles et que le Chili est désormais engagé dans un processus de réapprentissage de son histoire récente, que les conditions de la transition à la démocratie avaient rendu impossible.

Le pacte du silence

Principal acteur civil de la transition à la démocratie des années 1988-1990, la Concertation des partis pour la démocratie monopolise le pouvoir depuis 1990². Après dix ans de gestion démocrate-chrétienne sous les mandats de Patricio Aylwin (1990-1994) et d'Eduardo Frei Ruiz Tagle (1994-2000), la modification des rapports de force au sein de cette coalition conduisit à l'élection des socialistes Ricardo Lagos (Parti pour la démocratie, 2000-2006) puis de Michelle Bachelet (Parti socialiste, élue en janvier 2006). L'électorat chilien a

donc systématiquement rejeté les candidats qui s'inscrivaient plus ou moins explicitement dans la filiation de Pinochet, comme Joaquín Lavín, maire de Santiago entre 1992 et 2002, qui fut battu au second tour des présidentielles en 2000 et au premier tour de celles de 2005. Il n'en demeure pas moins que la démocratie fut rétablie sous le strict contrôle des militaires, qui conservaient un rôle de premier plan dans le fonctionnement des institutions grâce au maintien de la constitution de 1980 en même temps qu'ils bloquaient durablement toute procédure concernant les violations des droits de l'homme commises entre 1973 et 1990.

Dans les mois qui suivirent le référendum de 1988, censé prolonger les fonctions de Pinochet pour huit années supplémentaires mais conclu par une victoire du « non », l'accord passé entre les forces armées et la « Concertation » en vue du rétablissement de la démocratie reposa en effet sur l'affirmation de l'unité de la Nation et la volonté de préserver paix sociale et cohésion de la communauté politique. Cette « économie du consensus » (Patino, 2000) ou ce « pacte du silence » (Hite, 2003) explique que la cause des droits de l'homme soit restée aux portes des tribunaux jusqu'à la fin des années 1990.

Dès février 1991, un rapport commandé par le président Aylwin établissait un bilan de 2 922 tués ou disparus³. Proclamé « vérité officielle », servant de base à la politique de réparation concédée aux victimes et censé réunifier le corps social (Lefranc, 2002, p. 46-51), ce document devait permettre aux acteurs de la transition de tourner le dos au passé et de clore le douloureux chapitre de la dictature, d'autant qu'une grande majorité des crimes et disparitions imputables à la dictature étaient couverts par le décret d'amnistie promulgué par les militaires en avril 1978 (Lefranc, 2002, p. 43-44). Coupées du pouvoir politique et de la plus grande partie de la société, les familles de victimes en furent alors réduites à focaliser leur attention sur quelques rares

bourreaux passibles de sanctions pénales, comme le général Manuel Contreras, ancien chef de la police politique, condamné en 1993 à sept ans de prison⁴. Le gouvernement de la Concertation tenta d'ailleurs d'ériger ce procès en symbole d'un État de droit restauré, mais la démocratie chilienne n'en demeura pas moins impuissante à répondre aux attentes de justice d'une partie de la population. Seuls quelques avocats et familles organisées poursuivirent alors, malgré les oppositions, des actions juridiques dans l'espoir que s'ouvrît à l'avenir un réel espace judiciaire, tandis que l'Église catholique renonçait dès 1992 à prendre en charge la question des droits de l'homme dont elle avait pourtant été un porte-parole de premier plan dès le milieu des années 1970 (Compagnon, 2003).

Pour ce qui concerne Pinochet lui-même, à l'amnistie s'ajouta l'immunité que lui conférait le poste de sénateur à vie dont il avait hérité au moment de la transition, en vertu de la constitution de 1980. Il demeura également commandant en chef de l'armée jusqu'en 1998 et conserva ainsi toutes ses prérogatives concernant la nomination et la mise à la retraite des cadres militaires. Plus généralement, de nombreux cadres de la dictature restèrent en fonction – dans l'armée, la haute administration ou au Sénat notamment – en vertu des lois constitutionnelles organiques de 1990 et maintinrent ainsi la démocratie sous la tutelle plus ou moins visible des militaires.

L'affaire Pinochet

L'arrestation de Pinochet à Londres en octobre 1998 marqua donc une véritable rupture dans l'histoire de la transition. Si le feuilleton judiciaire entamé en Europe n'aboutit pas à l'organisation d'un procès, la médiatisation internationale de l'affaire permit à la

société chilienne de redécouvrir les années de plomb et elle ouvrit la voie à des poursuites à l'échelle nationale (Compagnon, 2007). En mai 2000, le juge Juan Guzmán fit un premier pas décisif vers la reconquête de l'indépendance de la justice sur le politique en obtenant de la Cour suprême la levée de l'immunité parlementaire de Pinochet. Il l'inculpa le 1^{er} décembre de cette même année en l'accusant d'être l'auteur intellectuel de 18 disparitions et 57 homicides dans le cadre de l'épisode de la Caravane de Mort et il l'assigna à résidence le 29 janvier 2001. La détention en Angleterre joua aussi un rôle décisif dans la dynamique des dépôts de plaintes à l'encontre de Pinochet au Chili : alors que la première avait été déposée en janvier 1998, Guzmán en disposait d'environ 300 à la fin de l'année 2001 (Contreras Mello, 2003).

Enfin, le fait qu'une opinion internationale favorable au procès soit apparue entre 1998 et 2000 eut un impact important sur l'opinion publique chilienne, qui semblait très largement résignée à l'impunité au milieu des années 1990 : alors que les sondages d'opinion réalisés pendant la détention de Pinochet révélaient une majorité hostile à un jugement à l'étranger, une enquête datée de mai-juin 1999 montra que 69 % des personnes interrogées souhaitaient désormais un procès au Chili. La « mémoire de la dictature » ne se résumait donc plus au combat engagé par les victimes ou les familles de victimes pour établir les faits, connaître la vérité et obtenir l'organisation d'un procès, mais elle commençait à faire l'objet d'une administration collective. Ainsi, tandis qu'à Londres faisait rage la bataille des experts médicaux, une autre forme d'expertise apparut au Chili avec la publication en février 1999 d'un manifeste rédigé par onze historiens, qui entendaient répondre à la *Carta a los Chilenos* adressée peu de temps auparavant par Pinochet à ses compatriotes et contester la légitimation scientifique de la dictature entreprise par l'historien Gonzalo Vial (Grez et Salazar, p. 7-20). Peu après,

L'affaire Pinochet fit l'objet d'un film dont la diffusion au Chili s'accompagna de controverses mettant à mal le consensus des premières années de la transition (Guzman, 2001).

Par ailleurs, lors de son accession à La Moneda en 2000, le discours du socialiste Lagos semblait annoncer des changements dans la politique consensuelle des démocrates-chrétiens, en affirmant qu'il veillerait à ce que le cours de la justice ne subisse aucune entrave. Certes, les développements ultérieurs de l'affaire Pinochet ne permirent finalement pas la tenue du procès de l'ex-dictateur, ni la condamnation officielle du rôle de l'armée durant le régime militaire. Néanmoins, l'ex-dictateur connut une nouvelle levée de son immunité en août 2004, puis une inculpation en décembre dans le cadre d'une enquête sur le plan Condor, des investigations concernant la légalité de ses fonds déposés sur des comptes aux États-Unis, une mise en résidence surveillée et enfin une liberté sous caution en janvier 2005. De plus, l'accord trouvé le 6 octobre 2004 entre la Concertation et l'opposition de droite pour réformer la constitution de 1980 (suppression des sénateurs désignés à vie et rénovation de la prérogative présidentielle de nommer les commandants en chef des Forces armées), ainsi que la publication du rapport sur la torture en novembre 2004⁵ furent des conséquences directes de l'épisode londonien et un aboutissement du lent processus d'éviction des militaires. En janvier 2006, l'élection de Michelle Bachelet, fille d'un général demeuré fidèle à Allende et mort sous la torture, constitua de ce point de vue un puissant symbole. Pourtant, malgré les avancées des dernières années, et les multiples mobilisations des associations de victimes en ce sens, l'impunité est toujours une donnée clé du paysage politique et mémoriel chilien⁶.

Les mille jours de l'Unité populaire : une mémoire en bataille

Si l'affaire Pinochet a permis l'émergence d'une mémoire collective de la dictature, la période de l'UP demeure quant à elle mal connue au sein de la population chilienne. Trente-cinq ans après le coup d'État qui mit fin à ce gouvernement des forces de gauche coalisées, les dernières paroles du président Allende, prophétisant que « bientôt s'ouvriront de grandes avenues où passera l'homme libre pour construire une société meilleure », résonnent encore dans la mémoire collective internationale⁷.

Au Chili, l'UP est pourtant longtemps restée une « mémoire interdite » et elle le demeure encore largement aujourd'hui (Winn, 2004 et 2007), comme en témoigne l'état de l'historiographie (Gaudichaud, 2006). Sans doute ce refoulement a-t-il été favorisé par le terrorisme d'État propre à la dictature, mais il a aussi été conforté par la suite. L'oubli institutionnalisé apparaît en effet comme l'un des noyaux centraux de la voie chilienne de la réconciliation et, plus généralement, comme une stratégie déployée par les élites tout au long du xx^e siècle (Loveman et Lira, 2000). Dans ce contexte, la mémoire de l'UP – moment d'affrontements politiques et sociaux par excellence – a été l'objet de révisions et de disputes mémorielles permanentes, mettant principalement aux prises des acteurs de la période avec les gouvernements de la Concertation, une partie des élites ou certains grands médias soucieux d'imposer une interprétation tronquée de ces mille jours.

On se trouve au cœur d'une bataille de la mémoire dont les enjeux sont hautement polémiques (Illanes, 2002 ; Groppo et Flier, 2001). La tentation dominante, que l'on retrouve jusque dans les manuels scolaires actuels, dans les interventions de nombreux responsables politiques et dans la plupart des émissions télévisées grand public, est de constituer une sorte de sens

commun autour de l'idée des « responsabilités partagées » entre vainqueurs et vaincus de 1973, d'une critique de « l'exacerbation des extrêmes » et de la « destruction du centre ». Un sens commun qui, finalement, autoriserait une nécessaire et définitive « réconciliation de la famille chilienne ».

Ainsi, la recherche des causes du coup d'État met volontiers en avant l'argument de l'*empate* (le match nul entre forces adverses), conduisant inévitablement à l'impasse et justifiant finalement l'intervention des militaires (Garcés, 2005). Ce discours est d'ailleurs assumé publiquement par certains anciens militants de gauche, à l'image de Luis Guastavino, ex-dirigeant du Parti communiste chilien, par la suite intendant de province et membre de la Concertation, qui fit un *mea culpa* public en septembre 2003.

À cette date, l'histoire de l'UP a en effet resurgi avec force dans le cadre des commémorations du 30^e anniversaire du coup d'État. Pour la première fois, la mémoire officielle a subi certaines inflexions et le mur du silence a pu se fissurer quelque peu : « les vieilles images en noir et blanc de l'ère Allende, diffusées durant les années Pinochet, ont été remplacées par de nouvelles mémoires multicolores » (Winn, 2007). Les jeunes générations ont ainsi pu découvrir la figure d'Allende, même si c'est davantage le héros républicain qui leur a été présenté que celui qui désirait promouvoir « une voie chilienne vers le socialisme » permettant de dépasser le capitalisme⁸. Toutefois, cette nouvelle mémoire consensuelle regarde toujours avec crainte d'autres « mémoires emblématiques » (Stern, 2000). Par exemple, celle des nostalgiques de la dictature armée, contre-mémoire encore défendue par une petite minorité active, appartenant aux élites politiques, économiques ou militaires. Surtout, il est une autre mémoire qui continue à être largement oblitérée sans que rien ne parvienne à la faire disparaître : celle des vaincus, des militants de gauche ou du mouvement social, qui continuent à porter – selon

l'expression du cinéaste Patricio Guzmán – une « mémoire obstinée » (1996).

De récents travaux d'histoire orale ont en effet démontré que cette mémoire militante n'avait pu être effacée par le pacte du silence de la transition (Gaudichaud, 2004). Certaines fractions de ces mémoires militantes sont des « mémoires de la douleur », marquées par la répression et incapables d'en surmonter les conséquences jusqu'à nos jours. D'autres, au contraire, cherchent à maintenir au vent le drapeau de l'UP et, en faisant jouer aux souvenirs de la lutte un rôle collectif de résistance et de valorisation des engagements passés, apparaissent parfois comme figées dans le temps. Ce qui n'empêche pas que, parallèlement, de nombreux militants effectuent aussi un retour critique – parfois même autocritique – sur les années 1970-1973 à l'aune du temps présent, qu'il s'agisse des mutations subies par la gauche chilienne ou de la permanence du modèle économique néo-libéral imposé par la dictature (Stillerman, 1997 ; Gaudichaud, 2008).

Dans tous les cas, les formes de permanence de la mémoire apparaissent dépendantes des parcours individuels (origines sociales, capital culturel, type d'engagement, capacité de reconversion dans le contexte de la restauration démocratique) et du statut accordé au témoin au sein des sociétés actuelles. Et, quelles qu'en soient les formes, la mémoire des conflits passés construite par ces différents groupes sociaux demeure présente, « plus que dans l'espace public, dans une espèce de sous-sol social, renforçant ainsi certains traits telluriques de la société chilienne » (Garcés, 2007).

Historiciser le passé récent

Entre oublis intéressés, vérités officielles et hypermnésies collectives, la bataille de la mémoire actuellement

en cours au Chili est encore loin d'être achevée et elle fournit de précieuses indications sur la nature de la démocratie restaurée au tournant des années 1980 et 1990. La crise mémorielle, dont les échos dans le champ politique mériteraient une étude à part, doit être pensée dans le contexte de la transition négociée entre civils et militaires, et faire l'objet de travaux comparatistes avec certains des pays voisins, qui connurent des processus similaires. À la suite de l'affaire Pinochet et par le biais d'entreprises commémoratives, certaines mémoires emblématiques – jusque-là exclues de l'espace public – ont bousculé le pacte du silence et les interprétations officielles de l'histoire, aidées en cela par le travail de quelques historiens qui intervinrent dans le débat national au nom même de l'approfondissement de la démocratisation.

L'un des enjeux les plus pressants réside aujourd'hui dans la poursuite des recherches historiques, qui seules permettront de dépasser le conflit entre mémoires

concurrentes, d'historiciser le passé récent et d'en proposer des axes d'interprétation cohérents. La tâche est sans aucun doute délicate, non seulement parce qu'elle concerne des acteurs toujours présents sur la scène publique, mais aussi parce qu'elle met directement en cause le consensus politique sur lequel repose la Concertation, au pouvoir depuis bientôt deux décennies.

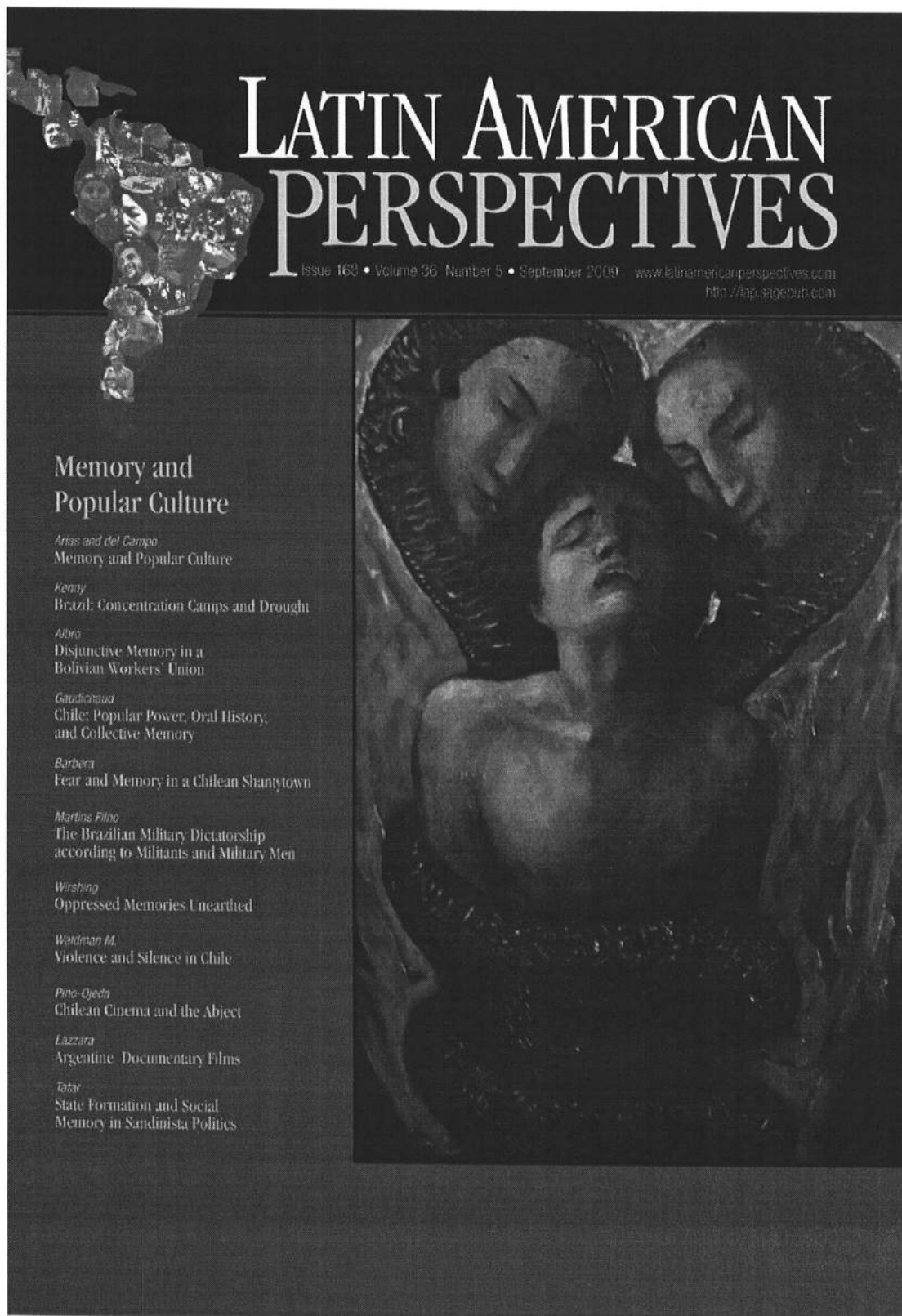
Aussi, les chercheurs étrangers moins directement impliqués par la violence matérielle et symbolique dont demeure porteur ce passé, joueront-ils probablement un rôle important comme ils le firent pour d'autres histoires nationales (Paxton, 1972). Mais c'est aussi une histoire de la mémoire qu'il faut poursuivre et approfondir dans le sillage des investigations déjà réalisées (Garcés, 2000 ; Pérotin-Dumon, 2007). Pour les nouvelles générations chiliennes, celles qui n'ont connu ni l'UP ni la dictature et qui devront objectiver le passé pour se projeter pleinement dans le XXI^e siècle, la tâche demeure immense.

NOTES

1. Selon l'expression de l'écrivain uruguayen Mario Benedetti à l'annonce du décès de Pinochet : « *La muerte le ganó a la justicia.* »
2. Désormais connue sous le simple nom de « Concertation » et communément classée sous l'étiquette du centre-gauche, la « Concertation » regroupe quatre principaux partis politiques : le Parti démocrate-chrétien, le Parti socialiste, le Parti radical et social-démocrate (produit de la fusion du Parti radical et du Parti social-démocrate en 1994) et le Parti pour la démocratie, les trois derniers étant membres de l'Internationale Socialiste.
3. Les conclusions du rapport Rettig seront réévaluées à la hausse quelques années plus tard et avanceront finalement le chiffre de 3 197. Néanmoins, la composition discutable de la commission en charge de ce bilan laisse supposer que ce chiffre est sous-estimé, les associations de victimes et de défense des droits de l'homme avançant plutôt celui de 5 000 à 6 000 tués ou disparus.
4. Chef de la *Dirección de Investigaciones Nacionales*, Contreras fut jugé à Santiago pour sa responsabilité dans l'assassinat d'Orlando Letelier, ministre des Affaires étrangères de l'UP, mais le procès ne fut possible que parce que celui-ci avait été tué à Washington en compagnie de sa secrétaire américaine et qu'une instruction était en cours aux États-Unis.
5. Commandé par le président Lagos et rendu public en novembre 2004, le rapport de la Commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture (dit rapport Valech) a réuni les témoignages de près de 30 000 personnes ayant été victimes de violations des droits de l'homme.
6. Fin 2007, 195 militaires avaient été jugés, dont seulement 35 sont en prison. Ces procédures n'ont concerné que 119 des milliers de victimes de la répression.

7. Présentes sur des milliers de sites Web, elles furent par exemple reprises sur un disque du chanteur Angel Parra commémorant le trentième anniversaire du coup d'État, qui obtint un succès international (*Venceremos ! Homenaje a Salvador Allende*, © Last Call, 2003).
8. Cette réinterprétation historiographique est symbolisée par la statue du président socialiste qui trône, depuis juin 2000, sur la place de la Constitution.

* "Chile. A broken collective memory", *Latin American Perspectives*, California, Sage Ed., 2009, pp. 45-62.



Popular Power, Oral History, and Collective Memory in Contemporary Chile

by

Franck Gaudichaud

Translated by Mariana Ortega Breña

Chile's collective memory has been brutalized by state-implemented terrorism. This historical process has resulted in, among other things, a "torn collective memory." The history and memory of the period of so-called popular power (1970–1973) continue to be largely unknown. Oral history allows us to begin a slow process of historical reconstruction as well as to reflect on the construction of militant memories.

Keywords: Chile, Unidad Popular, Pinochet dictatorship, Collective memory, Oral history

More than 30 years after the coup d'état of September 11, 1973, the history of Chile's Unidad Popular (Popular Unity—UP) remains a sociopolitical experience essential to the understanding of the twentieth century: during this 1,000-day period, Chile became a veritable laboratory of social transformation in pursuit of a third, alternative path between U.S. capitalism and Soviet socialism. The subsequent establishment of state-organized terrorism in the country (1973–1990) led to violent and destructive ruptures, among them the symbolic and cultural break attempting to erase the past reinforced by a "compromised democratic transition"—the term used by the sociologist Tomás Moulián (1997) to refer to the "capitalist revolution" experienced by contemporary Chilean society. This historical process has resulted in, among other things, what could be called a "torn collective memory," the outcome of the physical and subjective destruction of a social movement. Because of this, what some historians now call the "revolution from below" and the Chilean left once called *poder popular* (popular power) has remained a neglected area of study. Its story continues to be little known despite the importance of the role it played in political debate at the time (Najman, 1974; Cancino, 1988; Silva, 1999). The history and memory of popular power remain a suspended reality obscured by myth and ignorance, deliberately relegated to the rank of the non-happening outside historical reason and abandoned to the dungeons of the militant memory.

This paper is a reflection on the results of two years of fieldwork in Chile researching the processes of popular power and gathering the testimonies of left-wing militants (Gaudichaud, 2004). These results are enriched by the

Franck Gaudichaud is a political scientist and the author of *Poder popular y cordones industriales: Testimonios sobre el movimiento social urbano chileno (1970–1973)* (2004) and *Operación Cóndor: Notas sobre el terrorismo de estado en el Cono Sur* (2005). Mariana Ortega Breña is a freelance translator based in Canberra, Australia.

LATIN AMERICAN PERSPECTIVES, Issue 168, Vol. 36 No. 5, September 2009 58-71
DOI: 10.1177/0094582X09341976
© 2009 Latin American Perspectives

historiographic discussion now taking place in Chilean academia and the ongoing debates in the unionist movement, especially in light of the thirtieth-year anniversary of the coup. This research has revealed the participative and creative popular potential of some of the organizations established during UP's 1,000 days in power.

In 1970 Salvador Allende, the socialist doctor at the head of a political coalition dominated by the nation's Partido Socialista (Socialist Party—PS) and Partido Comunista (Communist Party—PC), was elected Chile's president, and the coalition announced a democratic and peaceful "Chilean path to socialism." The goal was to facilitate national industrial development, the modernization of the Chilean countryside, and the achievement of independence from U.S. imperialism. The Allende government quickly announced the nationalization of the main natural resources and the large monopolies (mostly run by foreign capital) and the implementation of agrarian reform. Its program also involved a series of social measures of unprecedented scope aimed at a substantial redistribution of wealth. The construction of the "new economy" was based on the creation of an "area of social property" made up of the mining and banking sectors and several industrial monopolies, which was intended to become a dominant sector of the Chilean economy and to include worker participation. However, despite the initial achievements and given the opposition of the ruling classes, the sector was limited to about 10 percent of the industrial working class.

UP tried to implement a peaceful revolution in stages, but with the exacerbation of class conflict it found itself increasingly trapped in the webs of institutional power and unable to execute the plan it had chosen to prioritize: the implementation of structural reforms from the top with the support of the liberal 1925 Constitution and the armed forces, now called "constitutionalist forces." The historian Luís Vitale (1999: 174) points out that

a rigorous analysis shows that the measures taken by the Allende government were part of a historical process initiated by Christian Democracy [Democracia Cristiana, formally the Partido Demócrata Cristiano de Chile] on a higher level of radicalization. In terms of political sociology, this was a democratic revolutionary process that failed to attain its socialist phase because, although Popular Unity won the election, it did not gain access to real power. Technically speaking, it did not manage to transform the state into a new type of institution capable of formalizing the emerging popular power.

Generally speaking, the history of popular power can be divided into three periods. The first extended from the election of Allende to the October 1972 employers' strike. In this period the state's limiting participation to a minority of workers in the nationalized sector led to friction and demands for the expansion of that sector. The second period extended from the employers' strike to June 1973 and was characterized by the proliferation of left-wing parties and the creation of independent organizations such as the *cordones industriales* (industrial cordons), *comandos comunales* (communal councils), and *comités coordinadores* (coordinating committees). The third period followed the failed coup of June 1973. By this time the debate over popular power was at its height: the moderate sector of UP, led by the PC, criticized the ongoing mobilizations, arguing they destabilized the government, while the more

radical wing of the PS and extraparliamentary left factions such as the Movimiento de la Izquierda Revolucionaria (Movement of the Revolutionary Left—MIR) sought to encourage this “revolution from below.”

The emergent horizontally organized groupings that were the most original contribution of this period orchestrated a massive response to the employers’ strike (including factory takeovers and systems of self-administration and supply adopted by poor neighborhoods) parallel to the labor mobilizations among the major companies in the nationalized sector. The workers in this sector were able to maintain production to some degree and keep the factories running, despite the absence of supervisors, with the assistance of a few technicians and on a completely new basis calling into question the division of labor, factory hierarchies, and the legitimacy of management. These new forms of worker solidarity had been around since before October, but after this date, it might be said, they became “organizations for themselves,” that is, class organizations.¹ They organized parallel systems of supply management (especially with the help of the *juntas de abastecimiento y de control de precios* [supply and price councils] and created factory security and defense brigades. Their actions were a defensive and spontaneous response to attacks launched by the opposition, which, despite their increased capacity for mobilization, expected them to honor the commitments made by UP in 1970 (Gaudichaud, 2004; 2005). In speaking of the potential of popular power we must also take into account its limitations (both subjective and objective) and the fact that its praxis continued to depend on the Chilean state. The debate that popular power stimulated on the Chilean left did not lead to a political course capable of representing this type of autonomy under construction (Gaudichaud, 2006).

This article analyzes the contemporary resonance of popular power in the memory of the militants whose testimonies I gathered. It attempts to follow the twists of the red thread of Chilean memory and demonstrate the contributions of oral history to the reconstruction of this urban social movement.

ORAL HISTORY AND THE RECONSTRUCTION OF A “TORN MEMORY”

In his book on popular power, Hugo Cancino (1988) expresses regret at not having been able to make full use of the oral-narrative aspect of his historical sources, adding, “This does not diminish their importance for future reconstructions of social movements during the UP period. The salvaging of this collective memory is a fundamental part of the historical reconstruction of the Chilean popular movement.” Oral history has gained recognition in contemporary research, and few scholars continue to deny its usefulness, but this consensus has not prevented numerous discussions regarding its scientific value. The Chilean historian Mario Garcés (1996: 181) defines oral history as “a history that is born of individuals’ memories of their past and is normally expressed as testimony to significant experiences of the personal and collective past.” Its value goes beyond an often ill-defined or excessively narrow “duty to remember,” for its intent is not to immortalize a given view of events but to retrieve the richness of a given period through the experiences of those

who, though they played the central roles in it, are often presented as an inert and amorphous mass. In this sense, the epistemological route to follow would be that of what Walter Benjamin called "history against the grain."

Paul Thomson's work on the "voice of the past" confirms the importance of historical distance and of letting some years pass before using oral history as a historical source. The rationale is simple: interviewees tend to adopt a more objective and precise discourse when talking about earlier periods of their adult life than when talking about more immediate events (1988: 123–124). With regard to UP, much work remains to be done, and it is particularly urgent considering that the actors are slowly disappearing, condemning their historically enlightening biographical narratives to oblivion.² Oral history will allow us to trace, among other things, the outlines of the dreams, utopias, and messianic elements that are part of every revolutionary movement. Researchers like E. P. Thompson (1968) have frequently insisted on the cultural aspects and the subjective construction of a social class, and before them Marx and Engels demonstrated the importance of this symbolic dimension, particularly with regard to notions of class consciousness. Writing on the Chilean labor and popular movement, Peter Winn (1986), Joël Stillerman (1998), and Mario Garcés (1996; 2001) have already attested to the importance of this procedure. Given the space limitations of this article, I will not go into detail regarding the many problems it entails in terms of representation, objectivity, analysis, transcription, and other things. One of the main goals of this approach is to achieve the "participant objectivation" proposed by Pierre Bourdieu (1993: 1389–1447), managing to understand the interviewee through "nonviolent" communication—communication that avoids imposition and symbolic violence. This is particularly important in the case of a country that has undergone more than 17 years of political repression and state-implemented terrorism. As in the case of the French collective memory of the Algerian war—which, in the words of the historian Benjamin Stora (1991), is split between "gangrene and oblivion"—these life stories are characterized by both personal and collective trauma. In this sense, and, while maintaining historical distance, research on memories of the Algerian war could serve as the basis for a comparative study of the different types of articulation between memory and history that take place during times of strong social and political tension. The work of Henry Rousso (1991) on the so-called Vichy syndrome and the "convulsive" memory of this French period is another interesting example. The traumatic dimension of memory should be taken into account not only in any approach to research of this kind but also in any approach to contemporary Chilean reality. As Steve Stern (2000: 11–33) points out, we can talk about a "double person": the "everyday" individual who seems to live a normal life and the one who remembers the repression or rupture experienced in 1973 without sharing these feelings or memories in daily life. My aim in undertaking this research was to restore a voice to those who had been rendered speechless despite the fact that they were largely responsible for the making of UP. In short, I wanted to reinstate the collective memory of militants (Gaudichaud, 2003: 18–19).

Academics in Chile often talk about "historical memory" (Garcés, 2000), a binomial composed of two concepts that in Europe are often seen as distinct or

even opposite. The traditional view was that history represented an objective and scientific procedure involving past events while individual memory was merely a subjective reflection of a life's narrative. Of course, this mechanical view now appears completely archaic, since history and memory have both been revealed as much more complex than was initially thought and neither can claim absolute objectivity or subjectivity. Maurice Halbwachs (1925), one of the first researchers to address the social framework of the construction of memory, based his studies on the concept of a society's "collective memory." Since then, many have worked on the complex relations between history and memory (collective or individual) and some who espouse historical relativism have talked of history as a form of collective memory (Le Goff, 1988; Ricoeur, 2000).

The role of the historian in Chile seems to be directly connected to what could be called permanent memories that have been profoundly affected by recent national history. Stern (2000) has called them "emblematic memories" and distinguished them from "loose memories," the memories of those who are unable to see their personal experiences as a constitutive part of a social and historical whole. In Chile, emblematic memories are constantly at war with each other across the whole range of social sectors.³ Among them is the repressed and rejected memory of those against whom the coup was fundamentally directed: the left-wing militants or unionists who see that moment as an unresolved personal and collective rupture. Most of the interviewees, in fact, were conscious of maintaining such a collective memory.

THE MILITANT MEMORY OF CHILEAN POPULAR POWER

Comparing the corpus of testimonies with the historical documentation of the period and our knowledge of the process, one is surprised to find that every single one of them reproduces, to a lesser or greater extent, the discourse of the political organizations to which these individuals belonged during the Allende presidency. In short, and as if frozen in time, we have here a faithful rendition of the discourse of the major left-wing Chilean political organizations. For example, when interviewed, even nowadays, communist militants are likely to provide the following definition of popular power: "Popular power was, above all, the program of Salvador Allende's administration." There is also the oft-repeated assertion that those who defended the idea of an alternative popular power created problems for the government. In the words of Neftali Z., an important communist union leader, "Popular power was not just about rising above the government. Of course not; others believed that this power meant taking things by force, and our position was not like that: power was to be used to govern in broad terms." For Ezequiel E., a communist militant in Valparaíso, the real popular power was the participation allowed by the government: "To me, that represented daily participation in the government, even if we were not 'on top.' Participating daily in everything that might be happening in the life of the country—that is what, for me, popular power was, not a representative democracy in which you go and vote and the next day it's all over. We participated in all the decisions; we were an integral part. That is what, for me, popular power was."

These notions were in fact current in government circles and in the unions among those who supported a transition to socialism. Accordingly, popular power involved the active support of social organizations in a gradual process of transformation led by the government. The right wing of UP, sometimes referred to as the "gradualist wing" and made up of the PC and a large part of the PS (led by Allende), espoused this political view. The other side of UP, now catalogued by most historians as the "rupture wing," included mostly PS militants and left-wing Christians participating in the government (Movimiento de Acción Popular Unitaria [Unitary Popular Action Movement—MAPU] and Izquierda Cristiana [Christian Left]). They were critical of the gradual approach, especially when it came to the political alliance struck with the "national bourgeoisie" in terms of an established legality. Despite the criticisms, none of the militants who were active in the major industrial cordons questioned the legitimacy of the government or its program. According to them, popular power was manifest in the cordons themselves.⁴ In the words of one of them, "I think that the kind of popular power that we wanted at that time was the participation of an organized populace in what we thought of as a prerevolutionary crisis. It represented those social bodies that would become the basic elements of the revolution." Pablo M., a socialist militant who was put in charge of a large food factory by the UP government after a worker takeover, remembers the infighting among the cordons of Santiago: "There were many attempts to create conflicts between the cordons and the government. [However], the people who worked in the cordons did not have that in mind: the movement was a movement in support of the advances that could take place inside UP, not a front against the government."

During this time, the militants of UP's left wing were often engaged in similar struggles in the nation's industries along with the MIR and other small radical groups (most of them Christian, e.g., Izquierda Cristiana). Although they recognized the progressive character of Allende's government, they did not support the idea of a gradual or peaceful revolution. They thought that popular power should manifest itself in organisms that had territorial power, posed an alternative to the bourgeois state, and were ready to face a political and military reaction on the part of the Chilean oligarchy. An MIR militant explains:

We had to pressure the government into transforming the structures of the state. This policy had a name: All power to the soviets! Which meant, in Chilean, "Power to the communal councils!" And the industrial cordons could get in somewhere, parallel to the communal councils. In any case, this created substantial ambiguities because at a certain point you'd end up in a commune where there was a cordon, and what is this? A cordon or a communal council? But for me, the soviets were the communal councils: the confluence of a number of communes that had its own representative and administrative power—control over everything, from the water they use to the schools, everything! Generally speaking, that is what a communal council was: real and symbolic power. The industrial cordons were a particular policy applied to the industrialized areas, which had to participate at a given moment. . . . But, deep down, the communal councils were the soviets. It's as simple as that!

These examples are representative of a memory that has not evolved much and still follows the tenets of the parties of the time. It might be said that the first emblematic memory of popular power is that of the discursive rhetoric of

the 1970s. This memory continuum is situated in the context of the democratic (non)transition experienced by contemporary Chile and therefore establishes the resistance role played by militant memory (in this case, for the purpose of maintaining political struggles and discourses). This partial negation exists in government policies as well as in the emblematic countermemories of others (in particular, Pinochet's steadfast supporters). Before I return to the issue of the sociopolitical function of countermemory and collective oblivion, I want to point out that popular memory cannot be reduced to that. The act of remembering is a historical process, a dynamic under constant construction and evolution. A dialectic of memories subject to historical junctures, this construct is the product of bridges between individual, loose memories and a general, social framework.

As we have seen, some aspects of militant memory have a tendency to remain fixed in time. However, this feature is accompanied by a profound change: an important critical and self-critical examination of militants' political commitments and their consequences. Miguel R., a former MIR militant whose organization held that the communal council was the basis of popular power, now sees this concept as more of an ideal, theoretical construct than an actual practice:

The communal councils existed in the minds of people; mine too, but they never really worked! We never had an opportunity to make the communal councils work. . . . Well, yes! There were free communes such as the Nueva Habana. . . . It was a neighborhood of shantytowns, improved, for people who had been displaced from the slums. They had an administrative system controlled mostly by the MIR, but the PS and the PC were also around. Everything was controlled by collective action, but it never got to be a communal council! You had to look for them, you know? The 10 or 20 communes or commune communities needed to do that. It was only theory!

Often the oral interview is also marked by a self-critical posture regarding the role played by workers and left-wing militants—the view that they were simply not up to the task this historical opportunity presented, the taking of power. But this could well be the result of an “against-the-grain” view born of the 1973 defeat and the violence that followed in the wake of the coup. This retrospective examination represents the ongoing revision of memory when it comes in contact with the present. Among the factors that have fostered this memory change (which is not necessarily a matter of “rustiness”) are the defeat of the Chilean left, the sinking of the revolutionary movement, exile, repression, the triumph of the new liberal model, and the bitterness of defeat. All of these lead to reflection, justification, and the modification of memories. The persistence of these memories therefore depends on the dialectic tension between an individual trajectory (social origin, cultural capital, type of political commitment, etc.) and the individual's position in contemporary society. Dissecting individual testimonies makes it apparent that there is considerable heterogeneity in these emblematic memories. Depending on the ways in which memory has been reproduced, subsequent transformations, subjectivity, and critical examination will be more or less important. For example, Hernán O., who remains a militant and a political participant in the government of the Concertación, attempts to establish a very positive view of his

time as a leader of the Cerrillos cordon and in fact uses it to justify his present political and social standing and responsibilities:

It is important to understand that we did have power, and we still do. With the Concertación we have been able to establish a political alliance that allows us to represent over half of the Chilean population. We continue to be the larger faction, now we have to prove that we are the best and the most efficient. . . . We would not be the same people if we hadn't experienced UP. What we did was valid, and what we are doing today is also valid; we should not be afraid to play the role we have to play.

In contrast, Edmundo J., another former union member from Cerrillos, is much more level-headed, measured, and critical, perhaps because he always kept his distance from political parties (he was never a political militant) and is critical of their appropriation of the movement. Besides, he is still working, under difficult conditions, with the Cerrillos area unions. He tries to cast his militant commitment in a positive light and insists that the Cerrillos cordons and the Renca communal council were the most important. In fact, any attempt on the part of a militant to emphasize the importance of his political party or organization reveals a legitimate desire to justify personal past actions. This is the case, for example, with Tomás I., who highlights his role as a founder of a regional PS committee and organizer in the Macul cordon: "I founded the regional link and was there for the whole 16 years that it lasted (until that very eleventh of September); I was one of the organizers of this area and was always in charge of the mass fronts." However, examination of the militant press of the time reveals that his management of the nationalized company Paños Continental (with 1,600 workers) was widely criticized within the party and by some of the area's workers.

It seems that the process of transformation and critical retrospection is weaker in the case of militants who held important political positions under UP and those who are still political militants. For example, the testimony of Patricio P., a member of the PC's central committee and the Ministry of Economy and, later, director of the Dirección de la Industria y el Comercio (Office of Industry and Commerce), represents the moderate sector of UP. According to him, the company-takeover craze, which went well beyond UP's projected goals, was the product of opportunist left-wing agitators (mostly from the MIR) and not the consequence of a radicalized class conflict:

The MIR, a relatively small political force, well organized, with university, popular, and industrial factions, wants to advance its own revolutionary political agenda over the pragmatic plans of Popular Unity. This is why it employs this policy of taking over companies and requesting intervention. The MIR sees this as support for the policies of a segment of the Socialist party and part of MAPU, two sectors (I have to qualify, but I don't mean this pejoratively) made up of petit-bourgeois rather than worker or popular elements. . . . Anyway, the combination of these three sectors and some other minor ones results in the UP government's facing a leftist opponent (not an enemy) that creates major complications. Why major complications? First, because it was really simple to arrive at a company and organize a takeover. After all, all the workers wanted was a takeover; all the Chilean workers wanted was a 100 percent socialized area! So it was really easy to go up to a company, stir up things, and do a takeover. It was as easy as it was, in a way, irresponsible.

This line of argument is part of the official stance of the PC and is echoed by Mireya Baltra, the communist minister of labor; as she herself recalls, she had to face many conflicts involving workers in private-sector areas such as the Perlak canning plant in the Cerrillos cordon (Gaudichaud, 2004: 403–410). The “official” character of this interpretation is evident in that it relies on the single unrepresentative example of a jam-producing company with five workers taken over in the name of popular power. What these witnesses intend is to illustrate the irresponsibility of some leftist militants by holding them responsible for the factory takeovers; in the process they avoid being criticized for UP’s economic policy and, more important, the fact that it barred most of the industrial proletariat from any real access to power (Petras, 1973: 5–24). The MIR was, in fact, a small organization of some 10,000–15,000 militants with a weak hold on the industrial sector and was incapable of organizing a national factory-takeover movement. The takeovers sprang from the very heart of the working class: in December 1972, 152 of the 202 companies that became part of the nationalized sector had been incorporated as a result of worker pressure rather than the government’s own will. In fact, the latter wanted to stop the takeovers in order to negotiate with Democracia Cristiana in parliament.

What we have here, then, is a fixed emblematic memory that tends to distort the objective facts. The supporters of an alternative, noninstitutionalized popular power acting under the slogan “Crear, Crear, Poder Popular” (Create, Create, Popular Power) stress the very positive aspects of this collective overflow. Mario O., a worker and a member of the MIR, remembers:

We would go out and expropriate the buses with hand-held weapons, with guns, and we sent them into the factories with the workers. That way we made sure that production did not stop. We would also go look for workers and transport them. We started talking about a real kind of power for workers. . . . Maybe we did not have total clarity from the ideological point of view, but we demanded more participation in all areas, not just production!

Carmen S., a socialist militant and fervent supporter of the industrial cordons flushes with excitement when she remembers the workers’ response to the employers’ strike of October 1972:

It was a marvelous thing, almost every single factory in Santiago working without bosses! Workers putting the most sophisticated things to work, designing shoes, and such . . . and we sold all these things in the market. I was in charge of organizing a mobilization, making an industry-by-industry list of the buses needed to carry the products, seeing how many workers there were in the factories and going to fetch them and drive them in; we went with garbage collectors to get gas in Maipú and take everyone to Santiago; students would go to the station to get vegetables and distribute them among the towns. . . . There was everything in the towns. And all of this lasted for more than a month.

Other, more critical MIR militants like Javier B. or Guillermo R., who were responsible for the area covered by the Cerrillos cordon, deplore the attitude of the PS, which controlled almost all the cordons. According to them, the socialist leaders used the cordons to pressure the government and activated

them only defensively, failing to recognize the dual view of power espoused by the MIR:

When the PS came in with its policy of "advance without compromise," it took over this space that we were building with a different vision, with a territorial vision, but for them it was a tool for pressuring the government, for intervening and seizing [companies]. In contrast, we were building or trying to build a cordon as an exercise in power. . . . The cordon was officially made up of union leaders, and those who wanted to be members could do so in their own right. . . . But it did not work regularly in terms of having periodic meetings, work plans; it reacted to whatever was going on. Then yes, colleagues would talk about conflict, the cordon was activated, a meeting was called, there was an assembly of leaders, and a mobilization was organized.

Finally, and beyond the evident polysemy, we must point out that the testimonies tend to have one thing in common: the idea that popular power could have materialized into something that could have overcome the vacillations of the "Chilean path to socialism." This is an essential feature of militant memory that links the tradition of unified action and class independence with the historical tradition of the Chilean labor movement. In the words of a socialist activist in Santiago,

I think the most important thing we did through the Vicuña Mackenna cordon was to bring solidarity from wall to wall, from factory to factory. This is something that, while of course inherent in the working class, we helped make manifest in concrete terms: a factory would join the struggles of a neighboring factory, whereas before it might not even have been aware of what was going on. We played a part in consolidating this kind of worker solidarity. And because the cordons had widespread popular expression, this was taken up by people in other sectors, so that when a company was going through problems it would also get the support of surrounding popular organizations.

Oral testimonies confirm that one of the great balancing acts these workers were able to perform was the prioritization of solidarity, although it was often marred by political sectarianism and the indecisiveness of the union leaders or the government. These testimonies also portray conflicts between class identity and political militancy. For example, many workers who belonged to the political opposition to UP and were Democracia Cristiana militants favored their interests as workers and supported the leftist takeovers in spite of their party's stance. After interviewing 40 Chilean workers of all political backgrounds, Stillermann (1997: 66) came to the conclusion that "workers belonging to the social base criticize the path to socialism and articulate their own opinions regarding the nature of class and the ways in which the UP's political process blocked and distorted what the workers perceived as a natural solidarity among them." At the same time, one perceives a strong emotional component, a certain scorn regarding the role of political parties and respect for the image of Allende in spite of the view that he was too "lenient" with the right. Despite this retrospective critical examination, most interviewees value their experience, the richness of social militancy during this period, and the importance of taking it into account as we enter the twenty-first century.

CONCLUSIONS: MEMORY AND ITS CHALLENGES IN CONTEMPORARY CHILE

One of the great tasks of the social and cultural history of memory is to respond to the following central questions: what are the forms of transmission employed by collective memory, and how are they maintained or transformed through time? What are the functions of memory and of collective oblivion? One thing on which researchers and historians of contemporary Chile agree is the existence of a "battle of memory" the content and form of which are extremely polemic (especially with regard to the period since 1970).⁵ In this battle, the memory of popular power represents a challenge in terms of historical and, of course, symbolic and political reinterpretation. In opposition to this is collective oblivion: the current left, which has been part of the successive Concertación administrations since 1990, has instituted an official memory that reduces UP to the historical role played by Allende, now a great republican and a consistent and solitary democrat. This official memory, embodied in the stone statue erected in front of the presidential palace, completely negates the popular self-organization and the radical nature of the labor movement in favor of a "renewed" discourse that aims to generate consensus and national unity. Deep down, this implies a rejection of the collective and revolutionary facet of early-1970s Chile in an effort to justify the liberal renovation (1983–2006) carried out by the former leftists who now hold power. Along with this officially instituted oblivion, the current regime also fearfully observes another memory: that of the supporters of the military dictatorship, which is sometimes forcefully and sometimes quietly defended ("memory as salvation" versus "memory as closed box") by some of the political, military, or business elite (Stern, 2000: 11–33). The most fervent supporters of the dictatorship have never denied the existence of an emerging popular power. In fact, they have used it to legitimate the coup. Pinochet (1980: Annex 8), for one, has always defended the (historically false) idea that the industrial cordons had a matching army prepared to destroy the armed forces.

These memories came to the fore during the thirtieth anniversary of the coup in September 2003. One needs only to read the speeches of President Ricardo Lagos at the time to gauge the effort to reinterpret the history of UP. *El Mercurio*, a long-standing representative of the Chilean elite, continues to publish some of the most fervent supporters of the dictatorship and their political heirs and even the most active "political repentants." Today, the kind of discourse that situates the actions undertaken by the Pinochet regime on the same level as the "excesses" of the left is no longer the sole prerogative of Pinochet supporters. Former UP militants such as Luis Gustavo, a former PC leader and now a provincial governor and member of Concertación, have also adopted this stance. Gustavo offered a public mea culpa in September 2003 and explained that the Allende government and its supporters should also be held responsible for the military coup.

Contemporary Chile is caught in a general crisis of memory that oscillates between collective amnesia and hyperamnesia. It also affects human rights organizations and many left-wing militants and intellectuals who, lacking opportunities for mobilization, tend to shut themselves off in a painful,

mythified, and cloistered memory of the past (Palieraki, 2003: 31–40). Many families of *desaparecidos* (disappeared) and political victims continue to revere the memory of those who fell during the dictatorship. Given the prevailing impunity and the limitations of both Chilean and international justice, it is apparent that the memory of repression has direct consequences in the political arena. As Antonia García Castro (2001) has put it, this memory is a gamble on the future, an active questioning of the power relations that took over the Chilean political system after the coup and the serious limitations of the democratic transition. As the families of the disappeared continue to ask, "Where are they?," it becomes possible to inquire into the continuity of the neoliberal regime initiated by Pinochet and now led by the Concertación governments.

Contemporary Chile is traversed by a gaping wound, and, just as there are some irreducible theorems that persist throughout history, there are certain past events that cannot be buried in oblivion in favor of an amnesiac present (Bensaïd, 2001). The knots left to untangle are many, but they are not simply cold objects of study. The memory of popular power is part of this process. The historian María Angélica Illanes (2002) has stressed the need to reconstruct that "revolution from below" that is so little known but was "a central part of Chilean experience under Popular Unity" and one of "its major characteristics." In this sense, it is of the utmost importance that we recover the "obstinate memory" recalled by the filmmaker Patricio Guzmán (1996) decades after filming "the battle of Chile." To reveal the process embodied by UP is a means to understanding not only contemporary Chile but the social transformations under way throughout Latin America. Viewed from this perspective, the challenge is immense, since it involves not only researchers and historians but also social movements and their political representations. This is the opinion of Pablo M.: "I think it was a great participatory experience, that of a popular participative movement with real territorial power; in short, I think it is a lesson in what a political movement should be, with real grassroots participation, no monitoring. Doing politics at the base of society, that's what it was, and I think that's the only way to do politics."

NOTES

1. According to this research, in October 1972 there were a little more than 50 associations throughout the country (with 20 in the nation's capital). In 1973 the various popular assemblies included 60,000–80,000 people nationwide (Gaudichaud, 2005).

2. José Del Pozo's Ph.D. work (1992) is an exception.

3. Stern (2000: 15–17) identifies four types of emblematic memories in relation to the Chilean coup: two of them implicitly or explicitly legitimize the military intervention, while the other two oppose it in different ways.

4. On June 30, 1972, the country's main cordón, that of Cerrillos, called for "workers' control of production through delegate councils revocable at any point." It stated its willingness to "support the government of President Allende through the interpretation of worker struggles and mobilizations." These innovative associations combined in July 1973 in the Coordinadora de los Cordones Industriales de la Provincia de Santiago (Coordinator for the Industrial Cordons of the Province of Santiago).

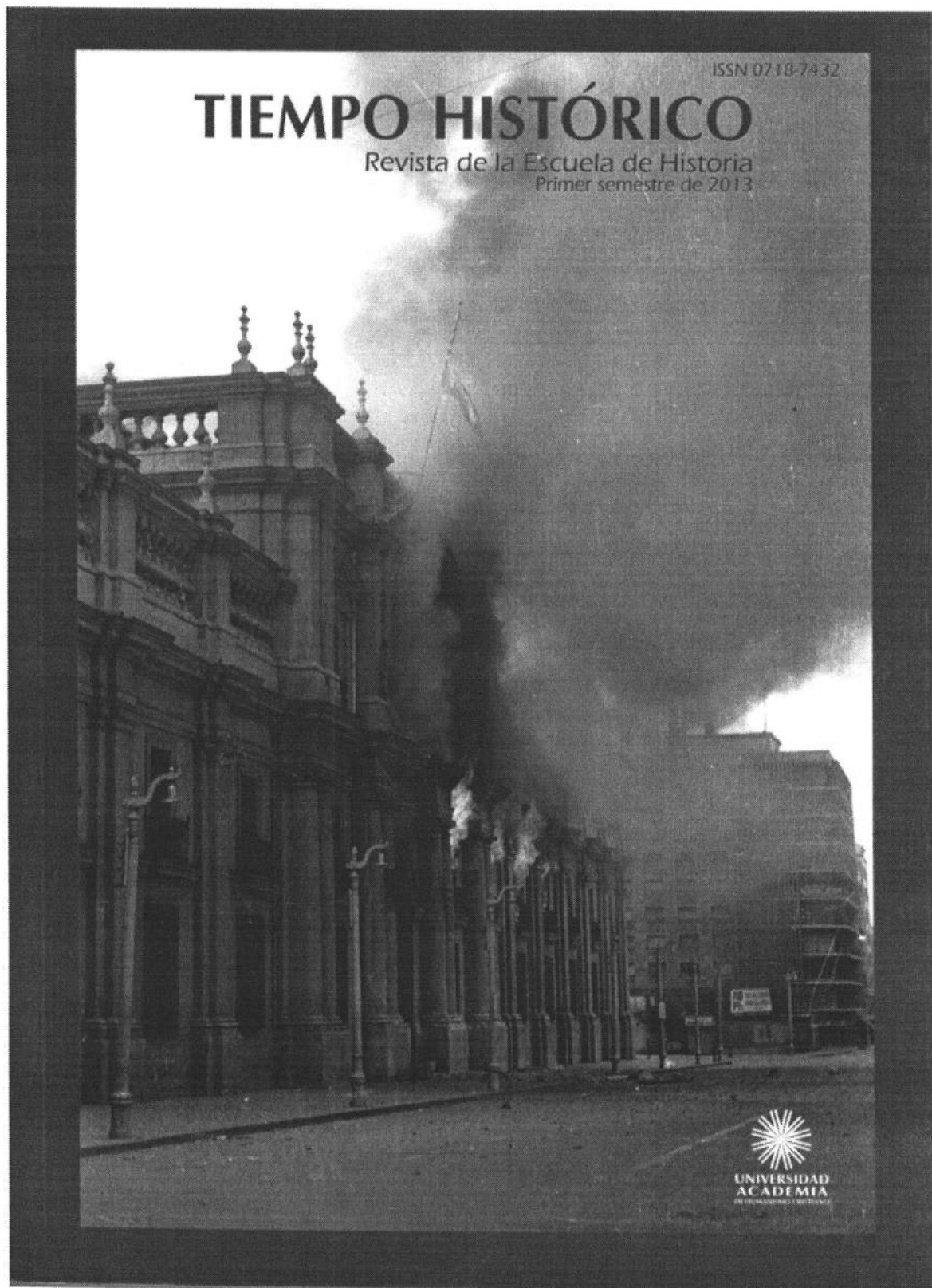
5. A good example of this struggle is the *Manifiesto de historiadores*, published during Pinochet's detention in London (Grez and Salazar, 1999).

REFERENCES

- Bensaïd, Daniel
2001 *Les irréductibles: Théorèmes de la résistance à l'air du temps*. Paris: Textuel.
- Bourdieu, Pierre
1993 *La misère du monde*. Paris: Seuil.
- Cancino Troncoso, Hugo
1988 *La problemática del poder popular en la vía chilena al socialismo*. Aarhus: University of Aarhus.
- Del Pozo, José
1992 *Rebeldes, reformistas y revolucionarios: Una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad Popular*. Santiago: Ed. Documentas.
- Garcés, Mario
1996 "La historia oral, enfoques e innovaciones metodológicas." *Última Década* (Viña del Mar) 4 (March): 181–190.
2000 *Memoria para un nuevo siglo: Chile, miradas a la segunda mitad del siglo XX*. Santiago: LOM.
2001 *Guía metodológica para la memoria y la historia local*. Santiago de Chile: ECO.
- García Castro, Antonia
2001 "Où sont-ils? comprendre une intrigue: La permanence des disparus dans le champ politique chilien— enjeux mémoriels, enjeux de pouvoir (1973–2000)." Ph.D. diss., École de Hautes Études en Sciences Sociales.
- Gaudichaud, Franck
2003 "L'Unité Populaire par ceux qui l'ont faite." *Le Monde Diplomatique* (Paris), September, 18–19.
2004 *Poder popular y cordones industriales: Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano 1970–1973*. Santiago: LOM-DIBAM.
2005 "Étude sur la dynamique du mouvement social urbain chilien: pouvoir populaire et cordons industriels (1970–1973)." Ph.D. diss., Université Paris 8.
2006 "Construyendo poder popular: El movimiento sindical, la CUT y las luchas obreras en el periodo de la Unidad Popular," pp. 81–105 in Julio Pinto (ed.), *Cuando hicimos historia: La experiencia de la Unidad Popular*. Santiago: LOM.
- Grez, Sergio and Gabriel Salazar (eds.)
1999 *Manifiesto de historiadores*. Santiago: LOM.
- Guzmán, Patricio
1996 *Chili, la mémoire obstinée*. Paris: Les Films d'Ici/Office National du Canada/La Sept/Arte.
- Halbwachs, Maurice
1925 *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Alcan.
- Illanes, María Angélica
2002 *La batalla de la memoria: Ensayos históricos de nuestro siglo*. Santiago: Planeta/Ariel.
- Le Goff, Jacques
1988 *Histoire et mémoire*. Paris: Gallimard.
- Moulián, Tomás
1997 *Chile actual: Anatomía de un mito*. Santiago: LOM-ARCIS.
- Najman, Maurice
1974 *Le Chili est proche: Révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité Populaire*. Paris: F. Maspero.
- Palieraki, Eugenia
2003 "Devoir de mémoire, tentation de l'oubli: Le 11 septembre chilien, 30 ans après." *L'Ordinaire Latino-américain: Chili 1973–2003* (Toulouse) 193 (July–September): 31–40.
- Petras, James
1973 "Nacionalización, cambio socio-económico y participación popular bajo el gobierno de la Unidad Popular en Chile." *Estudios Andinos* (La Paz) 3 (9): 5–24.
- Pinochet Ugarte, Augusto
1980 *El día decisivo*. Santiago: Andrés Bello.
- Ricoeur, Paul
2000 *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Seuil.

- Rousso, Henry
1991 *The Vichy syndrome: History and memory in France since 1944*. Cambridge: Harvard University Press.
- Silva, Miguel
1999 *Los cordones industriales y el socialismo desde abajo*. Santiago.
- Stern, Steve
2000 "De la memoria suelta a la memoria emblemática: hacia el recordar y el olvidar como proceso histórico," pp. 11–33 in Mario Garcés (ed.), *Memoria para un nuevo siglo: Chile, miradas a la segunda mitad del siglo XX*. Santiago: LOM.
- Stillermann, Joël
1997 "No estábamos preparados: trabajadores chilenos recuerdan la unidad popular." *Alamedas* (Santiago), April–June, 59–66.
1998 "From solidarity to survival: transformation in the culture and style of mobilization of Chilean metal workers under democratic and authoritarian regimes, 1945–1995." Ph.D. diss., New School for Social Research.
- Stora, Benjamin
1991 *La gangrène et l'oubli: La mémoire de la guerre d'Algérie*. Paris: La Découverte.
- Thompson, E. P.
1968 *The Making of the English Working Class*. Harmondsworth: Penguin.
- Thomson, Paul
1988 *The Voice of the Past: Oral History*. New York: Columbia University Press.
- Vitale, Luís
1999 *Para recuperar la memoria histórica: Frei, Allende, Pinochet*. Santiago: Chile América / CESOC.
- Winn, Peter
1986 *Weavers of Revolution: The Yarur Workers and Chile's Road to Socialism*. New York: Oxford University Press.

* "A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973)", *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N°6, Santiago, 2013, pp. 63-79, URL : <http://bibliotecadigital.academia.cl/bitstream/123456789/1729/1/063-079.pdf>.



A 40 AÑOS DEL GOLPE. HISTORIOGRAFÍA CRÍTICA Y PISTAS DE INVESTIGACIÓN PARA (RE)PENSAR LA UNIDAD POPULAR*

Franck Gaudichaud**

RESUMEN

Cuarenta años después de la caída del Gobierno de Salvador Allende, el historiador posee innegablemente una mayor distancia crítica al momento de hacer surgir algunos de los *paisajes de la verdad* de este período conflictual y fundamental de la historia chilena. Con todo, hoy como ayer, los investigadores que se interesan en la Unidad Popular deben hacer frente a varias escuelas epistemológicas, que coexisten en torno a la interpretación de esos mil días de la revolución chilena. Basado en un amplio estudio bibliográfico, este artículo presenta las principales tendencias interpretativas existentes, recordando que, si los enfoques siguen siendo claramente diferenciados según los autores, la mayoría de las investigaciones han sido dominadas por una visión centrada esencialmente en el campo institucional y los partidos políticos. Por ello, este texto pretende mostrar todo el interés de realizar “un retorno a lo social” para entender este proceso histórico. Orientándose así, hacia estudios que den cabida e *historicidad* a las luchas sociales y a las acciones colectivas protestatarias existentes entre 1970 y 1973.

PALABRAS CLAVE

Historiografía – Movimientos sociales – Chile – Unidad Popular – Salvador Allende.

Recibido: 21 de septiembre de 2013.

ABSTRACT

Forty years after the fall of Salvador Allende's government, we unquestionably have a distance criticizes in order to make re-appear certain *landscapes of the truth* of this conflict period of the Chilean history. However, today like yesterday, the researchers in history and social sciences being interested in the Popular Unit must face inevitable epistemological choices: several historiographic schools are still around the interpretation of this time Latin-American turning point. Based on a long bibliographical study, this article presents the principal interpretative tendencies of the thousand days of the Popular Unit. It recalls that if the theoretical approaches remain rather distinct according to the authors, the majority of the investigations were however dominated by a vision centred over the institutional field and the political parties. As, this text seeks to show all interest as there would be to operate “a return to social” and to study again all their place and their *historicity* with the social fights and the Chilean collective actions between 1970 and 1973.

KEYWORDS

Historiography – Social movements – Chile – Popular Unity – Salvador Allende.

Aprobado: 20 de noviembre de 2013.

* Este artículo es una versión ampliada, corregida y actualizada de un primer ensayo historiográfico publicado en francés, en: *Cahiers des Amériques latines*, núm. 51/52, (París 2006-2007).

** Magíster en Historia, Doctor en Ciencia Política (Universidad París 8) y Profesor titular en Estudios Latinoamericanos de la Universidad de Grenoble (Francia). E-mail: franck.gaudichaud@u-grenoble3.fr

En un ensayo, escrito a mediados de los años 80, el sociólogo franco-brasileiro Michael Löwy escribía que:

“todo conocimiento e interpretación de la realidad social está ligada, de manera directa o indirecta, a una visión social del mundo[...]. Y que, por consiguiente, la verdad objetiva sobre la sociedad no es concebible como una imagen, pero sí como un paisaje pintado por un artista; y que, finalmente, este paisaje será más cierto si el pintor estuviera en un observatorio o un mirador más elevado, permitiéndole una vista más vasta y extendida del panorama irregular y accidentado de la realidad social”¹.

Nos parece que la noción de “paisaje de la verdad” es particularmente pertinente para el objeto de estudio que nos ocuparemos de presentar en este artículo, es decir, una reflexión crítica sobre la historiografía del Chile de la Unidad Popular (1970-1973). Efectivamente, cuarenta años después de la caída del gobierno encabezado por Salvador Allende, gozamos indiscutiblemente de una mayor distancia para abordar el periodo: tomando la metáfora hilada más arriba, podríamos decir entonces que nuestro punto de observación se encuentra suficientemente elevado para continuar, de manera colectiva, balances críticos y hacer resurgir ciertos paisajes de la verdad. Esto ya que, desde hace algunos años, más fuentes escritas son accesibles (aquellas que no fueron destruidas), mientras que los testigos aún en vida ofrecen un vasto campo de investigación, basado en las técnicas de la historia oral. No obstante, hoy como ayer, los investigadores en his-

toria y ciencias sociales que se interesan en la Unidad Popular deben hacer frente a elecciones epistemológicas inevitables y debates necesarios: varias escuelas historiográficas y teorías se codean en torno a la interpretación de esta época bisagra de la historia latinoamericana contemporánea.

Efectivamente, la Unidad Popular marcó el siglo XX. Elegido sobre la base de una importante movilización social, el médico y parlamentario socialista Salvador Allende toma la dirección del gobierno teniendo como ambición llevar a cabo—de manera pacífica— la construcción de un modelo socialista democrático, apostando a la flexibilidad del Estado chileno y la posibilidad de una revolución por etapas. Apoyado en una alianza de izquierda amplia, conformada alrededor de dos grandes partidos obreros, el Partido Comunista y el Partido Socialista, este gobierno será destituido mil días después por un golpe de Estado de corte contrarrevolucionario, cuya dictadura neoliberal será uno de los símbolos del terrorismo de Estado suramericano. Aventurarse en las huellas y semblanzas de esta experiencia de intenso conflicto político y social supone, con anterioridad, lograr el balance de lo que se ha escrito sobre el tema. En las líneas que siguen, trataremos de presentar un esbozo historiográfico crítico basándose en algunas publicaciones claves y, finalmente, avanzando pistas y propuestas para investigaciones futuras. Por este camino, proponemos *mutualizar* algunas reflexiones nacidas de varios años de investigación sobre el proceso revolucionario chileno.

1 Michael Löwy, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance* (Paris: Anthropos, 1985).

I.- PENSAR LA UP: BOSQUEJO DE PRINCIPALES CORRIENTES HISTORIOGRÁFICAS

Un océano bibliográfico.

Primera constatación: la cantidad extraordinaria de libros que abordaron, y en el contexto actual de conmemoración de los cuarenta años, que evocan la Unidad Popular (UP) y la “vía chilena al socialismo”. Esa experiencia sociopolítica impactó de tal manera, y a una escala mundial, fue tan analizada y comentada, que el investigador se encuentra frente a una bibliografía desmesurada. Así, en 1993, Max Nolf pudo detectar más de 200 libros consagrados solamente al Presidente Salvador Allende². Veinte años después esa cifra está muy por debajo de la realidad editorial. Uno de los peligros entonces es “ahogarse” en este océano bibliográfico y, como requisito a todo trabajo serio, es indispensable operar allí una selección previa, cualitativa y cuantitativa. A pesar del carácter a veces arbitrario, y por cierto incompleto, de nuestra clasificación, presentaremos aquí las principales tendencias de análisis y algunas obras entre las más representativas de la literatura sobre este tema.

Podemos elaborar una primera distinción basándose en el carácter científico del escrito, o más bien, observando la seriedad —o no— de la metodología de investigación, la diversidad y el carácter sistémico de las fuentes utilizadas, la

originalidad del trabajo. Durante los años que siguieron el golpe de Estado, numerosos libros fueron redactados por actores “comprometidos”, en la lucha contra la dictadura, estos representan ensayos militantes y testimonios, escritos desde la urgencia de la resistencia política o de la solidaridad internacional. Como lo subrayó el historiador Hugo Cancino, el objeto de la mayoría de esas publicaciones era

“crear un sentimiento de solidaridad con el pueblo chileno, de indignación y de condena moral de la dictadura militar [...]. El género “ensayo” a pesar su tentativa de explicar y formular las hipótesis sobre el curso de la experiencia chilena, sobrepasando así la crónica periodística, no consiste, en la mayoría de los casos, en un trabajo sistemático de las fuentes primarias y secundarias”³.

En esta categoría, encontramos múltiples escritos que hoy aportan poco a los investigadores en términos de datos de primera mano.

Sin embargo, varias de esas publicaciones tienen aún un valor ineludible y fundamental. Redactados por intelectuales, dirigentes partidarios, militantes, que estaban vinculados directa o indirectamente con la UP, nos entregan puntos de vista, vivencias, recuerdos y espacios de una memoria política que sería difícil reconstruir sin esos textos. Es necesario entonces utilizarlos, aunque con precaución, ya que pueden servirnos tanto como archivos históricos (como por ejemplo sobre las representaciones subjetivas de la

2 Max Nolf, *Salvador Allende: el político, el estadista. Bibliografía comentada y temática de más de 200 libros* (Santiago: Coll. Estudio, 1993).

3 Hugo Cancino, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73* (Aarhus: Aarhus Universitet Press, 1988).

época) que, como fuente de información. Citemos, como ejemplo, los escritos de un importante asesor político de Allende: el politólogo catalán Joan Garcés. Sus libros sobre el proceso político de la “vía chilena”, re-editados regularmente desde 1974, permiten comprender la posición del gobierno y la apuesta estratégica de la izquierda, como sus dilemas internos frente a la coyuntura⁴. El libro de Carlos Altamirano, entonces secretario general del PS⁵, es también un clásico en este género, al igual que los estudios de uno de los economistas de la UP, Sergio Bitar o aún la compilación de las obras de Pedro Vuskovic, que fue durante un tiempo ministro de economía. Agreguemos el diario del sociólogo francés Alain Touraine, que nos entrega sus reflexiones del día a día, cuando vivía en Chile⁶. Estos textos fueron redactados en los años setenta, pero después, numerosos actores intentaron aportar su grano de arena al edificio de la reconstrucción de la memoria, con la voluntad de explicar los mecanismos sociopolíticos que condujeron al régimen militar del General Pinochet, pero también de explicar y justificar su accionar histórico. Citemos las memorias de los dirigentes del Partido Comunista, principal partido político del país durante la UP y pilar del gobierno popular, tales como Orlando Millas⁷ o Luis Corvalán P.⁸. Otro ejemplo, las conversaciones más recientes de Carlos

Altamirano con Gabriel Salazar⁹ o con la periodista Patricia Politzer¹⁰, nos entregan nuevos elementos tanto sobre los setenta, como sobre la evolución-“renovación” de la izquierda chilena después del golpe y durante la pos-dictadura.

Con el paso del tiempo y más allá de los testimonios o de los ensayos biográficos, los historiadores y académicos se adentraron también en los mil días que separaron la victoria electoral de noviembre 1970 del bombardeo de la Moneda en 1973. No obstante, sería ilusorio trazar una línea muy delimitada entre ensayos y trabajos académicos. A menudo, los primeros universitarios que trabajaron sobre el periodo fueron también, y al mismo tiempo, actores del proceso político chileno y sufrieron, personalmente y/o sus cercanos, la represión y el destierro: retomando estudios y realizando doctorados en el extranjero, empezaron a abrir camino en la historicización de la UP, pero siempre desde su experiencia política y vivencias personales en Chile. Como lo anota J. Rojas F., pensar en periodo de dictadura o desde el exilio político, determinó, sin lugar a dudas, en gran medida la producción intelectual y la manera de pensar históricamente el tiempo presente chileno durante muchos años, y en particular la historia del gobierno de Allende¹¹.

4 Joan Garcés, *El estado y los problemas tácticos del gobierno de Allende* (México: Ediciones siglo XXI, 1974).

5 Carlos Altamirano, *Dialéctica de una derrota* (México: Editorial Siglo XXI, 1977).

6 Alain Touraine, *Vie et mort du Chili populaire, journal sociologique* (París: Scuil, 1973).

7 Orlando Millas, *Memorias, 1957-1991. Una disgresión* (Santiago: CESOC, 2008).

8 Luis Corvalán P., *De lo vivido y lo peleado: memorias* (Santiago: LOM Ediciones, 1997).

9 Gabriel Salazar, *Conversaciones con Carlos Altamirano. Memorias críticas* (Santiago: Editorial Debate, 2000).

10 Patricia Politzer, *Altamirano* (Santiago: Random House Mondadori, 2013).

11 Jorge Rojas F., “Los trabajadores en la historiografía chilena: balance y proyecciones” en *Revista de Economía & Trabajo*, núm. 10 (Santiago, 2000): 47-117.

Diferentes enfoques epistemológicos para el mismo objeto de estudio.

De manera general, y como todo trabajo de investigación en historia o ciencias sociales, los estudios –pasados o más recientes– consagrados a la Unidad Popular pueden dividirse en grandes corrientes de análisis. La historiografía de este periodo es sumamente conflictual y ha sido fuertemente influenciada por el violento quiebre que representa el golpe de Estado. Hoy en día, los enfoques siguen siendo muy diferenciados y reflejan los distintos acercamientos teóricos, metodológicos e incluso ideológicos de los autores que trabajaron esta historia. En un esclarecedor texto del año 1999, Luís Moulián proponía distinguir tres corrientes historiográficas principales al momento de adentrarse en el periodo de las grandes reformas en Chile, es decir 1964-1973¹². Según él, la inmensa mayoría de los libros centrados sobre la UP se podrían inscribir, de una manera u otra pero según múltiples matices y variaciones, en una de esas tendencias teórico-analíticas fundamentales. No obstante, como los veremos más abajo, es importante subrayar que una nueva generación de investigadores intenta cruzar las fronteras epistemológicas y sobre todo metodológicas, para proponer una renovación de enfoques, estudios de terrenos y análisis.

La primera gran familia epistemológica deriva de la historia tradicionalista y neo-conservadora: sus representantes más

conocidos son Ricardo Krebs y Gonzalo Vial C.¹³. Este último ve en la Unidad Popular, la culminación de la violencia política fomentada principalmente por la izquierda a favor de “modelos o utopías revolucionarias”. El año 1973 representa así el punto culminante de una crisis de autoridad y de los valores morales nacionales, debido a una “sobre-ideologización” del conjunto de la sociedad y a un lento proceso de “decadencia nacional”, que obligó finalmente a las fuerzas armadas a intervenir con el fin de restablecer el orden. Este desorden creciente e incontrolado habría ocurrido, en parte por las reformas sociales y por la acción desestabilizadora de los partidos políticos, todos favorables a los “proyectos globales” de transformación social¹⁴. Encontramos enfoques parecidos en los escritos de Mario Góngora sobre el Estado en Chile. La segunda tendencia historiográfica es “mesohistórica”, y aunque bastante heterogénea, cercana al pensamiento del cristianismo social. Esta corriente estaría encarnada por historiadores como Sergio Villalobos o Cristián Gazmuri y por Genaro Arriagada en el ámbito de las ciencias políticas. Se caracteriza por su interés en las descripciones empíricas, por el lugar dedicado al relato de los hechos (y finalmente por una visión positivista de la historia). Muy fáctico, este tipo de análisis deja poco de espacio a la interpretación global y al debate teórico. La “vía chilena al socialismo” es entonces vista como un camino que conduce de la vía institucional, heredada del gobierno

12 Luís Moulián, “Balance historiográfico sobre los treinta años de la historia chilena”, en Luis Vitale, (ed.), *Para recuperar la memoria histórica: Frei, Allende, Pinochet* (Santiago: Ed. Chile-América/CESOC, 1999), 43-111.

13 El historiador Gonzalo Vial fue un fervoroso defensor de la dictadura, ex-ministro de Educación y autor anónimo del *Libro Blanco* de la junta militar.

14 Gonzalo Vial C., *Historia de Chile* (Santiago: Ed. Santillana, 1981); *Salvador Allende: el fracaso de una ilusión* (Santiago de Chile: Universidad Finis Terrae, Centro de Estudios Bicentenario, 2005).

demócrata cristiano (1964-1970), hasta las veleidades del “poder total”, encarnado por Salvador Allende. Podríamos agregar a esta tendencia, el capítulo XII de la *Historia General de Chile*, publicada por Cambridge University, también influenciada por el sello de una historia esencialmente descriptiva¹⁵. Para terminar esta breve síntesis, el último gran tipo de interpretación subrayado por Luís Moulián es marxista, o utilizando ciertas categorías marxianas. Durante casi tres décadas, el marxismo ortodoxo dominó la historia del movimiento obrero chileno, con autores como Hernán Ramírez Necochea, miembro del PCC. Este marxismo universitario estuvo marcado por el determinismo histórico y una visión teológica de los procesos políticos: “En Chile como bajo otras latitudes, los obreros del sector industrial y minero se transformaron en los grandes protagonistas de la historia de la salvación y de la redención de la humanidad. Esta filosofía de la historia hacía que, de manera casi inevitable, el ordenamiento de los hechos seguiría un desarrollo que avanzaría hasta un final conocido y necesario”¹⁶. Con la caída del muro de Berlín y el descalabro de los “socialismos reales”, tales certezas dogmáticas se desmoronaron. Hasta su fallecimiento en 2010, el principal representante del materialismo histórico en Chile fue Luis Vitale, historiador marxista heterodoxo y prolífico, co-fundador del MIR (Movimiento de la Izquierda Revolucionaria) e influenciado por el trotskismo y el guevarismo. Sus últimas contribuciones sobre la UP muestran una

cierta apertura problemática y su voluntad de colaborar con una nueva generación de investigadores¹⁷. Esta corriente concibe la UP como un “periodo pre-revolucionario” y el gobierno Allende como “democrático avanzado” pero prisionero del legalismo burgués y de la táctica de una “revolución por etapas”, desbordada por la dimensión del conflicto de clase. En relación con este enfoque, es indispensable añadir los trabajos más actuales del politólogo Juan Carlos Gómez, que constituyen un aporte importante a la renovación historiográfica de la Unidad Popular, centrandó su reflexión sobre el derecho de propiedad en Chile (1925-1973) y viendo cómo la democratización que significó la UP, al tensionar el derecho de propiedad privada, explica en gran parte la opción de las clases dominantes por la instauración de un régimen autoritario¹⁸. Luís Moulián integra también en esta categoría a Gabriel Salazar, premio nacional de historia y representante de la “nueva historia chilena”, aunque no se reivindica del análisis marxiano. En su amplia *Historia de Chile*, co-dirigida con Julio Pinto, insiste –en una perspectiva gramsciana– en las nociones de “clase política civil” y “clase política militar” e inscribe a la UP como continuidad de los frentes populares de los años treinta, describiendo un régimen desarrollista de tipo “nacional-populista en crisis”¹⁹. Por último entre los investigadores de “sensibilidad marxista”, encontramos al sociólogo Tomás Moulián, que trabajó durante largo tiempo con el sociólogo Manuel Garretón, para luego acercarse a

15 Simon Collier y William Sater, *Historia de Chile: 1909-1994* (Madrid: Cambridge University Press, 1999).

16 Jorge Rojas F., “Los trabajadores en la historiografía chilena: balance y proyecciones”, en *Revista de Economía y Trabajo*, núm. 10 (Santiago, 2000): 51.

17 Vitale, *Para recuperar la memoria histórica: Fret, Allende...*

18 Juan C. Gómez L., *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile 1925-1973* (Santiago: LOM ediciones, 2004).

19 Gabriel Salazar, Julio Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, tomo 1, (Santiago: LOM ediciones, 1999).

ciertos paradigmas marxistas. Sin embargo, su "Conversación con Allende"²⁰ es más bien un ensayo filosófico que un análisis estrictamente histórico.

El peso de los análisis funcionalistas.

Las distinciones observadas anteriormente son ciertamente simplificadoras, pero tienen sin embargo el mérito de balizar el terreno. Sin duda, necesitarían ser ampliamente afinadas: numerosos son los autores chilenos que estudiaron, e investigan hoy, la Unidad Popular y que no se reconocerán completamente en ninguna de estas tres grandes categorías. Además, es necesario incluir las numerosas investigaciones realizadas fuera de Chile y dejadas de lado por Luis Moulián en su tentativa de clasificación. Por ejemplo, entre muchos otros, sería necesario recordar los diversos estudios del sociólogo estadounidense James Petras. En cuanto a la producción francesa podríamos referirnos al trabajo de Marie-Nöelle Sarget o al libro de Ingrid Seguel-Boccarda, dedicado a las "pasiones políticas" durante la Unidad Popular²¹. Se trata de una tesis de doctorado enfocada en la representaciones políticas y que apela al análisis socio-histórico propuesto por Norbert Elias, empleando también el concepto "de afectos políticos" teorizado por Pierre Ansart. Pero son, ante todo, las investigaciones anglosajonas que tuvieron una influencia duradera en la manera de comprender la UP y su dinámica. En particular, es el caso del relevante trabajo

desarrollado por la escuela funcionalista estadounidense, a partir de los años cincuenta, alrededor de Talcott Parson. En cuanto a Chile, ese enfoque es todavía dominado por las investigaciones de los años 80 del equipo de Arturo Valenzuela²² (Universidad de Columbia), que desembocó en obras de referencia, reflexiones basadas en la concepción de la democracia liberal y de sus necesarios consensos, tal como la pensó el politólogo español Juan Linz.

Esta escuela orienta su interpretación en el sistema político durante la Unidad Popular, interesándose en el campo institucional-estatal y en el funcionamiento de los partidos políticos (estrategia, dirección, relación con las instituciones y el parlamento). En resumen, la UP es interpretada como un momento de destrucción del sistema de la democracia representativa, bajo el peso de una polarización acelerada y de ruptura del "centro político". Según Valenzuela, una de las características del sistema político chileno fue que se caracterizó, desde los años treinta, por una articulación entre los "extremos políticos" (los comunistas, los socialistas a la izquierda y los conservadores y nacionalistas a la derecha) y un centro dirigido por el Partido Radical, con características flexibles (es decir que podía aliarse tanto con su izquierda como con su derecha), un movimiento "pendular" que moderó el conjunto del sistema y favoreció la búsqueda de alianzas y consensos mayoritarios. Ahora bien, a partir de los años sesenta, la emergencia de la Democracia

20 Tomás Moulián, *Conversaciones interrumpidas con Allende* (Santiago: LOM ediciones, 1997).

21 Ingrid Seguel-Boccarda, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité Populaire (1970-1973): un essai d'analyse systémique* (Paris: L'Harmattan, 1997).

22 Arturo Valenzuela, *The origins of democracy: theoretical reflections on the Chilean case* (Washington: The Wilson Center ed., 1983); *El quiebre de la democracia en Chile* (Santiago: FLACSO, 1989).

Cristiana, partido afirmando un “camino propio” firmaría la sentencia de muerte de un tal equilibrio, desplazando a los radicales y abriendo una caja de pandora de la triangularización del espacio político: los famosos “tres tercios”, cada uno articulándose en torno a proyectos globales distintos, excluyentes y minoritarios (siendo la “vía chilena al socialismo” el último y el más radical). La producción académica chilena fue particularmente sensible a este esquema epistemológico: una revisión de los trabajos de la FLASCO de los años ochenta/noventa y los libros ya “clásicos” sobre proceso político, democracia y democratización de los sociólogos Manuel Garretón y Tomás Moulián, subrayan la instalación epistemológica de tales análisis²³. Evidentemente, esa visión tiene mucho que ver con la “transición pactada” chilena de finales de los 80 y con el contexto en que se desarrollan esas teorías, abogando en pro de la “democracia de consensos” (neoliberal) que se instala en Chile a partir de 1989²⁴. Más recientemente, el historiador liberal Alfredo Jocelyn Holt sigue reivindicándose de esta corriente teórica: describe el “frágil equilibrio” del sistema político chileno y, a partir de 1964, a causa de lo que nombra el “mesianismo ideológico”, una radicalización política, juzgada deletérea para la estabilidad democrática²⁵.

La escuela funcionalista contribuyó de manera importante, sino en la elaboración, por lo menos en la consolidación, de la noción “de Estado de compromiso”, invocada por numerosos analistas en el

momento de comprender el sistema político chileno y su excepcional estabilidad constitucional en comparación a otros países del Cono Sur (Bolivia por ejemplo). En efecto, las elites chilenas lograron mantener la continuidad del Estado “liberal-oligárquico” (instaurado a mediados de los años veinte), institucionalizando parte de las reivindicaciones del movimiento obrero e incluyendo en el juego institucional a sus organizaciones sindicales y partidarias, con el fin de perpetuar el modelo de enclave del “capitalismo minero” y como producto de las múltiples movilizaciones de los trabajadores. Sin embargo, este “Estado de compromiso” desarrollista –destruido irremediablemente el 11 de septiembre de 1973– ha sido frecuentemente confundido, por investigadores chilenos y extranjeros, con un tipo de “democracia parlamentaria consensuada y estable, separada de las relaciones conflictivas entre las clases sociales. Así, el análisis funcionalista, y sus seguidores consientes o indirectos, tienden a evacuar –o a minimizar– la discontinuidad y conflictividad social sostenida sobre la cual se forjó esta estabilidad relativa institucional dominante. Porque si bien se puede hablar de la existencia de un compromiso entre la elites y una parte del movimiento obrero más organizado, es sin olvidar las crecientes desigualdades sociales, las represiones político-militares que atraviesan el siglo (por ejemplo en Puerto Montt en 1969), la exclusión de toda representatividad de fracciones enteras de las clases populares (campesinos, pobladores, trabajadores de

23 Manuel Garretón, 1983; Tomás Moulián, 1983; Manuel Garretón y Tomás Moulián, 1983

24 Ver Juan C. Gómez L., Mauro Salazar (coord.), *Tres décadas después. Lecturas sobre el derrocamiento de la Unidad Popular* (Santiago de Chile, Editorial ARCIS, 2004).

25 Alfredo Jocelyn-Holt, *El Chile perplejo. Del avanzar sin transar al transar sin parar* (Santiago: Planeta/Ariel, 1999).

pequeñas y medianas empresas etc.) y las permanentes rebeliones de los de “abajo”. Gabriel Salazar ha subrayado, con razón, la presencia permanente de la violencia estatal y del autoritarismo, pero también de la violencia popular como forma de resistencia, como característica del régimen republicano chileno, muy lejos del lugar común de una democracia pacífica y consensual²⁶. Gómez Leyton incluso afirma, desde otra perspectiva, que

“en el Chile del siglo XX 1920-1973, la democracia no fue el régimen político predominante. Cuando éste existió no fue pacífico, ni estable. Por lo tanto no tuvo la duración que las ciencias sociales nacionales como extranjeras le atribuyen. [...] el régimen democrático en Chile tuvo una corta y agitada duración. Sostenemos que la democracia chilena existente entre 1958 y 1973 fue una democracia eminentemente subversiva; por ende, conflictiva, inestable y con importantes grados de violencia política”²⁷.

Entendemos que es precisamente llevando la mirada en esa *discontinuidad social* que podemos comprender una de las razones objetiva del surgimiento de una de las más importantes movilizaciones colectivas y proceso revolucionario que haya conocido América Latina desde la Revolución Cubana.

II.- ANÁLISIS HEGEMÓNICO Y NUEVAS PISTAS DE INVESTIGACIÓN

Una historiografía centrada en el campo institucional y los partidos políticos.

Si los análisis funcionalistas fueron, tímidamente a partir de los años 90 y más claramente en los años 2000, criticados por su insistencia unilateral sobre los efectos del sistema político institucional, hay que resaltar que la gran mayoría de los estudios sobre la UP, cualesquiera sean las disciplinas y las escuelas epistemológicas concernidas, siguen estando hasta el día de hoy marcadas por tal tendencia. Así, una matriz teórica dominante atraviesa todas sus corrientes, dejando varios ejes de investigación en el borde del camino.

En una investigación realizada en 2004, los historiadores Mario Garcés y Sebastián Leiva compararon los argumentos de un *corpus* de quince libros, publicados en Chile entre 1974 y 2004 y que son considerados como ineludibles sobre la cuestión. Sus primeras conclusiones permiten la afirmación siguiente: incluso si los diversos textos revisados provienen de miradas diferentes y de variadas disciplinas, “la tendencia de la mayoría de los estudios fue, hasta ahora, de constituir en objeto de análisis casi exclusivamente a los actores políticos “formales”, quiere decir a los partidos políticos, las temáticas ligados a éstos (programas, tácticas, alianzas) y los sectores donde éstos concentraban sus acciones (sobre todo en los diversos espacios del aparato estatal)”²⁸.

26 Gabriel Salazar y Julio Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, tomo 1, (Santiago: LOM ediciones, 1999).

27 Gómez L., *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad...* 9

28 Mario Garcés, Sebastián Leiva, *Perspectivas de análisis de la Unidad Popular: opciones y omisiones*, informe de avance, (Santiago: Universidad ARCIS, 2004).

Así, el énfasis está puesto, de manera casi exclusiva o insistente, en el papel de los partidos políticos y en el sistema institucional, considerado que estos encarnaron a los actores fundamentales del proceso, principalmente vía negociaciones a nivel del Congreso, gracias a la política pública llevada a cabo por el gobierno de Allende o por el peso de estos partidos en la dirección del movimiento obrero.

En el seno de esta matriz, podemos relevar orientaciones o ejes distintos. Algunos siguen apuntando a la desaparición del centro del sistema político y, en ese sentido, retoman —actualizándolas— las teorías de Eduardo Valenzuela. Paradójicamente, historiadores que pretendieron romper con esta orientación dominante, para recomponer un contexto socio-histórico mucho más amplio no siempre lo lograron: en su obra, Luis Corvalán Márquez, no alcanza de manera convincente este objetivo, a pesar del interés de su detallado trabajo sobre las tensiones y confluencias que atravesaron la política chilena entre 1970 y 1973²⁹. Otros autores ponen su atención en el peso de las contradicciones existentes entre los partidos políticos de izquierda, y en particular en aquellos que formaron el gobierno, empezando por el PC y el PS. Así Tomás Moulian, después de haberse distanciado de manera notable de sus escritos de los 80 con Garretón para acercarse al marxismo, argumenta que la derrota de la “vía chilena al socialismo” tiene efectivamente sus orígenes, por una parte en la incapacidad del gobierno para encontrar un terreno de negociación

creíble con la Democracia Cristiana; por otra parte, en la existencia de una división fratricida en el seno de la izquierda entre “revolucionarios moderados” (PC, ala reformista del PS, sectores cristianos) y los sectores “rupturistas”, cuyo peso desestabilizador fue acentuado por la presencia de un actor extraparlamentario: el Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR)³⁰. Es necesario señalar que es también, con algunos matices, la versión “oficial” que ha sido defendida por numerosos ex dirigentes de la izquierda parlamentaria chilena (entre los cuales están Luis Corvalán L., ex secretario general del PC). Por último, para otros investigadores, es entendiendo los errores tácticos y estratégicos de la coalición gubernamental que habría que buscar las condiciones que facilitaron el éxito fulgurante del golpe de Estado, más allá de la presencia clave de actores como Estados Unidos, la CIA, las FF.AA o la derecha. Fernando Mires (ex-dirigente del MIR y hoy profesor universitario en Alemania) en su libro dedicado a las revoluciones sociales en América Latina no vacila en describir los “pecados originales” de la UP³¹. Entre estos “errores estructurales”, el académico recuerda la poca viabilidad del programa de la UP, al apostar por el respeto inquebrantable del sufragio universal por parte de las fuerzas armadas y subraya el hecho que el sistema de cogestión entre asalariados y Estado en el seno del Área de propiedad social (sector económico nacionalizado) excluía a amplias capas subalternas de la sociedad. Según Mires, la fuerte institucionalización de los principales partidos de izquierda en

29 Luis Corvalán M., *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre: contribución al estudio del contexto histórico* (Santiago: CESOC, 2000).

30 Tomás Moulian, *Chile actual: anatomía de un mito* (Santiago: LOM ediciones, 1997).

31 Fernando Mires, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América Latina* (México: Siglo XXI Editores, 1988).

el seno de un Estado todavía al servicio de las élites nacionales y transnacionales, imposibilitaba la ruptura revolucionaria que significaba, *in fine*, la “vía chilena”.

No cabe duda que estos diferentes enfoques, que intentan descifrar a la UP esencialmente a través de un estudio del campo político, son un aporte para todos aquellos que quieren comprender estos mil días de historia chilena. La política gubernamental, la acción de los partidos políticos, las reacciones del sistema institucional y la hostilidad de la mayoría del aparato estatal al programa de Allende son efectivamente fundamentales. Sin embargo, tal visión no parece suficiente si se quiere realmente renovar la historiografía de este periodo y, así, poder complejizar nuestra comprensión de este objeto de estudio, porque

“expuestas las cosas de esta forma, los grandes responsables políticos e históricos del quiebre del régimen democrático nacional serían, por lo tanto, el gobierno de la Unidad Popular, en particular, y los partidos políticos, en general. El primero por intentar realizar profundos cambios estructurales sin contar con el respaldo mayoritario a nivel electoral y social, y los segundos, por no haber sido capaces de establecer alianzas políticas estables y duraderas que permitieran la continuidad del sistema político. Por otro lado, los analistas han señalado también al sistema electoral e institucional existente como responsable del quiebre democrático, puesto que éste permitía acceder al gobierno a partidos o coaliciones partidistas sin

las mayorías electorales necesarias para dar estabilidad al sistema político”³².

¿El retorno de lo Social? Perspectivas para una visión renovada de mil días que estremecieron el mundo.

A pesar de la gran cantidad de investigaciones ya realizadas, el periodo de la Unidad Popular es rico en campos de investigación aún no explorados o poco desarrollados. En su balance, Garcés y Leiva aíslan dos, lo que denominan “grandes omisiones”. La primera estaría vinculada al papel de la intervención estadounidense en la desestabilización del régimen. A cuarenta años del golpe, relativizaremos esta afirmación, en la medida en que comisiones parlamentarias (como el informe Church en EE.UU. - 1974) y varias investigaciones serias ya han detallado la implicación del gobierno de Nixon. Los excelentes trabajos de Peter Kornbluth³³ o el reciente libro de Luis Corvalán Márquez³⁴ sobre el nivel de intervención de la CIA y financiación de la DC en contra de Allende, son aportes importantes y permitieron comprender mejor cómo el gobierno de Estados Unidos fue un actor clave del “drama chileno”. En cambio, es cierto que las recientes desclasificaciones de nuevos archivos de los servicios secretos de EE.UU.³⁵, en Paraguay (archivos de la Operación Cóndor) y ahora último, de miles de archivos de la dictadura en Brasil, abren un terreno nuevo de investigación

32 Gómez L., *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad...*, 8.

33 Peter Kornbluth, *The Pinochet File: A Declassified Dossier on Atrocity and Accountability* (USA: New press ed., 2004).

34 Luis Corvalán M., *La secreta obscenidad de la historia de Chile contemporáneo* (Santiago: Ceibo Ed., 2013).

35 Consultar la página web del “National Security Archive” de la Universidad George Washington: www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm.

en torno a ésta temática y de la influencia de los regímenes autoritarios de la región (Brasil en particular³⁶) en la preparación del golpe en Chile.

De la misma manera, desde un enfoque historiográfico sustentado en el análisis de las relaciones internacionales y del sistema-mundo capitalista como lo entiende Immanuel Wallerstein, también se podría avanzar en una nueva comprensión de la Unidad Popular, más allá de las causalidades meramente ideológicas y “endógenas” o nacional: por cierto, la participación chilena en el mercado mundial, las relaciones de intercambio con los Estados céntricos (del Norte) y con las empresas transnacionales, tuvieron un papel evidente en el fracaso de la UP, y son –por lo general– un tema poco trabajado por los investigadores³⁷.

La otra “omisión” historiográfica y zona oscura que queda por profundizar es paradójicamente aquella que tuvo relación con uno de los aspectos más relevantes de este proceso histórico: las luchas de los trabajadores, el impulso del movimiento social y los diversos repertorios de acción colectiva. “En la mayoría de los trabajos consultados, los sectores populares no constituyen actores sociales y políticos definidos desde su historicidad propia. Son pocos los historiadores que encaminaron investigaciones sobre los movimientos sociales y cuando lo hicieron reprodujeron

los enfoques dominantes”³⁸. Precisamente es ahí que se encuentra una posible y sumamente fructífera renovación de nuestras perspectivas historiográficas: reencontrar la dinámica del movimiento obrero y social, reubicar en el centro de los análisis los disensos y conflictos sociales y mostrar en qué medida pudieron –o no– adquirir una dinámica propia, no aislada del campo político, pero a veces en autonomía, incluso en contradicción con respecto al espacio institucional. Es entonces un regreso a lo social que proponemos realizar, siguiendo algunos –pero escasos– trabajos pioneros en el tema. Citemos las investigaciones de Hugo Cancino sobre la “problemática del poder popular”³⁹, los trabajos de Mario Garcés sobre los movimientos pobladores o (con S. Leiva) sobre el golpe de Estado visto desde el barrio La Legua⁴⁰ y, aporte importante, la tesis doctoral del historiador estadounidense Peter Winn sobre los “tejedores de revolución”⁴¹.

Winn centró su monografía en el estudio del monopolio textil Yarur, combinando, de manera original, la historia oral (numerosos testimonios) y la historia local (descripción de una industria). Por la vía de este trabajo de campo realizado durante la UP, logró establecer una visión general restituyendo en detalle los conflictos en el seno de la empresa, las “tomas” de fábricas y nacionalización, las tentativas de algunos militantes para constituir el Cordón Industrial O’Higgins,

36 Investigación en curso de Mila Burns de la City University of New York.

37 Luis Garrido, “Historiografía sobre la Unidad Popular: La Unidad Popular y las constricciones del sistema - mundo capitalista”, revista *www.izquierdas.cl*, N°15, abril 2013, USACH, p.104 – 124.

38 Garcés y Leiva, *Perspectivas de análisis de la Unidad Popular...*,15

39 Hugo Cancino, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73*. (Aarhus: Aarhus Universitet Press, 1988).

40 Mario Garcés, Sebastián Leiva, *El Golpe en la Legua. Los caminos de la historia y de la memoria* (Santiago de Chile: LOM ediciones, 2005).

41 Peter Winn, *Weavers of revolution. The Yarur workers and chile's road to socialism* (New York: Oxford university press, 1986).

la oposición del PC a esta reivindicación y las repercusiones del conflicto nacional a nivel de Yarur. A través de una historia a escala humana, demuestra de manera convincente, como el gobierno de Allende entra en tensión con la movilización social que él mismo participó en promover y de qué manera el legalismo de la UP es vivido por algunos obreros como un freno a lo que Winn llama la “Revolución desde abajo”. Es esta misma brecha historiográfica que elegimos seguir a través de nuestros múltiples trabajos realizados sobre el “poder popular” en medio urbano. Sin duda alguna, las múltiples formas de auto-organización en la base y el *poder popular constituyente* (particularmente aquellas de los Cordones Industriales⁴²), devuelven a la UP toda su dimensión colectiva y su dinámica dialéctica. Nuestro trabajo de tesis doctoral, iniciado hace más de 10 años y recientemente publicado bajo un formato actualizado, permite poner a la luz del día otra visión de los mil días de la UP, considerados esta vez “desde abajo” y a partir de las *políticas del conflicto*, como ha sido definido por Charles Tilly o Sydney Tarrow en sus estudios de las experiencias revolucionarias del siglo XX⁴³. Vemos entonces emerger lo que Tarrow llama “poder en movimiento”. Del impulso nacido de la participación de los asalariados en el sector nacionalizado, orientado por el gobierno, al desbordamiento de las direcciones partidistas de izquierda; de la crisis del aparato sindical hasta la emergencia de los Cordones industriales;

de los ensayos de abastecimiento directo a los barrios populares a la movilización de algunos campamentos, asistimos a diversas irrupciones de autogestión y poder popular. Esta “epopeya” del movimiento social se encuentra en repetidas ocasiones en desfase con el espacio institucional y político y, caso notable, incluso con el legalismo gubernamental. Aún allí, la técnica de la historia oral combinada con el trabajo de fuentes escritas permite evitar los análisis reductores. Los relatos de vida permiten reconstituir la dimensión microsocia, podríamos decir “molecular”, de las acciones colectivas. En resumen, comprender de qué manera las movilizaciones y las trayectorias individuales pueden combinarse con el conflicto global⁴⁴.

Por esta razón, la hipótesis avanzada por María A. Illanes es sumamente pertinente para futuras investigaciones.

“Durante la Unidad Popular se desencadena un proceso revolucionario y una lucha ideológica que, al contrario de lo que dice esta historiografía [dominante], no logra transformarse en una dicotomía simple, ni traducirse en oposiciones claramente contradictorias al interior del régimen de la Unidad Popular. Creo que no logra instalarse la opresión desde arriba y la revolución desde abajo. Al contrario, se trata de un proceso que surgió de las condiciones mismas de la “revolución prisionera” en la cual los sectores populares no perdieron, hasta el final, la iniciativa”⁴⁵.

42 Los cordones industriales son coordinaciones de sindicatos que se involucran en una dinámica de control y de participación de los asalariados, que “sobrepasa” la CUT (la central sindical) y las direcciones de los partidos políticos.

43 Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde* (Rennes: Presses universitaires de Rennes/ Institut des Amériques, 2013).

44 Franck Gaudichaud, *Poder Popular, participación de los trabajadores y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende* (Santiago: LOM/DIBAM, 2004).

45 María A. Illanes, *La batalla de la memoria* (Santiago: Planeta/Ariel, 2002), 183.

En esta óptica, el legítimo y necesario “retorno a lo social” debe evitar la ilusión de un proceso social separado de lo político, para saber articular, al contrario, los dos espacios intrínsecamente ligados entre sí durante este periodo de grandes cambios revolucionarios. Como lo señala Sergio Grez, después del boom de la “nueva historia” chilena (a mediados de los años ochenta) que reintrodujo la vida cotidiana de los trabajadores pobres y del “bajo pueblo” en el centro del debate académico, se trata de elaborar una *historia social y política* de los actores populares⁴⁶. Podemos entonces pensar en el aporte que podrían entregar nuevos estudios sobre la dinámica del movimiento social urbano (netamente en provincia), sobre las movilizaciones campesinas y las corridas de cerco que se organizaron en conjunción con la política de reforma agraria o incluso nuevas investigaciones sobre el movimiento de pobladores.

Es esencial notar que esta renovación historiográfica ya está en camino desde algunos años. Es lo que demostró la obra colectiva coordinada por Julio Pinto⁴⁷. Las temáticas abordadas no dejan de lado el campo institucional (con un análisis de la crisis del discurso estratégico de los partidos de izquierda u otro dedicado a las Fuerza Armadas) pero se detienen igualmente en el movimiento sindical y sus disidencias; en los comités

de base de la iglesia y en el movimiento de “Cristianos por el socialismo”, en las producciones culturales y musicales populares, en las poblaciones de los barrios periféricos, etc... Una nueva generación de historiadores y científicos sociales chilenos y extranjeros está comprometida en esa renovación. Citemos, como ejemplos de trabajos que se inscriben en esa estela, las primeras investigaciones (memorias de Licenciatura o de Magister) de Boris Cofré sobre pobladores y el campamento Nueva Habana⁴⁸, de Renzo Henríquez sobre la comuna de Maipú y el Cordón industrial⁴⁹ o de Sandra Castillo sobre el poder popular⁵⁰.

¿Quiere decir que en estas condiciones las investigaciones sobre los partidos políticos, los dirigentes políticos, las políticas públicas, las relaciones internacionales o las instituciones carecerán ahora de interés? Evidentemente, la respuesta es negativa. Queda aún mucho que hacer en este campo. La biografía política de Salvador Allende que acaba de publicar el historiador del Estado español Mario Amorós es una demostración clara que, incluso sobre un personaje ya muy conocido, se puede innovar y renovar la historiografía, gracias a un sólido trabajo de fuentes⁵¹. Otro ejemplo: los estudios sobre las derechas emprendidos en Chile por Verónica Valdivia Ortiz de Zárate o en Francia por Stéphane Boisard, abren

46 Sergio Grez T., “Escribir la historia de los sectores populares. ¿Con o sin la política incluida? A propósito de dos miradas a la historia social (Chile, siglo XIX)” en *Política*, Vol. 44, (Santiago, 2005).

47 Julio Pinto V., (Coord.), *Cuando hicimos historia. La experiencia de la Unidad Popular* (Santiago: LOM ediciones, 2005).

48 Boris Cofré S., *Campamento Nueva La Habana: el MIR y el movimiento de pobladores: 1970-1973* (Santiago de Chile: Escaparate, 2007).

49 Renzo Henríquez G., *Cordón Cerrillos Maipú. Experiencia en movimiento y ejercicios de poder popular*, Monografía de conclusión curso, Universidad ARCIS, Santiago, 2008.

50 Sandra Castillo, *Cordones Industriales: nuevas formas de sociabilidad obrera y organización política popular (Chile, 1970-1973)* (Santiago de Chile: Escaparate, 2009).

51 Mario Amorós, *Allende. La biografía* (Santiago: Ediciones B, 2013).

nuevas interrogantes y campo de trabajo muy estimulantes. Solamente, tales estudios políticos deberán tomar en cuenta e integrar la dimensión social del conflicto político que constituyó la UP. Corriendo el riesgo, en caso contrario, de obliterar una parte entera y fundamental de la realidad chilena de los años setenta.

ELEMENTOS DE CONCLUSIÓN

Al término de este balance, esbozamos brevemente diferentes orientaciones historiográficas que es posible distinguir en cuanto a la metodología empleada o a los paradigmas solicitados para entender la Unidad Popular. Se trata aquí sólo de una presentación que merecería ser extensamente desarrollada. Con este propósito sería juicioso introducir otros criterios que los presentados aquí. Podríamos por ejemplo hacer una clasificación por temáticas abordadas: las relaciones internacionales (citemos los estudios imprescindibles de Olga Ulianova sobre la influencia soviética o de Tania Harmer sobre el impacto de la guerra fría en Chile⁵²), la política económica del gobierno (tesis doctoral realizada en Bélgica por Héctor Vega⁵³ o el libro de Eden Medina sobre el “plan cibernético”

de planificación de Allende⁵⁴), la memoria militante de la UP⁵⁵ que podría “acompañar” los libros de Steve Stern (sobre la memoria de la dictadura.), las Fuerzas Armadas (Libros sobre los marinos “que dijeron no” de Jorge Magasich⁵⁶), la CUT y el movimiento sindical (parte de nuestro propio trabajo y tesis doctoral inédita del historiador Augusto Samaniego⁵⁷) la izquierda extraparlamentaria (doctorado de Eugenia Palieraki sobre los orígenes del MIR)⁵⁸, el debate cristiano-marxismo durante la UP (Investigación en curso de Marcos Fernández, Universidad Alberto Hurtado), la problemática de los medios de comunicación (trabajos de Armand Matelart y doctorado en curso del politólogo francés Antoine Faure), la problemática cultural y musical, el cine-documental etc... Para completar tal panorama, habría también un gran interés en adentrarse más en una historia social de los de “arriba”: por ejemplo, ¿cómo los grandes latifundistas vivieron la UP y actuaron frente a la reforma agraria? ¿Cómo entender y hacer la historia de los patrones, de la SOFOFA y de las clases dominantes durante este periodo clave?

Globalmente, estos diferentes enfoques confirman que los “paisajes de la verdad” de la UP están lejos de ser uniformes

52 Tanya Harmer, *Allende y la Guerra fría interamericana* (Santiago: Ediciones UDP, 2013).

53 H. Vega, “Chili 1970-1973 : la politique économique de la transition au socialisme”, thèse de Doctorat, Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Bruxelles, 1980.

54 Eden Medina, *Revolucionarios cibernéticos: tecnología y política en el Chile de Salvador Allende*, (Santiago: LOM Ediciones, 2013).

55 José del Pozo, *Rebeldes, reformistas y revolucionarios. Una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad popular* (Santiago: Ediciones Documentas, 1992).

56 Jorge Magasich A., *Los que dijeron No. Historia del movimiento de los marinos antigolpistas de 1973* (Santiago: LOM Ediciones, 2008); ver también el breve ensayo sobre el periodo de este historiador: *Allende, la UP y el golpe* (Santiago: Editorial Aun creemos en los sueños/Le Monde Diplomatique, 2013).

57 Augusto Samaniego M., “Les stratégies syndicales de la “Centrale Unique des travailleurs” et l’action socio-politique des salariés (1953-1973)”, thèse de doctorat en sociologie, (Paris: Université Paris 8, 1998).

58 Eugenia Palieraki E., “Histoire critique de la “nouvelle gauche” latino-américaine. Le Movimento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960”, thèse de doctorat en histoire, (Paris: Université Paris 1-P. Universidad Católica de Chile, 2009).

y que esta historia es un lugar de debate siempre presente donde se entrecrocán diversas visiones del mundo, diferentes corrientes epistemológicas, que, buscando indagar el pasado son forzosamente también dependientes de los desafíos y tensiones político-sociales del tiempo presente. Cuando se aborda el Chile de esta época, nos insertamos completamente en la “batalla de la memoria” que divide todavía a la sociedad chilena, cuarenta años después⁵⁹. Así como por la Revolución Francesa u otros eventos históricos mayores, la UP nos recuerda que no puede existir frontera completamente hermética entre el análisis histórico, los conflictos políticos y las apuestas memoriales⁶⁰. Los balances son contradictorios y lo serán aún mucho tiempo más, alimentando así la discusión.

Sin embargo, más allá de las diferencias, pudimos mostrar ciertas tendencias de fondo que marcaron hasta hoy los estudios de este periodo y la existencia de una historiografía a menudo enfocada en el campo institucional y los partidos políticos, con una influencia fuerte de las escuelas funcionalistas anglosajonas. Frente a tal constatación, no es exagerado afirmar que las investigaciones sobre los mil días de la Unidad Popular sufren todavía de un grave déficit. Como lo acaba de reiterar Peter Winn en su pequeño ensayo sobre la “revolución chilena”, hay que profundizar la historia de “la revolución por abajo”, enfo-

cada en la vida y las acciones colectivas de los sectores populares movilizados, actores centrales de esta experiencia histórica y a veces, actores olvidados de la academia. Y si es justificado llamar la atención de los investigadores de lo que se trama en la base de la sociedad, no podremos examinarlo aisladamente, separado de su contexto y de sus relaciones orgánicas con los partidos, el gobierno, el Estado y los otros espacios sociales. Así, la renovación de la historiografía de la Unidad popular podría pasar por estudios encaminados sobre las articulaciones y desacuerdos entre el campo político y el movimiento social, entre las identidades partidistas y las movilizaciones colectivas, sin olvidar aquellas que conciernen las capas medias y superiores. Esta orientación podrá apoyarse en investigaciones de terreno (a través de estudios de caso locales⁶¹), permitiendo un desarrollo del debate teórico sobre la dinámica del proceso revolucionario chileno.

Tales perspectivas deberían permitir devolver su lugar y toda su *historicidad* a los actores sociales, y abrir nuevas vías de investigación, con el fin de considerar este periodo de ruptura, también resultado de un tiempo largo, heredado de los frentes populares de los años treinta. Si la historiografía sobre Chile gana tal apuesta, tendremos entonces la oportunidad de renovar problemáticas por mucho tiempo reducidas a un análisis en términos de

59 Illanes, *La batalla de la memoria...*

60 Es lo que vino a recordar la polémica que siguió la detención del General Pinochet en Londres, en 1998, especialmente con la publicación de un “manifiesto de historiadores”, respondiendo a la “carta a los chilenos” del exdictador.

61 Citemos, como ejemplo, la investigación de Aníbal Navarrete sobre la fábrica textil de Tomé o el Magister de historia en curso de Felipe Sánchez (Universidad Católica de Chile) sobre los obreros rurales de la provincia de Llanquihue en la Reforma Agraria de la Unidad Popular.

“polarización del sistema político”, para evolucionar hacia una visión más compleja, incluso dialécticamente contradictoria, de este proceso. Y, al mismo tiempo, hacer resurgir algunos de los “tesoros perdidos” (para parafrasear a Hannah Arendt en su ensayo sobre la revolución) de este episodio fundamental de la historia del siglo XX.

* « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 28, 2014, URL : <https://journals.openedition.org/alhim/5084>.



Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM

Les Cahiers ALHIM

28 | 2014 :

Construction de l'État-Nation et développement économique et social au Chili
(1811-1976)

Construction des structures économiques de l'État

Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973)

FRANCK GAUDICHAUD

Résumés

Français English

Les relations entre les partis politiques de gauche et l'État chilien, le rôle du mouvement syndical, les politiques publiques de développement, ainsi que le vaste programme de nationalisations du gouvernement de Salvador Allende sont des éléments essentiels au

moment de comprendre l'Unité populaire (1970-1973). L'un des paris stratégique de la « voie institutionnelle au socialisme » a été de mettre à profit l'État chilien pour permettre un début de rupture avec le capitalisme dépendant et amorcer ainsi la création d'un modèle de développement alternatif. Le programme de l'UP annonçait un ensemble de mesures destinées à favoriser la croissance économique, tout en favorisant une forte participation populaire et une véritable redistribution des richesses. Cet article revient sur l'édification de l'« Aire de propriété sociale » (APS) formée par le secteur nationalisé et créant une tentative originale de démocratie économique basée sur la co-gestion et la participation des salariés à la direction des entreprises. Nous revenons également sur les limites de cette expérience et sur la dynamique du « pouvoir populaire » (particulièrement des Cordons industriels) qui entre progressivement en tension avec les délimitations restreintes de l'APS.

Relations between political parties on the left and the Chilean government, the role of the labor movement, public policy development and extensive program of nationalization the government of Salvador Allende are essential when understanding the Popular Unity (1970 -1973).^[5]The strategic "institutional road to socialism" tried to build the Chilean State. She wanted to allow an early break with capitalism dependent. She tried to initiate the creation of an alternative development model. The program of the UP announced a package of measures to promote economic growth. He wanted to promote a strong popular participation and redistribution of wealth.^[6]This article focuses on the construction of "social property area" (APS) formed by the nationalized sector. It creates an original attempt at economic democracy based on the co-management and employee participation in company management. We also back the limits of this experience and the dynamics of "people power" (especially industrial cords) that gradually comes into tension with the limited boundaries of the APS.

Entrées d'index

Mots-clés : Chili, gouvernement Allende, état, nationalisations, participation ouvrière

Keywords : Chile, Allende government, state, nationalization, workers' participation

Texte intégral

Nous terminerons avec le processus de « dé-nationalisation », chaque fois plus important, de nos industries et source de travail qui nous soumet à l'exploitation étrangère. [...]. C'est la tâche du gouvernement populaire, c'est-à-dire de chacun d'entre nous, je répète, de créer un Etat juste, capable de donner le maximum d'opportunités à tous ceux qui vivent sur notre territoire.

Discours prononcé le 5 novembre 1970 au stade national de Santiago par Salvador Allende (Allende, 1989: 219)

Introduction¹

¹ Les politiques publiques de nationalisations, les discussions quant à la participation des salariés dans la construction de l'économie et la construction d'un « pouvoir populaire », ont connu au Chili leur apogée durant le gouvernement de l'Unité populaire (1970-1973). Durant ces mille jours de mobilisations massives et de « fête révolutionnaire », mais aussi d'affrontements politiques et de grandes tensions sociales (Moulian, 1999), la question de l'État et de son rôle aussi bien dans le développement économique que dans la transformation sociale, a été au cœur de la « voie chilienne vers le socialisme ». Salvador Allende, parlementaire socialiste de longue date, plusieurs fois candidat à la magistrature suprême, ancien ministre, gagne les élections présidentielles de novembre 1970 dans un pays en pleine effervescence (Corvalan Marquez, 2003 ;

Pinto, 2005). Le Chili, petit pays du Cône Sud situé dans l'arrière-cour géopolitique étasunienne, connaît alors un mouvement ouvrier combatif et fortement structuré sur le plan syndical, notamment autour de la Centrale unique des travailleurs (CUT)². Les fractions des classes subalternes et de la petite-bourgeoisie qui portent Allende à la présidence de la République aspirent majoritairement à une rupture avec les politiques passées, notamment suite à l'échec du gouvernement de « révolution en liberté » (1964-1970), mené par la Démocratie-chrétienne (DC). L'Unité populaire (UP) est une coalition qui coordonne des organisations partisans allant du Parti communiste (l'un des plus puissant d'Amérique du sud) au petit Parti radical, en passant par le Parti socialiste et, bientôt, des courant chrétiens progressistes issus de la DC (comme le Mouvement d'action populaire unitaire -MAPU- et la Gauche chrétienne). La stratégie de ce regroupement de gauche, et son projet d'alliance transitoire avec la « bourgeoisie nationale progressiste », s'inscrit dans la continuité des Fronts populaires des années trente, mais cette fois sous hégémonie de deux grands partis marxistes possédant une implantation ouvrière conséquente : le Parti communiste (PC) et le Parti socialiste (PS)³. Son programme se caractérise par une batterie de réformes sociales audacieuses (les « 40 mesures ») et un discours anti-impérialiste revendiquant la récupération de la souveraineté du pays, particulièrement sur les ressources minières, dont la première réserve de cuivre mondiale (alors largement aux mains de capitaux étasuniens). Allende a comme objectif de prouver qu'une voie chilienne *sui generis* au socialisme, est possible. Ceci sans avoir à suivre le chemin autoritaire de l'URSS ou la violence de la lutte armée cubaine : le pari est celui d'une transition pacifique et non armée, respectant les institutions en place, le système électoral, les forces armées et la démocratie représentative, issus de la constitution de 1925. Dans ce projet, le programme de nationalisations avec participation des travailleurs devient peu à peu un axe essentiel. Une expérience originale qui sera marquée rapidement, d'une part, par le surgissement de tensions entre Allende et une partie des luttes ouvrières, dont la dynamique n'est pas celle du temps institutionnel-gouvernemental, d'autre part, par la violence du coup d'État du 11 septembre 1973, qui clôt toutes les aspirations révolutionnaires.

- ² Sur le plan théorique, cette relation sous tension entre espace des luttes et champ politique gouvernemental s'inscrit dans des *politiques du conflit* telles que décrites par Tilly et Tarrow, et dans lesquelles plusieurs acteurs sociaux et partisans amorcent un *flux de conflits* (entendus comme une série de moments de revendications collectives et protestataires liés entre eux), qui tend à questionner *in crescendo* l'ordre économique et politique hégémonique, faisant ainsi émerger ce qu'il convient d'appeler un *processus prérévolutionnaire* (Tarrow, Tilly, 2008).

Le gouvernement Allende, la politique économique et les nationalisations

- ³ Au Chili, le mot d'ordre de « contrôle ouvrier de la production » a été globalement peu revendiqué par les deux principales forces de la gauche partisane (communiste et socialiste), bien qu'on le retrouve régulièrement dans les documents des tendances de l'aile gauche du PS, influencées par le trotskysme. Au sein de la CUT (centrale dominée par communistes, socialistes et

démocrates-chrétiens) et du mouvement syndical, on fait davantage référence à une « participation des travailleurs » articulée à des revendications salariales. Quant à la gauche extraparlamentaire, dont le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), jeune organisation d'extrême-gauche (influencée par la Révolution cubaine et fondée en 1965), elle réclame alors la construction du « pouvoir populaire », notion large englobant « les pauvres de la ville et de la campagne », tout en se déclarant partisane d'une généralisation de formes de contrôle ouvrier avec pour objectif une perspective marxiste classique dite de « double pouvoir » et de rupture de l'appareil d'Etat⁴. Des revendications certes différenciées et contradictoires, mais que l'on retrouve dans plusieurs pays latino-américains à cette époque (années 60 et 70), et qui font globalement référence aux capacités du mouvement ouvrier de prendre en main, partiellement ou totalement, les outils de production à des échelles diverses, mais aussi d'intervenir -au-delà de la sphère strictement productive- directement sur une scène politique largement dominée par les oligarchies et les partis traditionnels. En Amérique latine,

dans divers endroits, les travailleurs, acteurs primordiaux de la production, effectuent diverses expériences dans lesquelles ils participent et assument la gestion des entreprises : la participation, la cogestion et l'autogestion, dans leurs différents modèles et avec les diverses réalités de leur application, expriment un processus de socialisation qui ne se circonscrit pas seulement à la production, mais qui influence tous les niveaux de la société. (Iturraspe, 1986)

4 Salvador Allende, durant sa campagne électorale, avançait lui aussi des idées de « pouvoir populaire », de « participation des travailleurs » et même de « contrôle populaire » de l'économie. Mais sans plus de précisions. Ce flou laisse un espace à des interprétations diverses, qui sont le reflet de la grande hétérogénéité existante à l'intérieur de la coalition de gauche sur ces questions. Le programme de l'UP affirme que les « transformations structurelles proposées sont des transformations révolutionnaires » et souligne la nécessité du « contrôle par le peuple organisé du pouvoir politique et économique, exprimé dans l'aire étatique de l'économie et la planification générale de celle-ci. C'est ce pouvoir populaire qui assurera l'accomplissement des tâches signalées »⁵. Si on examine les textes et discours de la gauche jusqu'en 1973 (Farias, 2001)⁶, nous pouvons confirmer que la notion de « pouvoir populaire » est régulièrement invoquée mais depuis une version minimaliste à une affirmation beaucoup plus radicale : d'un simple appui du peuple à la politique du gouvernement, jusqu'à la création de nouvelles relations de production, dans la perspective d'une rapide transition au socialisme. Globalement, ainsi que le note l'historien Hugo Cancino, « le terme « populaire », présent dans la tradition des mouvements sociaux latino-américains et chiliens, désigne et renvoie à la convocation de sujets sociaux situés au-delà de l'univers ouvrier-prolétaire : celui-ci embrasse la paysannerie, les couches moyennes, la petite-bourgeoisie et, en général, les secteurs subalternes » (Cancino, 1988: 132-135).

5 Si le programme du gouvernement parle « d'approfondissement de la démocratie et des droits des travailleurs », cela correspond tout d'abord au respect des libertés syndicales et au rôle de conseil que ces organisations pourront jouer dans les différents niveaux de l'appareil étatique⁷. Il n'est par contre fait qu'une seule allusion à la participation des salariés au fonctionnement des entreprises nationalisées. Quant aux entreprises privées, dont le programme reconnaît qu'il s'agira de la grande majorité, rien n'est prévu sur l'éventuelle nouvelle place des travailleurs dans leur fonctionnement. Il leur est uniquement

reconnu un droit à « des salaires et des conditions de travail justes ». La volonté de l'Unité Populaire est, dans un premier temps, de redonner à l'État de fortes capacités d'interventions et régulation économique, tout en accélérant la réforme agraire. La « nouvelle économie » qui est annoncée est pensée sous la forme de trois secteurs distincts : Aire de « propriété sociale », *Área de Propiedad social* (APS), formée par les entreprises déjà propriété de l'État, auxquelles s'ajoutent les entreprises qui sont à nationaliser et considérées comme « stratégiques » ; le secteur de la propriété privée (majoritaire) ; le secteur de la propriété mixte, qui combine capital public et privé.

⁶ Lors de ses derniers discours de campagne, Allende déclare son intention que l'État contrôle la production des matières premières, le système bancaire ainsi que les « monopoles industriels stratégiques », comme les entreprises « qui conditionnent le développement économique et social du pays ». Cette politique publique favorisant un retour en force d'un État régulateur prévoit le paiement d'indemnités aux propriétaires des entreprises concernées, en majorité détenue par des capitaux étrangers. Le gouvernement a initialement constitué une liste comprenant 147 entreprises devant passer prioritairement à l'APS, une ambition forte finalement réduite au moment de l'entrée d'Allende à la Moneda (le palais présidentiel) à 91 entreprises (dont 74 sont des industries), sous la pression du patronat et de la droite. Une fois au gouvernement, le premier souci du « camarade-président » est le contrôle du cuivre, « le salaire du Chili », très largement aux mains de grandes compagnies étasuniennes. Le décret de nationalisation de 1971 annonce, triomphal :

Dans un acte de souveraineté nationale, le Chili a décidé de récupérer pour lui la propriété des sources de productions les plus décisives et importantes pour le présent et l'avenir. C'est de ces ressources que dépend l'issue du combat que livre le Chili pour soustraire la plus grande partie de son peuple à la misère matérielle, à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur, et à la subordination étrangère, à l'extérieur. Les deux tiers de nos revenus en devises et le financement de près d'un quart du budget de la nation proviennent de l'exploitation du cuivre⁸.

⁷ En calculant l'indemnisation qu'il conviendrait de payer aux entreprises affectées par cette nationalisation (comme la Kennecott), le gouvernement décide de déduire les « bénéfices excessifs » reçus entre 1955 et décembre 1970 par les transnationales. La somme calculée de 774 millions de dollars est finalement supérieure à l'indemnité prévue : les compagnies américaines sont donc expropriées, sans indemnités. Cette action souveraine musclée s'attire immédiatement les foudres du gouvernement Nixon, qui cherche déjà à abattre Allende et la « voie chilienne au socialisme » : en pleine guerre froide, manœuvres de la CIA et déstabilisation économique internationale sont déjà en marche (Kornbluth, 2003)⁹.

Un « État juste » ? Vers une aire de « propriété sociale »

⁸ Pourtant, la nationalisation-expropriation du cuivre a été approuvée unanimement par le Congrès chilien, y compris par les élus de droite et de la DC. C'est dans l'application du reste de son programme de nationalisations que l'UP va rencontrer de sérieuses difficultés. Soulignons un fait connu, mais fondamental : le gouvernement est resté minoritaire au Congrès durant toute la période et Allende n'a remporté la présidence qu'avec 36,6% des voix¹⁰.

Postulant à une « voie institutionnelle au socialisme », l'engagement d'Allende est de respecter la légalité, coûte que coûte. Pour toute avancée dans la construction de l'APS, il dépend d'un appareil étatique qu'il ne contrôle que partiellement et d'un arsenal juridique largement forgé, depuis les années 20, par l'oligarchie qu'il combat. Dès le début de sa gestion, l'UP doit négocier avec la Démocratie-chrétienne qui contrôle avec la droite nationale, les deux tiers du pouvoir législatif. Les « garanties constitutionnelles » qui lient l'UP avec la DC visent précisément à protéger la propriété des principaux moyens de production et à limiter les possibilités d'expropriations. Le gouvernement se lance alors dans une véritable bataille rangée juridique, afin de trouver les moyens de créer l'Aire de propriété sociale, sans sortir de la légalité. Pour résumer, notons que les entreprises peuvent être intégrées à l'APS de cinq manières : 1) le gouvernement crée de nouvelles entreprises publiques ; 2) une réforme constitutionnelle permet au président d'indiquer les entreprises à nationaliser, mais cette décision est soumise à l'approbation du Congrès ; 3) le gouvernement achète des parts aux entreprises privées ; 4) le Code du travail et la loi de sécurité intérieure autorisent le ministère du Travail à « intervenir » les entreprises stratégiques, où divers problèmes liés aux conditions de travail limitent la production ; et enfin, 5) un décret-loi de 1931 permet au ministère de l'Économie de contrôler (temporairement) des entreprises stratégiques qui connaissent une baisse notable de la production. C'est essentiellement sur la base ces deux dernières dispositions, dénoncées comme des arguties légales par l'opposition, et qui ne nécessitent pas l'approbation du Congrès, que vont s'appuyer les ministres pour construire l'APS (Magasich, 1998: 11-24).

⁹ Il est essentiel de souligner -au delà des accusations de « collectivisme » des entrepreneurs- que le projet de nationalisations de la gauche est, somme toute, initialement assez modéré : il ne concerne qu'une partie relativement réduite de l'économie, essentiellement le secteur moderne (sidérurgie, transport, production de biens intermédiaires, etc.), soit moins de 1 % des entreprises du pays. Il laisse de ce fait sans perspectives claires, la grande majorité des travailleurs de la petite et moyenne industrie, mais également des pans entiers de l'industrie textile, du bâtiment et de l'alimentaire. Par exemple, en ce qui concerne l'industrie, le programme de nationalisations ne s'adresse directement qu'aux 141 046 salariés de la grande industrie, laissant de côté 281 289 ouvriers (Del Pozo, Jacob, 1994: 31-48). Même chose dans la construction. Selon l'économiste Hector Vega, « lorsque le projet économiciste de l'UP est proposé, 65% des travailleurs restent en dehors. Les limites du programme d'action ont une double conséquence: d'une part la force des travailleurs incorporés est gravement limitée et, d'autre part, on se prononce pour une alliance avec les secteurs moyens dont la pratique allait montrer ses limites » (Vega Tapia, 1981).

¹⁰ Néanmoins, au sein de l'APS, se met effectivement en place, bien que progressivement, une intéressante expérience de participation, de cogestion et de *empowerment* des travailleurs. L'ensemble de ce processus a été étudié par une enquête de terrain de deux chercheurs étasuniens, dans un ouvrage de référence sur la « démocratie économique » sous Allende, effectuée dans une trentaine d'entreprises (Espinoza, Zimbalist, 1978) (Wilson, 1979). Salvador Allende déclare le premier mai 1971 : « Fortifier le pouvoir populaire et le consolider, revient à rendre plus puissants les syndicats, en les rendant conscients qu'ils constituent un des piliers fondamentaux du gouvernement ». Le système de cogestion tend effectivement à donner une place nouvelle et à intégrer davantage les syndicats et leurs dirigeants aux structures directives des entreprises et de l'État, ce qui n'est pas sans générer des tensions avec leur base. On peut d'ailleurs déceler plusieurs processus distincts et étapes dans cette expérience. C'est ce qu'a

montré l'historien étasunien Peter Winn dans son étude monographique sur l'immense entreprise textile Yarur, où la lutte pour la participation est aussi source de nombreux débats au sein des ouvriers de l'usine. La veille de son discours du premier mai 1971, Allende avait d'ailleurs accepté de nationaliser Yarur sous pression des salariés (et de certains de ses proches collaborateurs), tout en annonçant le risque qu'il pourrait y avoir pour la stabilité gouvernementale de procéder de la sorte à l'avenir (Winn, 1986). Il avait vu juste. Effectivement, si le secteur minier et banquier a été nationalisé « à froid », soit avec l'accord du Congrès, soit par l'achat négocié d'actions par la CORFO (*Corporación de Fomento de la Producción*), la situation est tout à fait distincte dans le secteur manufacturier ou de la distribution. Dans ce cas, les mécanismes sont plus complexes et surtout soumis à une grande pression du mouvement ouvrier. Ainsi, de mai 1971 à juin 1972, les nationalisations se font fondamentalement par « en haut » et grâce à des décrets présidentiels d'intervention-réquisition, basés la plupart du temps sur la liste des 91 entreprises « nationalisables », élaborée par le gouvernement. Cependant, dès juin 1971, apparaissent ce que Winn nomme « nationalisations par en bas », dans des secteurs économiques non considérés comme prioritaires par le gouvernement ou concernant des petites et moyennes entreprises : cette « pression par en bas » se fait très souvent suivant un répertoire d'action combinant l'occupation d'usines et la manifestation de rue, voire l'usage de la barricade.

- ¹¹ Les mobilisations se multiplient ainsi, favorisées par la fin de la répression d'État et une nouvelle subjectivité populaire qui envisage le nouveau gouvernement comme le « sien », s'insérant ainsi dans une « structure des opportunités politiques » perçue comme un moment historique pour faire avancer les droits sociaux et politiques¹¹. Ainsi, l'histoire des nationalisations et l'APS est aussi celle d'un processus de conflits entre, d'une part, certains secteurs de la classe ouvrière mobilisée qui aspire à l'accélération des réformes et, d'autre part, un exécutif qui cherche à respecter ses engagements et l'ordre institutionnel dont il a hérité. Cette dialectique est magistralement filmée dans le documentaire *La Bataille du Chili* du cinéaste Patricio Guzmán (Guzman, 1979). Finalement, au moment du coup d'État, on estime que ce sont plus de 300 entreprises qui sont passées sous la tutelle de l'État, fruit de multiples mobilisations ouvrières et « interventions » d'usines par le ministère du Travail, sur prétexte de la paralysie de la production ou de non respect du droit du travail (Castells, 1974) (Samaniego, 1995). Rappelons que les « interventions » ne sont pas des nationalisations *stricto sensu*, car ces décrets présidentiels ne sont pas reconnus par le Congrès et presque systématiquement rejetés par la *Controlaría de la República*, se situant ainsi dans une situation légale mal définie et sensée être temporaire¹². Début novembre 1972, après la grande lutte d'octobre, l'Exécutif est aux abois et pris entre deux feux. Un exécutif civilo-militaire est mis sur pied au nom de « l'unité nationale » et présenté comme destiné à éviter la guerre civile : on y retrouve, au coude à coude, trois chefs des forces armées avec Rolando Calderón (PS et secrétaire général de la CUT) au ministère de l'Agriculture et Luis Figueroa (PC et président de la CUT) au ministère du Travail. A cette date, le gouvernement se retrouve de plus en plus dans une position difficile, englué dans un jeu institutionnel qui lui est clairement hostile et paralysé face à une polarisation sociale toujours plus profonde, comme à des négociations au Congrès bloquées par l'opposition.

Les dilemmes d'Allende : *Bataille de la production et participation des travailleurs*

¹² A l'aube des années 1970, la gauche chilienne n'est pas la seule à se prononcer pour une plus forte participation des salariés au sein des entreprises. Elle est fortement concurrencée sur ce plan, au sein du mouvement politique et syndical, par la Démocratie-chrétienne (DC). On peut même dire que la DC s'est montrée historiquement davantage intéressée par le thème autogestionnaire que la gauche, restée extrêmement « étatiste », collectiviste et centraliste (Harnecker, Zeran, 1972). D'ailleurs, c'est le MAPU, issu de la Démocratie-chrétienne, qui sera l'un des principaux défenseurs au sein la gauche parlementaire des idées d'autogestion et de participation.

¹³ Comment a donc été mise en place la participation des travailleurs dans le secteur nationalisé (l'APS) durant l'Unité populaire ? L'accord signé entre la CUT et le gouvernement, le 7 décembre 1970, se réfère explicitement à la nécessité d'une participation dans le processus de transformation nationale. Pourtant, ce n'est ni directement le gouvernement, ni la CUT, qui avancent l'idée de la formation de « comités ouvriers ». C'est depuis la base que cette problématique du contrôle des salariés est mise en avant par certains représentants syndicaux, si bien qu'elle est finalement discutée lors de la neuvième conférence de la CUT, à Valparaíso, en 1971. Une étude réalisée par une commission CUT-gouvernement débouche alors sur les « Normes basiques de la participation des travailleurs à la direction des Entreprises de l'Aire sociale et mixte »¹³. Ce document invoque deux niveaux de participation. Le premier se situe au niveau du Conseil national de développement, qui comprend six « représentants des travailleurs », discutant la politique économique nationale. Ces délégués sont des dirigeants de la CUT. La centrale est ainsi de plus en plus intégrée aux organismes bureaucratiques de l'État, mais également à la gestion gouvernementale. Le deuxième niveau de participation concerne la gestion des entreprises de l'aire sociale. Dans ce cas, l'assemblée des travailleurs, présidée par la direction du syndicat, élit cinq représentants au niveau du conseil d'administration (CA). Ce dernier est ainsi composé de cinq représentants de l'État, 5 délégués des salariés et un représentant de la présidence de la République qui préside le conseil (l'*Interventor*). C'est ce conseil qui est l'organe directeur de l'entreprise, en collaboration avec des « comités de production » où siègent également des salariés élus. En théorie, l'État garde le contrôle de la direction des entreprises, mais dans la pratique ce sont souvent les salariés qui sont majoritaires dans les CA car les *interventores* sont souvent absents ou eux même ouvriers de l'entreprise, voire absorbés par d'autres tâches politiques ou « à cheval » sur plusieurs usines « intervenues » (Espinoza, Zimbalist, 1978).

¹⁴ Indéniablement, les nombreux témoignages que nous avons recueillis, dans le cadre d'un travail d'histoire orale de l'Unité populaire, montrent que cette expérience collective et démocratique reste gravée dans la mémoire des salariés comme des militants de gauche (Gaudichaud, 2004). C'est un moment d'importants bouleversements au sein de l'usine : des hiérarchies au travail, des représentations et subjectivités des salariés, des rapports aux directions syndicales. Un moment de libération de la parole ouvrière également. Prenons un exemple : José Moya, ouvrier du MIR, nommé président du comité de production de l'usine de disque au sein du grand monopole de radiotélévision IRT (ex-RCA). Pour cet ouvrier, l'application de cette cogestion est vécue comme un moment de

reconnaissance du rôle essentiel de travailleurs par le président Allende. Cependant, il souligne aussi les limites de ce système et rappelle que cela correspond à une période d'intensification du travail, afin de répondre à la forte augmentation de la demande.

Dans ces circonstances, chaque entreprise et usine a eu sa propre histoire au milieu du bouillonnement social. Chaque collectif organisé a eu sa façon de procéder dans le changement de direction et/ou de propriétaire.

Lorsque les usines étaient occupées, les travailleurs demandaient qu'elles soient intégrées à l'APS. Le gouvernement jugeait au cas par cas sur la manière de procéder, en fonction de la coalition de forces au sein de l'UP et, aussi, de la conjoncture du moment. (Ferreira Gomez Stelko, 2010)

15 De fait, Zimbalist et Espinoza ont démontré que suivant la géographie politique interne à chaque entreprise, leur structuration administrative ou système productif, leur tradition syndicale, s'installent des expériences de participation « tangentielle » démocratiques et horizontales ou au contraire d'« hétérogestion » et de contrôle bureaucratique. En général, la présence de forces militantes appartenant à l'aile gauche de l'UP ou du MIR, favorisaient la diffusion et l'acceptation des idées liées au contrôle ouvrier et au « pouvoir populaire ».

16 Pourtant, faute d'un véritable système de planification démocratique et participatif sur le plan national, les objectifs des entreprises de l'Aire sociale ont parfois vu leur rôle réduit à augmenter la production, au travers des « comités de production »¹⁴. La participation de représentants syndicaux au niveau régional n'est jamais mise en pratique et la CUT s'est limitée à un rôle essentiellement consultatif. En ce sens, si pour la majorité des militants de gauche et l'espace politique de l'UP, l'APS incarne malgré tout les germes de la future société socialiste, elle représente surtout un outil de la « bataille de la production » lancée par le gouvernement (Farias, 2001: Chapitre I, tome I). Cet appel est particulièrement celui du Parti communiste qui en fait l'une des ses priorités. Mise en exergue par la nouvelle administration, elle se base sur une mobilisation, réelle, d'une partie des salariés de l'APS. Allende, dans son discours aux travailleurs, à l'occasion du premier mai 1971, proclame haut et fort : « Il est fondamental d'obtenir les plus grands sacrifices et le plus grand effort patriotique de tous les travailleurs... et produire plus, car ainsi vous êtes en train d'assurer l'avenir de la patrie et la défaite de ceux qui conspirent contre le Chili et le gouvernement des travailleurs » (Allende, 1971). Dans son rapport annuel de 1971, le gouvernement annonce que « la participation des travailleurs signifie que ceux-ci livrent avec enthousiasme la bataille pour augmenter la production, puisqu'ils savent que désormais les bénéficiaires, ce sont eux » (ODEPLAN, 1972 : 77). Les divers rapports gouvernementaux décrivent un succès productif, sans précédent ; une augmentation de la production dépassant les 100% en 1971 dans certaines usines textiles, et plus de 50 % dans le domaine de l'électronique. On peut voir poindre là une sorte de stakhanovisme à la chilienne. Dans cette optique, la CUT et le Parti communiste insistent sur la « responsabilité » qui incombe aux travailleurs. Un examen de la presse militante donne une idée de l'ampleur de cette conviction. Ainsi à son retour d'URSS, Luís Figueroa tient à souligner que dans « la patrie du socialisme », l'un des chemins choisis est également l'intensification de la production (Figueroa, 1971). Selon la CUT, la priorité est désormais de « Produire et étudier ». Certains enquêtés restituent, aujourd'hui encore, l'état d'esprit de cette « bataille », malgré la rupture mémorielle qu'a pu signifier la dictature (1973-1989) (Gaudichaud, 2006). Début 1972, la revue théorique du PC confirme que l'objectif principal de

la participation est d'augmenter la production et que les travailleurs seront récompensés (entre autres de manière financière) suivant leur productivité¹⁵. L'aile gauche du PS et le MIR critiquent ce qu'ils considèrent comme une « erreur typique du capitalisme d'Etat », alors que le problème fondamental du pouvoir et de « l'Etat bourgeois » n'a pas été résolu¹⁶. Une fois encore, l'hétérogénéité et les orientations en conflit au sein de la coalition de gauche apparaissaient au grand jour sur une question stratégique fondamentale pour l'Exécutif : un débat que l'on retrouve dans les prises de positions de Pedro Vuskovic, ministre de l'économie jusqu'en novembre 1972 et qui souhaitait voir un approfondissement des formes de participation ouvrière au sein de l'APS, afin d'amorcer la transition au socialisme.

¹⁷ Il est vrai que la « bataille de la production » a eu des effets économiques bénéfiques immédiats, mais elle tend aussi à enfermer les salariés dans une course productiviste, sans garantie que les excédents ne soient ré-accumulés par le secteur privé, par le biais des intermédiaires de distribution (en majorité dans les mains du privé). Ce problème s'amplifie alors que la politique économique de l'UP montre de sérieux signes d'essoufflement. Et c'est à la faveur de la crise de l'économie politique de l'année 1972, que la question du pouvoir populaire resurgit. Une irruption soudaine, « éruptive » et transformatrice. Lorsque durant « l'octobre rouge » de 1972, grand patronat, commerçants, professions libérales profitent de la grève des camionneurs (financée par la CIA) pour tenter de paralyser l'économie du pays, une fraction de la classe ouvrière industrielle occupe massivement les usines et certains travailleurs parviennent à les remettre en route partiellement, sous leur contrôle. Même chose dans le secteur de la distribution où une partie de la jeunesse militante appuie les salariés pour ravitailler quartiers populaires et marchés. Les revendications économiques, la participation amorcée dans l'APS s'articulent avec les demandes d'extension de l'aire sociale et de radicalisation du cours politique : cette connexion se traduit notamment par la formation des « Cordons Industriels », formés sur la base d'une coordination territoriale horizontale de plusieurs dizaines d'usines, indépendamment de leur branche économique ou de leur appartenance, ou non, au secteur privé. Après avoir été essentiellement dirigés par des leaders syndicaux et des militants PS ou du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), très souvent issus de l'APS d'ailleurs, des assemblées de travailleurs sont mises en place, tant bien que mal, dans les usines les plus combatives. Le but affiché est particulièrement de dépasser le cadre de la cogestion pour généraliser des formes de contrôle des salariés à l'ensemble de l'économie. Pourtant rapidement, les salariés des Cordons buttent contre les limites de la stratégie de la gauche gouvernementale, mais doivent aussi faire face à leurs propres faiblesses organisationnelles. Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de synthèse de revenir sur ces formes de « pouvoir populaire constituant » et que nous avons défini comme « la création d'expérimentations sociales et politiques de contre-pouvoir et contre-hégémonies organisées, conduisant à de nouvelles formes d'appropriations collectives populaires et à une remise en cause -totale ou relative- des relations de production, des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, spatiales et des mécanismes de domination matériels ou symboliques » (Gaudichaud, 2013a et 2013b).

¹⁸ Dès janvier 1973, les Cordons industriels s'opposent vertement au projet du ministre communiste Orlando Millas, chargé en collaboration avec les militaires (qui intègrent désormais le gouvernement) de la restitution de 123 entreprises occupées ou réquisitionnées pendant octobre. Un tel projet accélère les tensions entre gouvernement et « pouvoir populaire ». Selon les dirigeants des Cordons, le PC et les secteurs « réformistes » de l'UP agissent contre le processus

révolutionnaire¹⁷. En mars, le gouvernement peut rasseoir sa légitimité de « gouvernement du peuple » avec l'obtention de plus de 43 % des suffrages aux élections législatives. Mais durant toute l'année 1973, les forces armées commencent leur travail de répression. Le gouvernement semble paralysé. Profitant d'une loi sur le « contrôle des armes », les soldats interviennent violemment dans les bastions ouvriers et évaluent les résistances. Après la tentative de soulèvement militaire de juin, et alors que les médias (à commencer par le journal *El Mercurio*) crient à la dictature du prolétariat, la CUT réitère ses appels à rendre une partie des usines occupées. Il s'agirait de « consolider » les acquis et de donner de l'air à Allende. Le 9 août, est formé un nouveau cabinet civilo-militaire, dit de « sécurité nationale », où l'on trouve trois généraux et le commandant en chef de la police. Un mois plus tard le coup d'État est dirigé par le général Pinochet (avec l'appui de Washington) : Pinochet venait d'être nommé à la tête de l'état-major par Salvador Allende, suite à la démission du général légaliste Carlos Prats.

Quelques éléments de conclusion : démocratie économique et statocentrisme

¹⁹ L'Unité populaire, dont la victoire électorale est le produit d'une large mobilisation sociale, a appelé de ses vœux la création d'un nouveau « pouvoir populaire », tout en désirant le canaliser autour de son programme afin que celui-ci ne remette pas en cause directement l'Etat chilien et ses institutions. Ce pari était d'autant plus ardu que la gauche ne contrôlait que le gouvernement et est restée minoritaire au Congrès (les autres institutions étant largement dominées par l'opposition), ce qui va l'obliger à d'interminables négociations avec la Démocratie-chrétienne et un introuvable « centre politique ». Parallèlement, le gouvernement Allende a tenté plusieurs réformes ambitieuses, dont la mise en place d'un système original de cogestion et participation des salariés au sein des entreprises de « l'Aire de propriété sociale ». Tentative qui va être rapidement mise au service de la « bataille de la production », sous l'impulsion du Parti communiste notamment. L'absence d'un système de planification démocratique national et l'amplification des différenciations existantes au sein du salariat, dont une majorité reste exclue du secteur nationalisé, représente une autre contradiction de cette tentative de démocratisation économique par « en haut ». Cependant, à la faveur de la grande crise d'octobre 1972, la notion de pouvoir populaire apparaît sous un jour nouveau, en débordant l'ensemble du cadre politique et syndical, particulièrement au travers de la constitution des Cordons industriels, mais aussi dès 1971 par le biais d'occupations d'usines. Ce débordement ne signifie néanmoins pas une rupture du projet « allendiste », mais plutôt sa radicalisation à la base, sans incarner cependant une réponse collective capable de répondre au coup d'État, ni même une alternative au sein du champ partisan. Comme l'a noté le sociologue bolivien René Zavaleta Mercado, « les partis n'allaient pas aux Cordons en abandonnant le pouvoir officiel, sinon qu'ils existaient, en même temps, dans le pouvoir officiel et dans les Cordons » (Zavaleta Mercado, 1974: 126).

²⁰ D'autre part, un point important qui reste à discuter dans de futures interprétations de cette période clef de l'histoire chilienne réside dans le constat,

qu'au-delà de leurs divisions, de larges fractions des gauches partisans et du mouvement ouvrier ont partagé une conception profondément étatiste de la transformation révolutionnaire ou, pour le moins, focalisée autour la figure omniprésente de l'Etat. Le fameux « Etat de compromis » chilien n'est alors pas envisagé comme un obstacle pour la stratégie de transition au socialisme, mais au contraire comme l'un de ses outils essentiels. Il s'agit de mettre la machine étatique au service des classes populaires. Cette « vision statocentrée » est fille d'un ensemble de traditions idéologiques et culturelles, de perceptions héritées d'une formation sociopolitique qui s'est forgée au cours du vingtième siècle. Ainsi, malgré plusieurs éléments de démarcation, le projet économique de l'UP s'inscrit dans la lignée de ces projets étatiques « nationalistes-développementistes » et « front-populistes » qui naissent dans les années vingt et trente. Le rêve brisé de Salvador Allende était de combiner cet héritage, avec un programme de transition au socialisme qui en soit la prolongation, mais aussi le dépassement, grâce à la participation des classes subalternes organisées. Pourtant, dans ces conditions, les espaces de participation des salariés initiés par l'Exécutif, en particulier dans le champ économique, tout comme les diverses formes de pouvoirs populaires constituants embryonnaires, surgis de la base, se sont « rapidement trouvés amarrés à la geôle libérale tendue, depuis 1925, par la Constitution politique » (Pinto, Salazar, 1999: tome 2). Le coup d'Etat vient alors fermer brutalement ce cycle pour ouvrir le pas à la refondation du pays sous la coupe des militaires, du terrorisme d'Etat et, dès 1975, de la contre-révolution néolibérale des « Chicago boys ».

Bibliographie

ALLENDE, Salvador, *Obras escogidas (1970-1973)*, Barcelona, comp. Patricio Quiroga, Editorial Crítica, 1989.

_____, "Párrafos del discurso de Allende en el primer de mayo", *Central Única*, Santiago, junio de 1971.

CANCINO, Hugo, *La problemática del poder popular en el proceso de la vía chilena al socialismo 1970-73*, Aarhus, Aarhus Universitet Press, 1988.

CASTELLS, Manuel, *La lucha de clases en Chile*, Buenos Aires, Siglo 21 Editores, 1974.

CORVALAN MARQUEZ, Luis, *El Gobierno de Salvador Allende*, Santiago de Chile, LOM, 2003.

DEL POZO José, JACOB André (dir.), *Le Chili de 1970 à 1990. De l'Unité populaire à l'après Pinochet*, Montréal, ULB Editeur, 1994.

ESPINOZA, Juan, ZIMBALIST, Andrew, *Economic Democracy: workers' participation in Chilean industry 1970-1973*, London, Academic press inc., Studies in social discontinuity, 1978.

FARIAS, Víctor, *La izquierda chilena (1969-1973): documentos para el estudio de su línea estratégica*, Berlín, CEP, 2000-2001.

FERREIRA GOMES STELKO, M., *Entreprises sous la responsabilité de l'Etat au Chili 1970-1973 : un regard sur la participation des travailleurs*, Paris, Mémoire de recherche, CNAM, 2010.

FIGUEROA, Luis, "La renta nacional tanto aquí como en la URSS se aumenta en base a una mayor producción", *Central Única*, Santiago, n° 2, 1971.

GAUDICHAUD, Franck, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004.

_____, "Chile. A broken collective memory in Memory and Popular culture », *Latin American Perspectives*, California, Sage Ed., Vol. 36, n° 5, 2006.

_____, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes / Institut des Amériques, Coll. "Des Amériques", 2013.

- _____ (ed.), *¡Venceremos! Análisis de documentos sobre el poder popular chileno (1970-1973)*, Paris, Syllepse, 2013.
- GUZMAN, Patricio, *La Batalla de Chile La Batalla de Chile*, Chile/Cuba/Venezuela, 1975-1979, 3 partes.
- HARNECKER, Martha, ZERAN, Faride, "Empresa de Trabajadores: un análisis de fondo", *Chile Hoy*, Santiago, n° 1 et 2, 1972.
- ITURRASPE, Francisco, *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Caracas, Nueva Sociedad Ed., 1986, 2 tomos.
- KORNBLUTH, Peter, *Los EEUU y el derrocamiento de Allende: Una historia desclasificada*, Santiago de Chile, Ediciones B, 2003.
- MAGASICH, Jorge, *Chili, un pays laboratoire*, Bruxelles, Maison de l'Amérique Latine, 1998.
- MANDEL, Ernest, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion (anthologie)*, Paris, F. Maspero, 1973 (3 tomes).
- MOULIAN, Tomás, *Contradicciones del desarrollo político chileno, 1920-1990*, Santiago de Chile, LOM, 2009.
- _____, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, ARCIS-LOM, 1999.
- MIRES, Fernando, *La rebelión permanente. Las revoluciones sociales en América latina*, México, Siglo XXI, 2001.
- ODEPLAN, *Informe económico anual 1971*, Santiago, Ed. Universitaria, 1972.
- PINTO, Julio (coord.), *Y hicimos historia. La historia de la Unidad Popular*, Santiago de Chile, LOM, 2005.
- _____, SALAZAR, Gabriel, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago de Chile, LOM, 1999, tomo 2.
- RAPTIS, Michel, *Quel socialisme au Chili? Etatisme ou autogestion*, Paris, Anthropos, 1973.
- SAMANIEGO, Augusto, "Los límites de la estrategia de la Unidad Popular y el Área de Propiedad Social", *Contribuciones Científicas y Tecnológicas*, 109 (1995), p. 21-35.
- TILLY, Charles, TARROW, Sydney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- VEGA TAPIA, Hector, *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, Université Aix-Marseille II, Thèse d'Etat en économie, 1981.
- WILSON, James, *Freedom and Control: Worker's Participation in Management in Chile*, 3 vols., PhD diss., Cornell University, 1979.
- WINN, Peter, *Weavers of Revolution. The Yarur workers and Chile's road to Socialism*, New York / London, Oxford University Press, 1986.
- ZAVALETA MERCADO, René, *El poder dual en América Latina*, México, Siglo XXI, colección Mínima, 1974.

Notes

1 Cet article de synthèse est basé sur une partie de notre travail de thèse doctorale (réalisée sous la direction de Michael Löwy – Université Paris VIII), recherche qui a été publiée récemment sous une forme remaniée et actualisée (Gaudichaud, 2013a). Il cherche à présenter seulement quelques tendances de fond, sans entrer dans le détail des expériences multiples -et contradictoires- que nous exposons dans l'ouvrage cité ci-dessus.

2 La CUT est la seule grande confédération syndicale au Chili en 1970.

3 La Démocratie-chrétienne a aussi une très forte influence au sein du mouvement ouvrier et représente la deuxième force en termes d'implantation syndicale du pays.

4 Un phénomène de *dualisation de pouvoir* qui constitue l'une des trames communes aux crises révolutionnaires contemporaines, ainsi que l'a suggéré Ernest Mandel (1973).

5 *Programa de la Unidad Popular*, 17 de diciembre de 1969, Santiago <www.abacq.net/imaginaria/frame5.htm>.

6 Voir également les nombreux documents d'archives et textes d'analyse mis en ligne sur :

www.archivochile.com.

7 Le cas concret de la participation au système de prévision et de sécurité sociale est par exemple mentionné.

8 Revue *Punto Final*, Santiago, 12 octobre 1971.

9 Consulter également le site de l'université de Washington <www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm>, qui présente l'ensemble des archives déclassées du département d'Etat étasunien sur ce sujet.

10 Allende a pu gagner la présidence en partie grâce à la division de l'opposition entre le centre démocrate-chrétien et la droite (Rénovation nationale) : on retrouve ici la répartition, dite des « trois tiers », qui marque le système politique chilien depuis les années vingt jusqu'à 1973 (Moulian, 2009).

11 La notion de « structure des opportunités politiques » renvoie aux rapports de forces politiques, étatiques et institutionnels et à la perception que s'en font les acteurs mobilisés quant aux possibilités de développer, avec quelques chances de succès, un mouvement social. Elle s'attache au degré d'ouverture ou de fermeture (et de répression) du système politique, au degré de cohésion et stabilité des élites et à l'évaluation qu'en font les acteurs mobilisés au moment de s'engager dans des luttes sociales (Tarrow, Tilly, 2008).

12 La *Controlaría* est chargée officiellement du contrôle des comptes de l'Etat, mais aussi des fonctionnaires et de la légalité des décrets émanant de l'Exécutif. Tout au long de la période, elle agit comme un bastion de l'opposition et représente une entrave systématique et efficace aux réformes gouvernementales.

13 Document approuvé le 7 décembre 1971 : *Normas básicas de participación de los trabajadores en la dirección del área social y mixta*, Santiago, Publicación del Dpto Educación y Cultura de la CUT, 1972

14 Voir l'enquête de Michel Raptis menée en 1971-1972 (Raptis, 1973).

15 Revue *Principios*, Santiago, 1972, p. 87-88.

16 Le journal du MIR, *El Rebelde*, revient régulièrement sur cette question.

17 Voir la déclaration du Cordon Vicuña Mackenna dans *Tarea Urgente*, Santiago, n° 1, 1973.

Pour citer cet article

Référence électronique

Franck Gaudichaud, « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [En ligne], 28 | 2014, mis en ligne le 05 décembre 2014, consulté le 30 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/alhim/5084>

Auteur

Franck Gaudichaud

Docteur en Science Politique et Maître de conférences en civilisation latino-américaine à l'Université de Grenoble ; chercheur membre de l'Institut des langues et des cultures d'Europe et d'Amérique (ILCEA-EA 613). Dernier ouvrage paru : *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes/Institut des Amériques, Coll. « Des Amériques », 2013. E-mail: Franck.Gaudichaud@u-grenoble3.fr

Droits d'auteur



Amérique latine Histoire et Mémoire está distribuido bajo una Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial-SinDerivar 4.0 Internacional.

* « Écologies d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73 » in Hélène Combes, Camille Goirand, David Garibay (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2015, pp. 121-142.

Questions Transnationales

Les lieux de la colère

Occuper l'espace pour contester,
de Madrid à Sanaa

Hélène COMBES
David GARIBAY
Camille GOIRAND



4

Écologies d'un espace en révolution

Santiago du Chili, 1970-73

Franck GAUDICHAUD

*« 'Changer la vie', 'changer la société', cela ne veut rien dire
s'il n'y a pas production d'un espace approprié ».*

Henri Lefebvre, 1974

Mille jours qui ébranlèrent le monde¹

« *Fête, drame et défaite* » : c'est ainsi que le sociologue Tomás Moulian définissait la période du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), alors que son pays était en pleine transition démocratique. Ces mille jours de l'Unité populaire (UP) ont effectivement ébranlé le monde et marqué le XX^e siècle. L'UP reste encore aujourd'hui l'un des événements phare de l'histoire du temps présent latino-américain. Élu en septembre 1970, le médecin et parlementaire socialiste Salvador Allende prend la tête de l'exécutif de cette petite République du Cône sud, avec pour ambition de mener – de manière légale et pacifique – le pays vers un régime socialiste démocratique : « *pour entreprendre ces réformes, l'Unité populaire n'entend pas sortir de la légalité existante. La 'voie chilienne vers le socialisme' se définit à la fois par le refus de la voie armée, et par le respect des institutions en place ; pour le président Allende et les partis de la UP, en effet, ces dernières autorisent les changements contenus dans leur programme* » (Sarget, 1996 : 216). Portée par une coalition de gauche, articulée autour de deux grands partis d'inspiration marxiste, le Parti communiste et le Parti socialiste², cette tentative d'une troisième voie socialiste, en pleine guerre froide et dans l'arrière cour des États-Unis d'Amérique, sera écrasée dans la violence et le sang. Le coup d'État du Général Pinochet ouvre alors un nouveau cycle historique au cours duquel

¹ Cet article reprend, pour partie, l'un des chapitres de notre thèse de doctorat en science politique, réalisée sous la direction de Michael Löwy (Université Paris VIII-2005), et parue sous une forme actualisée (Gaudichaud, 2013).

² Intègrent également cette coalition le Parti radical, le Mouvement d'action populaire unifié (MAPU), puis, la gauche chrétienne (IC).

le Chili devient l'un des parangons du terrorisme d'État et du néolibéralisme (Gaudichaud, 2014). Le 11 septembre 1973, la fête populaire et révolutionnaire initiale paraît déjà bien loin. C'est un monde qui s'écroule.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur les différents « paysages de la vérité » de cette période toujours controversée (Gaudichaud, 2008) et sur un processus de *politiques du conflit* que nous avons longuement analysé au travers de plusieurs écrits et enquêtes de terrain. Rappelons seulement que cette période l'histoire chilienne est marquée par l'ampleur des luttes des classes, mais aussi par les interactions multiples entre mouvements sociaux et le champ politique. La période étudiée est ainsi caractérisée par un espace des mouvements sociaux³ hétéronome, au sens où il est largement construit et interdépendant du champ politique partisan et influencé par l'action des militants des gauches marxistes en particulier. Les *sites du conflit* étudiés ici (entendus par Tilly et Tarrow comme les groupes sociaux instigateurs de la mobilisation) sont le *mouvement ouvrier* (et syndical), élément essentiel des luttes collectives chiliennes dans les années 1970, ainsi que le *mouvement social urbain*, c'est-à-dire les mobilisations collectives issues de secteurs sociaux subalternes de la ville, nommés *pobladores* (Castells, 1975). Il se construit durant ces mille jours de « voie chilienne au socialisme » une relation dialectique complexe entre l'espace protestataire ouvrier et le gouvernement Allende⁴. Cependant, bien loin d'être « aisée », cette interaction, en plein contexte révolutionnaire, devient de plus en plus tendue et conflictuelle au fur et à mesure que le projet allendiste entre en crise et que se radicalisent aussi bien les secteurs populaires qui appuient le gouvernement, que l'opposition de droite et d'extrême-droite (Gaudichaud, 2004 ; Gaudichaud, 2013).

Plus qu'une analyse générale de ce qui représente une des expériences politiques majeures du XX^e siècle latino-américain, cet article cherche spécifiquement à s'inscrire dans une réflexion en termes de territorialisation des luttes sociales et d'*approche écologique du mouvement révolutionnaire*. Nous chercherons à vérifier dans quelle mesure l'espace des mobilisations chiliennes est une donnée centrale du cycle protestataire

³ Selon Lilian Mathieu, « le concept d'espace des mouvements sociaux désigne l'univers de pratique et de sens, relativement autonome à l'intérieur du monde social, au sein duquel les mobilisations protestataires sont unies par des relations d'interdépendance » (Mathieu, 2007).

⁴ Cette dynamique interactionnelle et « frontière floue et perméable » entre « mondes mouvementistes » et partisans n'est pas réservée au Chili des années 1970, ainsi que le soulignent plusieurs recherches sur d'autres pays et périodes historiques (Luck, Dechezelles, 2011 ; Goldstone, 2003 ; Combes, 2011).

radical abordé. Ainsi que le note Choukri Hmed dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* : « tout autant que le contexte historique dans lequel se déroule l'action collective, le contexte spatial est amené à jouer un rôle spécifique non seulement dans la détermination de l'action elle-même, de ses modes et de son issue, mais aussi dans la stimulation et le maintien de l'engagement individuel » (Hmed, 2009 : 220-227). Dans la même veine, Jérémy Sinigaglia affirme à propos des luttes des intermittents du spectacle en France, « les espaces occupés sont, au même titre que les registres de lutte, les identités revendiquées ou les techniques de lutte, des éléments qui contribuent à définir un mouvement de contestation. On peut ainsi faire correspondre certains espaces mobilisés avec certaines manières d'envisager la lutte, avec certaines causes » (Sinigaglia, 2008). Nous tenterons d'appliquer cette problématique et questionnements à un tout autre contexte : celui du Chili gouverné par Salvador Allende (voire encadré). Selon nous, il est tout à fait intéressant de se pencher sur ce que Pierre Bourdieu nommait « *effets de lieu* » et de le mettre en rapport avec les luttes sociales, c'est-à-dire dévoiler l'interaction entre espace physique et espace social au sein des mouvements sociaux et des luttes des classes. Ceci, en partant du constat que cette relation ne peut être envisagée comme mécanique et transparente, alors que « l'espace social se retraduit dans l'espace physique, mais toujours de manière plus ou moins brouillée : le pouvoir que donne la possession du capital sous ses diverses espèces se manifeste dans l'espace physique approprié sous la forme d'un certain rapport entre la structure spatiale de la distribution des agents et la structure spatiale de la distribution des biens ou des services, privés ou publics » (Bourdieu, 1993 : 249-62).

Il s'agit également de poursuivre et d'approfondir quelques rares recherches pionnières sur le « pouvoir populaire » chilien, et plus encore la connaissance de ces « tisseurs de révolution » magistralement décrits par l'historien étasunien Peter Winn, dans son étude monographique sur l'usine textile Yarur, à Santiago (Winn, 1989 ; Cancino, 1988). L'objectif est de déchiffrer les engagements des différentes formes de *pouvoirs populaires constituants*⁵, au sein de l'espace urbain et industriel, et en particulier les plus importantes d'entre elles : les « Cordons industriels ». Nous tenterons ainsi

⁵ La notion de « pouvoirs populaires constituants » étant entendue comme une expérience (souvent partielle et limitée) de *dualisation de pouvoir* combinée avec l'expérimentation locale-territoriale de contre-pouvoirs auto-organisés, elle signifie de nouvelles appropriations collectives remettant en cause les relations sociales de production et plusieurs formes de domination matérielles et/ou symboliques – phénomène qui marquent la plupart des *crises révolutionnaires* (Gaudichaud, 2013).

d'expliciter les topographies, comme les frontières, d'un territoire urbain mobilisé. Finalement, nous aborderons la part hautement politique du rapport à cet espace (en tant qu'espace de pouvoir) dans cette période de grandes mobilisations collectives et de conjoncture de crise pré-révolutionnaire : la ville et ses quartiers deviennent un enjeu à part entière des politiques du conflit, mais aussi des débats, et divisions, des organisations partisans se réclamant de la « transition au socialisme ».

Encadré 2 – Un contexte de luttes
Polarisation politique et dynamiques de débordement

L'Unité populaire (1970-1973) est à mettre en perspective comme l'aboutissement d'un temps long, hérité des fronts populaires des années trente-quarante et dont le gouvernement Allende serait en quelque sorte aboutissement, mais aussi point de rupture. La temporalité de l'UP est extrêmement agitée sur le plan sociopolitique (Pinto, 2005 ; Corvalán Marquéz, 2000). Dans un premier temps, le gouvernement Allende profite d'une conjoncture favorable et fait face à une opposition partisane divisée et désarçonnée par la victoire électorale (relative) de la gauche⁶. Les premières applications des « quarante mesures » de l'UP sont possibles rapidement grâce au charisme du président, à ses velléités anti-impérialistes largement partagées par la population et à une mobilisation sociale importante. Outre l'expropriation des grandes mines de cuivre aux mains du capital étranger, du secteur bancaire et l'approfondissement de la réforme agraire, le gouvernement multiplie les nationalisations. Il irrite ainsi de nombreux intérêts privés, tout en s'attaquant frontalement à de grandes compagnies états-uniennes (l'administration Nixon prépare dès 1970 la déstabilisation du gouvernement et la possibilité d'un coup d'État militaire). La tactique de la gauche est, dans un premier temps, de prendre le contrôle du secteur moderne et « monopolistique » de l'économie (environ deux cents entreprises selon les économistes de la Moneda), afin de pouvoir réguler l'ensemble de l'activité productive. Ce pari est d'autant plus ardu que la gauche est minoritaire au Congrès (les autres institutions étant largement dominées par l'opposition), ce qui va obliger l'exécutif à d'interminables négociations avec la Démocratie-chrétienne (DC), au centre de l'échiquier politique. Face à l'obstruction parlementaire systématique, le plan de nationalisations est finalement réduit à quatre-vingt-onze entreprises, concernant notamment 10% des travailleurs de l'industrie. L'UP prévoit pour ce secteur, dit « *Aire de Propriété sociale* », la création d'un système original de cogestion et de participation des salariés (Espinoza, Zimbalist, 1978). La participation est pensée comme un instrument de « *bataille de la production* » au service du pays. Cette innovation est possible grâce à une collaboration étroite avec la puissante Centrale unique des Travailleurs (CUT), seule organisation interprofessionnelle nationale. Il s'agit d'un instrument essentiel du mouvement syndical puisqu'il lui donne, en théorie, une direction unitaire au-delà des diverses tendances politiques qui la composent (communiste, socialiste, démocrate-chrétienne essentiellement). Cette intégration croissante du mouvement

⁶ Allende n'obtient que 36,6% des voix contre 35,3% pour le candidat de la droite conservatrice (Parti national) et 28,1% pour celui de la Démocratie-chrétienne, qui finit par donner son appui – sous condition – au candidat socialiste.

syndical au champ politique, en appui des projets allendistes, n'est pas sans créer de nombreux problèmes quant au manque de respect de l'autonomie syndicale. Cette intégration atteint son point ultime avec la nomination des deux principaux dirigeants (socialiste et communiste) de la centrale, aux côtés de généraux, comme ministres de l'exécutif, suite à la grande crise d'octobre 1972.

L'analyse statistique des conflits du travail dévoile que les salariés envisagent l'arrivée d'Allende comme *structure d'opportunité politique* favorable aux mobilisations. La croissance du nombre de grèves est considérable puisqu'il passe de neuf cent soixante-dix-sept en 1969 à trois mille cinq cent vingt-six en 1972. On assiste à un phénomène de *diffusion* d'un site de conflit à l'autre : les salariés de la petite et moyenne industrie (traditionnellement soumis au patronat le plus conservateur et bénéficiant de peu d'influence politique), se lancent eux aussi dans l'agitation. Un autre trait marquant est l'usage massif de la grève illégale. Ainsi, dès ses origines, l'UP se trouve face à une tension majeure : elle appelle de ses vœux une rupture avec le capitalisme, tout en désirant que l'activité protestataire ne remette pas en cause son projet de transition légaliste et graduelle. Les revendications des agents mobilisés entrent rapidement en contradiction avec les contours étroits de cette stratégie. Ces mobilisations sont pourtant souvent encadrées et impulsées par des militants eux-mêmes membres de partis de la gauche. Ceux-ci font pression sur la direction de l'UP et réclament la multiplication des nationalisations-expropriations, sans trop se soucier des accords institutionnels (Samaniego, 1995). Le mouvement des *pobladores* réalise aussi plusieurs actions radicales dans le centre de Santiago. Plusieurs routes sont bloquées, certains édifices administratifs sont pris d'assaut en protestation contre la lenteur du gouvernement à régler le cas de ces habitants sans logis. Au cœur de ce lent épuisement du projet de « voie intentionnelle au socialisme » se trouvent bien entendu plusieurs autres facteurs clefs. Parmi eux, l'action déstabilisatrice de l'interventionnisme états-unien (essentielle) et des élites locales, certaines déficiences de la politique économique du gouvernement ou encore l'accentuation de la division au sein de la coalition gouvernementale. En effet, un pôle « rupturiste » (le PS pour partie, la Gauche chrétienne – IC et le MAPU) appelle à accélérer les réformes et multiplie les consignes révolutionnaires. Malgré un appui critique initial, la petite formation d'extrême-gauche dirigée par Miguel Enríquez, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), entend elle aussi rappeler son opposition au « réformisme bourgeois » d'Allende. Quand au pôle « gradualiste », structuré autour du PC et du président, il souligne – à l'inverse – la nécessité du réalisme politique, du respect des institutions afin d'éviter de se créer davantage « d'ennemis de classe ».

Les cordons de la révolte : ceintures rouges, occupations d'usines et conjoncture fluide

Après une première année où les importantes réformes structurelles promises portent leurs fruits et où l'enthousiasme populaire barre finalement la route aux tentatives de déstabilisation organisées par Washington et la droite parlementaire, le début de 1972 annonce des temps difficiles pour Salvador Allende et sa coalition. L'irruption toujours plus

forte des mobilisations collectives sur la scène politique nationale amorce un phénomène de débordement du gouvernement par sa base mobilisée dans l'espace public. Des engagements pratiqués par la gauche partisane ou syndicale qui souhaite interpellier Allende, tout en montrant son appui aux réformes en cours et à « leur » président (Palieraki, 2001). En parallèle, les classes dominantes cherchent désespérément à faire tomber un exécutif considéré comme dangereux, que cela soit par des moyens légaux aussi bien qu'extraparlimentaires. Dès la mi-1971, la SOFOFA (*Sociedad de Fomento Fabril*), syndicat patronal de la grande industrie, se met en ordre de bataille, en organisant une intense campagne de presse sur le thème du chaos économique. Ces grandes manœuvres aboutissent à la « marche des casseroles vides », le premier décembre 1971. S'y retrouvent au coude à coude des militants DC, PN (Parti national-droite conservatrice) mais aussi d'extrême droite, avec *Patria y Libertad*. La seconde étape est l'appel à une « grève patronale », fermant les entreprises et paralysant la distribution, dans une fuite en avant qu'Armand Mattelart appelait « la ligne de masse de la bourgeoisie » (Mattelart, 1974).

Durant octobre 1972, grand patronat, commerçants, professions libérales profitent de la grève des camionneurs, soutenue activement par le CIA⁷, pour tenter de faire chuter Allende. L'objectif est d'intervenir dans tous les champs sociaux, suivant la tactique dite de la « résistance civile ». Décontenancé face à l'ampleur de l'offensive et en appelant les forces armées à faire respecter la légalité⁸, le gouvernement met au grand jour ses faiblesses. Dans ces conditions, ce sont les secteurs militants de la base, des animateurs des partis au niveau local et, plus largement, *pobladores* organisés, syndicalistes et ouvriers mobilisés qui appliquent, de façon non planifiée, une praxis de mobilisation collective contre les fermetures d'usines et les *lock out*. Ce phénomène d'auto-organisation a été reconnu par la plupart des études récentes, comme un trait spécifique de « l'Octobre rouge » chilien (Samaniego, 2002). Les actions directes – parfois violentes – pour accélérer les réquisitions, occuper les usines ou ouvrir les commerces se multiplient. Ce mouvement s'effectue en dehors de tout schéma préconçu par les états-majors des grands partis, en dépassant largement la direction nationale de la CUT et au-delà des clivages politiques du mouvement social.

⁷ Quelques 100 000 \$US ont été versés en tant que partie d'un fonds de plus d'un million et demi de dollars pour faciliter la chute du gouvernement Allende, ainsi que les documents déclassifiés l'ont révélé par la suite (Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973*, Washington, 18 décembre 1975).

⁸ Le pays est désormais divisé en huit zones d'État d'urgence.

Enfin, soixante-cinq nouvelles entreprises sont intégrées au secteur nationalisé suite à des *tomas* (occupations). Parmi celles-ci, seulement neuf étaient initialement prévues au sein du plan gouvernemental. Ce mouvement d'occupation concerne surtout des entreprises de taille moyenne, qui soutiennent le combat pour le maintien de la production, mené au sein des principales entreprises de l'Aire de propriété sociale. Certains salariés remettent en marche l'entreprise occupée, très souvent sans l'aide des ingénieurs et des cadres, en grève : une situation magnifiée par Patricio Guzmán dans la *Bataille du Chili* (Guzmán, 1979). L'effervescence vient aussi des quartiers populaires. Des formes de ravitaillement direct sont pratiquées par le mouvement *pobladores*, les centres de mères, les campements les plus organisés ; les étudiants pratiquent le travail volontaire, en lien avec les entreprises occupées. On assiste à une explosion autogestionnaire, qui reste dans les mémoires militantes comme un moment intense (Gaudichaud, 2004). Émulation, intermédiation et diffusion des luttes facilitent de nouvelles liaisons entre plusieurs sites de conflit. La presse contient de nombreux exemples de la richesse créative de cette conjoncture politique fluide de mobilisations multisectorielles⁹. Cette crise politique tend à devenir crise d'hégémonie. Elle est un moment de déssectorisation de l'espace social et de désenclavement des espaces de confrontation, de diminution de l'autoréférence de chaque secteur pour se retrouver autour de revendications communes.

C'est dans ce contexte que se multiplient des coordinations territoriales destinées à combattre la grève patronale : l'espace urbain s'inscrit alors pleinement comme un élément d'un pouvoir populaire constituant embryonnaire. Les principales ceintures ouvrières de Santiago se montrent comme de véritables « ceintures rouges ». Comités *pobladores*, Commandos communaux, Cordons industriels, fleurissent au gré de diverses configurations locales. Sans aucun doute – et sans que l'on puisse détailler dans le cadre de cet article les innombrables coordinations qui naissent alors –, ce sont les Cordons industriels qui auront le plus d'impact et de capacité d'organisation. Ces derniers peuvent être définis comme une coordination syndicale et la mise en réseau des salariés mobilisés, de manière horizontale, de porte à porte, d'entreprise à entreprise, sur un territoire donné et identifié, ceci en suivant la plupart du temps un axe linéaire (routier ou une grande avenue industrielle) de Santiago et quelques autres villes. Cette organisation territoriale naît d'une volonté des militants

⁹ Voir les propositions théoriques de Michel Dobry sur ce point (en particulier, Dobry, 2009, pp. 126-38).

de défendre leur territoire, lieu de travail mais aussi très souvent lieu de vie et d'habitation pour les salariés de la zone et de nombreux autres habitants des périphéries urbaines. Ces Cordons ont pour objectif de s'opposer au boycott économique, de se protéger des certaines actions de l'extrême droite, d'organiser le ravitaillement en lien avec les quartiers environnants, parfois de remettre en route une usine ou « *d'exproprier* » temporairement des moyens de transport ou de distribution de la zone. Ils exigent du gouvernement l'extension du secteur nationalisé, l'accélération des réformes et la radicalisation de la rupture avec les institutions et l'ordre établi. On parle désormais – dans un milieu partisan bien plus vaste que celui des seuls syndicats ou partis de gauche – de « contrôle ouvrier », de « transition au socialisme », de « *crear, crear poder popular* » (créer, créer du pouvoir populaire) et même de « fermer le parlement bourgeois pour former une assemblée populaire ».

Pour appréhender cet épisode du conflit social, nous avons proposé d'utiliser le concept de Cordon *en soi* (ou Cordon *probable*), en le différenciant de l'hypothèse du Cordon *pour soi* (ou Cordon *mobilisé*). Ces notions font explicitement référence à l'analyse marxienne, mais elles revendiquent également les apports à la théorie des classes sociales de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1984). Le Cordon *en soi* représente ainsi un espace structurant et structuré de la ville, la concentration industrielle et les quartiers ouvriers établis de manière concentrée dans l'espace urbain. Il s'agit d'une donnée objective de l'univers quotidien des classes populaires de la capitale et de quelques grandes villes (telle Concepción). En 1970, 75% de la population chilienne habite en ville et le grand Santiago concentre environ un tiers de la population du pays (3,2 millions d'habitants). Près de la moitié de la population urbaine travaille dans l'industrie, chiffre considérable, alors que 70% de ces industries sont installées sur seulement quatre communes. C'est ainsi que se dessine le Cordon *en soi*, produit de plusieurs décennies d'action publique au travers de la planification urbaine, mais aussi d'une implantation peu contrôlée de nombreux quartiers populaires et *campamentos*. Son organisation linéaire est en lien direct avec les grands axes de communication, repartis dans une forme étoilée le long des principales avenues et de la voie ferrée qui conduit au port de Valparaiso (voir les deux cartes suivantes). Le Cordon *pour soi* est, par contre, entendu comme la coordination consciente et mobilisée, une unification transversale à un niveau territorial, de certains secteurs de la classe ouvrière organisée, travaillant et/ou vivant dans ces périphéries industrielles. Il est animé par des militants syndicaux, la plupart du temps multipositionnés, et engagés au sein des partis représentant l'aile gauche de l'UP (PS ou gauche chrétienne) et de l'extrême-gauche (MIR).

Les communistes envisagent les Cordons comme une agitation inutile qui risque d'affaiblir la CUT, complètement débordée par l'ampleur des luttes. À partir de 1973, le PC cherche d'ailleurs à intégrer les cordons, sans succès, sous la coupe de la centrale syndicale, qui ne possédait effectivement pas d'organisation territoriale communale.

L'un des principaux Cordons industriels est celui de Cerrillos, dans la commune de Maipú, bastion de la classe ouvrière manufacturière (textile, métallurgie, automobile, conserverie). Il est d'ailleurs intéressant de noter que les conditions de développement de ce cordon sont aujourd'hui déchiffrables grâce au travail de terrain coordonné, en 1972, par le sociologue et urbaniste Eder Sader, depuis le Centre interdisciplinaire de développement urbain et régional de l'Université catholique (Cordero et al., 1973 ; Henríquez Guaico, 2008). Ce « Cordon de la révolte » prend forme avant même la crise d'octobre, dans un secteur de la ville qui dispose de la plus grande concentration d'industries modernes du pays, soit environ deux cent cinquante entreprises qui occupent quelques quarante six mille salariés. Le nœud gordien de « l'expérience de classe » (selon l'étude classique de l'historien E.P. Thompson) dans la commune de Maipú est la tradition syndicale et les tendances, déjà expérimentées, à l'organisation territoriale interprofessionnelle. Mais ce qui permet une telle dynamique est avant tout la présence d'un espace spécialisé, où se concentrent les usines, et ses salariés, le long de deux grands axes de communication (voir carte). Aujourd'hui, faire un bilan réaliste des coordinations territoriales qui naissent dans la chaleur d'octobre 1972 est complexe. En effet, la presse de gauche militante décrit souvent avec complaisance l'existence de ces « comités coordinateurs » et il existe un réel danger de confondre les cordons *en soi* avec de véritables cordons *pour soi*. À Santiago, ce sont les Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui jouent le rôle le plus important, aux côtés de quelques autres. Dans la capitale, les Cordons concentrent quelques dizaines de milliers de travailleurs, mais on les trouve du Nord au Sud également : à Arica, à Concepción ou encore Talcahuano et Punta Arenas. Sur la base de notre recherche doctorale, il est possible d'estimer à entre vingt et trente mille, le nombre de salariés qui s'identifient à l'action des cordons industriels du grand Santiago et répondent à leurs appels. Au niveau national, ce chiffre doit être proche du double (soit beaucoup moins que les chiffres annoncés par la presse de l'époque)¹⁰ (voir cartes).

¹⁰ Ces chiffres, issus de notre travail de terrain, confirment en partie et prolongent les hypothèses émises par l'historien Jorge Magasich à la fin des années 1970 (Magasich, 1980).

Cette forme originale de pouvoir populaire constituant est aussi facilitée par la dynamique du mouvement *pobladores*. Pourtant, les « Commandos communaux » qui devaient, selon le MIR, regrouper ouvriers, étudiants, *pobladores* ne parviennent pas à se développer faute d'une conjonction stable entre ces différents agents sociaux : la conjoncture fluide n'est que de courte durée. Grâce aux résistances populaires, Allende parvient à reprendre la main en nommant un cabinet civilo-militaire qui, s'il permet une certaine normalisation institutionnelle, aboutit à un reflux des formes de pouvoirs populaires. Un âpre débat existe ensuite entre militants pour savoir si la priorité devait être accordée aux Cordons industriels (volonté du PS) ou directement aux Commandos (volonté du MIR). Il apparaît que cette discussion était surtout le reflet de l'implantation de chaque parti. En effet, les cordons industriels étaient dominés par des syndicalistes socialistes, alors que le MIR est avant tout enraciné dans les secteurs du semi-prolétariat urbain. Les militants miristes sont néanmoins parvenus à organiser des quartiers entiers, tels celui de *Nueva La Habana*, véritable village autogéré à l'intérieur de Santiago (Castelain, 1976 ; Cofré Schmeisser, 2007).

Espaces, topologies et répertoires d'un pouvoir populaire constituant embryonnaire

Après avoir été essentiellement dirigés dans l'urgence d'octobre, par des leaders syndicaux et militants politiques, des assemblées de travailleurs sont mises en place dans les usines les plus combattives afin de mieux structurer les cordons industriels. Le but affiché était que les salariés élisent deux ou trois délégués par entreprise, qui eux-mêmes voteraient les décisions au sein d'une assemblée du Cordon, et éliraient une direction territoriale, fonctionnant grâce à l'aide de diverses commissions et des partis appuyant cette initiative. Pourtant, rapidement, les animateurs des Cordons buttent contre leurs multiples contradictions et divers caudillismes partisans¹¹. Les militants des Cordons sont aussi face aux propres limites de la stratégie de la gauche, dont ils sont très souvent membres. Leur position d'entre-deux, placée à la jonction du mouvement social et du champ partisan, n'empêche pas que les critiques se multiplient envers le « *camarade-président* », mais sans jamais rompre avec le gouvernement. Ces salariés exigent l'extension de l'Aire de Propriété sociale et du contrôle ouvrier. Ceci jusqu'à la lettre envoyée à Salvador Allende par la Coordination des Cordons industriels de

¹¹ Nous renvoyons à notre thèse sur ces aspects organisationnels (Gaudichaud, 2013).

Santiago, le 5 septembre 1973, quelques jours avant le coup d'État, qui est un véritable réquisitoire contre l'aveuglement de l'UP, en même temps qu'un ultime soutien critique face au danger militaire¹².

Les cordons mobilisés affichent néanmoins la géographie sociale, symbolique et politique d'une mobilisation collective exceptionnelle, dans laquelle la dimension spatiale est notable. Les agents pensent spatialement leurs mobilisations à partir de l'usine et c'est l'occupation et le contrôle du lieu de travail, de l'appareil de production, qui vont permettre d'envisager la constitution ultérieure des cordons industriels, avec les entreprises voisines et leurs syndicats. Cette interaction entre ordre social et ordre spatial détermine les facteurs écologiques de cette action collective aux accents révolutionnaires. Dès 1973, Tilly et Shooter expliquaient comment la dynamique du mouvement ouvrier est profondément marquée par son espace. Ces auteurs, en s'intéressant au cas français, illustrent comment les ouvriers les plus mobilisés sont ceux qui « habitent dans des départements et des communautés déjà fortement industrialisés », alors « qu'une vague de grève s'irradiera alors de ce groupe central vers la périphérie » (Shorter, Tilly, 1973). La recherche de Tudi Kernalegen sur les luttes ouvrières en Bretagne en 1972 (voir son chapitre dans ce livre) semble confirmer ce constat, qui s'applique également au Chili. Les Cordons *en soi* sont le lieu de vie d'une force de travail très jeune et sous-employée. Ce sont majoritairement les industries nouvelles qui absorbent cette main d'œuvre bon marché. Ces industries introduisent des formes de production modernes, fortement mécanisées, qui nécessitent une main d'œuvre moins nombreuse, mais davantage spécialisée. Plus de 50% de ces jeunes travailleurs s'installent dans la périphérie de la métropole. De nombreux dirigeants ouvriers ou militants des Cordons ont moins de vingt-cinq ans (c'est le cas par exemple d'Armando Cruces, président du Cordon Vicuña Mackenna et militant socialiste ou encore de Santos Romeo, militant du MIR au sein du Cordon Cerrillos). La dynamique collective induite par ces jeunes salariés transforme les relations capital-travail de ces espaces de la ville. Selon Luís Cruz Salas, « cette main d'œuvre est constituée, en général, par des travailleurs jeunes, ayant un niveau scolaire supérieur à leurs prédécesseurs et, avec une expérience de vie urbaine de longue date. Ce sont ces travailleurs qui développent les luttes les plus radicales à partir de 1967 et qui, en 1972, se trouvent à la tête des 'Cordons industriels' » (Cruz Salas, 1999 : 388). Si Augusto Samaniego est aussi d'accord pour noter une

¹² D'après les témoignages recueillis, cette lettre aurait été rédigée sur initiative de Carlos Altamirano, secrétaire général du PS et partisan de Faile « rupturiste » au sein du gouvernement : l'imbrication entre partis et mouvements est, là encore, flagrante.

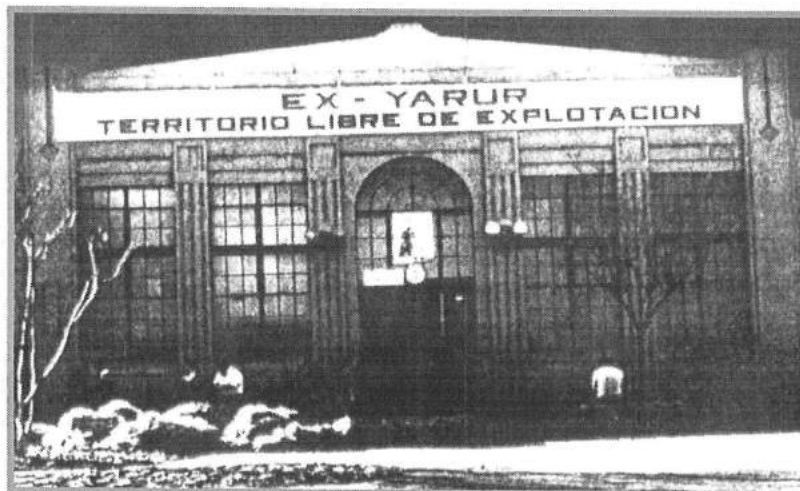
rupture générationnelle dans la manière de « faire du syndicalisme » et de s'engager politiquement, il l'attribue davantage à la main d'œuvre récemment arrivée en ville. Ces salariés n'ayant pas des pratiques aussi institutionnalisées que la classe ouvrière installée depuis plus longtemps (Samaniego, 1998 : 451). Il s'agit d'ailleurs d'un phénomène commun à tous les grands pays de l'Amérique latine de cette décennie (Roxborough, 1997).

La construction identitaire des ouvriers s'effectue dans ces lieux de sociabilité, d'habitation et de travail, dans ces *espaces-routine*, entendus comme « les structures spatiales ordinaires de la vie quotidienne » par Javier Auyero (Auyero, 2005). En faisant un parallèle avec les mécanismes décrits par Robert Gould à propos du Paris révolutionnaire, on peut affirmer que ces *espaces-routine* favorisent l'émergence « d'identités insurrectionnelles » (Gould, 1995). Gabriel Salazar et Julio Pinto rappellent qu'au contraire de ce qu'avaient prévu les secteurs conservateurs chiliens, la famille et le lieu de résidence ouvrier, situés à proximité du lieu de travail – bien loin de favoriser la modération politique – participent activement d'une « auto-affirmation identitaire » (Pinto, Salazar, 1999 : 177-184). De plus, les espaces ouvriers où vont se développer ces expériences sont aussi ceux d'autres secteurs populaires, permettant de possibles « combinaisons culturelles de classe » dans un espace urbain très délimité (Verret, 1995). Pratiques quotidiennes, travail collectif, valeurs culturelles : c'est toute une « économie morale » qui forge ainsi une topographie complexe du pouvoir populaire. En bref, nous retrouvons là une double dimension, structurée et structurante, qui facilite la constitution d'*espaces des luttes* : « l'espace et le lieu déterminent, tout en les favorisant, l'émergence des mouvements de contestation ; en retour, ceux-ci contribuent à actualiser les potentiels qu'offre l'espace tout en le restructurant » (Auyero, 2005). Cette topographie varie d'un cordon industriel à l'autre et suivant les entreprises et secteurs sociaux qu'ils comportent. Mais pour tous, l'appropriation territoriale est une donnée essentielle non seulement dans le domaine productif, mais aussi dans le champ culturel : fêtes populaires, théâtre et festivals se multiplient dans les usines occupées ou nationalisées. Au delà de l'usine (comme on l'a expliqué à propos du cordon Cerrillos), c'est souvent la commune qui est privilégiée, car elle représente une échelle de mobilisation adaptée pour servir de tremplin afin d'atteindre un écho politique national. Cet ancrage communal est perceptible depuis l'aube du mouvement ouvrier, comme le note Michel Verret, à propos de la France (Verret, 1995).

Le lieu de travail reste un lieu stratégique car il permet de bloquer l'économie, de prendre contrôle de l'unité de production, d'affronter

directement le patronat. Il est aussi un *espace-attribut* porteur de sens¹³. La « *toma* » a ainsi été l'un des répertoires d'action collective les plus significatifs du pouvoir populaire. Ces occupations peuvent se traduire par une occupation « passive » en l'attente du passage à l'Aire de propriété sociale, jusqu'à des essais de contrôle de la production et d'autodéfense active. Bien souvent, les salariés ornent fièrement la devanture de l'entreprise, la déclarant « territoire libéré » ou encore comme dans le cas ci-dessous de la textile Yarur : « territoire libre d'exploitation ».

Photo 17 – Entreprise textile Yarur déclarée « territoire libre d'exploitation » suite à son occupation et nationalisation



Source : Winn, 1986 : 210

Les travailleurs mobilisés cherchent ainsi à signifier qu'en même temps qu'ils se libèrent eux-mêmes, ils libèrent un territoire : *leur* territoire. Parmi les autres répertoires utilisés, on note diverses stratégies de rue protestataires, classiques du mouvement ouvrier. L'usage des barricades est ainsi très apprécié. Les agents mobilisés des cordons industriels mettant là encore à profit leur situation géographique : distribués le long des grands axes et contrôlant les voies d'accès à la capitale (notamment vers le port de Valparaiso), ce répertoire est idéal pour continuer à marquer un territoire sur le plan symbolique :

¹³ « Parce qu'ils sont porteurs de sens, certains lieux peuvent être tout autant le terrain que l'enjeu des politiques de la contestation. Ces lieux symboliques s'inscrivent dans l'espace et font partie intégrante de ces politiques » (Auyero, 2005).

LES LIEUX DE LA COLERE

Photo 18 – Barricades déclarant le cordon industriel V. Mackenna « territoire des travailleurs » (juillet 1973)



Source : *La Aurora de Chile*, Santiago, n°34, 2 août 1973

Ainsi que le note un manuel de « techniques d'action de masse » de la gauche de cette époque : « Les barricades sont des protections légères, de construction rapide, qui interrompent toute la circulation d'une rue [...]. Grâce à la manière avec laquelle elles désorganisent la circulation des véhicules en ville, elles augmentent l'impact d'autres actions, spécialement celle des marches collectives »¹⁴. Leur efficacité redoutable produit d'ailleurs une émulation au sein de tous les cordons industriels. En juillet 1973, et après l'obtention de plusieurs nationalisations d'entreprises occupées, un manifestant témoigne : « sur les visages, il y avait un mélange de satisfaction et de méfiance. On commentait : la méthode de la barricade est peut-être vieille... mais elle donne toujours des résultats ! »¹⁵. Autre répertoire : la manifestation. Elle est aussi considérée par les militants comme « la plus dynamique des actions de rue »¹⁶. Pour reprendre la définition d'Olivier Fillieule, l'objectif est donc bien d'interpeller directement le champ politique par « une occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert, public ou privé et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques » (Fillieule,

¹⁴ Source : Comisión política del MAPU, « Técnicas de acción de masas », Documento de estricta circulación interna, Cartilla 1 B 3 (Document confidentiel du Mouvement d'Action Populaire Unitaire, non daté).

¹⁵ *Clarín*, 20 juillet 1973.

¹⁶ Comisión política del MAPU, *op.cit.*

1997 : 44). Les cordons industriels utilisent régulièrement ce mode de mobilisation afin d'envahir le centre de leurs banderoles, chansons, cris et slogans. D'après des calculs effectués sur la base d'un dépouillement exhaustif du journal *El Mercurio*, entre avril 1972 et septembre 1973, 52% des manifestations naissent de l'initiative des ouvriers des Cordons industriels ou des *pobladores* (Palieraki, 2001).

Photo 19 – Mobilisation du cordon industriel Cerrillos dans le centre de Santiago (août 1973)



Source : *Chile Hoy*, Santiago, n°62, août 1973

Cette géographie du pouvoir populaire permet de dessiner les frontières physiques, mais aussi subjectives et idéologiques du mouvement. On assiste au marquage de l'espace de la ville par la classe ouvrière. « Aux espaces de la classe dominante – écrit Michel Verret, opposer les contre espaces de la classe dominée : les stratégies politiques de classe dans les espaces urbains ne se comprennent que par leur rapport à ses stratégies de classes dans l'espace productif. C'est à partir de l'usine que la classe investit la ville, quitte à réinvestir l'usine à partir d'elle » (Verret, 1995 : 217). Ces frontières inscrites dans le paysage urbain forment une opposition entre un « eux » et un « nous » dans l'espace de la capitale et renforce l'imaginaire de classe dans la perception de la ville. Une véritable psychose de l'encerclement des « beaux quartiers » et du centre-ville est d'ailleurs alimentée habilement par l'opposition et la plupart des médias. Elle croît au cours de l'année 1973, au sein des élites et d'une partie importante des couches moyennes, des quartiers nord-est de Santiago notamment. Les capacités des cordons industriels sont considérées comme gigantesques, telles un « dispositif de force » au travers duquel « les marxistes sont

capables d'exercer leur contrôle sur les moyens de production, les secteurs résidentiels, les établissements d'enseignement, et en général sur toute l'activité citoyenne dans le grand Santiago»¹⁷. Cette crainte gagne également les officiers de l'État-major, comme le rapporte le général Augusto Pinochet dans ses mémoires (Pinochet, 1980 : 57-58). La peur des classes dangereuses, inscrite spatialement, souligne à quel point le mouvement ouvrier a commencé à bouleverser les hiérarchies sociales mais aussi spatiales, tout du moins sur le plan des représentations collectives. Il s'agit là d'un « effet de lieu » tangible du pouvoir populaire : comme le souligne Pierre Bourdieu, « il n'y a pas d'espace, dans une société hiérarchisée, qui ne soit pas hiérarchisé et qui n'exprime les hiérarchies ou les distances sociales, sous une forme (plus ou moins) déformée et surtout masquée par l'effet de naturalisation qu'entraîne l'inscription durable des réalités sociales dans le monde naturel » (Bourdieu, 1993 : 251).

Un coup d'œil jeté sur les cartes pourrait suggérer que cet « encerclement » a bel et bien été une réalité (voir carte 5). Pourtant, l'imposante présence des cordons dans l'espace urbain n'a aucunement signifié – d'une manière mécanique – qu'ils aient incarné une fantasmagorique « armée des Cordons industriels » prête à prendre le pouvoir, comme tentera de le faire croire la dictature. Dans les faits, nous sommes face à des germes de pouvoir populaire, qui ont eu de nombreuses difficultés à mettre en commun leur énergie collective et qui seront incapables d'affronter la violence du coup d'État du 11 septembre 1973.

Territoires mobilisés et écologies d'un mouvement révolutionnaire

Selon l'historienne M.A. Illanes, le pouvoir populaire ferait « référence à l'une des expériences les plus importantes et réussies de l'Unité populaire : celle où les travailleurs se construisirent en tant qu'acteur historique doté d'une forte responsabilité économique et politique collective, au sein du processus en marche » (Illanes, 2002 : 45) ; ce que Peter Winn nomme quant à lui, de manière certainement trop unilatérale, la « révolution par en bas » (Winn, 2014). Pourtant, il est indispensable de souligner que, malgré l'ampleur du phénomène, les formes de pouvoirs populaires constituants ont eu un caractère embryonnaire. Le Cordon est *mobilisé* souvent de manière transitoire. Ces mobilisations sont essentiellement défensives et, souvent, organisées dans l'urgence. L'essai de coordination à l'échelle

¹⁷ Journal *El Mercurio*, 24 juillet 1973.

régionale (courant 1973) reste une simple superstructure dirigée —souvent verticalement— par certains syndicalistes de gauche, et non une organisation démocratique massive, issue d'assemblées de travailleurs organisés. Les accusant de « parallélisme », la CUT tout comme le PC, tenteront d'ailleurs activement de freiner leur constitution, rejetant toute « création d'un pouvoir alternatif au gouvernement ». Quant au PS, à la recherche d'une synthèse impossible, il reconnaissait les cordons industriels comme « pouvoir populaire alternatif aux institutions bourgeoises, mais pas au gouvernement »... La distance entre Allende et le *poder popular* s'est accentuée à mesure que la politique de l'UP s'est essouffée. Dès janvier 1973, les Cordons industriels s'opposent au projet du ministre communiste Orlando Millas, qui appelait à rendre les usines « non stratégiques » à leur propriétaire, afin de ne pas alourdir les difficultés du gouvernement. Durant toute l'année 1973, les forces armées, bien loin d'être une force neutre, commencent leur travail de répression. Profitant d'une loi votée avec l'approbation du gouvernement sur le « contrôle des armes », les militaires interviennent dans les Cordons et évaluent les résistances (Valdivia, 2014 : 205-232). Le 9 août est formé par Allende un nouveau cabinet civilo-militaire, qui ouvre la voie au coup d'État. Comme quelques quartiers populaires (celui de La Legua particulièrement), certains Cordons auront un rôle dans les essais de résistance au putsch et sont le théâtre de plusieurs affrontements, malgré le manque de préparation politico-militaire de la gauche et l'absence de moyens de défense conséquents¹⁸.

Avec cet article, nous avons tenté de montrer que ces expériences partielles de *dualisation de pouvoir*, représentent finalement aussi une *dualisation des espaces urbains*. En effet, ces pouvoirs populaires constituants sont inscrits dans des territoires qu'ils revendiquent, et même s'approprient : le conflit de classe est ainsi clairement situé, le pouvoir populaire est aussi pouvoir local et territorial. À ces processus de remise en cause des hiérarchies sociales, des relations de production, des rapports entre mouvements sociaux et champ politique, il faut donc ajouter un chamboulement des *hiérarchies spatiales*, qui structurent jusque-là la ville et ses représentations. De nouvelles frontières se forment, dans un mouvement où s'entrechoquent périphéries urbaines ouvrières et quartiers aisés résidentiels, centre-ville et ceintures populaires, par le biais d'une mise en conflit (objective mais aussi symbolique) de la ville. Cette *lutte des espaces* et territorialité de l'action protestataire ouvrière s'insèrent globalement dans une période caractérisée

¹⁸ Voir les témoignages (Gaudichaud, 2004) et le récit du coup d'État dans le quartier de la Legua (Garcés, Leiva, 2005).

par l'importance de ce que Gabriel Salazar nomme *violence politique populaire dans les grandes avenues* et qui marque l'histoire contemporaine du Chili jusqu'à nos jours (Salazar, 1990).

Depuis quelques années, les chercheurs insistent sur l'espace des mobilisations collectives passées ou récentes, en Amérique latine notamment (Merklen, Pleyers, 2011). L'espace est effectivement enjeu des luttes des classes. Le géographe marxiste David Harvey a développé une théorie de la production de l'espace où la question spatiale est perçue comme directement liée aux affrontements politiques et au rapport capital-travail¹⁹. L'originalité des Cordons se situe précisément dans leur coordination territoriale, d'entreprise à entreprise, de syndicat à syndicat, avec pour objectif de subvertir ces rapports de production. Bien avant Harvey, Henri Lefebvre insistait sur la production de l'espace urbain, ses effets sociaux, et évoquait sa tridimensionnalité : espace conçu, vécu ou encore perçu ; et la manière différenciée par laquelle s'y inscrivent les classes sociales. Selon Lefebvre : « un nouveau mode de production, une nouvelle société, s'approprie, c'est-à-dire organise à ses fins l'espace préexistant, modelé auparavant. Les classes sociales s'y investissent différemment, selon leur place hiérarchique au sein de la société, dans ces espaces occupés » (Lefebvre, 1974 : 32)²⁰. Les espaces de luttes durant l'UP font aussi référence à cette tridimensionnalité. L'espace industriel situe le conflit social dans une zone de « compression spatio-temporelle » (concept de Harvey) où se concentre la classe ouvrière organisée : il n'est pas seulement une toile de fond, un « décor » des politiques du conflit, il participe de sa dynamique constitutive. La formation géographique et spatiale du capitalisme chilien a ainsi construit des espaces propices à une telle contestation ouvrière et populaire, qui sont apparus comme stratégiques dans de telles conjonctures prérévolutionnaires.

Se configurent alors ce que nous nommerons des territoires mobilisés du mouvement ouvrier puis territoires appropriés, c'est-à-dire des espaces non plus seulement de luttes mais en lutte, où l'action collective se fait par et pour le territoire, et autour et dans le lieu de travail²¹. Cette appropriation « par en bas » apparaît clairement au travers des diverses actions et répertoires mis en place par les Cordons, et elle facilite l'apparition de

¹⁹ Sur capitalisme et urbanisation, voir Harvey, 1989 et Harvey, 2011.

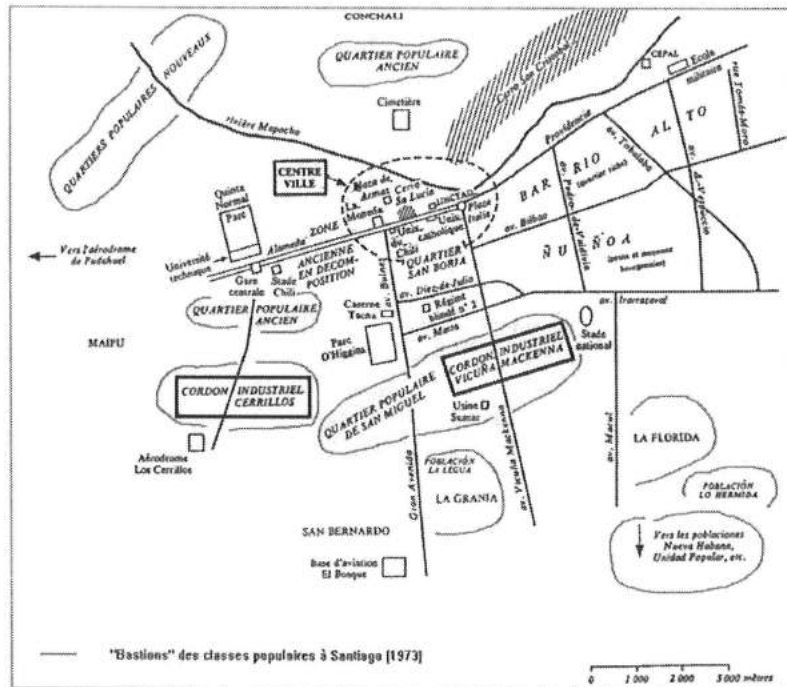
²⁰ Pour une lecture actuelle de Lefebvre, voir Martin, 2006.

²¹ Nous renvoyons ici à la notion « d'espace approprié » de Lefebvre, mais en préférant parler de « territoires appropriés » puisque, au-delà de son acception juridique, le territoire comprend une dimension d'appartenance collective et individuelle (Cf. Brunet, Ferras, Théry, 1993).

nouvelles expérimentations et sociabilités populaires (Castillo, 2009). On peut parler de l'esquisse d'une écologie²² d'espaces urbains *en révolution*, étude et notion qu'il conviendrait d'approfondir en les comparant avec les expériences révolutionnaires d'autres pays ; avec des processus autogestionnaires et de récupération d'entreprises plus actuels (Quijoux, 2011). Mais aussi en approfondissant nos connaissances des pouvoirs populaires constituants chiliens durant l'UP, notamment ceux issus des zones rurales ou encore de certaines petites villes (tel Constitución, dans le sud, qui a connu une expérience originale d'occupation). De nouveaux champs de recherche à explorer, qui, de plus, font écho avec certaines des importantes mobilisations collectives et luttes sociales que connaît le Chili ces dernières années (Barozet, Biskupovic, 2012).

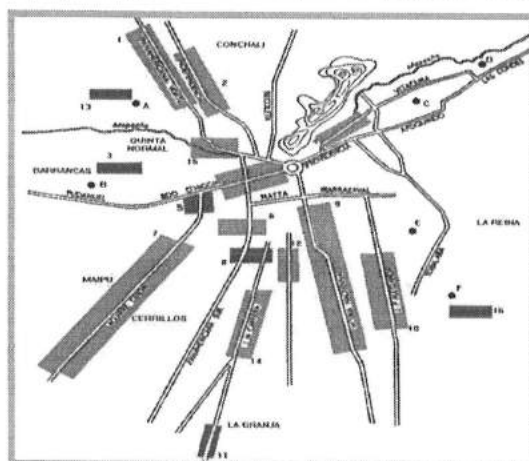
²² Le terme « écologie » est employé ici au sens des relations et interactions des individus et groupes sociaux avec leur milieu.

Carte 5 – Quartiers populaires et Cordons industriels dans le centre de Santiago, 1973



Adaptation d'après Touraine, 1973

Carte 6 – Géographie approximative du pouvoir populaire à Santiago, 1973

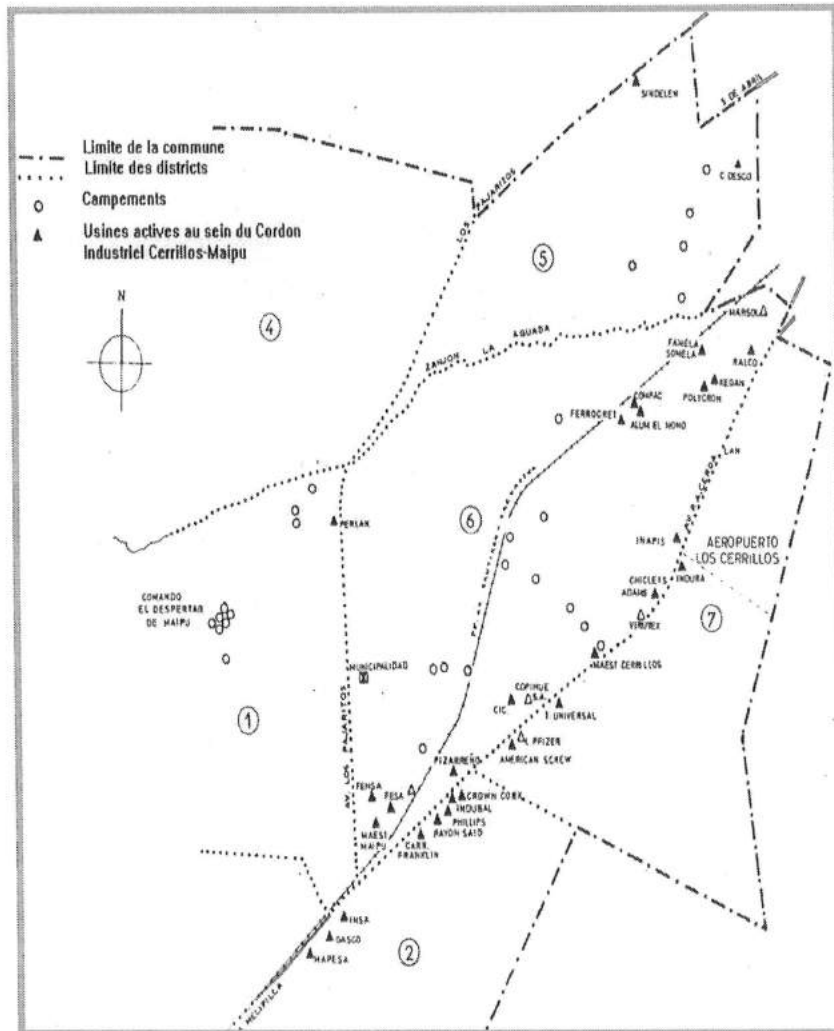


Source : carte adaptée et corrigée sur la base de la revue *Que Pasa*, Santiago, 1972

Légende

Zone de développement des principaux Cordons Industriels et des Commandos Communaux	Localisation des campements <i>pobladores</i> se réclamant du pouvoir populaire
1. Panamericana Norte	A. Renca (Blanca Vergara-I de Mayo-José Toha)
2. Conchalí	B. Pudahuel (O'Higgins)
3. Barrancas	C. Av Kennedy (Ho Chi Minh)
4. Cordillera-Mapocho	D. Las Condes (Fidel-Ernesto-Luciano Cruz)
5. Estación Central	E. Lo Hermita
6. O'Higgins	F. Nueva La Habana
7. Cerrillos-Maipú	
8. San Miguel	
9. Vicuña Mackenna	
10. Mañchal	
11. La Granja	
12. San Joaquín	
13. Renca	
14. Santa Rosa - gran Avenida	
15. Matucana-Mapocho	
16. La Florida	
17. Santiago Centro	

Carte 7 – Géographie du Cordon industriel Cerrillos, Commune de Maipú, Santiago, 1973



Adaptation d'après Cordero, Sader, Threlfall, 1973

Carte 8 – Répartition du pouvoir populaire à l'échelle nationale



**Expériences de pouvoir
populaire en territoire urbain
Chili - 1970 1973**

- Villes ayant connu plusieurs coordinations, dont au moins une importante

Élaboration de l'auteur

* « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions : la gauche chilienne face aux 'hoquets du temps brisé' du gouvernement Allende (1970-1973) » in Laurianne Bouvet (coord.), « Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976) », *Revue Les Langues Néolatines*, février 2016, pp. 26-36, URL: <http://neolatines.free.fr/wp/?p=1679>.

Société des Langues Néo-Latines

JOURNÉE D'ÉTUDE



MOUVEMENTS SOCIAUX ET
EFFERVESCENCE
RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE
CÔNE SUD
(1964-1976)

ILCEA4

UNIVERSITÉ
Stendhal

GRENOBLE

26 novembre 2015
Université Stendhal
Petite Salle des
Colloques

VOIX DU POUVOIR POPULAIRE, VOIX DES INSTITUTIONS : LA GAUCHE CHILIENNE FACE AUX « HOQUETS DU TEMPS BRISÉ » DU GOUVERNEMENT ALLENDE (1970-1973)

Franck GAUDICHAUD
Université Grenoble-Alpes

Institut des Langues et Cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie (ILCEA4)- EA 7356

(Re)penser la « voie chilienne vers le socialisme »

Si le processus révolutionnaire qu'a représenté l'époque de la « voie chilienne vers le socialisme » et du gouvernement Allende (1970-1973) a été largement étudié au cours des 40 dernières années, les formes d'organisations populaires et ouvrières qui ont accompagné cette expérience restent encore le parent pauvre de l'historiographie, au profit d'études plus centrées sur la figure du Président Allende, les partis politiques, le gouvernement ou l'intervention états-unienne. Même s'il faut reconnaître qu'une nouvelle génération de chercheurs chiliens est en train de combler, lentement mais sûrement, cette lacune¹. Dans les pages qui suivent, nous proposons, afin d'aiguiser l'appétit et l'intérêt d'étudiants, enseignants et chercheurs éventuellement intéressés par ces thématiques, un aperçu de notre travail de thèse de doctorat consacré au « pouvoir populaire » chilien durant ces « mille jours qui firent trembler le monde », en restituant l'essentiel de la conclusion de l'ouvrage qui en est issu². Notre objectif a été essentiellement de mettre l'accent sur ces données originales, qui prennent racine dans le tourbillon du mouvement ouvrier et au sein des *poblaciones*³, durant le gouvernement de l'Unité Populaire : cette coalition de gauche organisée autour de grands partis ouvriers et marxistes (le parti socialiste - PS et le parti communiste - PC), qui gagne l'exécutif en septembre 1970, tout en restant minoritaire sur le plan électoral et parlementaire (un fait majeur pour comprendre cette histoire tragique)⁴.

Notre recherche cherche à montrer qu'au cœur de cette période d'affrontements sociaux et de bouleversements politiques ont surgi diverses tentatives « par en bas » de ce que nous avons proposé de nommer *pouvoir populaire constituant*, une notion que nous proposons de définir

¹ Franck GAUDICHAUD, « A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973) », *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N° 6, Santiago, 2013, pp. 63-79, <http://bibliotecadigital.academia.cl/bitstream/123456789/1729/1/063-079.pdf> (consulté le 22 décembre 2015).

² Franck GAUDICHAUD, *Chili (1970-1973). Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses Universitaires de Rennes - Institut des Amériques, Rennes, 2013. Le présent article est une version légèrement modifiée pour la revue de la *Société des Langues Néo-Latines* du chapitre « Le Chili sous Allende ou la discordance des temps révolutionnaires » paru dans Francis DESVOIS et Hélène FINET, *Chili 1973-2013. Mémoires ouvertes*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches A. Latines, 2015.

³ Quartiers populaires et périphériques des principales grandes villes.

⁴ Allende gagne la présidence avec 36,6% des voix en 1970 ; en mai 1971, les élections municipales offrent 48,6% des voix à la coalition et 43,3% des électeurs votent pour l'UP lors des élections parlementaires de mars 1973.

comme la création d'expérimentations sociales et politiques de contre-pouvoir et contre-hégémonies organisés, conduisant à de nouvelles formes d'appropriations collectives populaires et à une remise en cause – totale ou la plupart du temps partielle – des relations de production, des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, spatiales et des mécanismes de domination matériels ou symboliques. C'est précisément là que pourrait se situer la véritable originalité du processus chilien, au-delà du caractère – effectivement inédit – du projet de transition intentionnelle vers le socialisme allendiste⁵. Et si l'on scrute les diverses facettes de cette ébullition collective qui a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de salariés, *pobladores* et militants de gauche, on voit poindre une « grammaire de la contestation »⁶ peu connue de l'Unité populaire (UP). Cette « idée-force »⁷ est celle du *pouvoir populaire*, mais dans ce ciel agité, une étoile a brillé plus fortement que d'autres : l'histoire des Cordons industriels. Apparus la plupart du temps en périphérie des grandes villes, ce sont des organismes territoriaux de coordination ouvrière, regroupant les syndicats de plusieurs entreprises d'une zone urbaine spécifique, avec pour but immédiat la concrétisation de revendications telles que l'extension du secteur nationalisé, le contrôle ouvrier de la production, l'autodéfense des usines, l'augmentation des salaires ou encore, à moyen terme, l'instauration d'une nouvelle architecture institutionnelle, basée sur des conseils populaires communaux et provinciaux. Les « Cordons » dessinent ainsi une nouvelle topographie des luttes en milieu urbain, aux côtés d'autres acteurs du mouvement social. Ils s'ancrent progressivement dans une ville en lutte et des territoires appropriés par et pour des classes populaires massivement mobilisées.

Cherchant à éviter de nouvelles interprétations réductionnistes ou antinomiques sur une expérience révolutionnaire complexe, cette histoire du *poder popular* lève le voile sur une dynamique diachronique entre le mouvement ouvrier et le projet de transition vers le socialisme de la gauche, entre l'espace des mobilisations collectives et leur tentative de canalisation par les partis, entre la logique tellurique des conflits de classes et la volonté du gouvernement Allende de suivre le temps institutionnel d'une révolution pacifique. L'intérêt d'une telle analyse interactionnelle entre la *voix de la rue* et la *voix des institutions*, notamment celle du gouvernement, est évident. Elle souligne les « passerelles » entre « mondes *mouvementistes* » et partisans, entre les gauches et leurs « bases sociales », entre le « camarade-président » et le mouvement ouvrier⁸. Pourtant, dans cette période révolutionnaire, cette interaction devient de plus en plus tendue et conflictuelle au fur et à mesure que le projet allendiste entre en crise et que se radicalisent aussi bien les secteurs populaires qui appuient le gouvernement que l'opposition de droite et d'extrême-droite (avec le soutien calculé de la CIA). La discordance des temps sociaux et politiques de l'Unité populaire est ainsi dévoilée comme une donnée capitale de cette période. Durant cette période, s'affirme nettement ce que le philosophe Daniel Bensaïd nommait les « hoquets du temps brisé » du conflit social⁹. Les récits de vie permettent de restituer la dimension microsociale de cette dialectique et d'entrevoir ce qui s'est passé dans une usine, un syndicat ou lors de l'assemblée d'un Cordon industriel. Bref, de comprendre de quelle manière

⁵ Peter WINN, *La revolución chilena*, Santiago, LOM, 2014.

⁶ Irène PEREIRA, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Paris, La Découverte, 2010.

⁷ Pour Pierre Bourdieu, « la force proprement politique de l'idée réside en dernière analyse dans la force du groupe qu'elle peut mobiliser » (« Questions de politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°16, 1977, pp. 55-89).

⁸ Simon LUCK, Stéphanie DECHEZELLES (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, PUR, 2011, p. 20.

⁹ Daniel Bensaïd, *La discordance des temps*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995.

l'action collective et les engagements individuels se sont combinés avec l'affrontement politique global¹⁰.

Durant le gouvernement Allende, les appareils politiques qui accompagnent les actions collectives protestataires sont majoritairement représentés par les partis qui composent l'UP (principalement le PC et le PS). Des organisations partisans qui contrôlent le pouvoir exécutif, une partie (minoritaire) du Parlement et toujours une large fraction du syndicalisme comme du mouvement *pobladores*. Ces partis organisent et s'appuient sur des luttes sociales qui explosent littéralement dans tout le pays à partir de 1970. Parallèlement, l'objectif tactique de la gauche gouvernementale est de réussir à canaliser les agents sociaux mobilisés autour du programme « étapiste » de la révolution institutionnelle et pacifique¹¹. Ceci tandis que le chemin pris par les actions collectives s'engage dans un cours ascendant, extrêmement difficile à contenir dans de telles limites. Ainsi, comme dans la plupart des phénomènes prérévolutionnaires, ce petit « pays allongé » du Cône sud connaît une dynamique de débordement, non seulement des partis de gauche, mais aussi de l'ensemble des pouvoirs institués de représentation politique ou de médiation sociale. Parti d'une relation très étroite, presque symbiotique, que l'on pourrait qualifier d'hétéronome, on décèle une différenciation toujours plus nette entre l'espace du mouvement ouvrier et le champ partisan. Finalement, au cours de ces mille jours, se chevauchent des formes de « pouvoir populaire institutionnalisé » (sous contrôle du gouvernement), avec diverses déclinaisons de « pouvoir populaire constituant » jaillies de la base. Le « flux de conflit » étudié peut être divisé en plusieurs « épisodes », liant diverses « séquences d'interactions conflictuelles »¹² au cours desquelles s'affirment des formes différentes, voire asymétriques, mais combinées, de participation des classes dominées et agents mobilisés au processus du changement social. Dans une vision synchronique, nous pouvons dégager trois grandes séquences successives.

Les trois respirations saccadées du pouvoir populaire

La première séquence va de l'élection d'Allende à la grande grève menée par l'opposition et le patronat, en octobre 1972. Elle est marquée par une forte identification entre l'UP et sa base sociale. Le gouvernement s'appuie résolument sur le salariat organisé et favorise des mobilisations collectives, massives, festives, enthousiastes, dans tout le pays. Il lance un vigoureux programme de réformes démocratiques, de redistribution des richesses et met fin à la répression étatique contre les mouvements sociaux, créant ainsi une structure ouverte d'occasions politiques. C'est la notion de participation institutionnalisée qui prime : comités de l'Unité populaire, comités de ravitaillement (JAP), système de participation des salariés dans le secteur nationalisé, comités de surveillance de la production pour le privé. Il s'agit d'une participation impulsée et dirigée depuis l'État, restreinte à certaines couches sociales spécifiques, sur

¹⁰ Voir notre livre d'histoire orale et recueils de témoignages : Franck GAUDICHAUD, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004.

¹¹ Selon l'historien chilien Rolando Álvarez, il serait plus juste de parler de voie « non armée » vers le socialisme : Rolando ÁLVAREZ, *Arriba los pobres del mundo. Identidad y cultura política del Partido Comunista de Chile entre democracia y dictadura. 1965-1990*, Santiago, LOM, 2009.

¹² Pour employer la terminologie de Charles Tilly et Sidney Tarrow dans leurs analyses des politiques du conflit. Charles TILLY, Sydney TARROW, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 347.

lesquelles le gouvernement cherche à s'appuyer en priorité. Rapidement, plusieurs initiatives de ce type ont tourné court. C'est le cas des comités de l'Unité populaire, qui périclitent faute d'un projet politique concret. D'autres ont montré leurs limites, comme les JAP qui, malgré leur contribution réelle au combat contre le marché noir, restent sans pouvoir réel ; ou tels les comités de surveillance du secteur privé, qui ne se sont jamais vraiment mis en place, de peur de s'attirer les foudres de la petite et moyenne bourgeoisie. Fondamentalement, le projet de l'UP possède de nombreux traits de productivisme, dans le sens où il insiste davantage sur la « bataille de la production » que sur l'importance de la praxis participative de l'ensemble des classes populaires. Ce que l'historien Gabriel Salázar désigne, de manière volontairement provocatrice, comme un projet de « réformes pour le peuple, sans le peuple ».

L'une des mesures phares prises par l'UP en faveur d'une transformation progressive des relations sociales de production a été d'implanter un système de cogestion dans les entreprises nationalisées, en accord avec la CUT (*Central Única de los Trabajadores*), la grande confédération syndicale fondée en 1953 par Clotario Blest. La constitution (et l'extension) de l'Aire de propriété sociale est l'une des pierres de touche de cette période, puisqu'elle accentue le contenu et la radicalité des conflits entre capital et travail, en même temps qu'elle amorce un riche essai d'appropriation sociale de la sphère productive par les salariés. Cependant, dans ces usines, pour la plupart de grande taille, on a pu décrire au travers de cas concrets, certaines formes d'*hétérogestion* et, parfois, un paternalisme éloigné de la geste autogestionnaire souhaitée par les militants ouvriers. De même, l'épineuse question de la propriété des entreprises n'a jamais été résolue complètement par le gouvernement, qui a dû affronter un Parlement hostile et un appareil judiciaire qui lui refuse le droit de nationaliser.

Progressivement, l'énergie libérée « par en bas » s'étend, par capillarité, depuis les secteurs ouvriers les plus organisés jusqu'aux couches populaires subalternes. L'extension et la diffusion de l'action collective à un sujet social toujours plus ample se retourne contre le projet de réformes institutionnelles et graduelles de l'UP. Les dirigeants syndicaux des moyennes entreprises laissées dans le privé par le gouvernement, des *pobladores* liés à l'aile « rupturiste » de la gauche, des militants souvent jeunes et critiques envers leurs directions politiques, deviennent les têtes de file d'un mouvement où s'entremêlent, de manière féconde, rénovation générationnelle, identités populaires insurrectionnelles et radicalisation politique. Indéniablement, cette impulsion a pour racines une modernisation accélérée de forces productives qui se trouvent de plus en plus à l'étroit dans le cadre de relations sociales de production très souvent archaïques.

La seconde respiration du pouvoir populaire prend son souffle avec la grève d'octobre 1972, pour finir en juin 1973. Le trait essentiel de cette étape est le surgissement d'organisations indépendantes de l'exécutif, tels que les Cordons industriels et, dans une moindre mesure, les Commandos communaux, ainsi que divers comités liés au mouvement *pobladores*. Néanmoins, cette étape souligne avec force que le mouvement *pobladores* est une partie essentielle du pouvoir populaire urbain. Plusieurs expériences collectives menées par ces agents sociaux montrent l'importance de leurs mobilisations et comment ils parviennent à interpeller l'État central sur leur situation en ce qui concerne le transport, le logement, la santé, etc. Le cas du *Campamento Nueva La Habana* apparaît à ce titre symbolique, même s'il reste tout à fait exceptionnel¹³. Cette tentative de village autogéré représente un embryon de pouvoir populaire constituant local. Par contre, à l'image des autres secteurs du mouvement *pobladores*, ce

¹³ Boris COFRE S., *Campamento Nueva La Habana: el MIR y el movimiento de pobladores 1970-1973*, Concepción, Escapate, 2007.

campamento n'a pas vu l'écllosion d'une véritable « révolution culturelle », et ses habitants restent insérés dans une relation verticaliste dans leurs rapports avec les cadres du MIR. Quant à l'apparition des Commandos communaux, si elle confirme la tendance à l'unification des secteurs subalternes (qui s'accélère durant la grève d'octobre 1972), il apparaît que leur praxis réelle est largement mythifiée.

À partir de la mi-1972, la toile de fond avec laquelle doit composer l'Unité populaire est celle d'une grave crise économique où s'autoalimentent inflation et marché noir, consciemment organisés par la bourgeoisie et l'opposition. Les classes dominantes, après avoir centré leurs attaques sur le gouvernement, se préparent à agir résolument en dehors du cadre institutionnel. Produit de cette accumulation de tensions, une inquiétante division au sein du gouvernement se dessine, entre un secteur « rupturiste » et un pôle plus modéré. Le phénomène apparaît avec éclat à l'occasion de l'assemblée de Concepción, durement condamnée par Allende et le PC, têtes de file de l'aile « gradualiste ». Mais c'est surtout le déphasage croissant entre, d'un côté, le gouvernement, les directions des partis, et, de l'autre, les salariés et certains militants de base, qui signe la crise de représentation que vit l'ensemble de la gauche partisane. La montée en flèche des mobilisations ouvrières ne pouvait manquer de faire trembler la CUT, même si celle-ci parvint à maintenir une stabilité de façade lors des élections syndicales nationales de mai 1972. Face à la rapide offensive de l'opposition, aux difficultés croissantes du gouvernement Allende (attaqué depuis l'intérieur du pays, mais aussi par l'impérialisme), à l'intégration étatique croissante de la CUT, certaines fractions du mouvement social recherchent de nouvelles formes d'expression autonomes. « L'Octobre chilien » est, en ce sens, une véritable épreuve du feu. On assiste à la création d'auto-organisations multiples, où se combine l'activité de plusieurs couches sociales dans un grand mouvement destiné à défendre le gouvernement, mais qui va aussi bien au-delà des limites du programme de la gauche parlementaire. Le système institutionnel dans lequel s'est progressivement enlisée l'Unité populaire apparaît tout à coup obsolète. Le gouvernement et la CUT sont comme paralysés face à la vigueur de l'offensive, et c'est essentiellement depuis la base que surgit la résistance, donnant – temporairement – une consistance aux consignes de pouvoir populaire. Au niveau de l'industrie, ces coordinations de caractère horizontal et territorial répondent massivement au boycott patronal, par une vague d'occupations d'usines et, dans certains cas, par une remise en route de l'appareil productif sous contrôle ouvrier. Cette autodéfense ouvrière entre en adéquation avec la mobilisation au sein des entreprises de l'Aire de propriété sociale. Ainsi, plusieurs *Cordons en soi*, existant dans le paysage urbain des grandes villes, s'auto-organisent sur des bases politiques radicales et tentent de se forger en tant que *Cordons pour soi*, au sein d'espaces de lutte bien déterminés, très ancrés localement. Ils sont le résultat « d'un ensemble de processus moléculaires d'unification interne du mouvement ouvrier », qui dépasse le caractère corporatiste des syndicats et la division sociale du travail¹⁴.

La décentralisation de l'activité politique est telle, la dynamique de socialisation et d'intermédiation des actions collectives si importante que, de sujets passifs au sein d'un processus de réformes par étapes, des pans entiers des couches dominées passent « à la condition de sujets déterminants dans le monde matériel et social qui les entourent »¹⁵. Nous sommes alors clairement face à une conjoncture fluide de profonde crise politique. Cependant, après chaque

¹⁴ Luis CRUZ SALAS, « Estado, partidos y movimiento obrero » in Luis VITALE (ed.), *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile America – CESOC, 1999, pp. 410-411.

¹⁵ Gabriel SMIRNOW, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle en Sociologie, 1977, p. 85.

épisode de déssectorisation de l'espace social, les organes embryonnaires de pouvoir populaire se trouvent pris entre leur fidélité à Allende (qui leur demande de respecter ses engagements institutionnels) et le désir de maintenir la pression sociale pour faire avancer la transition. Cette indécision les entraîne dans une période de reflux, de démobilisation et de nouvelle séparation entre les divers agents en lutte (ouvriers, *pobladores*, étudiants, etc.), alimentée, qui plus est, par les nombreuses divisions de la gauche. Au final, le pouvoir populaire s'en remet à Allende (comme le montre la fameuse lettre, désespérée, des Cordons de Santiago, datée du 5 septembre 1973).

Rapidement, le gouvernement reprend le contrôle de la situation et canalise sa base militante, très active dans les embryons de pouvoir populaire. Le président de la République adopte alors une instable position de modérateur des conflits sociaux, s'engage dans d'interminables négociations avec la Démocratie chrétienne (toujours plus droitière) et cherche à freiner les options de pouvoir populaire constituant, dans la mesure où elles remettent en cause ses engagements légaux. Cette tactique passe également par l'intégration croissante de l'appareil syndical à l'État et par une invitation pressante faite aux forces armées, afin que ses plus hauts officiers s'investissent dans la gestion publique. Assumant, tant bien que mal, ce rôle d'arbitre *sui generis* du conflit de classe, la fraction modérée de l'UP – surtout le PC – condamne vigoureusement le « gauchisme » des occupations d'usines, tout en accusant le MIR d'en être l'instigateur. Pourtant, le « camarade Président » a également l'intelligence politique de reconnaître le rôle essentiel joué par l'auto-organisation du mouvement social, louant notamment les Cordons industriels pour leurs actions décisives. Soufflant le chaud et le froid, l'Unité populaire nationalise à tour de bras, nomme des administrateurs (*interventores*) en même temps qu'elle abandonne au secteur privé les salariés de nombreuses entreprises occupées, jugées « non stratégiques ». On retrouve la même logique d'entre-deux en ce qui concerne le thème du ravitaillement et les relations de l'exécutif avec le mouvement *pobladores*. D'où les nombreuses marches et barricades des Cordons industriels face au projet gouvernemental « Prats-Millas » (qui envisageait de rendre un grand nombre d'usines occupées à leurs propriétaires), les mobilisations de *campamentos* dans le centre de la capitale et en province, ou encore, l'apparition de Commandos de ravitaillement direct, destinés à dénoncer le manque d'initiatives gouvernementales sur la sphère de la circulation des marchandises.

Cette dynamique de balancier qui laisse insatisfaites de nombreuses revendications populaires, mais ne rassure pas pour autant les couches moyennes et supérieures de la société, se reproduit durant la troisième séquence des politiques du conflit de l'UP, c'est-à-dire à partir de la tentative de putsch de juin 1973 (le *tancazo*). À cette date, la contre-révolution est déjà en marche. La figure tutélaire du militaire devient omniprésente à tous les niveaux et le rapport de force général se dégrade considérablement pour les militants et le mouvement social. La gauche parlementaire ne désire pas appuyer un pouvoir populaire qui pourrait faire surgir une dualisation par rapport aux institutions en place (comme le réclame le MIR). Le débat sur le pouvoir populaire est alors à son apogée et l'ensemble des organisations politiques du pays reconnaît sa puissance potentielle, soit pour le condamner au nom du danger de la « dictature marxiste », soit pour tenter d'en canaliser la force. Plus que jamais, les Cordons industriels possèdent une image déformée, démesurément grossie sur la scène politique nationale, alimentée par certains journaux proches de la gauche « rupturiste » et sans commune mesure avec leurs capacités de mobilisation réelles.

Le pouvoir populaire possède néanmoins un répertoire d'action collective ample et diversifié, assez classique, mais vigoureux, qui lui permet de s'affirmer comme un acteur important. Certaines journées de mobilisations s'avèrent même exceptionnelles, comme celles de

juin et juillet 1973. Cependant, voir dans les Cordons industriels des « soviets à la chilienne »¹⁶ tient d'une « illusion héroïque », dans le sens avancé par Michel Dobry dans son étude des crises politiques¹⁷. Ils ne possèdent pas d'organisation permanente et démocratique basée sur des délégués élus en assemblée, représentant les centaines de milliers de salariés de leur zone. En fait, la participation politique de la majeure partie de la classe ouvrière et du mouvement social urbain a été garantie seulement dans des conjonctures déterminées et défensives (grève d'octobre, *tancazo*). Une fois la situation stabilisée, la grande majorité des salariés réintègrent l'orientation « gradualiste » du gouvernement, qui représente toujours l'espoir. Entre-temps, les activités des organes de pouvoir populaire sont assurées par quelques minorités actives, quelques centaines d'individus, souvent eux-mêmes compromis politiquement avec les partis gouvernementaux. Dans ces conditions, la structuration de « Commandos communaux de travailleurs », articulant un large bloc social et prêts à prendre en charge démocratiquement la gestion d'une commune, voire d'une province, n'a été qu'un rêve éveillé. Les caudillismes militants, les pratiques « substitutionnistes » des partis, affectent également la dynamique démocratique et autogestionnaire du pouvoir populaire. Et la distanciation symbolique, culturelle, entre dirigeants et ouvriers, entre cadres militants et *pobladores*, entre hommes et femmes, sont des données qui ont continué de peser.

Ainsi, divisions historiques et sectorisation du mouvement social (à l'intérieur de la classe ouvrière, entre le mouvement ouvrier et les *pobladores*, entre dirigeants politiques et base sociale) sont, malgré tout, restés la norme. Les essais de coordination provinciale ont été trop tardifs et court-circuités par les divisions de la gauche, et, particulièrement, par un débat sans fin sur la relation houleuse entre la CUT et les Cordons. Depuis l'extérieur de l'UP, le MIR participe activement, et dans la mesure de ses moyens, aux mobilisations. Avec fébrilité, ses partisans cherchent à construire un « pouvoir dual » qui serait la cellule de base de la nouvelle société à venir. Le MIR a pourtant largement sous-estimé l'importance des initiatives de centralisation des Cordons industriels. Restée minoritaire, la jeune organisation de Miguel Enríquez s'est essentiellement positionnée dans le champ politique comme une force de pression sur l'exécutif, incapable d'incarner une alternative crédible aux yeux de larges secteurs du mouvement ouvrier. Parallèlement, l'appareil de la CUT cherche à absorber sous sa coupe les Cordons industriels, pendant que les dirigeants communistes multiplient les manœuvres pour réussir à les arracher des mains du PS et des « gauchistes ». Apeuré par une dynamique libertaire qu'il ne contrôle pas, le parti fondé par Luis Emilio Recabarren n'a pas su intégrer cette dimension du mouvement populaire, étrangère à sa conception monolithique et verticale de l'action collective. Le PS, quant à lui, héritier de son histoire de parti-mouvement « polyclassiste », a progressivement pris la tête de nombreux organes de pouvoir populaire, grâce à de jeunes militants issus de certains comités régionaux, très engagés, non sans une bonne dose d'opportunisme. De là, la posture vacillante des dirigeants socialistes des Cordons : très investis, ils critiquent durement leur gouvernement, mais, dans les moments clefs, ils sont les principaux modérateurs des ardeurs des salariés, afin de les ramener dans le giron allendiste.

¹⁶ C'est par exemple le cas de Maurice Najman, dans son anthologie pionnière sur le sujet, *Le Chili est proche : révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, François Maspero, Coll. Cahiers Libres, 1974, p. 22. Cf. également notre anthologie qui prolonge et actualise ce premier travail de Najman : Franck GAUDICHAUD (ed.), *¡Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire chilien (1973-1973)*, Paris, Syllepse, 2013.

¹⁷ Michel DOBRY, *Sociologies des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses nationales de Sciences Po, 2009.

Au cours de ces trois temps discordants du pouvoir populaire, se trouve – en filigrane – la relation dialectique entre ce que certains chercheurs ont nommé « la révolution par en bas »¹⁸ (il s'agit en fait de l'auto-organisation des secteurs populaires) et la politique de réformes du gouvernement Allende. Il ne s'agit pas d'une dichotomie simple ni d'un processus réifié, cristallisé. Si le concept de *révolution par en bas* a effectivement permis de faire avancer notre vision, en attirant l'attention des chercheurs sur ce qui se trame à la base de la société, on ne peut l'envisager isolément, séparé de son contexte et de ses relations organiques avec l'UP. Sans aucun doute, ces relations tumultueuses ont permis de faire avancer, dans un premier temps, la démocratisation de la société, la politisation des couches sociales subalternes, le début de réformes progressistes radicales. Mais, une fois le cadre institutionnel débordé par des agents sociaux jusque-là en marge de la participation politique traditionnelle, cette articulation se transforme en frein pour les mobilisations. Le « constitutionalisme entêté » de l'UP, sa position minoritaire au niveau du Parlement (fait politique fondamental) et une confiance démesurée dans le légalisme des forces armées expliquent que le gouvernement ait accepté ce rôle de funambule, arbitre du conflit social. Un exécutif qui a – par exemple – laissé s'appliquer la loi sur le contrôle des armes contre les Cordons industriels ou encore toléré l'arrestation des marins de Valparaíso. Salvador Allende, fidèle jusqu'à la mort à ses principes et à ses promesses de campagne, a toujours essayé de maintenir un équilibre périlleux de conciliation, afin d'empêcher une rupture de l'ordre constitutionnel qui l'avait porté à la tête de l'État. Aucune porte de sortie ne s'est alors présentée avec assez de puissance, pour dégager les pouvoirs populaires constituants de cette relation de dépendance envers l'État et le gouvernement.

Éléments de conclusion. Un processus révolutionnaire sans dualité de pouvoir ?

Au-delà de sa diversité et de ses contradictions, le pouvoir populaire urbain peut être défini comme un « pouvoir en mouvement », au sens où l'entend le politiste Sidney Tarrow. Et comme sous d'autres latitudes, il « ne peut être compris sans que soit prise en compte la centralité de l'opposition capital/travail au sein des sociétés capitalistes contemporaines »¹⁹. D'un point de vue épistémologique, ces politiques du conflit de grande ampleur soulignent qu'il serait illusoire de vouloir segmenter à l'extrême les concepts de mouvement social, mouvement ouvrier, lutte de classes, actions collectives et de processus révolutionnaire, en tentant de séparer les uns pour pouvoir mieux écarter les autres. Au contraire, des périodes comme celles de l'Unité populaire rappellent la logique ininterrompue, bien que diachronique, des grands conflits sociaux. Charles Tilly a abondamment souligné, à propos des révolutions européennes, que de la grève à la constitution d'un épisode révolutionnaire, le chemin est tortueux, et qu'il a – le plus souvent – abouti à de violentes défaites. Selon lui, au cours de telles expériences collectives exceptionnelles, il convient de distinguer deux étapes fondamentales : celle de la « situation révolutionnaire » (*revolutionary situation*) et celle du « résultat révolutionnaire » (*revolutionary outcome*), mais aussi le degré de division de la communauté politique et l'ampleur du transfert de pouvoir au cours de ce processus²⁰. Si on se base sur ces critères, nous pouvons affirmer que,

¹⁸ Peter WINN, *Tejedores de revolución, Los trabajadores de Yarur y la vía chilena al socialismo*, Santiago, LOM, 2004.

¹⁹ Voir l'introduction à Sophie BÉROUD, René MOURIAUX, Michel VAKALOULIS, *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998.

²⁰ Voir Charles TILLY, *From mobilization to revolution*, Reading-Massachusetts, Addison-Wesley, 1976, et, du même auteur, *Las revoluciones europeas. 1492-1992*, Madrid, Ed. Crítica, 2000.

durant l'UP, se dégage une *situation révolutionnaire* du fait de l'importante mobilisation et division de la société civile, de la profondeur de la crise du régime politique, ainsi que du poids des fractions de la population aspirant à une transformation sociale radicale. Cependant, si de telles conditions sont réunies, cela n'a pas signifié mécaniquement, pour le peuple chilien, un *résultat révolutionnaire*. C'est-à-dire, toujours selon la grille d'analyse de Tilly, une rupture de l'appareil d'État, la neutralisation des forces armées et un transfert de pouvoir dans les mains des forces révolutionnaires. Dans cette perspective, on peut affirmer que le pouvoir populaire n'a pas représenté des organes de double pouvoir, dans le sens plein du terme. Ou, dit d'une autre manière, les organes de pouvoir populaire constituant en sont restés à une phase de développement local, la plupart du temps embryonnaire, sans parvenir à représenter les cellules de base de la nouvelle organisation sociale qui hésite encore à naître. Une puissante tendance à l'auto-organisation a pourtant existé au Chili. On peut en conclure, avec Marie-Noëlle Sarget, que les organismes de pouvoir populaire

étaient porteurs d'une forme de démocratie alternative et opposée à la démocratie chilienne, basée non plus sur l'exclusion du prolétariat et des pauvres, mais sur celle des secteurs hostiles à la politique de réformes du gouvernement populaire.²¹

Mais ils en sont porteurs seulement comme d'une possibilité non advenue, une bifurcation éventuelle, mais vite refermée, de ce processus. On peut donc déceler un *potentiel autogestionnaire* à l'œuvre dans les périphéries des grandes villes et, au cours de la dernière année de l'UP, un début de *dualisation de pouvoir* qui ne débouche pas, comme dans l'Espagne des années trente, ou lors d'autres situations révolutionnaires latino-américaines, sur la multiplication de conseils ouvriers et paysans. Comme l'a noté le grand sociologue bolivien René Zavaleta Mercado « les partis n'allaient pas aux Cordons en abandonnant le pouvoir officiel, mais existaient, en même temps, dans le pouvoir officiel et dans les Cordons »²². Selon nous, un point important, longtemps oublié, se situe précisément ici : au-delà de ses divisions, l'ensemble de la gauche partisane et de larges fractions du mouvement social ont partagé une conception profondément étatiste du changement social. Pour l'UP, l'État n'est pas envisagé comme un obstacle pour sa stratégie de transition, mais, au contraire, comme l'un de ses outils essentiels. Cette « vision étatiste », ou *statocentrée*, est fille d'un ensemble de traditions idéologiques et culturelles, de perceptions héritées d'une formation sociopolitique qui s'est forgée au cours des années 20, au service d'une oligarchie inquiète de la progression de la « question sociale » et désireuse d'intégrer certains secteurs populaires tout en excluant sciemment la majorité de la population de l'exercice du pouvoir²³. Malgré plusieurs éléments de rupture, le projet de l'UP s'inscrit, comme l'affirment les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto, dans la lignée de ces projets « nationalistes-développementistes ». Le rêve brisé de Salvador Allende a été de combiner cet héritage avec un programme de transition vers le socialisme qui en soit la prolongation, mais surtout le dépassement, grâce à la participation des classes populaires organisées. Pourtant, dans ces conditions, les organes de participation gouvernementaux comme les pouvoirs populaires embryonnaires, surgis de la base, se sont « rapidement trouvés amarrés à la geôle libérale tendue, depuis 1925, par la Constitution politique »²⁴.

²¹ Marie-Noëlle SARGET, *Système politique et Parti socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 103-106.

²² René ZAVALA MERCADO, *El poder dual en América latina*, México, Siglo XXI, coll. Mínima, 1974, p. 258.

²³ Tomás MOULIAN, *Contradicciones del desarrollo político chileno, 1920-1990*, Santiago, LOM, 2009.

²⁴ Gabriel SALAZAR, Julio PINTO, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999, T. I, pp. 151-166.

Les classes dominantes ont, quant à elles, intelligemment surmonté leurs divisions et pris conscience que le cœur du problème était désormais situé en dehors du champ institutionnel. Presque instinctivement, elles comprennent qu'il ne s'agit désormais plus de conserver un pacte social forgé au sein de l'État de compromis, mais de défendre, par tous les moyens, la propriété privée des moyens de production. Ainsi que l'a montré, dans une étude novatrice, le politiste Juan Carlos Gómez, c'est précisément là que se situe « la frontière de la démocratie » chilienne tout au long du siècle. En prétendant socialiser les principaux moyens de production, tout en respectant le jeu démocratique et électoral, Allende pense pouvoir éviter l'affrontement violent. Pourtant,

le conflit autour des aires de la propriété sociale n'a jamais été résolu démocratiquement, mais il fut résolu définitivement : le droit de propriété est redevenu inviolable, garanti non pas au travers de formes constitutionnelles, mais par les forces armées²⁵

et le terrorisme d'État. En 1974, lors de la commémoration de la première année du coup d'État, le journal *El Mercurio* a pu cyniquement féliciter les vainqueurs :

Le pouvoir populaire s'évanouit devant le bruit, l'odeur et les balles de la véritable guerre. Le peuple aura des armes proclame Allende ; néanmoins le silence devant les tanks révèle que le peuple marxiste manque encore de préparation...²⁶

Il se dégage ainsi, depuis les années 30 jusqu'au coup d'État du 11 septembre 1973, un continuum institutionnel relatif, accompagné de la présence combinée d'une discontinuité sociale soutenue, ponctuée de luttes sociales explosives et de répressions régulièrement sanglantes²⁷. Et c'est aussi dans une trajectoire historique encore plus vaste que s'inscrivent les pouvoirs populaires constituants de l'UP. En tentant de renouer avec les divers moments d'indépendance de classe et d'auto-organisation collective de l'histoire sociale de ce pays, ils renvoient à d'autres expériences comme, par exemple, l'Assemblée ouvrière de l'alimentation nationale (AOAN), en 1918-1919, voire à celle des « sociétés de résistance », à la fin du XIX^e siècle.

L'histoire et les mémoires du pouvoir populaire ont encore beaucoup à nous dire²⁸, bien loin d'un passé pétrifié telle la statue de Salvador Allende qui trône désormais face à la Moneda, sur la place de la Constitution, à Santiago. À l'aube du XXI^e siècle, les « leçons chiliennes » sont encore dignes d'enseignements, et de nombreux aspects de cette expérience collective extraordinaire restent à analyser et à découvrir²⁹. Envisagée ainsi, la mémoire collective des trésors perdus chiliens apparaît dans toute sa modernité, avec l'ardeur d'une braise qui brûle encore. Elle nous montre ce passé qui vit en nous, ce temps révolutionnaire que l'on aurait pu croire révolu, mais dont le pouls continue à battre dans toute l'Amérique latine et ses diverses émancipations en construction actuelles³⁰, car

la mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre – écrivait l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano –. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être un havre d'arrivée,

²⁵ Juan Carlos GÓMEZ, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago, LOM, 2004, p. 353.

²⁶ *El Mercurio*, 11 de septiembre de 1974.

²⁷ Liliana DE RIZ, « La lucha de clase en la sociedad chilena: hipótesis para su interpretación », *Revista Mexicana de Sociología*, México, vol. 38, n° 1, 1976, pp. 127-149.

²⁸ Cf. Julio PINTO, *Fiesta y drama. Nuevas historias de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2014.

²⁹ Franck GAUDICHAUD, « Retour sur les leçons chiliennes », *Contretemps*, Paris, Textuel, 2004, pp. 166-178.

³⁰ Franck GAUDICHAUD (coord.), *Amériques latines. Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013.

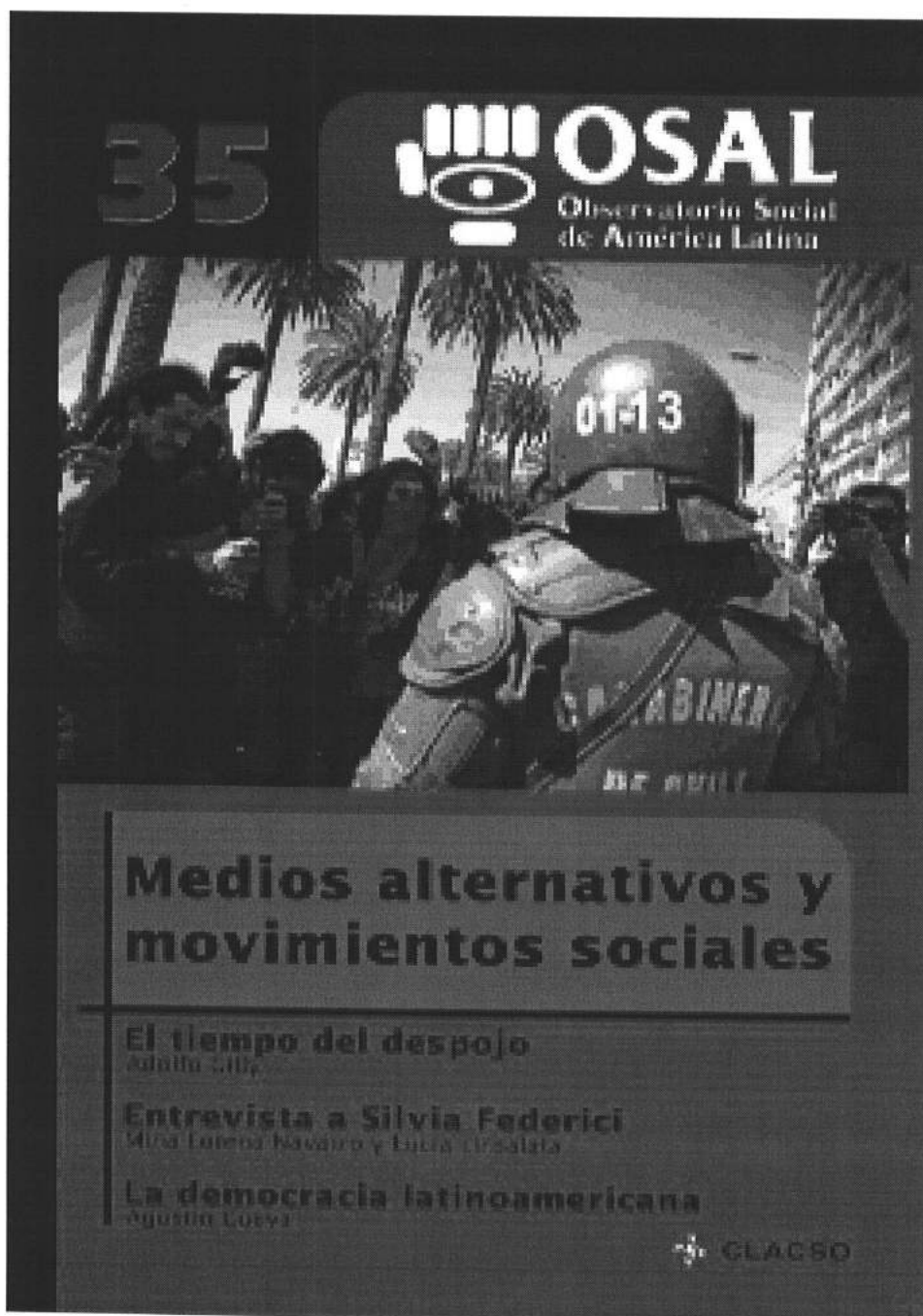
F. Gaudichaud, « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions [...] »

mais un port de départ. Elle ne renie pas la nostalgie, mais elle lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les Grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort.³¹

³¹ Eduardo GALEANO, « Ce passé qui vit en nous », in *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, n°82, août - septembre 2005.

2/ La voie chilienne au néolibéralisme. Démocratisation, syndicalismes et conflits sociaux

* "Ensayo crítico sobre el nuevo gobierno Bachelet. Progresismo transformista, neoliberalismo y resistencias sociales emergentes", *Revista OSAL* (Observatorio crítico de América Latina), CLACSO, N° 35, mayo 2014, pp. 131-155, URL : https://www.clacso.org.ar/libreria-latinoamericana/contador/sumar_pdf.php?id_libro=875.



“Progresismo transformista”, neoliberalismo maduro y resis- tencias sociales emergentes: un análisis del nuevo gobierno Bachelet en Chile

FRANCK GAUDICHAUD

Doctor en Ciencia política (Paris 8) y profesor
titular en Estudios latinoamericanos en la
Universidad de Grenoble, Francia.

Resumen

Recién llevadas a cabo las elecciones para presidente, para senador, diputado y, por primera vez, elecciones directas para consejeros regionales, el autor analiza las condiciones políticas y posibilidades de cambios reales que el nuevo y no tan nuevo panorama pinta. Por segunda vez es electa Michel Bachelet, quien rebasa a su contrincante de derecha, Evelyn Matthei, con un porcentaje del 62,16% pero en un momento donde la participación política por medio de las instituciones es poco representativa, la mayoría electoral del país es abstencionista. Por otro lado, una particular configuración tanto del gabinete como del parlamento, y sus respectivos intereses, llevan a Gaudichaud a proponer que Chile entra en una etapa de progresismo neoliberal o social-liberalismo maduro.

Abstract

After the elections for president, senator, congressmen and, for the first time, direct elections for regional counselors, the author analyses the political conditions and possibilities of real change that the new and not-so-new panorama brings. Michel Bachelet is elected for the second time, beating her right wing opponent with a percentage of 62.16%, but in a moment when political participation through institutions is not entirely representative and the electoral majority of the country is abstentionist. On the other hand, a particular configuration of both the cabinet and the parliament –and their respective interests– leads Gaudichaud to propose that Chile enters a new stage of neoliberal progressivism or mature social-liberalism.

Palabras clave

Chile, neoliberalismo maduro, bacheletismo, elecciones presidenciales

Keywords

Chile, mature neoliberalism, "bacheletism", presidential elections

Elecciones en tiempos de neoliberalismo maduro y de despertar de la sociedad¹

El 15 de diciembre 2013 la candidata presidencial Michelle Bachelet festejó en el centro de Santiago ante militantes y seguidores su nueva victoria electoral. "Chile, ahora, por fin es el momento de hacer los cambios", declaró en el discurso desde la céntrica avenida Alameda, para después reconocer: "No va a ser fácil, pero, ¿cuándo fue fácil cambiar el mundo para mejor?". Con el 62,16% de los votos emitidos, la ex mandataria socialista venció frente a su rival de derecha Evelyn Matthei, quien obtuvo el 37,83% de los sufragios, el peor resultado para la derecha desde el fin de la dictadura militar (1989). En noviembre, en primera vuelta, la nueva titular del ejecutivo había derrotado a su contrincante por el 46,6% (o sea con más de 3 millones de sufragios) contra un 25% por ciento para Matthei. El presidente saliente Sebastián Piñera (derecha) también felicitó públicamente a la nueva mandataria, prometiéndole una actitud "patriótica y constructiva" de la futura oposición: "Ha tenido un gran triunfo, quisiera desearle el mayor de los éxitos [...]"².

A cuatro décadas del derrocamiento del gobierno de Allende, Chile sigue siendo un símbolo de la implantación -a sangre y fuego- del neoliberalismo en América Latina. Con la derrota de la Unidad Popular (1970-1973), la dictadura militar del general Pinochet, al mismo tiempo que sometió al país a una contrarrevolución capitalista conservadora, implementó un nuevo patrón de acumulación, articulado a un "Estado subsidiario". Como lo reconocen hoy en día la mayor parte de los investigadores³, Chile se situó como "pionero", a nivel mundial, de un ciclo histórico planetario. El país experimentó tanto un nuevo modelo económico, inspirado de las teorías monetaristas de Friedman, como la refundación de sus instituciones y relaciones sociales: se conformó una "sociedad neoliberal triunfante" (Gómez, 2010) donde predomina una nueva racionalidad y subjetividad individualista, una visión de mundo y sentidos comunes, propios de lo que Lipovetsky llamó "era del vacío" (Lipovetsky, 1983). Ese carácter *refundacional* temprano (comparado con los otros países de la región) también le dio su impronta a una "transición democrá-

1 Agradezco por sus lecturas críticas y comentarios a Rafael Agacino y Rocío Gajardo (FG).

2 Declaraciones tomadas de: RFI 2013 "Michelle Bachelet, nuevamente electa presidenta" en <www.espanol.rfi.fr> 16 de diciembre.

3 Consultar la página y comunicaciones en línea del Coloquio internacional que coordinamos con un equipo de jóvenes politólogos de la Universidad de Grenoble - Francia, en septiembre 2013, sobre: "Chile actual. Gobemar y resistir en una sociedad neoliberal", <<http://chili-neoliberal.sciencesconf.org>>.

tica" tardía, pactada entre una izquierda renovada y la derecha civil como militar, bajo el alero de las clases dominantes y de las fuerzas armadas, edificando un régimen híbrido estudiado por los trabajos ya clásicos del sociólogo Tomás Moulian (Moulian, 1998). Asimismo, la coalición que ha gobernado Chile durante veinte años (1990-2010), denominada "Concertación de partidos por la democracia"⁴ y de la cual Bachelet es una de las mayores figuras, ha integrado y posteriormente legitimado ese modelo, siguiendo una lógica de adaptación pragmática al orden hegemónico imperante (Silva, 1991; Gárate, 2012). Con esa *in-transición* democrática, se mantuvieron -con reformas- múltiples "enclaves autoritarios"⁵, tan importantes como la Constitución de 1980, parte del régimen electoral, el código laboral, varias leyes orgánicas que validaron la privatización-mercantilización de la educación, de la salud, de las pensiones, la atribución reservada (hasta el año 2012) del 10% de las utilidades de la Corporación del Cobre (CODELCO, empresa pública) a las Fuerzas Armadas⁶, las leyes "antiterroristas" que permiten criminalizar la protesta social, la ley de amnistía de 1978 que protege a los violadores de los Derechos Humanos, etc.

Una contrarrevolución de larga duración que se convirtió en "neoliberalismo maduro" (Agacino, 2006). Un modelo de ya casi 40 años, fuertemente asentado, con un bloque de poder hegemónico sólido, una concentración de la riqueza nunca alcanzado pero también inmensas desigualdades sociales, un nivel de mercantilización de los bienes comunes generalizado y un modelo atravesado, de manera dialéctica, por grandes tensiones. En los últimos años, este régimen político y socio-económico parece parcialmente agotado, dominado por un poder real que opera fuera del Estado subsidiario y sus instituciones para desplazarse esencialmente hacia poderes fácticos, practicados por grandes corporaciones, *think tanks* neoliberales, y un reducido puñado de medios de comunicación:

[...] todas las reformas estructurales – las pensiones, el trabajo, la salud, la educación, el sistema de medios, la gestión monetaria, la canasta productiva exportable, etc., han dado ya sus "frutos" y ahora comienzan a desplegarse sus contradicciones". En estas condiciones, "la emergencia de la cuestión social cambió el panorama y mostró la incompletitud de la utopía neoliberal del "orden del mercado". La institución mercado se revela insuficiente para procesar todos los conflictos y transformarlos en meras contiendas entre partes privadas (Agacino, 2013a: 40-44).

4 La Concertación de Partidos por la Democracia se fundó en 1988 como una coalición de diecisiete partidos políticos de derecha, centro y centro-izquierda que se oponían a la dictadura de Augusto Pinochet (1973-1990), reagrupa sectores que van del Partido socialista renovado la Democracia-cristina, pasando por pequeñas organizaciones social-demócratas instrumentales como el Partido por la democracia, PPD. Los sucesivos presidentes de la Concertación fueron Patricio Aylwin (1990-1994), Eduardo Frei Ruiz Tagle (1994-2000), Ricardo Lagos (2000-2006) y Michelle Bachelet (2006-2010). En 2011 asume el gobierno de derecha de Sebastián Piñera, empresario multimillonario que pretendía formar una "nueva derecha", más liberal y moderna.

5 En diversos trabajos el sociólogo Manuel Antonio Garretón ha insistido sobre la existencia de "enclaves autoritarios", aludiendo a la presencia de elementos "institucionales, ético-simbólicos, actorales y culturales que son propios de un régimen autoritario pero que quedan incrustados en el régimen democrático, dándole el carácter de democracia incompleta" (Garretón M. A. y Garretón R., 2010).

6 Chile posee la principal reserva de cobre del mundo, hoy en gran parte en manos de concesiones a multinacionales. Entre 2004 y 2010, CODELCO entregó a las FF AA cerca de 9.500 millones de dólares para la adquisición o renovación de material bélico, en nombre de "la ley reservada del cobre", vestigio de un conjunto de leyes de la dictadura.

Sin lugar a dudas, el flamante gobierno empresarial de Sebastián Piñera (2010-2014), primer gobierno de derecha democráticamente electo desde 1958, ha significado -en un primer momento- un signo de posible renovación y una clara inflexión política (Gaudichaud, 2012). Pero más allá de los reajustes institucionales, unos de los mayores elementos del Chile actual, por lo menos desde el año 2006, y más aún desde el año 2011, es que afloraron y, en un segundo momento, irrumpieron fuertemente movimientos sociales críticos del orden social⁷, comenzando por el estudiantil. La reciente experiencia chilena “se ha caracterizado por las masivas movilizaciones y el amplio descontento social por parte de estudiantes y ciudadanos, quienes exigen cambios sustanciales. Es común ver, tanto las principales avenidas de la capital chilena, Santiago, como las capitales regionales y provinciales, rebosadas de miles y miles de estudiantes secundarios, universitarios, profesores, dueñas de casas, activistas ecológicos, trabajadores del cobre, entre otros, indignados exigiendo soluciones claras y concretas” (Mira, 2011). Lo novedoso estriba en que estas acciones colectivas tienden a impactar el campo político gubernamental y partidario, como a la opinión pública. Ese “despertar de la sociedad” ha acelerado el proceso de desgaste de la *democracia neoliberal protegida chilena* (Cómez, 2010) y la imagen de las dos coaliciones que dominan la política del país⁸:

Crisis de credibilidad puede ser la mejor manera de nombrar la actual coyuntura política en relación al gobierno, pero si se atiende al tiempo largo de los movimientos sociales, y ya no sólo a los estudiantes, sino las demandas de los mapuche, los ecologistas, las minorías sexuales, la perspectiva de análisis varía y se puede sugerir que estamos en medio de un asunto más complejo y de fondo: el de la legitimidad del sistema político (Garcés, 2012: 16).

La hipótesis central desarrollada en este artículo es que este regreso de la conflictividad y de irrupciones masivas desde “abajo” del descontento social, después de décadas de miedo, autorregulación y control represivo; evidencia, sin por eso zanjar el análisis, la *crisis creciente de legitimidad* y la *fisura parcial de la hegemonía del neoliberalismo maduro chileno*⁹. En estas condiciones, valen las preguntas: ¿Cómo evaluar en tal contexto la clara victoria electoral de Michelle Bachelet y de su coalición?; ¿Con base en qué orientación programática, reformulación política y articulación con la sociedad? Y, ¿con qué perspectivas para el bloque en el poder y las clases dominantes, frente a un complejo escenario de grandes expectativas

7 Utilizamos aquí como definición mínima del concepto de movimiento social, considerado como “poder en movimiento”, la propuesta de Sidney Tarrow: “Desafíos colectivos planteados por personas que comparten objetivos comunes y solidaridad en una interacción mantenida con las élites, los oponentes y las autoridades” (Tarrow, 1994).

8 Durante las luchas estudiantiles, el declive de la popularidad del Presidente Piñera, traducida en la más baja aprobación para un gobernante desde 1990 (26% en junio de 2011), también afectó a la oposición, contando sólo con un respaldo del 17% y una desaprobación del 46% (Mira, 2011).

9 El sociólogo Nicolás Fleet (2011) recuerda que “en los términos de Max Weber, quien acuñó el concepto, una crisis de legitimidad plantea una fractura en el esquema de dominación en su conjunto, producida por un grupo social emergente que modifica la identidad de la sociedad a la vez que presiona por mayor participación en la distribución del poder (y a través del poder, del producto económico) y reconocimiento social, conduciendo a la apertura de este esquema, o sea su democratización, o bien a su cierre, es decir exclusión”.

populares y, a la vez, baja participación electoral? Intentaremos, en un primer momento, hacer un balance general de las últimas elecciones, y volveremos rápidamente hacia la figura de las dos principales candidatas. Analizaremos de manera crítica el programa y gabinete de la nueva presidente, así como los elementos de cambio-continuidad que pretende encarnar. Esbozaremos, en un segundo tiempo, un balance de la parcial recomposición política en curso, para enseguida estudiar la enorme tasa de abstención que marcó el periodo electoral, pensando la politización de los subalternos, bajo el manto de la sociedad neoliberal triunfante. Nuestra conclusión será la oportunidad de retomar algunos elementos de un escenario político convulsionado y su relación con la dinámica del flujo conflictual y protestatario actual¹⁰.

Las hijas de los generales, la figura de Bachelet y el programa presidencial

Si bien, siguiendo a Pierre Bourdieu, un análisis de sociología política no puede caer en la "ilusión biográfica"¹¹ centrándose únicamente en la trayectoria de algunos dirigentes, vale la pena dar aquí algunos elementos recordatorios de la biografía de las dos principales candidatas de esa secuencia electoral. Es menester recalcar que a cuarenta años del golpe de Estado, y cuando la impunidad es todavía inmensa, el escrutinio fue dominado por dos figuras sobre las cuales sobrevuela la sombra de la dictadura. En ese duelo de damas (dejando atrás a otros siete candidatos), combatió Evelyn Matthei, proclamada en noviembre 2013 por la ultraderechista Unión Democrática Independiente (UDI), después de la sorpresiva renuncia —oficialmente por depresión— del vencedor de las primarias, el diputado Pablo Longueira. Poco tiempo después, Matthei obtuvo el apoyo de Renovación Nacional (RN - partido de orientación más liberal), confirmando así la oficialista "Alianza por Chile". Frente a la insumergible Bachelet, Matthei (59 años), intentó vanagloriarse de su larga trayectoria: diputada, luego senadora y ministra del trabajo en el gobierno de Piñera. Es hija de un general de la Fuerza aérea, que formó parte de la junta militar y conocía de larga data al padre de Bachelet y eso hasta su muerte: el general Matthei dirigía el centro militar en el cual el General Bachelet fue encarcelado y torturado por ser un militar legalista opositor al golpe. Evelyn, que en su juventud jugaba con Michelle, era —hasta el momento— conocida como parlamentaria por tener algunas posiciones más abiertas que su partido (por ejemplo, sobre unión entre homosexuales), pero se alineó rápidamente y emprendió una campaña claramente reaccionaria, a la par de un discurso que vanagloria el éxito del neoliberalismo chileno, la gestión del gobierno Piñera y que busca representar a las llamadas "clases medias aspiracionales"¹².

¹⁰ Un "flujo de conflictos" representa una serie de momentos de reivindicaciones colectivas y episodios de interacción conflictuales y protestarias, ligados entre ellos y que el investigador aísla para estudiarlos (Tilly; Tarrow, 2008).

¹¹ El sociólogo francés escribía: "Producir una historia de vida, tratar la vida como una historia, es decir como el relato coherente de una secuencia significativa y orientada de acontecimientos, es quizás sacrificarla a una ilusión retórica, a una representación común de la existencia que toda una tradición literaria no ha dejado ni cesa de reforzar" (Bourdieu, 1986: 70).

¹² La "carta a los chilenos" de la candidata se inicia así: "Los chilenos podemos decir con orgullo que hemos dado grandes pasos en las últimas décadas. La pobreza ha caído fuertemente, la calidad de vida en el país ha

La nueva mandataria, al contrario, supo cultivar su figura carismática y una gran popularidad nunca cuestionada desde 2009¹³. Médica pediatra de profesión y diplomada de la academia de guerra, divorciada y madre de tres hijos, la dirigente socialista está profundamente marcada por la dictadura: no sólo su padre, también ella y su madre han sufrido encarcelamiento y tortura. Ministra de la salud (2000) y ministra de la defensa (2002), será la primera mujer electa presidente del país en 2006. Bachelet, por su trayectoria, es un “producto” de los gobiernos de la Concertación y ha tenido la capacidad de mantenerse inmune frente al desgaste de los partidos tradicionales. Sin duda, su estancia en Nueva York, a la cabeza del programa “ONU Mujeres” (2010-2013) fue un divino regalo, que le ha permitido permanecer al margen de la política cotidiana y cultivar una imagen mítica de gran estadista. Cuando al calor de recientes experiencias como el proceso bolivariano, se ha retomado el estudio de los “*leadership carismáticos*” en América Latina (Raby, 2006; Stefanoni, 2011), valdría la pena integrar el bacheletismo en alguna categoría de dirigencia carismática-emocional femenina (incluso si es claramente diferente del chavismo y no busca la movilización controlada de la sociedad civil en torno a sus proyectos). El sociólogo Alberto Mayol recuerda que este fenómeno ha intrigado a varios medios de comunicación en el mundo. Así, en junio de 2012, el periódico británico *Financial Times* afirmó que Bachelet “podría traficar osos panda sin dañar su imagen”, cuando en Chile, el diario *La Tercera* (2013) preguntaba: ¿por qué Bachelet sigue siendo incombustible?

Las respuestas eran las de siempre: liderazgo emocional, el factor de comparación con Piñera, su distancia con la crisis política, el silencio, su fuerte llegada a mujeres y sectores pobres. Había buenas descripciones, pero ninguna contenía el poder explicativo capaz de dar cuenta del rasgo descrito con tanta asertividad por *Financial Times*.

Mayol sugiere, con base en varios estudios, y en particular una investigación sobre la “economía de valores”, que habría que entender también el bacheletismo como “fenómeno cristológico”:

Los estudios cualitativos revelan a Bachelet como el símbolo del dolor, del padecimiento, del sufrimiento. Vimos cómo su ecuación era simple y clara: ella es doctora (sabe del dolor), ella fue detenida y torturada (ha vivido el dolor), su padre murió torturado (su vida está rodeada de dolor). En medio de esta ecuación, interviene un elemento central de nuestra cultura: ser del pueblo implica “ser” el dolor (Mayol, 2013).

Desde esta óptica, Bachelet se inscribe en la “dimensión política del sufrimiento”, estudiado por Marie-Christine Doran (2009). No obstante, primero cabe interrogar si la figura de Bachelet no sería más bien claramente mariana, presentándose -en el plano simbólico- como la “madre” de la nación, sonriente, protectora y comprensiva, tal como supo forjar su personaje a través de las últimas campañas. Y, ante todo, habrá que descifrar esa conducción política, desde la solidaridad

mejorado y los problemas que nos ocupan hoy son los de una clase media cada vez más grande y que exige sus derechos”. Programa de la Alianza por Chile 2013 <programa.evelyn2014.cl>.

13 M. Bachelet llegó a tener más de 80% de aprobación en las encuestas del año 2009.

de género: un tema crucial para las elecciones de 2013, como de 2005 (Doran, 2010). Investigaciones universitarias han demostrado que el apoyo de las mujeres fue determinante para el primer triunfo de Bachelet, y en particular con una alta votación en familias pobres encabezadas por una mujer (Quiroga, 2008). Por último, recordemos que esta imagen es una construcción y comunicación desde los aparatos políticos, desde la política del espectáculo, apoyado en el uso intensivo de la televisión, sitios web y redes sociales. Dotada de un comando presidencial desmedido (conformado por cerca de 500 personas) y de un presupuesto considerable, la candidata edificó un marketing político milimetrado, digno de futuros estudios.

De hecho, tanto los partidarios de la derecha como algunas revistas críticas de izquierda (*Punto Final*) han subrayado que su campaña habría recibido tres veces más financiación -proveniente de grandes empresas- que la candidata oficialista. El diario conservador *El Mercurio* (2013) llegó incluso a denunciar "la disparidad en el aporte del mundo empresarial" entre Bachelet y Matthei¹⁴. Más allá de las cifras, un elemento fundamental del éxito del bacheletismo es que ofrece a la Concertación la posibilidad de superar su falta de credibilidad (después de 20 años de gobierno) y, al mismo tiempo, presentar un programa de recambio validado por

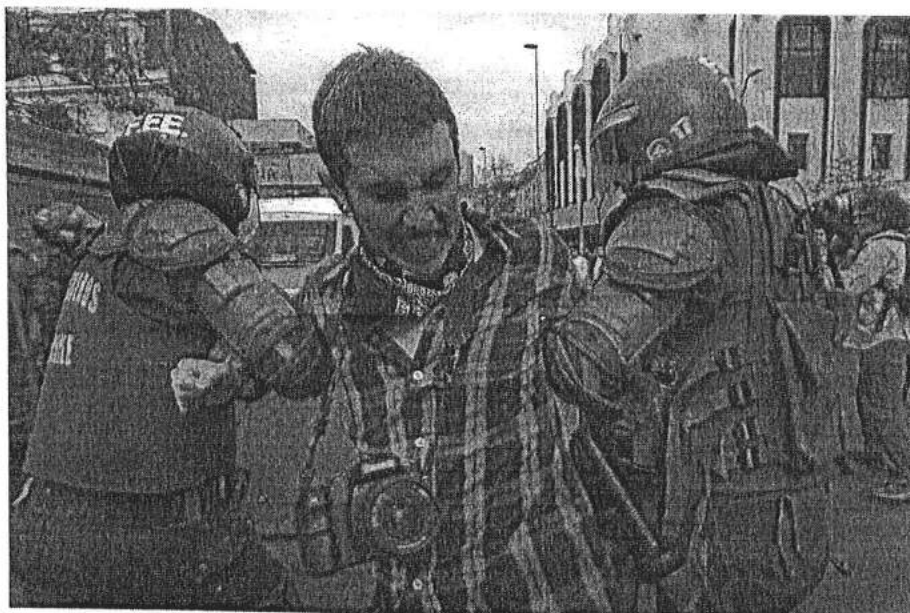


Foto: Observatorio OPAL

¹⁴ Este texto subraya por ejemplo que "una transnacional donó 300 millones de pesos al comando Bachelet y 25 millones al de Matthei".

las principales fracciones de las clases dominantes. Antes de la primera vuelta, algunos miembros eminentes del sindicalismo patronal no dudaron en apoyar a la expresidente. Empezando por Jorge Awad, demócrata-cristiano, presidente de la asociación de los bancos chilenos y gran adepto del “capitalismo inclusivo”¹⁵. Existe un amplio acuerdo tácito dentro del empresariado y de las instituciones financieras internacionales, para reconocer en Bachelet un factor de estabilidad y garantía para las inversiones, sobre todo cuando Piñera se va dejando una imagen negativa y grandes conflictos sociales. El programa de Bachelet sobre temas sensibles como derechos del agua, inversiones mineras, apertura al mercado mundial, da sólidas garantías al capital nacional y transnacional¹⁶. Es también el caso para cuestiones aún más centrales, como los Tratados de Libre Comercio (Chile es el país del mundo que ha firmado más) y la necesidad de seguir con la Alianza del Pacífico (aunque en una perspectiva “no excluyente” con otros proyectos de integración), dejando el camino despejado hacia el Acuerdo de Asociación Transpacífico (TPP), uno de los mayores proyectos geopolíticos de Estados Unidos en la región latinoamericana para las futuras décadas¹⁷.

Sin embargo, explicar la victoria electoral de la Nueva Mayoría desde la mera continuidad de los gobiernos neoliberales de la Concertación, después de un breve intermedio de derecha, sería un error de perspectiva. Creemos que se puede comprender el nuevo gobierno como un proyecto de *reformas en la continuidad* en un contexto de cambio de época.

“la flexibilidad discursiva de Bachelet y la inteligencia de los equipos programáticos, coordinados por el socialista Alberto Arenas, permitieron integrar, por primera vez desde 1990, reformas sustanciales a la agenda de las políticas públicas, escuchar lo que sueña desde las calles y, a la vez, dar garantías de gobernabilidad al capital”

La Nueva Mayoría, las reformas y el “transformismo” político

Si la coalición que defendió los colores de Bachelet se llama “Nueva Mayoría” -y ya no Concertación-, es reflejo de un intento (¿logrado?) de renovar una coalición exhausta, pero también de los cambios que atraviesan la sociedad chilena. Dentro

15 La Segunda 2013 (Santiago) 23 de agosto.

16 Ver: <<http://michellebachelet.cl>>.

17 El programa reza: “Chile debe consolidar su condición de “país puerto” y “país puente” entre las naciones latinoamericanas del Atlántico Sur y el Asia Pacífico, lo que requiere mejorar la interconectividad, aumentar la capacidad de nuestros puertos y perfeccionar nuestros servicios. Chile está en condiciones de desempeñar un rol de vínculo entre las economías de ambas orillas del Pacífico, aprovechando las fuertes relaciones comerciales que tenemos en la región, así como nuestra extensa red de tratados de libre comercio” (p. 154), en <<http://michellebachelet.cl>>.

de esta renovación-reconfiguración, la capacidad que tuvo Bachelet -a pesar de los ruidosos resquemores provenientes de la Democracia Cristiana (DC)- de integrar, por primera vez, al Partido Comunista (PC) no es un hecho menor¹⁸. El PC, principal fuerza de la izquierda -hasta ahora no digerida por la Concertación-, dio un paso más hacia la institucionalización, después de varios intentos de acercamientos electorales, cuando decidió defender a la candidata en primera vuelta. La organización, presidida por Guillermo Teillier, tras haber ganado tres diputados en elecciones anteriores, gracias a acuerdos "por omisión" con la Concertación, perseguía el objetivo de aumentar su representación parlamentaria: un espacio considerado clave para pesar sobre el futuro cuadro político-nacional. El histórico partido de Luis Emilio Recabarren -otrora pilar del gobierno Allende- defiende la idea de que la Nueva Mayoría representa un avance democrático frente a la derecha, y una vía posible hacia futuros "gobiernos de nuevo tipo". En el estricto plano de la cifras, la táctica fue exitosa: el PC duplica su número de diputados (pasando de 3 a 6) y cinco de sus cartas son electas con primera mayoría en sus respectivos distritos. "Un resultado extraordinario", según Teillier. Logran además hacer entrar al parlamento, a representantes de las luchas estudiantiles, comenzando por Camila Vallejo, expresidente de la Confederación de estudiantes de Chile (CONFECH), electa con un arrasador 40% en la comuna de La Florida (Santiago) y Karol Cariola, secretaria general de las juventudes comunistas. Asimismo, los comunistas regresan al gobierno después de cuarenta años de exclusión, con el nombramiento de Claudia Pascual como Ministra Directora del Servicio Nacional de la Mujer. Pero, ¿cómo explicar tal reconversión pragmática cuando, durante años, la Concertación fue presentada por la dirección comunista como herramienta del neoliberalismo? Frente a las críticas que florecen desde la base del partido, el timonel del PC reconoce:

Esa desconfianza existe, está latente, sin embargo en los últimos 20 años nunca hubo un programa como éste. Los anteriores no se cumplieron porque había otras condiciones, con boinzos y ejercicios de enlace que generaron temor. Después vino la crisis de la Concertación que terminó con un gobierno de derecha, y se dieron cuenta de que no podían seguir igual, ni con las mismas ofertas. La novedad fue la Nueva Mayoría y un programa que interpreta al movimiento social (Caras, 2014).

La situación puede entonces considerarse como confusa: ¿Cómo algunos sectores movilizados o analistas pueden leer el programa de Bachelet como continuismo neoliberal, cuando otros desde la izquierda lo asumen como progresista? Lidiando con precarios equilibrios internos (CIPER, 2013), la flexibilidad discursiva de Bachelet y la inteligencia de los equipos programáticos, coordinados por el socialista Alberto Arenas, permitieron integrar, por primera vez desde 1990, reformas sustanciales a la agenda de las políticas públicas, escuchar lo que suena desde las calles y, a la vez, dar garantías de gobernabilidad al capital. Una de las fuerzas de la campaña ha sido centrarse en algunas grandes reformas progresistas. Esta orientación fue validada en las elecciones primarias abiertas de la ex Concertación (en las

¹⁸ En esta reconfiguración se integraron a la colación también otros colectivos menores: la Izquierda Ciudadana (IC), surgida de la Izquierda Cristiana y que obtiene el ministerio de Bienes nacionales (Víctor Osorio) y el Movimiento Amplio Social (MAS) del exsenador socialista Alejandro Navarro.

cuales participaron más de 2 millones de votantes), que fueron muy desfavorables para el candidato más conservador, Claudio Orrego (DC), marcando así un acierto para el polo progresista.

Las promesas de cambio tuvieron tres ejes principales. En primer lugar, una re-

“La Nueva Mayoría sabe que la democracia de los acuerdos con la derecha que dominó el Chile de la postdictadura no da para una segunda versión y que el andamiaje institucional que contribuyeron a remozar se está resquebrajando”

forma constitucional “participativa, democrática e institucional”, que requerirá un acuerdo en el Congreso con la derecha (para obtener los quórumos requeridos). La discusión podría ir precedida de una consulta a la “sociedad civil” y ser validada por referéndum. La candidata, reina de la ambigüedad, se ha negado a pronunciarse a favor de una verdadera Asamblea constituyente y popular (AC), para gran desilusión de los colectivos que animaron la campaña “Marca tu voto AC”¹⁹. El segundo eje se centró en una reforma fiscal, equivalente al 3% del producto interior bruto (PIB), destinado a tasar “moderadamente” (según reconoció uno de los nuevos ministros) los enormes beneficios de las principales empresas, en un país con un nivel tributario extremadamente bajo. Y, por último, una reforma gradual de la educación que busca responder, en parte, a las grandes movilizaciones de los jóvenes que repletaron las calles, reclamando el fin de la Educación-Mercado que reina en Chile y la creación de una “educación gratuita, pública y de calidad” (Mayol, 2012). La Nueva Mayoría supo así tomar en cuenta el pulso de la sociedad, con la promesa de terminar con “el lucro con fondos públicos en educación” y financiar una “educación gratuita en todos los niveles”, en particular en el acceso a las universidades acreditadas (públicas pero sobre todo privadas, las más numerosas), un objetivo a alcanzar dentro de 6 años²⁰. También cabe mencionar los anuncios de algunas evoluciones progresivas del código laboral (que data de la dictadura) o el proyecto de creación de una administradora estatal de fondos de pensiones. Estos anuncios tuvieron un “rendimiento electoral” muy elevado y la presidenta electa tiene hoy un muy amplio respaldo para llevar a cabo su plan de reformas²¹.

19 Algo más del 10% de los electores de la segunda vuelta marcaron su papeleta de voto con la inscripción “AC” para señalar su adhesión a la perspectiva de una asamblea constituyente: <<http://marcatuvoto.cl/>>. La Concertación como la Alianza se opusieron siempre a un plebiscito que abriría camino a una constituyente, alegando que es un mecanismo no contemplado en la Constitución... de la dictadura. No obstante, el artículo 5 de la Carta Fundamental de 1980 establece que “la soberanía reside esencialmente en la Nación. Su ejercicio se realiza por el pueblo a través del plebiscito y de elecciones periódicas”.

20 La reforma educativa tiene un costo de unos 8.000 millones de dólares según el programa de la Nueva Mayoría, financiado integralmente por la reforma tributaria. El gasto en educación equivalía a 4,3 % del PIB en 2013, muy por debajo del promedio de los países de la OCDE (integrado por Chile), que llega al 5,8 %.

21 Según la encuestadora CERC (citado por Reuters), cerca del 80 por ciento de los consultados dijo que está

Pero no es por eso que el prontuario y las dos décadas de política económica neoliberal de la ex Concertación hayan desaparecido. La solidez del edificio hegemónico y la red de poder construida durante los últimos 35 años es extremadamente resistente, anclada y resiliente. La profunda incidencia de los TLC en la economía nacional, la participación de personeros claves de la Concertación en el negocio de las universidades, en los consejos de administración de grandes empresas o la colusión con los fondos de pensiones²², etc., significan que con este gobierno Chile seguirá siendo, de manera indirecta, un "país gobernado por sus dueños" (Fazio, 2011; Fazio y Parada, 2010). Pero ahora con reformas modernizadoras.

La Nueva Mayoría sabe que la democracia de los acuerdos con la derecha que dominó el Chile de la postdictadura no da para una segunda versión y que el andamiaje institucional que contribuyeron a remozar se está resquebrajando. Si hasta el anterior gobierno de Bachelet, las organizaciones sociales quedaban mordiéndose los dientes sin que a la elite concertacionista les importara, ahora el equilibrio apuesta a desarrollar políticas que dejen a todos contentos (Becerra, 2014).

Hasta el Fondo Monetario Internacional (FMI) defiende esta opción reformadora: en una entrevista al *Diario Financiero* de Santiago a principios de enero 2014, Alejandro Werner, actual director para el hemisferio occidental del FMI, destacaba la "necesidad de reformas estructurales" y alababa las propuestas de la Nueva Mayoría, como una importante oportunidad para construir "un sistema educativo y un mayor capital humano que dé productividad a la fuerza laboral" del país (Financiero, 2014). Una simple mirada al nuevo gabinete deja entrever lo que viene. Si de los 23 ministros se puede valorar la presencia de nueve mujeres (un récord histórico), de 5 ministros que se pronunciaron a favor de una Asamblea Constituyente, los puestos claves están en manos de connotados agentes de la hegemonía neoliberal. Así Javiera Blanco, la ministra del trabajo, es antigua subsecretaria de Carabineros y exdirectora ejecutiva de la Fundación "Paz Ciudadana" (1998-2006), importante *think tank* financiado por grandes multinacionales y destinado a instalar el tema de la delincuencia como prioridad pública, bajo el alero de la "seguridad ciudadana": un concepto que se desarrolló a la par de mecanismos de control social y criminalización de la protesta social (Stevenson, 2013). No es menor recordar que "Paz Ciudadana" está presidida por el exgolpista Agustín Edwards, dueño de gran parte del duopolio que domina el campo mediático chileno (*El Mercurio* y *La Segunda*, entre otros). Así se da al mundo sindical una señal negativa para las futuras discusiones sobre salario mínimo y flexibilidad laboral. En energía, sector estratégico, fue nombrado el demócrata-cristiano Máximo Pacheco Matte, exponente del mundo empresarial, ex colaborador del presidente Piñera y que llegó a ser vicepresidente de la multinacional papelera estadounidense International Paper. Pacheco es además miembro de una de las familias más pudientes del país, los Matte, dueños de Colbún e involucrados en el mega-

de acuerdo con la reforma educacional, un 63 por ciento con el ajuste tributario y un 71 por ciento con una nueva Constitución: <<http://la.reuters.com/article/idLTASIEA0M04O20140123>>.

22 Las AFP gestionan el conjunto de la jubilación de los chilenos desde la reformas de la dictadura (Walder, 2013a).

proyecto energético Hydroaysen, rechazado por las organizaciones ecologistas y ciudadanas²³. Otra cartera estratégica, cuando las expectativas en este plano son inmensas: el ministerio de educación, atribuido a Nicolás Eyzaguirre, ex alto funcionario del FMI y ministro de Hacienda del gobierno Lagos. Eyzaguirre ha sido denunciado por organizaciones estudiantiles por su gestión favorable a los bancos (en particular con la creación del Crédito con Aval del Estado para los alumnos de la educación superior)²⁴. En el interior, economía o exterior aparecen sobre todo hombres de confianza de Bachelet, bajo la conducción de Alberto Arenas, ex jefe programático de campaña, ahora “catapultado” ministro de Hacienda en su calidad de economista, haciéndose notar el estilo personalista-carismático de la presidente, por encima de una conducción desde los aparatos partidarios. Apenas conocido el nuevo gabinete, Andrés Santa Cruz, presidente de la Confederación de la Producción y el Comercio (CPC), el gremio de la burguesía residente en Chile, no pareció impresionado por la presencia de una ministra comunista feminista o de un ministro de medioambiente con cierta cercanía en las ONG: “Es un buen gabinete, un buen equipo, que tiene las capacidades técnicas y profesionales para enfrentar los desafíos que tiene Chile. A algunos los conocemos y estamos confiados” (La Tercera, 2013).

“La coyuntura político-social que se abre ahora, tomando en cuenta las modificaciones de las relaciones entre clases populares y el bloque en el poder, podría definirse como una etapa última del transformismo chileno”

Desde una óptica gramsciana, Moulian ha insistido en el “transformismo” socio-político de la postdictadura, sostenido en un modelo gestionado y, en no pocos aspectos, profundizado por ex izquierdistas y revolucionarios “renovados” en el seno de la Concertación:

Llamo “transformismo” a las operaciones que en el Chile Actual se realizan para asegurar la reproducción de la “infraestructura” creada durante la dictadura, despojada de las molestas formas, de las brutales y de las desnudas “superestructuras” de entonces. El “transformismo” consiste en una alucinante operación de perpetuación que se realizó a través del cambio de Estado. Este se modificó en varios sentidos muy importantes, pero manteniendo un pacto sustancial. Cambió el régimen de poder, se pasa de una dictadura a una cierta forma de democracia, y cambió el personal político en los puestos de mando del Estado. Pero no hay un cambio del bloque dominante, pese a que sí se modifica el modelo de dominación” (Moulian, 1997: 140-141).

23 El subsecretario de Minería que acompañara el ministro era, hasta el momento, gerente de una empresa minera denunciado por sus prácticas antisindicales (CIPER, 2014).

24 A los inexistentes expedientes de Eyzaguirre en materia educacional, se agregó la nominación como subsecretaria de esa misma cartera a Claudia Peirano, conocida defensora de la enseñanza privada. Bajo la presión y frente a las declaraciones críticas del sindicalismo estudiantil, Peirano finalmente tuvo que renunciar al cargo.

La coyuntura político-social que se abre ahora, tomando en cuenta las modificaciones de las relaciones entre clases populares y el bloque en el poder, podría definirse como una etapa última del transformismo chileno: más que un supuesto neoliberalismo "corregido" por un progresismo "limitado", que se podría ir democratizando paulinamente, como lo ha sugerido Manuel Antonio Garretón (2012), el gobierno de Bachelet 2.0 abre una fase que proponemos denominar como época de progresismo neoliberal o social-liberalismo maduro, en un contexto de crisis de legitimidad del sistema de dominación forjado en dictadura.

Leve reconfiguración parlamentaria, abstención masiva y malestar neoliberal

Al mismo tiempo que las presidenciales, Chile enfrentó una secuencia electoral inédita con otras tres votaciones simultáneas: para senador, diputado y -por primera vez- elecciones directas para consejeros regionales. Si bien no es nuestra intención en estas líneas analizar en detalle los resultados por circunscripción, vale la pena adentrarse en algunas tendencias notorias que podrían nutrir nuestra problemática. Tenían derecho de votar 13.573.143, sin contar los centenares de miles de chilenos en el exterior, desposeídos de su derecho a voto por la constitución de 1980. Signo de una lenta pero sostenida fragmentación de los dos pactos que han capturado el parlamento desde los años noventa, nueve candidatos se disputaban el sillón presidencial (cifra inédita)²⁵... Y tanto desde la centro-derecha (candidatura de Antonio Parisi) como desde el centro-izquierda (candidatura de Marco Enríquez-Ominami) se comenzó a cuestionar, desde el propio sistema, la dominación del "duopolio" político: disputándose la posición de tercera fuerza (cada uno con algo más del 10%), Parisi y Enríquez-Ominami se negaron explícitamente a apoyar a una de las dos candidatas en el balotaje.

Los resultados legislativos evidencian también los reacomodos en curso "en las alturas" del sistema partidario, tanto por la disminución de los parlamentarios de la extrema-derecha (RN aumenta de 18 a 19, la UDI disminuye de 37 a 29), como por el aumento de diputados socialistas (de 11 a 16) y comunistas (de 3 a 6). Desde la Nueva Mayoría, es notable la pérdida de figuras históricas como Soledad Alvear o Camilo Escalona, y los resultados de su ala más conservadora: la DC gana diputados pero con un importante retroceso en el Senado²⁶. Una vez más el sistema electoral binominal²⁷, enclave autoritario y legado del intelectual

25 Los nueve candidatos que compitieron por llegar a La Moneda fueron: Franco Parisi (Independiente), Marcel Claude (Partido Humanista), Ricardo Israel (Partido Regionalista de los Independientes), Marco Enríquez-Ominami (Partido Progresista), Roxana Miranda (Partido Igualdad), Michelle Bachelet (Nueva Mayoría), Evelyn Matthei (Alianza por Chile), Alfredo Sfeir (Partido Ecologista y Verde) y Tomás Jocelyn-Holt (Independiente).

26 Fuente: Dossier especial Elecciones 2013 del periódico El Mercurio (Santiago), 18 de noviembre y 24 de noviembre de 2013.

27 El complejo sistema binominal establece que el Tribunal Calificador de Elecciones proclama como elegidos senadores o diputados a los dos candidatos de una misma lista, cuando uno de ellos alcanza el mayor número de sufragios y la sumatoria de la votación de ambos representa el doble de lo obtenido por la lista que lo sigue en número de votos. Este sistema de "doblajes" permite excluir sistémicamente las "pequeñas" listas y sobre representar las grandes coaliciones. Como lo anota Moulian, de esta manera "el sistema de partidos dejó de ser un sistema con polaridad y se convierte en un sistema de oposiciones consensuales, en cuyos márgenes orbitan con poco éxito partidos más izquierdistas" (Moulian, 2010) es precisamente lo que buscaron las reformas institucionales de la dictadura, mantenidas hasta ahora.

orgánico de la dictadura Jaime Guzmán, funcionó como sistema proporcional (o mayoritario corregido) excluyente, reforzando artificialmente la representación de los dos principales pactos y dando estabilidad a las instituciones de la democracia protegida neoliberal (Couffignal, 2011). Mediante el juego de los “doblajes” en varias circunscripciones, se confirmó -una vez más- una situación de copamiento coalicional consensual del campo político parlamentario por los dos pactos dominantes (Moulian, 2010), impidiendo un cambio real en el sistema de partido y la expresión diferida del creciente descontento social. De hecho, como ya había sido el caso en el pasado reciente, la ex Concertación se ve favorecida por los enclaves autoritarios, pues controla 56% de la cámara baja, con un 47% de los votos²⁸. Además, a diferencia del periodo abierto en 2010, Bachelet puede ahora contar con una confortable mayoría y su coalición mantiene el control del Senado. Ese escenario le da los votos necesarios para aprobar varias reformas como la tributaria e, incluso, si buscarse el apoyo de dos de los cuatro diputados independientes y de Carlos Bianchi (único senador independiente), alcanzará el quórum de los cuatro séptimos, posibilitando cambio de leyes orgánicas y dando cancha a reformas importantes, por ejemplo en la educación. No obstante, en lo que concierne cambios constitucionales, la Nueva Mayoría podrá invocar -una vez más- necesarios “consensos” con la derecha para obtener los quórums indispensables, en el momento de explicar a la ciudadanía su falta de osadía, así como lo hizo durante veinte años de “democracia tutelada”²⁹.

Pero, a pesar del blindaje del régimen político, algunos signos evidentes dan muestra de lo que pasa en la sociedad, de manera todavía diferida. Ya mencionamos la elección de dos jóvenes mujeres comunistas y ex líderes estudiantiles. También se podría hacer mención en la elección de Iván Fuentes, líder de grandes luchas en el sur del país y diputado cooptado por la DC o, en Santiago centro, en la llegada a la diputación de Giorgio Jackson, ex dirigente estudiantil y electo bajo los colores de la recién creada “Revolución Democrática”, esto gracias a la “omisión” de la Concertación en esta circunscripción. El único diputado que logró romper el binominal fue Gabriel Boric (también ex líder estudiantil y miembro del colectivo “Izquierda Autónoma”), diputado independiente por la Región de Magallanes y de la Antártica. Sin duda, son caras nuevas, que podrían aportar un aire fresco a un envejecido Congreso. Marcan la nueva geografía política del país, pero esencialmente desde la integración-cooptación y dentro de los espacios dejados por los enclaves autoritarios.

Otro aspecto notable de un panorama fluctuante: la profunda crisis de las derechas. La candidatura de Matthei no convenció incluso dentro de las propias filas de su partido y varios empresarios sienten que Piñera no los representó como lo había anunciado. La UDI, bajo la batuta de pinochetistas nunca arrepentidos, sigue

28 La Nueva Mayoría logra un récord de doblajes parlamentarios en 11 distritos y dos circunscripciones senatoriales, es decir elegir a sus dos representantes en cada circunscripción. Este desempeño no se repetía desde 1993 a nivel del parlamento (Ver el análisis de Pablo Cádiz y los mapas en <<http://www.latercera.com>>).

29 El sociólogo Felipe Portales ha demostrado que, con las reformas de 1989 negociadas con Pinochet, la Concertación renunció a ser mayoría y que durante los 20 años de gobierno se negó en hacer uso de ella en el Parlamento, en momentos claves en que hubiese podido comenzar a reformar la institucionalidad espuria heredada de la dictadura (Portales, 2005).

siendo la principal colectividad parlamentaria del país, gracias a su red de alcaldes y de su inserción clientelar en muchos barrios populares. Sin embargo, vivió un significativo desbande, quedándose incluso sin senadores en la región metropolitana de Santiago (zona que había controlado durante 16 años). La otra fuerza de la Alianza, RN, está hecho trizas y la relación con la UDI va de mal en peor, fruto de la derrota y, fundamentalmente debido a orientaciones divergentes dentro de las clases dominantes entre capitalistas modernizadores y nostálgicos de los tiempos autoritarios. Varios sectores apuestan a la creación de una "nueva derecha", más liberal y centrista, abierta a las reformas, objetivo inicialmente seguido por Piñera y su brazo derecho Rodrigo Hinzpeter (Gaudichaud, 2012). Las luchas fratricidas por el control de RN toman dimensiones insospechadas y dirigentes como el ex alcalde Manuel J. Ossandón y el actual senador Andrés Allamand hacen público su descontento. Paralelamente, otros cuadros renunciaron al partido con el fin de crear su propia colectividad, como el movimiento "Evolución Política" (Evópoli), conformado por ex ministros del gobierno de Piñera o el grupo "Amplitud" que estaría preparando la plataforma electoral para Piñera, en 2017³⁰. Frente a tal descalabro, las operaciones transformistas de la ex Concertación, su comprensión más fina del periodo son evaluadas con envidia por los sectores más pragmáticos de la derecha. Como lo recalca Sebastián Farfán, dirigente de la Unión Nacional Estudiantil y joven candidato a diputado en Valparaíso: "La Alianza fue incapaz de leer adecuadamente el escenario, con lo que quedó con un "relato inconexo", o sea, una lectura y propuestas que aparecían como anacrónicas en relación a los nuevos elementos que el sentido común hacía suyo" (El Mostrador, 2014).

Miremos ahora el proceso electoral desde otro ángulo: la participación. Excluyendo las municipales, éstas elecciones presidenciales y parlamentarias fueron las primeras elecciones organizadas con voto voluntario (con inscripción automática), después de décadas de voto obligatorio (con inscripción voluntaria)³¹. Numerosas son las publicaciones que se enfocaron a discutir los efectos particulares del régimen de inscripción electoral y los (des)incentivos que este tipo de procedimiento llega a generar en la participación ciudadana (Navia, 2004). También desde hace años se discute para saber si la adopción del voto voluntario iba a reforzar la fuerte abstención que se instaló (a pocos años de terminar el régimen militar) (Valenzuela, 2004). Es un hecho que después de la importante participación en el plebiscito de 1988, y de la victoria del "No" a Pinochet³², comenzó a cundir la desilusión y la desafección política, especialmente en la generación post-plebiscito. Chile se

encuentra en el último lugar de las Américas en términos de participación electoral de los adultos de menos de 37 años, superando incluso a aquellos países que tienen un sistema de voto voluntario, como Venezuela o Colombia (Toro, 2008).

30 Sobre la crisis de las derechas, se puede consultar las crónicas de Manuel Acuña Aconsejo en el sitio Rebelión: <www.rebelion.org>.

31 Con la inscripción automática se amplió de ocho a más de trece millones de personas el padrón electoral.

32 Luego de más de 15 años de dictadura militar, el 96,6% de las personas en edad de votar se inscribió en los registros electorales y, de ellas, el 89,1% acudió a las urnas para pronunciarse: el "no" a Pinochet terminando por imponerse con el 55,99% del total de los votos válidamente emitidos (el Sí obtuvo 44,01%).

Queda por estudiar detalladamente los efectos de la adopción del voto voluntario en estas últimas elecciones, en particular en los barrios pobres donde los niveles de abstención fueron elevadísimos³³. Pero, esta elección confirma una tendencia profunda del régimen político: la abstención electoral y la desafección juvenil y popular hacia la política formal representativa. La mayoría electoral real del país es abstencionista: casi un 60% en las municipales de 2012, alrededor de 51% en las presidenciales y parlamentarias del 17 de noviembre 2013 y 58% en la segunda vuelta realizada en el mes siguiente. Sólo cuatro de diez chilenos optó por votar en segunda vuelta, la cifra menor desde 1990. En rigor, se podría afirmar que la presidente Bachelet fue elegida con un reducido 25% de los electores y no sólo no obtuvo la vaticinada mayoría absoluta en primera vuelta³⁴, sino que incluso perdió 120.000 votos en comparación con 2005. En las parlamentarias, el fenómeno es aún más marcado: los representantes de la Nueva Mayoría representan sólo 21% del electorado, y los de la Alianza un escaso 16%³⁵.

Más allá de la discusión sobre regímenes electorales, la masividad de esta dinámica confirma la existencia de una politicidad y ciudadanía neoliberal, analizada por varios estudios anteriores. Emerge una profunda crisis de la política -entendida en su sentido liberal/representativo- y se solidifica la figura del “ciudadano-Credit Card” abstencionista, reacio a la acción colectiva como al voto, correlato obligado de la sociedad neoliberal triunfante. La “privatización del ciudadano”, replegado en sus espacios comunitarios y familiares, en el área del hiperconsumismo y del mercantilismo individualizado, alejado de la polis y de sus debates, es un dato estructural de la realidad chilena. No obstante, la actual coyuntura de fuertes movilizaciones y en particular en los estratos jóvenes, tradicionalmente abstencionistas, permite anticipar que dentro de los cambios actuales se va ampliando lo que Juan Carlos Gómez denomina el “partido de los no electores”:

Este grupo de ciudadanos son activos políticamente, pero no participan en los actos electorales por distintas y variadas razones, desde el rechazo a los políticos, a los partidos políticos, a la democracia representativa, etc. Su participación en las elecciones se manifiesta en la abstención, en el voto nulo o en blanco. Su decisión electoral es no elegir (Gómez, 2010: 183).

Si bien todavía son minoritarias esas fuerzas políticas disruptivas, incluso dentro de los actores de los movimientos sociales, han logrado que se multipliquen los llamados a la “huelga electoral constituyente”, a la “abstención activa” o “bulli-ciosa”, a “anular el voto”, para priorizar la organización desde abajo, horizontal, asamblearia y autónoma. En este campo heterogéneo de la “izquierda descon-fiada” (Agacino, 2006), se codean intelectuales críticos, colectivos libertarios, trotskistas o marxistas con organizaciones vecinales, ecologistas o sindicales, tales como la Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios (ACES). Algunas de-

33 En Santiago, por ejemplo, si la abstención para las presidenciales en el barrio pudiente de Vitacura fue de 39%, en las comunas más pobres se elevó a un promedio de 60% (Punto Final, 2013).

34 La mayoría de los centros de sondeos anunciaron durante meses la victoria en primera vuelta de Bachelet, el Centro de estudios públicos (CEP) otorgando a penas 14% de intención de votos a Matthei.

35 Para revisar parte de los resultados oficiales, consultar el sitio web del Servicio Electoral (SERVEL): <www.eleccionservel.cl>.

claraciones de Eloísa González, ex vocera de la ACES, grafican bien este sentir:

[...] la abstención es un fenómeno que refleja la situación en la que estamos actualmente. No va a generar cambios, pero como acto político o como fenómeno que expresa este malestar y esta realidad, también expresa desafíos que tenemos que tomar en cuenta. El conjunto de la población no siente que sus demandas y problemas vayan a ser resueltos por la vía institucional.

Este cuestionamiento gana terreno en varios estratos sociales, como lo pudimos constatar a través de conversaciones directas con la gente de a pie y de entrevistas cualitativas, realizando un reportaje para *Le Monde Diplomatique*, el día de la segunda vuelta de las elecciones presidenciales (Gaudichaud, 2013a).

“El ‘malestar’ neoliberal está en vía de politización, gracias a la irrupción de nuevas subjetividades subalternas que comienzan a rebasar la democracia tutelada y su baja conflictividad de clase”

La reconstitución de nuevas subjetividades antagónicas y algunos escenarios posibles

El “malestar” neoliberal está en vía de politización, gracias a la irrupción de nuevas subjetividades subalternas que comienzan a rebasar la democracia tutelada y su baja conflictividad de clase.

La latencia del malestar tuvo su final, o al menos una suspensión significativa, durante 2011, a partir de un proceso de movilización social de gran envergadura que ancló la energía del malestar en los problemas de la educación chilena. La ilegitimidad anterior de la protesta pública invirtió su signo y el acto de protesta pasó a ser parte fundamental del modo en que las demandas ciudadanas lograron, legítimamente, escalar hacia las autoridades, mientras éstas reducían su ya menguada aprobación (Azócar y Mayol, 2011).

Si en la primera parte de este artículo, mencionamos la crisis de legitimidad del sistema institucional imperante, podemos constatar que esta crisis tiende a orientarse hacia un cuestionamiento -desde abajo- del neoliberalismo maduro, ahora reconfigurado bajo un reacomodo transformista “progresista”. La sola existencia de ese progresismo y las promesas de la candidata Bachelet demuestran, al mismo tiempo, las fisuras del bloque en el poder y de qué manera el despertar de la sociedad instaló en la polis temáticas impensables hace algunos años atrás, como por ejemplo el “no al lucro” o la necesaria renacionalización del cobre. En el flujo de conflictos que se inicia en 2011-12, fue el movimiento estudiantil que se hizo vocero de las múltiples demandas acumuladas:

[...] desde las entrañas del mismo sistema educacional, no sólo alzó la voz con respecto a un

problema que le afectaba como grupo particular de la sociedad, sino que logró hacer de esa demanda un sentir universal de toda una población que veía resquebrajadas aquellas promesas de una “alegría venidera” (Azócar, 2013: 115).

Por otra parte, no sólo estas demandas de los jóvenes -apoyadas masivamente por la opinión pública- trizaron el “sentido común” neoliberal, sino también reinventaron formas de organización y repertorios de acción más horizontales, autogestionarios y democráticos. Tomas de liceos, colegios y universidades, actos culturales “alternativos”, “flash-mob” y “besatones”, vocerías controladas en asambleas, carcerolazos y marchas multitudinarias festivas, etc.; provocaron

[...] un desplazamiento de la política desde los espacios institucionales clásicos a la sociedad misma. Aunque de manera muy rudimentaria aún, entre los sectores más activos e independientes, comienzan a circular ideas como el “control comunitario”, una suerte de poder popular resignificado, como contrafuerte del estatalismo y/o del predominio de los mercados, y otra como la recuperación de la “soberanía popular sobre las necesidades”, hilo orientador de las demandas con horizonte emancipador” (Agacino, 2013b).

A pesar de su gran creatividad, y en ausencia de alternativas políticas globales y de aliados estables dentro del *espacio de los movimientos sociales*³⁶, esas movilizaciones explosivas tendieron a decrecer a medida que se acercaban las elecciones, pero sin haber sido derrotadas. La enorme bisagra existente entre esa creciente politización desde lo social y la ausencia de herramientas políticas genuinas para acumular fuerzas, hace parte de las debilidades intrínsecas de la naciente reconstitución de la conflictividad antagonica en Chile.

Para numerosos colectivos y jóvenes que se movilizan desde principios de los años 2000, la vía electoral dentro del sistema heredado de los tiempos de Pinochet, no encarna ningún atajo posible hacia la construcción de alternativas políticas. El rechazo a la figura del partido y su potencial verticalismo es muy fuerte (como en otras latitudes). En paralelo, una tendencia de fondo es la gran fragmentación de las izquierdas extra-parlamentarias, todavía marcadas por el impacto represivo-destructivo de la dictadura, como por la marginación política de la transición pactada (y no pocos conflictos y dogmatismos internos). El fracaso de la apuesta electoral de las dos candidaturas que afirmaron ideas de ruptura con el neoliberalismo durante la última presidencial, corroboran las inmensas dificultades existentes para la proyección política del malestar popular. No está dentro de la ambición de este artículo analizar estas dos campañas, que intentaron disputar la hegemonía cultural neoliberal, utilizando el momento mediático-electoral como tribuna, teniendo así un eco nacional, difícilmente alcanzable antes. Sólo mencionaremos que el universitario Marcel Claude, apoyado por el Partido Humanista, algunos conglomerados del movimiento estudiantil y el movimiento “Todos a la Moneda”³⁷

36 El espacio de los movimientos sociales es “un ámbito de prácticas y de sentidos relativamente autónomo en el mundo social”, dotado de lógicas, referencias, prácticas propias y en las cuales las diferentes organizaciones protestarias, agentes y causas “son unidas por relaciones, de intensidad y naturaleza variables” (Mathieu, 2012).

37 Este movimiento logró reagrupar también algunas pequeñas orgánicas dispersas de la izquierda radical (“Rodriguistas”, corrientes trotskistas o libertarias, disidentes del PC), como alguna fuerza sindical, por ejem-

sólo obtuvo 185.072 votos (2,81%), a pesar de un inicio de campaña notable en el plano mediático. Por otra parte, Roxana Miranda buscó representar “la voz de los nadie” dentro de la ronda electoral, con un perfil de mujer combativa y un lenguaje popular sin tapujos. No por eso pudo cosechar muchos votos (1,24%), ni aglutinar más allá del pequeño Partido Igualdad y parte del movimiento de los deudores habitacionales o de algunos sindicatos de trabajadores flexibilizados³⁸.

Si nos parece una exageración hablar de “nueva era” (en el sentido de cambios estructurales) o de “derrumbe del modelo de la economía de mercado” en las condiciones actuales (Mayol, 2011), es cierto que dicho patrón de acumulación y de sociedad se encuentra en jaque.

En los últimos 20 años, la economía chilena ha crecido a un promedio anual del 5,1% y el 2010 alcanzó un PIB per cápita de 14.341 dólares, no obstante, permanece entre los 15 países más desiguales del planeta. Y aunque la prosperidad económica del país más avanzado de América Latina es perceptible, resulta incuestionable que no se plasma en una mejora de la calidad de vida de las familias chilenas (Mira, 2012).

Los “súper ricos” estudiados por el Departamento de Economía de la Universidad de Chile, son todavía capaces de capturar “la parte del león” del ingreso nacional: el ingreso per cápita del 1% más rico es 40 veces mayor que el ingreso per cápita del 81% de la población y peor aún: si se suman a los ingresos tributables las utilidades retenidas, se verifica que el ingreso del 0,1% de los más ricos es 241 veces el del 99,9 de la población restante (López et al., 2013). Pero, el bloque en el poder está confuso, sintiendo que aborda definitivamente un cambio de época, y tal vez de era. A corto plazo, las operaciones transformistas del bacheletismo intentarán responder a este desconcierto. La propuesta de la Nueva Mayoría es reformar en la continuidad, pero para eso necesitará también lograr canalizar y domesticar -en la medida de lo posible- los movimientos sociales más críticos y enfrentar un periodo que será probablemente de fuerte presión desde abajo y grandes movilizaciones³⁹. El nuevo gobierno tendrá que jugar tanto en el plano de la consulta-cooptación (con la ayuda de sus nuevos integrantes de izquierda y de los nexos que conserva con el espacio de los movimientos sociales), como desde la coacción-represión estatal. En una nota editorial para *El Mercurio*, Eugenio Tironi, destacado artífice intelectual del transformismo social-liberal de la izquierda chilena, lo expresó con todas sus letras y no poca ingenuidad lírica: con Bachelet, “la razón de ser de las instituciones políticas no es defenderse de las mayorías, sino canalizar sus anhelos, que en el caso del Chile actual es el cambio. Reforma o revolución: un viejo dilema que vuelve a tomar actualidad” (El Mercurio, 2013). El panorama chileno parece todavía muy lejos de la “revolución”, invocada como un temible espectro del pasado por Tironi. Pero, el cambio de época es innegable: un

plo la confederación bancaria dirigida por el sindicalista Luis Mesina.

38 Otra opción electoral fue la de Alfredo Sfeir Younis con temáticas ecologistas liberales y espirituales “new age” y que obtuvo el 2,35% de los votos.

39 Organizaciones estudiantiles, como varios sindicatos y federaciones de trabajadores, han anunciado marchas y acciones a partir de marzo 2014, cuando asuma la presidente Bachelet.

cambio lleno de nubes, claroscuros y contradicciones. Mirando a países vecinos, como Bolivia, Argentina, Ecuador, en los cuales la crisis de legitimidad del modelo neoliberal se transformó en crisis de hegemonía con grandes movilizaciones y rupturas institucionales, la elite chilena busca evitar un escenario similar. Las tensiones en las derechas, como la recomposición de la ex Concertación, muestran que las clases dominantes piensan a tientas encontrar nuevos aires y posibles correcciones sustentables para el régimen político. Las grietas del modelo pueden provocar sobresaltos, como reacciones violentas por parte de los de “arriba”.

Al terminarse la etapa hegemónica del neoliberalismo, la dominación neoliberal se resiste a morir. Las resistencias al cambio de época se bifurcan entre reacción y revolución pasiva⁴⁰: la reacción violenta que se asoma en el retorno de prácticas represivas focalizadas y la revolución pasiva que asume el rostro de gobiernos que defienden la continuidad mediante correctivos conservadores (Modonesi, 2008: 139).

Si bien por el momento hablar en Chile del término de la etapa hegemónica del neoliberalismo puede sonar a política ficción, podemos constatar que están surgiendo nuevos actores sociales antagónicos y no pocas subjetividades disconformes (aunque minoritarias). En paralelo a las demandas estudiantiles, permanecen las luchas del pueblo Mapuche a pesar de la militarización de sus territorios; acciones colectivas socio-ambientales en contra de mega-proyectos, movilizaciones feministas y de pobladores. Para coronar este cuadro, el movimiento obrero, actor histórico esencial del país, está reencontrando las vías del clasismo sindical. Desde 1979, la actividad huelguística aumentó paulatinamente hasta llegar, en 2009, prácticamente a los niveles del comienzo de los setenta, aunque de forma mucho más atomizada y en condiciones legales extremadamente restrictivas (Armstrong y Águila, 2011)⁴¹. El movimiento sindical sigue siendo fragmentado y débil, pero importantes resistencias han contribuido a darle nuevamente centralidad al conflicto de clase, cuando la característica del neoliberalismo maduro era precisamente la epresión y posterior des-constitución de estos conflictos. La larga lucha de los portuarios es un ejemplo de esta re-constitución molecular, además en un sector-clave de la acumulación primo-exportadora. En 2011, el gremio portuario fue uno de los más activos en solidaridad con el movimiento estudiantil. El año siguiente, las uniones portuarias unificaron progresivamente los asalariados contratados y precarios de varios puertos, aun cuando la negociación por rama productiva está proscrita por ley. Los niveles de cohesión alcanzados y la práctica de “huelgas de solidaridad” lograron en 2013, y de nuevo en enero 2014, a pesar de los niveles de represión, obligar al empresariado naviero -con el aval del Gobierno- a negociar, alcanzando conquistas históricas frente a un sector patronal muy combativo (Waldner, 2013b). Cuando la Central Unitaria de los trabajadores (CUT) está sumergida en la parálisis, y controlada por la Nueva Mayoría (su presidente es Bárbara Figueiroa, dirigente del PC), el surgimiento de este sindicalismo de nuevo tipo podría

40 Sobre la noción gramsciana de “revolución pasiva” aplicada a la América Latina actual, ver: Modonesi, 2012.

41 En 2008 y 2009, 22% de la fuerza de trabajo estuvo involucrada en algún paro, en contraste con un 1%, 4,9% y 7,1% en 2005, 2006 y 2007, respectivamente.

reanudar progresivamente el hilo roto del poder popular y de las luchas obreras de la década del setenta (Gaudichaud, 2004). Nada está escrito todavía. Sin referentes políticos capaces de vertebrar una masa crítica anticapitalista y cuando las subjetividades neoliberales todavía dominan la sociedad, queda mucho camino por recorrer. Pero ese cambio de época podría dejar atrás décadas de democracia tutelada y de aislamiento regional para, bajo nuevos horizontes utópicos, entrar en consonancia con las gramáticas de emancipaciones en construcción que cabalgan en el resto del continente (Gaudichaud, 2013a).

Santiago de Chile, 5 de febrero de 2013

Bibliografía

Agacino, Rafael 2013a "Crisis política en Chile: Debate" en *Revista del Grupo de Estudios Marxistas*, (Santiago. Quimantú) N° 1, mayo.

Agacino, Rafael 2013b "Movilizaciones estudiantiles en Chile: anticipando el futuro" en *Educação em revista* (Marília: Universidade Estadual Paulista) Vol. 14, No 1. En <www2.marilia.unesp.br/revistas>.

Agacino, Rafael 2006 *Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet*, Documento de trabajo (Buenos Aires: CLACSO).

Armstrong, Alberto y Águila, Rafael 2011 "Evolución de las huelgas laborales en Chile, 1979-2009" en *Revista Administración y Economía* (Santiago: Ediciones Universidad Católica de Chile) N° 69.

Azócar, Carlos 2013 "Movimiento estudiantil y elecciones en Chile", *OSAL* (Buenos Aires: CLACSO) Año XIV, N° 34, noviembre.

Azócar, Carlos y Mayol Alberto 2011 "Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso Chile 2011" en *Polis* (Santiago: Revista de la Universidad Bolivariana) N° 30. En <<http://polis.revues.org>>.

Becerra, Mauricio 2014 "El prontuario de la Concertación que la Nueva Mayoría se tiene que sacar de encima" en *El Ciudadano* (Santiago), 5 de enero.

Bourdieu, Pierre 1986 "L'illusion biographique" en *Actes de la recherche en sciences sociales* (Paris: ARSS) Vol. 62-63, junio.

Caras 2014 (Santiago) 6 de enero. En <www.caras.cl>.

Ciper 2013 (Chile) 30 de enero. En <ciperchile.cl>.

Couffignal, Georges 2011 “Stabilité politique et crise de la représentation au Chili” en *Cahiers des Amériques latines* (Paris : IHEAL), N° 68.

Doran, Marie-Christine 2010 “Femmes et politique au Chili : dynamiques et impacts de l’accession au pouvoir de Michelle Bachelet” en *Recherches féministes* (Laval: Université de Laval) N° 23, juin.

Doran, Marie-Christine 2009 “Les dimensions politiques de la souffrance au Chili: 1998-2006” en B. Lautier, R. Peñafiel & A. Tizziani (eds.) *Penser le Politique : La recréation des espaces et des formes du politique en Amérique Latine* (Paris : Karthala).

El Mercurio 2013 (Santiago) 19 de noviembre.

El Mercurio 2014 (Santiago) 24 de noviembre.

El Mostrador 2014 (Santiago) 1 de enero.

Financiero 2014 (Santiago) 7 de enero.

Fleet, Nicolás 2011 “Movimiento estudiantil y transformaciones sociales en Chile: una perspectiva sociológica” en *Polis* (Santiago: Universidad Bolivariana) N° 30. En <<http://polis.revues.org>>.

Gaudichaud, Franck 2004 *Poder popular y cordones industriales. Testimonios sobre el movimiento social urbano chileno (1970-1973)* (Santiago: LOM).

Gaudichaud, Franck 2012 “Chile: el presidente Piñera y su ruptura” en Gaudichaud Franck (coord.) *El Volcán latinoamericano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo* (Santander: Otramérica).

Gaudichaud, Franck (coord.) 2013a *Emancipaciones en América Latina* (Quito: Instituto de Altos Estudios nacionales).

Gaudichaud, Franck 2013b “Dimanche d’élections à Santiago” en *Le Monde Diplomatique* (Paris) enero. En español en <www.rebellion.org>.

Fazio, Hugo 2011 *Un país gobernado por uno de sus dueños* (Santiago: LOM).

Fazio, Hugo y Parada, Magaly 2010 *Veinte años de política económica de la Concertación* (Santiago: LOM).

Gárate, Manuel 2012 *La Revolución capitalista de Chile (1973-2003)* (Santiago: Ediciones Universidad Alberto Hurtado).

Garcés Mario 2012 *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales de América Latina y Chile*, (Santiago: LOM).

Garretón, Manuel Antonio y Garretón, Roberto 2010 "La democracia incompleta en Chile: La realidad tras los rankings internacionales" en *Revista de Ciencia Política* (Santiago: Universidad Católica de Chile) Vol.30, N° 1.

Garretón, Manuel Antonio 2012 *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile. 1990-2010* (Santiago: Editorial ARCIS/ CLACSO).

Gómez L., Juan Carlos 2010 *Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal*, Chile 1990-2010 (Santiago: Editorial ARCIS/ CLACSO).

La Tercera 2013 (Santiago) 5 de enero.

La Tercera 2013 (Santiago) 25 de enero.

Lipovetsky, Giles 2003 [1983] *La Era del vacío. Ensayo sobre el individualismo contemporáneo* (Barcelona: Anagrama).

López, Ramón; Figueroa, Eugenio y Gutiérrez, Pablo 2013 "La 'parte del león': Nuevas estimaciones de la participación de los súper ricos en el ingreso de Chile" en *Serie Documentos de trabajo* (Santiago: Departamento de Economía de la Universidad de Chile).

Mathieu, Lilian 2012 *L'Espace des mouvements sociaux* (Paris: Éditions du Croquant).

Mayol, Alberto 2013 "El fenómeno Michelle o Cristología de Bachelet" en *El Periodista* (Santiago) julio. En <<http://elperiodistaonline.cl>>.

Mayol, Alberto 2012 *No al lucro. De la crisis del modelo a la nueva era política* (Santiago: Debate).

Mayol, Alberto 2011 *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo* (Santiago: LOM).

Mayol, Alberto 2007: "Memorias del Subsuelo: Exploración de la economía de los valores en el Chile actual" en *Revista de Sociología* (Santiago: Universidad de Chile) N° 21.

Modenesi, Massimo 2012 "Revoluciones pasivas en América Latina. Una aproximación gramsciana a la caracterización de los gobiernos progresistas

de inicio de siglo” en Mabel Thwaites Rey (ed.) *El Estado en América Latina: continuidades y rupturas* (Santiago: CLACSO-ARCIS).

Modonesi, Massimo 2008 “Crisis hegemónica y movimientos antagonistas en América Latina. Una lectura gramsciana del cambio de época” en *A Contracorriente: Revista de Historia Social y Literatura en América Latina* (Raleigh: North Carolina State University) Vol. 5, N° 2.

Moulián, Tomás 2010 “El sistema de partidos en Chile. 1990-2009” en Salazar, Mauro y Osorio, Alejandro (eds) *Democracia y antagonismos en el Chile contemporáneo: perspectivas post-transicionales* (Santiago: Ediciones Akhilleu). En <<http://sociologia.uarcis.cl/v3/moulian.pdf>>

Moulián, Tomás 1998 *Chile actual: anatomía de un mito* (Santiago: LOM).

Mira, Andrea 2011 “Crisis de representatividad y estallido social” en *Polis* (Santiago: Universidad Bolivariana) N° 30. En <<http://polis.revues.org>>.

Navia, Patricio 2004 “Participación Electoral en Chile, 1988-2001” en *Revista de Ciencia Política* (Santiago: Universidad Católica de Chile) N° 24.

Portales, Felipe 2005 “La inexistencia de la Democracia en Chile” en *Polis* (Santiago: Universidad Bolivariana) N° 10. En <<http://polis.revues.org>>.

Punto final 2013 (Santiago) N° 796, 20 de diciembre.

Quiroga, Marcelo 2008 “La primera mujer presidenta de Chile: ¿Qué explicó el triunfo de Michelle Bachelet en las elecciones de 2005–2006?” en *Latin American Research Review* (Baltimore: Latin American Studies Association) Vol. 43, N° 1.

Raby, Diane 2006 *Democracy and Revolution: Latin America and Socialism Today* (Londres: Pluto Press).

Ramírez, Pedro; Skoknic, Francisca y Bezama Boris 2013 “El arranque de la segunda vuelta desnuda el precario equilibrio de la Nueva Mayoría” en *Centro de investigación periodística* (Santiago: CIPER) 22 de noviembre.

Silva, Eduardo 1991 “The Political Economy of Chile’s Regime Transition: From Radical to Pragmatic Neo-Liberal Policies” en Drake Paul y Jaksic Iván (eds.) *The Struggle for Democracy in Chile, 1982-1990* (London: University of Nebraska Press).

Stefanoni, Pablo 2011 “Estado de la democracia en Venezuela, Bolivia y Ecuador” en *OSAL* (Buenos Aires: CLACSO) N° 30, noviembre.

Stevenson, Baltimore 2013 "De la doctrina de Seguridad nacional a la Seguridad ciudadana. La transformación del paradigma del Estado chileno en el contexto neoliberal" en *Revista del Grupo de Estudios Marxistas* (Santiago: Quimantú) N° 1, Mayo.

Tarrow, Sydney 1994 *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política* (Madrid: Alianza editorial).

Tilly, Charles y Tarrow, Sydney 2008 *Politiques du conflit. De la grève à la révolution* (Paris : Presses de SciencesPo).

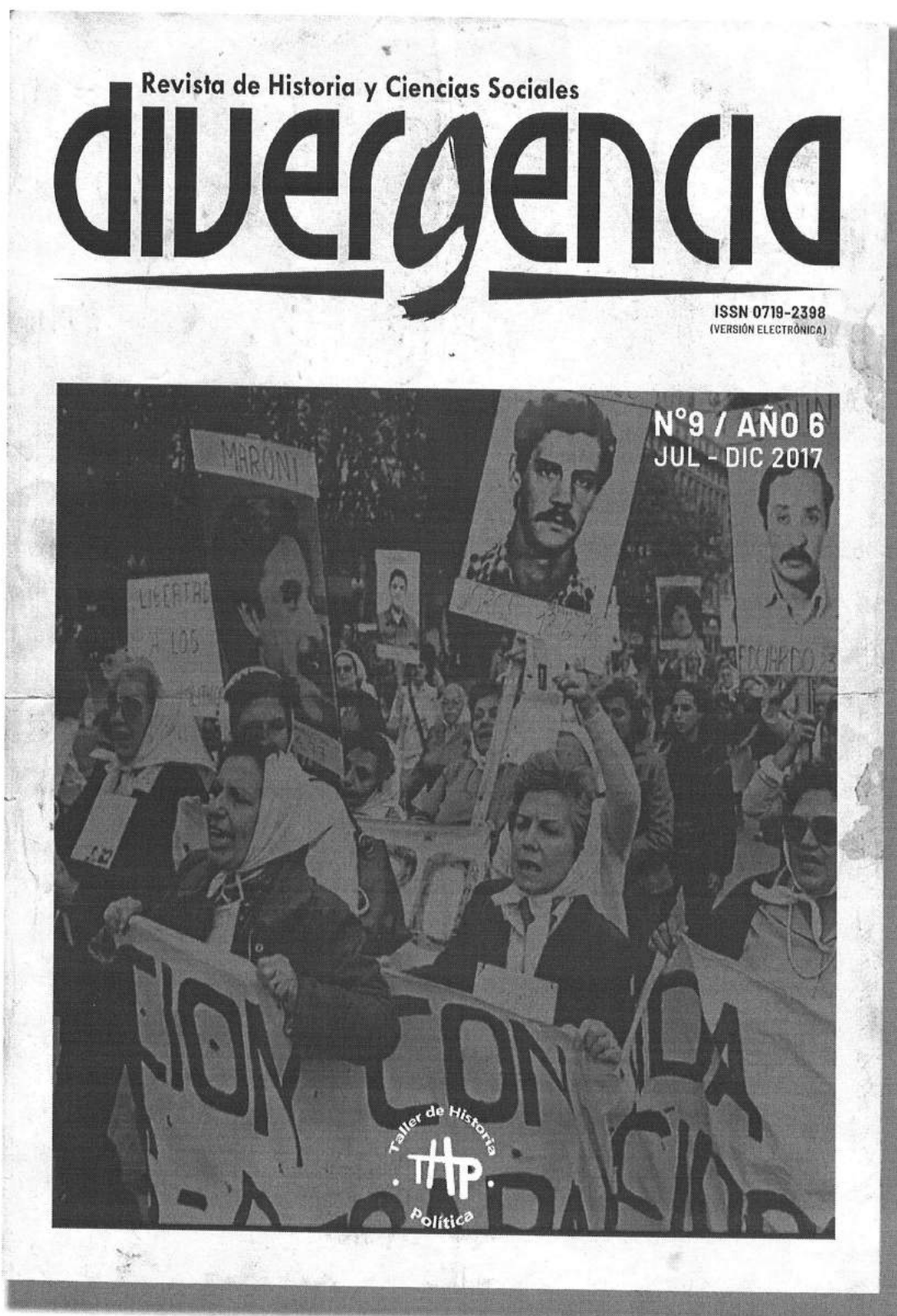
Toro, Sergio 2008 "De lo épico a lo cotidiano: Jóvenes y generaciones políticas en Chile" en *Revista de Ciencia Política* (Santiago: Universidad Católica de Chile) N° 28.

Valenzuela, Samuel 2004. "¿El Voto Voluntario Fortalece o Debilita la Democracia?" en *Asuntos Públicos* (Santiago: INAP) N° 399.

Walder, Paul (2013a) "La gran colusión: AFP-Concertación" en *Punto Final* (Santiago) N° 797, 17 de enero.

Walder, Paul (2013b) "Huelga portuaria y un nuevo sindicalismo" en *Punto Final* (Santiago) N° 798, 23 de enero.

* "La vía chilena al neoliberalismo: miradas cruzadas sobre un país laboratorio",
Revista Divergencia, N° 6, Año 5, 2016, p. 13-28, URL :
www.revistadivergencia.cl/docs/ediciones/06/01.pdf.



La vía chilena al Neoliberalismo. Miradas cruzadas sobre un país laboratorio¹

*The Chilean route to Neoliberalism.
A variety of Perspectives about a laboratory country*

FRANCK GAUDICHAUD²

Recibido: 10 de julio de 2015 / Aprobado: 1 de noviembre de 2015

Received: July 10, 2015 / Approved: November 1, 2015

RESUMEN

Pensar el neoliberalismo representa un desafío esencial para comprender las sociedades contemporáneas. En este sentido, conviene considerar el neoliberalismo "en concreto", es decir, desde procesos históricos específicos. La historia neoliberal latinoamericana está caracterizada por una gran diversidad de experiencias, una cronología amplia que se extiende de los años 70 a la década 90, todo, sin embargo, inserto en un movimiento global común. Con el golpe de Estado de 1973 y el giro económico de 1975, Chile inicia y, de cierta manera, anticipa este nuevo ciclo histórico mundial. La historia del tiempo presente de este pequeño país del Cono Sur nos sumerge así en la "prehistoria" del neoliberalismo, por lo menos en uno de sus modos de aplicación pionero, aunque periférico. De ahí, el gran interés de revisar las publicaciones universitarias chilenas recientes dedicadas a esta temática: nos proponemos analizar aquí y discutir de manera crítica 3 libros importantes publicados desde 2010 en torno al neoliberalismo chileno. Se trata de cruzar las miradas y hacer dialogar tradiciones epistemológicas diversas, en un intercambio que esperamos fecundo, que quisiera acercase a la complejidad de los contornos del neoliberalismo chileno (y latinoamericano).

Palabras claves: Chile, Historiografía, neoliberalismo, capitalismo, dictadura, democratización.

ABSTRACT

To think about the neo-liberalism represents an essential challenge to understand contemporary societies. In this sense, it is convenient to consider the neo-liberalism "in concrete," i.e., from specific historical processes. The Latin-American neoliberal history is characterized by a large diversity of experiences and an extensive chronology which spans from the 1970s to the 1990s, and, nevertheless, all of it inserted in a common global movement. With the coup d'état of 1973 and the economical turn of 1975, Chile begins and foresees in a certain way this new historical world stage. The present time history of this South cone small country plunge us in the "pre-history" of the neo-liberalism, at least in one of its pioneering though peripheral ways of application. That is the reason behind the great interest on examining recent Chilean university publications dedicated to this subject. Our purpose is to critically analyze and discuss three important books published from 2010 regarding the Chilean neo-liberalism. We intend to cross the different points of view and make diverse epistemological traditions to dialogue in an argument we hope to be fruitful, and which would like to approach to the outline complexity of the Chilean and Latin-American neo-liberalism.

Keywords: Chile, historiography, neoliberalism, capitalism, dictatorship, democratization.

- 1 Este artículo es una versión ampliada y revisada por su autor del texto publicado en francés en la revista *Nuevo Mundo Nuevos* (Franck Gaudichaud, "La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire", *Nuevo Mundo Nuevos*, 5 août 2015. En: <http://nuevomundo.revues.org/67029>). Este texto de lecturas cruzadas se inscribe dentro de un proyecto de investigación sobre la "sociedad neoliberal" chilena iniciado con la coordinación científica y la co-organización del Coloquio internacional "Chile actual, Gobernar y resistir dentro de una sociedad neoliberal (1998-2013)", de la Universidad Grenoble-Alpes, Francia, 25-27 septiembre 2013 [<http://chili-neoliberal.sciencesconf.org>], el cual actualmente ha sido prolongado mediante un trabajo sobre la revitalización del sindicalismo portuario chileno (Proyecto del CNRS – Francia y del laboratorio PACTE – Universidad Grenoble-Alpes). El autor desea agradecer a Guillaume Boccara (EHESS – CERMA) por la relectura que hiciera de este texto y por sus comentarios críticos, y a Rocío Gajardo Fica, por haber revisado la traducción del mismo. El artículo fue traducido por Renzo Gamboa.
- 2 Master en Historia (Universidad Bordeaux 3), Doctor en Ciencias políticas (Universidad Paris 8) y Profesor en Historia y Civilización de América Latina (Universidad Grenoble-Alpes - Francia). Contacto: franck.gaudichaud@u-grenoble3.fr

El presente artículo se divide en las siguientes partes: 1. Pensar el neoliberalismo a partir del Sur y de América Latina; 2. Liberalismo, Estado empresario y “revolución” neoliberal: Chile, un país laboratorio; 3. Golpe de Estado, “Chicago Boys” y autoritarismo neoliberal; 4. Régimen civil post-autoritario, transformismo político y herencia neoliberal (1990-2010); y 5. Conclusión. Chile: historicidad(es) y tensiones de una sociedad neoliberal conservadora.

1. PENSAR EL NEOLIBERALISMO A PARTIR DEL SUR Y DE AMÉRICA LATINA

Pensar el neoliberalismo es en sí un desafío para comprender a las sociedades contemporáneas y a esta “nueva razón del mundo” dentro de la cual vivimos en el tiempo presente (Dardot y Laval, 2013). Es también un desafío historiográfico y epistemológico que ocupa, después del fin de los años 70, a muchos investigadores en ciencias sociales y humanas: tanto a los historiadores, quienes buscan comprender sus orígenes y su inserción dentro de la temporalidad del siglo XX; como a los economistas, los cientistas políticos y los sociólogos, los que intentan analizar sus mecanismos y dinámicas. Se trata de saber medir si este “liberalismo” es verdaderamente “nuevo”, cuáles son sus raíces ideológicas, cómo surge, pero también de saber de qué manera es llevado a la práctica en las sociedades estudiadas, cuáles son sus evoluciones y las resistencias colectivas que ha engendrado, su diversidad y sus formas comunes, todo lo cual, en fin, constituye un sinnúmero de campos complejos a abordar. Para acercarse de manera crítica al neoliberalismo es indispensable, más que una concepción estática, una exploración multiforme, en movimiento, que permita generar definiciones concretas, es decir, orientadas hacia experiencias históricas y praxis específicas, sin por eso caer en visiones segmentadas o lejanas a toda teoría general³.

Como lo recuerda el economista André Orléan, la “vía neoliberal” se impone como un nuevo régimen de acumulación de capital a partir de 1974, en el momento en que el conjunto de países industrializados entran en recesión (Orléan, 2013, pp. 9-20). Las ideas de Von Hayek y de Milton Friedman (más allá de sus numerosas diferencias intrínsecas) comienzan en ese momento a ganar terreno a grandes pasos: una nueva hegemonía planetaria está en construcción. Ella tomará un nuevo impulso después de la caída del muro de Berlín, para extenderse cada vez más a regímenes políticos, pero también a países y regiones. A este respecto, postulamos que convendría considerar la experiencia neoliberal también desde el Sur, a fin de entender de mejor forma el fenómeno, y en toda su complejidad y violencia, lo cual es un trabajo insuficientemente desarrollado en los actuales estudios (en particular en Europa). De hecho, como lo han subrayado reiteradamente tanto Fernand Braudel como Immanuel Wallerstein, es en la periferia del sistema-mundo que podemos observar los aspectos más alarmantes del capitalismo, sus líneas de fuerza y contradicciones (Wallerstein, 2006). Es particularmente el caso de la historia latinoamericana. Al sur del Río Bravo se comienza a hablar abiertamente de “neoliberalismo” a partir de la instalación de las dictaduras militares del Cono Sur. Pero esta dinámica de cambio no se amplía realmente al conjunto de la región sino hasta el decenio de los 90. El período neoliberal se inicia en México bajo la presidencia de Carlos Salinas de Gortari (Partido Revolucionario Institucional); encuentra adeptos en el seno del peronismo argentino con Carlos Menem, y en la derecha conservadora con Alberto Fujimori, en Perú, en los 90. Es igualmente puesto en práctica (en los años 80) por movimientos que tenían hasta ese instante un perfil nacional-popular, como el Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) de Víctor Paz Estenssoro en Bolivia o, más tarde, por fuerzas partidistas pertenecientes a la social-democracia: citemos, entre otros, a Carlos Andrés Pérez en Venezuela o incluso el Partido social-demócrata brasileño (Sader, 2003). Esta “espiral neoliberal” tiene por corolario lo que Julien Barbosa ha denominado como una “lógica de Imperio en acción” y el nacimiento de un orden “neo-imperialista” que pasa por el despliegue de grandes firmas transnacionales, los tratados de librecambio, el papel de medios de comunicación globalizados, etc. (Barbosa, 2008). El período es el del “Consenso de Washington”, un término que conocerá gran éxito en la prensa. Propuesto por el economista estadounidense John Williamson (1989), delinea un conjunto de políticas económicas impuestas en particular por el Fondo Monetario Internacional (FMI) y algunos Estados del Norte, en acuerdo con los principales grupos financieros del planeta. Según Williamson, este “consenso” incluye un conjunto de elementos impuestos a los países del Sur y de la periferia. Entre ellos: la disciplina presupuestaria, la disminución del gasto público, el control estricto de la inflación, reformas fiscales drásticas, la liberalización financiera y comercial, la apertura a los capitales extranjeros, la desregulación de las leyes, la privatización de empresas y las garantías para los derechos de propiedad intelectual. Estas numerosas medidas permiten precisamente hablar de “modelo” neoliberal, en el sentido de que ellas representan un conjunto lógico de medidas, afectan a casi todos los planos de la vida social

3 Para ver ejemplos europeos: (Dixon, 1998; Denord, 2007).

y política, son aplicadas a instituciones de manera coordinada por gobiernos bajo la presión de grupos económicos y buscan defender los intereses de amplios sectores de las clases dominantes (aunque más los de algunos que los de otros). Tales reglas fueron impuestas en nombre de la lucha en contra de la deuda externa o la inflación, y, durante más de una década fueron seguidas con una intensidad diversa pero sostenida, por el conjunto de los países de la región latinoamericana (Williamson, 1989).⁴ Este periodo marca el fin de la era de las tentativas reformistas o anti imperialistas y el ocaso de diversos ensayos de desarrollo endógeno por “sustitución de importaciones” y de reforzamiento del Estado-emprendedor, que habían sido acompañados por las ideas estructuralistas de la CEPAL (dirigida en ese entonces por Raúl Prebisch); una época de grandes luchas populares y de crecimiento de organizaciones revolucionarias que miraban a Cuba como un ejemplo a seguir. Tal como lo recuerda Emir Sader, una de las condiciones indispensables de los programas de “shock neoliberal” fue precisamente el fracaso de los proyectos reformistas, populistas y la derrota del movimiento obrero, como también de la izquierda revolucionaria latinoamericana. Lo cual vino asociado a un momento de represión contrarrevolucionaria para miles de organizaciones populares – y para una generación entera de militantes e intelectuales – que fueron violentamente reprimidos por regímenes cívico-militares o conservadores, transformándose en blanco del terrorismo de Estado, con el apoyo directo – o indirecto – de los Estados-Unidos (Boisard, Enders y Verdo, 2010) y (Gaudichaud, 2003, pp. 91-120). El nacimiento de la historia neoliberal latino-americana es, así, de una gran violencia sociopolítica institucionalizada y un momento de lo que podríamos denominar como una “ruptura fundacional” para la región.

Con el golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973, Chile inició e inauguró este nuevo ciclo histórico. A partir de abril de 1975 la dictadura del General Pinochet tomó una nueva orientación (tema que trataremos ampliamente aquí), y comenzó a dar un “giro” neoliberal, anticipando en más de diez años esa “nueva razón del mundo” que se volviera hegemónica en los años noventa: Chile será “neoliberal” antes de que lo fueron Gran Bretaña y los Estados Unidos.

El desenlace trágico de la fiesta democrática y el drama que fue la Unidad Popular y el gobierno de Salvador Allende (1970-1973), tanto como la destrucción por las armas de la “vía chilena al socialismo”, significaron el fin del equilibrio precario del “Estado de compromiso” en vigor desde los Frentes Populares (Moulian, 2009). La dictadura cívico-militar que entonces se instauró, al mismo tiempo que sometía al país a una contra-revolución conservadora, construyó rápidamente una economía de carácter neoliberal (articulada a un Estado “subsidiario”) centrado en el mercado como principal mecanismo de circulación de recursos. Así, como lo reconocen actualmente muchos investigadores, Chile se convirtió un país-laboratorio, y pronto en un “país modelo” (de Cea, Díaz y Kerneur, 2008). La historia de esta pequeña nación del Cono Sur nos sumerge dentro de la prehistoria del neoliberalismo, al menos dentro de uno de sus modos de aplicación pioneras y “avanzada” (Ruiz y Boccardo, 2014). De ahí el gran interés por abordar las recientes publicaciones universitarias e investigaciones sobre este tema. Lejos de pretender la exhaustividad, aquí nos proponemos presentar de manera cruzada y discutir tres obras, publicadas en Chile, que marcaron la discusión sobre este tema en los últimos años. Ellas son, de Manuel Gárate Chateau, *La Revolución capitalista en Chile* (2012); de Juan Carlos Gómez Leyton, *Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal. Chile 1990-2010* (2010); y de Manuel Antonio Garretón, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación 1990-2010* (2012).

Estos tres estudios tienen la ventaja de ofrecer juntos un panorama bastante completo y aproximaciones diferenciadas, pero en parte convergentes, provenientes de disciplinas distintas, aunque necesariamente conectadas: historia económica, historia del tiempo presente, ciencia política y sociología política. Estas publicaciones permiten también hacer dialogar metodologías y tradiciones epistémicas dentro de un intercambio fecundo e indispensable para quien quiera captar la complejidad y las dinámicas del neoliberalismo chileno. Creemos que estas obras, además, son relativamente representativas del campo de la producción académica referente a esta temática, aunque dejan de lado aspectos importantes (sobre los cuales volveremos más adelante).

El libro de Manuel Gárate, joven historiador chileno, es el resultado de una tesis doctoral defendida en francés en la Escuela de Altos Estudios en Ciencias Sociales (EHESS - Paris), y que después de su publicación en español en Santiago por la Universidad Alberto Hurtado (institución donde el autor es docente), ha tenido un impacto cierto en el mundo universitario. Si bien Gárate no aporta – con un texto de más de 500 páginas- una renovación historiográfica fundamental para aquellos que ya conocen la producción científica sobre el tema, su libro ofrece una rica síntesis de trabajos recientemente aparecidos (en muchos idiomas) y una esclarecedora puesta en perspectiva que nos remonta al siglo XIX y termina a

4 Para un análisis crítico: (Dezalay y Garth, 1998; Contreras, 2006).

principios del siglo XX⁵. Sobre todo, el historiador proporciona una lectura crítica de larga duración de la economía política del país, una mirada que faltaba dentro de la historiografía reciente, incluso tomando en consideración que los trabajos de Gabriel Salazar o de Julio Pinto ya se aventuraron en varias ocasiones en estas direcciones⁶. Numerosos investigadores chilenos, y la crítica en general, han unánimemente saludado esta contribución de Manuel Gárate, que aporta una nueva piedra en el edificio de la comprensión del neoliberalismo sud-americano. Este libro presenta, describe y pone a disposición del público muchas obras esenciales y poco conocidas en Chile (y en América Latina), publicadas en Europa, en los Estados Unidos y en Francia particularmente.

Por otro lado, dentro de este breve ensayo de lecturas cruzadas, hemos escogido presentar el último libro de Manuel Garretón, Premio Nacional de Humanidades y Ciencias Sociales y autor de numerosas obras sobre la matriz política de la democratización chilena (traducidos a varios idiomas). El objetivo que perseguimos con la inclusión del libro de Garretón es proponer un punto de vista más “clásico” de sociología política e histórica. Garretón, profesor de la Universidad de Chile, es mundialmente conocido por sus interpretaciones sobre los “enclaves autoritarios” presentes en los regímenes democráticos latino-americanos (Garretón, 2003)⁷. Es regularmente invitado por universidades estadounidenses y europeas a dar conferencias. La publicación que nos interesa aquí proporciona ciertas ideas nuevas dentro de su trabajo, avanzando en la teoría de un neoliberalismo autoritario chileno que habría sido posteriormente “corregido”, de manera parcial, por los regímenes civiles resultantes de la salida a la dictadura militar.

Nos apoyaremos, finalmente, en el libro de Juan Carlos Gómez Leyton, cientista político, durante años director de la Escuela doctoral de estudios latino-americanos de la Universidad ARCIS y actualmente docente de la FLACSO (Chile). Se trata de una publicación que se inscribe dentro de una filiación marxista y de diferentes escuelas de pensamiento crítico latino-americano. El punto de partida de Gómez Leyton persigue ligar lo social y lo político para desmenuzar el proceso de transformación neoliberal a la chilena, dejando de lado (a diferencia de Gárate) la cuestión de las políticas económicas, de las políticas públicas o aquella de la reorganización de las élites. Este libro propone al lector una compilación de artículos, conferencias y debates redactados en más de un decenio – por lo cual no evita varias repeticiones o reiteraciones –, pero también presenta una verdadera coherencia y un hilo conductor expresado en la preocupación por pensar la articulación y las tensiones entre democracia, neoliberalismo, capitalismo y ciudadanía.

Por nuestra parte intentaremos, en el curso de los párrafos siguientes, presentar ciertos pormenores de estas tres contribuciones, insertándolas dentro de la producción internacional sobre el tema, completando nuestro análisis con otras investigaciones que también tratan de describir el neoliberalismo chileno y latino-americano. Nos concentraremos, en una primera instancia, en el libro de Manuel Gárate, más ambicioso y, sobre todo, que cubre un largo período histórico (a diferencia de los otros dos). Al final, esbozaremos algunas reflexiones y pistas de investigación, en vista de dar algunas perspectivas de estudios críticos sobre el neoliberalismo chileno y el capitalismo neoliberal en general.

2. LIBERALISMO, ESTADO-EMPRESARIO Y “REVOLUCIÓN” NEOLIBERAL: CHILE, UN PAÍS LABORATORIO.

“Nuestra búsqueda por explicar en el largo plazo esta realidad, nos lleva a plantearnos un problema de fondo. Si sostenemos la existencia de un cambio radical de la sociedad chilena y del sistema económico hacia un liberalismo extremo a partir de 1975, entonces debemos poder compararlo con otro periodo en que dicho pensamiento haya sido predominante en el país. Fue así como optamos por explicar la evolución del pensamiento económico liberal en Chile desde principios del siglo XIX, hasta su crisis y su casi desaparición entre 1930 y 1973. Sólo cuando contamos con estos antecedentes, estuvimos en condiciones de afirmar que lo sucedido durante los últimos treinta y cinco años constituye un cambio inédito en la concepción de la Economía Política de Chile, y que bien podemos usar el concepto de “Revolución” para referirnos a ello. Sabemos lo complejo del uso del dicho concepto en el campo de la historiografía, pero incluso quienes llevaron a cabo estas transformaciones lo han usado profusamente, expropiándolo del lenguaje de la izquierda chilena posdictadura” (Gárate, 2012, pp. 521-522).

5 Los límites cronológicos del título (1973-2013) no dan cuenta de un trabajo con una periodización mucho más amplia, que corre sobre dos siglos, lo que da al conjunto más coherencia e interés historiográfico.

6 Consultar especialmente su Historia de Chile, en 5 tomos (Pinto y Salazar, 1999-2002).

7 Ver su sitio: www.manuelantoniogarreton.cl

Como se ve, es en términos de “revolución capitalista” que Manuel Gárate analiza la experimentación neoliberal en Chile: una transformación brutal y global – “revolucionaria” - que no solamente modificó la economía de forma radical, sino que también alteró todos los parámetros de la sociedad, y que pudo -por intermedio de la violencia de Estado- instalarse y consolidarse por largo tiempo, más allá del período dictatorial (1973-1989). Es cierto que esta idea de “revolución” puede estar sujeta a revisión y controversia. En un sentido estricto, sería mucho más riguroso hablar de “contra-revolución”⁸, ya que el régimen cívico-militar y su doctrina de “seguridad nacional” tuvieron por objetivo central poner fin a la agitación revolucionaria y popular que caracterizó precisamente al período anterior. Utilizando esta noción de “revolución” para designar su contrario, se corre el riesgo de diluir lo esencial y caer en un contrasentido histórico. Sin embargo, la amplitud y radicalidad de los cambios de esteshock neoliberal, la rapidez de sus medidas y la profundidad de éstas mismas, en suma, su carácter estructural y refundacional, permiten justificar la legitimidad de emplear este léxico (o por lo menos de proponerlo al debate historiográfico). Además, este postulado epistemológico no es verdaderamente nuevo. El sociólogo Tomás Moulian, desde mediados de los años 90, insiste sobre esta dimensión de la “matriz” del Chile actual en su famoso libro: “Chile actual. Anatomía de un mito”⁹. Más recientemente, el sociólogo Ricardo Contreras Osorio ha realizado su tesis doctoral sobre “La dictadura de Pinochet en perspectiva: Sociología de una revolución capitalista y neoconservadora”. Algunos años antes de Manuel Gárate, Ricardo Contreras – alumno y discípulo de Alain Touraine- hacía un diagnóstico muy similar:

“El régimen de Pinochet no fue solamente una dictadura que violó los Derechos Humanos. Fue también un período de profunda transformación, donde el objetivo último era la refundación completa de la sociedad chilena. Una verdadera revolución capitalista y neoconservadora que, a partir de un modelo ultraliberal y de una democracia autoritaria, ha buscado convertir a Chile en una sociedad de mercado, apolítica y cristiana. Instrumento de una derecha autoritaria, símbolo político “que ha transformado el país”, Pinochet fue también el representante de una tendencia histórica dentro de la clase dominante chilena: la sensibilidad política autoritaria y su ligazón a una ideología conservadora. La caída de Allende y la dictadura de Pinochet son las expresiones más recientes” de este fenómeno” (Contreras, 2007).

Podemos comprender que Gárate, historiador inspirado por Henri Rousso, no comparta todo el enfoque de Contreras, basado en la sociología accionista de Touraine, pero no deja de sorprender que no cite y sobre todo no discuta, refute, complete las tesis de su colega (y compatriota) sociólogo. Tanto más si se considera que los dos han realizado su doctorado en la prestigiosa institución parisina (EHESS) más o menos en el mismo período¹⁰. Lo que es más problemático para el autor de la “*Revolución capitalista*” y adepto del enfoque de la *historia del tiempo presente*, es que utiliza muy pocas fuentes primarias, y su utilización de archivos y la revisión de prensa es también muy limitado, casi marginal¹¹. Un trabajo más sistemático en este sentido habría consolidado la originalidad de su argumentación, su calidad historiográfica y dado más argumentos a su convincente demostración. Podríamos hacer el mismo comentario para aquello que concierne a la explicación de su metodología de trabajo y de entrevistas: está apenas abordada, y se echa de menos al momento de comprender el punto de partida teórico del autor. Una última crítica: si Gárate utiliza un número de publicaciones muy importantes, casi no discute las interpretaciones de éstas, ni intenta mostrar en qué medida su escrito se diferencia, discrepa o complementa tal o cual orientación epistemológica. Sin embargo, cuando intenta comprender los orígenes del liberalismo chileno y en qué se distingue del neoliberalismo de “combate” de los años 70 y 80, este trabajo doctoral describe brillantemente de qué manera esta experiencia ha forjado al Chile actual.

Gárate recuerda que si el liberalismo económico ha existido en el país después de la segunda mitad del siglo XIX hasta 1925-1930, los ha sido más en tanto que práctica comercial que como programa político o ideológico. Es lo que ya constató el primer gran teórico de la economía política, el francés Jean Gustave Courcelle-Seneuil (1813-1892) luego de su arribo al país. Así, Gárate traza una genealogía del pensamiento económico liberal a lo largo de casi un siglo y medio de historia republicana. Y muestra

8 Así como lo hace (Toussaint, 2010).

9 La recepción de este libro es en sí un fenómeno sociológico ya que ha vendido más de 30.000 ejemplares, hecho excepcional en el Chile actual.

10 El libro de Contreras está casi ausente de su trabajo, y se hace presente sólo a través de una nota a pie de página y de una mención bibliográfica.

11 Él anota en su introducción: “en lo que concierne la selección y el uso de fuentes, el desafío en este trabajo de investigación ha sido grande, teniendo en cuenta la gran cantidad de datos disponibles y la dificultad para jerarquizar la información”.

con claridad cómo la oligarquía conservadora, ligada a la tierra y organizada alrededor de un Estado que juega un rol clave en la extracción minera (salitre, carbón y después el cobre), no ha asentado jamás verdaderamente las bases de una sociedad liberal burguesa. Pequeño país aislado detrás la Cordillera de los Andes, las clases dominantes chilenas se dotan tempranamente de un Estado fuerte, centralista y de tradición autoritaria, que se remonta a Diego Portales y que se consolida a lo largo del siglo XIX a costa de los países vecinos (Guerra del Pacífico) y del pueblo Mapuche ("Pacificación" de la Araucanía). El período del "Estado de compromiso" (1938-1970) no sería, en este sentido, más que un paréntesis, pero un paréntesis fundamental: en esa época aparece el modelo defendido por la CEPAL, donde el Estado se hace también empresario y planificador, dentro de una estrategia llamada de industrialización por sustitución de importaciones. La instauración en 1939 de la CORFO (Corporación de Fomento de la Producción), organismo público destinado a "favorecer el desarrollo" es también producto del impacto mundial de la gran crisis de 1929 y de la puesta en escena de las ideas intervencionistas y estructuralistas en economía. El acento está puesto en ese momento sobre el desarrollo interno nacional, el proteccionismo, la reforma agraria, la crítica a la dependencia y a las relaciones desiguales norte-sur. La CORFO y el Estado toman a su cargo la creación de industrias ligadas a la producción minera, de acero, eléctricas, favoreciendo la inversión en infraestructura e instaurando ayudas a la producción privada. La irrupción popular, los llamados a construir el socialismo y al anti-imperialismo de finales de los 60' y principios de los 70' (durante la administración de Salvador Allende) son en cierta medida el punto culminante y de ruptura de este período intermedio. Las clases dominantes retoman abruptamente todo el poder (que nunca perdieron por completo) por la vía del golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973, instalando violentamente un modelo económico alternativo, permitiendo la aparición de una nueva burguesía, pero también de una "nueva derecha" política e intelectual. Estado autoritario y renovación neoliberal, monetarismo y modernización económica, ideología ultraconservadora y catolicismo, inician una alianza inédita y destinada a durar.

3. GOLPE DE ESTADO, "CHICAGO BOYS" Y AUTORITARISMO NEOLIBERAL.

Según Juan Carlos Gómez Leyton, no se puede comprender la dictadura sin situarla, ante todo, como una respuesta al "contra-poder social, político e histórico del movimiento popular, que se había reforzado social y políticamente después de los años veinte". Este autor había demostrado, en un original y contundente ensayo histórico anterior, que el golpe de Estado puede ser leído como una respuesta de los sectores sociales hegemónicos frente a las amenazas que para la propiedad privada de los medios de producción significaron, durante el gobierno Allende y su tentativa de «vía chilena al socialismo» (1970-1973) (Gómez Leyton, 2004)¹², las movilizaciones obreras y campesinas. Es cierto que tanto para comprender las formas múltiples de desestabilización orquestada por el gobierno de Nixon que buscaba poner en jaque a Allende, cuanto la movilización creciente de la derecha nacional (pero también de la Democracia Cristiana) (Corvalán Marquéz, 2012), de la patronal y de la pequeña-burguesía contra la "vía chilena", así como el apoyo de una parte importante de la elites civiles a la dictadura, supone volver sobre la amplitud de los conflictos de clases y tensiones que atravesaron a la sociedad chilena de los años 60-70. Significa también subrayar la politización creciente de la cuestión social y la radicalización de franjas significativas de las izquierdas partidarias, tanto dentro como fuera de la coalición de la Unidad Popular, la que giraba en torno al Partido Comunista y al Partido Socialista. Pero sobre todo, lo que nos recuerda Gómez Leyton es la necesidad de seguir las investigaciones sobre las dinámicas de radicalización del movimiento obrero, campesino y sindical, para comprender finalmente el miedo de "los de arriba", aterrados al ver amenazados sus privilegios históricos, y las dificultades de "los de abajo" para concretar sus anhelos de justicia¹³.

Según el politólogo chileno:

"Una vez que el poder militar controlaba el Estado y disciplinaba a la sociedad popular a punta de metralla, el capital puso en marcha el proceso de restauración de su dominación y hegemonía en la sociedad chilena. Para tal efecto, debió destruir el contrapoder social, político e histórico desarrollado por los trabajadores y los sectores populares a través de sus organizaciones sociales y políticas a lo largo del siglo XX. Conjuntamente con esa destrucción, el golpe de Estado, puso fin al régimen democrático que había permitido la expresión política de ese contrapoder" (Gómez Leyton, 2004)¹⁴.

12 Este tema de la "propiedad protegida" ha sido también tratado por (Contreras, 2010).

13 Sobre este tema, remitimos a nuestro libro, basado en trabajo de tesis doctoral (Gaudichaud, 2013) y a una publicación anterior de historia oral (Gaudichaud, 2004).

14 Este tema de la "propiedad protegida" ha sido también tratado por (Contreras, 2010).

Si, por su parte, Gárate se interesa brevemente en el período de la UP, es solamente para mostrar cómo las ideas “extremas” de los neoliberales se gestan en esta época:

“la radicalización ideológica que se opera durante el período electoral de 1970 hizo que las ideas que habían podido parecer exageradas o extremas, devinieran a los ojos de muchas personas como posibles. Este también es el caso de las recomendaciones de los teóricos monetaristas, poco tiempo atrás considerados como fanáticos radicales o poco realistas” (Gárate, 2012).

Una vez que el Estado de compromiso fue desbordado y desarticulado, las elites -en contra de las aludidas ideas nacional-desarrollistas- estuvieron listas para convertirse al neoliberalismo, aplastando las aspiraciones revolucionarias de la izquierda. La instalación del régimen cívico-militar pasa así también por la entrada en escena de los “Chicago boys”, quienes, después de haber trabajado en las sombras, a principios de los años 70, con algunos funcionarios próximos a la Democracia Cristiana, impusieron sus puntos de vista en el seno de la Junta (en contra los generales nacionalistas o “aislacionistas”) (Pinto, Álvarez y Valdivia, 2006). La historia de los años siguientes es hoy conocida y se halla bien documentada, algunas veces mitificada y presentada como la historia del “éxito” del *chilean way* y del “milagro chileno”.

En cuanto a los orígenes del golpe de Estado, habría sido interesante que, tanto Gómez Leyton como Gárate, hubieran situado en mayor medida este nuevo período histórico dentro del cuadro geopolítico global de la Guerra Fría y sus manifestaciones en América Latina, circunstancia esencial que paradójicamente dejan totalmente de lado. Los trabajos de Tanya Harmer o de Greg Grandin han mostrado cuánto pesaron las relaciones internacionales, la búsqueda por parte de Allende de alianzas con los países no alineados, y la lucha de Estados Unidos por el mantenimiento de su maltrecha hegemonía hemisférica (Harmer, 2010).

Fue gracias a un convenio entre la Pontificia Universidad Católica de Chile (PUC) y la Escuela de Economía de la Universidad de Chicago, -donde se desempeñaban los “gurús” neoliberales de la sociedad del Mont Pélerin, a saber Milton Friedman (premio Nobel de economía) y Arnold Harberger¹⁵-, que las ideas monetaristas hicieron su entrada en Chile. Bajo la presidencia del decano de la Universidad de Chicago, Theodore Schultz, profesores de esa casa de estudios fueron enviados a Santiago, mientras los estudiantes chilenos más prometedores hicieron el viaje en sentido contrario. Poco a poco, la economía neo-clásica ganó espacio en el seno de la PUC y los “Chicago boys” se posicionaron con altivez frente a la izquierda y la Democracia Cristiana. Y sobre todo contra las reivindicaciones de reformas democráticas de la Universidad, defendidas por las organizaciones estudiantiles. Su líder, Sergio de Castro, resultará elegido decano de la Facultad de Economía de la PUC (en 1965), y será uno de los autores del Ladrillo, famoso programa económico preparado “llave en mano” hacia mediados de 1973, por petición de algunos militares, para el caso de derrota -o más bien de aplastamiento- del gobierno de Allende (Centro de Estudios Públicos, 1973). Los “Money doctors” ya se habían contactado con el movimiento corporativista y católico integrista, el llamado “Movimiento gremial”, dirigido por el universitario y jurista de extrema derecha Jaime Guzmán, futuro ideólogo de la Junta. Esta alianza tan particular de dos corrientes ideológicas distintas va a proporcionar un substrato político e ideológico sólido a la dictadura neoliberal de Pinochet (Huneus, 2000). Para presentar este proceso debemos mucho a trabajos anteriores -lo que Manuel Gárate reconoce-, particularmente a los de Pablo Rubio, Verónica Valdivia Ortíz de Zárate, Sofía Correa Sutil, o a la tesis doctoral del historiador Stéphane Boisard, que es una investigación esencial y desgraciadamente no publicada hasta el día hoy¹⁶. El académico francés ha mostrado los mecanismos del surgimiento de una “nueva derecha” en Chile, surgida de esas dos tendencias que nacen de contextos distintos, pero que van a mantener “una relación dialéctica” con el régimen cívico-militar. Boisard ha también subrayado - como lo hizo después Renato Cristi (2000) - la gran importancia del pensamiento y la acción de Jaime Guzmán, futuro intelectual orgánico de la dictadura de Pinochet, y pensador de las instituciones autoritarias del régimen. (Él es el “padre” de la Constitución de 1980, aún vigente). Gárate, por su parte, insiste en la importancia de los economistas de la dictadura, donde destaca un personaje símbolo: Sergio de Castro. Y, detrás de él, todo un séquito de abogados, periodistas, políticos y, sobre todo, de tecnócratas. Este círculo participa también en la difusión de las teorías monetaristas de Friedman, según una lógica “de homologación” y de “trasplante” en contexto autoritario: una circulación internacional de ideas y de cerebros puesto a la luz por las investigaciones de Yves Dezalay y de Brant Garth (2002). Dichos expertos y technopols facilitaron el surgimiento de una tecnocracia autoritaria, dentro de un contexto de represión extrema: miles de asesinatos políticos y desapariciones forzadas, uso masivo de la tortura, exilio político de cientos de miles de personas. Stéphane Boisard hace notar que “este estallido de odio y de violencia

15 Ver: (Audier, 2012)

16 Para un balance historiográfico completo sobre el tema leer: (Boisard, 2015; 2001).

que caracterizó a la dictadura chilena es el precio moral que la nueva derecha acepta pagar por posicionar su proyecto de sociedad” (Gárate, 2012, p. 542)¹⁷.

La historia de política económica de la Junta Militar ha sido tratada por una vasta literatura anglo-sajona, largamente citada por Gárate, donde figuran, por ejemplo, los escritos de Eduardo Silva, de la Cambridge University, y las publicaciones de economistas tales como Ricardo French-Davis, de la Universidad de Chile¹⁸. Siguiendo el “plan de recuperación económica” de Jorge Cauas, las reformas drásticas comenzaron en 1975 y fueron aplicadas de manera ortodoxa, terminando en algunas semanas con las nacionalizaciones de la época de Allende, así como también con toda forma de Estado regulador o emprendedor. La aplicación de este “tratamiento de choque” fue finalmente otra de las formas de violencia social y de brutalización de la sociedad chilena que ha representado la dictadura. Fue precisamente en la fase más represiva del régimen que la aplicación dogmática del neoliberalismo se puso en práctica (1973-1982). Mientras las primeras medidas datan de 1975 -en momentos en que Pinochet lograba imponerse en el seno de la Junta contra las ideas nacionalistas y corporativistas del General Leigh (Valdivia, 2003)-, los primeros años de terror fueron la condición sine qua non de la terapia monetarista. Como le había aconsejado el mismo Milton Friedman a Augusto Pinochet¹⁹, el giro neoliberal debía ser aplicado según una lógica de guerra relámpago a fin de neutralizar la oposición de los sindicatos y otras resistencias colectivas, haciendo bajar la inflación galopante heredada de Allende. Las privatizaciones, la disminución brutal del gasto público, de los salarios, y de toda forma de subsidios con objeto de controlar la deuda externa, profundizaron inmediatamente la recesión, en una fase “de ajuste” considerada como necesaria. En 1975, la producción industrial bajó un 28%, el PIB en un 13%, y los salarios reales en un 40%, todo en comparación a los niveles de 1970. El desempleo llegó al 20% a comienzos de 1976. Si el libro señero de Friedman es *Capitalism and Freedom* (1962), pareciera ser que, tal como lo escribió la periodista Noami Klein (2008), la definición de libertad profesada por este autor, y por sus epígonos chilenos, suponía que las libertades políticas y democráticas debían permanecer en un plano secundario, anexo, en la búsqueda de la utopía de una liberalización económica y monetaria integral²⁰. Para los intelectuales monetaristas el régimen militar era un pasaje obligado a fin de combatir “el peligro marxista” y dar forma a una “democracia autoritaria, protegida, integradora y tecnicista”, para decirlo con términos del discurso que Pinochet pronunciara en Chacarillas el 9 de julio, 1977. Aquí es posible ver la influencia de la idea de “democracia instrumental” subordinada a la función de mercado, cara a Friedrich Von Hayek. “Con una metralleta en la raja, todo Chile trabaja” vociferó públicamente Sergio de Castro: otra manera de describir las cosas (citado por Gárate, en la página 189 de su libro)... El costo social del shock fue pagado ante todo por los asalariados, pero también por los pequeños comerciantes e industriales, incapaces de resistir estas medidas, ni a la reforma del sistema financiero o la apertura repentina e indiscriminada a la competencia de los mercados mundiales (que representaba el fin de toda medida proteccionista). La recuperación económica posterior (1977-1981) se hará sobre la base de una acumulación dirigida por el capital transnacional y un puñado de “grandes familias”, que son hoy en gran parte los “dueños de Chile” (Carmona 2002), (Fazio, y Parada, 2010). Estos aspectos centrales constituyen, según nuestro punto de vista, un ángulo muerto del libro de Gárate quien, concentrándose en la historia económica e ideológica, no dimensiona ni explica realmente el costo social del modelo, sus impactos reales y su carácter de clase en el proceso de refundación del Chile actual.

Como se sabe, la crisis financiera de 1982 no solamente amenazó la continuidad del régimen cívico-militar, sino que también mostró la debilidad de la orientación económica neoliberal elaborada por el grupo de economistas de la PUC (la crisis produjo un alejamiento pasajero de Pinochet respecto de este grupo). No obstante, después de un breve período de heterodoxia económica (1983-1984), la dictadura recurrió nuevamente a ellos (como ocurriera con los ministros Hernán Büchi, Pablo Baraona o José Piñera). Este segundo momento, calificado de “neoliberalismo-pragmático”, siguió nuevamente los postulados de Friedman, los que fueron aplicados en varios campos sociales: creación de un régimen de fondos de pensiones y capitalización individual (AFP), liberalización y municipalización del sistema educativo, desarrollo de aseguradoras privadas de salud (ISAPRE), nueva ola de privatizaciones, esta vez de varios sectores estratégicos (telecomunicaciones, electricidad, transporte), a menudo en beneficio directo del clan Pinochet o de empresarios próximos. CODELCO, la gran empresa de extracción de cobre (Chile posee la principal reserva en el mundo) quedará, por el contrario, en las manos del Estado, para alimentar las

17 Citado en la conclusión.

18 Ver por ejemplo: (French-Davis, 2002).

19 Friedman se reúne con Pinochet en marzo de 1975, después de llegar a Santiago acompañado de Arnold Harberger, para dictar una conferencia como invitado internacional del banco HBC. El economista estadounidense le envía posteriormente al dictador sus consejos económicos en una carta con fecha de abril de 1975, sin abordar en ningún momento la cuestión de los derechos humanos o las libertades civiles y democráticas.

20 Sobre la noción de “utopía neoliberal”: (Vergara, 2012).

cajas de las Fuerzas Armadas; sin embargo en paralelo las concesiones mineras a grandes multinacionales se multiplicaron. Más allá del enfoque macro-económico, del crecimiento espectacular de las inversiones extranjeras y del producto interno bruto, las consecuencias sociales e industriales del “modelo” fueron desastrosas. El boom especulativo, la progresión inédita de la exportación de materias primas (madera, vino, piscicultura, minerales) y la fragilidad de un sistema extremadamente dependiente del mercado mundial, fueron acompañados de la destrucción de la industria nacional, sobre todo de pequeñas y medianas empresas. Desempleo, endeudamiento privado y desigualdad social proliferaron. Entre 1970 y 1987, el número de personas sin empleo se multiplicó por tres, mientras que los salarios reales cayeron en un 13%. Cuando el dictador abandonó la presidencia, el país se había transformado en uno de los más desiguales del mundo y la proporción de pobres representaba más del 40% de la población (contra el 28%, en 1969). El economista André Gunder Frank hablará, en este sentido, de “*genocidio económico*” (1976).

Aquello que varios autores han llamado la “transición democrática”, comenzó en octubre de 1988 con un primer referéndum (tal como lo habían previsto las disposiciones constitucionales transitorias de la dictadura) (Patiño, 2000). El proceso en marcha se consolidó en marzo de 1990, en el primer gobierno civil después de 17 años. El “no” mayoritario a Pinochet de 1988 representó una nueva etapa en la historia del neoliberalismo chileno. La transición se llevará a cabo, pero por “arriba”, y según los objetivos trazados por el clan Pinochet y los sostenedores de la dictadura. Es ahí donde la tercera parte del libro de Gárate se re-encuentra, y completa los trabajos -citados más arriba- de Juan Carlos Gómez Leyton y de Manuel Antonio Garretón, ambos centrados en la época reciente (1990-2010).

4. RÉGIMEN CIVIL POST-AUTORITARIO, TRANSFORMISMO POLÍTICO Y HERENCIA NEOLIBERAL (1990-2010).

Es importante hacer notar que los tres autores que tratamos aquí, partiendo de puntos de vista diferentes, comparten una constatación: el Chile democrático actual no puede explicarse independientemente de esta transformación económica radical neoliberal. Ella constituye la principal herencia del régimen autoritario. En diciembre de 1989, muchas de las libertades fundamentales fueron restauradas y un presidente fue elegido por sufragio universal. El demócrata-cristiano (DC) –favorable al golpe de Estado en 1973- Patricio Aylwin fue el candidato victorioso de la “Concertación de partidos por la democracia”, que agrupa a los adversarios políticos de ayer: socialistas, demócrata-cristianos y pequeñas organizaciones social-demócratas. En los últimos meses de su existencia, la dictadura tomó las medidas requeridas para su perpetuación: decenas de leyes, algunas de carácter orgánico, fueron aprobadas con ese propósito. Los miembros de la Corte Suprema fueron removidos. Y fue solo después de haber negociado reformas constitucionales tímidas y limitadas, y haber renunciado a su principal promesa, a saber, la convocatoria a una Asamblea Constituyente, que la Concertación se instaló a la cabeza del Ejecutivo. Según Manuel Antonio Garretón, ese momento puso fin a la transición propiamente dicha, para dar lugar a un régimen político donde el Estado de derecho paso a coexistir con diversos poderes fácticos e instituciones heredadas de la dictadura. El sociólogo habla de un “*régimen democrático con enclaves autoritarios heredados*”. Entre ellos, la Constitución de 1980... Recordemos que todavía en el 2005, existían en la «democracia» chilena senadores vitalicios, donde el poder civil no controlaba al poder militar, ni podía nominar a sus más altos dignatarios (Fuentes, 2006). Pinochet mismo permaneció como jefe de las Fuerzas Armadas hasta 1998, y después asumió como senador vitalicio, falleciendo en 2006 sin haber sido ni siquiera condenado. Hoy, a pesar de las decenas de procesos judiciales en curso, la mayor parte de los responsables (en particular civiles) de la dictadura gozan de una total libertad, incluso son parlamentarios, alcaldes o reconocidos empresarios y profesionales²¹. Sin lugar a duda, las instituciones y leyes del país tienen todavía una impronta indeleble de corte autoritario-neoliberal: es el caso del Código del Trabajo, de las leyes “antiterroristas” aplicadas en contra del movimiento social e indígena, o del sistema electoral legislativo “binominal” (vigente hasta el 2015), que cerraba el espacio parlamentario sobre-representando mecánicamente a la coalición de derecha como también a la Concertación (el *duopolio*). Como lo reconoce Garretón en su libro, los dirigentes concertacionistas se acomodaron muy bien a la situación, ya que durante 20 años han gobernado de esta manera a Chile (1990-2010) durante cuatro gobiernos sucesivos (dos DC y dos PS), lo que prueba la gran estabilidad del sistema heredado. Siguiendo el esquema pensado por Jaime Guzmán y las recomendaciones de Edgardo Boeninger, -intelectual demócrata-cristiano, uno de los constructores de la transición pactada²²-, fue creada una “democracia de los acuerdos” y de los “consensos”, basada en el culto a la “governabilidad”, a la paz social y ala unidad nacional. Y finalmente, la herencia mayor:

21 Ver: (Compagnon y Gaudichaud, 2008).

22 Se puede afirmar que si Jaime Guzmán fue uno de los intelectuales orgánicos de la dictadura, Boeninger lo es para la adaptación de la oposición democrática centrista al neoliberalismo. Ver: (Boeninger, 1997).

el modelo económico, con sus nuevos tecnócratas procedentes de varios *think-tanks* social-cristianos o liberal-progresistas, que el texto de Gárate presenta de manera original, también Patricio Silva (1991, pp. 385-410). Entre esos centros figuran CIEPLAN, “Expansiva” o “Chile 21”, organismos que han reemplazado poco a poco a los *Chicago boys* de Pinochet. A veces procedentes de la conversión neoliberal de la social-democracia durante sus exilios europeos (es conocido el caso de Carlos Altamirano), ellos participan activamente en la legitimación del monetarismo en democracia y alimentan, con el fervor de los convertidos, la imagen de un Chile “jaguarde América Latina”. Buscan, sobre todo, evitar todo antagonismo social o polarización política, en beneficio de una visión tecnicista de la “democracia liberal de mercado”. Una coalición de partidos y ex-opositores “moderados” a la dictadura, han terminado así, en nombre del “realismo” y del fin de las “utopías globales”, por integrar dentro de su identidad política las reglas del juego de la transición pactada con los militares y los sectores conservadores. Como lo anota Garretón (a pesar de ser un intelectual abiertamente próximo a la Concertación), para esta clase dirigente de los años 90, la división ya no estaba entre socialismo y capitalismo, o entre liberales y conservadores, sino que seguía el eje autoritarismo - democracia liberal. La Concertación, heterogénea en el plano interno, abandonó toda referencia a la construcción de una alternativa económica para pasar a hablar, por el contrario, de “crecimiento con equidad” (Patricio Aylwin) o “Estado de protección” (Michelle Bachelet), y de la necesidad de “corregir” los aspectos más problemáticos del modelo en términos de pobreza e inclusión social con políticas públicas asistencialistas. Las instituciones internacionales certificaron rápidamente esta espectacular conversión, designando en muchas ocasiones a Chile como el ejemplo a seguir. Así, numerosos responsables de la coalición serán, durante esas dos décadas, progresivamente cooptados hacia altos cargos en el Banco Mundial, el Banco Interamericano del Desarrollo, el FMI, la OEA o la ONU. Pasaron de igual forma a integrar los espacios de sociabilidad del empresariado, poblaron los consejos de administración de los principales grupos económicos, devinieron en exitosos empresarios o lobistas, símbolos de la vía neoliberal a la chilena (entre otras trayectorias biográficas ejemplares, citemos al sociólogo y ex-militante de la Izquierda Cristiana, Eugenio Tironi o a Enrique Correa, fundador de Imaginación Consultores. La consagración y culminación de esta integración terminó siendo la entrada de Chile en la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE), en 2010, un logro por mucho tiempo esperado por la burguesía local²³.

A pesar de todo, Manuel Antonio Garretón insiste en el hecho que la Concertación, por sus políticas sociales hacia los más empobrecidos y su acción política dentro de un contexto con pocos márgenes de maniobra (por la presencia militar), debería ser identificada como de “centro-izquierda” y como una de las variantes del “progresismo” latino-americano (que gana la región a fines de los años 90) (Gaudichaud, 2012). Él define al progresismo como la respuesta de los “sectores de centro-izquierda por superar el orden neoliberal en democracia y reasignar al Estado y a la sociedad, la predominancia sobre el mercado y los grandes intereses capitalistas nacionales o transnacionales” (Introducción). Ahora, si partimos de esta definición, nos parece precisamente que los gobiernos de la Concertación no resisten un instante el examen de una identificación con el «progresismo latino-americano», ya que reivindican fuertemente el modelo económico neoliberal como el único camino de desarrollo posible. Es ahí donde el enfoque de Garretón aparece como vacilante, sesgado y finalmente poco convincente. Además, si de igual forma esto mereciera un debate más largo, subrayemos que uno de los pilares de la Concertación es la Democracia Cristiana (una fuerza clave en el Golpe de Estado), por tanto, no vemos por dónde la podríamos clasificar súbitamente en la centro-izquierda.

Si comparamos los análisis de Garretón y de Gómez Leyton, percibimos un interesante disenso. El sociólogo considera a los gobiernos de la Concertación como los mejores gobiernos posibles en el contexto de la compleja democratización post-autoritaria, aunque reconociendo su “incapacidad” para superar el modelo heredado de Pinochet. De hecho, Garretón también admite un “exceso de confianza exagerado” de la élites conservacionistas en el momento de negociar con los herederos de Pinochet y, por otro lado, “una obsesión traumática por evitar cambios constitucionales” que podrían perturbar el equilibrio de la democracia de los consensos, obtenida al salir de la dictadura. Según esta lectura, dominante en el seno de las ciencias sociales y de los «estudios transitológicos», los diversos gobiernos de la Concertación habrían jugado su rol histórico, a saber el de permitir una modificación “gradual” y “por etapas” del modelo neoliberal, sin poner en entredicho la estabilidad política institucional: reformas fiscales y comisión de “Verdad y Reconciliación” bajo Patricio Aylwin (DC) en 1990-2000; modernización del Estado con Eduardo Frei (DC - 1994-2000); reforma de la salud y disminución de la extrema pobreza bajo Ricardo Lagos (PS - 2000-2006); y finalmente, elección simbólica de una mujer carismática con Michelle Bachelet (PS - 2006-2010), que aporta un estilo político dinámico y medidas de protección social²⁴. Esta lectura

23 Chile y México son los únicos dos países latino-americanos que integran a la fecha la OCDE.

24 De 1990 al 2000, la pobreza pasa de 38,6% a 20,6% de la población y la extrema pobreza de 12,9% a 5,7%. Estas tasas continúan bajando en el decenio siguiente.

de tipo "pragmático-incremental" se inscribe dentro de una historiografía latino-americana más amplia, la cual ha sido defendida por el economista liberal Javier Santiso. Este último (en un libro que ha tenido una gran cobertura mediática) opone las aspiraciones mesiánicas de Allende y de Pinochet (puestas en esta ocasión en el mismo plano), -es decir sus "políticas económicas de lo imposible"-, al pragmatismo "posibilista" y realista de la Concertación. A la "poesía lírica de los grandes ímpetus revolucionarios" se contraponen la "prosa política más contenida de lo posible" (Santiso, 2005).

Seamos justos: Manuel Garretón no cae en ningún momento en esa simplicidad beata de Santiso ni en el esquematismo normativo de tales dicotomías. De hecho, admite los límites del neoliberalismo "corregido" de la Concertación, la permanencia de una "democracia incompleta" y la ausencia de transformaciones profundas de las instituciones. Apunta igualmente a ciertas contradicciones del "progresismo limitado", apelando de este modo, en conclusión, al nacimiento de un "nuevo proyecto progresista".

Juan Carlos Gómez toma también posición en este debate, pero a contracorriente de los análisis dominantes de los "transitólogos" y de los de Garretón. El politólogo de la FLACSO comparte en este sentido numerosas ideas avanzadas por Tomás Moulian y su tesis del *transformismo* político de la Concertación, que en lugar de gobernar con su propia política, habría administrado el modelo heredado de la dictadura con las ideas de neoliberalismo:

"El Chile actual proviene de la fertilidad de un "ménage à trois", es la materialización de una cópula incesante entre militares, intelectuales neoliberales y empresarios nacionales o transnacionales. Coito de 17 años que produjo una sociedad donde lo social es construido como natural y donde (hasta ahora) sólo hay paulatinos ajustes. Este bloque de poder, esa «triada», realizó la revolución capitalista, construyó una sociedad de mercados desregulados, de indiferencia política, de individuos competitivos realizados o bien compensados a través del placer de consumir o, más bien, de exhibirse consumiendo, de asalariados socializados en el disciplinamiento y en la evasión. Una sociedad marcada por la creatividad salvaje y anómica del poder revolucionario. En la matriz de una dictadura terrorista devenida dictadura constitucional se formó el Chile actual, obsesionado por el olvido de esos orígenes" (Moulian, 1997, p.18).

Sobre la base de varios estudios de procesos electorales, Gómez Leyton desvela la debilidad de la participación política electoral, sobre todo de los jóvenes y los sectores populares. Estos "ciudadanos clandestinos", y la no-participación política, es asumida como una de las características de la "governabilidad neoliberal" del régimen político post-autoritario. Como lo hicieron en su momento los historiadores Mario Garcés, Sergio Grez o Gabriel Salazar, subraya que la apatía electoral es producto de una dinámica creciente, aunque fragmentada y parcial, de ciclos contestatarios más largos. Movimientos sociales en este caso, -y se echa de menos una profundización-, muy rápidamente evocados dentro de su libro a través de los ejemplos de la "rebelión" estudiantil de 2006 o de las luchas indígenas Mapuche. Gómez Leyton piensa, como el marxista anglo-sajón David Harvey (autor al cual no cita), que el neoliberalismo debe ser ante todo considerado como un "proyecto de clase" (Harvey, 2013). Sin embargo, a diferencia de Moulian, el politólogo chileno prefiere reflexionar sobre las evoluciones y el carácter específico del régimen político de la "democracia neoliberal post-autoritaria", en vez de abordar una continuidad estricta del modelo bajo el nuevo ropaje de "dictadura constitucional". ¿Cuáles son las relaciones entre Estado, sociedad y ciudadanía dentro de esta economía política? Según él, el período de la Concertación no es exactamente aquel del *continuismo*, sino más bien el de la legitimación social y de la profundización del modelo: "de distintas maneras y con énfasis diversos pero con un propósito similar, [estos gobiernos civiles] han profundizado, extendido y consolidado las transformaciones capitalistas realizadas e impulsadas durante la dictadura militar". Esta constatación es compartida por múltiples académicos²⁵, y podría incluso aplicarse, con otras variables, a distintos países de América Latina que no conocieron directamente dictaduras, pero donde el "progresismo" y el neo-estructuralismo han paradójicamente validado en gran parte la herencia neoliberal de regímenes conservadores anteriores (Leiva, 2008). Gómez Leyton aboga así por una crítica radical del social-liberalismo a la chilena: según él, la vía alternativa sería la de construir una democratización social y política post-neoliberal, una "democratización de la democracia", postura similar a aquella defendida por el sociólogo argentino Atilio Borón (2000), también miembro de la CLACSO. Sólo que de la teoría a la práctica, el camino parece todavía muy largo y dificultoso...

25 Ver nuestro breve ensayo: (Gaudichaud, 2015).

CONCLUSIÓN. CHILE: HISTORICIDAD(ES) Y TENSIONES DE UNA SOCIEDAD NEOLIBERAL CONSERVADORA.

Dentro de su balance historiográfico del neoliberalismo, Stéphane Haber propone distinguir tres aproximaciones:

“En el inmenso continente de investigaciones contemporáneas sobre estos problemas, es posible aislar tres grandes regiones. El estudio del neoliberalismo puede partir del principio de la autonomía relativa de la ideología e investirla como tal; puede, por otra parte, buscar reconducir éste a un substrato político, dicho de otra forma, inscribirlo dentro del marco de un programa de acción determinada en busca de discursos legitimadores ; puede, en fin, adoptar el punto de vista (clásico dentro del marxismo) de la heteronomía de la esfera de las ideas en relación a lo “social”, dicho de otra manera considerarla como una formulación relativamente contingente de mutaciones sociales y económicas más globales, éstas siendo sólo verdaderamente significativas en el plano histórico” (Haber, 2012, pp. 60-67).

Los tres escritos centrales analizados acá cubren finalmente –unos más, otros menos– esos tres campos, esas tres regiones del continente de los estudios del neoliberalismo. También dejan abiertas muchas pistas y algunos temas no tratados (o mal tratados...). Nos parece en particular problemático que el lugar de los actores sociales, de sus adaptaciones, pero también de sus resistencias colectivas, no esté inserto dentro de estos análisis. Creemos que hay que tratar de restituir apropiadamente el lugar de los sujetos de la historia, a los que el historiador estadounidense Peter Winn ha descrito como las “víctimas del milagro neoliberal chileno”, así como sus movilizaciones individuales y colectivas, las formas y repertorios de acción contestataria dentro de este contexto neoliberal, el impacto sobre las evoluciones del modelo y la reacción de los defensores del mismo (Winn, 2004). Es evidente que las consecuencias de la crisis económica de 1982-83, o el fin del régimen de Pinochet, no podrían ser comprendidas sin las grandes protestas de los años 80 (y sus numerosas muertes), del rol de la Iglesia y de la Vicaría de la Solidaridad, de la reorganización de las luchas sindicales (entre otros en el sector del cobre), del movimiento de las familias de los detenidos desaparecidos, etc. Lo mismo en lo que concierne a las fuerzas partidistas “vencidas” o marginalizadas por la salida negociada de la dictadura. Los importantes avances historiográficos sobre el recorrido, el papel en dictadura de organizaciones como el Partido Comunista, el Frente Patriótico Manuel Rodríguez (FPMR) o el Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), comprometidos en diversas estrategias de “rebelión popular de masas” y luchas político-militares, permiten comprender mejor el camino tomado por el neoliberalismo chileno. Pues, es también la derrota de la opción de ruptura revolucionaria de la dictadura la que abre el camino a la democratización “pactada” entre conservadores, militares y los opositores civiles más moderados (Gaudichaud y Mouterde, 1998). En clave estratégica, y desde el punto de vista de los dominantes, uno de los triunfos de “la vía chilena al neoliberalismo” y de sus epígonos es haber logrado eliminar todo espectro revolucionario, eso es evitar la posibilidad de terminar con el régimen pinochetista –o más bien derrumbarlo- por la vía de la resistencia popular y armada (siguiendo un esquema del tipo sandinista en Nicaragua). También, la contra-revolución neoliberal fue exitosa en el sentido de legitimar el nuevo modelo a los ojos del mundo y de una parte de la población chilena invocando la figura del *chilean way*, del crecimiento y de la modernización económica obtenidos... a sangre y a fuego.

Dar más espacio a los actores sociales permitiría descifrar mejor el Chile actual, explorarlo a través de la revitalización de sus movimientos sociales, en particular del “movimiento social por la educación” que desde 2006 - 2011 cuestiona la herencia educativa de Pinochet y la mercantilización del sistema educativo, exigiendo una educación pública, gratuita y de calidad. Esto que el historiador Mario Garcés ha calificado como un “despertar de la sociedad” (2012). Un “Chile desconcertado” (sin la Concertación) donde la derecha consiguió su objetivo en 2010: el retorno al gobierno por las urnas (cosa que no había obtenido desde 1958) y donde la Concertación se mutó en “Nueva Mayoría”, pero sin realmente modificar profundamente su ADN neoliberal (Gaudichaud, 2014).

El caso chileno encarna así una experimentación de aquello que denominaremos provisoriamente como “neoliberalismo periférico radical”, proceso que el libro de Manuel Gárate describe en su dimensión histórica – y particularmente desde el punto de vista del tiempo largo –. Sería necesario, no obstante, indagar más en esta historia apoyándose de mejor forma en un arsenal teórico finalmente poco utilizado: las numerosas reflexiones críticas que existen sobre el modelo neoliberal (Bourdieu, Foucault, marxistas,

regulacionistas, etc.) podrían permitir un análisis empírico enriquecido²⁶. El “laboratorio chileno” confirma que más allá de las utopías del “laissez faire”, es más bien por la fuerza del Estado y de las “tecnologías de poder” (Foucault) que el neoliberalismo se introduce e invade todos los poros de la sociedad. Un Estado al servicio del mercado y del capital, que participa de la generalización de la racionalidad y de la explotación económica, como también de la promoción del individualismo competitivo (donde cada individuo deviene en un «empresario» de sí mismo) (Hache, 2007, pp. 5-9). Estas reflexiones entran en consonancia con la idea de una “sociedad neoliberal triunfante” (Gómez Leyton), o más aún, de una sociedad próxima a la “utopía de la sociedad de mercado”, de Pierre Rosanvallon (invocado por M. Gárate) (Rosanvallon, 1979). Una sociedad atrapada por el frenesí del consumismo, el cierre de los espacios públicos y el nacimiento de una individuación neoliberal: “Este sujeto neoliberal emerge con fuerza hacia fines de los años 80 y se consolida en los decenios siguientes. Durante los veinte años de gobiernos concertacionistas, el ciudadano neoliberal configura social, política, económica y culturalmente, la nueva sociedad. Se aleja de la actividad política y se incorpora activamente al mercado, su principal espacio público-privado de realización existencial e histórico. Entre 1997-2010, el ciudadano credit-card, descrito por Tomás Moulian, ha dado lugar al ciudadano patrimonial/consumidor-usuario, un tipo superior, más complejo que el sujeto social señalado por Moulian” (Gómez Leyton)²⁷.

El espacio del Mall ha remplazado a la Polis, y el consumidor, al ciudadano. Para Guillaume Boccard, esta cuestión de la instalación “de una nueva hegemonía cultural”, de la producción “de un nuevo sentido común” es crucial y hasta el momento ha sido poco profundizada por los investigadores. Se trata entonces de inscribir el nuevo orden neoliberal en las cosas y en los cuerpos:

“La revolución no fue únicamente de orden material. Conllevaba un aspecto socio-simbólico de primera importancia pues lo que se buscaba era un repensar de lo que hasta ahora se concebía como lo social. Se intentó redibujar las líneas entre sociedad, economía y estado, entre lo público y lo privado, entre el determinismo social y la responsabilidad individual. En fin, además de cambiar la institucionalidad del país y formar un ejército de intelectuales orgánicos, la ambición fue también generar las estructuras cognitivas que permitieran a los nuevos individuos racionales ubicarse en el nuevo contexto social neoliberal. En términos bourdieusianos, uno podría plantear que se pretendió generar las estructuras sociales de la nueva economía de mercado para que la armonización de las consciencias individuales pudiera desplegarse en toda su supuesta naturalidad. Lo significativo de esta empresa total es que tenía por ambición crear un homo oeconomicus, supuestamente natural, por la razón y la fuerza”²⁸.

Una reflexión que puede relacionarse con aquella del sociólogo italiano Maurizio Lazzarato sobre la “fábrica” de la condición humana neoliberal (2011). En Chile, estos dispositivos de poder fueron organizados de manera extrema vía una dictadura contra-revolucionaria, como también por una nueva gobernabilidad neoliberal civil dentro de la fase post-autoritaria. Durante un largo tiempo aislado geográficamente del resto del continente y dotado de una clase dominante muy consolidada, Chile ha constituido un espacio propicio para este tipo de experiencia original. Ya había sido el caso con “la vía chilena al socialismo”, pero ésta no duró más que 1000 días: la experiencia neoliberal se mantiene después de 38 años de su inicio... Y el país parece actualmente gobernado, directamente, casi sin mediación, por sus propietarios. ¿Quiere decir que Chile es una excepción en la historia del neoliberalismo? Una variación específica y pionera, más bien. De este modo, más allá de las variedades de neoliberalismos, en plural, sería ilusorio intentar separar el caso chileno de un todo: el neoliberalismo se configura ante todo como la forma contemporánea del capitalismo mundial. No obstante, conviene cruzar puntos en común y diferencias de un sistema finalmente tan flexible como para adaptarse a diversas historicidades y contextos nacionales (Jean Pierre, 2012, pp. 27-35). Futuros estudios comparativos regionales podrían hacernos avanzar mucho al respecto²⁹. Manuel Antonio Garretón lo esboza – insuficientemente – en la primera parte de su libro. Cita algunos trabajos anglo-sajones, particularmente al historiador Perry Anderson, quien describe la construcción progresiva de una “vía única neoliberal”, pero compuesta de experimentaciones distintas. América Latina ofrece variados ejemplos de este fenómeno:

26 El actual proyecto de investigación sobre el “itinerario monetarista en Chile” del equipo del Proyecto FONDECYT 1150819, encabezado por Luis Ortega Martínez (Universidad de Santiago), podría aportar interesantes y nuevos elementos al respecto.

27 El economista Rafael Agacino (2006) ha propuesto un “neoliberalismo maduro”.

28 Extracto de un comentario crítico del libro de Manuel Gárate publicado en: *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Reseñas y ensayos historiográficos, 11 de febrero 2013. En: <http://nuevomundo.revues.org/64887>.

29 Ver por ejemplo la comparación Chile/Argentina, efectuada por Stéphane Boisard y Mariana Heredia: este trabajo muestra la “coherencia” de la política económica neoliberal chilena en relación al carácter “híbrido” del caso argentino (Boisard y Heredia, 2010).

"De cuatro experiencias [neoliberales], tres conocieron un éxito inmediato e impresionante contra la hiperinflación - México, Argentina y Perú- y una un fracaso (Venezuela). La diferencia es importante. En efecto, las condiciones políticas necesarias para una deflación, para una desregulación brutal, para el aumento del desempleo y de las privatizaciones han sido propiciadas por la existencia de ejecutivos que concentran un poder aplastante. Esto ha existido siempre en México gracias al sistema de partido único, el PRI. Al contrario, Menem y Fujimori debieron innovar, instaurando legislaciones de urgencia, reformas constitucionales o montando autogolpes de Estado. Este tipo de autoritarismo político no pudo ser aplicado en Venezuela. Sería riesgoso el concluir que sólo los regímenes autoritarios pueden imponer políticas neoliberales en América Latina. El caso de Bolivia, donde todos los gobiernos elegidos después de 1985 - ya sea el de Paz Zamora o el de Sánchez de Losada- han aplicado el mismo programa, lo que demuestra que una dictadura como tal no es una necesidad, no importando si medidas de represión antipopulares han sido tomadas. La experiencia boliviana otorga un aprendizaje: la hiperinflación ofrece un equivalente funcional a aquello que permite una dictadura militar. En efecto, la hiperinflación -con el efecto de pauperización que se deriva cotidianamente para la mayor parte de la población- puede servir para obligar a "aceptar" las medidas brutales de política neoliberal, preservando formas democráticas, no dictatoriales" (Anderson, 1996).

Una hipótesis muy interesante: sólo futuros trabajos, trabajo teórico, pero también investigación de terreno, basadas en un trabajo cualitativo y empírico "a ras de suelo", podrían completar o alterar tales intuiciones generales, y permitirían proseguir una historia crítica comparada del (los) neoliberalismo(s) latino-americano(s)³⁰.

REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- Agacino, R. (2006) *Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura*. Santiago: Plataforma Nexos. Disponible en: www.plataformanexos.cl/index.php?option=com_remository&Itemid=60&func=startdown&id=8
- Anderson, P. (1996) *Histoire et leçons du néo-libéralisme. La construction d'une voie unique*. Genève. Disponible en http://page2.ch/EdPage2/p2_neolib_anderson
- Audier, S. (2012). *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*. Paris: Grasset, 2012.
- Álvarez, R., Pinto, J., y Valdivia, V. (2006). *Su revolución contra nuestra revolución, Vol. I. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*. Santiago: LOM.
- Ayala, P. y Boccara, G. (2011) "La nacionalización del indígena en tiempos de multiculturalismo neoliberal", en *FIAR. The Journal of the International Association of Inter-american Studies*, 4/2. Disponible en: www.interamerica.de/volume-4-2/boccara_ayala
- Barbosa, J. (2008). *L'Amérique Latine dans la spirale du néo-libéralisme. Logique(s) d'Empire en action*. Paris: L'Harmattan.
- Boccara, G. (2011) "Multiculturalisme, Néolibéralisme, Démocratisation" en Dumoulin, D. y Gros, C. (Eds.), *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain*. Paris: Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2011, pp. 55-70.
- Boccardo, G. y Ruiz, C. (2015). *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflictos sociales*. Santiago: Coedición Fundación NODO XXI y Ediciones El Desconcerto.
- Boeninger, E. (1997). *Democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*, Santiago: Andres Bello.
- Boisard, S. (2015) "La nueva derecha chilena y la impronta de los años 1960: ¿ruptura o continuidad?" en *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. Disponible en: <http://nuevomundo.revues.org/68009>
- Boisard, S. y Heredia, M. (2010) "Laboratoires de la mondialisation économique. Regards croisés sur les dictatures argentine et chilienne des années 1970" en Boisard, S., Enders, A. y Verdo, G. (coord.), *L'Amérique latine des régimes militaires, Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Paris, Presses de science Po, N° 150, janvier-mars.
- Bolados, P. (2011) "Las prácticas curativas atacameñas en Chile: entre el reconocimiento y la criminalización", en *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. Disponible en: <http://nuevomundo.revues.org/61368>
- Borón, A. (2000). *Tras el búho de Minerva. Mercado contra democracia en el capitalismo de fin de siglo*. Buenos Aires: CLACSO.
- Stéphane Boisard, *L'émergence d'une nouvelle droite: monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, Toulouse, tesis de doctorado en Literatura y civilización latino-americana, Universidad Toulouse 2 - le Mirail, 2001.

30 Sobre los lazos entre multiculturalismo y neoliberalismo, ver: (Boccara, 2011; Ayala y Boccara, 2011; Bolados, 2011)

- Carmona, E. (2002). *Los dueños de Chile*. Santiago: La Huella.
- Centro de Estudios Públicos. (1973). *El ladrillo. Bases de la política económica del gobierno militar chileno*. Santiago de Chile: CEP.
- Compagnon, O. y Gaudichaud, F. (2008) "Chili: un passé trop vite passé", en Blanchard, P. Ferro, M. y Veyrat-Masson, I. (dir.), *Les guerres de mémoires dans le monde*, Revue Hermès. Paris.
- Contreras Osorio, R. (2007). *La Dictature de Pinochet en perspective. Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*. Paris: L'Harmattan.
- Contreras Osorio, R. (2010). *Les limites du libéralisme latino-américain*. Paris: Editions L'Harmattan.
- Contreras Osorio, R. (2006), "Los principios del modelo neoconservador de gobernabilidad aplicado en América Latina durante los 90", en *Nueva Sociedad*, N° 205, septiembre-octubre de 2006. Disponible en: www.nuso.org.
- Corvalán Marquéz, L. (2012) *La secreta obscenidad de la historia de Chile contemporáneo*. Santiago: CEIBO.
- Cristi, R. (2000). *El pensamiento político de Jaime Guzmán. Autoridad y libertad*. Santiago: LOM.
- Dardot, P. y Laval, C. (2013). *La nueva razón del mundo: Ensayo sobre la sociedad neoliberal*. Madrid: Gedisa.
- De Cea, M., Díaz, P. y Kerneur, G. (2008) *Chile: ¿de país modelado a país modelo?* Santiago: Grupo de estudios sobre Chile (GRESCH) – LOM.
- Denord, F. (2007). *Néo-libéralisme version française, Histoire d'une idéologie politique*. Paris: Demopolis.
- Dezalay, Y. y Garth, B. (2002). *The Internationalization of palace wars: Lawyers, economists and the contest for Latin American states*. Chicago: University of Chicago Press.
- Dezalay, Y. y Garth, B. (1998) "Le 'Washington Consensus', Notes bibliographiques pour contribuer à une sociologie de l'hégémonie du néo-libéralisme", en *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122.
- Dixon, K. (1998). *Les évangélistes du Marché*. Paris: Raisons d'Agir.
- Dumoulin, D. y Gros, C. (ed.). (2011). *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain*. Paris: Presses de la Sorbonne Nouvelle.
- Fazio, H. y Parada, M. (2010). *Veinte años de política económica de la Concertación*. Santiago: LOM.
- Ffrench-Davis, R. (2002). *Economic Reforms in Chile: From Dictatorship to Democracy*. Ann Arbor: University of Michigan press.
- Fuentes, C. (2006). *La transición de los militares*. Santiago: LOM.
- Gárate Chateau, M. (2012). *La Revolución capitalista de Chile (1973-2003)*. Santiago: Ediciones Universidad Alberto Hurtado.
- Garcés, M. (2012). *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales en América Latina y Chile*. Santiago: LOM.
- Garretón, M. (2003). *Incomplete Democracy. Political Democratization in Chile and Latin America*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Garretón, M. (2012). *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile. 1990-2010*. Santiago: Colección Pensar América Latina, Editorial ARCIS/CLACSO.
- Gaudichaud, F. (2004). *Poder popular y cordones industriales. Testimonios sobre el poder popular chileno*. Santiago: LOM.
- Gaudichaud, F. (ed.). (2012). *El volcán latinoamericano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*. Concepción: Escaparate.
- Gaudichaud, F. (2013). *Chili (1970-1973). Mille jours qui ébranlèrent le monde*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes..
- Gaudichaud, F. (2015). *Las fisuras del neoliberalismo. Trabajo, "Democracia protegida" y conflictos de clases*. En CLACSO. Consulta 31 de agosto de 2015. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20150306041124/EnsayoVF.pdf>
- Guillaudat, P. y Mouterde, P. (1998). *Los movimientos sociales en Chile (1973 – 1993)*. Santiago: LOM.
- Gentili, P. y Sader, E. (comp). (2003). *La trama del neoliberalismo. Mercado, crisis y exclusión social*. Buenos Aires: CLACSO.
- Grandin, G. y Joseph, G. (ed.). (2012). *A Century of Revolution: Insurgent and Counterinsurgent Violence during Latin America's Long Cold War*. Durham: Duke University Press.
- Gómez Leyton, J. (2004). *La frontera de la democracia: el derecho de propiedad en Chile 1925- 1973*. Santiago: LOM.
- Gómez Leyton, J. (2010). *Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal, Chile 1990-2010*. Santiago: Editorial ARCIS/CLACSO.
- Gunder Frank, A. (1976). *Economic genocide in Chile. Monetarist theory versus humanity*. Nottingham: Spokesman Books.
- Harmer, T. (2011). *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*. Chapel Hill: University of Carolina Press.
- Huneeus, C. (2000). *El régimen de Pinochet*. Santiago: Editorial Sudamericana.

- Klein, N. (2008). *The shock doctrine. The rise of disaster capitalism*. New York: Metropolitan Books.
- Lazzarato, M. (2011). *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*. Amsterdam: Editions Amsterdam.
- Leiva, F. (2008) *Latin American neostructuralism. The contradictions of post-Neoliberal development*. Minneapolis: University of Minnesota Press..
- Moulian, T. (1997). *Chile actual. Anatomía de un mito*. Santiago de Chile: ARCIS-LOM.
- Moulian, T. (2009) *Contradicciones del desarrollo político chileno: 1920-1990*. Santiago: LOM.
- Patiño, B. (2000) *Pinochet s'en va...: la transition démocratique au Chili (1988-1994)*. Paris: IHEAL.
- Pinto, J. y Salazar, G. (1992-2002). *Historia contemporánea de Chile*. Santiago: Ediciones LOM.
- Rosanvallon, P. (1979). *Le Capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*. Paris: Coll. Sociologie politique, Le Seuil.
- Santiso, J. (2005). *Amérique latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique*. Paris: Autrement.
- Toussaint, E. (2010). *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*. Mons: Éditions du Cerisier.
- Valdivia, V. (2003). *El golpe después del golpe. Leigh vs. Pinochet*. Santiago: LOM.
- Vergara, J. (2003) "La utopía neoliberal y sus críticos", en *Polis*, N° 6. Disponible en: <http://polis.revues.org/6738>.
- Wallerstein, I. (2006). *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde*. Paris: Editions La Découverte.
- Williamson, J. (ed.). (1989). *Latin American Readjustment. How Much has Happened*. Washington: Institute for International Economics.
- Winn, P. (ed.). (2004). *Victims of the Chilean miracle: workers and neoliberalism in the Pinochet era, 1973-2002*. Durham and London: Duke University Press.

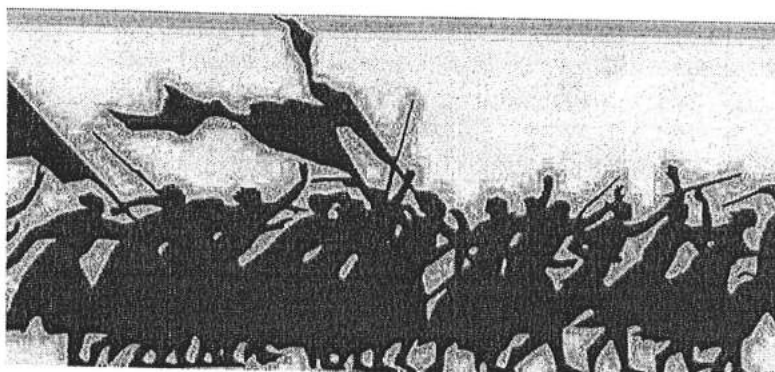
* "Pensando las fisuras del neoliberalismo `maduro`. Trabajo, sindicalismo y nuevos conflictos de clases en el Chile actual", Dossier *La conflictividad contemporánea y sus problemáticas*, revista *Theomai* (GEACH), número 36, tercer trimestre 2017, <http://www.revista-theomai.unq.edu.ar/numero36>.

Universidad Nacional de Quilmes

GEACH Grupo de Estudios sobre
Acumulación, Conflictos y Hegemonía



Conflictividad Social y Política en el capitalismo contemporáneo.
Antagonismos y resistencias (II)



número 36 (tercer trimestre 2017) - number 36 (third trimester 2017)

La conflictividad contemporánea y sus problemáticas

Revista THEOMAI / THEOMAI Journal

Estudios críticos sobre Sociedad y Desarrollo / Critical Studies about Society and Development

**Pensando las fisuras del neoliberalismo
'maduro'. Trabajo, sindicalismo y nuevos
conflictos de clases en el Chile actual**

Franck Gaudichaud¹

Pistas para entender el capitalismo neoliberal "maduro" chileno²

Uno de los autores, que a finales de los años noventa, mejor se dedicó a describir críticamente el funcionamiento del "modelo" neoliberal chileno y la articulación entre democratización parcial, adhesión de la centro-izquierda a la hegemonía neoliberal y aceptación de la pesada herencia de la dictadura del General Pinochet (1973-1989) es el

¹ Doctor en Ciencia Política (Universidad Paris 8), Magister en Historia (Universidad Bordeaux 3), profesor-investigador en Estudios latinoamericanos en la Universidad Grenoble Alpes (Francia).

² Este artículo está basado en el ensayo que publicamos en CLACSO sobre las "fisuras del neoliberalismo" (Gaudichaud, 2015).

sociólogo Tomás Moulian. En su "anatomía" del mito democrático chileno, propuso varios conceptos para explicar el "transformismo" político que ha significado la post-dictadura, como también el carácter de esa fusión entre autoritarismo político, integración de los símbolos del modernismo de la economía del mercado y anomia individualista neoliberal (Moulian, 1998). Adentrándose en las controvertidas profundidades de la realidad chilena, Moulian desdibuja un país páramo del "ciudadano *credit-card*", paraíso del consumidor endeudado, patria de un sistema constitucional autoritario administrado con entusiasmo durante 20 años por la "Concertación" (1990-2010), que aglutinó a socialistas renovados y demócratacristianos³. En textos ulteriores, el sociólogo ha buscado pormenorizar de qué manera la democracia chilena se basa en una política analfabeta y la construcción de una "seudopolítica", donde parecen existir debates polarizados entre partidos que en realidad representan sólo algunas variantes de la misma sociedad del espectáculo, una "entretención" entre el mismo duopolio en el poder: la Concertación de un lado y, del otro, el bloque de la derecha política (la "Alianza por Chile"), donde encontramos Renovación Nacional (RN - Liberal conservadora) y la Unión Democrática independiente (UDI - gremialista Pinochetista)⁴. Sin lugar a dudas, las publicaciones de Moulian y su gran difusión representaron una primera ruptura necesaria con la *doxa* existente sobre la postdictadura chilena, aunque es menester resaltar que los textos del premio nacional de sociología están todavía marcados por cierta denuncia moral de la desigualdad social y alguna añoranza nostálgica de los "buenos tiempos" de la política popular de los años 60 - 70.

En Chile, de manera muy temprana (comparado con los otros países de la región latinoamericana) y gracias al golpe de Estado de 1973, se forjó violentamente una contrarrevolución que derivó en una auténtica "revolución" neoliberal-conservadora (Manuel Gárate, 2012; Gaudichaud 2016a). Más allá de los legítimos debates que suscitó, la noción de "revolución capitalista" puede ser pensada en el caso chileno para graficar el carácter abrupto y fundamental de los cambios en el modelo de acumulación como también en la sociedad y su cultura, que van a conducir los militares para defender los intereses de las clases dominantes y destruir a sangre y fuego toda huella de los mil días de la "Vía chilena al socialismo" (1970-1973) (Gaudichaud, 2016b). Hoy, el neoliberalismo chileno lleva más de 40 años de funcionamiento y perfeccionamiento, sin discontinuidad, con sus consiguientes transformaciones internas, construcción valórica y múltiples efectos contrarios. De hecho, Chile se encuentra en la situación original de ser la nación en el mundo que presenta a la vez una de las experimentaciones neoliberales más extremas y de mayor duración, eso tanto en sus figuras "fundacionales" cívico-militar (1975-1989) como neoliberal-democrática (1990-2017).

De allí, el interés de estudiar la literatura que se generó en los últimos años desde las ciencias sociales para intentar analizar el carácter "maduro", "avanzado" o "triunfante" de este fenómeno, desde diferentes ópticas y con nuevos aportes (Gaudichaud, 2015; Gómez

³ La "Concertación de Partidos por la Democracia" se fundó en 1988 como una coalición de diecisiete partidos políticos de derecha, centro y centro-izquierda que se oponían a la dictadura de Augusto Pinochet (1973-1990), reagrupa sectores que van del Partido socialista renovado a la Democracia-cristina (centro-derecha), pasando por pequeñas organizaciones social-demócratas instrumentales como el Partido por la democracia, PPD. Los sucesivos presidentes de la Concertación fueron Patricio Aylwin (1990-1994), Eduardo Frei Ruiz Tagle (1994-2000), Ricardo Lagos (2000-2006) y Michelle Bachelet (2006-2010). En 2011 asume el gobierno de derecha de Sebastián Piñera, empresario multimillonario que pretendía formar una "nueva derecha", más liberal y moderna; perderá la elección frente a la nueva candidatura de Bachelet en 2013.

⁴ La UDI es, hasta la actualidad (2017), la principal fuerza parlamentaria del país, prueba de la gran resistencia y aprovechamiento de los "hijos de Pinochet" del sistema electoral binominal heredado del régimen militar (y finalmente abrogado por el segundo gobierno de Michelle Bachelet).

Leyton, 2010). Así como lo recalca el economista marxista Rafael Agacino, en Chile, cuando en 1990 se abre la etapa de *la administración civil del neoliberalismo*, el modelo tiene ya 15 años de operatividad, a diferencia de las políticas de ajustes más tardías efectuados en democracia, como en el Perú de Fujimori y de Toledo, en el Ecuador de Bucarán y Gutiérrez, en la Bolivia de Sánchez de Lozada y en la Argentina de Menem y De la Rúa. Según Agacino, hay que considerar varios elementos para abordar la originalidad del caso chileno, pero también subrayar que acumula hoy varios de los signos del agotamiento de un sistema ya "maduro":

"La contrarrevolución neoliberal chilena, la más exitosa en América Latina, entrando ya a la cuarta década, permite anticipar los problemas estructurales que resultan de su aplicación completa. En Chile, la tremenda desigualdad del ingreso, la concentración de la riqueza, la sobre explotación de la fuerza de trabajo y los recursos naturales, la precariedad del empleo y el desempleo estructural resultan del propio crecimiento y acumulación capitalistas y no del estancamiento o el bajo crecimiento. En realidad, éstas características estructurales, incluida una reducción de la pobreza cuya perdurabilidad nadie asegura por la precariedad del empleo, han sido las condiciones para el logro del crecimiento acelerado. En el largo plazo y más allá de los ciclos cortos, la contra revolución neoliberal chilena muestra como la racionalidad neoliberal avanza agotando y destruyendo sus propias fuentes de crecimiento: el trabajo y los recursos naturales" (Agacino, 2006).

La noción de "madurez" no debe considerarse aquí en clave "biologista" o de una evolución lineal, pero enfatizando más en su carácter dual: por una parte, un modelo que acumuló solidez, parsimonia y experiencia; pero también por otra parte, cada vez menos ágil, que ha perdido flexibilidad hegemónica, credibilidad y capacidad de adaptación con los años. En la última década, la estabilidad del régimen político y socio-económico chileno parece parcialmente debilitada por una reactivación de las luchas sociales, estudiantiles y populares. Por otra parte, emerge un poder real que opera cada vez más por fuera del Estado neoliberal y sus instituciones (heredadas en gran parte de la Dictadura), para desplazarse esencialmente hacia poderes facticos (grandes corporaciones, *think tanks*, y en medios de comunicación privados). Es en este sentido que hemos propuesto hablar de las "fisuras" o "grietas" del modelo chileno (Gaudichaud, 2015).

Este diagnóstico entra -aunque parcialmente- en resonancia con el trabajo de Carlos Ruiz Encina. En su última publicación y en otro libro con el sociólogo Giorgio Bocardo (Ruiz, 2013; Bocardo, Ruiz, 2014), sintetiza varios estudios colectivos desarrollados en el Departamento de Sociología de la Universidad de Chile o en la CEPAL, tanto sobre estratificación social y desigualdades, como sobre movilizaciones colectivas⁵. En su estudio de 2013, propone así un "análisis de clase" de la gran revuelta estudiantil del 2011 desvelando las entrañas de lo que denomina "neoliberalismo avanzado". Utilizando el trabajo sobre las privatizaciones de Graciela Moguillansky (Moguillansky, 2001) y de Guillermo Campero sobre los grupos de presión (Campero, 2003), Ruiz y Bocardo insisten también en la importancia de la conformación de un empresariado cohesionado y bloque dominante para explicar la estabilidad del modelo chileno. Una clase dominante que lidera el proyecto cívico-militar que le otorga unos importantísimos beneficios en un contexto de fuerte crecimiento primo-exportador y apertura de nuevos espacios para el capital: salud, fondo de pensiones,

⁵ Ver por ejemplo los sucesivos números de *Análisis del Año. Política, Sociedad y Economía* de la FACSÓ de la Universidad de Chile o las *Series de la CEPAL* sobre "Estratificación y movilidad social en Chile".

mercado de la educación, sector minero y primario, etc. Con la transición, los patrones sólo tendrán que aproximar su posición hacia la dirigencia de la Concertación, dejando atrás una relación orgánica casi exclusiva con los partidos de derecha y, en el otro sentido, los "technopols", expertos y burócratas del social-liberalismo concertacionista integran cada vez más, al calor de estos años de gestión estatal, los consejos de administración, centros de estudios y fundaciones de las grandes empresas como también las redes de sociabilidades de las elites económicas, universitarias y mediáticas: un fenómeno ya bien estudiado a nivel continental por Dezalay y Bryant (2002).

Empero, sería erróneo pensar que el empresariado, como el conjunto de la fisonomía de las clases sociales en contexto de neoliberalismo avanzado, no sufrió drásticas evoluciones en este lapso. En este sentido, el trabajo de Tomás Undurraga devela de manera más completa como la transformación del modelo de acumulación y de sus "circuitos culturales" impactaron fuertemente la formación de una nueva burguesía local-global, donde predominan progresivamente grandes *holdings* comerciales-financieros, configurados a partir de los ciclos de privatizaciones, de alianzas externas con los centros del sistema-mundo capitalista y nuevas interacciones entre academia y empresas (Undurraga, 2014). Hoy la economía chilena está controlada por un puñado oligopólico de muy pocas familias y grupos (como los Matte, Lucksic, Paulman, Angelini, Claro) muy cohesionados en el plano ideológico y cultural (a diferencia de las burguesías argentinas) y con fuerte influencia en la agenda pública. Conforman verdaderos imperios económicos regionales⁶, de carácter transversal, presentes en los principales sectores comerciales, megaextractivistas, de servicios y exportadores, como bien lo han mostrado los estudios del economista Hugo Fazio (Fazio, 2005; Fazio y Parada, 2010).

Los diferentes estudios de la Universidad de Chile que se realizaron sobre estratificación social tanto desde el *Centro de Investigación de la Estructura Social (CIES)* como a través del *Proyecto Desigualdades* (dirigido por Emmanuelle Barozet) muestran, en base a datos estadísticos y encuestas empíricas, los desplazamientos que se generaron en la conformación social desde los años ochenta, de arriba a abajo de la pirámide de las clases sociales. Las cifras sobre empleo muestran las evoluciones numéricas *relativas*, siguientes: en la estructura de una población económicamente activa (PEA) que supera los 8 millones 450 mil personas (2012), aparece una baja continua de la presencia de empleos agrícolas y grupos sociales en el mundo rural (con sólo 10,6% de la PEA en 2009), una disminución relativa de la clase obrera minera (0,5% de la PEA), se mantiene -con una leve reducción- el peso de los obreros industriales y de la construcción (10,1%), y se nota un notable crecimiento de la clase obrera de comercio y servicios (15,9%), como de los asalariados "medios" (29,7%). Más allá de la diferencias de cifras, a veces notorias, que podemos constatar según las distintas investigaciones (Espinoza, Barozet, Méndez, 2013; Ruiz, Boccardo, 2011; Aguiar, 2010), el rápido crecimiento de los servicios, en la administración privada y el comercio es una de las características de la estructura ocupacional chilena, a tal punto que -siguiendo el esquema de Goldthorpe, Erikson

⁶ Tres familias (Angelini, Matte y Lucksic -27° fortuna mundial-) controlan la mitad de los activos cotizados en la Bolsa de Valores de Santiago, y su patrimonio representaba (2011) el 12,5% del Producto Interno Bruto (PIB), contra el 9% en 2004. A eso hay que agregar el clan Horst Paulman (grupo Cencosud -154° fortuna mundial) y sus supermercados presentes en todo el continente. Estas familias disponen de representantes directos en el Parlamento, así como en la dirección de los principales medios, audiovisuales como escritos. Sobre todo desde que el Presidente Piñera cerró la versión papel y vendió la versión digital del diario *La Nación* (del cual el Estado era accionista mayoritario), por juzgarla demasiado crítica.

y Portocarrero- algunos autores proponen hablar de la "formación de una clase de servicio"⁷. Es indudable que se puede discutir la performatividad de tal concepto y su denominación como "clase", pero merece destacar que este proceso de tercerización de fracciones del asalariado, muy heterogéneo en su composición, está en el centro de la fisonomía del neoliberalismo maduro. No obstante, este proceso no se puede confundir con un "sostenido proceso de mesocratización" de estos "hijos del neoliberalismo" a la diferencia de los que afirman en varios escritos Ruiz y Boccardo. En realidad, conviene relativizar fuertemente el mentado lema de la sociedad chilena como sociedad "clasemediera", con el riesgo de sobre-representar así el espacio cuantitativo y político de la "mesocratización":

"Con sólo un tercio de la población ocupada en actividades de servicio, la sociedad chilena se encuentra lejos de una "economía moderna de servicio". Más aún, el grupo de trabajadores manuales, que representa otro tercio de la estructura socio-ocupacional chilena está compuesto mayoritariamente por trabajadores manuales sin calificación (cerca de 20%). El contraste entre los trabajadores en actividades de servicio y los trabajadores manuales muestra el alto contraste en las ocupaciones no agrícolas. (...) Finalmente, las clases populares, compuestas por trabajadores manuales calificados y sin calificación, pequeños propietarios y trabajadores agrícolas, comprenden 47% de la población. Esta pirámide social se asemeja a la de otros países de la región, en los cuales los sectores populares representan gran parte de la población, con una clase media exigua y una elite aún más reducida" (Espinoza, Barozet, Méndez, 2013).

De esta manera, la estructura social del "neoliberalismo maduro" permite detectar la formación de nuevas configuraciones de clase; y por ende de nuevos agentes, como también la fuerte presencia de las clases populares que sustentan con su trabajo el edificio neoliberal. Este proceso está articulado con la extensión del asalariado, incluyendo a grupos intermedios urbanos diplomados pero incluyendo a mucho jóvenes a menudo precarizados y desafiliados, que configuran -como en otros países de la región- un "nuevo proletariado en el siglo XXI", más que directamente una soñada nueva clase media "emergente" (Therborn, 2012). De hecho, es lo que demuestran los estudios estadísticos del sociólogo Pablo Pérez: los datos oficiales demuestran que entre 2001 y 2010, la clase media *disminuyó* en Chile, pasando de 23,2% a 16,4%, mientras que los profesionales "expertos", muchas veces resaltados como el parangón de la "nueva clase media chilena", no representan más del 7% de la estructura de clases (Pérez, 2015a). Por otra parte, creemos que comprender la irrupción de los diversos actores movilizados en años recientes es también entender las dinámicas en curso tanto en términos de movilidad, nuevas subjetividades o de "economía moral" y *politicidad*, más allá de su estricta ubicación en la estructura social. Como lo han enfatizado los trabajos de Erik Olin Wright es indispensable tener un análisis *combinado* de las clases sociales, integrando una mirada sobre estratificación social, pero sin opacar el hecho que, en el sistema capitalista, las clases se construyen como relaciones sociales de explotación y dominación, es decir como *dinámica de conflicto* (Olin Wright, 2009). En esta dinámica, olvidarse de los conflictos laborales y sindicales sería abandonar un campo esencial del análisis crítico del modelo chileno.

⁷ "La definición de la clase de servicio se centra en ciertos elementos. Asume que, aunque estos grupos no participan de la propiedad de los medios de producción, se diferencian de la clase obrera porque realizan un trabajo no productivo" (Ruiz, 2013: 80).

¿El retorno de la clase obrera? Trabajadores, recomposiciones sindicales limitadas y luchas estratégicas emblemáticas

Si uno analiza críticamente los numerosos estudios sobre el "malestar ciudadano" en tiempos neoliberales producidas en los últimos años en Chile: los propios trabajos de Ruiz y Boccardo ya citados, los múltiples y originales escritos del sociólogo Alberto Mayol y de su equipo (en particular sobre un posible "derrumbe del modelo" - Mayol, 2012), la hipótesis de Manuel Garretón sobre la existencia de "correcciones progresistas" del neoliberalismo por parte de los gobiernos democráticos (Garretón, 2012) o incluso varios textos de Tomás Moulian, es menester señalar lo poca atención dedicada -un *silencio aturdidor*- al estudio de las relaciones capital - trabajo, de las transformaciones laborales y luchas sindicales. Al contrario, postulamos (con David Harvey y otros autores) que situar la constitución del capitalismo neoliberal es desvelar un régimen de acumulación flexible y proyecto de clase (Harvey, 2013), donde la situación y evolución del trabajo está en el centro de toda clave explicativa: en Chile, las dificultades del movimiento obrero-popular para "derrumbar" al modelo, como en el momento de explicar los niveles de estabilidad relativa que logró forjar el empresariado desde el "giro" de 1975 nos parece un dato fundamental. El eje del modelo chileno sigue siendo su capacidad de explotación del trabajo enajenado.

Esta enajenación del asalariado parece cada vez más "universal" bajo el régimen del capitalismo neoliberal, y específicamente en el caso chileno. Siguiendo las estadísticas oficiales del INE, Santiago Aguiar recuerda que a pesar del fenómeno masivo del "cuenta-propismo" y del "trabajador-emprendedor" independiente (más de 23% del total de la PEA), globalmente las y los asalariados⁸ nunca fueron tan numerosos hoy en Chile, superando el 66% del mercado laboral (cifras 2006), e incluso representan el 74.7% de la población urbana chilena (cifra próxima a la de Argentina según T. Undurraga, 2014: 217). Además, mirando la composición interna de todos los activos, puede verse que predominan lo que clásicamente se llama "obreros" (asalariados que realizan trabajos manuales y repetitivos), por sobre las capas de trabajadores que realizan un trabajo de oficina o gerencial (Aguiar, 2010). Eso sí existe una clase asalariada globalmente muy diferenciada y flexibilizada, con condiciones de organicidad todavía extremadamente frágiles, lejos de la fisonomía del movimiento obrero clasista de los años 70. No obstante, constatar el surgir de nuevos agentes sociales y las dificultades -reales- "de las viejas modalidades de identidad por el oficio" (como lo sugiere Ruiz), no pueden conducir mecánicamente a insinuar la idea de una "pérdida de la centralidad" de la clase obrera-asalariada como actor de toda transformación política postcapitalista (sin por eso caer en un "obrerismo" anticuado).

Reconociendo que el mundo del trabajo se ha vuelto mucho más heterogéneo, complejo y fragmentado, estas nuevas características que está asumiendo el asalariado en el régimen neoliberal no apuntan a la extinción de la clase obrera, sino más bien a *su extensión en diversas esferas* (como los servicios), aunque en condiciones laborales, de conciencia de clase y de organicidad precarias. Así, más que describir el "fin del proletariado", al igual que varios autores⁹, pensamos que el desafío es desentrañar el complejo proceso de formación de estas nuevas relaciones de producción, pero no sólo constatando estudiosamente sus cambios estructurales o el fin de las "viejas clases" del periodo nacional-popular. La metamorfosis de la clase obrera, la tercerización del asalariado o la fuerte disminución de sus componentes

⁸ Los asalariados entendidos aquí como aquellos que tienen sólo su fuerza de trabajo (física y/o intelectual) para subsistir y deben venderla a aquellos que son propietarios o controlan y administran los medios de producción.

⁹ Ver la sección « debates sobre el Trabajo » de la Revista argentina *Herramienta*: <www.herramienta.com.ar/content/debates-sobre-trabajo-trabajo-abstracto>.

industriales son fenómenos profundos en el neoliberalismo. Pero, como lo apunta Ricardo Antunes, con la crisis de la clase obrera tradicional e industrial nació en varios países de América Latina la figura de una "nueva" *clase-que-vive-del-trabajo*, con altos niveles de *complejización, fragmentación y tercerización*. Los procesos de reestructuración productiva de las últimas décadas han conllevado una dinámica de "flexiprecarización", acompañada de una fuerte inestabilidad laboral y trabajo informal que se constituyen tanto desde el proceso de producción como en el proceso de trabajo, con sus cambios tecnológicos y diversas innovaciones flexibilizadoras. Por esto mismo, "no se trata de un efecto transitorio o no deseado", que se podría corregir, sino de ajustes de fondo del capital sobre el trabajo destinados a recomponer las tasas de ganancia y controlar mejor la mano de obra (Aguar, 2009). Estas diferentes modificaciones afectan no sólo la *materialidad* del asalariado, sino que tienen profundas repercusiones en su subjetividad, en su cultura, como también en el íntimo relacionamiento entre estos niveles y "su *forma de ser*", modificando "el universo de la conciencia, de la subjetividad de los trabajadores, de sus formas de representación, de las cuales los sindicatos son una expresión" (Antunes, 2003).

En estas condiciones, no se borró el lugar central del trabajo en el capitalismo latinoamericano, ni tampoco el elemento estructurante del conflicto capital-trabajo. Por ejemplo, en el caso de Argentina, Adrián Piva muestra que más que "fin de la clase obrera", hay que subrayar su creciente desorganización, lo que significó una pérdida de peso social de las acciones de clase dentro del conjunto de las luchas sociales y la fragmentación de las acciones del proletariado: esta dinámica va acompañada de la casi desaparición de la noción de clases sociales de las categorías de análisis académicos. No obstante, desde hace algunos años, la clase obrera argentina supo salir con fuerza del "país invisible" reencontrando el camino de las luchas combativas, e incluso de la autogestión obrera (Piva, 2011). En Chile, la potencia del dominio del capital oligopólico es ahora una experiencia cotidiana para millones de chilenos. Estudios de la Dirección del trabajo, en particular de Magdalena Echeverría, *dennuestran la dimensión de la explosiva precariedad y de los procesos de subcontratación. De hecho, el fin de la Dictadura no significó un cambio sustancial en la reglamentación y externalización de actividades económicas. La ley de subcontratación, que finalmente se aprobó en 2007, distingue entre la subcontratación laboral y el suministro de trabajadores por parte de una empresa intermediaria, pero en ambas figuras se trata de relaciones triangulares, en la cual los trabajadores se encuentran en una situación de fuerte dependencia y vulnerabilidad: el porcentaje de las firmas que hacen uso de la subcontratación en Chile es masivo y se ha movido en los últimos años entre más del 50%, en su punto más alto y un poco más del 30% (Echeverría, 2010). Según la Encuesta Laboral (ENCLA) 2011, 38% de las empresas usan este sistema y la cuarta parte de las empresas que subcontratan encargan trabajos que forman parte de su giro principal¹⁰. Desde el año 2010, 7 de cada 10 empleos creados son tercerizados, un fenómeno que actúa de manera diferenciada por sector, pero también desde una perspectiva de género: si 55,7% de los hombres son tercerizados, esta cifra se eleva a 79,6% para las mujeres (Galdámez, Aedo, 2014).*

Por otra parte, según cálculos de la Fundación SOL, en los últimos 20 años, la productividad del trabajo (PIB dividido por horas trabajadas) ha aumentado en un 90%, pero las remuneraciones reales terminaron creciendo sólo en un 20%, lo que significa que existe un alto excedente productivo no remunerado (con un 70% que fue ganancia directa del empresariado). Este contraste creciente desde 1998 entre productividad y salarios reales muestra concretamente la dimensión de una nueva ofensiva

¹⁰ La ENCLA es la principal y más completa encuesta sobre condiciones de trabajo y relaciones laborales que se realiza en Chile, la última se realizó en 2011 (ENCLA, 2011).

empresarial contra el trabajo, en contexto de neoliberalismo maduro. Esto es tan claro que las remuneraciones de los asalariados, que en promedio se habían elevado un 4,9% anual entre 1990-1995, aumentaron sólo en un 1,7% entre 1999-2005; mientras tanto se endeudaban el 60% de las familias chilenas. En la actualidad, 50% de los asalariados privados recibe un ingreso menor a 455 dólares US por su ocupación principal (encuesta CASEN 2011), cuando en 2011, los sueldos de los gerentes generales de las grandes empresas subieron más del 15% real (Narbona, Páez, 2014). No obstante esta situación, diversas encuestas muestran que la clase continúa siendo un aspecto central en la configuración de orientaciones ideológicas antagónicas, lo cual explica el repunte de los conflictos laborales desde el 2006-2007 y podría ser la fuente de importantes conflictos políticos en el futuro y de una rearme del movimiento obrero, "encontrando lo que nunca fue perdido": la conciencia de clase. Es más, las investigaciones ya citadas de Pablo Pérez refutan la idea según la cual la base del descontento sociopolítico actual estaría situado en los segmentos intermedios y sitúa en los trabajadores este sentir que viene y crece "desde abajo" en el Chile de hoy. Según el investigador de la Universidad de California:

"No está claro por qué este malestar tendría que ser definido como de "clase media" y no de "clase trabajadora" o al menos "de clase media y de clase trabajadora". Esta clase trabajadora no sólo es la mayoritaria, sino que es la que experimenta las condiciones más precarias de empleo. A modo de ejemplo, datos de la Encuesta Nacional de Empleo, Trabajo y Salud de 2010 muestran que mientras el 5% de los profesionales expertos tiene un trabajo de temporada o estacional, dicho porcentaje es de casi 5 veces más (24%) para el caso de los trabajadores no calificados. De modo similar, la encuesta muestra que mientras cerca del 90% de los profesionales cotiza en algún sistema previsional, sólo el 65% de los trabajadores no calificados lo hace (dicho porcentaje es incluso menor, llegando a menos de 15%, para el caso de los trabajadores no calificados que trabajan como autoempleados en el sector informal)" (Pérez, 2015a).

Esta condición objetiva está confirmada por el estado subjetivo de los trabajadores, cuando varias encuestas y un amplio estudio empírico confirman que el tan trillado "malestar" está mucho más presente dentro de las filas de la clase trabajadora calificada y no calificada, que en el seno de los grupos medios altos: las respuestas más críticas a la manera en que se estructura la desigualdad en Chile se concentran de manera notable en la clase trabajadora (especialmente en torno a su segmento no calificado), pero también en los sectores de "cuello blanco" que, a pesar de los tópicos sobre esos trabajadores chilenos, muestran también una marcada conciencia de clase y de su posición subordinada en la estructura productiva (Pérez, 2015b)¹¹.

Sin embargo, como en varios países de la región, el sindicalismo y el movimiento obrero salieron de la dictadura cívico-militar deshechos y si bien los sindicalistas que lograron sobrevivir al terrorismo de Estado recapturaron parcelas de su capacidad de luchar, organizar y negociar a partir de 1990, fue dentro de los estrechos márgenes de la transición pactada. Para el historiador estadounidense Paul Drake: "Desde un punto de vista, Pinochet tuvo éxito en su determinación de eliminar cualquier alternativa al capitalismo del mercado y cualquier

¹¹ Así, por ejemplo, la inmensa mayoría de los trabajadores calificados y no calificados (alrededor del 75%) afirma que ganan menos o mucho menos de lo que merecen (solo 48% de los gerentes y de 60% de los expertos piensan lo mismo).

posibilidad de un proyecto socialista de los trabajadores y sus partidarios izquierdistas" (Drake, 2003). El verdadero *pilar* del modelo económico, social y político instaurado desde mitad de los 70' -e incólume en sus aspectos fundamentales hasta hoy- fue lograr mantener niveles extremadamente intensos de explotación del trabajo con una tasa de extracción de plusvalía al alza, en particular desde finales de los 90. Especialmente dañinos en este sentido fueron el Plan Laboral (1979) y el nuevo Código del Trabajo, que consagraron un modelo laboral altamente asimétrico y favorable para el reforzamiento del poder (casi total) del empresariado y del capital por sobre el trabajo. El *Informe Anual sobre Derechos Humanos en Chile 2014* de la Universidad Diego Portales describe el panorama de los derechos laborales en el país, como "bastante desolador, principalmente:

"por la escasa y, en algunos casos, nula intervención del Estado para los efectos de dar una adecuada protección frente a los actos ejercidos por empleadores tendientes a mermar o anular el derecho de huelga, y por el tratamiento que recibe el ejercicio de este derecho por parte de los medios de comunicación social: resaltando situaciones puntuales de violencia e invisibilizando el conflicto laboral de fondo que está detrás" (UDP, 2014).

Citemos en particular: el resquicio legal del "Multirut"¹² (recientemente reformado pero no del todo anulado) que permitía impedir una negociación colectiva unitaria de trabajadores incluso al interior de una misma empresa; la exagerada tramitación burocrática que requiere un proceso de huelga y su ilegalidad fuera de un largo proceso de negociación colectiva; el impedimento para negociar sindicalmente aspectos relativos a la organización y dirección del proceso de trabajo; la subcontratación permitida en todas las ramas de la economía; el derecho a reemplazo de los trabajadores en huelga y al *lock out* por parte de los empresarios; el relegamiento de la negociación colectiva a nivel de unidad productiva (y no de rama); la ilegalidad de la negociación colectiva y de la huelga en el sector público o municipal, etc. La gran mayoría de estas medidas que prevalecen hasta el día de hoy, edificando unos de los códigos laborales más regresivo e híper-regulado del mundo, a pesar de las reformas realizadas en tiempos pos-autoritarios (Narbona, 2014). La gran reforma laboral promulgada en agosto del 2016 por el gobierno Bachelet, y denunciada como "reforma sindical" por la derecha y el empresariado, significa algunos tímidos avances esperados por los asalariados, pero sobre todo, está acompañada de no pocas ambigüedades y numerosos retrocesos... Dentro de lo que podrían ser avances se pueden notar la titularidad sindical para negociar colectivamente, la rebaja de 4 a 3 años del máximo de vigencia de los instrumentos colectivos o la propiedad de los beneficios de la negociación, pero globalmente y estructuralmente, esta reforma mantiene el legado del Plan Laboral redactado por José Piñera en 1978. Además, el contenido del proyecto muestra un gobierno obsesionado por conseguir aún más *paz social* y un "contrato social" entre las clases para implementar lo que denomina "colaboración estratégica" que podría permitir "a las empresas apoyarse en los sindicatos para poner en práctica una gestión satisfactoria de los recursos humanos"¹³; es decir en el escenario chileno, darle aún más poder al gran empresariado... La inmensa debilidad sindical es también validada con confirmación de la imposibilidad de negociar más allá de la empresa

¹² Permite a una empresa única declarar varias razones sociales y así dividir trabajadores o trabar la creación de sindicatos. Supermercado como "Totus" del grupo Cencosud lograron tener hasta más de 36 razones sociales en Chile (cifras 2014)...

¹³ Ministerio Secretaría General de la Presidencia 2014 "Mensaje de S.E. La Presidenta de la República con el que se inicia proyecto de ley que moderniza el sistema de relaciones laborales, introduciendo modificaciones al Código del Trabajo" (República de Chile: Santiago) 29 de diciembre.

individual, vetando toda perspectiva para los y las asalariados de una articulación en función de ramas de la producción, de la pertenencia a un mismo holding, o a un mismo territorio. También introduce la concepción insólita de "huelga pacífica" o de "servicio mínimo" e incluso de *reemplazo interno* de los trabajadores en huelga, otras maneras de negar el ejercicio del derecho pleno a huelga como es reconocido por la Organización Internacional del Trabajo (OIT); legitima la prohibición de negociación y huelga en amplios sectores del mundo del trabajo (públicos y fiscales en particular), confirma el exceso de tutela administrativa en los sectores que pueden negociar, introduce la noción de "flexibilidad pactada", etc¹⁴. Además, la nueva ley plantea que la empresa mantiene su derecho a *lock-out*, es decir, a cerrar en caso de huelga, y por lo tanto a suspender el contrato de trabajo de sus empleados.

En su intervención, a principios de marzo 2015, en la comisión "trabajo" de la cámara de diputados, el jurista laboralista de la Universidad Diego Portales José Luis Ugarte no dudó en subrayar después de un detallado e informado análisis que, finalmente, el proyecto presentado por el gobierno de la "socialista" Michelle Bachelet, representara una "actualización" y "consolidación" del plan laboral de la dictadura, pero en ningún caso un progreso democrático para los trabajadores. En mismo académico escribía algunos meses antes, a propósito del estado del derecho a negociación colectiva en Chile:

"en la reforma del Gobierno, no hay espacio para el 70% de los trabajadores chilenos que laboran en empresas donde no se pueden formar sindicatos -porque no hay 8 trabajadores-, cuya única esperanza es que sus condiciones de trabajo fueran negociadas en el nivel de rama o sector de producción. Seguiremos siendo, entonces, el país que da vergüenza en materia de derechos colectivos en la propia OCDE: mientras el 60% promedio negocia colectivamente en los países que la integran, en Chile sólo el 8%. La dudas que este proyecto genera son obvias: ¿era esta la reforma laboral que se les había ofrecido a los trabajadores chilenos? ¿Debemos conformarnos con que la sociedad más igualitaria de la Nueva Mayoría no incluye el trabajo? ¿Para este capitalismo sin equilibrios era la mayoría parlamentaria para Bachelet? Algo ya sabemos al menos. En la cocina de las reformas laborales no hay nada dulce para los trabajadores. Solo sabores amargos" (Ugarte, 2014).

En este plano también el actual gobierno se inscribe en la continuidad de la clase dominante civico-empresarial neoliberal y de 2 décadas de gobierno de la Concertación. Así se puede comprender el rol histórico jugado por el Gobierno (en particular por el Partido socialista) y la gran moderación de la Central Unitaria de Trabajadores (CUT - la multisindical más grande hasta el día de hoy, dirigida entonces también por la Concertación) durante los llamados "Acuerdos marco tripartitos" (1991-1993), con los que se esperaba crear una instancia de diálogo y acuerdos con el empresariado, de modo que los primeros años de la transición transcurrieran casi sin movilizaciones y con un movimiento obrero que operara esencialmente como fuerza auxiliar del nuevo bloque dominante (Gaudichaud, Osorio, 2015).

Esta situación reforzó la tendencia a la baja de la sindicalización: el porcentaje de la fuerza de trabajo sindicalizada, que desde comienzos de los ochenta se recuperaba lentamente, cayó desde un pico de 14% en 1992 hasta un magro 9% hacia 1997, mientras que el porcentaje de los trabajadores involucrados en negociaciones colectivas también descendió en términos relativos de un 7,6% a un 5,9% (Aravena, Núñez, 2011). El corolario de todo esto fue un alejamiento de crecientes sectores de trabajadores del sindicalismo representado por la CUT,

¹⁴ Sobre estos aspectos, ver los diferentes análisis publicados por el periódico *El Desconcierto* (Santiago): <<http://eldesconcierto.cl>> o en *Rebelión* (Madrid): <www.rebelion.org>.

central que intentó a partir del 2003 recuperar legitimidad con una postura más confrontacional, cuando ya no contaba con la fuerza necesaria, ni la representatividad¹⁵ para golpear la mesa. Los sectores con perspectivas de transformaciones más radicales, a su vez, se replegaron en sindicatos y proyectos de multisindicales que no lograron salir del marasmo, salvo para sectores como los trabajadores de la salud municipal y el colegio de profesores, que lograron importantes conquistas durante el Gobierno de Patricio Aylwin (1990-1994). Las críticas a la directiva de la CUT, su burocratización, falta de democracia interna y ausencia de autonomía de la central explican también la aceleración de la atomización sindical, e incluso la creación de pequeñas centrales concurrentes, incluso más “moderadas” como la Unión nacional de trabajadores (UNT), el surgimiento de la Central autónoma de trabajadores (CAT) o la creación de corrientes críticas como la Confederación general de trabajadores (CGT) (Frías, 2008). No obstante, la división de la “elite sindical” en varios modelos de acción sindical, los años 2000 son años de lenta recuperación, mayor pluralismo en las formas de luchas, al mismo tiempo que la heterogeneidad sindical se radicaliza (Gutiérrez, 2013). Así, los inicios del siglo XXI corresponden también a un lento crecimiento, tanto de la tasa de sindicalización, como del número de sindicatos hasta alcanzar un 14% en 2013 (cifra todavía muy por debajo de los más de 30% alcanzado en 1973). Al mismo tiempo que otros actores sociales, el movimiento sindical recupera asimismo cierto nivel de incidencia y organización, pero partiendo de un piso muy bajo: la organización sindical es una institución con cierta presencia sólo en las grandes empresas, segmento en el cual casi la mitad de las unidades productivas tiene sindicato (48%). En cambio, en las empresas de menor tamaño, que constituyen la mayoría de las unidades empresariales del país, el sindicalismo es extremadamente minoritario. En efecto, sólo el 4,5% de las pequeñas empresas y el 1,6% de las microempresas tienen trabajadores sindicalizados (ENCLA, 2011).

A pesar de estas difíciles condiciones, a partir del 2006-2007, los conflictos de clases de los trabajadores, aunque todavía con un formato y una dimensión muy acotados, vuelven a emerger claramente. Esta revitalización parcial se traduce a través del número de huelgas, tanto legales, como ilegales: en los últimos años, las ilegales superan constantemente a las de tipo legal, y esta brecha tiende a aumentar. Según los estudios de Armstrong y Ávila, en 2009, sólo 22.000 trabajadores (sobre una población activa de 8 millones personas) participaron de huelgas legales, cuando son más de 1 millón 500.000 los que se vieron involucrados en conflictos considerados ilegales (Armstrong, Ávila, 2011). Por ejemplo, en el primer trimestre del 2014 se podían detectar 48 huelgas a nivel nacional, de las cuales casi la mitad eran ilegales, involucrando a más de 15.400 asalariados¹⁶. Esas estadísticas confirman varios fenómenos. Primero, una conflictividad laboral creciente, aunque todavía atomizada, en particular a partir del primer mandato del gobierno de la socialista Michelle Bachelet (2006-2010). Segundo, la durable segmentación del movimiento sindical entre dos campos heterogéneos: por una parte, un polo “integrado”, minoritario, compuesto por las fracciones del asalariado con contratos más estables, pertenecientes a sectores tradicionales o estratégicos de la economía, y con mayor posibilidad de negociación colectiva; por otra parte, la gran masa de los trabajadores rurales y urbanos altamente precarizados, con salarios muy bajos, en sectores más feminizados, como por ejemplo la gran distribución (*retail*), agricultura o los servicios. Las recientes luchas en los *Call-center*, en cadenas de farmacias, en empresas de distribución

¹⁵ La CUT representaba sólo 6% de la PEA total en 2013 y ha perdido gran parte de su representación en el sector privado, contando con una sobrerrepresentación de organizaciones del sector fiscal y municipal, sectores no obstante muy combativos y organizados.

¹⁶ Cifras compiladas por el Observatorio de Huelgas Laborales (OHL) y sistematizadas por el Centro de Investigación Político Social del Trabajo: <www.cipstra.cl>.

(conductores y ayudantes de repartición de "Coca Cola") o en grandes tiendas y supermercados (creación de la red sindical Cencosud) muestran que, a pesar de la precariedad, las violentas prácticas antisindicales y su menor visibilidad mediática, la organización combativa es posible, incluso en espacios que fueron durante mucho tiempo verdaderos desiertos sindicales. Hay que añadir a eso las numerosas luchas de trabajadores fiscales (hospitales, ministerios, municipios, etc.) y las movilizaciones de profesores, con una nueva generación (como el MUD, movimiento por la unidad docente) peleando incluso a nivel interno para recuperar un sindicalismo más democrático e independiente frente a cúpulas burocráticas, como es el caso en el Colegio de profesores. Empero, tal vez más que todos, son algunos "sectores obreros estratégicos" tal como los definió John Womack, con mayor capacidad de bloquear la economía a pesar de su carácter minoritario, que confirman la ubicación central del trabajo en el neoliberalismo maduro y su gran potencialidad política crítica (Womack, 2007).

"Del total de los sectores o ramas de la economía, las que más peso tienen en el total del PIB 2009 son: la minería (representa el 16,4% del PIB¹⁷), los servicios financieros (representa el 15,9% del PIB) y la industria (representa el 12,7% del PIB). Puntualizar esto, es útil para aproximarnos a identificar las posiciones estratégicas en las que descansan y pueden ser afectadas las relaciones sociales entre el capital y el trabajo. En este sentido, las principales estructuras donde se posiciona estratégicamente la clase obrera en Chile está dada por el peso relativo de cada rama o sector de la economía, por su peso en la economía nacional, más que por el número de trabajadores. Por ejemplo, es claro que la minería, y el cobre en específico, sigue siendo "el sueldo de Chile", sin embargo, ocupa una proporción insignificante de trabajadores" (Aguilar, 2010).

En la última década, algunas de estas fracciones de asalariados, intensamente tocados por procesos de subcontratación, hicieron verdaderamente temblar al gran empresariado chileno y transnacional. Lo que los universitarios Núñez y Aravena llamaron el "renacer de la huelga obrera" (Aravena, Ñunez, 2009) ha sido simbolizado, entre otros, por la gran movilización de los trabajadores subcontratados de la Corporación de desarrollo del cobre (CODELCO). La fundación de la Confederación de Trabajadores del Cobre (CTC), bajo la dirección del militante comunista Cristian Cuevas, la muy combativa huelga del año 2007 de gran parte de los 25000 subcontratados de CODELCO, combinando paralización, cortes de ruta, enfrentamientos con la policía y negociación con el gobierno, permitieron arrancar importantes beneficios para los mineros. En regiones y en el sector privado, los conflictos y huelgas en empresas forestales entre marzo y mayo 2007 (forestal Arauco del holding COPEC) o la "huelga larga" de miles de obreras en empresas salmoneras en 2008, sacudieron al país, aunque no fueron siempre victoriosas y si sistemáticamente criminalizadas. Este despertar ha sido acompañado en un segundo tiempo por nuevas resistencias laborales: podríamos citar la reciente huelga de los mineros de la mina Escondida (en marzo 2017), más grande mina de cobre del mundo, que enfrentó más de 2500 trabajadores a una de las principales multinacionales minera del planeta por reivindicaciones asalariales y de condiciones de trabajo. Tal vez una de la estrategia sindical más impactante del periodo fue la larga movilización (2011-2014) de los trabajadores portuarios, con flujos y reflujos, victorias y represiones, que lograron forjar una "Unión Portuaria", sin existencia legal pero con un

¹⁷ Estos porcentajes varían de acuerdo a varios factores: precio internacional de los productos, las crisis económicas, etc. Por ejemplo, en 2007, la minería representaba el 24,4% del PIB.

inmenso poder real. Coordinando huelgas "solidarias" en todo el territorio y paralización nacional de los puertos, impusieron una agenda legislativa a los dos gobiernos de turno (presidencia Piñera y segundo gobierno Bachelet), el reconocimiento de parte de sus reivindicaciones (con la llamada "ley corta" portuaria de 2014) y, sobre todo, sentaron en la mesa de negociación al empresariado más potente del país, por encima de las empresas intermediarias subcontratistas¹⁸.

"Estos movimientos tienen características distintas a las del sindicalismo tradicional. No los unen ni los oficios ni la empresa a la que pertenecen, sino que precisamente su transitoriedad, lo cual los dispone a actuar colectivamente en torno a intereses más generales que los propios e inmediatos. En estas nuevas organizaciones la afiliación se mantiene con independencia de que los trabajadores estén o no empleados o si trabajan en la misma empresa, faena o proyecto. En el caso de los portuarios la afiliación se conserva a pesar de que los contratos con las empresas de estiba tienen una duración 8 horas y nada asegura que al día, semana o mes siguientes puedan ser contratados de nuevo. La segunda característica y dificultad que los diferencia del sindicalismo tradicional es que para poder negociar su acción deben, ahora sí y de hecho, en "levantar el velo y en "forzar a que la contraparte patronal real se constituya como tal. Los subcontratados para realmente aspirar a negociar tienen ante todo que preocuparse de obligar a que "el empleador real aparezca, muestre la cara y acepte negociar. Y hoy en día el verdadero empleador no está necesariamente en la misma rama de actividad, sino en el holding o el grupo económico y/o la empresa principal mandante" (Echeverría, 2010: 20).

Ese surgimiento, desde las entrañas mismas del trabajo flexibilizado-precario, facilitó también la aparición de estrategias sindicales en otros ámbitos, incluyendo al sector público (hospitales, profesores, empleados municipales) intentado utilizar una variada gama de repertorios de luchas, redes de apoyo, *dentro* pero también *fuera* de la institucionalidad laboral. Se puede afirmar que estos conflictos sindicales anunciaron el nuevo ciclo de luchas más amplias que irrumpió fuertemente a partir de 2011, y abre la discusión sobre la constitución de un sindicalismo clasista en condiciones de neoliberalismo maduro. Ahora bien, hay que reconocer que los obstáculos son muy numerosos para la recomposición de un sindicalismo clasista. Ya hemos explicado la dimensión de las dificultades y atomización, que enfrentan los asalariados. Se podría citar también la existencia de generaciones enteras de sindicalistas formados al alero de una institucionalidad restrictiva, numerosas formas clientelares en las organizaciones, la débil feminización de las direcciones sindicales¹⁹ y la presencia de lo que Francisca Gutiérrez nombra "sindicalismo social", es decir un sindicalismo integrado a la empresa, que rechaza toda forma de movilización del colectivo -huelga, manifestación, etc.- por considerarla una "manifestación política innecesaria" y "prefiere solucionar los problemas de los trabajadores uno a uno, a través de un dialogo directo e informal con la directiva de la empresa" (Gutiérrez, 2013). Dentro del debate actual de los sectores del "sindicalismo políticos" están, en particular, las interrogantes sobre el liderazgo que tendría que encaminar la CUT: la multisindical es considerada por numerosos dirigentes como una palanca indispensable para la unidad de la clase y una herramienta que habría que reconquistar desde otras bases, pensando en la otrora gloriosa CUT (Centra Única de los Trabajadores) de los

¹⁸ Ver los diferentes reportajes sobre este ciclo de luchas portuarias realizado por el periódico *Resumen* (Concepción): <<http://resumen.cl>>.

¹⁹ Sólo 22,3% de los sindicatos tenían mujeres con cargos directivos en 2011 (ENCLA, 2011).

tiempos de Clotario Blest en los años 50 y 60. Al contrario, otras fracciones pregonan la construcción de un "nuevo sindicalismo clasista", autónomo de la CUT y sus maniobras partidarias oficialistas.

Elementos de conclusión

Estudiar el caso chileno permite así designar un caso paradigmático de acumulación flexible, donde se entremezclan algunas huellas de los "viejos espíritus" del capitalismo latinoamericano con los nuevos vientos del sistema socio-económico nacido de la destrucción-creación radical que siguió la contrarrevolución de 1973. Con todo, se trata de un modelo de acumulación periférico y sumamente dependiente de los circuitos de intercambios internacionales, que poco tiene que ver con el "nuevo espíritu" del capitalismo neoliberal céntrico (*managerial*, más horizontal, basado en la autonomía individual, innovaciones y funcionamiento en redes), descrito por los franceses Luc Boltanski y Eve Chiapello (Undurraga, 2014: 292-297). En Chile, prevalecen fuertes jerarquías laborales, un control estrecho y muy jerarquizado del asalariado y, como lo hemos ido insistiendo a lo largo del presente texto, fundamentalmente una explotación, precarización y subsunción real del trabajo férrreas, única condición para poder explicar el núcleo duro del modelo del "jaguar" suramericano y sus niveles de acumulación de plusvalía. A esta relación capital - trabajo que permitió el surgimiento de un empresariado oligopólico, fuertemente conectado al capital transnacional y al imperialismo estadounidense, habría que añadir otros antagonismos esenciales y que no hemos podido desarrollar aquí, a pesar de su importancia. Citemos, primero, el giro ecoterritorial del neoliberalismo y la contradicción capital - naturaleza. El capitalismo chileno, como -en diferentes grados- sus pares latino-americanos, representa también la apertura de un intenso ciclo de concentración en actividades primo-exportadoras, mineras y agropecuarias, en desmedro de todo valor agregado o industrialización. Una depredación de recursos y de riquezas por empresas nacionales y transnacionales que alimentan las llamadas "zonas de sacrificio" de norte a sur del país, donde el megaextractivismo y el "consenso de los Commodities". Segundo, es indispensable subrayar aquí hasta qué punto el trabajo femenino (a menudo precario o informal), la feminización de los cuidados y el trabajo de reproducción son una condición vital para el neoliberalismo. Sin estas condiciones de producción y de reproducción, ningunos de los parámetros analizados anteriormente podrían existir. Para la clase dominante chilena, una manera de mantenerlos es alimentando un patriarcalismo ultra-conservador y un conjunto de violentos estereotipos machistas, legitimados en el plano mediático y político, lo que explica -entre otras cosas- la ausencia de ley de aborto hasta el año 2015. Tercero, sería necesario indagar mucho más el tema del verdadero colonialismo interno y opresión racista que organiza el Estado chileno hacia el pueblo mapuche, combinado con varios mecanismos de "multiculturalismo neoliberal" que pretende "integrar" a los indígenas a través de las redes del mercado.

En el plano estrictamente laboral, los gobiernos sucesivos han obrado a favor del continuismo de la "democracia de los acuerdos" y de la transición pactada entre élites, iniciada en 1990. Así como lo anotan dos analistas del Centro de investigación político social del trabajo (CIPSTRA) de Santiago:

"Las deudas pendientes de la Concertación en cuanto a los cambios en el Código del Trabajo, lejos de invitar a la CUT a firmar más cheques en blanco y declaraciones de buena crianza, debieran derivar en un rescate de la política sindical que mejores

resultados ha dado desde el retorno a la Democracia: un sindicalismo con un proyecto propio que no dependa de los gobiernos de turno, enraizado en la discusión democrática e inclusiva de las amplias bases de trabajadores, y con disposición a la lucha directa contra la institucionalidad empresarial y sus representantes. Y este imperativo cobra mayor fuerza en momentos en que la Nueva Mayoría reedita con el proyecto de Multirut y Reforma Tributaria la vieja política de los consensos" (Osorio, Rivas 2014)

En este contexto, el tremendo desafío para las organizaciones de trabajadores chilenos es lograr enfrentar la flexibilización del capital en su triple dimensión: como flexibilidad laboral, como flexibilidad territorial, como saqueo de recursos y destrucción de la naturaleza. El régimen de acumulación flexible en vigor en Chile recuerda hasta qué punto la estrategia de acumulación por desposesión de las multinacionales y/o de los oligopolios locales se inscribe en una fuerte tensión con las comunidades y el territorio que asedian.

"Los territorios son hoy día un lugar de disputa, ya que el capitalismo se ha volcado en los últimos años a la acumulación y explotación de recursos como el agua, los recursos pesqueros, minerales y un sin número de riquezas naturales, lo que ha generado una serie de conflictos detonados por la presencia de grandes capitales en territorios que antes no le eran apetecidos" (Galdámez, Aedo, 2014).

El hecho que todavía el sindicalismo se limite, en la mayoría de los casos, a reivindicaciones sectoriales o corporativistas dificulta la ligazón entre las movilizaciones desde el lugar de trabajo y los múltiples conflictos territoriales, estudiantiles o socio-ambientales de la última década, marginando en parte los sindicatos de una mayor comprensión de la fuerza transformadora que significaría articular, con mayor claridad, sus luchas desde el trabajo con las resistencias de las comunidades de pobladores en lucha, comunidades de las cuales estos mismos asalariados hacen parte en muchos casos. Este vínculo mancomunado trabajo-territorio, sindicalismo-movimientos, jóvenes-asalariados desde la independencia de clase y el respecto de la autonomía de cada actor, representa una de las claves del periodo. Sin los asalariados organizados, las luchas territoriales, indígenas, educacionales, ecologistas, feministas y pobladoras no podrán superar el modelo, y menos aún "derrumbarlo", aunque demostraron gran capacidad de movilización e incluso de conquistar victorias notables frente al Estado o grandes empresas extractivas. Pero sin los otros movimientos sociales y las comunidades en luchas, el movimiento obrero está condenado a seguir hundido en la fragmentación y a reivindicar solo para algunas fracciones asalariadas cuotas de mejoras parciales. Por todas estas razones, es imprescindible entender en su complejidad el escenario actual, tanto en el plano político como en términos de "despertar" de los movimientos sociales.

Bibliografía

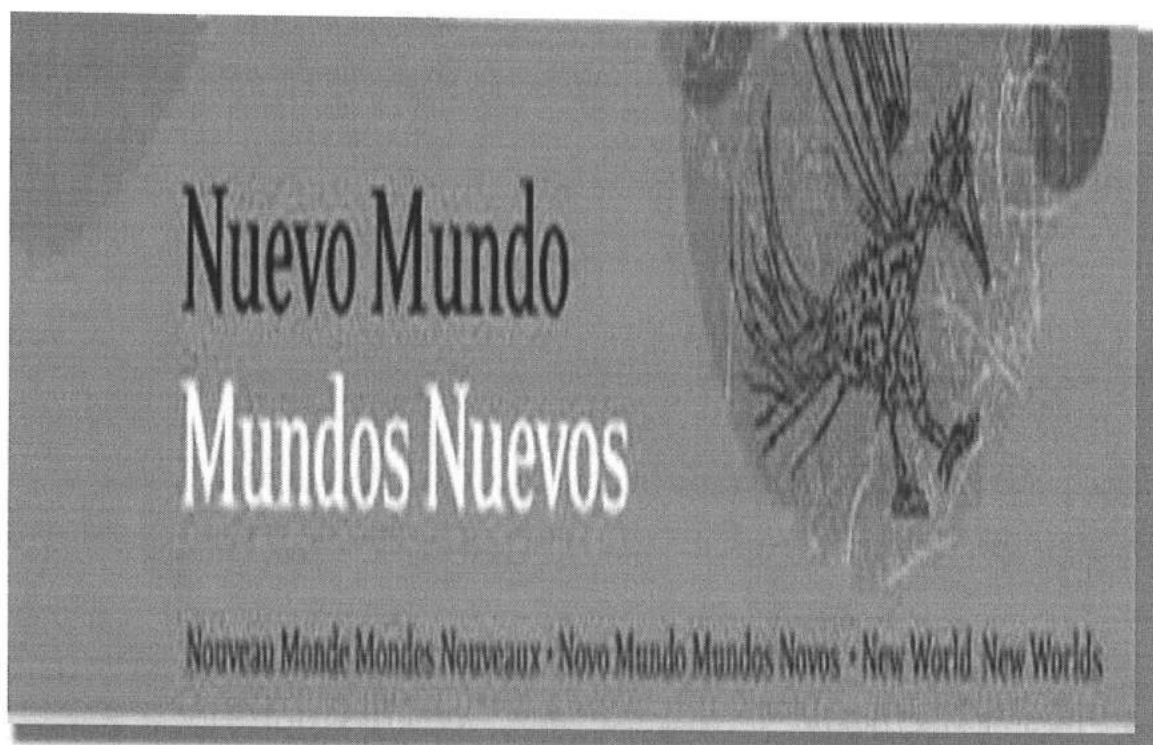
AGACINO, Rafael: "*Movilizaciones estudiantiles en Chile: anticipando el futuro*", en *Educação em revista*, Marília, Universidade Estadual Paulista, Vol. 14, No 1, www2.marilia.unesp.br/revistas/index.php/educacaoemrevista/article/download/3294/2552.

- AGUIAR, Santiago: *Elementos de la estructura de la clase trabajadora en el Chile actual*. Santiago de Chile, Estudios del Trabajo, 2010, www.estudiosdeltrabajo.cl.
- _____. *La flexiprecarización. Innovación, Clase obrera y Nueva Precariedad*. Santiago de Chile, Estudios del Trabajo, 2009, www.estudiosdeltrabajo.cl.
- ANTUNES, Ricardo: *¿Adiós al trabajo? Ensayo sobre las metamorfosis y el rol central del mundo del trabajo*. Buenos Aires, Ediciones Herramienta, 2003.
- ARAVENA, Antonio, NUNEZ, Daniel (ed.): *El renacer de la huelga obrera en Chile. El movimiento sindical en la primera década del siglo XXI*. Santiago de Chile, ICAL, 2009.
- ARMSTRONG, Alberto y AGUILA, Rafael: "Evolución de las huelgas laborales en Chile, 1979-2009", en *Revista Administración y Economía*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, N° 69, 2011.
- BAROZET, Emmanuelle y MENDEZ, María Luisa y ESPINOZA, Vicente: "Estratificación y movilidad social bajo un modelo neoliberal: El caso de Chile", en *Revista Laboratorio*, Buenos Aires, N°25, año 14, 2013, http://issuu.com/editorialeder/docs/revista_laboratorio_n_25_interio.
- BOCCARDO, Giorgio y RUIZ, Carlos: *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflictos sociales*. Santiago de Chile, Ediciones El Desconcierto y Fundación NODO XXI, 2014.
- _____. "Panorama actual de la estructura social chilena (en la perspectiva de las transformaciones de la historia inmediata)", en *Documento de Trabajo*, Santiago de Chile, Centro de Investigación de la Estructura Social (CIES), 2011.
- DEZALAY, Yves y BRYANT, Garth: *The internationalization of palace wars: lawyers, economists, and the contest to transform Latin American states*. Chicago, University of Chicago press, 2002.
- ENCLA: Séptima Encuesta Laboral. Santiago de Chile, Dirección del Trabajo, 2011, www.dt.gob.cl/documentacion/1612/w3-article-101347.html.
- ECHEVERRÍA, Magdalena: *La historia inconclusa de la subcontratación: y el relato de los trabajadores*. Santiago de Chile, División de Estudios de la Dirección del Trabajo, 2010, www.dt.gob.cl/documentacion/1612/articles-97627_recurso_1.pdf.
- FAZIO, Hugo: *Mapa de la extrema riqueza en Chile al 2005*. Santiago de Chile, LOM, 2005.
- FAZIO, Hugo y PARADA, Magaly: *Veinte años de política económica de la Concertación*. Santiago de Chile, LOM, 2010.
- FRIAS, Patricio: *Desaffos del sindicalismo en los inicios del siglo XXI*. Santiago de Chile, CLACSO ediciones, 2008.
- GARATE, Manuel: *La Revolución capitalista de Chile (1973-2003)*. Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012.
- GARRETON, Manuel Antonio: *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile. 1990-2010*. Santiago de Chile, Editorial ARCIS/CLACSO, 2012.
- GAUDICHAUD, Franck (a): "La vía chilena al Neoliberalismo. Miradas cruzadas sobre un país laboratorio", en *Revista Divergencia*, N° 6, Año 5, Enero - Julio 2016, pp 13-28, www.revistadivergencia.cl/docs/ediciones/06/01.pdf.
- _____. (b): *Chile 1970-1973. Mil días que estremecieron al mundo*. Santiago de Chile, Lom, 2016.
- _____. *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, democracia protegida y conflictos sociales*. Buenos Aires, CLACSO, 2015, <http://www.clacso.org.ar/libreria->

- latinoamericana/buscar_libro_detalle.php?campo=autor&texto=gaudichaud&id_libro=1053.
- _____: "Ensayo crítico sobre el nuevo gobierno Bachelet. "Progresismo transformista", neoliberalismo maduro y resistencias sociales emergentes", en *Revista Observatorio crítico de América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, N° 35, 2014, www.clacso.org.ar/institucional/1h3_libro_detalle.php?idioma=&id_libro=875&pag_eNum_rs_libros=
- GAUDICHAUD, Franck y OSORIO, Sebastián, "Los caminos del movimiento sindical ante la democracia neoliberal y el legado de la Dictadura, 1990-2015" en BAZZI, Andrea (Ed.): *Neoliberalismo versus democracia. 25 años de neoliberalismo en Chile*. Santiago de Chile, ICAL-CLACSO, 2015, pp. 236-258, www.biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20160427114240/democracia.pdf.
- GALDAMEZ, Elizabeth y AEDO, Joaquín: "Flexibilización del capital, un desafío en el trabajo y en territorio", en *Revista La Papa*, Santiago de Chile, N°2, noviembre 2014.
- GOMEZ LEYTON, Juan Carlos: *Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal*, Chile 1990-2010. Santiago de Chile, Editorial ARCIS/ CLACSO, 2010.
- GUTTIEREZ C., Francisca: « Oportunidades y peligros del pluralismo sindical en el Chile post-transición », en *Nuevo Mundo - Mundos Nuevos*, Workshops, junio 2013, <<http://nuevomundo.revues.org/65608>>.
- HARVEY, David: *Breve historia del neoliberalismo*. Madrid, Akal, 2013.
- MAYOL, Alberto: *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile*. Santiago de Chile, Lom, 2012.
- MOGUILLANSKY, Graciela: "Privatizaciones y su impacto en la inversión", en FRENCH-DAVIS, Ricardo y STALLINGS, Bárbara (Eds.): *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973*. Santiago de Chile, CEPAL-LOM Ediciones, 2001.
- MOULIAN, Tomás: *Chile actual: anatomía de un mito*. Santiago de Chile, LOM, 1997.
- NARBONA, Karina: *Antecedentes del modelo de relaciones laborales chileno*. Santiago de Chile, Fundación SOL, 2014.
- NARBONA, Karina y PAEZ, Alexander: "La acumulación flexible en Chile: Aportes a una lectura socio-histórica de las transformaciones recientes del trabajo", en *Revista Preterito Imperfecto*, Santiago de Chile, Num 2, mayo 2014, <http://preteritoimperfecto.cl/?p=95#more-95>.
- OLIN WRIGHT, Erik: "Understanding Class: toward an integrated analytical approach", en *New Left Review*, Londres, Num 60, diciembre 2009, www.ssc.wisc.edu/~wright/Published%20writing/Understanding%20Class%20-%20NLR%2060.pdf.
- OSORIO, Sebastián y RIVAS, Gabriel: "El acuerdo de la CUIT con el Gobierno y el Salario mínimo", en *CIPSTRA*, Santiago de Chile, julio 2014, <http://www.cipstra.cl/salario-minimo-1>.
- PIVA, Adrián: "¿Fin de la clase obrera o desorganización de clase?", en BONNET, Alberto (comp.): *El país invisible. Debates sobre la Argentina reciente*. Buenos Aires, Peña lillo/Ediciones Continente, 2011, pp. 153-197.
- PEREZ-AHUMADA, Pablo (a): "La centralidad de la clase trabajadora para la construcción de un proyecto de izquierda en Chile", en *Perspectiva diagonal*, Santiago de Chile, 15 octubre 2015, www.perspectivadiagonal.org/la-centralidad-de-la-clase-trabajadora-para-la-construccion-de-un-proyecto-de-izquierda-en-chile.
- PEREZ-AHUMADA, Pablo: "The end of a Traditional Class Distinction in Neoliberal Society: 'White-collar' and 'Blue-collar' Work and its Impact on Chilean Workers' Class

- Consciousness*", en *Critical Sociology*, Online First Version, 2015, <http://doi:10.1177/0896920515585609>.
- RUIZ, Carlos: *Conflicto social en el neoliberalismo avanzado: análisis de clase de la revuelta estudiantil en Chile*. Buenos Aires, CLACSO, 2013.
- THERBORN, Göran: "Class in the 21st century", en *New Left Review*, Londres, N° 78, 2012, <https://newleftreview.org/II/78/goran-therborn-class-in-the-21st-century>.
- UGARTE, José Luis: "La cocina de Javiera", en *El Mostrador*, Santiago de Chile, 13 de noviembre de 2014, www.elmostrador.cl/opinion/2014/11/13/la-cocina-de-javiera.
- UNIVERSIDAD DIEGO PORTALES: Informe Anual sobre Derechos Humanos en Chile. Santiago de Chile, UDP, 2014, www.derechoshumanos.udp.cl/index.php/informe-anual/repository/Informe-Anual-sobre-Derechos-Humanos-en-Chile-2014
- UNDURRAGA Tomás: *Divergencias: trayectorias del neoliberalismo en Argentina y Chile*. Santiago de Chile, Ediciones Universidad Diego Portales, 2014.
- WOMACK John: *Posición estratégica y fuerza obrera. Hacia una nueva historia de los movimientos obreros*. México, Fondo de Cultura económica, 2007.

* (avec Karim Campusano, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia), "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el 'neoliberalismo maduro', 1989-2015", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent, juin 2017, URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70639>.



Nuevo Mundo Mundos Nuevos

Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world
New worlds

Questions du temps présent | 2017

Chili actuel. Nouveaux éclairages sur le néolibéralisme contemporain – Coord. Franck Gaudichaud,
María Cosette Godoy Hidalgo et Fabiola Miranda-Pérez

KARIM CAMPUSANO, FRANCK GAUDICHAUD, SEBASTIÁN OSORIO,
PABLO SEGUEL ET MIGUEL URRUTIA

Conflictividad laboral y politización. Una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el “neoliberalismo maduro”, 1989-2015

[06/06/2017]

Résumés

Español English

Considerando la discusión teórica e histórica sobre el potencial de politización del movimiento de trabajadores, y el análisis de las orientaciones políticas más relevantes que se pueden inferir sobre el movimiento sindical en la postdictadura, el artículo discute la naturaleza específica que tiene la emergencia de nuevas tendencias en la conflictividad laboral a partir de su ámbito y nivel de politización. A partir de ello, se cuestiona el concepto de nuevo sindicalismo acuñado por algunos autores y se arriba a una definición de sindicalismo tradicional y del carácter objetivo que tienen las nuevas franjas de trabajadores que expresan la revitalización sindical en el neoliberalismo maduro.

Considering the theoretical and historical discussion about the politicization potential of

the workers' movement, and the analysis of the most relevant political orientations that can be inferred about the labor movement in the post-dictatorial period, this paper addresses the specific nature of the emergence of new trends in labor conflictivity in terms of its domain and level of politicization. From there, we examine the concept of new unionism, coined by some authors, arriving at a definition of traditional unionism and the objective character of the new sectors of workers that express the labor revitalization in the context of mature neoliberalism.

Entrées d'index

Keywords : Conflict at labour, union organization, politicization, process labour, mature neoliberalism

Palabras claves : conflictividad laboral, sindicalismo, politización, procesos de trabajo, neoliberalismo maduro

Notes de l'auteur

Este artículo es el resultado combinado de tres proyectos de investigación: a) *Proyecto Perfil 2*, del Dpto. de Sociología de la Universidad de Chile, financiados con fondos del proyecto Bicentenario. b) *Proyecto Bicentenario para el estudio de los movimientos sociales: memoria y poder*. Universidad de Chile: www.poderymovimientos.cl ; www.cipstra.cl . c) Proyecto FONDECYT Regular n°1131018 "Los repertorios de acción sindical frente a las transformaciones del mundo del trabajo en Chile (1990-2014). Estudio en las 15 regiones del país".

Texte intégral

Introducción

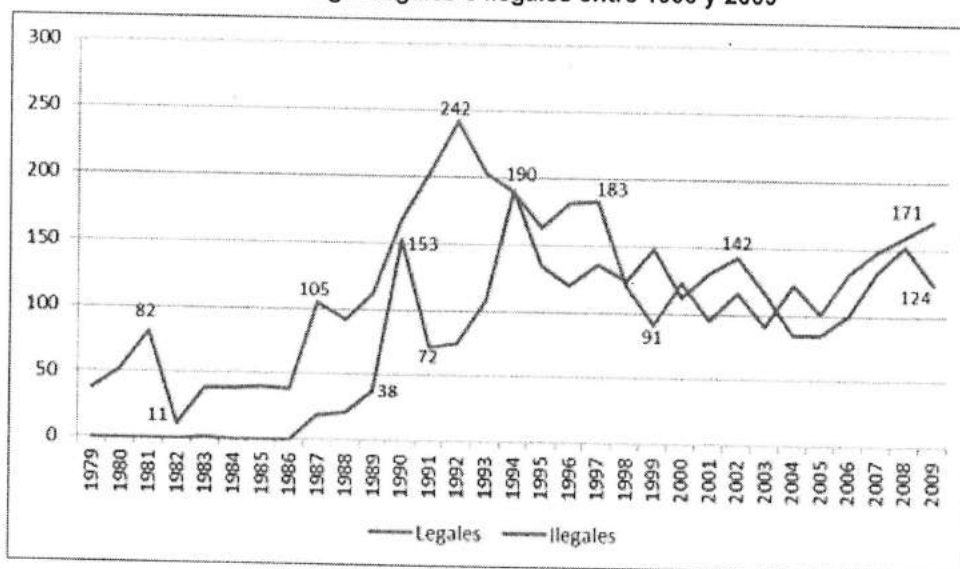
- 1 Desde sus orígenes, el movimiento sindical chileno se ha perfilado como un actor social insoslayable en la política nacional, y como tal, se ha discutido historiográficamente acerca de su capacidad de politización autónoma, es decir, de sus posibilidades de incidir con sus propios objetivos en el ámbito del mundo del trabajo.
- 2 Asumiendo tal posibilidad como cierta, y con el objetivo de asentar coordenadas conceptuales transversales para el análisis del sindicalismo, en un trabajo anterior se revisaron teóricamente algunos enfoques sobre la politización, arribando a una definición de niveles que ahonda en su nivel de radicalidad respecto al conflicto estructural entre capital y trabajo, es decir, el tipo de disputa planteada por el sindicalismo en el marco de las relaciones de producción y distribución, distinguiendo cuando esta disputa se orienta hacia el interior (endógeno) o el exterior (exógeno) del lugar del trabajo¹.
- 3 Tomando en consideración estas nociones, el presente trabajo se propone discutir las principales interpretaciones sobre el movimiento sindical que toma forma en Chile con el retorno a la democracia, para luego revisar información empírica sobre algunas de sus tendencias más relevantes, reflexionando sobre la hipótesis de la emergencia de un "nuevo sindicalismo" esbozada por algunos autores, y su correlato en las percepciones de dirigentes sindicales involucrados en conflictos laborales recientes², buscando identificar el contenido concreto de los cursos de revitalización sindical y politización que se han abierto paso en la postdictadura.

Sindicalismo y politización en la democracia neoliberal

- 4 Habiéndose constatado tempranamente la profunda intervención del movimiento sindical llevada a cabo por el Régimen Militar³, su resurgimiento a comienzos de los ochenta bajo una nueva institucionalidad y una estructura económica en transición⁴ captó la atención de diversos autores, cuyos análisis coinciden en diferenciar a grandes rasgos un sindicalismo políticamente orientado a recuperar la democracia, de otro enfocado a sus problemáticas gremiales⁵.
- 5 Una somera revisión de estas interpretaciones lleva a concluir que en ellas no solo se confunde lo político con lo institucional – por lo que fuera del Estado no habría política –, sino que la ausencia de una separación entre esferas endógenas y exógenas de politización muestra como excluyente un sindicalismo politizado y al mismo tiempo volcado a la lucha salarial, como si no fuera posible que se tratara de “momentos políticos” de un mismo actor.
- 6 Tan pronto como terminó la Dictadura, los estudios sindicales se volcaron a evaluar el carácter político o no que tuvo el movimiento durante la llamada transición a la democracia, y el alcance de su incorporación al pacto consociativo⁶ formulado por la alianza gobernante, y que implicó una orientación colaborativa y no confrontacional de los mayores referentes sindicales respecto al Gobierno y el empresariado⁷.
- 7 Expresión de lo anterior fue la celebración de los Acuerdos Marco Tripartitos a comienzos de la década de 1990⁸, con la aceptación tácita por parte de la Central Unitaria de Trabajadores (en adelante, CUT) de los principios de la “revolución capitalista” heredada por los militares, y que buscaba resolver las contradicciones generadas por el Estado de Compromiso mediante una agresiva apertura al mercado mundial, y un reposicionamiento del sector privado como motor de la economía⁹. Más allá del contenido de estas reformas y ajustes estructurales conocidos como “neoliberalismo” y cuya vigencia se extenderán por todo el periodo analizado, es importante destacar que supuso una claudicación ideológica del sindicalismo respecto a su tradición clasista, al reconocer como legítimo un modelo de relaciones laborales altamente favorable al capital, bajo el supuesto del fin de la lucha de clases, y de que sus intereses son complementarios con los del trabajo¹⁰.
- 8 Es preciso reconocer, no obstante, que la política sindical señalada corresponde a un sector específico del movimiento de trabajadores, ubicado principalmente en el sector público, minero e industrial, cuya fuerza se formó en el modelo anterior al Golpe de Estado y que logró reconstruirse durante los ochenta, asumiendo la conducción y representatividad del sindicalismo por medio de sus organizaciones suprasindicales y la CUT. Mientras, de forma paralela un importante sector de trabajadores sin una estructura unificada continuó teniendo una conflictividad sindical convencional a nivel de empresa, como muestra la Figura 1.
- 9 La paradoja planteada en el párrafo anterior, entre una moderación suprasindical y un aumento en la actividad huelguística a nivel de base, ha llevado a interpretaciones contradictorias. Para unos¹¹, las huelgas son minoritarias y solo revelan la moderación sindical como compromiso ante la transición; para otros¹², este compromiso solo duró hasta 1989, cuando las paralizaciones sindicales retornaron como un claro síntoma de bases más radicalizadas que sus dirigentes dialogantes; un último enfoque, en tanto, ha apuntado a que la reducción de la intensidad movilizadora se vio erradamente

como la mejor estrategia para materializar las demandas más sentidas de los trabajadores¹³. Lo que tienen en común estas visiones es que admiten una voluntad política en el conjunto del sindicalismo, fundamentalmente enmarcada en la nueva institucionalidad y en los niveles de politización más elementales.

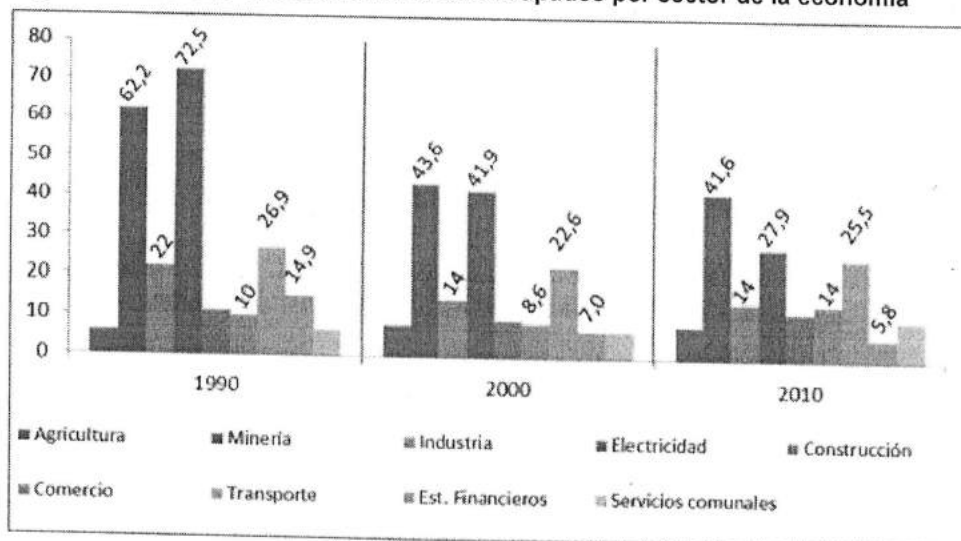
Figura 1 – Cantidad de huelgas legales e ilegales entre 1990 y 2009



Fuente: Elaboración propia a partir de estadística de Armstrong, 2009

10 Otro aspecto a destacar es que, como se aprecia en la Figura 2, las tasas de sindicalización cayeron pronunciadamente desde el retorno a la democracia, lo que en la práctica significó que una fracción mayoritaria y progresiva de trabajadores se desarrolló en el mundo del trabajo sin generar organizaciones colectivas. Para explicar esto, además de los obstáculos propios de la falta de interés, el individualismo, el temor al desempleo y a las represalias antisindicales identificados por algunos investigadores¹⁴, se deben relevar numerosos aspectos de la legislación laboral que limitan, inhiben y hasta impiden la sindicalización, desde las dificultades de quorum de constitución en pequeñas y medianas empresas al no existir derecho a negociación interempresas, hasta las modalidades contractuales que tienen prohibido organizar sindicatos como el caso de los trabajadores del sector público, todas medidas del llamado “Plan Laboral” que no han logrado ser revertidas hasta hoy en sus aspectos fundamentales por las reformas implementadas en democracia¹⁵.

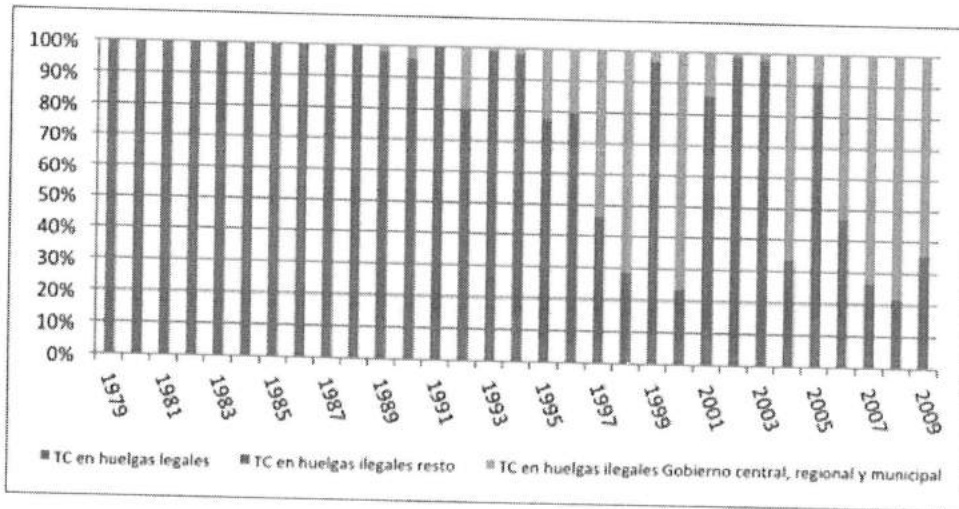
Figura 2 – Tasas de sindicalización sobre ocupados por sector de la economía



Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del Anuario Estadístico 2013, Dirección del Trabajo, y Serie Empalmada Ocupados por Rama de actividad Económica, Instituto Nacional de Estadísticas

- 11 Junto con los aspectos normativos de las relaciones laborales, existe cierto consenso en reconocer que la transformación de la economía chilena trajo consigo un cambio en el escenario de construcción del sindicalismo, al contraerse el empleo en aquellos sectores de donde se erguían los referentes sindicales más activos – Minería, Industria, sector público –, y el crecimiento de sectores donde no existían experiencias de organización significativas¹⁶.
- 12 Pero a pesar de estos obstáculos objetivos el sindicalismo logró mantenerse activo. Si cabe hablar de una crisis del sindicalismo, por tanto, esta se expresó en el fracaso de su estrategia y en una disminución de la cantidad relativa de trabajadores afiliados a dichas organizaciones, aunque la cantidad absoluta de afiliados continuó en ascenso, alcanzando incluso las cifras de la Unidad Popular el año 2012¹⁷, pese a que esta representaba entonces alrededor del 30% de los trabajadores ocupados, y actualmente apenas un 10%.
- 13 La CUT como máximo representante de las organizaciones de trabajadores, por cierto, respondió directamente a los lineamientos de los partidos de la coalición gobernante que dirigían a los sindicatos, federaciones y confederaciones más importantes que la integraban, lo cual no estuvo carente de tensiones. Esto explica que las sucesivas derrotas en su política derivaran en cambios de conducción, y a su vez, en cambios moderados en su táctica, como lo fue el “giro sociopolítico” planteado a comienzos de la década de 2000, caracterizado como una necesidad para superar justamente la despolitización sindical y la estrechez de la actividad restringida a nivel de empresa, mediante la vinculación con otros actores sociales y políticos para plantear demandas sociales comunes¹⁸. De tal modo se incorporaron a la plataforma programática de la CUT elementos ajenos al mundo del trabajo, incluso algunos de los cuales apuntaban a cambios en la institucionalidad política, aunque sin llegar a plantear reformas que cuestionaran profundamente los pilares estructurales del modelo. Sin embargo, esto no redundó en un aumento de fuerza ni poder de convocatoria de los referentes sindicales en movilizaciones, ni en la conquista de sus demandas antiguas o nuevas¹⁹.
- 14 En un segundo plano, más difícil de rastrear por su dispersión pero que puede observarse sobre todo a nivel agregado, la Figura 3 muestra una creciente proporción de Trabajadores Comprometidos (en adelante, TC) en huelgas de tipo ilegal, es decir, que viven sus conflictos laborales por fuera de la institucionalidad. Sin embargo, esto no necesariamente implica una mayor politización a nivel de bases en un sentido de voluntad más radicalizada, ya que como muestra la Figura 4, desde la existencia del nuevo Código del Trabajo (1979) la mayor parte del contingente de TC en huelgas ilegales proviene del sector público, seguido de “Educación” y “Salud”, los cuales en su gran mayoría no tienen derecho a huelgas legales.

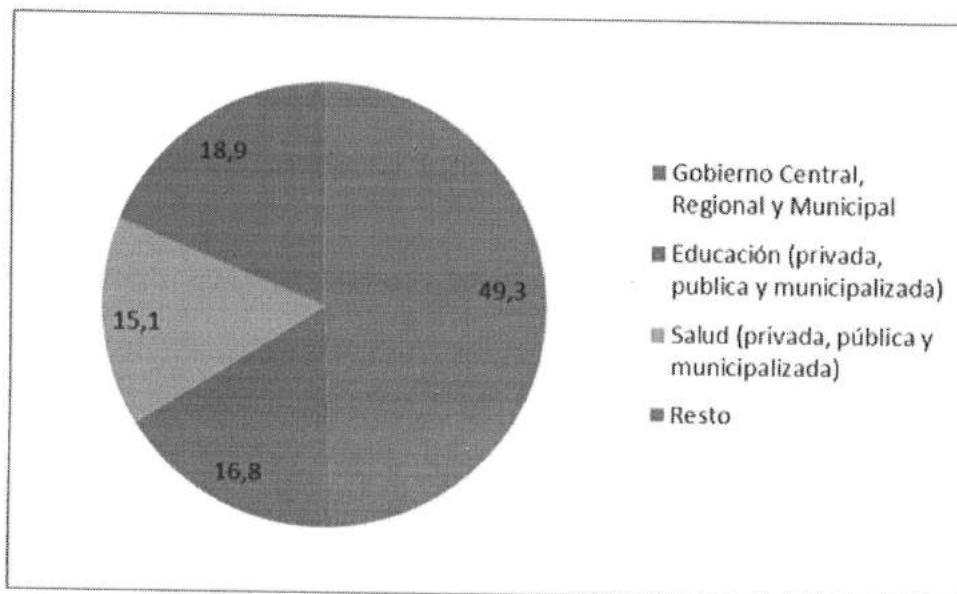
Figura 3 – Trabajadores Comprometidos en huelgas según legalidad



Fuente: Elaboración propia a partir de estadísticas de Armstrong, 2009.

15 En este mismo plano, algunos trabajos que han revelado un aumento leve pero sostenido de las razones no económicas en el total de huelgas del sector privado²⁰, lo que revela indicios de una mayor politización que la sola disputa por mayor salario. El anverso de la moneda está dado por el sector público, en el que la ausencia del derecho a la negociación colectiva tiende a desplazar los conflictos del interior del lugar de trabajo al ámbito exógeno, ya sea de tipo corporativo o político social. En cualquier caso, el carácter crecientemente ilegal de las huelgas plantea objetivamente un cuestionamiento a la institucionalidad como tal, y por ende condiciones de posibilidad de politización si se traduce en una orientación exógena de reformar los límites legales existentes.

Figura 4 – Porcentaje de TC en huelgas ilegales por sector de la economía, 1979 - 2009



Fuente: Elaboración propia a partir de estadísticas de Armstrong, 2009.

16 Por último en este nivel de base se pueden ver hitos significativos de conflictividad sindical, destacando las movilizaciones sectoriales más grandes en términos de Días Hombre de Trabajo Perdido (DHTP, cociente entre trabajadores comprometidos y la duración de la huelga) radicadas en el sector de la salud pública y de los profesores de la educación municipal, que desplegaron paralizaciones tanto por razones salariales como por demandas de mejoras del sistema educacional y de salud, mostrando una acción político-social incluso antes del “giro político” de la CUT, el cual prefiguraron en su interior. Junto con

ser trabajadores del Estado, estos casos tuvieron en común contar con los referentes sindicales más grandes de Chile en cuanto a afiliación, permitiéndoles afrontar conflictos nacionales con bastante autonomía, pero lo más importante es que la naturaleza de sus demandas convirtió sus conflictos en los más politizados que tuvo el movimiento sindical hasta la primera mitad de la década de 2000.

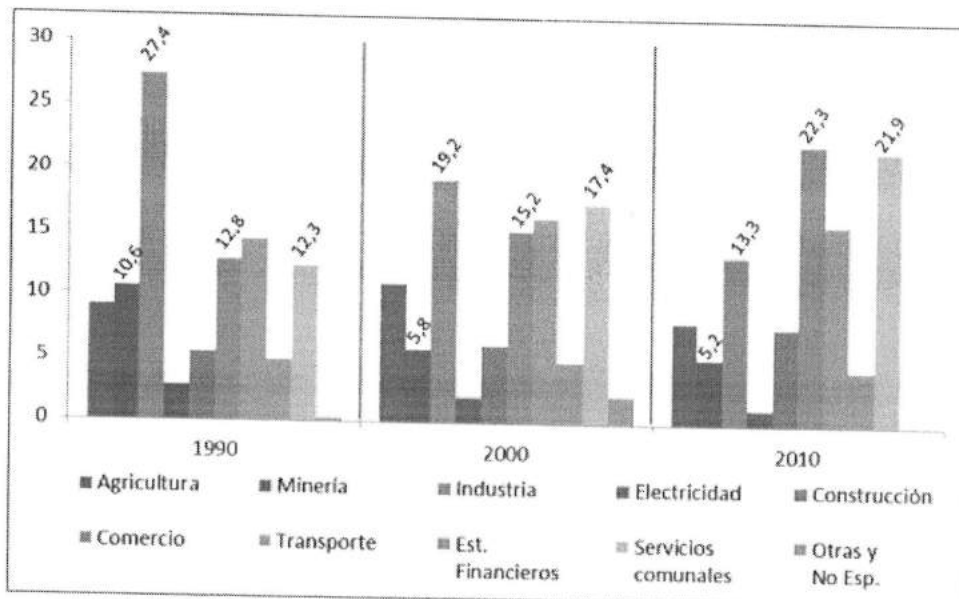
- 17 Desde mediados de la década de 2000, no obstante, entre los referentes sindicales sectoriales y las huelgas legales e ilegales, y la mayor parte de las veces en contacto con la esfera suprasindical de la CUT, comienza a engendrarse subterráneamente un proceso de aparente revitalización sindical que irrumpirá desde el año 2005 con importantes movilizaciones.

Politización y “nuevo sindicalismo”

- 18 Con los elementos expuestos podría hablarse de un movimiento sindical que, aunque no logra crecer en términos relativos, va aumentando poco a poco sus niveles de politización exógenos en la esfera suprasindical, pero sería apresurado extrapolar esta conclusión respecto a los trabajadores de base, ya que aquellos referentes no agrupan a la mayoría de las organizaciones de trabajadores, pero además porque no tienen facultades legales de negociación, lo cual los tiende a alejar de sus bases sindicales y genera la percepción de que se ponen al servicio de intereses partidarios, como resume un dirigente: “a veces el gran problema es que siguen las orientaciones de los partidos y no las orientaciones de los trabajadores”²¹.
- 19 En efecto, desde el retorno a la democracia los resultados de las elecciones de la CUT sugieren que su politización como referente fue un híbrido entre la impronta de la coalición gobernante hasta 2010 y el Partido Comunista²², cuyas bases de sustentación se han encontrado en las fuerzas sindicales de avanzada entre los trabajadores del Estado, y en menor medida del sector industrial y minero, que a su vez cuentan con una importante capacidad de presión y movilización en sus respectivos ámbitos. El hecho que sean los mismos sectores históricamente fortalecidos al alero el Estado de Compromiso, así como su orientación política subordinada al proyecto concertacionista, han incidido en que se asocie a estos sectores con la idea de un “sindicalismo tradicional” por parte de algunos autores²³. Como contraparte, y fundamentalmente a partir de importantes y mediáticas movilizaciones registradas por trabajadores subcontratados durante el segundo lustro del 2000, se ha sugerido también el surgimiento de una nueva tendencia en el sindicalismo, pero que remite a muchas ideas diferentes.
- 20 En estricto rigor, se ha hablado de un “Nuevo Sindicalismo” (en adelante, NS) casi tan pronto como finalizó la Dictadura, para señalar una visión optimista del sindicalismo que surgiría con la democracia y sus futuros desafíos²⁴, así como para referirse al tipo de sindicalismo neoliberal y despolitizado que intentó generar el Plan Laboral²⁵. Pero sobre todo, el fenómeno en cuestión ha tomado como referencia las huelgas llevadas a cabo por trabajadores subcontratados del sector cuprífero, forestal y salmonero, retratadas como el resurgimiento de expresiones reivindicativas de sectores extractivistas, representativos de las nuevas formas de flexibilidad laboral propias del modelo neoliberal de relaciones laborales, que resultan claves para establecer contrapuntos con las teorías de la crisis del sindicalismo amparadas en los conceptos clásicos de empleo²⁶. Más recientemente se han relacionado con NS las novedosas movilizaciones nacionales de los trabajadores de la Unión Portuaria de Chile el 2013, y de la Federación Nacional de Trabajadores de Walmart en 2014, entre otras.

- 21 Es importante señalar que por el carácter avanzado de proceso de establecimiento del modelo económico chileno respecto al resto de Latinoamérica, tiene sentido identificar estas importantes movilizaciones como un fenómeno propio del “neoliberalismo maduro” como le ha definido Agacino, es decir, como el resultado de largos años de acumulación de sus formas características de sobre explotación de la fuerza de trabajo, y que permiten ver los resultados de la aplicación completa de la agenda de liberalización de mercados²⁷, incluyendo el laboral. Sobre esto, es pertinente la aclaración de Gaudichaud: “la noción de ‘madurez’ no debe considerarse en clave ‘biologista’, o como producto de una evolución lineal desde el nacimiento hasta la vejez del sistema, sino enfatizando en su carácter dual: por una parte, un modelo que acumuló solidez, parsimonia y experiencia; pero también por otra parte, cada vez menos ágil, con menor flexibilidad hegemónica, credibilidad y capacidad de adaptación”²⁸.
- 22 Se trata de un planteamiento coherente con la idea de que la organización de los trabajadores desarrolla formas y tendencias de acuerdo a los patrones de acumulación capitalista dominantes en cada momento histórico²⁹ en los que predominan determinados procesos de trabajo³⁰, por lo que un NS sugeriría la emergencia de una nueva expresión política en el mundo del trabajo, marcado por la existencia de un antes y un después. ¿Qué es entonces lo nuevo que surge? ¿En qué sentido se diferencia de lo que ya había? En la literatura sobre sindicalismo reciente en Chile se pueden encontrar numerosas pistas.
- 23 Una primera aproximación a la idea de NS es aquella que lo vincula a la estructura laboral, a las transformaciones económicas que redundaron en la ampliación del sector servicios y la contracción del sector industrial, con un correlato de fortalecimiento y debilitamiento de sus expresiones sindicales sectoriales³¹. Así, sería aquel que crece cuantitativamente en contraposición al sindicalismo tradicional, y que retrocede en su peso relativo a excepción del sector Construcción, como muestra la Figura 5. Una variante de este enfoque es aquella que, reconociendo lo anterior, especifica que su desarrollo se da en torno a las nuevas modalidades laborales flexibles del neoliberalismo, como la subcontratación³². En el primer caso, no aparecen diferencias de politización entre lo viejo y lo nuevo, mientras que el segundo remite concretamente a la superación de la politización endógena mediante negociaciones interempresas de facto, que tienden a enfrentar a estas fuerzas con la institucionalidad laboral en la lucha por reformas corporativas, como la Ley 20.123 de Subcontratación.
- 24 Otra forma de abordar este tema es aquella que habla de una tendencia de tipo cultural, caracterizada por nuevas formas organizativas y liderazgos sindicales más democráticos. Aunque suele relacionarse con emergencia de nuevas modalidades laborales, el énfasis en este caso está puesto en las prácticas sindicales, en formas más horizontales de toma de decisiones, liderazgos carismáticos y en el recambio generacional del sindicalismo³³, con el respaldo de estudios de casos que por su énfasis en las formas internas hace difícil identificar el carácter político que se le confiere, quedando abierto a una evaluación caso a caso.

Figura 5 – Peso relativo del sindicalismo por sector de la economía, años 1990, 2000 y 2010



Fuente: Elaboración propia a partir de datos de Anuario Estadístico 2013, Dirección del Trabajo

- 25 Cargada de politización, en cambio, una tercera interpretación del NS lo define como aquellos sectores precarios que se han movilizado y radicalizado en perspectiva de horizontes alternativos al neoliberalismo, rechazando el sindicalismo tradicional dialogante y colaboracionista por uno que se plantea en ruptura con la institucionalidad actual, lo que vendría a reflejar una recomposición de la clase trabajadora como actor político en el escenario nacional³⁴.
- 26 También se ha hablado de NS para referirse al cambio en la orientación política de la CUT durante la primera mitad de los 2000, denominado sindicalismo sociopolítico. Esta habría sido una evolución y adecuación del sindicalismo tradicional, contaría con rasgos movimientistas y una voluntad de profundizar la democracia sin pretensión de rupturas importantes con el modelo sino más bien de respeto con lo que permite la legalidad y de presión por su ampliación³⁵, aunque también hay variantes que consideran que su carácter social-comunitario lo podría dotar de un potencial rupturista importante³⁶.
- 27 Finalmente, existe una interpretación que se refiere a las formas de acción del NS vinculadas a su situación de precariedad laboral³⁷, y que serían las gatillantes de su identidad y organización³⁸. Aquí entrarían nuevamente las alianzas territoriales y sociales como forma de luchar por demandas en perspectiva movimientista, rebasando la politización endógena y el nivel corporativo. Pero asimismo se destaca que por su condición misma, el NS estaría obligado a operar al margen de la institucionalidad³⁹. En este sentido se estaría en presencia de una politización entre lo sociopolítico y lo rupturista.

De la forma al contenido de la revitalización sindical

- 28 Aunque son enfoques en algunos casos complementarios, estas nociones por separado presentan muchas inconsistencias. Quienes enfatizan los cambios en la estructura ocupacional y su relación con la estructura sindical, por ejemplo, constatan un hecho objetivo, pero resulta forzado atribuir a estos cambios la génesis de una nueva tendencia sindical sin profundizar en su especificidad política. El problema se resuelve en parte cuando este enfoque se acota a los sectores subcontratados y precarizados, que por su posición estructural misma

deben plantearse formas de organización y repertorios de acción diferentes al sindicalismo de "trabajadores protegidos". No obstante, se soslaya que estas formas de organización y acción también se han dado en sectores de trabajadores tradicionales que realizan huelgas ilegales, así como se sobreestima el alcance de estos sujetos, puesto que la gran mayoría de estas franjas de trabajadores precarizados ni siquiera están sindicalizados.

29 Cuando se pone el énfasis en la nueva "cultura organizacional" que tendría el NS, se puede estar dando cuenta de un fenómeno real, pero no de algo diferente a la tendencia que se ha registrado, al menos como voluntad, desde 1990 entre sindicatos de todo tipo, desde los obreros de CODELCO que a comienzos de los 90' rechazaron las negociaciones cupulares de sus dirigentes a espaldas de las bases, hasta las formas comunitarias democráticas del Movimiento Sindical por los Cambios (MOSICAM) que agrupa hasta hoy a decenas de sindicatos, las formas de organización de los estibadores de San Vicente⁴⁰, sin mencionar aquellos gremios que lucharon por la democratización del sector salud, y las fuerzas políticas que intentaron lo propio en la CUT.

30 Un problema similar presentan las lecturas más politicistas del NS, ya sea entendido como un fenómeno de vanguardia radicalizada de la clase trabajadora, o de evolución y adaptación del sindicalismo tradicional a los nuevos tiempos. En el primer caso, se le imputan objetivos y proyecciones políticas al movimiento sindical sin una evidencia seria que lo respalde. En el segundo, se sobreestima el alcance de la orientación política que plantean algunos dirigentes puntuales.

31 Por su parte, referir el NS a nuevas formas de acción que desbordan los lugares de trabajo o la institucionalidad es inexacto, ya que éstas también se pueden encontrar en los sectores definidos como "tradicionales" del sindicalismo. En particular, los repertorios de acción que rebasan la legalidad se han presentado sistemáticamente en los trabajadores de los sectores públicos, que no por ello son entendidos como parte de un nuevo sindicalismo, sino al contrario, en su condición de ser uno de los pilares de la CUT.

32 Pese a lo expuesto, la mayoría de las interpretaciones aludidas son tesis respecto a tendencias parciales observadas en segmentos del sindicalismo reciente, que parecen mostrar un proceso efectivo de revitalización sindical. Para profundizar en ello, se contrastará el contenido que se le puede atribuir a este fenómeno, con algunas estructuras discursivas identificadas en entrevistas realizadas a dirigentes que estuvieron involucrados en conflictos laborales recientes.

33 Un criterio básico para lograr una caracterización adecuada, es que no se puede hablar de una tendencia sindical homogénea, ni que está radicada solo en un sector específico de la estructura ocupacional y del movimiento sindical, ni que tenga formas de acción inequívocas o definiciones políticas consensuadas. Ese tipo de generalizaciones e idealizaciones son justamente el problema en común que se puede encontrar en las perspectivas revisadas.

34 Como segundo criterio, cabe delimitar mejor la idea de sindicalismo tradicional, que operativamente puede definirse como aquellas fuerzas sindicales constituidas en torno a los sectores dinámicos del modelo desarrollista, que sobrevivieron a la Dictadura y a sus transformaciones económicas y sociales, y que con la transición a la democracia se enmarcaron en una politización exógena corporativa que involucró a la CUT, cuya apuesta consociativa fracasó prontamente abriendo paso a una estrategia más sociopolítica. Un rasgo determinante de este sindicalismo es la pérdida progresiva de su capacidad de movilización y presión hacia el Estado para materializar su programa de lucha, y su orientación hacia el uso de la institucionalidad como forma principal (aunque no exclusiva) de avanzar en sus demandas.

- ³⁵ En el ámbito sindical de base, son muy pocos los trabajos que han indagado si la politización “tradicional” refleja de algún modo la conciencia de los trabajadores que dice representar⁴¹. Por el contrario, diversas entrevistas muestran que incluso entre dirigentes cuyas asociaciones forman parte de la CUT, especialmente ante la pregunta por el apoyo brindado por los referentes suprasindicales en sus conflictos, en los que se señala que “la CUT no hay tenido capacidad de movilización. Si llama a un paro, ¿Quiénes van?”⁴², se plantea una politización más bien reactiva ante prácticas sindicales rechazadas, como “que la CUT marche con un gobierno de turno y que no tenga ningún respeto por la autonomía ni la independencia del mundo del trabajo, ni una”⁴³, lo que sugiere una importante brecha.
- ³⁶ Por otro lado, especialmente en el sector público, en los lugares de trabajo se ha mantenido una alta conflictividad cuya politización oscila entre el nivel económico-salarial y el de organización del proceso de trabajo, donde las demandas suelen abordar la administración de las reparticiones públicas en cuanto al número de trabajadores, las funciones, la intensidad e incluso el objetivo del trabajo, como resume una dirigente: “como todo sindicato o asociación son para reivindicaciones de tipo laborales de los trabajadores, pero también con un sentido social, los funcionarios públicos siempre han tenido el sentido social entonces se crea punto uno por las reivindicaciones de los trabajadores, segundo por una mejor sociedad”⁴⁴.
- ³⁷ Tomando esto en cuenta, la revitalización no sería una mera oposición al sindicalismo tradicional, ya que no solo toma algunos de sus aprendizajes, sino que también varias organizaciones que podrían catalogarse como parte de esta revitalización provienen de aquel, comparten su referentes multisindicales, o incluso son conducidas por los mismos partidos, como es el caso de la Confederación de Trabajadores del Cobre (CTC). Al mismo tiempo, es una tendencia mucho más amplia que rebasa a las fuerzas sindicales tradicionales, presentándose en organizaciones que no tienen ninguna conexión con ellas, y que muchas veces coinciden con los sectores periféricos de la estructura ocupacional, es decir, trabajadores tercerizados y precarizados que constituyen una de las modalidades más extendidas del mundo del trabajo en el modelo chileno; aunque es incorrecto generalizar en su interior, puesto que en estos sectores persiste con fuerza todavía una noción de sindicalismo que plantea una identidad de intereses entre trabajadores y empresarios, como afirman dirigentes del Sector Financiero: “los sindicatos no están para ir en contra del empleador, están para trabajar en línea”⁴⁵; o del Sector Comercio: “hoy en día los empresarios todavía ven las organizaciones sindicales como enemigos. Son incapaces de ver que hay una oportunidad”⁴⁶.
- ³⁸ Con estos criterios sobre la mesa, se puede proponer que el NS es un momento del desarrollo político de la clase trabajadora, compuesto por una franja que atraviesa diversas modalidades laborales y sectores de la economía, que está formando una fuerza sindical todavía inorgánica, para quienes el sindicalismo es concebido como una forma de militancia⁴⁷, que busca generar politización en los sindicatos sin una orientación específica consensuada, pero que tiene en común una perspectiva crítica a los límites de la legislación laboral y de la política en la democracia neoliberal, y por ende, a la orientación política que se restringe a ellas, como grafica el discurso de un dirigente a propósito del Código del Trabajo y su posible reforma: “está hecho en otros tiempos, dedicado exclusivamente a minar la capacidad de los sindicatos de poder organizarse y reivindicar ciertos derechos. Estamos esperanzados en que la reforma laboral no llegue tan golpeada como la han presentado, ojalá se rescate algo”⁴⁸.
- ³⁹ Así definido, es interesante constatar que la percepción de esta nueva

tendencia encuentra asidero en distintos sectores de la economía, incluso con discursos bastante radicalizados a raíz de sus experiencias en conflictos sindicales ilegales, como plantea un dirigente del Sector Transporte: “hay una nueva tendencia del tipo de sindicalismo que realmente hay que llevar a los trabajadores. Nosotros comenzamos a hablar del sindicalismo clasista, (...) de los trabajadores, hacia los trabajadores y con los trabajadores”⁴⁰.

⁴⁰ No obstante, un aspecto determinante de esta franja de trabajadores es el rendimiento desigual que tiene como fuerza sindical en distintos espacios en los que se desenvuelve. En efecto, se ha abierto paso y sus resultados han sido prometedores en los sectores de trabajadores subcontratados, y en aquellos con escaso historial de organización, en los que no hay un sindicalismo tradicional arraigado que le ponga trabas, o donde la orientación legalista toca techo, encontrando un campo abierto a la politización a partir de sus problemáticas específicas. Es precisamente en este tipo de sectores en los que se ha logrado imprimir una “cultura organizacional” que recupera lo mejor de la democracia sindical previa al Golpe de Estado, y es también en ellos que su impronta se ha traducido en formas de acción que a ratos rebasan la legalidad, pues ésta o no existe, o sus limitaciones la convierten en un problema antes que en una herramienta.

⁴¹ Asimismo, parece ser que estas franjas de trabajadores alcanzan mayores niveles de politización allí donde existe una organización capaz de traducirla en acciones concretas, lo cual no ha ocurrido a nivel transversal. Evidentemente, es difícil que se manifieste una politización más radical cuando los problemas acuciantes son la debilidad sindical para plantear cualquier lucha. Esto contribuye a explicar niveles de politización endógenos que han rebasado ampliamente lo económico-salarial, y exógenos radicales cuando se han apoyado en organizaciones sindicales fuertes de sectores estratégicos, como es el caso de los trabajadores portuarios. Del mismo modo, permite entender que muchas expresiones sindicales con características asociadas a un NS se mantengan en niveles de politización bajos, mientras se construye una fuerza propia que les permita elevar su nivel de disputa del producto de su trabajo.

Conclusiones

⁴² Aunque el movimiento sindical en el Chile postdictadura es un actor social heterogéneo, algunas de sus manifestaciones durante la última década han llevado a diversos investigadores a distinguir una expresión sindical tradicional y otra que se ha hecho presente en importantes conflictos sindicales mediante una radicalización política que ha adoptado nuevas formas organizacionales, objetivos y repertorios de acción.

⁴³ Una observación minuciosa de estas tendencias revela que la distinción de “la política” como la institucionalidad, y “lo político” como el campo de la toma de decisiones y acciones que pueden ampliar dicha institucionalidad, son insuficientes para establecer una diferencia concreta entre la naturaleza de ambas. También resultan insuficientes determinadas características identificadas en hitos y/o experiencias sindicales específicas, ya que muchas veces ambas tendencias comparten o han compartido rasgos comunes.

⁴⁴ Incluso un criterio de niveles de politización en el proceso de trabajo como el propuesto, basado en el nivel de disputa que plantean las organizaciones sobre el producto del trabajo en términos endógenos o exógenos, no parece entregar respuestas por sí solo, en tanto los niveles de politización parecen tener correspondencia con el desarrollo organizativo que alcanzan los sindicatos, más

que con la intencionalidad política de tal o cual dirigente o tendencia. Sin embargo, el nivel exógeno de politización que plantea un cuestionamiento a las relaciones de producción mediante un proyecto político alternativo, no parece encontrar cabida alguna en las tendencias del sindicalismo tradicional, mientras que ciertas expresiones más avanzadas políticamente sí se han planteado dicho nivel en la práctica, al transgredir la institucionalidad y sobre todo al exigir su modificación, con un programa de demandas que en su conjunto apuntan a un reordenamiento profundo de uno de los pilares del neoliberalismo maduro, esto es, el Código del Trabajo.

45 Para comprender las formas concretas que va tomando la revitalización sindical en Chile, por tanto, es imprescindible establecer una separación analítica que considere las variables que están en juego al momento de que franjas de trabajadores empujen procesos de politización, para explicar sus disímiles resultados, que en los sectores de la economía y las modalidades laborales predominantes en la actualidad adquieren su forma más evolucionada, mientras que aún no alcanza a parir en otros.

46 Hay que tomar en cuenta que esta "nueva" tendencia del sindicalismo no viene a inventar la politización de cero, sino que se nutre de aspectos históricos del sindicalismo chileno y que fueron dejados de lado por las fuerzas sindicales todavía hegemónicas. Por ello parece correcto hablar de un "renacer" de la huelga obrera para referirse a sus expresiones más combativas, y no del surgimiento de algo nunca antes visto. En otras palabras, cada vez más trabajadores han redescubierto formas clásicas de lucha que no eran puestas en práctica por la nueva CUT, no solo porque esta priorizara una política de diálogo sociopolítico, sino porque no ha contado con la capacidad objetiva de llevar a cabo paralizaciones, desplazando sus repertorios a jornadas de protesta y otras formas de presionar por sus demandas a los Gobiernos sin que hayan surtido efecto.

47 Como sea, son necesarias más investigaciones que profundicen en las orientaciones políticas de las bases y las orgánicas intermedias del movimiento sindical, si se quiere comprender de mejor forma la relación de éstas con sus dirigentes. Por sus manifestaciones más bien incipientes, es bastante posible que la idea de un nuevo sindicalismo se vaya dotando de más contenido en la medida que los referentes que lo impulsan vayan construyendo formas orgánicas que permitan identificarlo como una tendencia capaz de disputar la conducción del movimiento sindical en el país. La cristalización de la organización podría operar como un catalizador político si logra instalar un sentido de identidad, y sobre todo si sus formas de democracia y acción logran ser útiles para la superación de los obstáculos que hasta entonces no logren encontrar una salida satisfactoria en los instrumentos sindicales tradicionales, como parece ocurrir con las reformas laborales y los sucesivos intentos de la CUT por que estas transformen sustantivamente los pilares del Plan Laboral.

48 Por esta última razón, se puede sugerir a modo de apertura investigativa, que el sindicalismo en Chile se encuentra en un momento en el que los sectores tradicionales han agotado su capacidad de avanzar en los intereses la clase trabajadora, y solo se puede materializar su programa histórico en la postdictadura mediante las estrategias asociadas a la revitalización sindical, es decir, a la emergencia de estas nuevas franjas de trabajadores politizados, lo que explica que paulatinamente dirigentes antes asociados al sindicalismo tradicional vayan asumiendo conductas y promoviendo repertorios de acción más radicalizados.

Notes

- 1 Osorio, Sebastián ; Campusano, Karim ; Gaudichaud, Franck ; Seguel, Pablo y Urrutia, Miguel, "Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno", en evaluación.
- 2 La investigación corresponde al Proyecto Perfil 2 : "Nuevas formas y horizontes de politización sindical en el marco de conflictos laborales : un estudio exploratorio en la región Metropolitana, V de Valparaíso y VIII del Bío Bío", y consistió en la aplicación de 53 entrevistas a dirigentes sindicales involucrados en huelgas legales e ilegales durante 2014.
- 3 Álvarez, Rolando, "¿Represión o integración ? La política sindical del Régimen Militar. 1973 - 1980". En *Revista Historia*, n° 43, vol. II, Santiago, 2010. p. 325-355.
- 4 Osorio, Sebastián ; Gaudichaud, Franck, "Los caminos del movimiento sindical ante la democracia neoliberal y el legado de la Dictadura, 1990-2015", en Pinol, Andrea (Ed.) : *Democracia versus neoliberalismo. 25 años de neoliberalismo en Chile*, Santiago, ICAL, 2016.
- 5 Ejemplos del primer tipo serían el sindicalismo "político", o "consolidador", o "superestructural" ; del segundo tipo está el sindicalismo "autonomista", "de mercado" o "de base". Ver : Campero, Guillermo y Cortazar, René, "Lógicas de acción sindical en Chile", en *Revista Mexicana de Sociología*, 1986, vol. 48, n° 4 (Oct - Dec), p. 283-315 ; Campero, Guillermo y Cortazar, René, "Actores sociales y la transición a la democracia en Chile", en *Colección Estudios CIEPLAN*, 1988, n° 25, p. 115-158 ; Martínez, Arturo, "Estrategia sindical en un Chile internacionalizado", en Ensignia, Jaime, comp. *Mitos y realidades del mercado laboral en Chile*, Santiago, Friedrich Ebert Stiftung, 2005.
- 6 Urrutia, Miguel y Seguel, Pablo. "El aporte de las ciencias humanas a las pervivencias del golpe de estado. Cuarenta y más años para una ruptura democrática en Chile", en *Revista Sociedad Hoy*, 2013, n° 25, p. 97-143.
- 7 Aravena, Antonio, *Neoliberalismo, transición democrática y sindicalismo en Chile*, Inédito, 2015.
- 8 Araya, Rodrigo, "El acuerdo marco chileno. ¿Un caso frustrado de pacto social ?", en *Revista Tiempo Histórico*, n° 2, p. 43-63, Santiago, 2011.
- 9 Gárate, Manuel, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, Santiago, 2012.
- 10 Osorio, Sebastián, *El bloque histórico en Chile durante la transición y las transformaciones en la política sindical : El caso de la CUT*, Artículo n° 3, Centro de Investigación Político Social del Trabajo, 2012.
- 11 Frank, Volker, "Acuerdos y conflictos : ¿signos contradictorios de nuevas relaciones laborales en la transición chilena a la democracia ?", en *Estudios Sociológicos*, 1994, vol. 12, n° 36 (Sep. - Dec.), p. 581-602.
- 12 Zapata, Francisco, "De la democracia representativa a la democracia protegida. Movimiento obrero y sistema político en Chile", en *Revista Enfoques*, 2004, n° 3.
- 13 Barrera, Manuel, "Política de ajuste y proceso de democratización en Chile : sus efectos sobre los trabajadores", en *Revista Mexicana de Sociología*, 1994, vol. 56, n° 1, El sindicalismo en la globalización (Ene. - Mar.), p. 105-129.
- 14 Espinosa, Malva y Yanes, Hugo, "Sindicalismo en Chile : un actor que sobrevive contra viento y marea", en *Temas Laborales*, 1998, n° 8, Dirección del Trabajo.
- 15 Rojas, Irene, "Las reformas laborales al modelo normativo de negociación colectiva del Plan Laboral", en *Revista Ius et Praxis*, 2007, Año 13, n° 1, p. 195-221 ; Núñez, Daniel y Aravena, Antonio, eds., *El renacer de la huelga obrera : El movimiento sindical en la primera década del siglo XXI*, Santiago, Lom ediciones, 2009 ; Muñoz, Mauricio, "El plan laboral y las reformas postdictatoriales", en *Revista Laboral ICAL*, s/f, n° 14, p. 21-50
- 16 Durán, Rafael, "Movilización y desmovilización del movimiento obrero en la transición chilena a la democracia", en *América Latina hoy : Revista de ciencias sociales*, 1997, vol. 16, págs. 109-124 ; Figueroa, Roberto, *Diagnóstico del movimiento sindical en Chile según informaciones estadísticas : 1990-2004*, Santiago, ONG Entorno, 2006 ; González, Julio, "El movimiento sindical chileno, tensiones y obstáculos para su fortalecimiento", en *Trabajo y Sociedad*, 2012, n° 20, p. 103-118 ; Drake, Paul, "El movimiento obrero en Chile : de la Unidad Popular a la Concertación", en *Revista de Ciencia Política*, 2003, vol. XXIII, n° 2, p. 148-158.
- 17 Dirección del Trabajo, *Anuario Estadístico 2013*, Santiago, Unidad de Análisis Estadístico, Instituto Nacional de Estadísticas, 2013.
- 18 Zambrano, Juan Carlos, *Trabajo y sindicalismo en los nuevos tiempos. Textos de*

- capacitación para la Formulación de Estrategia Sindical, Santiago, OIT, 2003.
- 19 Osorio, Sebastián, *Trayectoria y cambios en la política del movimiento sindical en Chile, 1990-2010. El caso de la CUT, entre la independencia política y la integración al Bloque Histórico Neoliberal*, Tesis para optar al grado de Magíster en Historia, Universidad de Santiago, 2015.
- 20 Espinosa, Carolina, *Conflictos laborales en Chile, 1985-2006*, Santiago, Consejo Asesor Presidencial Trabajo y Equidad, 2007 ; Armstrong, Alberto y Aguila, Rafael, "Las huelgas en empresas del sector privado en Chile : 1979-1999". En *Revista ABANTE*, 2000, vol. 3, n° 2, p. 165-201.
- 21 Entrevista a dirigente del Sector Público involucrado en huelga ilegal, VIII Región, oficina sindical, mayo de 2015.
- 22 Osorio, Sebastián, *Trayectoria y cambios en la política del movimiento sindical en Chile, 1990-2010. El caso de la CUT, entre la independencia política y la integración al Bloque Histórico Neoliberal*, Tesis para optar al grado de Magíster en Historia, Universidad de Santiago, 2015.
- 23 Ruiz, Carlos y Boccardo, Giorgio, *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflicto social*, Santiago de Chile, Ed. El Desconcierto, 2014.
- 24 Díaz-Corvalán, Eugenio, "Nuevo sindicalismo. Viejos problemas. La concertación en Chile", en *Nueva Sociedad*, 1993, Nro. 124, Marzo - Abril, p. 114-121.
- 25 Álvarez, Rolando, "El plan laboral y la negociación colectiva : ¿origen de un nuevo sindicalismo en Chile ? 1979-1985". En *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana*, 2012, n° 35.
- 26 Núñez, Daniel y Aravena, Antonio, eds., *El renacer de la huelga obrera : El movimiento sindical en la primera década del siglo XXI*, Santiago, Lom ediciones, 2009.
- 27 Como lo plantea Agacino, Rafael, Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet, Documento de trabajo (Buenos Aires : CLACSO), 2006. En <Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.
- 28 Gaudichaud, Franck, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, democracia protegida y conflictos sociales*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, <https://t.co/zroicx8Z36>
- 29 Agacino, Rafael, *Pasado y presente : los trabajadores una vez más. Santiago de Chile*, Centro de Estudios Miguel Enriquez, 2007.
- 30 Braverman, Harry, *Trabajo y capital monopolista*, México D.F., Editorial Nuestro Tiempo, 1982, p. 71
- 31 Figueroa, Roberto, *Diagnóstico del movimiento sindical en Chile según informaciones estadísticas : 1990-2004*, Santiago, ONG Entorno, 2006 ; Ulloa, Victor, *El movimiento sindical chileno del siglo XX hasta nuestros días*, Santiago, OIT, CUT, Textos de Capacitación, 2013.
- 32 Ruiz, Carlos y Boccardo, Giorgio, *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflicto social*, Santiago de Chile, Ed. El Desconcierto, 2014 ; Torres, Juana, *Los factores de movilización en el caso de los trabajadores subcontratistas de CODELCO y Bosques Arauco*, Memoria para optar al título profesional de sociólogo, Universidad de Chile, 2009 ; Zapata, Francisco, "De la democracia representativa a la democracia protegida. Movimiento obrero y sistema político en Chile", en *Revista Enfoques*, 2004, n° 3.
- 33 Leiva, Sandra y Campos, Alí, "Movimiento social de trabajadores subcontratados en la minería privada del cobre en Chile", en *Psicoperspectivas, Individuo y Sociedad*, 2013, vol. 12, n° 2, p. 51-61 ; Julián, Dasten, *Diez núcleos de tensión del sindicalismo en Chile*, Inédito, 201 ? ; Baltera, Pablo y Dussert, Juan Pablo, *Nuevo sindicalismo y dinámicas regionales en Chile*, 201 ?.
- 34 Aguiar, Santiago, "La clase trabajadora en los gobiernos de la Concertación. El ciclo de la hegemonía/dominio de la burguesía y la colaboración de clases : de la subordinación a la crisis de la subordinación", en *Revista Lucha de Clases*, 2011, n° 1, Santiago de Chile.
- 35 Espinosa, Malva y Yanes, Hugo, "Sindicalismo en Chile : un actor que sobrevive contra viento y marea", en *Temas Laborales*, 1998, n° 8, Dirección del Trabajo ; Morris, Pablo, "Transformaciones en el imaginario sindical : una mirada de la ciudadanía laboral desde los sujetos", en *Aportes al Debate Laboral*, 2002, n° 10, Santiago, Dirección del Trabajo ; Ensignia, Jaime, *Mitos y realidades del mercado laboral en Chile*, Santiago, Fundación Friedrich Ebert, 2005 ; Díaz-Corvalán, Eugenio, "Nuevo sindicalismo. Viejos problemas. La concertación en Chile", en *Nueva Sociedad*, 1993, nro. 124, Marzo - Abril, p. 114-121.

capacitación para la Formulación de Estrategia Sindical, Santiago, OIT, 2003.

19 Osorio, Sebastián, *Trayectoria y cambios en la política del movimiento sindical en Chile, 1990-2010. El caso de la CUT, entre la independencia política y la integración al Bloque Histórico Neoliberal*, Tesis para optar al grado de Magíster en Historia, Universidad de Santiago, 2015.

20 Espinosa, Carolina, *Conflictos laborales en Chile, 1985-2006*, Santiago, Consejo Asesor Presidencial Trabajo y Equidad, 2007 ; Armstrong, Alberto y Aguila, Rafael, "Las huelgas en empresas del sector privado en Chile : 1979-1999". En *Revista ABANTE*, 2000, vol. 3, n° 2, p. 165-201.

21 Entrevista a dirigente del Sector Público involucrado en huelga ilegal, VIII Región, oficina sindical, mayo de 2015.

22 Osorio, Sebastián, *Trayectoria y cambios en la política del movimiento sindical en Chile, 1990-2010. El caso de la CUT, entre la independencia política y la integración al Bloque Histórico Neoliberal*, Tesis para optar al grado de Magíster en Historia, Universidad de Santiago, 2015.

23 Ruiz, Carlos y Boccardo, Giorgio, *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflicto social*, Santiago de Chile, Ed. El Desconcierto, 2014.

24 Díaz-Corvalán, Eugenio, "Nuevo sindicalismo. Viejos problemas. La concertación en Chile", en *Nueva Sociedad*, 1993, Nro. 124, Marzo - Abril, p. 114-121.

25 Álvarez, Rolando, "El plan laboral y la negociación colectiva : ¿origen de un nuevo sindicalismo en Chile ? 1979-1985". En *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana*, 2012, n° 35.

26 Núñez, Daniel y Aravena, Antonio, eds., *El renacer de la huelga obrera : El movimiento sindical en la primera década del siglo XXI*, Santiago, Lom ediciones, 2009.

27 Como lo plantea Agacino, Rafael, *Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet*, Documento de trabajo (Buenos Aires : CLACSO), 2006. En **<Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**

28 Gaudichaud, Franck, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, democracia protegida y conflictos sociales*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, <https://t.co/zroicx8Z36>

29 Agacino, Rafael, *Pasado y presente : los trabajadores una vez más. Santiago de Chile*, Centro de Estudios Miguel Enriquez, 2007.

30 Braverman, Harry, *Trabajo y capital monopolista*, México D.F., Editorial Nuestro Tiempo, 1982, p. 71

31 Figueroa, Roberto, *Diagnóstico del movimiento sindical en Chile según informaciones estadísticas : 1990-2004*, Santiago, ONG Entorno, 2006 ; Ulloa, Víctor, *El movimiento sindical chileno del siglo XX hasta nuestros días*, Santiago, OIT, CUT, Textos de Capacitación, 2013.

32 Ruiz, Carlos y Boccardo, Giorgio, *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflicto social*, Santiago de Chile, Ed. El Desconcierto, 2014 ; Torres, Juana, *Los factores de movilización en el caso de los trabajadores subcontratistas de CODELCO y Bosques Arauco*, Memoria para optar al título profesional de sociólogo, Universidad de Chile, 2009 ; Zapata, Francisco, "De la democracia representativa a la democracia protegida. Movimiento obrero y sistema político en Chile", en *Revista Enfoques*, 2004, n° 3.

33 Leiva, Sandra y Campos, Alí, "Movimiento social de trabajadores subcontratados en la minería privada del cobre en Chile", en *Psicoperspectivas, Individuo y Sociedad*, 2013, vol. 12, n° 2, p. 51-61 ; Julián, Dasten, *Diez núcleos de tensión del sindicalismo en Chile*, Inédito, 201 ? ; Baltera, Pablo y Dussert, Juan Pablo, *Nuevo sindicalismo y dinámicas regionales en Chile*, 201 ?.

34 Aguiar, Santiago, "La clase trabajadora en los gobiernos de la Concertación. El ciclo de la hegemonía/dominio de la burguesía y la colaboración de clases : de la subordinación a la crisis de la subordinación", en *Revista Lucha de Clases*, 2011, n° 1, Santiago de Chile.

35 Espinosa, Malva y Yanes, Hugo, "Sindicalismo en Chile : un actor que sobrevive contra viento y marea", en *Temas Laborales*, 1998, n° 8, Dirección del Trabajo ; Morris, Pablo, "Transformaciones en el imaginario sindical : una mirada de la ciudadanía laboral desde los sujetos", en *Aportes al Debate Laboral*, 2002, n° 10, Santiago, Dirección del Trabajo ; Ensignia, Jaime, *Mitos y realidades del mercado laboral en Chile*, Santiago, Fundación Friedrich Ebert, 2005 ; Díaz-Corvalán, Eugenio, "Nuevo sindicalismo. Viejos problemas. La concertación en Chile", en *Nueva Sociedad*, 1993, nro. 124, Marzo - Abril, p. 114-121.

36 Julián, Dastén, *El presente del sindicalismo en Chile. Un panorama general de sus tendencias y divergencias*, Inédito, 2013 ; Caputo, Orlando y Galarce, Graciela, “La huelga en Minera Escondida y la reactivación del movimiento social en Chile”, en *OSAL, Observatorio Social de América Latina*, 2006, año VII, n° 20, CLACSO, Argentina ; Aravena, Antonio, *Neoliberalismo, transición democrática y sindicalismo en Chile*, Inédito, 2015.

37 Hughes, María y Cueva, Daniel, “Trabajo tercerizado y resistencia(s). Formas de lucha en el ‘centro’ productivo nacional : la protesta de los mineros del cobre en Chile”, en *Revista Conflicto Social*, 2009, Año 2, n° 2, Diciembre, Bueno Aires.

38 Núñez, Daniel, “Apuntes sobre el renacer de la huelga obrera en Chile”, en *Revista Colombiana de Sociología*, 2012, vol. 35, n° 1, Enero-Junio, p. 41-58.

39 López, Diego, “El movimiento sindical en el gobierno de Michelle Bachelet : nuevas acciones y liderazgos”, en *Análisis y propuestas : Relaciones Laborales*, Santiago, Friedrich Ebert Stiftung, 2009 ; Armstrong, Alberto y Aguila, Rafael, “Las huelgas en empresas del sector privado en Chile : 1979-1999”. En *Revista ABANTE*, 2000, vol. 3, n° 2, p. 165-201 ; Julián, Dasten, “Tendencias de un sindicalismo fracturado. Sindicalismo autoritario v/s sindicalismo movimientista”, en *Actuel Marx/ Intervenciones*, 2012, n° 13, p. 95-113 ; Zapata, Francisco, “La huelga de los mineros de La Escondida de Agosto de 2006”, en *Si Somos Americanos, Revista de Estudios Transfronterizos*, 2010, vol. X, n° 2, Santiago, p. 15-36.

40 Ossa, Manuel, *Estibadores de San Vicente*, Reportajes Especiales del Correo de los Trabajadores, Archivo Chile, 2002.

41 Un buen ejemplo en esta línea es el trabajo de Gutiérrez, Francisca, “Oportunidades y peligros del pluralismo sindical en el Chile post-transición”, en *Mundos Nuevos, De la question sociale a la question politique en Amérique Latine*, 2013, aunque sus conclusiones sean discutibles.

42 Entrevista a dirigente del Sector Municipal involucrado en huelga ilegal, Región Metropolitana, oficina sindical, Septiembre de 2015.

43 Entrevista a dirigente del Sector Salud involucrado en huelga ilegal, V Región, oficina sindical, junio de 2015.

44 Entrevista a dirigente del Sector Público involucrado en huelga ilegal, Región Metropolitana, junio de 2015.

45 Entrevista a dirigente del Sector Financiero involucrado en huelga legal, Región Metropolitana, mayo de 2015.

46 Entrevista a dirigente del Sector Comercio involucrado en huelga legal, VIII Región, Agosto de 2015.

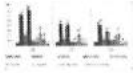
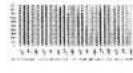

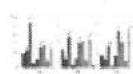
47 Gutiérrez, Francisca, “Militantismo sindical en Chile. Subjetivación, estrategia y socialización en trayectorias individuales”, en *Revista de Psicología de la Universidad de Chile*, 2010, vol. 19, n° 1, p. 108-128.

48 Entrevista a dirigente del Sector Salud Privada involucrado en huelga legal, Región Metropolitana, julio de 2015.

49 Entrevista a dirigente del Sector Transporte involucrado en huelga ilegal, Región Metropolitana, junio de 2015.

Table des illustrations

Titre	Figura 1 – Cantidad de huelgas legales e ilegales entre 1990 y 2009
Légende	Fuente: Elaboración propia a partir de estadística de Armstrong, 2009
URL	http://journals.openedition.org/nuevomundo/docannexe/image/70639/img-1.png
Fichier	image/png, 28k

	Titre	Figura 2 – Tasas de sindicalización sobre ocupados por sector de la economía
	Légende	Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del Anuario Estadístico 2013, Dirección del Trabajo, y Serie Empalmada Ocupados por Rama de actividad Económica, Instituto Nacional de Estadísticas
	URL	http://journals.openedition.org/nuevomundo/docannexe/image/70639/img-2.png
	Fichier	image/png, 27k
	Titre	Figura 3 – Trabajadores Comprometidos en huelgas según legalidad
	Légende	Fuente: Elaboración propia a partir de estadísticas de Armstrong, 2009.
	URL	http://journals.openedition.org/nuevomundo/docannexe/image/70639/img-3.png
	Fichier	image/png, 39k
	Titre	Figura 4 – Porcentaje de TC en huelgas ilegales por sector de la economía, 1979 - 2009
	Légende	Fuente: Elaboración propia a partir de estadísticas de Armstrong, 2009.
	URL	http://journals.openedition.org/nuevomundo/docannexe/image/70639/img-4.png
	Fichier	image/png, 18k
	Titre	Figura 5 – Peso relativo del sindicalismo por sector de la economía, años 1990, 2000 y 2010
	Légende	Fuente: Elaboración propia a partir de datos de Anuario Estadístico 2013, Dirección del Trabajo
	URL	http://journals.openedition.org/nuevomundo/docannexe/image/70639/img-5.png
	Fichier	image/png, 31k

Pour citer cet article

Référence électronique

Karim Campusano, Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, Pablo Seguel et Miguel Urrutia, « Conflictividad laboral y politización. Una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el "neoliberalismo maduro", 1989-2015 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 06 juin 2017, consulté le 30 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70639> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.70639

Auteurs

Karim Campusano

Licenciada en Antropología, Universidad de Chile; Investigadora CIPSTRA

Articles du même auteur

Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno
[Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Franck Gaudichaud

Dr. en Ciencia Política, Profesor de la Universidad de Grenoble

Articles du même auteur

Du néolibéralisme chilien et ses diverses déclinaisons [Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno

[Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Chili actuel, à l'ombre du néolibéralisme. Eléments d'introduction [Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire

[Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Sebastián Osorio

Licenciado en Sociología, Universidad de Chile; Magister en Historia de Chile, Universidad de Santiago; Investigador CIPSTRA

Articles du même auteur

Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno

[Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Pablo Seguel

Egresado de Historia, Universidad de Chile; Estudiante de Sociología, Universidad de Chile; Investigador de Núcleo Poder & Movimientos

Articles du même auteur

Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno

[Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Miguel Urrutia

Dr. en Sociología, Universidad de Lovaina; Profesor de Sociología, Universidad de Chile; Investigador de Núcleo Poder & Movimientos

Articles du même auteur

Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno

[Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Questions du temps présent

Droits d'auteur



Nuevo mundo mundos nuevos est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

* (avec Sebastián Osorio), "¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile", *Les Cahiers de Framespa*, N° 27, 2018, juin 2018, URL : <http://journals.openedition.org/framespa/4763>.

Les Cahiers de
Framespa

Les Cahiers de Framespa

Nouveaux champs de l'histoire sociale

27 | 2018

De la dictature à la démocratie en Espagne et au Chili
: retour critique sur la « troisième vague de
démocratisation de la fin du XXe siècle »

¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile

*La démocratisation contre les travailleurs ? La CUT, le mouvement syndical et le
dilemme de la transition négociée au Chili*

*Democratization against the working class ? The CUT, trade-unions and the
dilemma of the pacte transition to democracy in Chile*

Sebastián Osorio y Franck Gaudichaud

 **OpenEdition**
Journals

Edición electrónica

URL: <http://journals.openedition.org/framespa/4763>

DOI: 10.4000/framespa.4763

ISSN: 1760-4761

Editor

UMR 5136 – FRAMESPA

¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile

La démocratisation contre les travailleurs ? La CUT, le mouvement syndical et le dilemne de la transition négociée au Chili

Democratization against the working class ? The CUT, trade-unions and the dilemma of the pactted transition to democracy in Chile

Sebastián Osorio y Franck Gaudichaud

1. Introducción

- 1 El proceso de transición chilena a la democracia liberal representativa entre fines de los ochenta y comienzos de los noventa ha generado un importante debate sobre sus derroteros. Aunque no parece haber mayor discusión en torno al continuismo de la nueva democracia respecto al modelo económico heredado, aún se mantiene vigente la controversia acerca del rol de la Concertación de Partidos por la Democracia en cuanto a la desmovilización de actores sociales que formaron parte de la lucha contra la Dictadura una vez recuperado un régimen civil pluralista. De entre estos actores, uno de los más emblemáticos fue el movimiento sindical.
- 2 Durante los años 80, el sindicalismo convocó y se movilizó activamente, y como resultado de un complejo esfuerzo de unidad logró converger casi sin excepciones en una nueva Central Unitaria de Trabajadores (CUT) hacia 1987, con el objetivo prioritario de luchar por la democratización del país. Como es sabido, esta meta se cumpliría al poco andar, pero pese a que sus referentes más importantes (grandes sindicatos, federaciones, confederaciones e incluso la CUT) eran presididos por dirigentes que compartían militancia con los partidos políticos de oposición al Régimen Militar, y que a excepción

del Partido Comunista (en adelante, PC) formaban parte de la misma coalición que se convirtió en Gobierno a partir de 1990, la plataforma reivindicativa que impulsaron estuvo lejos de verse materializada conforme a sus expectativas, ni al comienzo de la transición ni tampoco con el correr de los años.

- 3 En otros trabajos, hemos intentado dar una explicación a este paradójico fenómeno por medio del análisis de la trayectoria política –durante las primeras dos décadas bajo el nuevo régimen político– del sindicalismo en general¹, y de la CUT en particular². En estos textos se expuso la forma específica en que este movimiento intentó hacer cumplir sus demandas, y de qué modo se desarrollaron sus consecutivas derrotas.
- 4 A partir del cuestionamiento de los reales alcances de la “transición pactada” a la democracia, y del contenido concreto del proyecto neoliberal implementado respecto a los trabajadores por parte del primer gobierno postdictatorial, el presente trabajo buscará dar cuenta de cómo las orientaciones políticas de la CUT durante la presidencia de Patricio Aylwin determinaron el fracaso no solo de la estrategia sindical concertacionista, sino que también condicionaron la derrota del movimiento de trabajadores en los años venideros.
- 5 Metodológicamente, nos basaremos en el estudio comparado de diversas fuentes escritas: investigaciones recientes sobre estudios laborales y sindicales, análisis historiográficos y sociológicos de la transición, en nuestros propios trabajos anteriores y en curso, como también en una revisión del diario *La Época* del periodo 1989-1993³. Este artículo buscará explicar cómo operó en el proceso de transición la dinámica entre el peso de la estructura y la voluntad de los agentes en los resultados obtenidos por el movimiento sindical, asumiendo que sus formas de acción responden a un proceso de politización coherente con sus expectativas⁴ y en el que fue determinante el equilibrio de fuerzas políticas existente al momento de la coyuntura.
- 6 Para ello, se comenzará revisando la situación concreta de la estructura sindical en Chile hacia el fines de los 80, las fuerzas políticas que alcanzaron su conducción y sus definiciones programáticas, para luego exponer la estrategia política adoptada por la CUT durante la coyuntura transicional, y cómo ésta se convirtió en un pilar central de la consolidación de un modelo económico cuya política requería precisamente la exclusión de los intereses de los trabajadores organizados en la toma de decisiones de Estado. Finalmente, cerraremos con algunas reflexiones acerca de los motivos del sindicalismo para actuar del modo en que lo hizo con sus respectivas consecuencias.

2. El movimiento sindical en los estertores de la Dictadura

- 7 Si bien se ha afirmado que “al iniciarse la transición a la democracia en 1988 tras la derrota del general Pinochet, en el plebiscito realizado ese año el movimiento sindical aparecía como el único actor social popular con cierta presencia nacional y legitimidad social⁵”, un análisis de la situación objetiva del sindicalismo en las postrimerías de la Dictadura es mucho menos prometedora, ya que gran parte de su fuerza tanto cuantitativa como cualitativa fue diezmada por al menos tres factores.
- 8 El primero y más obvio, fue el impacto del Golpe de Estado contrarrevolucionario de 1973⁶ sobre el sindicalismo como movimiento protagónico de la política nacional, altamente politizado y en claro ascenso, que lo llevó a ser tempranamente identificado como un

enemigo interno a destruir⁷. Por ello, no se escatimó en recursos para perseguir, torturar, exiliar y hacer desaparecer a importantes militantes y dirigentes sindicales, especialmente aquellos vinculados a partidos de izquierda. En la misma línea, se proscribió a la Central Única de Trabajadores y se caducó la personalidad jurídica de decenas de organizaciones sindicales, además de reducir al mínimo la actividad del resto de éstas al prohibir la negociación colectiva y la huelga. A este primer momento de Terrorismo de Estado (que se mantuvo durante todo el régimen con desigual intensidad) le siguió la exploración de una estrategia de cooptación de dirigencias sindicales mediante la Secretaría Nacional de los Gremios, que fue prontamente abortada por la imposición de los sectores “neoliberales” en la Junta Militar⁸.

- 9 El segundo factor está íntimamente relacionado con el nuevo modelo económico impulsado hacia fines de los 70, y que le ha valido al régimen ser caracterizado como una “revolución conservadora” o “revolución capitalista”⁹. Como se ha señalado en otros trabajos, este proceso fue a la postre el de mayor trascendencia que emprendió la Dictadura, y consistió:

en un giro radical en la estrategia de acumulación capitalista en Chile, en la que se prioriza a los capitales privados como motor de la economía por sobre un Estado reducido y restringido en muchas de sus prerrogativas, y una apertura al mercado mundial como forma de inserción internacional buscando aprovechar las ventajas comparativas disponibles, lo que trajo como consecuencia una importante caída del sector industrial debido a su incapacidad de valorizarse competitivamente respecto a las importaciones¹⁰.

- 10 Como resultado, la estructura del empleo en Chile sufrió una importante transformación que socavó el peso relativo de la fuerza de trabajo en los sectores donde la clase trabajadora mantenía sus principales enclaves organizativos, esto es, el sector público y la industria¹¹, al mismo tiempo que se amplió en aquellos donde no había ni presencia, ni tradición sindical significativa como el sector comercial y los servicios en general¹².

- 11 Estos cambios estructurales deben entenderse como parte de una tendencia mucho más amplia, y de alcance plenamente mundial respecto al mundo del trabajo, surgida hacia 1974 como reacción a la llamada “Crisis del Petróleo”, y conocida como “políticas de reestructuración productiva”, que buscaban frenar la caída de las tasas de ganancia de los capitales y luego aumentarlas. Para ello, como ha sintetizado Julio Neffa, se recurrió principalmente a la flexibilidad laboral, a la adaptación de la producción a los cambios de la demanda, a la tercerización y la subcontratación, a la reducción de plantas laborales y a la eliminación de derechos laborales y sindicales. Además, este giro radical se da:

en el contexto de la emergencia y consolidación del crecimiento de los nuevos países industriales que producen para la exportación nuevos bienes, de calidad y a bajo costo que penetraron en todos los países, impactando negativamente sobre la producción nacional a cargo de pequeñas y medianas empresas. Todo ello presionó sobre los costos salariales directos e indirectos, obligando a los empresarios a cambiar la estructura de las empresas para hacerlas más ágiles y flexibles, buscando nuevas formas de gestión de la producción y de la mano de obra (...) con menores costos y mercados protegidos que contaban con mano de obra calificada y más barata que ofrecían atractivos fiscales para la IED (Inversión Extranjera Directa) y la subcontratación y la tercerización con empresas nacionales que no siempre cumplen con todas las normas impositivas, laborales y provisionales¹³.

- 12 En otras palabras, se puede decir que el neoliberalismo tuvo como consecuencia deliberada una intensificación de la explotación de la mano de obra nacional, mediante múltiples mecanismos que también afectaron la base material de organización del

sindicalismo. Esta “vía chilena al neoliberalismo”¹⁴ es consagrada en 1979 con la imposición de una nueva institucionalidad conocida como el “Plan Laboral”¹⁵, y que como tercer factor debe ser entendido como la expresión jurídica que adopta el Estado respecto a las transformaciones anteriores (destrucción del sindicalismo y su base económica), y no como la causa de ellas.

- 13 Pese a estos antecedentes, el movimiento sindical se resistió a morir. Diversos gremios prevalecieron y mantuvieron la defensa de sus intereses aun habiendo sido disueltos legalmente, como por ejemplo el de la construcción dirigido por Hector Cuevas¹⁶. En 1978 se formaba la Coordinadora Nacional Sindical (CNS) liderada por el demócratacristiano Manuel Bustos, y en 1983 se formaba el Comando Nacional de Trabajadores (CNT), que agrupaba a diversos referentes socialcristianos como el CNS, el Frente Unitario de Trabajadores (FUT, más conservadora), la Unión Democrática de Trabajadores (UDT), y la Confederación de Trabajadores del Cobre (CTC), y que convocó a las primeras Jornadas de Protesta Nacional contra el régimen¹⁷.
- 14 Por otro lado, es menester recordar que el sindicalismo de base se encontraba con un piso de afiliación mucho menor, ya que de 939.319 registrados como miembros de sindicatos en 1973, luego de la actualización de los padrones en 1980 se contabilizaban apenas 386.910, mientras que de 87 federaciones afiliadas a la Central Única de Trabajadores, solo quedaban en pie 51¹⁸. Sin embargo, luego de varios años sin reglas del juego claras, el sindicalismo logró despertar de su letargo al promulgarse los decretos ley que dan comienzo al Plan Laboral legalizando su actividad. Así, resurgió la conflictividad laboral en su faceta más tradicional: el sindicalismo como instrumento de negociación de los salarios y condiciones de trabajo. Y aunque las organizaciones suprasindicales fueron vetadas de las negociaciones colectivas y huelgas por la nueva institucionalidad, lograron apoyar y extrajeron fuerzas de algunos de sus conflictos más relevantes para emerger públicamente y formular demandas más politizadas¹⁹. Al respecto, Baño ha argumentado que por el carácter cerrado de la Dictadura, cualquier tipo de demanda social podía escalar rápidamente a un nivel político-estatal al no encontrar respuesta en los cauces legales²⁰. Además, se ha hecho énfasis en que el sindicalismo se convirtió de facto en el canal principal de oposición ante la desintegración, y mucho más lenta recomposición, del sistema de partidos, que como veremos, una vez recuperado desmovilizará y desplazará el protagonismo de lo laboral²¹.
- 15 Ya en el umbral de la transición, los investigadores caracterizaban al sindicalismo de diversas maneras. Angell sostiene que éste se encontraba dividido en tres sectores: uno altamente politizado y basado en confederaciones nacionales con su base en los enclaves mineros e industriales, un segundo sector de sindicatos de empresa carentes de proyección o estrategias nacionales, y un tercero sin poder de negociación alguna y desprovisto de protección²². Por su parte, Campero y Cortazar esbozarán una tipología entre sindicatos “consolidadores”, “revolucionarios” y “sindicalismo de mercado”, fijando el criterio en sus tipos de acción, habiendo entre los primeros dos una alianza en la medida que compartían la necesidad de movilización para abrir paso a la democracia, mientras que el tercero se agotaría en las luchas económicas propias de la fijación de salarios²³. Desde un punto de vista más político, analistas involucrados en el proceso como el futuro presidente de la CUT Arturo Martínez, distinguía los sindicatos preocupados de su lugar de trabajo y las organizaciones “superestructurales” que afrontaron la lucha contra la Dictadura²⁴.

- 16 Como se observa, es evidente la tensión entre una lucha gremialista, y el tránsito a formas políticas que apuntan a la democratización. Ambas tendencias se comunicaban débilmente, y de hecho no parece haber una correlación significativa entre los ciclos de conflictividad huelguística convencional –que responde a movimientos seculares de vigencia de contratos colectivos– y los movimientos suprasindicales, excepto cuando estas instancias hicieron llamados a paros nacionales que, en cualquier caso, no tuvieron como protagonista principal al sindicalismo sino más bien a las organizaciones de pobladores²⁵. Es precisamente en torno a la cuestión de las protestas y de las posibles salidas políticas a la Dictadura, que comienzan a generarse las primeras fracturas en el sindicalismo en 1987, cuando la Democracia Cristiana (en adelante, DC) conducida por la línea moderada de Aylwin emprendió una ofensiva mediática y de presión hacia sus cuadros sindicales (altos dirigentes de la CNT, como su Presidente Rodolfo Seguel) para encaminar la transición “pactada”²⁶, que en la práctica implicaba oponerse a toda perspectiva rupturista (como lo proponía una parte de la izquierda), asumir –aunque fuese con algunas modificaciones– la Constitución pinochetista de 1980, y acceder al gobierno con una democracia plagada de “enclaves autoritarios” en el plano institucional, económico y social que harían muy difícil la materialización de las demandas populares en postdictadura, y sobre todo, suponía una moderación y postergación de la conflictividad social en aras de un acuerdo nacional que asegurara la “estabilidad económica” y “gobernabilidad democrática”, así como lo argumentó unos de los ideólogos de este proceso, el demócrata-cristiano Edgardo Boeninger²⁷.
- 17 No obstante, las sucesivas elaboraciones programáticas del movimiento sindical bajo el Régimen Militar sugerían la necesidad de una estrategia bastante más radical. Por ejemplo, en 1983, la CNT exigía una reparación por los costos sociales del neoliberalismo, pero también un cambio en el rol del Estado como garante de derechos sociales; en 1984 proponía una Comisión Patriótica de Reconciliación nacional que condujera a un plebiscito para cambiar al Gobierno, a la par que mantenían su movilización; y ya hacia fines de ese mismo año planteaba una estrategia de concertación social, pero con el objetivo de una salida democrática que derivara en un cambio de fondo al modelo neoliberal.
- 18 Con todo, a mediados de 1985 se vislumbraba ya la victoria de los sectores moderados, al firmarse con el apoyo de la CNT el “Acuerdo Nacional para la Transición a la Plena Democracia” impulsado por la Iglesia Católica, que en lo esencial y pese a ser rechazado por la Junta Militar, “constituyó el primer reconocimiento por parte de sectores de la oposición de elementos del modelo económico neoliberal”²⁸, aunque siempre con la idea de trasfondo de la participación de los trabajadores en el diseño e implementación de las futuras políticas de Estado y, desde luego, con el objetivo irrenunciable de modificar el nuevo Código del Trabajo, como declaró la CNT en su primera Conferencia Nacional, misma en la cual se impusieron un plazo de dos años para convocar un Congreso Constituyente para refundar una central unitaria. Así, diversos dirigentes de la CNT divulgarán a comienzos de 1987 el documento “La Central Unitaria: tarea fundamental del movimiento sindical”, como puntapié inicial de lo que sería la nueva Central Unitaria Trabajadores (CUT)²⁹. En este llamamiento destacó tempranamente la renuncia a contar con un organismo multisindical único de trabajadores, ya que se asumía la existencia de esfuerzos orgánicos paralelos similares pero con posiciones ideológicas específicas (fundamentalmente demócratacristianas conservadoras), y también se proponía una alternativa que apuntara a la unidad de diferentes posturas ideológicas con un programa

común, y por ende, que incluyera a comunistas y demócratacristianos en la representación de los intereses de las mayorías trabajadoras, pese a que esta unidad era denegada a nivel político por la diferencia de estrategias que tenía el PC respecto al resto de partidos en cuanto a la vía para terminar con la Dictadura.

- 19 Junto con esto, también llama la atención que, ese mismo año, la CNS (conducida por Manuel Bustos y alineada con la formación de la nueva CUT, de la cual será su primer Presidente) apostaba todavía por una Central que consolidara la tradición sindical anticapitalista chilena, pero con los cambios propios del proceso de modernización impulsado por el régimen. No obstante, una vez asumida la presidencia de la CNT, Bustos abogará por la moderación de las movilizaciones de los trabajadores ante un eventual Gobierno democrático siempre y cuando se considerase la voz de los trabajadores³⁰.
- 20 Las consideraciones expuestas hasta aquí son relevantes, ya que muestran las contradicciones manifiestas que portaban los máximos dirigentes del sindicalismo entre un espíritu “restauracionista” de la legalidad previa a 1973, y otro “continuista” del legado dictatorial³¹, que eran expresiones a su vez de tensiones entre el sindicalismo y los partidos políticos, y en particular de la Democracia Cristiana que en su seno albergaba las dos visiones, y controlaba el grueso de las cúpulas de los referentes sindicales señalados. Todo esto se proyectaría inevitablemente una vez formada la nueva CUT, al coincidir con la campaña del Plebiscito de 1988 en el que se decidiría el camino de la transición a la democracia.

3. La CUT ante el dilema de la transición: ofensiva sindical o concertación social

- 21 Como resultado de los acuerdos previos de los más importantes referentes sindicales (CNS y CNT), en 1988 se celebra el Congreso Constituyente de la CUT, con la participación de 1027 delegados de 99 organizaciones nacionales que representaban a unos 307.000 trabajadores³², resultando electo como Presidente Manuel Bustos con un 38,4% de la votación para la DC, a la que se sumaba la de sus aliados del Partido Socialista con el 24,1%, relegando a un tercer lugar al Partido Comunista con un 22,2%³³. Con ello y ante la urgencia de la inminente elección presidencial una vez derrotada la Junta Militar en el plebiscito de 1988, al sindicalismo le fue imperativo tomar postura entre dos posiciones políticas: la primera, impulsada principalmente por el PC, buscaba sostener un sindicalismo movilizad o cautelando la independencia política respecto a los intereses de los empresarios y del Gobierno³⁴, con la pretensión de aprovechar la coyuntura transicional para profundizar el proceso democratizador atendiendo al programa histórico de la clase trabajadora; y la segunda, impulsada por el eje DC-PS, era hacerse parte del proyecto concertacionista apostando por el diálogo, atenuando el alcance de la conflictividad sindical para facilitar la “transición” al nuevo Gobierno, esperando que éste concediera graciosamente lo que prometía³⁵.
- 22 Evidentemente, la composición partidaria del Congreso Constituyente determinó que el asunto fuera dirimido a favor de la segunda opción, lo que se corroboró en abril de 1989 con la difusión del documento “Propuestas para la Transición a la Democracia”, en el cual se proponía un extraño maridaje entre la demanda por reconquistar los derechos previos al Golpe de Estado (negociación por rama de actividad, fin al reemplazo en huelga, restricciones a los despidos, entre otros), y la aceptación de los nuevos imperativos

económicos del modelo neoliberal, reconociendo a la empresa privada como motor de la economía y la idoneidad de una regla de aumentos salariales ajustada al crecimiento de la producción en las empresas³⁶ y, sobre todo, refrendando el camino del diálogo iniciado en marzo del mismo año, cuando se constituyeron las primeras Comisiones de Trabajo entre trabajadores y empresarios, precursoras de los Acuerdos Marco Tripartitos.

- 23 Una vez tomado el camino de la concertación social, la revisión de prensa permite observar cómo brotaron las primeras fricciones, al plantearse desde el equipo programático de la campaña de Aylwin (candidato de la Concertación de Partidos por la Democracia, cuyos partidos centrales eran también la DC y el PS) la inconveniencia de una medida como la sindicalización obligatoria, ya que ésta atentaría contra la libertad individual, o las reservas respecto a la negociación por rama y la prohibición de los despidos. La flexibilidad y la vista gorda que se hicieron ante estas señales del futuro gobierno, reflejan que al menos en la dirección de la organización no existía un acuerdo absoluto sobre el programa de la multisindical, lo que en todo caso no fue impedimento para que ésta llamara a votar por la Concertación: en este contexto, el único tipo de movilizaciones que se concibieron tenían que ver con defender la decisión del pueblo expresada en las urnas.
- 24 La estrategia de la CUT entonces se volcó a aprovechar los meses anteriores a la toma de posesión presidencial de Aylwin para que, una vez instalado el nuevo ejecutivo, se enviaran proyectos de ley previamente acordados con los empresarios y de rápida tramitación, con la salvedad de que “si no hay acuerdo, el gobierno no puede renunciar a legislar para equilibrar y poner un mayor grado de justicia en las relaciones empresario-laborales³⁷”, suponiendo una clara inclinación gubernamental hacia los intereses de los trabajadores. Más adelante, la cúpula de la CUT llegará a afirmar que “la promoción y defensa de los intereses de la clase trabajadora están íntimamente ligadas al afianzamiento de la democracia y la estabilidad política de Chile³⁸”.
- 25 Ahora bien, tan pronto como Aylwin asumió como nuevo Presidente de la República, en Enero de 1990 se hacían carne los primeros resultados de la apuesta por el diálogo con la firma del documento “Marco de referencia para el diálogo” entre la CUT y el principal gremio patronal, la Confederación de la Producción y el Comercio (en adelante, CPC). Este marco, en lo inmediato, traía consigo una serie de concesiones inéditas del sindicalismo para los intereses del empresariado, al consagrar “el derecho a la propiedad”, “la necesidad de un sostenido crecimiento de la economía nacional”, “la empresa privada” como “agente principal del desarrollo económico”, el “funcionamiento eficiente, abierto y competitivo del mercado como asignador de recursos”, y todo esto supervisado por el Estado, que debería prestar “especial atención a la estabilidad y equilibrio de las variables macroeconómicas”, respetándose también “las atribuciones y características propias de las empresas³⁹”. Todo ello, en el contexto de las reglas del juego legadas por la Dictadura, implicaba una renuncia tácita (táctica o no) a varias de sus demandas.
- 26 Simultáneamente, y antes de asumir, el equipo del futuro Gobierno avanzaba conversaciones con los trabajadores, advirtiendo los problemas que traería para las Reformas Laborales la estructura del Parlamento con sus enclaves autoritarios y senadores vitalicios. En cierto modo, Bustos le concedió margen a estas dificultades al declarar que en la nueva democracia debería reconocerse espacio para las diferencias entre quienes habían sido parte de la misma alianza política de oposición durante la Dictadura. A contrapelo, el 12 de marzo de 1990 se alimentaban las expectativas de los trabajadores: ante más de 80.000 personas en el Estadio Nacional, Aylwin incluyó en el

discurso de inauguración de su presidencia una instrucción al Ministro de Hacienda, de Trabajo y Economía, "para que instalaran inmediatamente una mesa de diálogo con la Central Unitaria de Trabajadores"⁴⁰.

- 27 Con este importante espaldarazo, el mes siguiente se formalizó la primera mesa negociadora con la CPC y el Gobierno. Y las críticas desde la CUT no demoraron en llegar por "la insensibilidad e inflexibilidad" de los empresarios, "que se apoyan en una legislación negativa para los trabajadores", y también por la poca iniciativa del gobierno⁴¹. Esto último era relevante en tanto la CUT, a sabiendas de las resistencias empresariales a allanarse a un acuerdo que implicara ceder en sus posiciones, confiaba en que el Ejecutivo intercedería a su favor en términos de iniciativa legal. El desenlace llegó al tercer día, con la multisindical dando por cerrada la discusión y buscando entenderse sólo con el gobierno⁴². Sin embargo, días antes del 1º de mayo y con presiones gubernamentales de por medio, los empresarios acceden y se logra la firma del primer Acuerdo Marco Tripartito.
- 28 Podría definirse como una victoria pírrica para la CUT el contenido de este acuerdo, pues reafirmaba una vez más los principios rectores del modelo económico neoliberal, renunciando de antemano a varias de las demandas históricas del movimiento sindical que requerían cambios estructurales contrarios a los intereses empresariales. Más aun,, los beneficios obtenidos para los trabajadores venían con tres particularidades: primero, eran condicionales a nivel de empresa, es decir, denegables por razones de tipo financiero en cada caso; segundo, la mayor parte de éstos se financiarían con los recursos obtenidos por la Reforma Tributaria que se encontraba en tramitación, y que suponía un financiamiento mixto entre trabajadores y empresarios; y tercero, varios de estos beneficios fueron financiados de forma directa por el Estado. Entre los aspectos positivos, debe mencionarse que permitió que el salario mínimo aumentara significativamente, si bien por debajo de la expectativa de los dirigentes, alcanzando un 13,4% real. Adicionalmente, el Gobierno reafirmó su compromiso con la Reforma Laboral que enviaría pronto, y con la cual deberían subsanarse varias de las demandas que el acuerdo dejó pendientes⁴³.
- 29 Durante estos primeros años, el presidente Aylwin cumplió en parte con su palabra mediante el envío de proyectos de ley complementarios, que apuntaron a mejorar la capacidad de negociación de los sindicatos y el establecimiento de condiciones más exigentes para despedir a trabajadores, aunque descartando una restauración del modelo de relaciones laborales anterior al de 1980. Estas reformas, en sí mismas muy moderadas, fueron tenazmente resistidas por el empresariado y representantes de la derecha en el parlamento, que siendo mayoría en el Senado pese a ser minoría electoral (gracias a la institucionalidad consagrada en el plebiscito de 1989), logró que el Gobierno transara sus posiciones, aprobándose leyes más bien cosméticas, manteniendo la prerrogativa patronal del libre despido y sin medidas concretas de fortalecimiento sindical. En la misma línea, se aprobó la Ley de Centrales Sindicales en 1992, legalizando a la CUT que hasta entonces existía de facto, pero abriendo la puerta a la creación de otras centrales con el solo requisito de reunir al 3% de los trabajadores sindicalizados del país, lo que amenazaba con asentar el paralelismo sindical a nivel de centrales, justamente lo que se buscaba evitar. En otras palabras, la lógica de los consensos operó del modo que el sociólogo Tomás Moulián caracterizó, años después, como "transformismo" y "mito democrático"⁴⁴.

- 30 No faltó en todo este escenario, por cierto, la movilización de los trabajadores. De hecho, la CUT realizó varias protestas públicas en las afueras del parlamento⁴⁵ por la insuficiencia de los proyectos de ley, argumentándose que estas no recogían las aspiraciones del movimiento sindical: “estuvimos seis meses discutiendo y parece que perdimos el tiempo”, concluía Arturo Martínez, vicepresidente de la CUT, al fracasar el primer intento legislativo que luego se repetiría con idénticos resultados en la década de 1990 y 2000.
- 31 En este contexto, la celebración del día del trabajador se tendió a convertir cada año en una tribuna de discusión pública entre la CUT y el Gobierno, añadiendo el hecho de que los Acuerdos Marco Tripartitos se celebraban tradicionalmente días antes del 1° de Mayo, con lo que la discusión sobre reformas laborales se encontraba siempre fresca. De este modo, en 1991, el Presidente Aylwin respondió personalmente las aprehensiones surgidas por el manejo legislativo, y junto con recalcar los modestos avances que se habían logrado “en la medida de lo posible”, aludió a las limitantes presupuestarias, y sobre todo a los cerrojos institucionales autoritarios que dificultaban la configuración de mayorías populares para justificar la lentitud del proceso⁴⁶. En cualquier caso, desde el punto de vista de la CUT no hubo resultados significativamente mejores en los Acuerdos Marco del año 1992 y 1993, como lo atestiguan sus declaraciones⁴⁷. Este último año, además, se cierra un ciclo político con el fin del primer Gobierno postdictadura.
- 32 Sin embargo, uno de los aspectos más importantes de estos Acuerdos que se celebraron con altos y bajos hasta 1993, es que con ellos las organizaciones sindicales más importantes de entonces y que demostraron alguna capacidad de movilización, como la Federación Nacional de Trabajadores de la Salud (FENATS) o el Colegio de Profesores⁴⁸, se pusieron al alero de la CUT y con ello fueron neutralizadas políticamente pese al potencial de sus conflictos gremiales específicos⁴⁹. El sindicalismo restante, si bien aumentó en estos mismos años la cantidad absoluta de huelgas realizadas y trabajadores comprometidos en ellas, se mantuvo aún más al margen de los organismos suprasindicales que antes de 1990, relegado a nivel de empresa y sin atisbos de politización, precisamente por la omisión y/o desinterés de sus cúpulas por imprimirle a su conflictividad una conducción política con objetivos nacionales⁵⁰.
- 33 A la vista de resultados tan negativos, cabe la duda de porqué la CUT aceptó esta situación sin llevar a cabo rápidamente un giro más confrontacional. Al respecto se han planteado diversas hipótesis que redundan en la idea de una excesiva confianza de los dirigentes en los cambios que se llevarían a cabo con el fin del Régimen Militar⁵¹, así como al hecho de que el Gobierno hizo lo que pudo dentro de las reglas del juego⁵², culpando a la obstinación del empresariado por el incumplimiento de las promesas⁵³, quienes debido a su intransigencia en temas sensibles para los trabajadores, acabaron rompiendo las mesas de conversación en 1993.
- 34 Sin descartar lo anterior, un aspecto clave que ha concitado poca atención a la hora de explicar este fenómeno, es la capacidad que tuvieron los partidos políticos de la coalición gobernante para copar los puestos de representación de los sindicatos y asociaciones más importantes y traducirlos en conducción de la CUT, que a su vez se arrogaba una alta representación sindical con cifras basadas en mecanismos electorales indirectos y carentes de cualquier forma de control desde el Estado y las mismas bases, y por lo mismo denunciados en cada elección por fundadas sospechas de fraude⁵⁴. Como indican los datos, con este sistema desde su fundación y hasta mediados de los 90, la multisindical tuvo una mayoría DC y PS, justamente las fuerzas políticas que promovieron el modelo de

transición tal como se llevó a cabo⁵⁵. Si a esto se agrega la destrucción de gran parte de la izquierda clasista por parte de la Dictadura, se puede entender la orientación política de la Central como la adhesión cupular (“desde arriba”) de actores sindicales estratégicos a un proyecto histórico bien delimitado, cuyo horizonte de largo plazo era contradictorio con sus promesas inmediatas de cambio⁵⁶.

- 35 Con todo, hacia el final de la presidencia de Aylwin, la CUT ya tomaba nota de los estrechos límites de su estrategia, lo que se reflejó en un discurso más radicalizado y un alejamiento relativo del Gobierno. Cabe notar que a estas alturas, el auge del sindicalismo como actor político comenzaba un lento pero sostenido declive, que en la práctica haría casi imposible revertir la situación: desde 1992 en adelante las tasas de sindicalización decaen y se estancan, y aunque aumenta la cantidad absoluta de sindicalizados, también crece la cantidad de sindicatos lo que indica una dispersión galopante. Al mismo tiempo, no se puede restar crédito a la política económica que junto con subir notablemente el salario mínimo, redujo la inflación aumentando los salarios reales⁵⁷, y aprovechó el impulso del crecimiento y la reducción del desempleo para apaciguar algunos de los problemas más acuciantes de la clase trabajadora, disminuyendo la pobreza y la indigencia, fuentes por excelencia de la conflictividad social.

4. Conclusiones

- 36 Como bien sintetizan Mousterde y Guillaudat, el retorno a la democracia en Chile no supuso un giro radical con la Dictadura al ser “efectuado bajo la forma de una transición estrechamente controlada, en cuyo seno no solamente los partidarios de la Concertación tienen la palabra, sino también los militares y las fuerzas políticas de derecha”, que contaban a su haber con “sólidas garantías políticas”⁵⁸.
- 37 Los múltiples “amarres” institucionales instalados por la Junta militar (la Constitución de 1980, el sistema electoral binominal, la inamovilidad de los funcionarios, la mantención de Pinochet como comandante en jefe del Ejército hasta 1998, etc) estaban también estrechamente articulados a la continuidad del modelo económico neoliberal y a la conservación de los elementos esenciales del Plan Laboral. No se puede entender estas coordenadas sin resituar el amplio acuerdo que se instaló en los partidos políticos alrededor de la necesidad de una transición “pactada”, acuerdo sólo cuestionado por organizaciones minoritarias como por ejemplo el Frente Patriótico Manuel Rodríguez, el Movimiento de Izquierda Revolucionaria y, de manera más tenue, por el Partido Comunista. La hegemonía de esta “democracia de los consensos” funcional al neoliberalismo se ancló profundamente en la cultura política de las “viejas” y nuevas elites del país, y eso hasta el día de hoy⁵⁹. No obstante, en estas páginas se ha argumentado que esta derrota histórica de las perspectivas de una salida “rupturista” con la Dictadura (que todavía existían en las filas del maltratado movimiento obrero de los años 80) es a la vez producto del derrotero tomado por las organizaciones sindicales. También estas fueron “atrapadas” en la lógica de la democracia “en la medida de lo posible”: fue el caso en particular de la “nueva” CUT fundada bajo la dirección de los sectores afines a la futura Concertación.
- 38 Sería fácil, pero bastante simplista argumentar sin más que la adopción de esta política de diálogo -y no movilización- por parte de la Central fue en primer lugar una mera “maniobra” dilatoria e inconsulta con las bases para posponer las demandas del movimiento sindical y, en segundo lugar, un modo para que el primer Gobierno

democrático asegurara el orden social al tiempo que consolidaba un modelo económico que no tenía entre sus prioridades reformas estructurales a favor de los trabajadores organizados. En realidad, lo segundo tiene bastante asidero en declaraciones del mismo Consejo Directivo Nacional de la CUT, que afirmó que las mesas de conversación tendrían por objetivo “dar estabilidad al gobierno democrático”⁶⁰. Pero lo primero es hasta cierto punto discutible: por un lado porque la disposición al diálogo no impidió que se llevaran a cabo algunas movilizaciones aunque el carácter de estas las hicieron bastante inofensivas, y por otro lado, porque no permite explicar cómo el Acuerdo Marco encontró el apoyo de la mayoría de los dirigentes sindicales en la Primera Conferencia Nacional de la CUT⁶¹, ofreciendo un respaldo tácito para seguir conduciendo a la multisindical cupularmente con las mayorías internas obtenidas durante el periodo analizado.

- 39 En estricto rigor, la disputa al interior del principal referente de los asalariados no tenía que ver con exigir al Gobierno las demandas sindicales definidas en su primer Congreso, sino con cuál era la mejor estrategia para avanzar en dichos objetivos. La estrategia sindical sostenida en el eje PS-DC se fundaba ante todo en un exceso de confianza con respecto a las posibilidades que abría la democracia “tutelada” para las demandas de justicia social⁶². En palabras de Bustos: “la promoción y defensa de los intereses de la clase trabajadora están íntimamente ligadas al afianzamiento de la democracia y la estabilidad política de Chile”⁶³.
- 40 Esta lectura no era descabellada considerando las promesas contenidas en el documento “Bases programáticas económico-sociales de la Concertación de Partidos por la Democracia”, que en su capítulo laboral planteaba “introducir cambios profundos en la institucionalidad laboral, de modo que ésta cautele los derechos fundamentales de los trabajadores”⁶⁴. Aunque se tratase de una voluntad real, como lo sugirió Alejandro Foxley años después⁶⁵, los temores del Gobierno a darle la razón a “los teóricos del autoritarismo y los más decididos partidarios del régimen anterior”, quienes “daban por sentado que con la democracia sobrevendrían la agitación social y la parálisis económica”⁶⁶, llevó a que estas “buenas intenciones” transmutaran rápidamente en una *realpolitik* totalmente adaptada a la herencia neoliberal.
- 41 Otro factor que pesó durante este primer subperiodo fue la audacia con la que se movió el actor empresarial, quien demostraron no creer en la concertación entre las clases propuesta por el nuevo gobierno, exigiendo que en el diálogo en que se veían forzados a participar primaran los aspectos más técnicos que políticos⁶⁷. En este sentido, y conscientes del rol inestimable que tenían para los objetivos del proyecto histórico de la Concertación especialmente en el plano económico, su estrategia demostró óptimos resultados. Y es que a diferencia de la clase trabajadora, los sectores capitalistas no requerían un involucramiento político directo en la coyuntura para imponer sus intereses, bastándoles con la administración de sus inversiones en un marco de certidumbre jurídica que la nueva democracia proveía como una de sus prioridades.
- 42 Es necesario mencionar aquí un tercer elemento, aunque sea algo hasta el momento insuficientemente trabajado en la historiografía existente: la CUT, al ser resultado de un acuerdo político por medio de dirigentes partidarios “suprasindicales” (más que un proyecto surgido “desde abajo” en el seno de las grandes protestas), nunca contó con la fuerza real para liderar una alternativa social contundente. En otras palabras, por su funcionamiento altamente cupular, y por no apostar a la articulación de la conflictividad sindical de base y sus múltiples resistencias locales, la Central nunca tuvo la incidencia

suficiente para defender su programa de reivindicaciones ante el proyecto del bloque histórico emergente con el fin de la Dictadura.

- 43 Dicho proyecto refiere a la búsqueda de una organización del mundo del trabajo anclada fundamentalmente a los imperativos del modelo económico neoliberal, excluyendo para ello de cualquier toma de decisiones políticas a los trabajadores, relegando a sus organizaciones a un rol consultivo, y desplazando la contradicción entre capital y trabajo a nivel de unidades productivas, donde el capital tiene mayores probabilidades de imponer su dominio ante sindicatos estructuralmente débiles, y a su vez estos tienen mayores dificultades para proyectar una politización hacia fuera de la empresa⁶⁸. En otras palabras, un análisis en perspectiva muestra que en este momento de subordinación sindical estaba en juego la estabilización política del nuevo régimen⁶⁹, pero sobre todo el contenido mismo que tendría la organización y relación entre la sociedad civil, el Estado y la economía durante las décadas siguientes. En rigor, habrá que esperar los años 2006-2007, y duros conflictos en sectores estratégicos de la economía primo-exportadora nacional (forestal, minero o portuario) para que se desarrolle una revitalización sindical de envergadura, y que se abra un nuevo ciclo ascendente de movilizaciones sociales, ensanchando cada vez más “las fisuras” del neoliberalismo chileno⁷⁰.

NOTAS

1. Sebastián Osorio, Franck Gaudichaud, “Los caminos del movimiento sindical ante la democracia neoliberal y el legado de la Dictadura, 1990-2015”, dans Andrea Pinol (dir.), *Democracia versus neoliberalismo. 25 años de neoliberalismo en Chile*, Santiago de Chile, CLACSO-ICAL, 2016, p. 236-258 (www.clacso.org.ar/libreria-latinoamericana/contador/sumar_pdf.php?id_libro=1101); Franck Gaudichaud, *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno. Trabajo, democracia protegida y conflictos sociales*, Buenos Aires, CLACSO, 2015, (<http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20151203023022/fisuras.pdf>).

2. Sebastián Osorio, *Trayectoria y cambios en la política del movimiento sindical en Chile, 1990-2010. El caso de la CUT, entre la independencia política y la integración al Bloque Histórico Neoliberal*, Tesis para optar al grado de Magíster en Historia, Universidad de Santiago (USACH), 2015.

3. La *Época* fue un periódico distribuido entre marzo 1987 y julio 1998, con una línea editorial de oposición a Pinochet y cercana hacia “La Concertación”.

4. Para una discusión teórica sobre este punto, ver Karim Campusano, Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia, “Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo. Una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Cuestiones del tiempo presente, mis en ligne le 06 juin 2007, consulté le 13 juin 2017. URL: <http://nuevomundo.revues.org/70626>.

5. Jorge Rojas H., “El movimiento sindical chileno en la transición a la democracia”, *Revista Proposiciones*, n°22, Santiago de Chile, 1993, Ediciones SUR (consulté le 12 août 2017. URL: <http://www.sitiosur.cl/r.php?id=165>).

6. Rafael Agacino, *Hegemonía y contrahegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet*, Documento de Trabajo, Buenos Aires, CLACSO, 2006.

7. Guillermo Campero, René Cortazar “Lógicas de acción sindical en Chile”, *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 48, n°4, 1986, p. 283-315; Franck Gaudichaud, *Chile 1970-1973. Mil días que estremecieron al mundo*, Santiago de Chile, Lom ediciones, 2016.
8. Rolando Álvarez, “¿Represión o integración? La política sindical del Régimen Militar. 1973 – 1980”, *Revista Historia*, n°43, Vol. II, 2010, p. 325-355; Ana López Dietz, *Desarticulación y resistencia. Movimiento obrero y sindicalismo en dictadura. Chile y Argentina, 1973-1983*, Tesis para optar al grado de Magíster en Estudios Latinoamericanos, Universidad de Santiago (USACH), Santiago de Chile, 2013.
9. Manuel Gárate, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012.
10. Sebastián Osorio, “De la estrategia concertacionista al sindicalismo de contención. Un balance de la CUT en la postdictadura, 1990-2016”, dans Julio Pinto; Camilo Santibañez e Ignacio Ponce (dirs), *Trabajadoras y trabajadores. Procesos y acción sindical bajo el neoliberalismo chileno, 1979-2017*, Valparaíso, América en Movimiento, 2017 (por publicar).
11. Guillermo Campero, “Chile: las tareas del sindicalismo”, *Nueva Sociedad*, no. 83, 1986, p. 134-145.
12. Carlos Ruiz, Giorgio Boccardo, *Los chilenos bajo el neoliberalismo. Clases y conflicto social*, Santiago de Chile, El Desconcierto, 2014.
13. Julio Neffa, “La transición desde los ‘verdaderos empleos’ al trabajo precario”, dans Enrique De la Garza, Julio Neffa (dirs), *Trabajo, identidad y acción colectiva*, Ciudad de México, CLACSO, 2010, p. 43-80.
14. Franck Gaudichaud, “La vía chilena al neoliberalismo: miradas cruzadas sobre un país laboratorio”, *Revista Divergencia*, n° 6, año 5, 2016, p. 13-28 (www.revistadivergencia.cl/docs/ediciones/06/01.pdf).
15. Para entender el punto de vista de uno de sus ideólogos: José Piñera, *La revolución laboral en Chile*, Santiago de Chile, Editorial Zig-Zag, 1990, (consultado el 9 de agosto de 2017. URL: www.josepinera.com.)
16. Sebastián Osorio, *Elementos para una historia del sindicalismo reciente en el gremio de la construcción. Entrevista al dirigente Roosevelt Silva*, Santiago de Chile, Editorial Pensamiento y Batalla, 2016.
17. Rodrigo Araya, *Organizaciones sindicales en Chile. De la resistencia a la política de los consensos: 1983-1994*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Finis Terrae, 2015, p. 79.
18. Guillermo Campero, *Trade Union Responses to Globalization: Chile*, Geneva, Discussion Paper, International Institute for Labour Studies, 2001.
19. Rolando Álvarez, “El plan laboral y la negociación colectiva: ¿origen de un nuevo sindicalismo en Chile? 1979-1985”, *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana*, n°35, 2012, p. 107-137.
20. Rodrigo Baño, *Lo social y lo político. Un dilema clave del movimiento popular*, Santiago de Chile, FLACSO, 1985, p. 67.
21. Rafael Durán, “Movilización y desmovilización del movimiento obrero en la transición chilena a la democracia”, *América Latina Hoy*, n°16, 1997, consulté le 10 août 2017. URL: <http://revistas.usal.es/index.php/1130-2887/article/view/2111/2165>.
22. Alan Angell, “Sindicatos y trabajadores en el Chile de los años 1980”, dans Paul Drake y Iván Jaksic (dirs.), *El difícil camino hacia la democracia en Chile 1982-1990*, Santiago de Chile, FLACSO, 1993.
23. Guillermo Campero y René Cortazar, “Actores sociales y la transición a la democracia en Chile”, *Estudios CIEPLAN*, n°25, 1988, p. 115-158.
24. Arturo Martínez, “Estrategia sindical en un Chile internacionalizado”, dans Jaime Ensignia, *Mitos y realidades del mercado laboral en Chile*, Santiago de Chile, Fundación Friedrich Ebert, 2005, p. 199-216.

25. Gonzalo de la Maza y Mario Garcés, *La explosión de las mayorías (1983-1984)*, Santiago de Chile, ECO, 1985; Pierre Mousterde, Patrick Guillaudat, *Los movimientos sociales en Chile. 1973-1993*, Santiago de Chile, Lom ediciones, 1998, p. 139-152; Ana López Dietz, *op. cit.*, p. 71-123.
26. Rodrigo Araya, *Organizaciones sindicales en Chile...*, *op. cit.*, p. 172-173.
27. Eduardo Boeninger, *Democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*, Santiago de Chile, Andrés Bello, 1997. Para una aproximación crítica sobre la construcción democrática chilena: Felipe Portales, *Chile: una democracia tutelada*, Santiago de Chile, Editorial Sudamericana, 2000.
28. *Ibid.* p. 133.
29. Rodrigo Araya, *Organizaciones sindicales en Chile...*, *op. cit.*, p. 164-165.
30. Alejandro Foxley y Guillermo Sandoval, *Conversaciones con Manuel Bustos*, Santiago de Chile, Editorial Andrés Bello, 1999.
31. Guillermo Campero, "La economía política de las relaciones laborales 1990-2006", *Estudios Socio-Económicos*, n°37, CIEPLAN, Santiago de Chile, 2007, consulté le 12 août 2017. URL: http://cieplan.cl/media/publicaciones/archivos/151/Capitulo_1.pdf. El autor establece una posición intermedia que denomina como los "innovadores", pero no parece haber mayor asidero para distinguirla del "continuismo".
32. Patricio Frías, *Los desafíos del sindicalismo en los inicios del siglo XXI*, Santiago de Chile, CLACSO, 2008, p. 107.
33. Sebastián Osorio, "De la estrategia concertacionista...", *op. cit.*
34. José Ponce y Rolando Álvarez, "¿Comunismo después del fin del comunismo? La política sindical del Partido Comunista de Chile en la postdictadura chilena (1990-2010)", *Revista Nuestra Historia*, n°1, 2016. p. 104.
35. Sobre la estrategia de los diferentes partidos: Pierre Mousterde, Patrick Guillaudat, *op. cit.*, p. 154-189.
36. Jorge Rojas, *op. cit.*, p. 54-79.
37. *La Época*, Santiago de Chile, 19/12/1989.
38. *La Época*, Santiago de Chile, 24/04/1990.
39. *La Época*, Santiago de Chile, 01/02/1990.
40. Alejandro Foxley y Guillermo Sandoval, *op. cit.*, p. 69.
41. *La Época*, Santiago de Chile, 24/04/1990.
42. *La Época*, Santiago de Chile, 27/04/1990.
43. *La Época*, Santiago de Chile, 28/04/1990.
44. Tomás Moulian, *Chile actual, anatomía de un mito*, Santiago de Chile, Lom Ediciones, 1997.
45. *La Época*, Santiago de Chile, 17/10/1990.
46. *La Época*, Santiago de Chile, 02/05/1991.
47. *La Época*, Santiago de Chile, 02/05/1992; *La Época*, Santiago de Chile, 02/05/1993.
48. José Ponce y Rolando Álvarez, "¿Comunismo después del fin del comunismo? La política sindical del Partido Comunista de Chile en la postdictadura chilena (1990-2010)", *Revista Nuestra Historia*, n°1, 2016.
49. Aún así, parecen discutibles las aseveraciones de Francisco Zapata, quien apresuradamente concluyó que las huelgas durante los primeros años de los 90' "tuvieron lugar a pesar de que muchas de sus demandas hubieran podido ser resueltas sin ellas, lo cual contradice la hipótesis de la presencia en Chile de un sindicalismo de mercado", en tanto es incapaz de explicar la impotencia histórica de esta hipotética politización de base. Ver: Francisco Zapata, "Transición democrática y sindicalismo en Chile", *Foro Internacional*, vol. XXXII, n°5, El Colegio de México, octubre-diciembre, 1992. p. 720.
50. Sebastián Osorio, *Trayectoria y cambios...*, *op. cit.*
51. Jorge Rojas, *op. cit.*
52. Guillermo Campero, *Respuestas del sindicalismo ante la mundialización: El caso de Chile*, Ginebra, Instituto Internacional de Estudios Laborales, 2000.

53. Patricio Frías, *Los desafíos del sindicalismo en los inicios del siglo XXI*, Santiago de Chile, CL, 2008.
54. Para una exposición detallada de este punto, ver Sebastián Osorio, *Trayectoria y cambios...*, *op. cit.*
55. Sebastián Osorio, "De la estrategia concertacionista...", *op. cit.*
56. Sebastián Osorio, *Trayectoria y cambios...*, *op. cit.*
57. Ver Gabriel Rivas, Sebastián Osorio, "El acuerdo de la CUT con el Gobierno y el Salario mínimo", Centro de Investigación Político Social del Trabajo, 2014. [en ligne], consulté le 29 août 2017. URL: www.cipstra.cl/2014/salario-minimo-1.
58. Pierre Mousterde y Patrick Guillaudat, *op. cit.*, p. 194.
59. Antoine Faure, Franck Gaudichaud, M.C. Godoy, Fabiola Miranda, René Jara (dirs), *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale*, Paris, L'Harmattan, 2016.
60. *La Época*, Santiago de Chile, 17/12/1989.
61. Rodrigo Araya, "El acuerdo marco chileno. ¿Un caso frustrado de pacto social?", en *Tiempo Histórico*, n°2, 2011.
62. Al respecto, es ilustrativa la propuesta de redacción conjunta de una "Carta de Navidad" que realizó la CUT a la CPC, "para expresar al país entero los propósitos que les inspiran al celebrar reuniones conjuntas, a fin de que los trabajadores y sus familias abriguen esperanzas de que los problemas que les afectan podrían tener pronta solución, a la vez que un mensaje de tranquilidad y confianza a la ciudadanía al informarles que el diálogo entre dos sectores que se supone antagonistas es un signo de que el país comienza a caminar por buena senda". *La Época*, Santiago de Chile, 19/12/1989.
63. *La Época*, Santiago de Chile, 24/04/1990.
64. Manuel Barrera, "Política de ajuste y proceso de democratización en Chile: sus efectos sobre los trabajadores", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 56, No. 1, 1994, p. 120.
65. "Queríamos ensayar una participación de los trabajadores en las más altas decisiones del Estado. Sentíamos que quienes habían sido marginados y perseguidos por largos 17 años, requerían de gestos reales de incorporación a la mesa de decisiones" (citado en Alejandro Foxley y Guillermo Sandoval, *op. cit.*, p. 20).
66. Cita de Patricio Aylwin en: Alejandro Foxley y Guillermo Sandoval, *op. cit.*, p. 16.
67. *La Época*, Santiago de Chile, 2/12/1989.
68. Respecto a los procesos y niveles de politización, ver Karim Campusano, Franck Gaudichaud, Sebastián Osorio, Pablo Seguel y Miguel Urrutia, *op. cit.*
69. Como correctamente se ha señalado en Rodrigo Araya, "El acuerdo marco chileno...", p. 43-63.
70. Franck Gaudichaud, *Las fisuras...*, *op. cit.*

RESÚMENES

Este artículo interroga el proceso de democratización en Chile desde el prisma de un actor esencial, aunque poco estudiado en el momento de pensar la transición: el sindicalismo. A partir del cuestionamiento de los reales alcances de la "transición pactada" a la democracia, y del contenido concreto del proyecto neoliberal implementado respecto a los trabajadores en Chile por parte del primer gobierno postdictatorial, el presente trabajo busca dar cuenta de cómo las orientaciones políticas de la CUT (Central Unitaria de Trabajadores) durante la presidencia de Patricio Aylwin determinaron el fracaso no sólo de la estrategia sindical de los partidos de la

“Concertación”, sino que también condicionaron la derrota de las movilizaciones de los asalariados en los años venideros.

Cet article interroge le processus de démocratisation au Chili à partir du prisme d'un acteur essentiel, bien que peu étudié au moment de penser la transition: le syndicalisme. En questionnant la portée réelle de la « transition pactée » à la démocratie, et le contenu du projet néolibéral mis en place par le premier gouvernement postdictatorial dans le champ du travail, cette étude cherche à expliquer de quelle manière les orientations politiques de la CUT (Centrale Unitaire de Travailleurs) durant la présidence de Patricio Aylwin ont pu déterminer l'échec, non seulement de la stratégie syndicale des partis de la « Concertation », mais aussi celle des mobilisations des salariés dans les années suivantes.

The present (this) article envisions the democratisation process in Chile through the prism of one essential but little-examined factor in transition studies: trade-unionism. Whilst questioning the real import of the "pact-driven transition" towards democracy, as well as the content of the neo-liberal project implemented by the first post-dictatorship government in matters relating to work and employment, this study seeks to explain how the political orientations of the CUT ("United Workers' Federation") under Patricio Alwin's presidency may have played a crucial role in the failure of the trade union strategy of the "Concertation" parties and further of the workers' mobilisations in the following years.

ÍNDICE

Mots-clés: Chili – syndicalisme – transition démocratique – néolibéralisme

Keywords: Chile - trade-unionism - democratic transition - neoliberalism

Palabras claves: Chile – sindicalismo – transición democrática – neoliberalismo

AUTORES

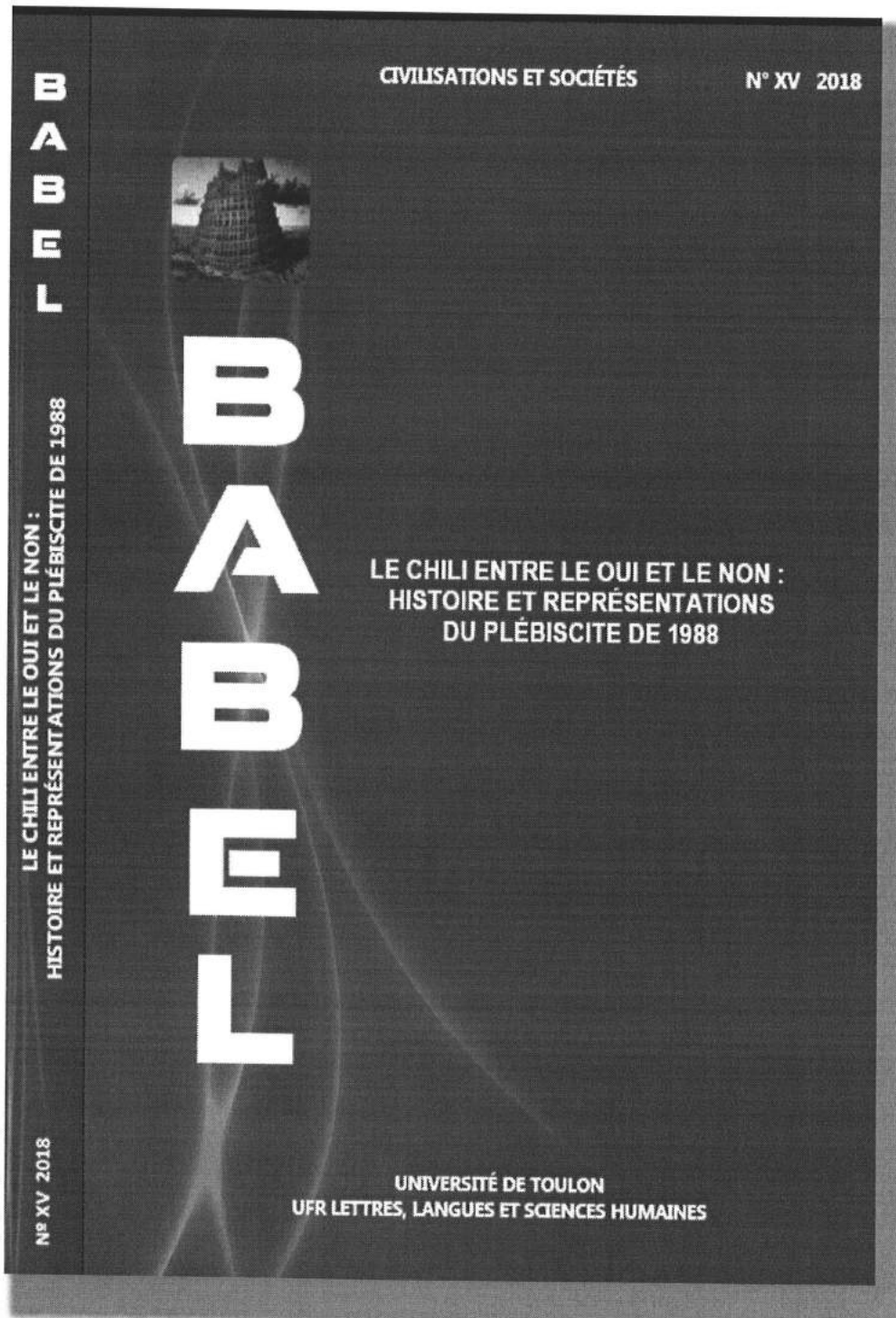
SEBASTIÁN OSORIO

Sebastián Osorio : Master en historia y doctorante en historia en la Universidad de Santiago (USACH), Chile (seba.osl@gmail.com)

FRANCK GAUDICHAUD

Franck Gaudichaud : Master en historia, doctor en ciencias políticas y “Maître de conférences” en estudios latinoamericanos en la Universidad Grenoble-Alpes (UGA – ILCEA4), Francia (franck.gaudichaud@univ-grenoble-alpes.fr)

* (avec Antoine Faure), «La fable refondatrice du Chili actuel. Présentisme, fragmentation néolibérale et esthétique narrative dans les 'francas electorales' du Plébiscite de 1988 », *Babel. Civilisations et Sociétés*, N° XV, 2018, Université de Toulon, pp. 91-116.



Antoine FAURE¹ et Franck GAUDICHAUD²

La fable refondatrice du Chili actuel. Présentisme, fragmentation néolibérale et esthétique narrative dans les *franjas electorales* du Plébiscite de 1988

Résumé. – Depuis le film *No* (Larraín, 2012), la victoire du « NON » au Plébiscite chilien de 1988 est souvent attribuée au travail publicitaire de l'opposition à la dictature civilo-militaire. Pourtant il est difficile de donner du crédit à cette version pour des raisons tant politologiques, sociologiques qu'historiques. L'analyse des représentations et de l'imaginaire des spots électoraux des deux camps met plutôt en évidence une fable refondatrice. D'une part, malgré une trame chronologique des plus classiques, les *franjas* montrent une projection vers le futur à très court terme, et proposent une relecture du passé à l'aune du coup d'État. Elles se focalisent ainsi sur le présent. D'autre part, elles mettent en scène la réactivité, la stabilité et la diversité. Les deux campagnes télévisées convergent donc vers un imaginaire de la continuité et du dynamisme, afin de poursuivre le projet modernisateur néolibéral.

Mots-clés. – Chili, plébiscite, campagnes électorales, régimes d'historicité, mémoire, réactivité, dynamisme, diversité, imaginaire, représentations

¹ Université Finis Terrae. Laboratoire CIDOC.

² Université de Grenoble-Alpes. Laboratoire ILCEA4.

Resumen. – Desde la película *No* (Larraín, 2012), la victoria del « NO » al Plebiscito chileno de 1988 está explicada muchas veces por el trabajo publicitario de la oposición a la dictadura cívico-militar. Sin embargo, es difícil dar crédito a esta versión por razones tan politológicas como sociológicas o históricas. El análisis de las representaciones y del imaginario de las franjas electorales de los dos campos pone más bien en evidencia una fábula refundadora. Por una parte, y a pesar de una trama cronológica clásica, muestran proyecciones hacia un futuro a muy corto plazo, y proponen una lectura del pasado desde el filtro del golpe de Estado. Se focalizan sobre el presente. Por otra parte, ponen en escena la reactividad, la estabilidad y la diversidad. En ese sentido, las dos campañas televisivas convergen hacia un imaginario de la continuidad y del dinamismo, a fin de seguir el proyecto modernizador neo-liberal.

Palabras clave. – Chile, plebiscito, franjas electorales, regímenes de historicidad, memoria, reactividad, dinamismo, diversidad, imaginario, representaciones

À 30 ans du « NON » chilien, le Plébiscite qui a marqué la lente fin de la dictature civilo-militaire (1988) continue à faire couler beaucoup d'encre¹. Opinologues et hommes politiques, politistes² et historiens³, témoins ou même cinéma et télévision, de nombreuses voies s'en donnent toujours à cœur joie au moment de revenir sur ce que l'on peut aujourd'hui lire comme la fable fondatrice du Chili actuel.

Pourtant, les campagnes télévisées de chacun des deux camps sont essentiellement analysées sous l'angle du résultat⁴. Les *franjas electora-*

¹ Les opposants au dictateur ont remporté le Plébiscite par 53.96% des votes, contre 41.94% des votants appuyant une prolongation de Pinochet à la tête de l'exécutif pour une période huit ans.

² Manuel Antonio Garretón et Roberto Garretón, « La democracia incompleta en Chile : La realidad tras los rankings internacionales » ; Patricio Navia, « Participación electoral en Chile, 1988-2001 » ; Sergio Toro Maureira, « De lo épico a lo cotidiano : Jóvenes y generaciones políticas en Chile ».

³ Entre autres : Luis Thieleman, « Chile como campo en disputa. Discursos e imaginarios de nación en el debate electoral del plebiscito de 1988 ».

⁴ Un nouvel ouvrage vient, semble-t-il, alimenter cette hypothèse « médiacentrée ». Cependant, nous n'avons pas pu le prendre en compte au moment de l'élaboration de ce texte, vu que sa parution est postérieure à notre travail. Reste

les, pour reprendre le nom qui leur est donné au Chili, sont lues comme des facteurs univoques qui expliquent la victoire du « No », sur la base de leurs fortes audiences et l'impact déclaré qu'elles auraient eu selon les enquêtes de l'époque¹. D'un côté, les Chiliens auraient pu apercevoir dans ces programmes audiovisuels, les traits du possible de la « réconciliation »², à travers la joie et les couleurs de la campagne du NO (symbolisée par l'arc-en-ciel). De l'autre, ils auraient regardé avec crainte ou stupeur l'anachronisme de la menace militaire et de la grisaille de l'image, dans la campagne du SÍ³.

Le film *No* de Pablo Larraín (2012) a remis au goût du jour cette représentation. L'attribution du premier rôle à l'acteur mexicain Gael García Bernal, reconnu internationalement, et la large distribution des bobines ont même donné une reconnaissance mondiale aux conseillers en communication de la campagne du NO⁴. Micux, au sortir de la projection du film, le spectateur peut aisément croire que ces spots télévisés

donc, dans le futur, à faire dialoguer les deux perspectives. Voir Harry L. Simón Salazar, *Television, Democracy, and the Mediatization of Chilean Politics*.

¹ Nous mettons au conditionnel pour des raisons sociologiques, et notamment la base empirique et la temporalité de la dite enquête. Elle s'est déroulée après la campagne électorale, auprès de 900 citoyens en âge de voter, tous habitants Santiago. Elle conclut que 57, 4% des répondants déclarent avoir vu les *fronjas* « presque tous les jours » (34,8% affirment les avoir vues tous les jours) et 29,5% auraient fini par orienter leur vote selon cette exposition aux spots (mais seulement 2,8% assument l'avoir changé sous l'influence de la campagne télévisée). Giselle Munizaga et Patricio Edwards, *Informe N°1. Encuesta Santiago, televisión Elecciones Presidenciales. Cultura Política*.

² Elizabeth Lira et Brian Loveman, *El espejismo de la reconciliación política 1990-2002*.

³ Cette perception prend en partie racine dans la stratégie de communication du camp du SÍ, pendant la campagne. Dans un éditorial du journal d'opposition *La Época*, l'écrivain et diplomate Jorge Edwards écrit : « No cabe ninguna duda que el No es más imaginativo, más inventivo, menos majadero, más humorista, que el SÍ ». Jorge Edwards, « Los terrenos de la posibilidad ».

⁴ Reconnaissons aussi que la nationalité de l'acteur principal n'empêche pas le réalisme du film, du fait notamment de son travail orthophonique pour adopter l'accent et les tics de langage chilien, tout comme des choix techniques qui ont poussé Pablo Larraín, le réalisateur, à utiliser des outils et formats typiques de la fin des années 1980 : le format 4:3, la caméra Ikegami turbo et le système d'enregistrement U-matic du son, ce qui donne un grain d'époque au film. Se reporter à Michèle Arrué, *No de Pablo Larraín*.

ont été l'élément-clé qui a fait basculer le vote (et le régime autoritaire), du fait de l'application de principes publicitaires (plutôt que proprement partisans) à la campagne audiovisuelle. En recréant les coulisses de la campagne d'opposition à la Junte et à sa figure de proue, Augusto Pinochet, le film montre comment la campagne du NO revient à une dépolitisation du pays, à son entrée dans la société de consommation, au triomphe du néolibéralisme et à l'oubli des massacres perpétrés, le tout « dans la joie et la bonne humeur » (comme le chantent ses partisans, « *la alegría ya viene* »)¹.

Pourtant, partie de cette mythification communicationnelle du Plébiscite ne résiste pas à l'analyse des résultats électoraux. En effet, au-delà de l'aspect strictement médiatique, le vote de 1988 constitue aussi une « anomalie de participation électorale »², avec l'inscription de 7,4 millions des votants (soit 92% des 8.062.000 Chiliens en âge de voter), à peine 824.000 non-participants (abstentionnistes et non-inscrits) et 64.000 votes nuls ou blancs. Ces chiffres montrent bel et bien que le scrutin a mobilisé les électeurs, sans oublier tout le travail qui a consisté à mobiliser les votants, que ce soit à travers la campagne électorale, le discours de la « nationalité juridique »³ ou le travail d'apaisement des craintes face à de possibles représailles en réaction à un vote dissident.

Ainsi, la Junte militaire s'est retrouvée prise à son propre piège. Elle s'est crue intouchable et a cherché à gagner de la légitimité à travers ce scrutin. Néanmoins, la mobilisation tardive (et tout d'abord hésitante) des votants d'opposition a rapidement obstrué les chances de Pinochet d'être reconduit, d'autant plus que le contexte (national et international) rendait hasardeux un énième mouvement tactique répressif lui permettant d'écarter d'un revers de manche les accusations de fraude, et de s'imposer quels que soient les résultats (une solution un temps envisagée).

La mythification communicationnelle ne résiste pas non plus à un argument sociologique qui insisterait sur les cohortes de jeunes électeurs qui étaient convoquées aux urnes (un tiers de l'électorat avait moins

¹ Antoine Faure et Franck Gaudichaud, « Continuité, marketing politique et gouvernabilité. Les lignes de fuites de la transition démocratique chilienne dans *No* ».

² Patricio Navia, *op. cit.*, p. 91.

³ Autrement dit, le vote comme condition d'appartenance à la nation. Cf. Luis Thielemann, *op. cit.*

de 30 ans), mais aussi aux arguments socio-historiques sur la formation de ces électeurs qui n'avaient plus l'habitude de voter (et par là même, la légitimation de cet acte devenu suspect du fait des précédents détournements des résultats électoraux de la part du régime autoritaire)¹. Enfin, la science politique a largement montré la faible portée des campagnes audiovisuelles pour convaincre les citoyens mais leur accorde plutôt les fonctions de rappel de l'évènement électoral, de différenciation des candidats en campagne et de réaffirmation des convictions. Dans le cas des *franjás electorales* (les spots électoraux) du Plébiscite, on peut aussi affirmer qu'il y a une démarche pédagogique qui consistait à montrer les gestes du vote (les deux spots montrent la façon dont il faut marquer le bulletin de façon figurative) et à rassurer sur les possibilités d'avoir un vote d'opposition sans que cela n'engage de trucage des résultats et de répression de la part du régime autoritaire. Mais il est inenvisageable de concevoir la campagne du NO comme le facteur décisif du résultat du Plébiscite et de ses conséquences institutionnelles (la transition démocratique).

Ce faisant, il nous paraît intéressant de décortiquer les représentations et l'imaginaire proposés par chacun des deux camps à travers leurs 27 spots de campagne de sept minutes de long, plutôt que d'y scruter un effet direct et massif sur le vote de 1988. Par représentation, nous faisons référence aux actions qui consistent à convoquer un objet, une image ou une idée pour la substituer à la réalité : un code de sens commun (ou une référence familière) qui donne corps à un récit (un message) à partir de ses formes, mises en action d'après les conventions sociales du moment et qui gagnent une dimension prescriptive par là même. Ces représentations fonctionnent dans une dialectique qui les associe à un imaginaire social, au sens de Castoriadis², c'est-à-dire des matrices de référentialités qui jouent dans la régulation de la vie sociale et personnelle, dans la mesure où elles contribuent à la façon dont les communautés dont elles sont issues se perçoivent et projettent leurs horizons de sens.

Pour élucider ces références et mettre en évidence leur puissance de référentialité, nous nous basons sur un travail empirique qui considère les 28 jours de spots électoraux diffusés à la télévision chilienne avant le

¹ Alfredo Joignant, « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales du civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence de citoyen ».

² Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*.

Plébiscite qui a eu lieu le 5 octobre 1988¹. Nous ne faisons cependant pas de description de chaque *franja electoral*, pas plus que nous ne cherchons à mettre en évidence les évolutions de ces spots publicitaires durant ce dernier mois de campagne. Nous relevons plutôt les procédés par lesquels ces spots donnent du sens au projet politique qu'ils incarnent, que ce soit à travers leurs appareillages esthétiques (musiques, couleurs, montages...), les modalités de mises en scène (métaphores, clins d'œil visuels, archives...) tout en les mettant en contexte, notamment d'un point de vue historique et politique. Autrement dit, notre parti-pris consiste à analyser ces spots de campagne dans l'intégralité de leur médiation, et notamment de prendre en compte les images montrées, car il nous semble impossible de ne s'intéresser qu'au texte (qu'il soit montré, déclamé, joué, témoigné ou chanté) sans considérer la façon dont les formes et les formats influencent l'intelligibilité de ce texte. Et donc les représentations que le texte de chaque camp donne du Chili comme l'imaginaire auquel il renvoie.

Pour analyser la teneur de ce que les spots de la campagne télévisée *font voir*², nous proposons donc de mener une analyse historico-esthétique circonscrite aux deux spots de la campagne télévisée. Pour mieux comprendre le sens des images et des choix filmiques qui sont opérés, nous nous sommes d'abord attachés à contextualiser les deux *franzas*, afin d'y repérer les enjeux politiques et culturels de la période (y compris les formats télévisuels en vogue, et la culture cathodique), mais aussi ce que nous pouvons savoir des modes de visionnage de ces spots (la communion et la collégialité qui restent gravées dans les mémoires des générations ayant attendu le premier spot du NO, par exemple). Ce travail a permis de mettre en évidence les éléments textuels et visuels qui nous apparaissent décisifs, vu que des imaginaires sociaux sont mobilisés par ces propositions esthétiques, ce qui les charge de sens politique. Nous avons ensuite réalisé une analyse socio-thématique qui vise à décoder l'information représentée, que ce soit au niveau manifeste comme au niveau latent des spots télévisés. Nous avons finalement articulé ces deux premières approches à une analyse esthétique, qui s'intéresse aux mises

¹ Pour la première fois au Chili, les campagnes télévisées ont été réglementées à l'occasion du Plébiscite de 1988, par la Loi n°18.700 qui autorisait à diffuser des spots de 15 minutes sur les chaînes faisant partie de l'Association nationale de télévision durant les 28 jours précédents le scrutin.

² Vilches, *La lectura de la imagen*.

en scène, au montage, à l'utilisation de la musique, à la construction des personnages, comme aux éléments qui offrent une forte référentialité à ces vidéos. Autrement dit, notre intention est d'utiliser le concept « d'esthétique narrative »¹ pour analyser les deux *franjas* en questionnant et comparant les relations entre fond, forme et format de chacun des deux spots. Et mieux circonscrire le rôle du « visuel » durant la campagne du Plébiscite chilien de 1988, en essayant de déterminer l'articulation de des codes et des valeurs narratifs.

Nous avons identifié une idée force au sujet de chacune des deux campagnes. D'une part, face au Plébiscite et à la *franja* du NO, le régime civilo-militaire brise l'imaginaire qu'il avait voulu construire autour de l'idée d'unité nationale. Alors que l'appareil esthétique maintient le récit de la prospérité économique (« *Chile, un país ganador* »), les valeurs patriotiques nous semblent passer au second plan, dans ces formats totalement dédiés au travail de communication politique que le régime ne paraît que peu maîtriser. Cette fragmentation visuelle ouvre un espace à l'opposition.

D'autre part, la campagne du NO montre son incapacité à sortir de l'ordre énonciatif-expressif des « chiliens modernes »² : le spot se défait de la référentialité (propre à la représentation politique des masses, dans les années 1960 et 1970) à travers la simulation d'une époque d'ascension sociale, de bénéfice individuel et de triomphe du privé (notamment par les scènes familiales mettant en exergue la tranquillité de la démocratie retrouvée). La campagne visuelle de l'opposition reste donc le schéma de la destruction du douloureux passé (la politique de l'*Estado de Compromiso*), perspective déjà montrée à la télévision dans certaines *telenovelas*³.

Alors, la rupture avec l'imaginaire de l'unité nationale comme le repli sur le privé et l'individu nous font penser que l'enjeu visuel de la campagne du Plébiscite réside dans la mise en scène de la fragmentation néolibérale des publics, entre une représentation du passé politique récent (l'Unité populaire, 1970-1973) comme un repoussoir (1) et une accélération des temporalités socio-économiques qui montre l'imaginaire du dynamisme avec lequel les élites chiliennes élaborent la société (2). Cette

¹ Antoine Faure et Emmanuel Taïeb, « Les esthétiques narratives : l'autre réel des séries ».

² Carlos Ossa, « Le prince des images. Télévision et réconciliation politique ».

³ *Ibid.*

hypothèse met en évidence la continuité du modèle d'accumulation et de consommation néolibérale, comme sa logique gouvernementale : la médiation du marché, l'encadrement de publics-captifs et l'identification des minorités.

1. *Trame chronologique, récit mémoriel et régimes de temporalités*

À travers la bataille publicitaire, l'histoire devient un enjeu de la campagne du Plébiscite de 1988. Les visées électoralistes n'y sont pas pour rien puisqu'il s'agit de « construire les schémas d'intelligibilité tant du passé qu'une proposition pour le futur »¹. Or, si on regarde les spots depuis cette focale, il s'agit de choisir entre deux traditions, et donc de dénigrer l'héritage historique dans lequel le camp adverse essaie de s'inscrire. Chaque camp reconstruit en effet l'histoire politique chilienne récente et propose un « régime d'historicité »² qui lui est propre, pour capter les citoyens chiliens reconstitués par le rite électoral. Ce qui est intéressant ici est que ce travail d'inscription dans un héritage focalise les projets politiques sur l'idée de continuité, et propose à ses fins une lecture classique de l'histoire : passé, présent, futur. Cette lecture linéaire de l'histoire du Chili met les deux camps d'accord sur la rupture mémorielle d'avec les temps de l'Unité populaire. La *Franja del Sí* l'exprime (bien évidemment) à travers le discours de la crise, c'est-à-dire une narration audiovisuelle du chaos qui aurait légitimé le coup d'État et les pratiques autoritaires et répressives de la dictature civilo-militaire.

Mais, si cette volonté de réitérer que la victoire du « Non » entraînera chaos, désordre et extrémisme a pu apparaître comme une cause de l'échec de Pinochet au Plébiscite³, la stratégie de la *Franja del NO* pourrait paraître plus surprenante, car elle ne fait qu'entériner l'impossibilité historique de reprendre le fil d'une tradition réformatrice : tout en

¹ Rafael Del Villar, « La polisemia de un marco de referencia simbólico : el caso de la elección presidencial chilena de 1989 », p. 104.

² Le régime d'historicité est entendu ici comme la manière dont les catégories du passé, du présent et du futur s'articulent, en suivant François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*.

³ Cette stratégie publicitaire aurait réduit la crédibilité de la « proposition persuasive » et retroalimenté le vote pour l'opposition. Rafael Del Villar, « Publicidad Política y Posicionamiento Plural : el trabajo sobre la ambigüedad del texto ».

revendiquant le récit de l'exception démocratique chilienne¹, elle dissocie le présent du passé en s'appliquant à montrer que le projet politique de la *Concertación*² ne consiste pas à remettre le conflit au centre des pratiques politiques, comme ce fut le cas durant le gouvernement d'Allende (1970-1973)³. Alors, et ce sera le dernier point de notre propos, il nous semble que le travail historique et mémoriel des *franjas* propose un régime de temporalité axé sur une image de dynamisme (essentiellement néolibéral) : dans le rythme soutenu des deux campagnes, c'est bien la réactivité publicitaire qui donne son cap au Chili de la transition démocratique.

À chacune de ses occurrences, la *Franja del Sí* construit une trame chronologique classique. Elle débute par le passé, en l'occurrence le passé à très court terme puisqu'il s'agit d'images chaotiques renvoyant à l'Unité populaire. Elle se poursuit dans le présent avec des séquences de bonheur et de paix incarnées par un Pinochet, « bon père » de la Patrie, souriant. Elle formule finalement le futur au creux même de la résurrection contemporaine : le futur a été construit par le récent progrès économique et se conjugue au présent. En débutant par des images de violences urbaines, les concepteurs des spots en faveur de Pinochet s'inscrivent explicitement dans un récit construit dès les premières heures du coup d'État : le sauvetage de la nation et de la démocratie chilienne par l'intervention militaire et l'installation d'un régime autoritaire destiné à extirper le « cancer marxiste » (selon les mots de l'Amiral Merino) du pays. En ce sens, la *Franja del Sí* s'ancre pleinement dans ce que Steve Stern a appelé « la mémoire de la salvation »⁴.

Mais, au-delà de la répétition de ce récit idéologique, la façon dont la campagne pinochetiste associe l'opposition à ce chaos et à la violence politique est ici décisive. En observant les différents épisodes de cette campagne, le spectateur voit clairement la filiation directe de la campagne de l'opposition avec les temps critiques de l'Unité populaire. Cet héritage est un peu plus installé au moment où le camp pinochetiste

¹ Edward P. Blumenthal, *El mito de la excepcionalidad chilena : un proyecto de construcción identitaria*.

² La « Concertation des partis pour la démocratie » qui a gouverné le Chili de 1990 à 2010 est née sous le nom de *Concertación de Partidos por el No* (Concertation des partis pour le non) à l'occasion du référendum de 1988. Elle regroupe plusieurs partis de centre gauche et la Démocratie-Chrétienne.

³ Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*.

⁴ Steve Stern, *Recordando el Chile de Pinochet. En vísperas de Londres 1998*. Libro uno de la trilogía *La caja de la memoria del Chile de Pinochet*.

réorganise sa campagne publicitaire en réaction aux spots de NO. Le détournement parodique du slogan de cette dernière, « *Chile, la alegría ya viene* », en « *Ahora más alegría del no* »¹, pour mieux introduire des images de désordre met en évidence la possibilité d'un renversement par les urnes, de « l'ordre rétabli » par les armes et le coup d'État. À un niveau figuratif, le feu, les jets de pierre, la destruction du domaine public (panneaux de signalisation, bus) montrent les supposés dangers du vote pour la *Concertación*. À un niveau narratif, le rembobinage visuel et auditif que l'on voit apparaître dans la *Franja del Sí*, laisse planer les risques du passé sur la stabilité du présent ; tout comme l'utilisation des boucles musicales de la valse, qui laissent entendre un cercle vicieux, parsemé de bruits d'explosion, supposément introduits de façon diégétique comme si les images montrées étaient des archives de l'Unité populaire². Le dispositif audiovisuel est ici occupé à générer une nouvelle médiation de l'histoire, à des fins sécuritaires et anxiogènes.

Le lien entre présent (une interview dans un regroupement de partisans du « *Sí* ») et le passé (le coup d'État) est réaffirmé par plusieurs témoignages. Surtout il est clairement projeté à la fin de cette nouvelle séquence par cette déclaration : « *nuestro apoyo, nuestro entusiasmo y nuestra alegría de estar con este gobierno, y con su proyección para el futuro* »³. Ce qui ne laisse aucun doute au « triomphe du *Sí* » symbolisé par l'acte de vote, dans l'image suivante. Cette mise en image du passé traumatique, incarné dans une dernière image fixe confrontant le spectateur au regard d'un seul manifestant, se décale peu à peu vers le présent. Le jeu de montage consiste à faire parcourir le passé jusqu'au présent, d'incarner ce passé en un ennemi qui menace dans le présent. Il s'applique à poursuivre la justification du coup d'État, du régime autoritaire et de son œuvre néolibérale, dans une transcendance patriotique. La preuve réside dans le vote pour le « *Sí* », accompagné d'un slogan qui n'a que son caractère explicite pour vertu : « *un país ganador* ».

Cette lecture de l'histoire politique récente n'est pas vraiment surprenante de la part du camp officiel, puisque c'est un discours qui

¹ « Et maintenant, plus encore de joie du non » (toutes les traductions sont celles des auteurs).

² Nous ne pouvons pas trancher ici, faute de sources. Si ces images ont été tournées entre 1970 et 1973, il n'est pas très risqué d'affirmer qu'elles ont été l'objet d'une sélection minutieuse.

³ « Notre appui, notre enthousiasme et notre joie d'être avec ce gouvernement, et avec sa projection pour le futur ».

prend ses germes au sein de la droite durant le gouvernement d'Allende et qui sera martelé avec beaucoup de vigueur durant les 17 ans de dictature. Les campagnes publicitaires du Plébiscite rendent plutôt compte de la force de pénétration qu'a acquis ce discours, puisque – selon nous – la campagne de l'opposition reste elle aussi dans le schéma de la nécessaire destruction du douloureux passé (tourner la page de la politique national-populaire de l'*Estado de Compromiso*). Cette représentation de la négation du passé politique se formule de façon discursive dans le discours du démocrate-chrétien Patricio Aylwin, alors porte-parole du Commando unitaire pour le No et futur président de la République (1990-1994). Celui-ci reconnaît les « limitations » passées de la démocratie chilienne, et associe la « cassure » de 1973 à des attitudes « d'intolérance et d'intransigeance des uns et des autres ». Et même si le discours officiel s'applique à réintégrer exilés et marxistes dans le corps national¹, dans ce récit publicitaire, le futur candidat à l'élection présidentielle de 1990 situe Unité populaire et partisans de Pinochet sur le même plan, reconnaissant selon une logique d'équivalence des erreurs et excès des deux camps. Il admet même les potentialités formatives de ces temps de « douleurs » : « *Los pueblos maduran en el dolor. Yo tengo la certeza que los chilenos hemos aprendido la lección* »². En d'autres mots, il acquiesce au discours historique forgé par la Junte militaire, comme si c'était l'unique voie pour recouvrer le régime démocratique et la liberté d'expression. Un discours de « consensus » qui sera par la suite au cœur du régime politique post-autoritaire.

La caricature finale du spot montre un personnage apeuré par l'autorité militaire qui se résout à « dire NON », et qui explique sa difficulté à assumer son rejet du régime autoritaire par le risque du *chaos*. L'équipe de politiques et de publicitaires qui a participé à la conception de la campagne, à laquelle Patricio Aylwin prête sa voix, a même décidé de mettre cette problématique à l'agenda de ses 15 minutes de temps d'antenne pour réaffirmer que le retour au passé est une « situation de conflit que personne ne veut ». La stabilité du projet historique de la *Concertación* réside alors dans un discours censé être pragmatique et qui accepte de neutraliser les potentialités historiques et démocratiques du pro-

¹ Consulter notamment l'interview faite à Genaro Arriagada, porte-parole du camp du NO : « La Oposición en la recta final », *El Mercurio*, Santiago de Chile, 4 de septiembre de 1988.

² « Les peuples mûrissent dans la douleur. Et j'ai la certitude que nous les Chiliens, nous avons appris la leçon ».

jet de l'Unité populaire ou de la gauche marxiste chilienne. Suivant ainsi le discours des vainqueurs, le gouvernement d'Allende devient l'incarnation du chaos, d'une crise incontrôlée qui a mis en danger de mort la nation chilienne. En un sens, le slogan tant de fois repris, et qui symbolise encore aujourd'hui l'imaginaire de cette campagne, « *Chile, la alegría ya viene* » fait aussi référence aux temps de l'Unité populaire : après le chaos de l'Unité populaire, le match nul mémoriel englobe le récit incriminant le gouvernement d'Allende.

Une telle reconstruction hégémonique du passé confirme que l'histoire de l'Unité Populaire est un véritable « champ de bataille »¹ (hier comme aujourd'hui), mais une bataille désertée par l'opposition modérée au nom de la transition pactée, cédant ainsi au discours du régime autoritaire triomphant. La publicité électorale exerce de ce fait un encadrement de l'imaginaire temporel chilien, qui fixe la fragmentation des publics et le régime néolibéral dans le marbre, tout comme la problématique mémorielle. La commémoration entre dans l'imaginaire national par la droite, sous les traits du « sauvetage de la nation ». La répression politique et le marketing électorale laissent le champ libre à cette opération mémorielle « transformiste » (au sens utilisé au Chili par Tomás Moulian)², face à un impératif de commémoration (propre aux vaincus) qui est devenu résiduel, en termes symboliques.

Dans le discours de la *Franja del No*, la continuité réside dans une démocratie mesurée, capable de se réguler plutôt que de gouverner. La manière dont est traité le problème de la crise est en effet révélatrice d'un acte de reconnaissance, qui laisserait symboliquement la possibilité de repartir de zéro, de *refonder* la société. C'est le sens à nos yeux, de la phrase introductive du journaliste Patricio Bañados : « *por primera vez en 15 años, quienes no comparten el pensamiento oficial tienen la oportunidad de dirigirse a ustedes a través de un programa de televisión propio* »³. La tradition que les Chiliens devraient retrouver s'inscrit dans la liberté d'expression et le droit de voter comme garantie de la démocratie.

¹ Enzo Traverso, *L'histoire comme champs de bataille. Interpréter les violences du XX^{ème} siècle*.

² Tomás Moulian, *Chile. Anatomía de un mito*.

³ « Pour la première fois en quinze ans, ceux qui ne partagent pas la pensée officielle ont l'opportunité de s'adresser à vous à travers un programme de télévision qui leur est propre ».

Le produit publicitaire de la *Franja del NO* construit une temporalité linéaire qui efface les décisions politiques et les ruptures historiques. Sa trame chronologique consiste en un récit mémoriel qui part du coup d'État pour expliquer l'histoire récente et construit esthétiquement un chemin de paix et de stabilité modernisatrice, quand celle-là même a subi nombre de corrections et soubresauts après la crise économique et sociale du début des années 1980¹. Le futur² ne se trouve pas dans le passé³, mais dans un présent(isme) qui rejette l'état de guerre dans lequel se trouve le pays (« *Los Chilenos, no queremos ni volver al pasado, ni seguir en guerra* »). La répétition du *nous* construit sans aucun doute une volonté collective et nationale⁴, mais sa formulation sous le projet de « *no seguir en guerra* » est décisive. La négation oppose une volonté, une décision de changer de chemin, mais l'usage du verbe « *seguir* » montre une focale tournée vers la continuité. D'autant qu'il n'y a pas de proposition de changement fondamental apportée, si ce n'est celle de la recherche de paix et de la participation au sein de qui sera théorisé plus tard comme « démocratie des consensus » par les idéologues de la transition pactée chilienne (tel que Edgardo Boeninger)⁵.

Du côté du « *Sí* », le futur est non-seulement conditionné par le passé mais la stabilité, économique comme sécuritaire, n'est seulement envisageable que grâce à ce qui a été construit, les fondations imposées sous le régime de la Junte militaire, gouvernement qui doit explicitement poursuivre son travail. C'est en tous cas l'idée des discours de Pinochet, mis en scène sous ses habits civils (vestes noires et cravates rouges) et sans lunette, avec une photo de son épouse à sa droite. La nouveauté du Chili n'est pas à venir ; elle est déjà acquise. Le dictateur débutait : « *Hemos construido juntos un nuevo Chile, el de hoy, que a diferencia del de ayer, confía en la libertad, en la capacidad de cada chileno. Chile es un potencial* »⁶. En soi incontrôlable, le futur est un « engagement » (« *ese es mi compromiso* » rajoute plus

¹ Kathya Araujo et Danilo Martuccelli, « Individu et néolibéralisme : réflexions à partir de l'expérience chilienne ».

² « El NO significa la democracia en que el pueblo participa y decide de su futuro ».

³ « Los Chilenos, no queremos ni volver al pasado... ».

⁴ Le *nous* répété deux fois.

⁵ Edgardo Boeninger, *Democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*.

⁶ « Nous avons construit ensemble un nouveau Chili, celui d'aujourd'hui, qui à la différence de celui d'hier, a confiance en la liberté, dans la capacité de chaque chilien. Le Chili est un potentiel ».

tard le dictateur), un chemin tout tracé dans le présent à partir de notions aussi larges et ambiguës que le développement ou le progrès, qui s'incarne dans la succession de brèves images montrant plusieurs grands projets. Route australe, plateforme off-shore ou barrages hydro-électriques, elles montrent toute la grandeur du projet pinochettiste et des capacités mobilisées, et symbolisent une « histoire en train de se faire » dans le calme productif du quotidien. Le futur n'est plus incertain car il est connu : c'est celui du Chili « vainqueur », dans lequel le « *SI* » va à coup sûr triompher.

Bien que les deux *franjias* s'opposent quant au régime politique et au système institutionnel à adopter, leurs trames chronologiques suivent un même schéma. Elles donnent sens à un récit mémoriel qui incrimine le conflit politique ou de classe, en disqualifiant le passé récent (le gouvernement d'Allende). En lisant l'histoire par son résultat supposé, c'est-à-dire en enfermant les possibilités historiques dans une progression déterministe dont le résultat explique le déroulement antérieur¹, les spots construisent un régime de temporalité présentiste². Malgré des visées électoralistes, qui laissent supposer propositions et projections vers le futur, ils n'ont plus le futur pour centre de gravité. Les campagnes se focalisent sur ce présent dont le sens (et la légitimité) se trouve(nt) dans sa capacité à maintenir à distance un passé qui laisse toujours planer des risques sur la stabilité de l'actuelle démocratie. C'est là encore une façon de nier les possibilités historiques ouvertes par le gouvernement d'Allende en indiquant que la Révolution est devenue impossible, ou plutôt que « La Catastrophe a remplacé la Révolution »³. Alors la Catastrophe n'est même plus le coup d'État de 1973 mais le chaos et le conflit politique in-

¹ Philippe Gottraux, « Socialisme ou Barbarie, Un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie ».

² Une façon claire de définir ce présentisme réside, selon nous, dans la recension que fait Bertrand Lessault de l'ouvrage de François Hartog déjà cité. Pour définir simplement cette idée, il parle de « l'évidence d'un présent omniprésent ». Afin de détailler un peu plus, on peut ajouter cette autre tentative de caractérisation : « Le présent est devenu l'horizon sans futur et sans passé. Il génère, au jour le jour, le passé et le futur dont il a, jour après jour, besoin et valorise l'immédiat ». Bertrand Lessault, « F. Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps* ».

³ Nous citons ici un entretien car la formule d'Hartog, qu'il a par ailleurs développé dans plusieurs ouvrages, nous paraît plus efficace. Robert Chaouad et Marc Verezoli, « La discordance des temps », p. 12.

carnés par l'Unité populaire. L'anticipation d'un horizon d'émancipation à construire collectivement n'est plus un élément constitutif du rapport social au temps ; et de ce fait le passé n'advient plus dans le présent¹. Le présent devient un différé, un « passé composé audiovisuel » qui prend ses racines dans les temps récents et indique une continuité vers un futur dont il est la seule condition. « Déjà mort et vivant », pourrions-nous dire pour retourner la formule de l'historien Robert Chaouad². La condamnation du passé et les incertitudes du futur enferment les deux projets de société proposés dans l'acceptation du présent.

2. *Dynamisme et diversité : de la fragmentation des publics*

Par le rejet du conflit politique, le discours de la continuité et de consensus valide visuellement une accélération du temps, dans ses dimensions économiques et culturelles. Au cœur de l'imaginaire convoqué, il nous semble que l'idée de dynamisme est celle qui organise les représentations de l'histoire chilienne, à ce moment de visées refondatrices. C'est ce qui est montré par les *franjás electorales* à travers une accélération visuelle des temporalités sociales, c'est-à-dire « la manière dont s'organisent les temps sociaux, comme produits objectivés de la vie humaine »³. Le montage des deux spots publicitaires comme les stratégies figuratives mises en œuvre jouent sur ce dynamisme à travers trois aspects : un impératif de réactivité ; un discours économique axé sur la stabilité et la productivité ; et la mise en scène de la diversité socio-culturelle, qui fait des classes moyennes l'incarnation de la nation mais fragmente les publics.

Malgré l'indiscutable qualité de la *Franja del NO* en comparaison à la *Franja del SÍ*, les deux spots convergent dans la construction que propose leur montage. Des séquences explicatives de deux à trois minutes sont entrecoupées de séquences musicales qui se réduisent à la répétitivité des slogans et des hymnes. Dans le cas de l'opposition, ces séquences explicatives prennent le format d'un journal télévisé censé symboliser le recouvrement d'une certaine liberté d'expression, et donc du pluralisme

¹ François Hartog, *op. cit.*, p. 127.

² « Vivant et déjà mort, en quelque sorte », écrit-il au sujet du « présent que l'on construit comme déjà passé, immédiatement passé ». Robert Chaouad, « La résonance des temps », p. 65.

³ Claude Dubar, « Régimes de temporalités et mutations des temps sociaux ».

démocratique. Dans la campagne officielle, c'est plutôt une leçon qui est administrée par l'autorité d'une voix off. Dans les deux cas, les images servent de « preuve » (du chaos qui règnerait avec l'accès de l'opposition au pouvoir ; ou, des mensonges et contradictions de la Junte militaire, par exemple). Après les explications, vient un registre plus de persuasion, moins informatif et qui joue sur son côté entraînant. Dans les deux cas, il s'agit de jouer l'hymne de campagne et de répéter chacune des deux consignes autant que faire se peut : « *Ahora sí que sí, así que sí* » vs « *Vamos a decir que No* ». Durant ces séquences musicales, le support visuel consiste à multiplier à grande vitesse les images symboliques de la stabilité, de la tranquillité et de la diversité.

Cette accélération visuelle est le format du discours de la continuité, dont nous avons montré la force précédemment. Face à un futur dont elle accentue l'incertitude, cette accélération agit sur le présent en invoquant un impératif de réactivité. Cette réactivité est opérée dans le séquençage des spots publicitaires. Les parties explicatives des deux *franjias* montrent clairement une volonté de s'adapter et de répondre au camp adverse, de réagir à son récit et à ses attaques. Le spot officiel est certainement celui qui vient en tête au moment d'illustrer cette réactivité, du fait des allusions progressives à ses compétiteurs. Le fait même que l'équipe de campagne décide de modifier son contenu pour radicaliser ses attaques montre que la confrontation se joue sur le court terme et dans l'urgence. La phrase « *Ahora más alegría del NO* »¹ est une réponse directe et politique de la part de la *Franja del Sí*. C'est une reconnaissance forcée de l'opposition et une contre-attaque qui montre un vacillement (un sentiment de faiblesse ?). En tous cas, l'annonce souligne la nécessité ressentie de réagir, d'autant que les images qui suivent mettent en scène l'imaginaire des pénuries et des (trop) longues queues devant les épiceries. Cette stratégie visuelle, appuyée par des messages textuels qui rendent lisibles ce qui était énoncé par les scénettes, donne à la réactivité un ton sécuritaire qui insiste sur les risques de chaos qui planerait toujours sur le Chili, sans la Junte militaire (il y avait du désapprovisionnement, il y avait de la tristesse...) ².

¹ « Maintenant, plus de joie du NO », en référence à « *Chile, la alegría ya viene* ».

² Luis Thieleman décrit un autre détournement de ce type au moment où le cavalier avec le drapeau chilien du spot du NO devient un cavalier arborant les symboles marxistes, cavalant vers ce que la voix off décrit comme une injonction à la destruction. Luis Thieleman, *op. cit.*

Mais il ne faudrait pas croire que cette logique réactive n'a été empruntée que par le régime, durant la campagne précédent le Plébiscite. La campagne du NO est elle aussi réactive. Les images où apparaît la mère de Carlos Caszely, l'icône du football chilien de l'époque, s'expliquent précisément par l'objectif de réagir aux attaques de Pinochet et son équipe de publicistes. Elle y conte la torture infligée par les agents de renseignement de l'État, pour contrer l'utilisation d'images de la *Selección* (nationale de football) où apparaît son fils. Le droit de réponse que le « journal » du spot du NO s'auto-attribue vise aussi à réagir aux déclarations de la Junte militaire. Sont montrées toutes les contradictions qui existent entre les promesses faites sur le Plébiscite et les conditions réelles dans lesquelles celui-ci sera conduit. Jusqu'à l'hypocrisie majeure dont fait preuve Augusto Pinochet lorsqu'il déclare au quotidien allemand *Die Welt*. La réactivité de l'opposition s'active donc dans la figure d'une *Concertación* devenue « chien de garde » (*watchdog*) de la société chilienne.

Cet impératif de réactivité et d'accélération visuelle des temporalités chiliennes, d'enchaînement rapide des images souhaite montrer le dynamisme de la société et la capacité de travail de sa population. Il incarne un discours économique centré sur la continuité, la vitesse et la productivité. Au cœur de ce discours esthétique-politique, on retrouve les caractéristiques de la logique marchande de la rapidité et de la permanence qui, selon Bernard Stiegler, « détemporalise » le réel¹. Dans notre cas, ce sont bien des spots électoraux qui agissent de la sorte.

La vitesse des images et l'accélération des temps sociaux qu'elle suppose n'est pas ici synonyme de crise mais montre plutôt la possibilité d'assumer cette temporalité du fait de la stabilité économique et de la productivité du modèle néolibéral, mis en œuvre depuis le milieu des années 1970². Ainsi, la stabilité politique et présentiste³ se montre aussi sous la forme d'un discours économique puissant, qui est celui de la métaphore du « Chili Jaguar ». C'est tout le sens du slogan de la *Franja del SI*, « *Chile, un país ganador* ». Le spot publicitaire se concentre alors sur les forces productives du pays et montrent, à travers l'individualisation des il-

¹ Bernard Stiegler, « Genèse de la Désorientation ».

² Antoine Faure, Franck Gaudichaud, María Cosette Godoy Hidalgo, René Jara Reyes et Fabiola Miranda Pérez, *Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale*.

³ Dont on retrouve la même représentation dans les franjas des trois candidats à l'élection présidentielle de 1989. Rafael Del Villar, *op. cit.*

lustrations, l'effort personnel, le mérite, et métaphorise, à travers ces images, les récompenses individuelles (apparaître sur les images de la *Franja del SI*). Puis l'économiste Milton Friedman, grand « ordonnateur » du paradigme néolibéral des « Chigago Boys » affirme que les Chiliens « se queden en la misma posición en la que están »¹, avant que ne soit entonnée une chanson sur l'idée de « grandir » (*crecer*). Apparaissent aussi Jaime Guzmán, l'idéologue du régime, et Pablo Longueira, secrétaire général de l'Union des démocrates indépendants (UDI), créée pour soutenir Pinochet dans le champ politique. Le message est reformulé par ce discours de Longueira devant des enfants : « consolidar », « la democracia » ajoute-t-il, mais aussi le modèle économique, rajoutons-nous.

Cette stabilité est ensuite représentée par le bonheur et la tranquillité que met en avant la *Franja del SI*. Par opposition au chaos qu'implique, selon ce camp, le projet de l'opposition, le Chili qui est montré dans ce spot officiel est celui d'une société qui a le sourire et de l'énergie, qui vit à la lumière de l'ordre (jusque dans les regroupements des partisans de Pinochet). Le lâcher de ballon tricolore qui fait suite à la séquence sur l'Unité populaire en est symbolique car le spectateur y voit un groupe tout sourire, qui chante, saute et danse. La chanson que ce groupe serait en train d'entonner, par l'effet d'un montage diégétique de la musique, formule cette tranquillité comme le sceau d'un projet politique : « porque los hemos ganado la democracia, plena, estable, con total participación, porque hemos merecido la paz y la grandeza, marchemos todos juntos hacia un país ganador »². La multiplication des références à la famille, « point d'articulation entre économie et religion »³, et les enfants, ce futur déjà présent, est aussi l'expression de cette tranquillité.

Bien que basée sur un autre projet politique, dans la *Franja del NO*, on voit de la même façon que la stabilité politique, mais aussi économique, est centrale pour l'opposition. Elle s'incarne dans ce jeune homme qui marche au soleil au milieu d'un pont, la démarche décontractée. Elle vient aussi de la possibilité qu'ont les artistes de préparer leur pièce, de chanter ou de danser, après avoir subi une répression féroce et foncièrement politique. Elle vient enfin des images du quotidien, qui lais-

¹ « Qu'ils restent dans la même position dans laquelle ils sont ».

² « Parce que nous avons gagné la démocratie, pleine, stable, avec la participation totale / Parce que nous avons mérité la paix et la grandeur / Nous marchons tous ensemble vers un pays vainqueur ».

³ Kathya Araujo et Danilo Martuccelli, *op. cit.*, p. 128.

sent voir la possibilité de ne plus se préoccuper et penser le présent au conditionnel. Les sourires, les regards par la fenêtre ou les scènes de danse (toujours sur un pont symbolisant la transition) montrent la joie. La mise en scène récurrente des travailleurs, jusque dans des interviews, fait certes référence à la tradition de la gauche chilienne, mais elle incarne aussi la possibilité de progrès économiques pour le pays. Le Chili retrouve la lumière après une longue période d'obscurantisme.

Ces images des deux *franjas*, qui montrent hommes, femmes, enfants, curés, *buaos*¹, agriculteurs, ouvriers, artistes, sportifs, villes et campagnes, servent aussi à montrer la diversité qui compose les deux camps. En termes de stratégie électorale, cette représentation vise bien évidemment à mettre en évidence la force des soutiens dont font preuve chacun des projets (la majorité qu'elles convoquent). Mais elle renvoie surtout, en ce qui nous concerne ici, à un imaginaire du dynamisme en mettant en scène une fragmentation des publics. La représentation audiovisuelle ne se focalise plus, depuis le coup d'État et les réformes néolibérales qui s'en suivent, sur une masse homogène mais pour une série de minorités et d'individus qui se trouvent au cœur du modèle de médiation guidé par « la main invisible » du marché.

Ainsi, l'arc-en-ciel qui sert d'emblème à la *Concertación* est le symbole de l'union dans la diversité. Une diversité politique dans ce cas, puisque la Concertation des partis pour le NO regroupe une multitude de groupes et de courants qui se rejoignent sur leur opposition au régime autoritaire et leur volonté de libéraliser le pays. Une lecture marketing verrait sans nul doute dans cette représentation visuelle de la diversité, une stratégie électorale visant à toucher tous les possibles publics-captifs. Une lecture programmatique insisterait plutôt sur l'objectif, maintes fois répété dans le spot, qui consiste à faire que « tous les secteurs participent ». Une étude de l'identité nationale dans les spots de campagne insiste aussi sur le fort patriotisme de cette représentation, s'élevant en faux contre le nationalisme du camp pinochetiste². Et il est certain que l'anaphore « *Los Chilenos, no queremos* » du discours de Patricio Aylwin insiste, par répétitions sémantiques et rythmiques, sur cette volonté collective portée comme étendard.

Mais on peut y voir surtout un mode de représentation qui ne se focalise plus seulement sur les masses, au sens morpho-photographique

¹ Figure typique de la ruralité chilienne et notamment du sud du pays.

² Luis Thieleman, *op. cit.*

du terme¹, mais plutôt sur les minorités et les individus qui les composent. Au-delà de la monstration de groupes suffisamment nombreux pour jouer sur le répertoire d'action du chiffre afin de susciter l'adhésion², la population est montrée entre la multitude des *je* et les profils socioculturels spécifiques (comme l'incarne très bien la scène des interviews à des inconnus assurant qu'ils marqueront « No » au moment de voter). Cette logique est présente dès le début de la *Franja del NO*, lorsque le journaliste Patricio Bañados s'exprime sur l'opportunité qui est la sienne de retrouver une profession de laquelle il a été marginalisé. Cette incise textuelle procède d'une logique individualiste fonctionnant au cas par cas. La séquence chantée assume un peu plus cette articulation discursive entre le *je* et le *nous* : l'intention individuelle est répétée abondamment dès les premiers vers (« *Yo soy libre de pensar* », « *Voy a decir que NO* », « *Yo siento que es la hora de ganar la libertad* », « *Porque pienso en el futuro* », « *Con la fuerza de mi voz* », « *Porque lo canto sin temor* », etc.) avant de s'articuler peu à peu à la pluralité (« *Porque quiero que florezca mil maneras de pensar* », « *Por un Chile para todos* ») et le collectif national (« *Vamos a decir que NO* » repris en chœur entre chaque vers, « *Todos juntos a triunfar* », « *Terminemos con la muerte* », « *La Patria necesita dignidad* »). Le discours de Pinochet en fait de même au moment où il affirme que « nous [les Chiliens] construisons un nouveau Chili », où « on fait confiance en la capacité de chaque Chilien ».

Sans multiplier ici les exemples dans la *Franja del SÍ*, le soutien à la dictature est représenté par des images qui oscillent entre l'individualité et le groupe suffisamment peu nombreux pour que les visages des partisans de Pinochet puissent disparaître. Ces groupes individualisés remplissent par exemple le cadre de l'image, et brandissent les trois couleurs nationales comme symbole identitaire, le tout sur un chant qui consiste simplement à reproduire un « *SÍ* », rythmant des slogans extrêmement directs qui vantent la compétitivité de la société chilienne. C'est aussi là un tournant dans la narration du spot de camp autoritaire : l'acteur principal n'est plus la foule immaîtrisable de l'Unité populaire, et devient une population qui partage un cap, représentée sous les traits d'une communauté nationale grimée sous les traits de la diversité.

Surgit alors une rupture avec l'imaginaire de l'unité nationale, par cet individualisation des masses. Il s'agit de montrer le nombre et la force

¹ Carlos Ossa, *El ojo mecánico : cine político y comunidad en América Latina*.

² Michel Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêts*.

des soutiens, mais surtout de les incarner par des individus sérieux et des groupes sociaux déconnectés et catégorisés, rendus constitutifs d'une majorité qui imposent ses traits à la nation (les mapuche n'apparaissent d'ailleurs jamais que sous les traits des manifestants et des acteurs violents). Ce repli sur le privé et l'individu met donc en évidence que l'enjeu visuel de la campagne du Plébiscite réside dans la mise en scène de la fragmentation des publics et la dissolution des conflits socio-politiques ou collectifs.

Or, cela inaugure visuellement la focalisation politico-économique sur des classes moyennes, « jeu de captation » qui dure depuis plus de 30 ans maintenant¹. Dans les spots publicitaires, on voit représenter une diversité de profils socioculturels proches des classes moyennes. Ce « secteur privé croissant »², fait de professionnels qualifiés, de techniciens et d'indépendants est celui que l'on voit très majoritairement dans les deux *franjas*. L'interview d'un citoyen supposé « ordinaire » mais favorable à Pinochet ne fait pas de doute quant à la mise en scène du professionnel : son *hexis* vestimentaire est extrêmement parlante, notamment sa blouse blanche et ses lunettes. Néanmoins, sous les traits d'une majorité nationale, ces classes moyennes se clivent en deux groupes³, le premier plus critique sur le chemin néolibéral pris par la modernisation du pays et le second plus ancré dans la contingence et qui cherche son intérêt propre (étendre leur consommation et accéder à des biens supérieurs notamment en matière d'éducation). On peut y voir l'opposition entre le projet de la Junte militaire face à celui de la *Concertación*.

Ainsi, face au Plébiscite et à la *Franja del NO*, le régime civilo-militaire brise l'imaginaire qu'il avait voulu construire et l'idée d'unité nationale. Alors que l'appareil esthétique maintient le récit de la prospérité économique (« *Chile, un país ganador* »), les valeurs patriotiques semblent passer au second plan. La structure réactive et parodique de la *Franja del SÍ* le montre bien (et la fameuse séquence des danseurs-terroristes l'atteste). De son côté, la *Franja del NO* profite de cette brèche tout en veillant à ne pas déborder les champs des possibles politiques, narratifs et visuels. Tout en validant le discours de continuité, ce qui aura par la suite un effet performatif régressif sur les possibilités du travail de mémoire au Chi-

¹ Emmanuelle Barrozet et Vicente Espinoza, « Current Issues on the Political Representation of Middle Classes in Chile 2016 ».

² *Ibid.*, p. 99.

³ *Ibid.*

li, l'équipe de publicistes a cherché à montrer des classes moyennes à la fois diverses, productives et réactives. Elle s'appuie finalement sur une esthétique qui intègre l'imaginaire du dynamisme néolibéral hérité de la période civilo-militaire, tout en projetant des ajustements qui devraient permettre, selon elle, de poursuivre encore un peu plus la modernisation du pays durant le régime post-autoritaire.

Bibliographie

- ANDERMANN, Jens et William ROWE. *Images of Power : Iconography, Culture and State in Latin America*. Toronto : Berghahn Books, 2005.
- ARAUJO Kathya et Danilo MARTUCCELLI. « Individu et néolibéralisme : réflexions à partir de l'expérience chilienne », *Problèmes d'Amérique latine* I. 88 (2013) : 125-143.
- ARRUË, Michèle. *No de Pablo Larraín*. Paris : Editions Atlante, Clefs concours, 2016.
- BARRIL, Claudia ; Pablo CORRO et José M. SANTA CRUZ. *Audiovisual y política en Chile*. Santiago de Chile : Editorial ARCIS, 2014.
- BARROZET, Emmanuelle et Vicente ESPINOZA. « Current Issues on the Political Representation of Middle Classes in Chile 2016 », *Journal of Politics in Latin America*. VIII. 3 (2016) : 95-123.
- BLUMENTHAL, Edward P. *El mito de la excepcionalidad chilena : un proyecto de construcción identitaria*, PUC, Instituto de Historia, Santiago de Chile, 2004.
- BOENINGER, Edgardo. *Democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*, Santiago de Chile : Andrés Bello, 1997.
- BURKE, Peter. *Visto y no visto : el uso de la imagen como documento histórico*. Barcelona : Akal, 2001.
- CASTORIADIS, Cornelius. *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Le Seuil, 1975.

- CHAOUAD, Robert. « La résonance des temps », *Revue internationale et stratégique*, III. 91 (2013) : 63-69.
- CHAOUAD, Robert et Marc VEREZOLI. « La discordance des temps. Entretien avec François Hartog », *Revue internationale et stratégique*, III. 91 (2013) : 12-26.
- DEL VILLAR, Rafael. « La polisemia de un marco de referencia simbólico : el caso de la elección presidencial chilena de 1989 », *Ensayos semióticos : dominios, modelos y miradas desde el cruce de la naturaleza y la cultura*. Éd. Adrián Gimete-Welsh. México D.F. : Ed. Miguel Angel Porrúa, 2000.
- DEL VILLAR, Rafael. « Publicidad Política y Posicionamiento Plural : el trabajo sobre la ambigüedad del texto », *Revista Comunicación y Medios*, XIV. 15 (2015) : 37-56.
- DIDI-HUBERMAN, George. *Arde la imagen*. Oaxaca : Eds. Ve, 2012.
- DUBAR, Claude. « Régimes de temporalités et mutations des temps sociaux ». *Temporalités* (2004). <<http://temporalites.revues.org/661>>.
- EDWARDS, Jorge. « Los terrenos de la posibilidad », *La Época*, Santiago, 9 de septiembre de 1988.
- ESTEVEZ, Olivier et Sébastien LEFAY. « Conclusion/Représentativité et relativisme », *La question raciale dans les séries américaines*. Paris : Presses de Sciences Po, 2014. p. 207-210.
- FAURE, Antoine et Franck GAUDICHAUD. « Continuité, marketing politique et gouvernabilité. Les lignes de fuites de la transition démocratique chilienne dans *No* ». *No*. Éd. Dominique Casimiro et Arnaud Duprat. Rennes : PUR, 2017.
- FAURE, Antoine ; Franck GAUDICHAUD ; María Cosette GODOY HIDALGO, René JARA REYES et Fabiola MIRANDA PEREZ, *Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale*. Paris : L'Harmattan, « Recherches et documents Amériques latines », 2016.

- FAURE, Antoine et Emmanuel TAÏEB. « Les esthétiques narratives : l'autre réel des séries », *Quaderni* 88 (2015) : 5-20.
- GAUDICHAUD, Franck. *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*. Rennes : PUR, 2013.
- GARRETON, Manuel Antonio et Roberto GARRETON. « La democracia incompleta en Chile : La realidad tras los rankings internacionales », *Revista de ciencia política*, XXX. 1 (2010) : 115-148.
- GASKELL, Ivan. « Historia de las imágenes ». *Formas de hacer historia*. Éd. P. Burke. Madrid : Alianza Editorial, 1993. p. 209-240.
- GOTTRAUX, Philippe. « Socialisme ou Barbarie, un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie ». *Faire de la science politique*. Éd. Y. Deloye et B. Voutat. Paris : Belin, 2002.
- HARTOG, François. *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*. Paris : Le Seuil, 2003.
- JOIGNANT, Alfredo. « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales du civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence de citoyen », *Revue française de science politique*, II-III. 52 (2002) : 233-250.
- LECHNER, Norbert. « Modernización y democratización : un dilema del desarrollo chileno », *Revista Estudios Públicos*, 70 (1998) : 231-242.
- LESSAULT, Bertrand. « F. Hartog. Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps », *L'orientation scolaire et professionnelle*, XXXIII. 3 (2004) : 479-483.
- LIRA, Elizabeth et Bernard LOVEMAN. *El espejismo de la reconciliación política 1990-2002*. Santiago de Chile : LOM Ediciones & DIBAM, 2002.
- MATUS, Pablo. « Isotopías del discurso político chileno : el caso de la Franja Presidencial 2013 », *Cuadernos.info*, 37 (2015) : 187-199.

- MUNIZAGA Giselle et Patricio Edwards, *Informe N°1. Encuesta Santiago, televisión Elecciones Presidenciales. Cultura Política*. Santiago de Chile : ILET, 1990.
- NAVIA, Patricio. « Participación electoral en Chile, 1988-2001 », *Revista de ciencia política*, XXIV. 1 (2001) : 81-103.
- OFFERLE, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêts*. Paris : Montchrestien, 1998.
- OSSA, Carlos. *El ojo mecánico : cine político y comunidad en América Latina*. Santiago de Chile : FCE, 2013.
- OSSA, Carlos. « Le prince des images. Télévision et réconciliation politique », *Quaderni*, 88 (2015) : 83-92.
- ROSE, Gillian. *Visual Methodologies. Introduction to Researching with Visual Materials*. Thousand Oaks : Sage, 2012.
- SIMÓN SALAZAR, Harry L. *Television, Democracy, and the Mediatization of Chilean Politics*, Lanham : Lexington Books, 2018.
- STERN, Steve. *Recordando el Chile de Pinochet. En vísperas de Londres 1998. Libro uno de la trilogía La caja de la memoria del Chile de Pinochet*. Santiago : Ed. Universidad Diego Portales, 2009.
- STIEGLER, Bernard. « Genèse de la Désorientation », *La Technique et le Temps, vol. 2 : La Désorientation*. Paris : Galilée, 1996, p. 83-110.
- THELEMAN, Luis. « Chile como campo en disputa. Discursos e imaginarios de nación en el debate electoral del plebiscito de 1988 ». *Nacionalismos e identidad nacional en Chile : Siglo XX*. Éd. Gabriel Cid et Alejandro San Francisco Reyes. Santiago de Chile : Eds. Centro de Estudios Bicentenario, 2010.
- TORO MAUREIRA, Sergio. « De lo épico a lo cotidiano : Jóvenes y generaciones políticas en Chile », *Revista de ciencia política*, XXVIII. 2 (2008) : 143-160.

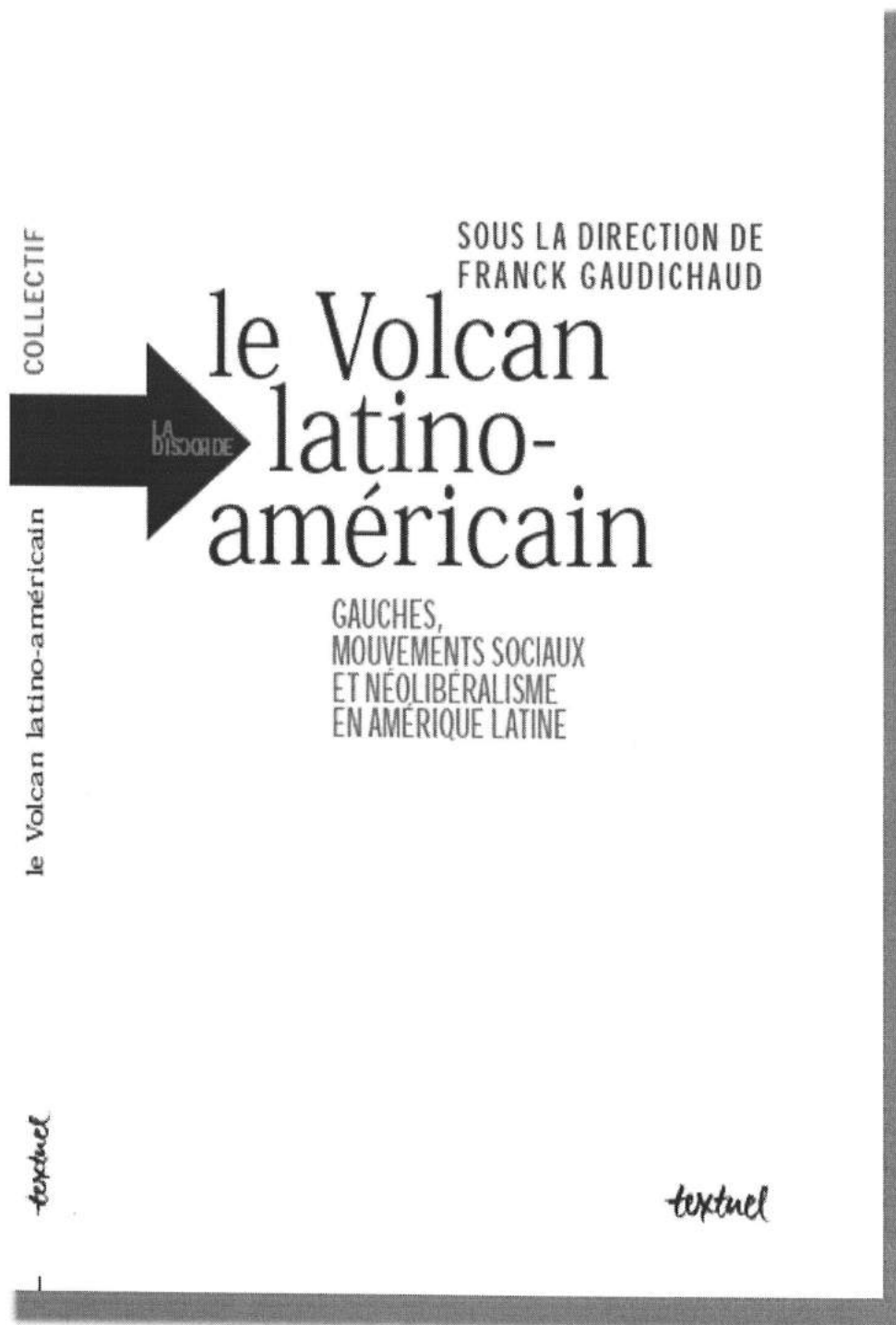
TRAVERSO, Enzo. *L'histoire comme champs de bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*. Paris : La Découverte, 2011.

VILCHES, Lorenzo. *La lectura de la imagen*, Barcelona : Paidós, 1983.

3/ L'Amérique Latine, hier et aujourd'hui

* "América latina en movimiento" in Franck Gaudichaud (dir.), *El Volcán latinoamericano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*, OtraAmérica, Madrid, España, 2010, pp. 15-63.

(version traduite et actualisée de l'ouvrage : Franck Gaudichaud (dir.), *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme au sud du Rio bravo*, Textuel, Paris, 2008)



países de la región y por el protagonismo de los movimientos sociales después de superar las décadas de la represión o del congelamiento.

Los ensayos recogidos contienen riqueza en información y en crítica; en historias y en propuestas, y rompen, ante todo, con la mirada bipolar que siempre ha marcado la relación Europa-América desde la invasión y la colonia. No se encontrará usted pues con los pares Oriente-Occidente, Primitivo-Civilizado, Mágico-Científico, Irrracional-racional, Tradicional-Moderno que, tal y como insiste el sociólogo peruano Aníbal Quijano, han marcado el desigual y colonial intercambio intelectual entre ambas orillas del Atlántico. El volcán latinoamericano irrumpe y reta. Suya es la decisión de entrar en él.

Intro

Una América Latina en movimiento¹

Franck Gaudichaud²

¿Una “edad de oro” latinoamericana?

“América Latina vive una primavera democrática”, aseguraba en una entrevista a fines de 2007, el teólogo de la liberación brasileño Frei Betto³. “América Latina conoce una especie de edad de oro política”, insistía este mismo año el editorialista del periódico *Le Monde Diplomatique* Ignacio Ramonet. “En el curso de su trágica historia, desde el inicio del siglo XIX, esta región jamás ha vivido un periodo de paz tan largo (sólo un conflicto subsiste en Colombia), de prosperidad y, sobre todo, de consolidación democrática”⁴. En el mismo sentido, el politólogo francés Olivier Dabène afirmaba: “América Latina; esta vez, ha partido bien”. Según él, “este inicio de siglo XXI marca una verdadera ruptura. Por primera vez, en doscientos años de historia, América Latina se caracteriza por una mancomunidad de valores y de prácticas democráticas”, pero agregaba: “Sin embargo, la visión que tenemos sobre América Latina no debe ser sesgada. Es muy difícil para la región el salir del subdesarrollo y evitar los disfuncionamientos que caracterizan el sistema capitalista a escala mundial. Le es difícil, también, el romper con siglos de prácticas sociales desiguales y de

1 Traducido del francés por Rocío Gajardo (Universidad Grenoble 3 – Francia)

2 Franck Gaudichaud es doctor en Ciencias Políticas y profesor en la Universidad Grenoble 3, miembro del colectivo editorial de *rebellion.org*, de la revista *Contretemps* (Paris) y de la asociación France Amérique Latine (www.franceameriquelatine.org). Es autor de *Poder Popular y cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano en Chile (1970-1973)*, LOM, Santiago de Chile, 2004 y de *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Sepha, Madrid, 2005 (franck.gaudichaud@u-grenoble3.fr).

3 Carlos Rivera Lugo, “América Latina vive una primavera democrática”, *Claridad*, noviembre 2007.

4 “Amérique latine rebelle”, *Manière de voir*, *Le Monde diplomatique*, N° 90, enero 2007, p. 4.

desprecio hacia las culturas indígenas. Tampoco le es fácil afirmarse en la escena internacional, ya que conserva rasgos de dependencia económica”⁵.

No cabe duda, desde más de una década, las esperanzas y las utopías recorren de nuevo la “Patria Grande” de Mariátegui o de José Martí y múltiples evoluciones dejan pensar que el horizonte está abierto para nuevas experiencias democráticas, ya que esta región del mundo constituye, desde el punto de vista de las movilizaciones colectivas y de la búsqueda de alternativas políticas, un espacio en plena efervescencia. Con Emir Sader podemos pensar que América Latina constituye un eslabón débil del neoliberalismo y del imperialismo: “El nuevo siglo arranca en América Latina con un inicio sorprendente. El continente, que había sido un territorio privilegiado para el neoliberalismo y donde primero fue aplicado –en Chile y Bolivia–, se ha convertido rápidamente en el área privilegiada no sólo de resistencia sino de construcción de alternativas al mismo. Se trata de dos caras de la misma moneda: precisamente por haber sido el laboratorio de los experimentos neoliberales, América Latina se está enfrentando ahora a sus consecuencias”⁶. Por cierto, si elegimos titular este libro **El volcán latinoamericano** no es con la intención de retomar un cliché gastado, eurocéntrico o “exótico”, sino para graficar este magma de resistencias que incuba bajo el relieve del modelo neoliberal y cuya ebullición podría desembocar en un nuevo ciclo de erupciones colectivas de una mayor amplitud. Sin embargo, es necesario evitar erigir un panorama idílico o una imagen mítica de una América Latina unánimemente rebelde. Además, desde 2008, se acumulan las “nubes en el horizonte”: crisis económica mundial, golpe de Estado en Honduras, represión sangrienta en la Amazonía peruana, presencia militar reforzada de Estados Unidos, baja de la actividad de los movimientos sociales, etcétera. Entonces, ¿cuál es el balance socio-político de estos últimos años en América latina y qué perspectiva?

¿El fin del intervencionismo del “Tío Sam” y del imperialismo?

Entre los factores interesantes y que pueden empujarnos hacia el optimismo, se encuentra antes que todo esta impresión de una nueva

5 O. Dabène (dir.), *Atlas de l'Amérique latine. Violences, démocratie participative et promesses de développement*, Autrement, Paris, 2006, p. 72.

6 Emir Sader, “América Latina, ¿el eslabón más débil?”, *New Left Review*, octubre 2008 (www.newleftreview.es/?issue=52).

independencia con respecto al gigante del norte. En junio de 2009, el presidente boliviano, Evo Morales, proclamaba, durante el “desfile militar-indígena” que se realizó en la plaza Gualberto Villarroel de la ciudad de La Paz con la presencia de representantes de los movimientos sociales de Bolivia, Perú, Ecuador, Paraguay y Venezuela: “América Latina vive un nuevo milenio que servirá para acabar con la dominación a la que fueron sometidos los pueblos y no depender más de las imposiciones de los imperios”. Con este discurso apuntaba en particular (pero no solamente) a la política imperialista de los Estados Unidos de América, que, desde el siglo XIX, proclamaron que América Latina era su “patio trasero” (con la famosa Doctrina Monroe).

Entonces, luego de un siglo de intervencionismo (notablemente en América Central y el Caribe), luego de su apoyo a múltiples dictaduras en nombre de la “doctrina de la seguridad nacional” (como en Chile en 1973) y de la lucha contra el comunismo: ¿habrán terminado con su injerencia en la región?, ¿habrá terminado el imperialismo militarista? Desde el fin de la guerra fría, el coto privado de caza latinoamericano ya no está entre las prioridades inmediatas de Washington. “Durante los años 90, los Estados Unidos aparecían como la única súper potencia, sus adversarios se habían esfumado: la izquierda radical había sido aplastada o neutralizada durante las dictaduras o las guerras civiles; Cuba estaba empantanada en su “periodo especial” y su crisis económica luego de la deserción de la URSS; América no plateaba ningún riesgo geopolítico. Sólo subsistían, en el rango de las amenazas no convencionales, la delincuencia, el tráfico de drogas y las migraciones”⁷. Desde la guerra del Golfo de 1991, y sobre todo desde el 11 de septiembre del 2001, el Pentágono tiene los ojos puestos en el petróleo de Próximo y Medio Oriente, como en Europa central. La importancia de los recursos humanos, militares y las centenas de millones de dólares movilizados en los “Vietnam” iraquí y afgano acentúan innegablemente esta tendencia de la geoestrategia estadounidense.

Paralelamente, poco a poco la forma de dominación imperial se fue adornando de atributos de defensa de la democracia y del mercado, alineándose bajo los preceptos del “Consenso de Washington”

7 JP. Marthoz (dir.), *Où va l'Amérique Latine? Tour d'Horizon d'un continent en pleine mutation*, GRIP/Complexe, Bruselas, 2007, p. 39.

instruidos por el ultraliberal John Williamson: liberalización, privatización, desregulación y respeto de la propiedad privada⁸. George Bush padre, durante una conferencia del consejo de las Américas, el 2 de mayo de 1989, declaraba: “El compromiso por la democracia es tan sólo un elemento en la nueva asociación que preveo para las naciones de las Américas. Esta debe tener por objetivo la garantía de que la economía de mercado subsista, prospere y prevalezca”. Ésta ha sido la línea seguida desde entonces: en vez de las intervenciones militares muy vistosas se prefiere una hegemonía económica y el despliegue de todo un arsenal ideológico e institucional (como la Agencia Americana para el Desarrollo Internacional, USAID) vestida con los oropeles de la democracia y del “derecho de injerencia humanitario”. De esta forma hay que responder de forma prudente a la pregunta: ¿Washington perdió América Latina⁹? Sin ninguna duda, los proyectos de Estados Unidos han sido obstruidos y criticados por los pueblos del sur del río Bravo. Además de la aparición en estos últimos años, de gobiernos con acentos nacionalistas o antiimperialistas, el proyecto de una Zona de Libre Comercio de las Américas (ALCA) lanzada por Bill Clinton en 1994, luego del Acuerdo de Libre Comercio de América del Norte (NAFTA) ha fracasado. Este vasto mercado, bajo el control militar y político del Tío Sam, que debía entrar en vigor en el 2005, se enfrentó a la resistencia de los movimientos sociales (campana continental contra el ALCA) pero también a las reticencias de las burguesías de los países más grandes del MERCOSUR y al rechazo de Bolivia y de la Venezuela bolivariana.

El gobierno de Estados Unidos (ya sea demócrata o republicano) ha continuado su política económica neocolonial, gracias a la multiplicación de los tratados bilaterales de libre comercio (TLC), con América Central, República Dominicana, Colombia, Nicaragua, Perú y, antes, con Chile. Como lo explica el sociólogo James Petras, “una comparación entre el periodo actual 2003-2006 y el de 1960-1975, muestra que los Estados Unidos han reforzado sin duda su posición en América Latina a través de todas las formas posibles: regímenes neoliberales reemplazaron a los regímenes socialistas y

8 J. Williamson (dir.), *Latin American adjustment: how much has happened*, Institute for international economics, Washington, 1990.

9 J. Habel, “¿Washington perdió a América Latina?” en *Le Monde Diplomatique* (Francia) y *Rebelión* (trad. Rocio Gajardo) en <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=60522>, diciembre 2007.

nacionalistas en la región. El ‘nacionalismo’ o el ‘socialismo’ de hoy en América Latina no tiene nada que ver con los regímenes precedentes; ninguna expropiación importante de la propiedad estadounidense se ha realizado. Ningún régimen de centro-izquierda ha vuelto a nacionalizar las firmas extranjeras, incluso las que habían sido privatizadas en dudosas condiciones”. ¿Y ahora, qué pasa con el presidente Obama? Indudablemente, más allá del símbolo que representó su elección, es necesario analizar la *realpolitik* que asume el nuevo presidente estadounidense. No es G. W Bush, por supuesto: es más culto e inteligente y se apoya en un aparato partidario distinto dentro del sistema político hegemónico de la potencia del norte. Un punto importante que hay que incorporar al análisis es también que el poder en Estados Unidos viene con un importante proceso de fisuras internas, configurándose dos sectores parcialmente delimitados, uno más progresista entorno a Obama y un ala de los demócratas y otro cercano a los neoconservadores del Partido Republicano, el ultrafundamentalismo cristiano y al ala derecha del partido demócrata (“los halcones demócratas”) entre los cuales se encuentra Hillary Clinton.

Esas fisuras en la política interna de EEUU, alimentadas por nuevas movilizaciones sociales (como *Occupy Wall Street*) y la crisis mundial, se expresan en el campo internacional y frente a cómo actuar en Honduras, hacia Irán, Afganistán, etcétera. Pero, más allá de esa realidad, los intereses norteamericanos existentes en América Latina son demasiado importantes como para abandonarlos y la administración Obama no se puede permitir sacrificarlos, como representante orgánico de la clase dominante de Estados Unidos. La política de extensión de la presencia militar estadounidense y su apoyo a su fiel aliado, el gobierno de Colombia, es una prueba clara de ello. “Colombia se ha convertido en pieza clave de la estrategia norteamericana para América Latina. Las siete nuevas bases militares en su territorio estarán orientadas a labores de inteligencia y contrainsurgencia con sofisticado apoyo aéreo y naval y equipamiento electrónico de última generación. Colombia, que dispone de las fuerzas armadas más grandes del continente (400 mil efectivos), fortalece con las bases norteamericanas su posición geopolítica y amenaza cada vez más a sus vecinos, Venezuela y Ecuador, y ‘jaquea’ la frontera brasileña”¹⁰.

10 M. Cabieses, “¿Hasta cuándo, Obama, abusas de la paciencia nuestra?”, Editorial de *Punto Final*, Santiago, agosto 2009.

Desde un punto de vista militar, la presencia “yanqui”, se ha diversificado, modernizado y adaptado al nuevo periodo, luego del cierre de las bases de Panamá, Puerto Rico y Ecuador (base de Manta) y mantiene 14 bases en la región. Han logrado, desde agosto 2009, el derecho de utilizar nuevas bases aéreas y marítimas en Colombia, que entran a funcionar dentro de la lógica de los acuerdos del Plan Colombia y del Plan Patriota, planes justificados por el llamado a luchar contra las drogas y contra el “Terrorismo”.

Esta nueva etapa de fortalecimiento militar norteamericano ha sido criticada no sólo por los movimientos sociales colombianos, sino por la comunidad latinoamericana de Estados que se ha sentido agredida y se han manifestado hondas preocupaciones en el seno de la Unión de Naciones Suramericanas (Unasur). La geoestrategia político-militar de EEUU pasa también por el proyecto de creación de una “fuerza militar sudamericana” influenciada por el Pentágono (especie de ALCA militar), por la influencia omnipresente del Comando Sur del ejército de los Estados Unidos, hoy en día con base en Miami y por el regreso funesto de la “Cuarta flota”¹¹. El ogro del Norte participa activamente en la carrera armamentista de algunos países, entre los que se encuentran prioritariamente sus dos principales aliados estratégicos: Chile y Colombia. Como lo explica Jairo Estrada Álvarez, Colombia ocupa un sitio privilegiado en este dispositivo, en tanto que cuarto destinatario de la ayuda militar de los Estados Unidos a nivel mundial: “Esta estrategia ha tomado sucesivas formas perfectamente articuladas: el plan Colombia, una guerra “contra insurreccional” disimulada en “guerra contra la droga”; el plan Puebla Panamá, con megaproyectos de infraestructura para unir, a través de corredores logísticos y biológicos, México y América Central; y la Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Sudamericana (IIRSA). Por otra parte, la permanencia de las veleidades intervencionistas de los EEUU ha sido ampliamente confirmada luego de la tentativa de golpe de Estado, en abril 2002, contra el gobierno de Hugo Chávez¹². Y, en Honduras, el golpe del 28 de junio 2009 en contra del presidente Zelaya sirvió de *test* para toda la región: intimidar a otros países centroamericanos y del Caribe que se han salido de la órbita de Estados

11 La flota había sido desactivada luego del final de la Segunda Guerra Mundial. La flota está basado en el estado de Florida, y responde al Comando Sur que dirige a todas las fuerzas militares de EEUU en América Latina.

12 Eva Golinger, *El Código Chávez*, Fondo Editorial Question, Caracas, 2005.

Unidos y se han unido a los programas de integración económica encabezados por Venezuela; presionar a los gobiernos progresistas; mantener poder de control en una de sus áreas estratégicas históricas, y amenazar a los movimientos sociales.

Es cierto que este golpe [el de Honduras] es un golpe, antes de todo, de la oligarquía hondureña contra su pueblo y para deponer a Zelaya, a incluso es posible que Obama haya sido, en parte, pasado por encima por el Pentágono y la CIA en este caso. Pero basta con recordar la influencia aplastante de EEUU en Honduras desde hace décadas (en particular durante la guerra contra la revolución nicaragüense) y constatar que Obama condenó el derrocamiento del presidente legítimo para... negociar con el presidente Michelletti golpista para entender, como lo señala James Petras (ver su artículo en este libro), que “la estrategia por parte de Obama de hacer retroceder a regímenes electos críticos para imponer clientes acomodaticios encuentra otra expresión en el reciente golpe militar en Honduras. El ‘uso’ del alto mando del ejército de Honduras y de los viejos vínculos de Washington con la oligarquía local, que controla el Congreso y el Tribunal Supremo, facilitó el proceso y obvió la necesidad de una intervención directa estadounidense -como fue el caso en otras recientes campañas golpistas-. A diferencia de Haití, donde hace sólo una década intervinieron los marines estadounidenses para derrocar al democráticamente elegido Bertrand Aristide y respaldaron abiertamente el fallido golpe contra el presidente Chávez en 2002 y, más recientemente, financiaron el chapucero golpe contra el presidente electo Evo Morales en septiembre de 2008, las circunstancias de la implicación estadounidense en Honduras fueron más discretas para posibilitar un ‘desmentido creíble’¹³. Hay que destacar también una diferencia clave con periodos anteriores: la inmensa mayoría de los países del mundo condenaron formalmente el golpe, todos los países de la OEA retiraron a sus embajadores (salvo Estados Unidos) y los gobiernos latino-americanos, incluso de derecha, reafirmaron su adhesión a regímenes constitucionales. Esta tendencia reafirma por una parte la afirmación de autonomía creciente de grandes países como Brasil frente a EEUU y por otra parte, la adhesión masiva de las élites de la región a diversas formas de democracia liberal, mientras

13 J. Petras, “Honduras, Iran, Pakistan, Afganistán (y el efecto boomerang)”, *Rebelión*, julio 2009 (www.rebelion.org/noticia.php?id=88575).

tanto estas no ponen en jaque sus intereses esenciales y modo de producción. La capacidad del gobierno estadounidense y de la derecha hondureña para estabilizar el gobierno de facto de Micheletti -y al final "legitimar" el golpe- se tradujo por la organización de elecciones presidenciales ilegítimas (que condujeron a la victoria electoral de Porfirio Lobo), con el apoyo de la OEA y la Unión Europea... a pesar de las importantes movilizaciones populares y de una feroz represión¹⁴.

Por último, el texto de los economistas Cédric Durand y Alexis Saludjian subrayan con toda razón, que el periodo neoliberal está marcado por una expansión espectacular de la presencia de las multinacionales en América Latina y cómo esas firmas controlan en la actualidad una parte sustancial de las economías, contribuyendo a incrementar la integración de estos países en las cadenas productivas y financieras mundiales. Esto concierne evidentemente a las empresas estadounidenses, que han invertido no menos de 353 mil millones de dólares en América Latina y emplean un millón seiscientos mil personas¹⁵. Pero no debemos olvidar la política expansionista de la Unión Europea, primer inversor extranjero en América Latina (sobrepasando a los EEUU) e importante actor en los procesos de privatización-transnacionalización del sistema financiero o los intentos de privatización del "oro azul" (el agua)¹⁶. Esta expansión del capital transnacional tiene consecuencias no solamente sobre los sistemas políticos de la región, sino también efectos de destrucción ecológica y de desestructuración social inéditos por su amplitud.

El tiempo de la democracia... neoliberal

Efectivamente, los años de plomo de los Estados militares terroristas parecen pertenecer al pasado¹⁷. Y luego del asesinato de decenas

14 Ver el apartado especial "Golpe en Honduras" en Rebelión: www.rebelion.org/apartado.php?id=326 y el N° 447 de América Latina en Movimiento, agosto 2009, <http://alainet.org/publica/447.phtml>.

15 Cifra extraída de J. Habel, "¿Washington perdió a América Latina?", Op. Cit.

16 B. Mauro, "Les intérêts européens en Amérique latine" en « L'Amérique latine rebelle: contre l'ordre impérial », *Contretemps*, Textuel, N° 10, París, 2004, pp. 75-85 y "Mythe et réalité du libre-échange: Amérique latine - Union européenne", *France Amérique Latine Magazine*, N° 90, París, 2007.

17 Si bien, *a priori*, nada garantiza que las fuerzas armadas vayan a permanecer definitivamente en sus cuarteles. Para ser exactos, las fuerzas armadas todavía tienen un rol importante y, siguiendo lógicas ideológicas completamente opuestas, las encontramos en un primer plano

de miles de personas, de centenas de miles de personas torturadas y de millones de exiliados políticos, no se trata de un simple progreso "formal" o de una evolución despreciable. Los recuerdos del aplastamiento de la revolución chilena (1973); del "Che" Guevara asesinado hace 40 años, con sus compañeros guerrilleros en Bolivia; los golpes de Estado contra los gobiernos democráticos (Arbenz en Guatemala 1954, el general Torres en Bolivia 1971 o Joao Goulart en Brasil 1964); de la guerra contrarrevolucionaria en Nicaragua (años 80), siguen estando presentes en la memoria colectiva latinoamericana. Ya que significaron una ola de terror de Estado y de coordinación de las dictaduras, apoyada por los EEUU, en su caza a los oponentes¹⁸.

Este periodo oscuro todavía tiene consecuencias profundas en el espacio público ya que trastornó completamente las relaciones de fuerzas sociales, políticas y culturales anteriores. Las dictaduras de América del Sur, las guerras civiles de América Central y la represión y el clientelismo institucionalizados en Venezuela o en México, permitieron a las elites locales (y a Washington) debilitar el espectro revolucionario que apareció en el continente luego de la Revolución Cubana de 1959. Sólo esta última ha sobrevivido en un contexto hostil, aislada políticamente, asfixiada por el bloqueo económico más largo de la historia contemporánea, y presa de ataques permanentes, como también de sus contradicciones internas. Desde este punto de vista, a 50 años de la entrada de Fidel y sus "barbudos" en La Habana, después del derrumbe de su aliado soviético y de los "socialismos" burocráticos, y frente a las dificultades en la vida cotidiana en la isla, la actual transición cubana y su búsqueda de un socialismo cubano redinamizado marca ciertamente el comienzo de otra época para toda América Latina (ver el artículo de Aurelio Alonso).

Desde finales de los años ochenta, el conjunto del subcontinente ha visto instalarse regímenes constitucionales, favorecidos por el cambio del contexto internacional, la amplitud de la oposición y la crisis económica. Estas oleadas sucesivas de "transiciones democráticas" han engendrado, la mayoría de las veces, democracias denominadas como de "baja intensidad", resultantes de un pacto entre las clases dirigentes y las fuerzas militares. Regímenes civiles basados

del campo político en Colombia, Cuba y en Venezuela.

18 F. Gaudichaud, *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Sepha, Madrid, 2005.

en, por una parte, la profundización del modelo neoliberal y, por otra, en la más amplia amnistía a favor de los responsables de las violaciones de derechos humanos. Además, estas transiciones son las del “decenio perdido” y de la crisis de la deuda externa¹⁹, durante la cual el Fondo Monetario Internacional (FMI) impuso a los estados latinoamericanos los famosos “ajustes estructurales” (privatizaciones en cascada, falta de compromiso del Estado en las políticas públicas, restricciones salariales, etcétera). Esta ofensiva del capital se acentúa en los años 90, ya que si bien las economías del subcontinente controlan una inflación permanente, lo hacen pagando el precio de una fuerte regresión social y de un incremento de la asimetría en las relaciones Norte-Sur. Según el economista argentino Claudio Katz, “entre 1980 y el 2003, el desempleo oficial pasó de un 7,2% a un 11%, el salario mínimo disminuyó en una media de un 25% y el trabajo informal creció entre un 36% a un 46%”.

Paralelamente, la pérdida de posiciones de los capitalistas latinoamericanos en la escena internacional se ha confirmado, salvo algunas excepciones como Chile. Este retroceso se puede verificar en el estancamiento del PIB *per capita*, la caída de las inversiones extranjeras (en particular si se compara con China y el sudeste asiático) y la aceleración del endeudamiento. En estas condiciones las fases de prosperidad cíclicas dependen cada vez más de la coyuntura financiera o comercial internacional²⁰. Este análisis del año 2003 se confirma por el hecho de que esta mejoría que vivió durante los últimos años²¹ América Latina está ampliamente determinada, no por un desarrollo autocentrado, sino por el claro aumento de los precios de ciertas materias primas en el mercado mundial (cobre chileno, petróleo venezolano o agrocombustibles brasileños y colombianos). La actual y profunda crisis de la economía mundial y de los grandes centros del sistema-mundo impacta fuertemente a los países latinoamericanos provocando más desempleo y trabajo informal, más desigualdad y

19 Deudas que para muchos, desde un punto de vista jurídico, pueden ser consideradas como “odiosas”, ya que fueron contraídas durante dictaduras, por lo tanto por regímenes no electos. La deuda externa de América central y del Caribe era de 32 mil millones de dólares en 1970, de 257 mil millones en 1980 y esta sobrepasaba los 780 mil millones en el 2002. Entre tanto, América Latina ha reembolsado 91 veces el monto que debía en 1970...

20 C. Katz, «L'Amérique latine rebelle : contre l'ordre impérial», *Contretemps*, Textuel, N° 10, París, 2004, p. 27.

21 Desde 2002, las economías latinoamericanas han tenido una progresión de su PIB, que fue de más de un 5% en 2006.

violencia social, fugas de capitales y contracción del crédito, caída del precio de las materias primas y de las exportaciones, retracción del consumo interno y de los intercambios regionales, regreso del espectro de las deudas externas, crisis de sobreproducción en las ramas industriales exportadoras, etcétera (ver los artículos de Eric Toussaint y Claudio Katz en la tercera parte).

En la actualidad, el sistema parlamentario y electoral es considerado por la mayoría de las elites como una forma de gobierno bastante funcional para rechazar la idea de recurrir a las Fuerzas Armadas. Sin embargo, como lo subraya el politólogo Atilio Borón, las democracias latinoamericanas aparecen a menudo como instituciones puestas al servicio de una minoría privilegiada y del mundo financiero internacional (ver su artículo). A pesar de la utilización de todo un arsenal de léxico sobre la “buena gobernanza” y el respeto de la “governabilidad democrática”, una proporción importante de los ciudadanos se sienten engañados por gobiernos considerados como poco legítimos, cuando no son directamente denominados como regímenes nepóticos y corruptos (el caso por ejemplo de Aristides en Haití o de Menem en Argentina²²).

Esta contradicción entre neoliberalismo y democracia es central en la actual América Latina y constituye el hilo conductor de esta obra colectiva. Por cierto, esta tensión ha sido públicamente reconocida por el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) en un informe muy bien documentado sobre *La democracia en América Latina* (2004): la tesis central que es defendida es la de una evolución globalmente positiva de la región gracias a la existencia de “democracias electorales”, que responden a las normas internacionales. Sin embargo, este balance lamenta la ausencia de “democracias ciudadanas” y pone en duda la “calidad de la democracia” marcada por la debilidad de la participación electoral y múltiples déficit de cohesión social y étnica²³. En su informe sobre la “governabilidad en América Latina” (2005) la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) realiza una constatación similar lamentando las disparidades estructurales, en la distribución de los ingresos, la

22 La decepción de los latinoamericanos frente a sus sistemas políticos e institucionales es regularmente confirmada por los sondeos de opinión del *Latinobarometro*: www.latinobarometro.org

23 PNUD, *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*. 2004 <http://democracia.undp.org>.

permanencia de altos niveles de corrupción y el aumento permanente de la violencia. La FLACSO subraya que América Latina es la región del mundo donde la tasa de homicidios por armas de fuego es la más elevada²⁴ y describe incluso la formación de Estados a la deriva o “colapsados” (*failed states*) que han perdido el monopolio de la violencia legítima frente a la multiplicación de redes criminales y del narcotráfico: donde la multiplicación de “espacios sin ley” donde reina solamente la ley del más fuerte²⁵.

Jean Paul Marthoz, del grupo de Investigaciones sobre la Paz y la Seguridad (Bélgica), resalta la dimensión del problema: “Basta con hojear el informe de Amnistía Internacional o de Human Rights Watch para recordar que algunos países del continente poseen serios problemas de respeto de los derechos humanos. Cada año, periodistas, sindicalistas, defensores del medioambiente son asesinados. El Estado de Derecho dista mucho de ser respetado. La corrupción causa estragos socavando el contrato democrático y los grandes equilibrios económicos. La impunidad por los crímenes cometidos en la época de las dictaduras militares y de las guerras civiles es casi total. (...) la violación de los derechos humanos se ha privatizado cada vez más. Dos fenómenos carcomen al continente: el paramilitarismo y la delincuencia de derecho común”²⁶.

Lo que igualmente preocupa a las instituciones es la permanencia de la “ingobernabilidad”, luego de las nueve crisis político-institucionales que han afectado a la zona entre 1995 y 2005, durante las cuales varios presidentes electos han debido renunciar o han sido destituidos. Estas crisis constituyen, según ellos, “el factor que erosiona la democracia, profundiza las diferencias económicas y sociales, contribuye a la discriminación de diversos sectores e, incluso, pone en peligro la cohabitación con los países vecinos”²⁷. Aquí abordamos uno de los límites de la visión tecnocrática de la democracia en su versión *onusiana* (en relación a la ONU), incapaz de identificar los orígenes de tales ataques de “ingobernabilidad”. Como los que se desarrollaron en Ecuador en 2005, en Bolivia en 2003 y 2005, o en

24 Es decir, de media, más de 16 homicidios por año por cada 100.000 personas, provocados por armas de fuego ligeras.

25 Flacso, *La gobernabilidad en América Latina. Balance reciente y las tendencias a futuro*. 2005 www.flacso.org/informesecretario.html.

26 J.P. Marthoz (dir.), *Op. Cit.*

27 Flacso, *Op. Cit.*, p. 10.

Argentina en 2001, estos tambaleos institucionales son de hecho el resultado de la exasperación popular frente a un modelo económico y al abandono de la clase dirigente. De esta forma se produjeron la “guerra del agua” y la “guerra del gas” en Bolivia y, posteriormente, la destitución del presidente Sánchez de Lozada, llevadas a cabo por el movimiento indígena, campesino y minero (ver el artículo de Hervé Do Alto). Al vincular automáticamente, democracia y aceptación de las reglas del mercado, al negarse a cuestionar, de fondo, el modelo neoliberal, estos análisis consideran como una “erosión de la democracia” la destitución de regímenes corruptos o toda irrupción de las movilizaciones colectivas en la lógica de apropiación privada de las riquezas nacionales.

Para comprender esta ebullición sociopolítica es necesario recordar que la región es, por excelencia, la de los antagonismos de clase, de género, socio-étnicas. Si ciertamente el subcontinente no es el más miserable de los países del Sur, es sin lugar a dudas el más injusto (con casos extremos como Brasil o Chile). La parte de las riquezas captada por el 10% de la población más rica está en constante aumento desde los años 80 y sus ingresos son 34 veces superiores a los del 10% de los más pobres. Los gobiernos actuales se muestran incapaces de luchar eficazmente contra este mal endémico que es la desigualdad. Además, de 120 millones de personas que vivían bajo el nivel de pobreza en el año 1980, se ha pasado a 220 millones en los años 2000 (40% de la población), mientras que entre 80 y 100 millones de estos viven con menos de un dólar por día. ¿Qué significa en este contexto hablar de “gobernabilidad democrática” para un habitante de las favelas de Río de Janeiro, para un haitiano cuyo ingreso promedio oficial es de 300 dólares anuales, para los sin tierra del nordeste brasileño, para un indígena mapuche, para la obrera de la maquiladora, el jornalero de una plantación en América Central o para un niño de la calle boliviano?

Si la observación puede parecer de una banalidad desoladora, ésta debe llevarnos a reflexionar sobre el fracaso total del modelo de desarrollo capitalista “democrático-liberal” aplicado por las clases dirigentes latinoamericanas. Las desigualdades son tales que constituyen un elemento importante, pero no el único, de explicación de las resistencias continentales y del desplazamiento de los electorados hacia la izquierda. “Si las frustraciones nacidas de la democratización estrictamente formal del subcontinente, la pérdida de legitimidad de

las formas tradicionales de representación política y el agotamiento de las recetas neoliberales no agotan la explicación de las causas que, encadenadas, van a llevar a importantes sectores de la población latinoamericana a movilizarse en las calles y en las urnas por el cambio, el conjunto indica de todos modos un contexto común para prácticamente todos los países de América Latina y favorable a la emergencia de manifestaciones de insatisfacción”²⁸.

Las izquierdas latinoamericanas y el nuevo ciclo político regional

Desde 1998, y la elección de Hugo Chávez a la presidencia de Venezuela, esta dinámica social se ha traducido en el plano electoral a través de la multiplicación de poderes ejecutivos ganados por las organizaciones políticas que se reivindicaban de la izquierda o del progresismo. Destaquemos que esta etapa parece en parte confirmada por el “largo ciclo electoral”, que se extendió desde noviembre 2005 a enero 2007, con una serie de 12 elecciones presidenciales²⁹. Recordemos que, además de la reelección de Hugo Chávez en Venezuela, se observó -durante este periodo- la reconducción en el gobierno del ex sindicalista Lula (Luís Inacio da Silva) en Brasil, las elecciones de Tabaré Vázquez (líder del Frente Amplio uruguayo), del líder campesino e indígena Evo Morales en Bolivia, la victoria y reelección de Rafael Correa en Ecuador, de Cristina Kirchner en Argentina (que sucede a su marido) y para terminar, la victoria de Fernando Lugo en Paraguay. Esta tendencia se confirmó después en Nicaragua (Victoria y reelección en 2011 de Daniel Ortega en base a un sandinismo “renovado”) y en El Salvador (con el FMLN).

En Honduras, el liberal Zelaya conoció una evolución hacia el centro, se acercó al ALBA de Hugo Chávez e implementó medidas de asistencia para los más pobres. Sin ninguna duda, si podemos hablar de “viraje a la izquierda” es para observar que varias de estas elecciones se oponen a la unanimidad de derecha o conservadora de los años noventa, mientras que las movilizaciones imponen al poder el dar una mayor importancia a la pobreza y el “izquierdizar” su discurso (el caso de Kirchner en Argentina es muy claro en este sentido -ver el artículo de Maristella Svampa-).

28 B. Duterme (coord.), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine. Points de vue latino-américains*, Editions Syllepse - Centre Tricontinental, vol. XII, n° 2, Paris, 2005, p. 11.

29 Emir Sader, “El largo ciclo electoral latinoamericano”, *Agência Carta Mayor*, diciembre 2006.

Sin embargo, no hay que olvidar que varios países importantes todavía son gobernados por la derecha. Es el caso de México con Felipe Calderón, donde las elecciones de 2006 tomaron un aspecto reaccionario: “Luego de haber apenas ensayado procesos democráticos luego de décadas de régimen autoritario, en México parece llegar la hora del quiebre temprano de las ilusiones democráticas con el fracaso incuestionable del autollamado gobierno del cambio de Vicente Fox Quesada y de la restauración de los peores atributos y vicios del añejo régimen identificado con el Partido Revolucionario Institucional (PRI), pretendidamente derrotado en el 2000” (ver el artículo de Arturo Anguiano). Antes de la victoria de Ollanta Humala (2011), Perú confirmó su anclaje derechista y represor en mano del aprista Alan García (aunque que formalmente pertenece a la segunda internacional...), es también el caso en Panamá. Y el “rompecabezas colombiano” con la reelección de Uribe Vélez (en el gobierno desde el 2002) -y en 2010 de Juan Manuel Santos- ratifica “un empeoramiento de los rasgos autoritarios del régimen político con el proyecto de ‘seguridad democrática’, una intensificación de la guerra contra insurreccional bajo la forma de una intervención acrecentada del imperalismo estadounidense y una consolidación del proyecto económico neoliberal” (ver el artículo de Jairo Estrada Álvarez).

Por fin, hay que subrayar un hecho destacable del último periodo: al tiempo de la crisis económica mundial, el ciclo del “giro a la izquierda” no aparece tan homogéneo, ni solidó o perenne como algunos lo pensaban. Sobre todo cuando los gobiernos “progresistas” no rompen fundamentalmente con el neoliberalismo, enuncian propuestas “alternativas” pero que se reducen a discursos muy radicales, vacíos de contenido concreto y, al final, no tienen gran capacidad/voluntad política de superar las dramáticas consecuencias sociales de la crisis para las clases populares. Hasta tal punto que algunos observadores pronostican ya el fin del ciclo anterior (que había sido marcado por levantamientos populares, gobiernos de centro-izquierda y crisis parcial de la hegemonía neoliberal), hacia un periodo de repliegue, de desmovilización diferenciada de los movimientos sociales y regreso de las derechas: “Las derechas latinoamericanas han aprendido de errores y fracasos del pasado reciente, están adecuando nuevas tácticas y preparan ofensivas que pretenden retrotraer la situación del continente al periodo anterior a los triunfos populares de comienzos

de este siglo. Aspiran a instalar gobiernos conservadores, quitar algunos aspectos molestos para la dominación de las elites y dejar el camino libre para cercar y aniquilar a sus verdaderos enemigos: los movimientos sociales populares³⁰. Esto ocurre cuando se avencinan de nuevo una impresionante sucesión de importantes elecciones municipales y presidenciales (entre 2010 y 2012) en varios países de la región.

Un dato esencial, más allá del campo electoral: de forma mayoritaria, ya sean de derecha o izquierda, los últimos gobiernos elegidos se han mantenido en una gestión económica respetuosa de la economía de mercado, de la propiedad privada de los medios de producción y de los inversionistas, y en continuidad con la política de sus predecesores: no existe en la región una política audaz de redistribución de riqueza; al contrario: la acumulación de capital se concentra cada vez más en manos de la elite. Por lo tanto es preciso, como lo hacen la mayoría de los especialistas desde hace un tiempo, moderar la imagen del “viraje a la izquierda” y discutir de *qué izquierda* estamos hablando³¹. No obstante, un análisis general de los resultados confirma la erosión del campo conservador, como así también la apertura *relativa* del espacio político-electoral para los *outsiders*. De esta forma, en el Perú Lourdes Flores (dirigente del Partido Popular Cristiano) no logró pasar a la segunda vuelta desplazada por el nacionalista Ollanta Humala. En términos de geografía electoral, no es anodino que los votos de la izquierda se superpongan con las zonas más desfavorecidas: es el caso en el Perú con el voto masivo para Humala en los Andes; Lula en su segundo mandato fue ampliamente apoyado por el miserable nordeste brasileño (que fue beneficiado por el programa de asistencia “hambre cero”), y López Obrador, desafortunado candidato socialdemócrata a la Presidencia mexicana, dobló sus votos en los estados indígenas y pobres del Sur. Estos votos están más enraizados en los países donde la elección presidencial ha sido el resultado de años de rebeliones populares. Candidatos como el multimillonario Novoa en Ecuador fueron excluidos luego de las masivas acciones anti-TLC; los Kirchner lograron captar las consecuencias de la inmensa crisis de diciembre del 2001 y del “Que se vayan todos”; Evo

30 R. Zibechi, “Progresismo y neoliberalismo”, *La Jornada*, 17 de julio de 2009.

31 Ver: «Amérique Latine, le tournant à gauche?», revue *Mouvements*, La Découverte, N°47-48, Paris, 2006 y «Amérique latine, en bas à gauche», *Vacarme*, N°35, Paris, 2006. Ver los libros de Katz (2008), Jairo Estrada (2008) y Natanson (2008) citados en bibliografía.

Morales en Bolivia es el producto puro del Movimiento al Socialismo (MAS) que se proclama “instrumento político” y a la vez “movimiento social”. No existe una verdadera homogeneidad en este proceso regional y es necesario hablar más bien de diversos sobresaltos frente a un modelo hegemónico en crisis, con la aparición de gobiernos de “izquierda”, que van desde el rosa deslavado a un antiliberalismo reivindicado plenamente, desde una izquierda social-liberal a fuerzas nacionalistas o antiimperialistas más radicales.

Así, frente a esta diversidad, por qué no refutar la idea de que existirían sólo “dos izquierdas”: una “moderna” o “reformista y social-liberal” (según los puntos de vista) que acompaña el neoliberalismo, como en Chile (con la Concertación), Costa Rica, Uruguay y Brasil, y otra “populista y arcaica” o “radical antiimperialista”, encabezada por la Venezuela bolivariana, Ecuador y Bolivia³². Marc Saint Upéry, en una obra estimulante sobre “el sueño de Bolívar”, propone abandonar el mito de las “dos izquierdas” propugnando más bien la lectura de las “mil izquierdas”: “No solamente éstas reflejan las diferentes realidades nacionales, sino que se manifiestan a menudo en el seno de un mismo movimiento, de un mismo partido y de un mismo gobierno. Este carácter proteiforme justifica a veces los diagnósticos más contradictorios, desde la percepción de una ola revolucionaria en gestación hasta la constatación de una normalización democrática hecha de pragmatismo y de moderación”³³. En efecto, es indispensable resistir a los espejismos del reduccionismo analítico y a la tentación de un molde eurocéntrico erróneo, como el del sociólogo Alain Touraine, que llega a la conclusión de una América Latina condenada a debatirse entre el neoliberalismo y el populismo, ya que “incapaz de obtener lo que Gran Bretaña y otros países, incluyendo los Estados Unidos y Francia, han podido crear: algo que va más allá de la democracia política, pero que no la destruye y que incluso la fortalece, es decir una democracia social fundada en el reconocimiento, por la ley y la negociación colectiva, de los derechos de los trabajadores”³⁴.

32 Para ver la interpretación liberal y conservadora de las dos izquierdas: Jorge Castañeda, «Latin America's left turn», *Foreign Affairs*, New York, mayo-junio 2006; para ver un análisis marxista: François Sabado, «Lula et Chávez en Amérique latine; la polarisation», 10 marzo 2005 in <http://trisal.collectifs.net/spip.php?article1280>.

33 M. Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, La Découverte, Paris, 2007, p. 9 y p. 291-297 (edición en español en editorial Paidós - Madrid, 2008).

34 A. Touraine, “¿Entre Bachelet y Morales existe una izquierda en América Latina?”, *Envío*,

Según el politólogo Steve Ellner, existirían tres grandes estrategias en el seno de la izquierda latinoamericana y que atravesarían a las mismas organizaciones³⁵. La primera es la de la “tercera vía”, social liberal, cuyo horizonte ya no sobrepasa el modelo económico capitalista existente. Esta opción actuó como un canto de sirenas en la mayoría de los partidos de izquierda que llegaron al gobierno en los últimos años. La segunda estrategia defiende la formación de “frentes anti-neoliberales” y una táctica de acumulación de fuerzas por la vía indirecta de los gobiernos locales (municipal, regional) y centrado en diversas estrategias electorales. Es la idea que defienden varios partidos comunistas latinoamericanos (y a nivel más teórico la socióloga Marta Harnecker) así como por el Frente Amplio uruguayo o el PT brasileño (cuando se encontraba en la oposición). El objetivo anunciado es constituir un “bloque social” amplio, que incluya además de los sectores populares, la pequeña y mediana burguesía³⁶. Por último, y esta constituye la última estrategia, otros reivindican todavía la finalidad del socialismo y una política rupturista, anticapitalista y antiimperialista, que nace, antes de todo, de las luchas sociales. Esta voluntad es compartida en Brasil por el novísimo Partido Socialismo y Libertad (PSOL), que es dirigido por militantes excluidos del PT, por el Movimiento del Pueblo y de los trabajadores (MPT) en Chile (una -todavía frágil- federación de organizaciones políticas extraparlamentarias) o por los militantes de Marea Socialista en Venezuela (quienes integraron el Partido Socialista Unido del presidente Chávez – PSUV); como así también en el resto del continente por una multitud de militantes sociales, ecologistas, feministas, indígenas o sindicalistas “clasistas”.

Indiscutiblemente, los principales partidos institucionales de izquierda son, en la actualidad, mayoritariamente centristas y han abandonado sus referencias revolucionarias o marxistas. Desde 1990, varias organizaciones entraron en un claro proceso de

diciembre 2006 (in www.rebellion.org). Ver la respuesta de Raul Zibechi: “El irresistible encanto de lo simple. Intelectuales del Norte opinando sobre el Sur”, ALAI, abril 2007 (in <http://alainet.org>).

35 S. Ellner, B. Carry, *The Latin American left: from the fall of Allende to Perestroika*, Westview Press, 1993 y J. Petras, “La izquierda devuelve el golpe”, abril 1997 (www.rebellion.org/petras/petrasindice.htm).

36 M. Harnecker, “Sobre la estrategia de la izquierda en América latina”, octubre 2004 (www.rebellion.org/docs/S771.pdf) y *La izquierda después de Seattle*, Madrid, Siglo XXI, 2001.

social-liberalización, lo que algunos considerarán como una demostración de madurez, desembocando finalmente en Nicaragua en lo que es hoy en día el gobierno “sandinista” de Daniel Ortega o el del ex-guerrillero José Mujica en Uruguay. Esta nueva vía ha encontrado su traducción lógica en el “Foro de Sao Paulo”, que reagrupa a los partidos que se reconocen en esta estrategia³⁷. Uno de los paradigmas de este fenómeno -visible a escala planetaria- son los 20 años de gobierno neoliberal de la “Concertación” (coalición de “centro-izquierda”) en Chile, que terminaron por favorecer el surgimiento de una “nueva derecha” a través de la figura del presidente multimillonario Sebastián Piñera (ver el artículo sobre este tema). Lo que Atilio Borón llama “la maldición del posibilismo conservador”³⁸ ha atacado incluso a uno de los partidos obreros más importantes del planeta: el Partido de los Trabajadores brasileño (PT). Presentado por Washington, durante un tiempo, como un peligroso activista debido a su pasado de sindicalista anticapitalista, el presidente Lula se ha convertido en el preferido de los medios financieros y del agronegocio. Al parecer “la mosca azul del poder” que nos describe Michael Löwy en su artículo, logró exitosamente su trabajo de desgaste. Incontestablemente, esta deriva es producto de una lenta transformación del PT, que se ha extendido por más de 20 años, y si en este país continente, novena economía planetaria, la izquierda se muestra incapaz de poner en marcha alternativas, no es demasiado sorprendente apreciar que se repite el mismo escenario en otros pequeños países. Fue el caso en Ecuador con Lucio Gutiérrez, que ilusionó al movimiento indígena, hasta que fue depuesto por una rebelión de las capas medias empobrecidas: al parecer el gobierno de Rafael Correa parece haber sacado lecciones de esta experiencia, aunque no sin múltiples vacilaciones en cuanto al modelo de desarrollo “extractivista” y minero (ver el artículo de Matthieu Le Quang).

En Argentina, los Kirchner, calificados a menudo de “centro-izquierda”, desarrollaron una gestión conservadora disfrazada (ver el artículo de Maristella Svampa). En Uruguay, el Frente Amplio ha mostrado signos agudos de “lulización”, mientras que áreas esenciales como la reconquista del agua potable, en tanto que bien público,

37 Encontramos entre otros a: los sandinistas, el FMLN, el PT de Brasil, el Frente Amplio de Uruguay, la Causa R de Venezuela, el Partido Revolucionario Democrático mexicano.

38 A. Borón, “La izquierda latinoamericana a comienzos del siglo XXI”, OSAL, N° 13, agosto 2004.

han sido abandonadas poco a poco en beneficio de las grandes multinacionales. Son estas constataciones las que hicieron escribir a un periodista del *The Wall Street Journal*, que si la izquierda está nuevamente en ascenso en América Latina, es a menudo con “nuevos ropajes conservadores”³⁹. El ex presidente uruguayo, Julio María Sanguinetti, afirma claramente que “en lugar de un viraje hacia la izquierda, de hecho asistimos a un desplazamiento laborioso, contradictorio, resignado, hacia el centro”⁴⁰.

La única forma de comprender a los gobiernos actuales es pasarlos por el tamiz de la crítica con, más allá de los discursos, el único criterio de sus prácticas reales. Es conveniente descifrar su base y composición social, su relación con las clases dominantes y con el imperialismo. Según Immanuel Wallerstein, actualmente existen tres cuestiones cruciales que permiten diferenciar a los ejecutivos “progresistas”, además del carácter de su relación con Washington⁴¹. Para comenzar, la cuestión de la reforma agraria y de la guerra al latifundio. Como lo recuerda Hélène Roux en este libro, se trata de una importante problemática en el momento actual de explosión del mercado de los agrocombustibles, de una reactivación de las luchas campesinas y de la necesidad de la puesta en marcha de políticas audaces que permitan la participación de los productores en la organización de la producción y la consolidación de la soberanía alimenticia. Enfrentado a esta cuestión, el gobierno de Lula renegó de sus promesas de llevar a cabo una distribución importante de tierras. En consecuencia, el poderoso Movimiento de los Sin Tierra (MST) ha ido tomando progresivamente distancia respecto al Partido de los Trabajadores, renovando al mismo tiempo su voto a Lula, que es considerado como un mal menor frente a una derecha arrogante. Segundo tema esencial, el control de los recursos naturales (petróleo, gas, minas, y también el agua y la biodiversidad) y las relaciones con las empresas multinacionales. Las actuales políticas de los gobiernos venezolanos, ecuatorianos y boliviano en estos ámbitos son mucho más consecuentes que las de sus vecinos, pero permaneciendo al mismo tiempo conformes a la ley del mercado y bastantes moderadas con

39 D. Luhnow, “Latin America’s left takes pragmatic tack”, *Wall Street Journal*, 3 febrero 2005.

40 Citado por JP Mathoz, *Op. cit.*, p. 29.

41 I. Wallerstein, “How Has Latin America Moved Left?”. diciembre 2006 en <http://www.alterinfos.org/spip.php?article708>.

respecto a las nacionalizaciones antiimperialistas de los años setenta: todos estos gobiernos practican nacionalizaciones con indemnizaciones al capital extranjero o local. Por último, la cuestión de los derechos de los pueblos indígenas. Efectivamente, se puede constatar un nuevo “color del poder” en la región y verdaderos avances democráticos en la materia, ya sea en el plano institucional o del status social. Gracias a movimientos pioneros como la Confederación de Naciones Indígenas de Ecuador (CONAIE), las relaciones coloniales y etno-sociales tradicionales han sido cuestionadas en beneficio de una dignificación y el reconocimiento del rol protagónico de los pueblos indígenas por parte del Estado⁴². En este caso, basta con comparar la criminalización sistemática de las luchas del pueblo Mapuche llevada a cabo por la “socialista” Bachelet, las dificultades de la izquierda mexicana para entenderse con los zapatistas, o los avances históricos en Bolivia, Venezuela y Ecuador, para entender la diversidad relativa de las izquierdas en el gobierno. Otro factor que hay que tomar en cuenta es la relación con las luchas sociales, tema que veremos más adelante, pero no cabe duda que en estos tres últimos países la adopción de nuevas constituciones en base a asambleas constituyentes democráticas (tema también en discusión en Honduras), abiertas a los movimientos sociales, la politización, el “empowerment” (empoderamiento) y la institucionalización de nuevas formas de participación popular son conquistas mayores en el contexto de la mundialización neoliberal autoritaria y después de la larga noche de las dictaduras.

Una vez hecho este breve análisis, y si queremos esquematizar un poco, se evidencia la existencia de tres variantes de gobiernos latinoamericanos en este inicio de siglo XXI. Al lado de la alternativa conservadora neoliberal y pro-estadounidense defendida por Uribe y Santos en Colombia o Calderón en México, encontramos un segundo bloque de países que no coinciden plenamente con los Estados Unidos (como Brasil, Uruguay y Argentina) que defienden algunas posiciones de autonomía parcial de su burguesía local y que podemos calificar de “socio-liberales”. Y finalmente, un último bloque aparece, que oscila entre extractivismo exportador, progresismo neo-desarrollista y reformas plurinacionales, con poderes que se oponen en múltiples puntos al imperialismo y a importantes sectores de la oligarquía local y, característica fundamental, que están conferidos

42 M. Saint-Upéry, *Op. Cit.*, pp. 191-248.

de importantes niveles de participación popular (esencialmente Venezuela, Bolivia y, en menor medida, Ecuador⁴³). Sin embargo, entre estas tres variantes de regímenes, las posiciones de los gobiernos frente a diversos temas puede fluctuar en función de la relación de fuerzas a nivel internacional e interna: el gobierno chileno o peruano aparecen sobre varios aspectos más cercanos al primer grupo que del segundo, el gobierno de Evo Morales a veces tiende a acercarse más el extractivismo que al “buen vivir” indígena o el gobierno bolivariano respecto a la deuda externa es más conservador que la administración de Rafael Correa, todo eso cuando estos gobiernos se acomodan a importantes acuerdos con grandes multinacionales petroleras. Por otra parte, frente a las presiones externas e internas, podemos ver tensiones que expresan entre la voluntad de cambio social “desde abajo”, de creación de poder popular constituyente y las tentaciones por parte de los gobiernos progresistas de canalizar los luchas según los ritmos de su propia agenda institucional, sin romper con el modelo económico capitalista dependiente heredado.

Luchas sociales, regreso de las utopías emancipadoras y socialismo del siglo XXI⁴⁴

Desde la caída del muro de Berlín, el derrumbe de la mayoría de los regímenes comunistas autoritarios y el fracaso de varias experiencias revolucionarias, varios políticos e intelectuales incluso enterraron la idea de una posible transformación radical de las sociedades latinoamericanas. Para ellos el horizonte de la democracia liberal se habría convertido en algo infranqueable. Sin embargo, el mismo año en que Jorge Castañeda publicaba su obra “La utopía desarmada⁴⁵”, el grito “¡ya basta!” de los neozapatistas de Chiapas resonaba en la selva Lacandona, anunciando su oposición a la integración neoliberal del ALENA y apostando por una renovación de las resistencias que debía conjugar democracia social y política, igualdad y diversidad con el fin

43 Ver «Luttes sociales et perspective politiques en Amérique latine» en «L'Amérique latine en lutte. Hier et aujourd'hui», *Actuel Marx*, PUF, N°42, Paris, 2007, pp. 10-24 y C. Katz, «Gobiernos y regímenes en América Latina», 23 marzo 2007 en <http://lahaine.org/index.php?p=21498>.

44 Esta parte retoma algunas ideas expuestas en: F. Gaudichaud, “El volcán latinoamericano. Apuntes y realidades de las izquierdas al sur del río Bravo”, agosto 2005 en <http://rebellion.org/noticia.php?id=20451>

45 J. Castañeda, *Utopia Unarmed*, Vintage Books, 1994.

de construir “un mundo donde quepan todos los mundos”. Se trata, según las palabras del subcomandante Marcos, de rechazar la uniformidad de la mercantilización globalizada, y respetar las identidades indígenas, sin olvidar el internacionalismo⁴⁶.

Sobre la marcha, la región se convirtió en un faro del movimiento altermundialista con la organización de los primeros Foros Sociales Mundiales, contra cumbres que se alzan frente a los poderosos del Foro Económico de Davos⁴⁷. Nuevamente, América Latina pone en marcha varios laboratorios de experiencias democráticas, esencialmente a nivel local, desde comedores populares autogestionados o empresas bajo control obrero hasta ensayos parciales de presupuesto participativo municipal (particularmente en Porto Alegre). Retomando la esperanzadora expresión de Pierre Mousterde, para una parte de los militantes latinoamericanos “la utopía no se deja vencer” y el fin de la historia no será mañana. Existen en la actualidad importantes movimientos que se abocan, contra viento y marea, a reinventar lo posible e insisten sobre el hecho que sólo las batallas perdidas por adelantado son las que no se dan⁴⁸. No obstante, en este caso también hay que cuidarse de las falsas apariencias, ya que las diferentes caras del autoritarismo latinoamericano siguen estando presentes: bajo la forma de una criminalización de los movimientos sociales (por ejemplo el sindicalismo en Colombia o los indígenas de la amazonia peruana), de una profundización del paradigma neoliberal en varios países (América Central, en particular), una tendencia al cierre del espacio público en nombre de la “seguridad ciudadana” (Chile y México entre otros) y a través de una militarización de múltiples territorios o práctica de terrorismo de Estado (en Oaxaca o Atenco en México, en Colombia, en el sur chileno en contra de los Mapuche, en las maquiladoras y diariamente en toda la región para reprimir las prácticas huelguistas de los trabajadores urbanos o las marchas estudiantiles, etcétera). Estas limitaciones no han logrado impedir la expresión de radicalidad de las movilizaciones colectivas, lo que, combinado a los llamados al “socialismo del siglo XXI” hechos por dirigentes como Hugo Chávez, inquietan de manera particular a las elites locales y al mismo tiempo a Washington.

46 Gloria Muñoz Ramírez, *EZLN: el fuego y la palabra*, Tinta y Limón ediciones, Argentina, 2004.

47 Sobre la historia de los foros sociales mundiales: C. Whitaker, *El desafío del Foro Social Mundial: un modo de ver*, Icaria editorial, Barcelona, 2006.

48 P. Mouterde, *Quand l'utopie ne désarme pas*, Ecosociété, Montreal, 2002.

Las grandes revueltas populares en Argentina, Ecuador, Bolivia y Panamá, la inestabilidad crónica de los gobiernos neoliberales, la multiplicación de las luchas contra las privatizaciones, contra la degradación del medioambiente, contra la expansión de las transnacionales o los TLC, los medios de comunicación comunitarios venezolanos, el Movimiento de los Sin Tierra en Brasil o la rica historia de los Consejos de Buen Gobierno zapatistas (los “caracoles”) han abierto una larga onda de luchas de clase⁴⁹. Es interesante observar que este despertar es común al conjunto de los países del Sur y que este acompañamiento una dinamización de las sociedades civiles a nivel mundial⁵⁰. En Latinoamérica es un verdadero mar de fondo que se ha extendido sobre la región: un verdadero “movimiento de movimientos” y de forma particular bajo la forma de “nuevos movimientos sociales”. Entre estos actores hay que considerar al movimiento feminista, que busca reorganizarse luego de un periodo de fuerte crecimiento e institucionalización. “Es un hecho que el endurecimiento y la reorganización de las relaciones sociales de sexo, de ‘raza’ y de clase, obligan a profundizar continuamente el análisis y a proponer nuevas estrategias de organización. Las reflexiones y las luchas de muchas latinoamericanas y caribeñas, a pesar de las dificultades que deben afrontar, son particularmente útiles para analizar la mundialización neoliberal y contemplar alternativas radicales” (ver artículo de la socióloga Jules Falquet). Otro agente colectivo que se ha convertido en ineludible es el movimiento indígena. La historia social de América Latina de estos últimos 20 años ha estado marcada por la emergencia y la persistencia de las movilizaciones indígenas en el primer plano del escenario sociopolítico de la región. Según el texto de Bernard Duterme: “Los nuevos actores contestatarios indígenas reivindican una democratización profunda (descolonización) de los Estados y estigmatizan el sistema económico dominante. Si la justicia social sigue siendo la finalidad última, a partir de ahora, su búsqueda se fundamenta en la responsabilización del poder, el reconocimiento de las diversidades y la revalorización de la participación. Estos movimientos manifiestan, por parte de la gente que les da vida, una voluntad de emancipación, de apropiación y de manejo de la modernidad”.

49 Ver los trabajos del Observatorio Social de América Latina: www.clacso.org.ar/difusion/secciones/osal.

50 F. Polet (coord.), *Etat des résistances dans le Sud – 2008*, Editions Syllepse - Centre Tricontinental, vol. XIV, n° 4, Paris, 2007.

Con este libro colectivo, invitamos a la lectora o al lector a intentar comprender estas fuerzas que han emergido y que han hecho nacer una crítica renovada del capitalismo, como así también, nuevas formas de organización. De hecho, los repertorios de acción colectiva utilizados son particularmente interesantes, con un énfasis especial sobre la autonomía, la horizontalidad y a veces la autogestión y la auto-organización. Podemos tomar el ejemplo de las organizaciones barriales de El Alto en las alturas de la capital boliviana, La Paz⁵¹, la increíble combatividad de la comuna de Oaxaca en México o la de múltiples Consejos Comunales de Caracas, que llaman a un reforzamiento del “poder popular” y al “mandar obedeciendo”, negándose, al mismo tiempo, al control burocrático de sus actividades por parte del Estado. Citemos también la enorme cantidad de cooperativas de producción o incluso la centena de empresas recuperadas por sus trabajadores en una decena de países: la empresa de aluminio ALCASA o la siderúrgica SIDOR en Venezuela o la fábrica de cerámicas Zanón en Argentina. Ésta última ha sobrepasado los límites de la cogestión impulsando el control obrero, la estatización en paralelo a la multiplicación de las formas de participación con la comunidad de la provincia de Neuquén⁵².

No obstante, para nosotros, la idea de un movimiento social ideal y completamente nuevo, es remota. En primer lugar porque los diferentes procesos de movilización están atravesados por múltiples divisiones, ya sea en sus lógicas y sus resultados. Incluso algunos se orientan más bien hacia el corporativismo y el clientelismo que hacia el progresismo. En la mayoría de los casos las posiciones “antisistémicas” son, por otro lado, minoritarias⁵³. Y cuando estas logran llegar a niveles de movilización histórica, son frecuentemente empujadas al fracaso por las instituciones: en Costa Rica, a pesar de un movimiento ciudadano sin precedentes, el referendo de octubre 2007 logró una mínima mayoría a favor de un desastroso tratado de libre comercio

51 Sobre este tema ver el excelente estudio de terreno: Franck Poupeau, *Carnets boliviens (1999-2007). Un goût de poussière*, éditions Aux lieux d’être, Paris, 2008.

52 Fernando Aiziczon, *Zanón. Una experiencia de lucha obrera*, Ediciones Herramienta y Editorial El Fracaso, Buenos Aires, 2009.

53 Según Immanuel Wallerstein, “un movimiento es antisistémico porque constata que ni la libertad ni la igualdad pueden ser una realidad en el sistema existente y que es necesario transformar el mundo para que estas lo sean” (*Le Grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l’économie-monde*, Paris, La Découverte, 1991, p. 36).

de América Central (CAFTA). Esta dinámica es el resultado de una articulación entre un pasado de movilizaciones (esencialmente las del movimiento sindical en crisis) y un presente, donde el origen común de las resistencias es, como lo fue ayer “el conflicto directo e indirecto, con la materialidad de las relaciones de poder y dominación”⁵⁴. Por último, a contrapelo de las teorías “movimientistas”, una de las interrogantes que se plantea (no siempre asumida) sigue siendo la de las relaciones, algunas veces conflictivas, entre el espacio de los movimientos sociales y el campo político. Evidentemente, este vínculo plantea el problema de la cooptación política de los movimientos, el del acompañamiento consciente o inconsciente, y el de las agendas institucionales y gubernamentales (Cf. Las relaciones ambiguas del gobierno brasileño con los militantes del PT provenientes del movimiento social).

En un continente donde la historia está marcada a fuego por los caudillismos, los caciquismos y otros “populismos”, esta reflexión sigue siendo vigente. En este sentido, reflexionar sobre el populismo y el “neopopulismo” significaría entrar en el debate, inacabado por cierto, de su definición. Ya que, según los diversos autores, en esta definición caben gobiernos radicalmente diferentes como el de Hugo Chávez, el de Lula o el de Álvaro Uribe. Sólo podemos constatar que este adjetivo es utilizado sobre todo en los medios de comunicación dominantes y en los medios académicos como una palabra “mágica” o un nuevo “demonio”, destinado a desacreditar, a través de un escaso esfuerzo intelectual, todo lo que pudiese menoscabar el orden establecido o lo que pueda significar un cierto grado de radicalidad política. Marc Saint Upéry, frente a la confusión que rodea esta noción, ¡incluso ha llamado a una moratoria internacional para el uso de la palabra “populismo”!. Otros autores, al contrario, la reivindican bajo una perspectiva más bien positiva frente a los tormentos del neoliberalismo. Es el caso del politólogo Ernest Laclau, para quien la “razón populista” pondría en juego “el verdadero desafío para el futuro democrático de las sociedades latinoamericanas: crear Estados viables, que pueden serlo sólo si el momento vertical y el momento horizontal de la política llegan a un cierto punto de integración y equilibrio”. Al contrario de numerosas opiniones, Laclau piensa que la ruptura populista puede significar también democratización, cuando esta

permite el reemplazo de “la canalización puramente individual de las demandas sociales” (según él, el caso del proceso venezolano). Sin embargo, una interrogante legítima es “saber si no hay un momento de tensión entre el momento de la participación popular y el momento del líder, si el predominio de este último no puede llevar a la limitación de la primera”⁵⁵. Además, en un contexto regional donde la tradición presidencialista de los regímenes se refuerza, el elogio al populismo evacua la interrogante sobre el respeto de la autonomía de los movimientos sociales y se reivindica de la noción que dice todo y nada de “pueblo”, que diluye los antagonismos sociales en curso, pero “explicitar el universo de clase es vital en la actual coyuntura latinoamericana porque los diferentes proyectos que están en debate, el neoliberal, neodesarrollista y radical antiimperialista, expresan intereses de clase que deben ser aclarados. Cada una de estas ideas sostienen proyectos muy diferentes de renovación de las plutocracias actuales o de construcción de un nuevo sistema político”⁵⁶.

La última parte de este libro invita precisamente a reflexionar sobre las alternativas posibles en el momento donde la cuestión estratégica del “socialismo del siglo XXI” se encuentra nuevamente en discusión y donde los intelectuales orgánicos del neoliberalismo ya no gozan de una dominación casi absoluta de las mentes. Tanto la crisis electoral mexicana como la insurrección argentina del 2001, han confirmado que, ni la rebelión sin proyecto político, ni la simple táctica electoral han sabido constituirse en una respuesta a los desafíos neoliberales. De ahí la importancia de los debates en torno a la problemática del “poder”. Algunos integrantes de la izquierda social, inspirados por el neozapatismo, las teorías de Tony Negri y en parte por el movimiento altermundialista, piensan que se puede “cambiar el mundo sin tomar el poder”. Es también lo que proclama el intelectual inglés John Holloway⁵⁷. Privilegiando los contra-poderes provenientes de la sociedad civil y rechazando toda forma de delegación, de pertenencia partidaria o de participación institucional, esta teoría

55 Ernesto Laclau, “La deriva populista y la centroizquierda latinoamericana” en *Nueva Sociedad*, N° 205, Caracas, septiembre/octubre 2006 in http://www.nuso.org/upload/articulos/3381_1.pdf. Ver también: *La razón populista*, Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2005.

56 C. Katz, “Estrategias socialistas en América Latina”, *Revista Viento Sur*, N° 94, España, enero 2007.

57 J. Holloway, *Cambiar el mundo sin tomar el poder*, Viejo Topo, Madrid, 2002.

genera polémica. Si bien es cierto que se trata de una reacción comprensible contra las actitudes a menudo verticalistas o autoritarias de los partidos tradicionales. Pero, ¿cómo se puede pretender cambiar el mundo sin organizarse políticamente y eludiendo la cuestión crucial del Estado? Si bien existe de forma clara y evidente una distancia entre el campo de lo político y el espacio de los movimientos sociales, precisamente, ¿no sería la articulación entre los dos que estimularía la edificación de alternativas? Por cierto, luego de veinte años de construcción de una autonomía indígena ejemplar, pero también frente al aislamiento y a la represión del poder central, la Sexta declaración del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (2005) reconoce la necesidad de una unión de los indígenas “con los trabajadores de las ciudades y del campo” y llaman a la elaboración “de un programa nacional de lucha, claramente a izquierda, verdaderamente anticapitalista y verdaderamente antiliberal”.

En esta discusión, que en el momento actual es continental, la revolución cubana sigue siendo un símbolo incontestable frente a los ojos de muchos latinoamericanos, ya que el régimen cubano ha sido, durante decenios, el único poder que ha continuado reivindicando el socialismo y que ha conservado una herencia que hoy en día renace. No obstante, las realidades del socialismo en la isla parecen bien lejanas del ideal inicial, y la necesidad de reinventar la democracia conservando al mismo tiempo las conquistas sociales es urgente. En cuanto al proceso bolivariano venezolano, este ha ido acumulando originalidades: “al principio de su gobierno, el presidente Chávez hablaba de la necesidad de combatir el “neoliberalismo salvaje” y de construir un capitalismo humano; una “tercera vía venezolana”, como solución a la profunda crisis socioeconómica que atravesaba el país. Sin embargo, la fuerte reacción provocada por las medidas de su gobierno al interior de la burguesía nacional y de sus aliados en los Estados Unidos radicalizó el proceso venezolano a tal punto que a inicios del 2005, Hugo Chávez expresó su rechazo del capitalismo como modelo para Venezuela y habló de la necesidad de crear un “socialismo del siglo XXI” (artículo de Edgardo Lander y Pablo Navarrete). A falta de un poderoso movimiento obrero organizado, el presidente de Venezuela se ha apoyado en algunos sectores de las Fuerzas Armadas y una fracción de las clases pobres. A pesar de las maniobras de Washington, el gobierno ha acumulado los triunfos electorales y un programa de

urgencia social que ha dado sus frutos. No obstante, el fracaso del referendo del 2 de diciembre del 2007, las tendencias al “*hiper-leadership*” del presidente Chávez, la entropía burocrática del Estado venezolano permiten constatar que el pueblo dio prueba de autonomía y capacidad para manifestar, a través de la abstención, “hacer sonar la alarma, sin por ello pasar a la oposición o poner en peligro el proyecto de cambios” (idem). En Ecuador y Bolivia, los procesos constituyentes de 2007-2008 permitieron hacer avanzar la democratización en curso, a pesar de las dificultades como la polarización social y la presencia de oligarquías listas para fomentar la secesión territorial y etnosocial. Hervé Do Alto, gracias a un largo trabajo de terreno, nos explica esta ardua refundación de Bolivia y la aparición de una compleja arquitectura del poder, “entre participación y caudillismo”.

Como en Ecuador o en Venezuela, estos procesos están confrontados a opciones contradictorias y algunos autores hablan de procesos en “disputa”. Para resumir: la primera opción (defendida esencialmente por los gobiernos), neodesarrollista y neoinstitucionalista, postula una especie de keynesianismo latinoamericano actualizado, proyectos nacional-populares y formas de capitalismo de Estado (llamado “capitalismo amazónico-andino” por el vicepresidente boliviano Álvaro García Linera). Incluso, algunos investigadores críticos, describen más bien la constitución de un “neoliberalismo reconstituido”: el marxista canadiense Jeff Weber muestra que el gobierno de Rafael Correa en Ecuador e incluso de Evo Morales en Bolivia siguen basando sus políticas económicas en la acumulación de reservas internacionales, la independencia del banco central, austeridad fiscal y el mantenimiento de una fuerte precariedad del trabajo⁵⁸. La segunda opción (defendida esencialmente desde los movimientos), de un socialismo democrático, llama a dar la prioridad al movimiento popular en la definición de las políticas económicas y sociales, radicalizándose en un proceso anticapitalista dinámico, producto de la movilización desde la base, donde se intentan experiencias de redistribución real del ingreso (no sólo de las rentas o políticas asistencialistas), de representación institucional democrática combinada con órganos de decisión popular directa, de expropiación-socialización de los principales medios de producción, distribución y de comunicación, etc.

58 Jeff Weber, *From rebellion to reform in Bolivia: class struggle, indigenous liberation, and the politics of Evo Morales*, Haymarket Books, Chicago, 2011.

: es decir la construcción de un poscapitalismo para el siglo XXI⁵⁹. Esta ruptura, en América Latina, podría -tal vez- inspirarse de las enseñanzas de Mariategui y orientarse tanto hacia el “buen vivir” indígena como hacia el socialismo dentro de proyectos endógenos sustentables, es decir “ecosocialista” e “indo-americano”. Detrás de esas discusiones, está el debate esencial de cómo salir del modelo primario-exportador, de la maldición del extractivismo de materias primas (y sus consecuencias sociales y ecológicas), de la dependencia total hacia el mercado mundial para construir alternativas en ruptura con el productivismo capitalista, sin olvidar la urgencia social que viven los pueblos de estos países, a diario

Estos vaivenes, esta disputa, se ven en la radicalidad de los discursos de las izquierdas, no siempre en relación con la práctica concreta de los gobiernos, muy pragmática y moderada; se encuentran también en las demandas y movilizaciones de múltiples colectivos militantes, sean políticos, medioambientales o sociales que nutren estos procesos de cambios. Se ven en las múltiples tensiones entre gobiernos que se reclaman del progresismo y movimientos sociales. El caso más claro sigue siendo el Ecuador de Correa, donde varias voces -entre las cuales la de Alberto Acosta (ex-presidente de la asamblea constituyente) o de parte de la CONAIE- califican al gobierno de “autoritario, prepotente, caudillesco”. Fuertes contradicciones existen también en el plano de las políticas internacionales, por ejemplo cuando el gobierno bolivariano de Hugo Chávez apoyó públicamente al ex-dictador libio Gadafi (o ahora al actual autócrata sangriento Sirio) frente a los peligros de la injerencia de la OTAN y en nombre del anti-imperialismo⁶⁰.

En los años sesenta y setenta, en América Latina, se hablaba de “revolución”, de “huelga general insurreccional”, de “cambios estructurales” o de “guerra popular prolongada”. En estas últimas décadas cambiaron el panorama mundial y cambiaron las izquierdas. Actualmente, no hay procesos revolucionarios *stricto sensu* en la región (con experiencias de poder dual), pero lucha prolongada por la hegemonía: se abrieron nuevos caminos para el cambio social y por eso es, sin lugar a duda, muy útil tener una lectura gramsciana de la

59 Claudio Katz, *El porvenir del socialismo*, Imago Mundi / Herramienta, Buenos Aires, 2004.

60 Para un panorama sobre izquierdas y movimientos sociales, ver el dossier: «État des résistances dans le Sud : Amérique latine», *Alternatives Sud*, N°18, CETRI, Syllepse, Paris, 2011.

época, como lo hace Massimo Modonesi⁶¹. Existen interesantes tentativas democratizadoras (de corte nacional-popular) que todavía se inscriben dentro de la economía dependiente de mercado y coyunturas políticas-institucionales abiertas a la expresión y a las reivindicaciones de la movilización popular. Lo que llama la atención de este periodo es sobre todo este ímpetu vital hacia una *descolonialidad del poder*, hacia una construcción post-colonial y hacia un multiculturalismo integrador, después de más de 500 años de dominación y explotación de los pueblos originarios. Este movimiento es esencial para pensar una ruptura con el modelo capitalista-productivista occidental (ver el llamado de los movimientos sociales en la tercera parte). Como lo dijo Evo Morales en Leganés (España, en septiembre de 2009), en Bolivia donde esta tentativa es la más honda, se vive “una lucha permanente por la igualdad entre indígenas y mestizos y criollos en aquellos tiempos, por una nueva forma de vida, de igualdad en la dignidad, pero también una lucha permanente por el respeto a nuestros derechos, el derecho sobre todo de los pueblos indígenas, el sector más vilipendiado de la historia boliviana y la historia de Latinoamérica” y eso representa “una dura resistencia, una rebelión a un Estado colonial, una rebelión de los pueblos contra el saqueo de nuestros recursos naturales, una rebelión permanente contra las formas de sometimiento. Y esas luchas, quiero decirles, hermanas y hermanos de Bolivia, no han sido en vano, de una lucha sindical, de una lucha social, de una lucha comunal pasamos a una lucha electoral”. Pero, el tiempo en política no es extensible *ad eternum* y en esta “guerra de posición” (Gramsci), las clases dominantes tienen muchos recursos... Como lo constata Raúl Zibechi, con la crisis económica mundial y el peso del social-liberalismo en la región, los movimientos sociales están cada vez más a la defensiva, después de años de ofensiva: “La debilidad por la que atraviesan los movimientos no permite concluir que ahora sean los gobiernos la punta de lanza contra el neoliberalismo o los hacedores del cambio social. Es cierto que el progresismo ha reforzado el papel del Estado en la economía, frenó las privatizaciones cuando ya queda poco por privatizar, promueve políticas sociales más ambiciosas y busca regular algunos aspectos de la actividad económica. Pero en modo alguno puede decirse que se esté

61 M. Modonesi, “Crisis hegemónica y movimientos antagonistas en América Latina”, *Rebelión*, septiembre 2008, www.rebelion.org/noticia.php?id=73350

procesando una ruptura con el modelo, quizá con la excepción de Bolivia. Pese a estos cambios, la 'acumulación por desposesión', que es el núcleo del neoliberalismo, sigue intacta como lo demuestran la creciente concentración de riqueza y la depredación del medio ambiente. Será imposible salir del modelo sin mediar una profunda crisis política, ya que las fuerzas interesadas en mantenerlo han acumulado mucho poder material y mediático y cuentan con amplios apoyos sociales que abarcan capas nada despreciables de los asalariados⁶².

Este dilema sobre las alternativas posibles tiene numerosas implicaciones en términos de geopolítica regional. Con el previo rechazo del ALCA (Área de libre Comercio de las Américas) y por lo tanto del proyecto de competencia neoliberal bajo la égida de los Estados Unidos, la discusión sobre la integración latinoamericana encuentra un notable auge. La nueva situación sociopolítica ha dado nacimiento a un eje Caracas – La Habana – La Paz, al mismo tiempo que se acentúan las líneas de fracturas políticas en toda América Latina. En diciembre 2004, Fidel Castro y Hugo Chávez firmaron un acuerdo que promueve un importante intercambio de recursos entre los dos países. Este acuerdo se inscribe en el marco de la "Alianza Bolivariana para los pueblos de América" (ALBA), destinada a extenderse hacia otros países. Esta política internacional no solamente da una bocanada de oxígeno al pueblo cubano. Venezuela, con un liderazgo en incremento y gracias a una petro-diplomacia ofensiva, intenta de esta forma tomar su distancia con los Estados Unidos, establecer lazos de Sur a Sur (en especial con Brasil y Argentina) y favorecer el gran sueño bolivariano de una integración latinoamericana. Es lo que detalla el investigador Thomas Fritz, quien recuerda que el alejamiento del dogma neoliberal se confirma también por los "Tratados de comercio de los Pueblos", introducidos por Bolivia. Sin embargo, si bien este último país y Venezuela han rechazado los tratados de libre comercio con los EEUU, estos dos países negocian, al mismo tiempo, con la Unión Europea (en el marco de su pertenencia a la CAN y el MERCOSUR) tratados, en los cuales los principios de competencia están en abierta contradicción con las ideas del ALBA.

Podemos percibir las tensiones al momento de fundar un gran Banco del Sur. Eric Toussaint, reconocido especialista de la cuestión,

62 R. Zibechi, « Los ciclos de los movimientos sociales », ALAI, marzo 2009, <http://alainet.org/active/29286&lang=es>.

señala que en un primer momento "la relativa abundancia de reservas de intercambio de las que disponen los gobiernos de la región y el impasse en la utilización actual de estas, benefició al presidente Hugo Chávez, quien proponía desde 2006 la creación de un Banco del Sur". En febrero 2007, Argentina y Venezuela anunciaron el lanzamiento de este organismo financiero de nuevo tipo. Rápidamente se les aliaron Bolivia, Ecuador, Paraguay, Brasil, Bolivia, y en un corto plazo, Uruguay. Esta banca tendrá por función financiar el desarrollo en la región, prescindir del FMI creando un fondo monetario de estabilización y tal vez, una moneda única, herramientas esenciales para enfrentar la crisis. Pero, por el momento, con el peso del Brasil, el proyecto parece más cercano a la óptica del Mercado Común del Sur que del ALBA (por cierto, la iniciativa no incluye a Cuba). Esto a pesar de que el problema de la deuda pública parece lejos de estar resuelto. Sin embargo, el camino propio de América Latina y su autonomía (desigual y combinada) frente al norte siguen creciendo: espacios relativos de soberanía e independencia nacional han sido arrancados en estos últimos años, tanto desde los movimientos como por parte de algunos gobiernos progresistas. La creación de la UNASUR, importante espacio diplomático regional es muestra de eso. Y lo es, por cierto, en el bicentenario de la lucha de independencia, la reciente fundación (diciembre 2011) de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños (CELAC), con la participación de 33 países. La CELAC establece como valores comunes: el respeto al derecho internacional, la solución pacífica de controversias, el respeto a la soberanía y la autodeterminación de los pueblos, el reconocimiento de la integridad territorial de las naciones, la democracia como elementos esenciales. Queda por ver el funcionamiento y la aplicación de estos grandes principios, pero el solo hecho de organizarse lejos de EEUU y la OEA es ya un paso histórico, más allá de las contradicciones intrarregionales existentes.

Finalmente, el panorama de esta América Latina en movimiento nos devela todo un abanico de enriquecedoras experiencias de lo "posible", pero a la vez salpicadas de tropiezos y obstáculos. Chico Whitaker, cofundador del Foro Social Mundial, insiste sobre la riqueza de la ebullición colectiva que atraviesa al subcontinente, pero también sobre el camino que queda por recorrer: "Estas iniciativas, que componen un mosaico abigarrado de muestras de lo que podría ser la

sociedad por la que luchamos, todavía no han adquirido una visibilidad o un peso suficiente en la sociedad. Vistas en su conjunto, estas no son suficientemente conocidas por la mayoría, a la cual no tocan directamente y que no logra creer que otro mundo es posible⁶³. El objetivo de este libro colectivo es, precisamente, otorgar al público un acercamiento claro y sintético del estado de las resistencias al neoliberalismo en América Latina, pero también una explicación de los principales desafíos actuales e igualmente elementos de reflexión sobre la construcción de alternativas posibles al capitalismo neoliberal. Así, se trata de dar la palabra a universitarios e intelectuales “críticos”, provenientes de diversos campos científicos y corrientes de pensamiento, ya sea latinoamericanos, europeos o estadounidenses. El lector encontrará en las siguientes páginas el análisis de veinte autores de diez nacionalidades diferentes y que viven de los dos lados del Atlántico. En este conjunto pluridisciplinario, hemos deseado combinar lecturas transversales, continentales con enfoques país por país, acompañados de una orientación bibliográfica “para poder ir más allá”. De esta forma nos proponemos pensar colectivamente a América Latina en este inicio del siglo XXI, con la ambición de ayudar a comprender el presente y descifrar los procesos sociales y políticos que se avecinan.

Primera parte

¿La “Patria Grande”? Acercamiento problemático continental

63 Entrevista con Chico Whitaker, *Contretemps*, *Textuel*, N° 10, Paris, 2004, p. 191.

* (avec Hervé Do Alto), « L'émancipation indigène bolivienne vue de France. Retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Alvaro García Linera » in J. Cagiao y Conde, A. Gómez-Muller (dir.), *Le multiculturalisme et la reconfiguration de l'unité et de la diversité dans les démocraties contemporaines*, Peter Lang Ed., Collection Diversitas, Bruxelles, 2014, pp. 173-200.



- García Linera, Álvaro (2008), *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, Buenos Aires, CLACSO – Prometeo Libros.
- Gómez-Muller, Alfredo (2009), « Subjetividad, Política y Cultura », in Grupo de Investigación en Teoría Política Contemporánea (TEOPOCO), *Ensayos críticos de teoría política*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho y Ciencias Políticas y Sociales, UNIJUS.
- (2010), « Les luttes des “indigènes” en Bolivie : un renouveau du socialisme ? », *La Revue Internationale des Livres et des Idées (RILI)*, n° 16, p. 28-31.
- Honneth, Axel et Nancy Fraser (2003), *Redistribution or Recognition ? A Political-Philosophical Exchange*, Londres et New York, Verso.
- Patzi, Félix (2009), *Sistema comunal*, La Paz, Editorial Gente Común.
- Pnud (Programme des Nations Unies pour le Développement Humain) (2004), *La liberté culturelle dans un monde diversifié. Rapport mondial sur le développement humain*, <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2004/chapitres/francais/> (consulté le 4 août 2012).

L'émancipation indigène bolivienne vue de France

Retour critique sur l'importation de l'œuvre d'Álvaro García Linera

Hervé DO ALTO

Université Paris Ouest Nanterre, Groupe d'Analyse
Politique (GAP, EA n° 1591)

Franck GAUDICHAUD

Université Stendhal Grenoble 3, Institut des Langues
et des Cultures d'Europe et d'Amérique (ILCEA, EA n° 613)

En 2008, la maison d'édition indépendante *Les Prairies ordinaires* publiait un petit livre du sociologue bolivien Álvaro García Linera, intitulé *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*¹. Première publication d'un travail de García Linera pour un public francophone², le texte, daté de 2001, se présente comme une socio-histoire des différentes formes d'organisation de l'action collective dans le pays, et insiste sur les dynamiques de reconfiguration de la contestation sociale après les profondes transformations socio-économiques engendrées par plus de dix années de réformes néolibérales. Le livre se conçoit comme une introduction à la pensée de García Linera, une pensée qui se veut à la croisée du marxisme, de la sociologie bourdieusienne et de l'indianisme, et qui est susceptible d'éveiller l'intérêt d'un public militant, au-delà d'un lectorat au profil plus strictement scientifique.

Cet attrait potentiel pour l'œuvre de García Linera dans les sphères militantes en France peut s'expliquer par deux facteurs. Le premier tient au « tournant à gauche » latino-américain, qui a vu la majorité des pays du sous-continent porter au pouvoir des gouvernements rejetant les

¹ García Linera, Á., *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Paris, Les prairies ordinaires, 2008.

² Seule la revue critique *Contretemps* avait publié jusque-là, dans sa version en ligne, une traduction d'un article paru dans une revue espagnole, sur les rapports entre indianisme et marxisme en Bolivie. Voir : *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares*, Bogotá, Siglo del Hombre/CLACSO, coll. Pensamiento Crítico Latinoamericano, 2009, p. 475-500.

politiques néolibérales massivement mises en œuvre jusqu'alors. Nul doute que, dans le contexte actuel d'atonie des mouvements sociaux européens face au consensus néolibéral régnant au sein de l'Union européenne, l'émergence en Bolivie d'un gouvernement progressiste, émanant d'organisations sociales auxquelles il est intimement lié, dans un pays dont le néolibéralisme orthodoxe fut longtemps loué par les institutions financières internationales, s'assimile à une source d'espoirs. Au sein du « volcan latino-américain », la Bolivie se singularise qui plus est par l'existence d'une « question indigène », que l'on pourrait définir comme la dénonciation de la position sociale de subordination d'une partie de la population au sein de la société bolivienne, les indigènes et autochtones, que les institutions créées dans le sillage de la fondation de la République bolivienne en 1825 auraient contribué à maintenir dans une situation de marginalisation. Toutes proportions gardées, cette singularité bolivienne n'est pas sans faire écho à l'émergence, en France, d'une « question postcoloniale » qui, par les discriminations spécifiques que subissent les populations issues de l'immigration provenant des (ex-)colonies, pointe du doigt l'institutionnalisation d'une citoyenneté à deux vitesses – une situation qui est approfondie par le climat croissant d'islamophobie qui affecte plus particulièrement encore les populations d'origine arabe. En proposant une grille d'analyse qui traite la classe et la « race » comme deux variables d'égale importance pour lire la réalité politique et sociale bolivienne, l'œuvre de García Linera peut être définie comme une synthèse originale, dénuée de tout dogmatisme, entre marxisme et indianisme, pensés comme deux « raisons révolutionnaires » que l'histoire de leur construction en tant que courants théoriques et politiques en Bolivie a empêchées de se nourrir et de s'influencer mutuellement³.

À cette curiosité pour la Bolivie, hier affublée du statut de « meilleur élève du FMI » et aujourd'hui dirigée par un « gouvernement des mouvements sociaux », s'ajoute un intérêt spécifique pour le profil même de García Linera. Devenu vice-président de la Bolivie depuis janvier 2006, aux côtés du *leader* syndical paysan Evo Morales, ce « sociologue au pouvoir » s'est imposé comme une référence incontournable du monde intellectuel latino-américain parmi les intellectuels associés à la gauche radicale, en France notamment. Outre la qualité de son travail en tant que tel, sans doute faut-il y voir un intérêt particulier pour un personnage qui semble réhabiliter la figure de l'intellectuel engagé, en mesure qui plus est de mettre à l'épreuve ses propres hypothèses et intuitions à la faveur de l'exercice du pouvoir.

³ Il existe désormais une anthologie des principaux travaux d'Álvaro García Linera intitulée *La potencia plebeya* et introduite par Pablo Stefanoni, publiée sous l'égide du CLACSO (Centre latino-américain de sciences sociales) : García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, *op. cit.*

Pourtant, les conditions dans lesquelles s'effectue l'importation du travail de García Linera en France ne manquent pas de susciter quelques questions. Écrite quasi-intégralement entre la moitié des années 1990 et la victoire de Morales en 2005, cette œuvre comporte à l'évidence une dimension politique qui illustre l'effervescence que traverse la Bolivie, particulièrement à partir du début des années 2000. Si le sociologue s'intéresse bien vite aux mouvements sociaux et aux conditions qui président à leur émergence et à leur évolution, il n'en est pas un observateur extérieur : comme nous le verrons plus loin, il en est même un acteur de premier plan. Si une telle posture n'est évidemment guère condamnable de notre point de vue – bien au contraire –, elle appelle néanmoins à une certaine prudence quant au regard porté sur ce travail, notamment quant à l'impact de ce positionnement politique sur les conditions de production de l'œuvre ou quant aux enjeux politiques nationaux qui peuvent y être sous-jacents. En bref, on ne saurait exempter un travail sociologique d'un regard critique au seul prétexte qu'il serait lui-même critique, *a fortiori* s'il provient de contextes extra-européens qui exigent que l'on redouble de vigilance contre toute familiarité trompeuse. La question n'est pas seulement d'intérêt épistémologique : elle invite à s'interroger sur la finalité de l'œuvre, et par conséquent d'en évaluer plus finement la scientificité.

Nous tenterons de montrer tout au long de cet article que si la production intellectuelle d'Álvaro García Linera propose une perspective inédite quant à la formulation d'un projet politique émancipateur articulant la question sociale à la question indigène, les évolutions que rencontre ce projet sont indissociables de sa propre position au sein du champ politique bolivien. Un fait auquel les agents de l'importation de cette œuvre hors de Bolivie prêtent une attention secondaire, au risque de conduire le lecteur à adopter un regard déformé sur une réalité politique et sociale de laquelle il entend pourtant tirer des enseignements politiques plus généraux. À cette fin, nous tâcherons de replacer la pensée de García Linera dans une perspective historique qui nous permettra d'en apprécier les apports (I), puis nous aborderons la trajectoire biographique de l'auteur afin de comprendre les évolutions propres à son œuvre à l'aune des évolutions du champ politique bolivien (II). Nous nous livrerons ensuite à une analyse critique de deux textes de García Linera diffusés en France (III) dans le but de démontrer que le panorama bolivien dressé à l'époque de l'écriture de ces deux textes est très fortement conditionné par sa propre position politique – ce qui doit par conséquent conduire à une grande prudence quant au statut accordé à ces textes (IV).

La pensée d'Álvaro García Linera, un projet politique d'émancipation à la croisée de plusieurs traditions

Les travaux de García Linera se sont imposés comme une œuvre presque incontournable en Amérique latine et, au-delà, auprès d'un lectorat averti, comme en atteste la publication d'une anthologie de ses principaux textes dans la collection dirigée par le sociologue brésilien Emir Sader, « *Pensamiento Crítico Latinoamericano* ». On peut y voir deux explications majeures. La première réside dans la division du travail scientifique qui a cours en Bolivie au tournant des années 2000 : alors que la science politique bolivienne est très largement dominée par des auteurs d'obédience néolibérale, tels Roberto Laserna⁴, dont les objets de prédilection sont la politique institutionnelle et les conditions de la préservation de la stabilité politique, les sociologues, pour leur part, se consacrent de manière plus marginale à la question spécifique des mouvements sociaux, en ne l'abordant généralement que par le prisme de l'étude d'une corporation précise. Ainsi, les travaux majeurs portant sur les syndicats de cultivateurs de coca – l'un des syndicats les plus mobilisés contre les gouvernements successifs à cette époque – sont l'œuvre de deux anthropologues, la bolivienne Silvia Rivera⁵ et la britannique Alison Spedding⁶. Mais, s'intéressant plus à la structuration de ces organisations et à leurs activités quotidiennes, ces enquêtes ne fournissent que peu de clés de compréhension sur le « débordement conflictuel » que connaît la Bolivie à l'orée des années 2000. Comme nous le verrons plus loin, ce vide laissé par cette division du travail est à la source de l'émergence de la figure d'Álvaro García Linera et de quelques-uns de ses acolytes regroupés au sein du collectif Comuna, qui seront alors les seuls à proposer une grille d'analyse à même non seulement d'expliquer la montée en puissance des mouvements sociaux, mais aussi de rendre compte de leur structure, de leur articulation contingente, et de leurs potentialités quant à la possibilité que leurs *leaders* puissent, dans un avenir proche, être amenés à exercer eux-mêmes le pouvoir politique.

Mais l'origine du succès des travaux de García Linera ne se trouve pas seulement dans le fait qu'il soit l'un des rares sociologues alors en mesure de livrer, en Bolivie et au-delà, des éléments d'explication sur la crise profonde qui affecte alors le pays, et ce à la faveur d'une connaissance intime des mouvements sociaux. En effet, García Linera se pose en théoricien

de ces mêmes mouvements et contribue à la légitimation, non pas seulement de leur montée en puissance, mais d'un horizon politique alternatif et autonome : pour lui, ce qui fait la singularité de ces mouvements au regard de ce que fut la conflictualité sociale bolivienne passée, c'est que ces mobilisations sont de fait dirigées par des mouvements indigènes ou hégémonisés par eux. Cette montée en puissance ne saurait donc déboucher sur une simple démocratisation de la vie politique bolivienne, mais doit impliquer une redéfinition profonde de ce que doit être la carte politique et institutionnelle de la Bolivie, ainsi que des modalités mêmes de l'exercice du pouvoir politique dans le pays. En effet, selon le sociologue en 1998, « le monde communautaire-indigène se veut lui-même comme origine et finalité de tout pouvoir, de toute identité et de tout futur qui le concerne ; ses actes sont l'énonciation tacite d'un ordre social qui ne reconnaît aucun type d'autorité extérieure autre que la propre autodétermination en marche »⁷. La lutte de ces mouvements ne se limite donc pas à une lutte contre les réformes néolibérales comme dans la majeure partie des pays latino-américains qui traversent également de profondes crises politiques et économiques, comme l'Argentine ou l'Équateur. Ces mobilisations possèdent aussi une dimension anticoloniale puisqu'elles traduisent la montée en puissance de mouvements qui expriment par là même un refus des intrusions de l'État colonial dans leur propre territoire.

L'insistance sur le caractère colonial du pouvoir en Bolivie place l'œuvre de García Linera au croisement de plusieurs traditions intellectuelles et dans la continuité des débats relatifs à l'impact qu'aurait encore de nos jours le « fait colonial » dans les sociétés latino-américaines. Au croisement de plusieurs traditions intellectuelles d'abord car, contrairement à certains auteurs se réclamant du postcolonialisme, García Linera se réclame du marxisme, mais un marxisme méconnu selon lui, celui qui voit Karl Marx explorer les formes de propriété collective de la terre non féodales, hors d'Europe notamment, et s'interroger sur le potentiel révolutionnaire de la communauté agraire, que ce soit dans les « lettres à Vera Zassoulitch » ou dans les *Cahiers ethnographiques*⁸. Il s'agit donc d'un marxisme hétérodoxe, volontiers ouvert à d'autres apports théoriques. Parmi eux, ceux de la sociologie de Pierre Bourdieu, dont il s'appropriera la notion de capital pour explorer les usages d'un hypothétique « capital ethnique » fondé sur la blancheur de peau dans les sociétés postcoloniales⁹, mais aussi les contributions des intellectuels nationalistes boliviens tels que René Zavaleta, dont il reprendra la définition de la société bolivienne comme société « bigarrée », soit une société caractérisée par

⁴ Laserna, R., *La democracia en el ch'enko*, La Paz, Fundación Milenio/CERES, 2004.

⁵ Rivera Cusicanqui, S., *Las fronteras de la coca – Epistemologías coloniales y circuitos alternativos de la hoja de coca : el caso de la frontera boliviano-argentina*, La Paz, Aruwiyiri/IDIS-UMSA, 2003.

⁶ Spedding, A., *Kawsachun coca. Economía campesina cocalera en los Yungas y el Chapare*, La Paz, PIEB, 2005.

⁷ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 267.

⁸ *Ibid.*, p. 49.

⁹ *Ibid.*, p. 282.

La pensée d'Álvaro García Linera, un projet politique d'émancipation à la croisée de plusieurs traditions

Les travaux de García Linera se sont imposés comme une œuvre presque incontournable en Amérique latine et, au-delà, auprès d'un lectorat averti, comme en atteste la publication d'une anthologie de ses principaux textes dans la collection dirigée par le sociologue brésilien Emir Sader, « *Pensamiento Crítico Latinoamericano* ». On peut y voir deux explications majeures. La première réside dans la division du travail scientifique qui a cours en Bolivie au tournant des années 2000 : alors que la science politique bolivienne est très largement dominée par des auteurs d'obédience néolibérale, tels Roberto Laserna⁴, dont les objets de prédilection sont la politique institutionnelle et les conditions de la préservation de la stabilité politique, les sociologues, pour leur part, se consacrent de manière plus marginale à la question spécifique des mouvements sociaux, en ne l'abordant généralement que par le prisme de l'étude d'une corporation précise. Ainsi, les travaux majeurs portant sur les syndicats de cultivateurs de coca – l'un des syndicats les plus mobilisés contre les gouvernements successifs à cette époque – sont l'œuvre de deux anthropologues, la bolivienne Silvia Rivera⁵ et la britannique Alison Spedding⁶. Mais, s'intéressant plus à la structuration de ces organisations et à leurs activités quotidiennes, ces enquêtes ne fournissent que peu de clés de compréhension sur le « débordement conflictuel » que connaît la Bolivie à l'orée des années 2000. Comme nous le verrons plus loin, ce vide laissé par cette division du travail est à la source de l'émergence de la figure d'Álvaro García Linera et de quelques-uns de ses acolytes regroupés au sein du collectif Comuna, qui seront alors les seuls à proposer une grille d'analyse à même non seulement d'expliquer la montée en puissance des mouvements sociaux, mais aussi de rendre compte de leur structure, de leur articulation contingente, et de leurs potentialités quant à la possibilité que leurs *leaders* puissent, dans un avenir proche, être amenés à exercer eux-mêmes le pouvoir politique.

Mais l'origine du succès des travaux de García Linera ne se trouve pas seulement dans le fait qu'il soit l'un des rares sociologues alors en mesure de livrer, en Bolivie et au-delà, des éléments d'explication sur la crise profonde qui affecte alors le pays, et ce à la faveur d'une connaissance intime des mouvements sociaux. En effet, García Linera se pose en théoricien

⁴ Laserna, R., *La democracia en el ch'enko*, La Paz, Fundación Milenio/CERES, 2004.

⁵ Rivera Cusicanqui, S., *Las fronteras de la coca – Epistemologías coloniales y circuitos alternativos de la hoja de coca : el caso de la frontera boliviano-argentina*, La Paz, Aruwiyiri/IDIS-UMSA, 2003.

⁶ Spedding, A., *Kawsachun coca. Economía campesina cocalera en los Yungas y el Chapare*, La Paz, PIEB, 2005.

de ces mêmes mouvements et contribue à la légitimation, non pas seulement de leur montée en puissance, mais d'un horizon politique alternatif et autonome : pour lui, ce qui fait la singularité de ces mouvements au regard de ce que fut la conflictualité sociale bolivienne passée, c'est que ces mobilisations sont de fait dirigées par des mouvements indigènes ou hégémonisés par eux. Cette montée en puissance ne saurait donc déboucher sur une simple démocratisation de la vie politique bolivienne, mais doit impliquer une redéfinition profonde de ce que doit être la carte politique et institutionnelle de la Bolivie, ainsi que des modalités mêmes de l'exercice du pouvoir politique dans le pays. En effet, selon le sociologue en 1998, « le monde communautaire-indigène se veut lui-même comme origine et finalité de tout pouvoir, de toute identité et de tout futur qui le concerne ; ses actes sont l'énonciation tacite d'un ordre social qui ne reconnaît aucun type d'autorité extérieure autre que la propre autodétermination en marche »⁷. La lutte de ces mouvements ne se limite donc pas à une lutte contre les réformes néolibérales comme dans la majeure partie des pays latino-américains qui traversent également de profondes crises politiques et économiques, comme l'Argentine ou l'Équateur. Ces mobilisations possèdent aussi une dimension anticoloniale puisqu'elles traduisent la montée en puissance de mouvements qui expriment par là même un refus des intromissions de l'État colonial dans leur propre territoire.

L'insistance sur le caractère colonial du pouvoir en Bolivie place l'œuvre de García Linera au croisement de plusieurs traditions intellectuelles et dans la continuité des débats relatifs à l'impact qu'aurait encore de nos jours le « fait colonial » dans les sociétés latino-américaines. Au croisement de plusieurs traditions intellectuelles d'abord car, contrairement à certains auteurs se réclamant du postcolonialisme, García Linera se réclame du marxisme, mais un marxisme méconnu selon lui, celui qui voit Karl Marx explorer les formes de propriété collective de la terre non féodales, hors d'Europe notamment, et s'interroger sur le potentiel révolutionnaire de la communauté agraire, que ce soit dans les « lettres à Vera Zassoulitch » ou dans les *Cahiers ethnographiques*⁸. Il s'agit donc d'un marxisme hétérodoxe, volontiers ouvert à d'autres apports théoriques. Parmi eux, ceux de la sociologie de Pierre Bourdieu, dont il s'appropriera la notion de capital pour explorer les usages d'un hypothétique « capital ethnique » fondé sur la blancheur de peau dans les sociétés postcoloniales⁹, mais aussi les contributions des intellectuels nationalistes boliviens tels que René Zavaleta, dont il reprendra la définition de la société bolivienne comme société « bigarrée », soit une société caractérisée par

⁷ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, *op. cit.*, p. 267.

⁸ *Ibid.*, p. 49.

⁹ *Ibid.*, p. 282.

« la coexistence superposée de divers modes de production, de divers temps historiques et de systèmes politiques »¹⁰. Cet édifice théorique fait également une place de choix aux penseurs indianistes précurseurs du mouvement katariste en Bolivie – mouvement politique et syndical qui théorise, à l'orée des années 1970, la « double oppression » économique et culturelle des paysans indigènes boliviens – tel Fausto Reinaga, fondateur au cours des années 1960 du Parti indien bolivien et prolifique auteur de plusieurs ouvrages défendant la pleine autonomie politique des indigènes en Bolivie.

L'œuvre de García Linera se situe également dans la continuité des débats devenus structurants en Amérique latine, sur le plan politique comme scientifique, quant au poids actuel de l'héritage colonial dans les sociétés contemporaines. Le contexte de la fin des années 1980 se caractérise tout à la fois par la marginalisation du marxisme dans la foulée de la chute du Mur de Berlin en 1989, et par la reconnaissance internationale des peuples indigènes, illustrée par la mise en œuvre de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux en 1989. En Amérique latine, et particulièrement en Bolivie, cette crise idéologique conduit de nombreux intellectuels à « troquer Marx contre Túpac Katari »¹¹, en assumant parfois des conversions radicales vers les théories postcoloniales doublées d'une rupture avec un marxisme condamné pour son ethnocentrisme qui le rendrait soudainement si impuissant à rendre compte de la réalité latino-américaine. La disparition du marxisme n'affecte pas que le monde intellectuel, puisque, très vite, dans un contexte de réformes néolibérales en Bolivie, les licenciements massifs brutaux dans des secteurs publics autrefois capitaux, tel le secteur minier, débouchent progressivement sur un affaiblissement structurel du syndicalisme ouvrier traditionnel, et sur l'extinction à petits feux de la gauche marxiste. La croissante institutionnalisation de la prise en charge de la « question indigène » sert en quelque sorte les intérêts du néolibéralisme : en Bolivie comme en Colombie, par exemple, c'est bien sous l'égide de gouvernements néolibéraux que sont mises en œuvre des

¹⁰ *Ibid.*, p. 297 ; Zavaleta Mercado, R., *Lo nacional-popular en Bolivia, Mexico, Siglo XXI*, 1986.

¹¹ Cacique aymara de la fin du XVIII^e siècle, il mit à mal l'occupant espagnol en tenant un siège de la ville de La Paz entre 1780 et 1781, au terme duquel il fut capturé, puis écartelé. Son geste héroïque en fit un symbole de la lutte anticoloniale, et lui valut de voir son nom repris par ceux qui se revendiquent de ce combat en Bolivie, tels les renovateurs du syndicalisme paysan contemporain qui, au cours des années 1970, décidèrent de se désigner comme des « kataristes ».

¹² Do Alto, H., « Ethnicité et classe dans les luttes populaires en Bolivie, de la Révolution nationale de 1952 au gouvernement d'Evo Morales », in Gabriel Vommaro (dir.), *La carte rouge de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, coll. Savoir/Agir, 2007, p. 52.

réformes visant à prendre en charge cette question, que ce soit sous le prisme de la création de droits collectifs sur la terre ou par la reconnaissance du bilinguisme.

Dans ce contexte d'avènement d'un indianisme sous tutelle néolibérale, et de reflux concomitant de toute autre idéologie progressiste, le travail de García Linera occupe d'emblée une place particulière par la volonté qui est la sienne de préserver l'actualité d'un projet politique d'émancipation original, qui s'appuie sur ce que l'on pourrait qualifier de « pari raisonné », à savoir le potentiel révolutionnaire supposé des peuples autochtones et indigènes, afin de dessiner un horizon anticapitaliste. Un horizon certes pensé comme lointain, mais consubstantiel de la montée en puissance politique de ces derniers. Le point de départ de la pensée de García Linera est bien entendu la réhabilitation du fait colonial comme problème contemporain, dans la mesure où la naissance de la République bolivienne le 6 août 1825 constitue le moment-clé au cours duquel les institutions héritées de l'époque coloniale se pérennisent alors même que la société qu'elle est censée gouverner est une société « multicivilisationnelle » abritant plusieurs formes d'organisation politique qui coexistent non sans tensions. Ce faisant, l'État bolivien peut être caractérisé comme un « État schizophrène » dont la structure comme les modes de fonctionnement ne sont en rien adaptés à une société de ce type, et n'a donc d'autre utilité que de sanctifier une hiérarchie favorable aux élites créoles issues de la colonisation – au détriment, bien sûr, des peuples indigènes et autochtones¹³. La libération de la racialisation dont les indigènes ont été victimes, que ce soit de la part de l'Église catholique ou de la bureaucratie coloniale, notamment par le truchement de l'établissement de catégories raciales, a conduit à ce que soit encore perceptible aujourd'hui un « état de domination coloniale »¹⁴ qui correspond à une intériorisation de la domination naturalisée *in fine*. C'est pourquoi tout projet d'émancipation en Bolivie se doit de penser les peuples autochtones et indigènes comme l'un de ses sujets centraux – un sujet porteur, qui plus est, d'une vision alternative de l'organisation et de la territorialité du pouvoir politique, à même d'interroger le caractère eurocentré du pouvoir colonial¹⁵.

García Linera s'inscrit donc en porte-à-faux contre trois traditions politiques qui ont tour à tour fortement marqué les secteurs populaires boliviens, et au-delà, le champ politique bolivien dans son ensemble. Pour le sociologue bolivien, il ne fait aucun doute que le processus de construction

¹³ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, *op. cit.*, p. 271-343.

¹⁴ García Linera, Á., *Pour une politique de l'égalité...*, *op. cit.*, p. 99.

¹⁵ Quijano, A., « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina », Edgardo Lander (dir.), *Colonialidad del saber y eurocentrismo*, Buenos Aires, UNESCO/CLACSO, 1999.

de l'État en Bolivie a pleinement contribué à consolider et à institutionnaliser cette domination de fait. Ainsi, l'État républicain fondé en 1825 perpétue-t-il les hiérarchies sociales héritées de la période coloniale et, si ses gouvernants scellent des alliances avec certains groupes indigènes en vertu des conjonctures, ces derniers ne jouent toutefois qu'un rôle bien secondaire et forcé, tant du point de vue politique qu'économique – ce que García Linera qualifie de « citoyenneté de caste »¹⁶. Si la Révolution nationale de 1952 est porteuse d'un projet indigéniste et souhaite exalter un nationalisme au sein duquel la « bolivianité » se singulariserait précisément par l'apport des cultures aymara et quechua, elle débouche toutefois sur une situation paradoxale. En effet, les mesures prises par le nouveau régime du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) sont à l'origine d'un renforcement effectif de la citoyenneté des paysans et indigènes. Ainsi, le gouvernement révolutionnaire promulgue-t-il plusieurs mesures orientées vers les campagnes boliviennes, que ce soit la réforme agraire dans les régions andines, la création du syndicat comme structure politique et économique locale, la réforme de l'éducation intégrant un volet spécifiquement destiné au monde rural, ou encore l'instauration du suffrage universel. Toutefois, ces mesures contribuent paradoxalement à une désstructuration des formes d'organisation communautaires par l'individualisation de la propriété foncière et par l'inféodation de la paysannerie par le biais d'un syndicalisme synonyme d'encadrement politique au bénéfice du gouvernement révolutionnaire. En d'autres termes, si les paysans boliviens semblent tirer profit du processus révolutionnaire par une pleine intégration à la citoyenneté républicaine, ce n'est que d'un point de vue strictement libéral qui fait fi de l'affaiblissement du tissu social communautaire engendré par ces réformes. Dès lors, la bolivianité dont le pouvoir révolutionnaire se fait l'étendard s'apparente à un danger, et ce à plusieurs égards. En effet, le discours d'une nation métissée diffusé par le MNR conduit à dissimuler l'ambiguïté de la position politique et économique des paysans – certes érigés au rang de citoyens à part entière, mais au prix de leur affaiblissement intrinsèque en tant que communautés – par une invisibilisation dans le discours politique d'une racialisation des rapports politiques, économiques et sociaux pourtant toujours palpable. C'est pourquoi García Linera parle de « citoyenneté différenciée » dans cette période révolutionnaire, faisant ainsi référence à l'instauration d'une citoyenneté de deux ordres, d'autant plus subtile qu'elle ne fonctionne pas en vertu de droits, mais de hiérarchies sociales intériorisées par les différents groupes qui composent la société bolivienne.

Deuxième tradition contre laquelle s'érige García Linera : la tradition marxiste telle qu'elle s'est développée politiquement en Bolivie. Au

¹⁶ García Linera, Á., *Pour une politique de l'égalité...*, op. cit., p. 90.

centre de sa critique se trouvent sur un pied d'égalité les staliniens du Parti communiste de Bolivie (PCB), et leurs concurrents trotskistes du Parti ouvrier révolutionnaire (POR). Pour le sociologue, tous deux ont contribué à l'importation d'un marxisme fondamentalement dogmatique et mécaniste, largement sous l'influence des débats propres au Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et par conséquent, enclin à identifier dans les différents groupes sociaux boliviens les catégories les plus récurrentes de la littérature marxiste, indépendamment de leur pertinence à l'égard du terrain bolivien. Ainsi García Linera a-t-il consacré de nombreux écrits à polémiquer avec cette gauche marxiste qui, en raison d'une « conception moderniste et téléologique de l'histoire, a créé un blocage cognitif et une impossibilité épistémologique au regard d'un autre projet d'émancipation qui finira par prendre le dessus sur l'idéologie marxiste elle-même : les thématiques paysanne et ethnique du pays »¹⁷. Les indigènes, dès lors, sont souvent analysés et classés comme des petits-bourgeois vis-à-vis desquels l'avant-garde du prolétariat que sont les mineurs salariés¹⁸ ne peuvent envisager au mieux qu'une alliance de classe, tel que le préconise la Thèse de Pulacayo (1946), thèse fondatrice de la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB) dont la rédaction s'apparente à un effort minimal d'adaptation du Programme de transition de la Quatrième Internationale trotskiste, fondée en 1938, à la réalité bolivienne. D'après García Linera, l'ignorance doublée d'un manque total d'intérêt pour le monde rural de la part des directions révolutionnaires du syndicalisme ouvrier ont pour effet qu'il n'y a pas de projet politique spécifique pour les communautés paysannes autre que d'être invitées, en définitive, à « se collectiviser ou à s'ouvriériser »¹⁹. En somme, les marxistes partageraient donc avec les nationalistes une commune téléologie qui condamne les communautés au rang de « populations sans histoire », et un projet politique également semblable, par le rôle central attribué à l'État dans l'économie et la société notamment, le tout dans un cadre national clairement défini²⁰. Ces représentations conduisent fort logiquement les populations du monde rural à une position que l'on peut également qualifier dès lors de subalterne, puisque les paysans ne sauraient assumer la direction de la lutte révolutionnaire. Cette règle, institutionnalisée au sein de la COB, s'illustre encore aujourd'hui par la marginalité relative à laquelle semblent assignées en son sein les organisations paysannes telles

¹⁷ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 482.

¹⁸ La Centrale ouvrière bolivienne (COB), confédération unique du monde du travail bolivien, stipule ainsi dans ses statuts que le premier mandat de la centrale (secrétaire exécutif) revient de droit à un membre de la FSTMB en vertu de son rang d'« avant-garde du prolétariat bolivien ».

¹⁹ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 481.

²⁰ *Ibid.*, p. 480-484.

que la Confédération syndicale des paysans de Bolivie (CSUTCB), alors même que l'un de ses affiliés n'est rien de moins que le chef d'État, en la personne d'Evo Morales. Les discours à dominante ethnique potentiellement dénonciateurs de cet état de fait demeurent néanmoins, encore aujourd'hui, susceptibles d'éveiller les soupçons de « division de la classe ouvrière », et sont de ce fait disqualifiés.

Enfin, la troisième tradition contre laquelle s'élève García Linera est le néolibéralisme, tel que l'incarnent les réformes brutalement mises en œuvre à partir du milieu des années 1980. Selon lui, ces réformes ont contribué à l'instauration d'une « citoyenneté irresponsable » caractérisée par la réémergence de dynamiques néo-patrimonialistes dans la gestion de l'appareil d'État, à une différence près : l'élite qui prétend s'approprier le pouvoir politique le fait au nom du monopole de techniques de gouvernement qu'elle détiendrait, réduisant de ce fait la gestion de cet appareil à une pratique purement technocratique²¹. Cette dernière tradition s'avère d'autant plus périlleuse qu'elle légitime le retrait de l'État de la sphère économique, ainsi que l'exclusion sociale qu'elle engendre, par le recours au multiculturalisme et à une ingénierie politique ethniciste, dans un contexte de décentralisation politico-administrative – un ensemble de politiques qui, tout en redonnant une visibilité à la « question indigène », la soumet à sa propre logique et lui permet d'acquiescer à moindres frais un visage démocratique. En Bolivie, cette période est incarnée par le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997), qui compte dans ses rangs l'un des leaders de l'indianisme katariste en qualité de vice-président : Víctor Hugo Cárdenas. Le gouvernement Sánchez de Lozada procède ainsi à une reterritorialisation indigène du pays, tout en en constitutionnalisant le caractère « pluriculturel et multiethnique ». Se génère ainsi toute une activité liée à la mise en œuvre de cette politique, qu'elle soit publique, avec la création d'un ministère des Affaires indigènes et des peuples autochtones (MAIPO, *Ministerio de Asuntos Indígenas y Pueblos Originarios*), ou privée, avec une pléiade d'ONG chargées d'assurer la bonne conduite de projets locaux, grâce au financement provenant de la coopération internationale²². Pour García Linera, il s'agit d'une « période de cooptation étatique »²³ qui touche tout autant les dirigeants nationaux que les communautés locales potentiellement visées par ces politiques, et qui soumet la reconnaissance des territoires indigènes préalablement existants au bon vouloir de l'État.

²¹ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 191-192.

²² Rodríguez-Carmona, A., *El proyectorado. Bolivia tras 20 años de ayuda externa*, La Paz, Plural, 2009.

²³ García Linera, Á., *Pour une politique de l'égalité...*, op. cit., p. 100.

À la lumière de ce panorama, on comprend mieux toute la richesse de la pensée d'Álvaro García Linera, une pensée qui, par son ancrage dans l'histoire contemporaine de la Bolivie, parvient à démêler les différents écheveaux d'un racisme institutionnalisé qui trouve sa source dans le fait colonial. Une pensée qui se conçoit également comme un véritable outil politique au service d'un projet d'émancipation qui, s'il peut parfois paraître vague dans son contenu, se caractérise néanmoins par la volonté de reconnaître la spécificité de la question indigène, sans pour autant renoncer à répondre aux défis de la question sociale. En ce sens, les réflexions de García Linera font écho aux études postcoloniales en sciences sociales, tels les travaux du sociologue péruvien Anibal Quijano, d'après qui les logiques de racialisation dans les Amériques sont consubstantielles du développement du capitalisme colonial. Mais ces réflexions débouchent sur un constat autrement plus radical, que l'auteur continuera à défendre avec constance jusqu'au début des années 2000 : la quasi-impossibilité de réformer un État demeuré fondamentalement colonial, ce qui conduit García Linera à adopter une posture radicalement anti-étatique et à faire le pari de l'autonomie des mouvements sociaux face à l'État. Il revendique alors une filiation avec le philosophe italien Antonio Negri, très loin de ses velléités postérieures de conquête du pouvoir d'État aux côtés d'Evo Morales. Sans doute son changement de perception du mouvement indigène à l'orée du XXI^e siècle en est-il à l'origine :

L'indianisme cesse alors d'être une idéologie de résistance face à la domination et s'élargit en une conception du monde globalisante, qui cherche à disputer la direction culturelle et politique de la société à l'idéologie néolibérale qui avait prévalu au cours des deux décennies précédentes. En fait, on peut affirmer que la conception émancipatrice du monde la plus importante et la plus influente dans la vie politique du pays est aujourd'hui l'indianisme²⁴.

Mais un regard attentif sur sa propre trajectoire biographique peut également nous donner d'autres éléments d'explication.

García Linera, un intellectuel à la trajectoire atypique

« Je suis une personne qui a vécu son adolescence dans une période de grande instabilité politique : élections, coups d'État, élections, autres coups d'État, dans un contexte fort de mobilisations, de projets, de débats, d'utopies ». Âgé de 50 ans, c'est ainsi qu'Álvaro García Linera décrit les prémises de son parcours biographique²⁵. Né à Cochabamba en 1962, au sein d'une famille de classe moyenne blanche, il est très tôt marqué par

²⁴ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 500.

²⁵ Stefanoni, P., F. Ramírez et M. Svampa, *Las vías de la emancipación. Conversaciones con Álvaro García Linera*, Mexico, Ocean Sur, 2009, p. 9.

les mobilisations et les blocages de la ville de La Paz menés par les syndicalistes paysans de la CSUTCB contre le régime militaire d'Hugo Banzer Suárez (1971-1978). Il part ensuite au Mexique, à l'UNAM (Université nationale autonome du Mexique), suivre un cursus de mathématiques, tout en étudiant la sociologie et la philosophie politique en autodidacte. S'il n'a jamais adhéré aux partis de gauche marxiste, en Bolivie comme au Mexique, partis pour lesquels il a même souvent éprouvé un certain mépris en raison de leur dogmatisme, il montre néanmoins un intérêt marqué pour l'œuvre de Marx et s'intéresse particulièrement au lien entre ethnicité et lutte de classes²⁶.

En 1985, il revient en Bolivie et consacre dix années à l'étude des écrits de Marx sur l'Amérique latine et Simón Bolívar, de même que sur la question nationale et la paysannerie. Parallèlement, il se rapproche d'un mouvement indianiste radical doté d'une base sociale très réduite, *Offensive rouge des ayllus*²⁷ *tupackataristes*, mené par un jeune dirigeant de la région aymarophone d'Achacachi (près du lac Titicaca), Felipe Quispe. Il se charge alors de la production intellectuelle du groupe par le biais de livres et de brochures, époque au cours de laquelle il publie ses deux premiers ouvrages théoriques : *Crítica a la nación y nación crítica* (1989) et *De demonios escondidos y momentos de revolución* (1991). C'est à cette époque que l'organisation opte pour la lutte armée, en fondant l'Armée guerrillera Túpac Katari (EGTK), et se livre à des actions dans la région de La Paz, de 1991 à 1992. García Linera et ses compagnons d'armes sont arrêtés le 10 avril 1992. Il met alors à profit ses cinq années d'emprisonnement pour approfondir ses compétences en sociologie et publie un nouvel ouvrage théorique où il oppose à la « forme valeur » du capitalisme la « forme communauté » du monde andin.

À sa sortie de prison en 1996, il entame une carrière universitaire au sein de la faculté de sociologie et commence à travailler sur la recomposition de la classe ouvrière bolivienne. Poursuivant sa polémique avec les groupes trotskistes et staliniens, il avance l'hypothèse que la classe ouvrière n'est pas tant atomisée au lendemain des réformes néolibérales, que privée des fondements matériels d'une culture et d'une identité communes. Il publie alors *Reproletarización* (1999) sur les changements

²⁶ Nous nous appuyons ici sur deux textes retraçant le parcours intellectuel de García Linera (Pablo Stefanoni, « Álvaro García Linera : pensando Bolivia entre dos siglos », introduction à Álvaro García Linera, *La potencia plebeya...*, op. cit. ; Pablo Stefanoni, Franklin Ramírez et Maristella Svampa, *Las vías de la emancipación...*, op. cit.) ainsi que sur un travail relatif aux évolutions contemporaines du champ académique bolivien, fondé sur une enquête de terrain effectuée entre 2005 et 2010, dans le cadre d'une recherche doctorale en cours (Do Alto, H., « Note sur l'état de l'art : le MAS et la production des sciences sociales en Bolivie », document de travail inédit, 2011).

²⁷ *Ayllu* signifie « communauté » en aymara-quechua.

affectant le monde ouvrier, puis *La condición obrera* (2001) sur l'émergence du monde coopératif dans le secteur minier, sur les ruines de la compagnie publique démantelée de fait à partir de 1986, la COMIBOL (Compagnie minière bolivienne). Ces ouvrages peuvent être considérés comme ses travaux les plus aboutis du point de vue sociologique, tant ils répondent au souci permanent d'une administration de la preuve tout en faisant preuve d'une grande rigueur dans la mise en œuvre d'une méthodologie socio-historique.

Parallèlement, il est à l'initiative d'un collectif pensé comme un groupe de recherche/action, répondant au nom de Comuna. À l'évidence, le nom n'est pas neutre, puisqu'il condense à la fois une référence épistémologique – le choix du groupe de valoriser la communauté agraire comme cadre d'organisation sociale et d'action politique, mais aussi comme unité d'analyse de l'histoire de la Bolivie en tant que pays (post)colonial – et une référence théorique plus inattendue : l'adoption du nom « Comuna » faisant également allusion à la Commune de Paris, il s'agit pour lui de marquer par là une filiation avec la sociologie critique bourdieusienne²⁸. Ce collectif se propose de regrouper à la fois des chercheurs et des militants. Parmi les chercheurs se trouvent bien évidemment García Linera, mais aussi sa compagne mexicaine, Raquel Gutiérrez, également incarcérée pour sa participation à la guérilla de l'EGTK, Raúl Prada, un ancien trotskiste devenu indianiste, Luis Tapia, proche de la gauche nationaliste et spécialiste de la pensée de René Zavaleta, et Felix Patzi, sociologue aymara et indianiste radical qui s'était distingué comme un intellectuel communiste dans un passé proche. Au-delà des approches théoriques ou méthodologiques qui peuvent parfois les opposer, tous ces auteurs ont en commun de s'être ouvertement opposés aux politiques néolibérales des années 1990, et d'avoir résisté contre les vents dominants alors même que les conversions au néolibéralisme étaient légion au sein du monde intellectuel. Parmi les *leaders* de mouvements sociaux se trouvent deux figures

²⁸ C'est précisément à la fin des années 1990 que Franck Poupeau, sociologue de l'éducation au CSU (CNRS), commence à voyager de plus en plus régulièrement en Bolivie. Il y fait la connaissance de García Linera avec qui il noue une complicité intellectuelle autour de l'œuvre de Pierre Bourdieu, jusqu'alors inconnue dans le pays. Poupeau joue un rôle décisif dans l'importation des travaux de Bourdieu en Bolivie, avec la complicité de García Linera qui organise avec lui des conférences sur la sociologie bourdieusienne, parmi lesquelles le colloque *Bourdieu leído desde el sur*, qui donnera lieu à un livre du même nom (Hugo José Suárez et al., *Bourdieu leído desde el sur*, La Paz, Ambassade de France en Bolivie/Alliance française de La Paz/Plural, 2000). Poupeau et García Linera s'assurent également de la traduction d'un premier recueil de textes de Bourdieu dans le pays, *El campo político* (La Paz, Plural, 2001). C'est ainsi que Bourdieu s'y impose progressivement comme une référence intellectuelle, Comuna revendiquant même une filiation directe en s'autoproclamant « école de pensée critique ».

importantes : l'ex-compagnon d'armes de García Linera et Gutiérrez, Felipe Quispe, et un syndicaliste ouvrier de la région de Cochabamba, animateur de nombreuses luttes locales, Oscar Olivera.

Les activités de Comuna se structurent alors autour de deux activités centrales : la publication d'ouvrages, qu'il s'agisse de monographies (de García Linera, mais aussi de Felix Patzi, qui publie en 1999 une histoire politique contemporaine du monde paysan et indigène, *Insurgencia y sumisión*) ou de livres collectifs, et la tenue de conférences hebdomadaires à La Paz. Avec l'ouverture d'un cycle de contestation particulièrement aigu à partir de la « guerre de l'eau » de Cochabamba en avril 2000, au cours de laquelle la population urbaine et rurale de la région se mobilise conjointement contre la prise de contrôle de la gestion locale de l'eau par la compagnie étatsunienne Bechtel, ces activités s'intensifient. Elles répondent en effet à une véritable demande sociale auprès d'une population de classe moyenne qui cherche à comprendre les ressorts de la crise politique que traverse le pays, et que politistes et sociologues dominants s'avèrent incapables d'expliquer autrement que par l'irresponsabilité des mouvements sociaux dans le premier cas, ou par le seul prisme des différentes corporations mobilisées dans le second. Le livre paru en 2001 dans la foulée de la « guerre de l'eau », *Tiempos de rebelión*, duquel est tiré le texte publié en France sous le titre *Pour une politique de l'égalité*, constitue le meilleur exemple de cette démarche : aux analyses des sociologues se succèdent les témoignages des *leaders* sociaux. Olivera, principale figure publique de la Coordination pour l'eau et la vie qui anime la résistance à Cochabamba, puis Quispe, qui est à l'origine d'un soulèvement en territoire aymara en solidarité avec la population mobilisée dans la région voisine dans les mois qui suivent, proposent ainsi un récit de première main de leur expérience, hors de toute stigmatisation à laquelle les exposent généralement leurs passages dans les médias lors des conflits. Avec *Tiempos de rebelión*, les membres de Comuna s'imposent comme des figures incontournables d'un monde intellectuel marqué par l'hégémonie néolibérale. Ils apparaissent également comme les seuls interlocuteurs valables, hors de Bolivie, auprès d'une gauche radicale politique et intellectuelle avide de comprendre les événements qui s'y déroulent. Il s'agit aussi d'un temps politique particulier, au cours duquel l'appareil d'État aux mains des néolibéraux apparaît comme une sorte de forteresse impenable. Chaque jour qui passe alors apporte la preuve de la capacité croissante de mobilisation des organisations sociales, qu'elles soient rurales ou urbaines. Mais paradoxalement, ces mêmes organisations paraissent très loin de toute possibilité de prendre le pouvoir de manière effective : la gauche partisane est en état de mort clinique, tandis que les « instruments politiques » liés au mouvement paysan qui émergent alors, qu'il s'agisse du Mouvement vers le socialisme (MAS) du cultivateur de coca Evo Morales, créé en 1999,

ou du Mouvement indigène Pachakuti (MIP) que Felipe Quispe fonde en 2001, paraissent condamnés à n'assurer que la représentation du monde rural en tant que tel. Cette configuration particulière caractérisée par la montée en puissance des organisations sociales d'une part, et par la marginalité relative de ces mêmes organisations vis-à-vis du champ politique institutionnalisé d'autre part, explique pourquoi les auteurs liés à Comuna tendent à défendre une tout autre perspective que celle de la conquête du pouvoir par le biais des urnes : l'autonomie des mouvements sociaux vis-à-vis de l'appareil d'État, pensé comme un contre-pouvoir des masses à même de générer leur propre continuité – une perspective que doit nourrir le « système » communautaire paysan en tant que modèle.

L'évolution de la position du groupe Comuna au sein du champ politique à partir de 2001 n'est pas sans produire des effets sur l'œuvre de García Linera. Le texte publié dans *Tiempos de rebelión* et repris dans *Pour une politique de l'égalité*, « Sindicato, multitud y comunidad. Movimientos sociales y formas de autonomía política en Bolivia », tranche déjà avec ses productions antérieures. Comme nous le verrons plus loin, alors qu'il propose une typologie des formes de la contestation sociale en Bolivie en analysant trois idéaux-types de formation organisationnelle des mouvements sociaux, et ce à partir des outils de la théorie de la mobilisation des ressources développée par les sociologues des mouvements sociaux étatsuniens, la méthodologie se veut plus lâche que dans les textes qu'il avait consacrés au mouvement ouvrier auparavant. Ne s'appuyant que de manière limitée sur des données de terrain, ce travail, dont on ignore la méthodologie, tend vers une simplification des groupes sociaux analysés que l'opération de classification ne saurait expliquer à elle seule. Ce texte constitue donc un point de basculement, d'un García Linera socio-historien à un García Linera volontiers plus essayiste – une tendance que l'anthropologue Alison Spedding, dans un pamphlet publié dans une petite revue titré *La voz de la cuneta* (« La voix du caniveau »), critique déjà dès 2003, considérant que la quasi-totalité des articles publiés dans *Tiempos de rebelión* ne se fonde sur aucune observation empirique, et vise surtout à offrir au lectorat bolivien une vision mythifiée des mouvements sociaux²⁹. Cette tendance ne fera que s'accroître, tant les ouvrages de Comuna constituent pour García Linera une tribune politique à partir de laquelle il présente la stratégie que les mouvements sociaux devraient développer selon lui, comme l'illustre l'ouvrage *Memorias de octubre* publié en 2004³⁰, au terme de la « guerre du gaz » de septembre-octobre 2003

²⁹ Spedding, A., « Reseña crítica a la producción intelectual del grupo Comuna », *La voz de la cuneta*, n° 3, 2003.

³⁰ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 421-446.

dans le département de La Paz³¹. Cette nouvelle mobilisation urbaine et rurale d'ampleur qui voit la population se mobiliser d'abord contre l'exportation de gaz vers les États-Unis, puis contre l'autoritarisme dont fait preuve le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, reprenant de justesse le pouvoir en 2002, constitue le point culminant de la crise politique que traverse le pays, notamment en raison de la répression violente qui s'abat sur les manifestants. Le massacre de plus de 60 personnes à El Alto le 13 octobre 2003 conduira le président à démissionner, un événement qui ouvre alors l'horizon des possibles pour les mouvements sociaux.

La position de García Linera au sein même du champ politique évolue dès lors radicalement. Si tous les membres de Comuna développent une intense activité de collaboration vis-à-vis des mouvements sociaux auprès desquels ils interviennent pour proposer des analyses de conjoncture ou des évaluations de leur action politique, seul García Linera parvient à s'imposer comme un élément fédérateur de l'ensemble de ces organisations : ne refusant aucune invitation, il se lie personnellement à de nombreux dirigeants sociaux aux quatre coins du pays et gagne leur confiance. Il devient également une figure d'autorité au sein de l'*intelligentsia* bolivienne, ce qui lui vaut d'être convié par la chaîne privée PAT, entre 2001 et 2004, à participer à un programme de débat politique, *El Pentágono*, puis à commenter les informations lors du journal télévisé du soir. Il devient également un collaborateur régulier du journal hebdomadaire satirique *El juguete rabioso* (Le jouet enragé), puis du mensuel *Le Monde diplomatique – edición boliviana*, tous deux alors dirigés par Walter Chávez, un brillant journaliste péruvien dont le style choque au sein d'un milieu intellectuel pacénien peu habitué à ce qui est perçu comme de l'agressivité, mais qui convient à García Linera, soucieux de contribuer ainsi à la délégitimation des élites politiques néolibérales. On le voit par cette brève biographie : plus qu'un professeur de sociologie politisé, Álvaro García Linera s'apparente à un entrepreneur de cause, un intellectuel médiatique dont l'opinion compte, qui doit à une conjoncture pour le moins effervescente la possibilité qui est la sienne d'occuper une place si importante dans le milieu intellectuel bolivien. Se légitimant à travers les mouvements sociaux en même temps qu'il les légitime, l'œuvre de ce sociologue est donc en grande partie une œuvre où la politique prend progressivement le pas sur la sociologie. Il ne s'agit pas de dire que son

³¹ Seule exception notable, à cet égard, dans sa production intellectuelle à l'époque : l'importante sociologie des mouvements sociaux boliviens co-écrite avec Marxa Chávez et Patricia Costas, qui offre une connaissance encyclopédique de l'histoire et de la structure des principales organisations sociales populaires boliviennes (García Linera, Á., M. Chávez León et P. Costes Monje, *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia*, La Paz, Diakonia/Oxfam/Plural, 2004).

travail intellectuel serait dénué d'intérêt, bien au contraire, mais bien de souligner qu'à partir de 2001, les objectifs poursuivis par García Linera sont plus liés à la légitimation de l'ascension politique des mouvements sociaux qu'à la production d'une connaissance obtenue par l'emploi d'une méthodologie répondant minimalement à des critères scientifiques. Très courante dans de larges pans de la sociologie latino-américaine, cette tendance y est connue comme l'« *ensayismo* » (essayisme), et se caractérise par une production théorique fondée sur un matériau empirique minimal et par le fait qu'elle soit surdéterminée par la conjoncture politique. Un tel constat conduit fort logiquement à s'interroger sur les problèmes posés par le fait de fonder un édifice théorique sur une objectivation de la réalité sociale potentiellement biaisée – des problèmes amplifiés dès lors que l'on cherche à exporter cet édifice hors de l'univers de sens qui permet potentiellement d'en saisir les biais. En d'autres termes, il s'agit pour nous de savoir si l'œuvre de García Linera, lorsqu'elle évoque les indigènes, s'attache à expliquer sociologiquement l'émergence d'un sujet de transformation sociale, ou si ce sujet est en quelque sorte mis en scène par le fait de lui attribuer une homogénéité, une organisation et des buts qui faciliteraient sa légitimation aux yeux du lecteur.

Une « critique de la critique » : retour sur deux textes de García Linera

Pour expliciter notre position, nous proposons d'analyser deux des textes d'Álvaro García Linera diffusés en langue française : le texte repris sous le titre *Pour une politique de l'égalité*, publié en Bolivie en 2001 et en France en 2008³², et « Indianisme et marxisme : la non-rencontre de deux raisons révolutionnaires », publié en Bolivie en 2005 et diffusé sur le site de *Contretemps* en 2008³³. Le premier, nous l'avons dit, consiste en une présentation des formes d'organisation de l'action collective en Bolivie au cours du dernier demi-siècle. Il débouche sur une typologie qui distingue trois types privilégiés d'organisation, chacune renvoyant à une époque historique précise : la forme-syndicat, la forme-communauté et la forme-multitude. Le second texte, quant à lui, introduit le lecteur aux différentes pensées émancipatrices qui ont structuré la politique bolivienne, et se penche particulièrement sur les conditions qui ont présidé à ce qu'il appelle un « rendez-vous manqué » entre deux traditions qui se sont construites de manière antagonique alors qu'elles auraient pu déboucher sur une hybridation d'une richesse inédite, tant d'un point de vue heuristique que politique. À la lecture de ces deux textes, nous pouvons

³² Le texte est précédé d'une introduction co-écrite par Pablo Stefanoni et par le journaliste et essayiste français résidant en Équateur, Marc Saint-Upéry.

³³ Nous avons alors rédigé l'introduction de ce texte (FG).

analyser trois éléments transversaux qui structureront notre propos : l'indianité comme condition sociale, la démocratie communautaire comme pratique et l'indianisme comme projet politique.

Dans ces deux textes, la présentation qui est faite des « indiens » en Bolivie est d'emblée sujette à caution. Non pas que García Linera ne « connaisse pas » le monde indigène, bien au contraire, mais la présentation qu'il en fait semble biaisée politiquement et surdéterminée par la conviction profonde que, d'une manière ou d'une autre, tous les paysans sont « indiens ». Ainsi, dans « Indianisme et marxisme », le sociologue se réfère à Quispe et Morales comme l'expression de deux variantes plus ou moins radicales de l'indianisme à l'époque³⁴ : une telle assertion est extrêmement discutable dans le cas de Morales, dont le parti, le MAS, s'inscrit dans une tradition nationaliste qui a incité de nombreux auteurs à lui trouver une filiation avec le MNR de l'époque révolutionnaire³⁵. Si García Linera critiquait le penchant étatique et « développementiste » commun aux nationalistes et aux communistes, on peut dès lors s'interroger sur l'intérêt qu'il a pu porter au MAS, un parti qui partage en tous points ces positions. À moins d'attribuer une importance primordiale aux discours enflammés des dirigeants lors des meetings et de considérer qu'il suffit d'intégrer Túpac Katari dans son iconographie, caractériser le MAS comme un parti indianiste, comme le fait García Linera, ne résiste pas à un examen sérieux de la question. Sauf si nous croyons que les paysans boliviens, à quelques exceptions près, sont des indigènes qui s'ignorent. Cette opération d'homogénéisation est sous-tendue par le choix qui est le sien, dans *Pour une politique de l'égalité*, de se focaliser uniquement sur les groupes aymaras à l'heure d'analyser la forme-communauté : cela peut s'entendre au regard d'un contexte marqué par un soulèvement dans la région aymaraphone du lac Titicaca dans la foulée de la « guerre de l'eau » de Cochabamba. Mais s'agissant d'un essai de classification des formes d'organisation de l'action collective en Bolivie sur un demi-siècle, le glissement entre « aymaras » et « indigènes » qui s'opère subrepticement au fil du texte conduit à penser que ce qui est vrai pour les premiers l'est forcément pour les seconds. Outre le fait qu'une telle assertion est largement réfutable, elle conduit à une homogénéisation du groupe indigène dont les aymaras constitueraient en quelque sorte l'essence³⁶. Cela est d'autant plus problématique qu'aucune attention n'est prêtée pour

³⁴ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 497.

³⁵ Molina, F., *Evo Morales y el retorno de la izquierda nacionalista*, La Paz, Eureka, 2006 ; Stefanoni, P., « El nacionalismo indígena como identidad política : la emergencia del MAS-IPSP (1995-2003) », in Bettina Levy et Natalia Gianatelli (dir.), *La política en movimiento. Identidades y experiencias de organización en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 311-378.

³⁶ García Linera, Á., *Pour une politique de l'égalité...*, op. cit., p. 98-113.

ainsi dire aux usages pratiques des catégories ethniques par les acteurs des mouvements sociaux dans ces deux textes. Notons enfin que les *leaderships* de Quispe et Morales – seul le premier étant mobilisé dans les deux textes – sont évoqués d'une manière presque euphémisée : si, dans *Pour une politique de l'égalité*, García Linera mobilise Bourdieu pour analyser la « parole du porte-parole » qu'est Quispe en des termes presque exclusivement élogieux, il ne semble guère s'intéresser à la professionnalisation de ces deux dirigeants – pourtant déjà patente pour les deux en 2001 –, pas plus qu'à la position spécifique qu'ils occupent au sein du groupe indigène. Ainsi, le groupe indigène est homogénéisé jusque dans son rapport à la politique où le chef ne se verrait déléguer que le pouvoir de la parole. Plus qu'une méconnaissance du monde indigène, cette opération d'homogénéisation latente des « indiens » à la lecture de ces deux textes renvoie sans doute à la propre vision qu'en a García Linera lui-même, faisant fi des hiérarchies internes au monde rural et de la diversité des identités qui y cohabitent (les paysans ne sont pas tous indigènes, loin de là, y compris dans des zones aymaraphones ou quechuaphones). Pour le lecteur français, en revanche, il ne fait nul doute qu'une telle introduction au monde indigène bolivien rapproche ce dernier des Guayakis chers à Pierre Clastres, au regard de ce qui s'apparente à leur « indivision »³⁷.

La présentation que fait García Linera de la « démocratie communale »³⁸, comme mode de fonctionnement de son idéal-type « forme-communauté », ne manque pas d'interpeller à son tour. Ainsi, cette démocratie, fondée sur des syndicats eux-mêmes héritiers des communautés ancestrales, constituerait une alternative aux formes institutionnelles républicaines, qu'il qualifie « d'institutionnalisation de l'inégalité entre des hommes et des femmes appartenant à des cultures différentes »³⁹. Si l'on peut comprendre une telle assertion, elle conduit toutefois à s'interroger sur la pertinence d'une dichotomie claire entre ces deux types d'expression politique. En effet, plusieurs travaux attestent du succès rencontré par les institutions municipales créées en 1994, dans le cadre des politiques de décentralisation impulsées par les gouvernements néolibéraux⁴⁰, notamment auprès des syndicats agraires, et y compris dans les régions aymaras décrites par García Linera. Ce faisant, on peut s'interroger sur les limites de la focale choisie, celle du conflit entre la paysannerie et l'État central, qui ne permet pas d'observer la routine quotidienne des relations entre les paysans et les institutions

³⁷ Clastres, P., *La société contre l'État*, Paris, Minuit, 1974.

³⁸ García Linera, Á., *La potencia plebeya...*, op. cit., p. 101-105.

³⁹ *Ibid.*, p. 105.

⁴⁰ Albó, X., G. Rojas Ortuste et E. Ticona Alejo, *Votos y wiphalas – Campesinos y pueblos originarios en democracia*, La Paz, Fundación Milenio/CIPCA, 1995.

républicaines. Par ailleurs, n'est-il pas normal que ce soient les syndicats (ou les structures communautaires traditionnelles) qui organisent la contestation sociale et non la municipalité, quand bien même celle-ci est contrôlée par des membres du syndicat ? Les conquêtes des municipalités par des syndicats agraires, et ce dès les premières élections municipales de l'histoire bolivienne en 1995, dans la région productrice de coca du tropique de Cochabamba notamment, laissent entrevoir un certain pragmatisme des syndicalistes paysans vis-à-vis de l'institution municipale, au point qu'elle puisse être mobilisée comme centre de ressources matérielles par les syndicats lors des conflits sociaux les opposant à l'État central, lorsqu'ils en détiennent le contrôle. En somme, l'analyse des expériences de gestion municipale de la part des organisations syndicales rurales tend à relativiser grandement la pertinence de cette dichotomie entre communautés et République. On pourrait presque dire, de fait, que la conquête du pouvoir central par Evo Morales le 18 décembre 2005 en constitue la réfutation ultime.

Lorsque García Linera discute, par conséquent, la validité d'un projet politique indianiste, c'est à la lumière d'un groupe social indigène supposé relativement homogène, un groupe en marge des institutions. Ce projet suggère une incompatibilité du développement des forces politiques indigènes avec le cadre national et républicain qu'est la Bolivie, au sein duquel elles évoluent. C'est ce que le sociologue évoque lorsqu'il déclare que la politique développée par les mouvements sociaux boliviens depuis 2000 « est en train de permettre la formation d'une identité nationale indigène séparée de l'identité bolivienne »⁴¹. Là encore, il est difficile de tirer une conclusion aussi radicale de la « guerre de l'eau » de Cochabamba comme de l'ensemble des conflits qui ont animé la vie politique bolivienne jusqu'en 2005. De fait, la conclusion de García Linera semble totalement ignorer l'importance que peut avoir la tradition nationaliste révolutionnaire héritée de 1952 – une tradition qui s'est d'autant mieux ancrée dans les campagnes, rappelons-le, que le pouvoir révolutionnaire a permis à la paysannerie d'accéder à la propriété individuelle, au vote et à l'éducation. Non sans ambiguïté, certes, comme nous l'avons vu précédemment, mais ces mesures ont eu assez d'impact pour garantir au MNR une implantation électorale significative dans les campagnes, durant un demi-siècle, et ce même après la conversion de ce parti au néolibéralisme. Nos propres travaux de recherche nous ont ainsi permis de réaliser combien, au sein des strates dirigeantes du MAS d'Evo Morales, les *leaders* opéraient désormais une dissociation entre un MNR aujourd'hui délégitimé, et un processus révolutionnaire de 1952 dont ils

⁴¹ García Linera, Á., *Pour une politique de l'égalité...*, op. cit., p. 113.

se considèrent toujours les héritiers légitimes⁴². Cette dissociation dans la mémoire collective paysanne entre ce fait historique « sans lequel on ne serait pas là » et ce parti devenu depuis quelques années à peine un ennemi politique révèle bien une nécessité de réécrire un récit qui puisse redonner une cohérence à l'histoire de la paysannerie bolivienne. De cette mémoire paysanne teintée de nationalisme révolutionnaire, il n'en est pourtant nullement question dans les textes de García Linera : de fait, il n'y fait que très rapidement allusion dans « Indianisme et marxisme », et il n'aborde cette tradition que de manière elliptique dans le reste de son œuvre, comme s'il ne fallait retenir de la nature quelque peu ambiguë de cette révolution pour le monde rural que sa facette la plus explicitement négative.

Une œuvre à dominante politique, au service d'un projet politique

Ce bref aperçu du contenu des textes de García Linera montre à quel point les éléments à partir desquels ce dernier développe son argumentaire sont éminemment discutables. Et de fait, lui-même les discute plus tard, en fonction des conjonctures politiques. Ainsi révèle-t-il, dans un entretien avec Pablo Stefanoni et Maristella Svampa, qu'au lendemain de la « guerre du gaz » en octobre 2003, le cycle de protestation lui semble arriver à son terme, principalement en raison des limites propres aux organisations sociales rurales : « Le monde paysan indigène, pour sa part, faisait preuve d'une énorme vitalité en termes de transformation politique et de conquêtes égalitaires, mais manifestait aussi d'importantes limites en matière de gestion et de production communautaristes de richesse »⁴³. Comment comprendre cette surestimation du potentiel que percevait auparavant García Linera chez ces mouvements quant à la possibilité de s'ériger en contre-pouvoir ? Ce point à l'aune duquel on pourrait relire l'ensemble de ses travaux, le sociologue ne l'élucide pas en dépit des innombrables entretiens qu'il a accordés au journaliste argentin Pablo Stefanoni sur le rapport entre travail intellectuel et exercice du pouvoir. Aucune variable d'ordre politique, économique ou sociale ne permet d'expliquer décisivement que les mouvements jugés porteurs de changement social au début des années 1990 ne pouvaient plus l'être au milieu des années 2000. Ceci est d'autant moins explicable que certaines fractions de ce mouvement évoquées par García Linera sont aujourd'hui au pouvoir et pourraient changer les façons d'exercer ce pouvoir autrement

⁴² Do Alto, H., « Indianisme et démocratisation dans la Bolivie d'Evo Morales : vers une démocratie postcoloniale ? », Franck Gaudichaud (coord.), *Amérique latine : émancipations en construction*, coll. Les cahiers de l'émancipation, Paris, Syllepse, 2013.

⁴³ Stefanoni, P., F. Ramírez et M. Svampa, *Las vías de la emancipación...*, op. cit., p. 75.

plus efficacement qu'avec la nouvelle constitution promulguée en février 2009. Comment expliquer que ces organisations réputées antagoniques avec les institutions républicaines s'en soient accommodées au point de les administrer de nos jours ? Notre hypothèse est que ceci est inexplicable, sauf à admettre que la vision des mouvements indigènes développée par García Linera, démentie sur différents aspects par les quelques travaux que nous avons cités, est une vision relevant plus du *wishful thinking* que du travail sociologique⁴⁴.

Nous disions plus haut que García Linera n'hésite pas à revenir arbitrairement sur certains éléments relatifs à sa pensée, et ce en fonction des conjonctures politiques : tel est le constat que nous pouvons faire d'une lecture attentive de ses écrits entre 2001 et 2004. Si, dans *Tiempos de rebelión*, García Linera considère que les mouvements indigènes doivent déployer leur action de manière autonome, une geste qu'incarnerait alors Felipe Quispe, dans *Memorias de octubre*, trois ans plus tard à peine, il propose un changement de tactique radical en appelant le mouvement populaire à s'unir pour conquérir le pouvoir politique par la voie des urnes, et ce derrière une figure qu'il taisait presque jusque-là en raison de son électoralisme : Evo Morales⁴⁵. Il n'est pas de notre ressort, ici, de discuter la pertinence de l'une ou l'autre de ces tactiques. Il s'agit plutôt de relever un tournant stratégique lourd de sens d'un point de vue théorique. L'antagonisme entre deux ordres civilisationnels, l'« indigène » et le « colonial », n'étaient-ils pas à la base de toute la pensée émancipatrice de García Linera ? Si cet antagonisme n'existe plus ou s'estompe, n'est-il pas nécessaire de débattre de ce que cela implique ?

Nous pensons pour notre part que les réponses à ces interrogations ne sont pas d'ordre théorique, mais politique, dans la mesure où la pensée de García Linera nous paraît relever plus du travail d'un entrepreneur

⁴⁴ Il convient de rappeler que le public auquel s'adresse García Linera, un public de classe moyenne urbaine ayant pu connaître une socialisation politique au sein de la gauche révolutionnaire par le passé, mais qui s'avère largement ignorant des réalités de la Bolivie rurale, peut constituer une autre variable explicative de l'orientation prise par le travail du sociologue bolivien, dont on pourrait comprendre le souci qui serait le sien de légitimer politiquement les mouvements sociaux dirigés par les organisations issues du monde rural.

⁴⁵ Ainsi, on peut supposer que le fait que Morales n'ait pas été mentionné par García Linera dans le texte publié en français sous le titre *Pour une politique de l'égalité* illustre tout autant le choix du sociologue de valoriser l'action de Quispe, qu'il voit comme le possible grand dirigeant indigène dans les années à venir, que la volonté de reléguer Morales à un second plan, alors même qu'il est apparu comme l'une des figures de proue de la « guerre de l'eau » de Cochabamba. On peut penser que la ligne « électoraliste » de Morales, vertement critiquée par Felix Patzi dans *Insurgencia y sumisión*, est alors totalement contraire aux options autonomistes qui dominent au sein de Comuna à cette époque.

de cause dont l'œuvre, depuis 2001, est très largement conditionnée par ses choix politiques. L'acceptation par le sociologue de l'invitation que lui adresse Morales à être son candidat à la vice-présidence n'a fait qu'approfondir, depuis, ce que García Linera a justifié comme un virage « hégélien ». Après avoir été honni par García Linera de longues années durant, l'État se voit désormais paré de toutes les vertus, et matérialiserait un contrat social entre les différentes volontés qui cohabiteraient en son sein⁴⁶. Interviewé par le journal pacénien *La Prensa* au cours de la campagne électorale de 2005 en novembre, il déclarait déjà que « l'État est là pour se faire aimer et pour se faire craindre ». L'ambition indianiste est quant à elle nettement passée au second plan, ne faisant l'objet que de politiques sectorielles clairement délimitées, dans le domaine de la terre et de l'éducation notamment. Quant aux autonomies « indigènes-autochtones-paysannes » introduites par la nouvelle constitution, elles n'ont guère connu de succès auprès des organisations concernées : à ce jour, alors que la loi fut initialement conçue pour plus d'une centaine de municipalités, seules onze municipalités ont manifesté leur souhait d'accéder à ce nouveau régime de gouvernement local. Les autres innovations telles que la reconnaissance de la justice communautaire constituent encore aujourd'hui autant de chantiers dont il est difficile d'apprécier la portée. D'autant que l'alliance scellée au moment de l'Assemblée constituante (2006-2007) entre les confédérations syndicales paysannes et les organisations indigènes et autochtones a été rompue une fois la constitution approuvée, comme l'a révélé à la presse internationale le conflit entre cultivateurs de coca de la région du tropique et indigènes du Parc Isiboro Sécure (TIPNIS), ces derniers s'opposant au projet de construction, émanant du gouvernement, d'une route traversant leur milieu de vie. De fait, ce conflit illustre si besoin en était combien la politique indianiste du gouvernement se réduit dans les faits à une politique de discrimination positive, directement subordonnée à d'autres priorités, telles que les politiques économiques développementistes. Ces dernières recueillent d'ailleurs le plus souvent le soutien des organisations sociales rurales, qui y voient une source potentielle de revenus pour l'État, et donc de politiques sociales redistributives pouvant les concerner *in fine*⁴⁷. Si la posture d'homme politique exige de ceux qui acceptent d'en tenir le rôle une certaine discipline vis-à-vis des groupes auxquels ils appartiennent, qu'il s'agisse d'un parti ou d'un gouvernement, il est toutefois éclairant de constater que les productions intellectuelles ou les interventions médiatiques les plus récentes du vice-président se caractérisent par une position de défense intransigeante de la moindre initiative gouvernementale, et d'une violence verbale

⁴⁶ Stefanoni, P., F. Ramírez et M. Svampa, *Las vías de la emancipación...*, op. cit., p. 74-88.

⁴⁷ Do Alto, H., « Indianisme et démocratisation dans la Bolivie d'Evo Morales : vers une démocratie postcoloniale ? », op. cit.

parfois inouïe à l'encontre des ennemis politiques, *a fortiori* lorsque ces derniers sont les alliés d'hier⁴⁸. Un tel constat nous invite par conséquent à prendre du recul par rapport à l'œuvre intellectuelle de García Linera, une œuvre qui semble en grande partie démentie par la politique développée par celui-là même qui, quelques années plus tôt, en fut l'auteur.

Conclusion

De notre point de vue, la production intellectuelle du vice-président bolivien prête le flanc à la critique de par son contenu, à un point qu'elle en est potentiellement contre-productive pour la cause qu'elle entend défendre. Ainsi, son penchant essentialiste conduit à remettre en cause la possibilité épistémologique de porter un regard postcolonial sur la société bolivienne, en réactualisant indirectement la problématique de la « prise de conscience » de l'oppression comme facteur explicatif de l'ethnicisation actuelle de la vie politique et de la société boliviennes – une dynamique illustrée par le recensement de 2001 indiquant une proportion de 66 % d'indigènes au sein du pays, urbains et ruraux confondus. Pourtant, la réalité semble d'une complexité dont ne rend pas compte une grille de lecture aussi simpliste. Ces dernières années, Evo Morales, sans être indianiste, a pourtant pu se faire l'agent de diffusion d'un discours politique indianiste dont le seul but était, en définitive, de légitimer l'ascension d'une nouvelle élite politique – les petits propriétaires fonciers qui constituent la principale base sociale du gouvernement Morales – et de lui assurer le statut d'acteur à part entière de la vie politique. Dès lors, cette ethnicisation, loin de toute indianité fantasmée, a pu jouer un rôle dans la montée en puissance de la paysannerie liée au MAS. De fait, cette ethnicisation témoigne d'une réalité plus prosaïque : la remise en cause de la subalternité de groupes sociaux dont la participation politique n'est désormais plus sujette à caution. Par conséquent, si le gouvernement Morales ne développe pas une orientation de politique générale indianiste, ce n'est pas tant par « trahison » que parce qu'il ne l'a jamais été réellement, et que le discours indianiste qu'il développe pourtant répond à d'autres enjeux. Un fait que García Linera a cependant toujours nié depuis son arrivée au pouvoir. C'est toutefois dans ce cadre pour le moins complexe que nous semble devoir être pensée la formulation d'un projet

⁴⁸ Voir notamment la brochure écrite en 2011 contre deux de ses anciens camarades vice-ministres, Alejandro Almaraz, ancien vice-ministre des Terres, et Raúl Prada, ancien vice-ministre de la Planification, mais aussi ancien complice au sein de Comuna. Alors que ces « dissidents » appelaient à une « reconduction » du processus de transformation sociale bolivien, en critiquant notamment la politique économique misant sur l'extraction des ressources et l'absence de politique agraire ambitieuse, García Linera leur répondit par un opuscule au titre évocateur : *L'« ONGisme », maladie infantile du conservatisme*.

d'émancipation, en Bolivie, qui puisse combiner question indigène et question sociale.

L'absence de contextualisation qui caractérise l'importation dont l'œuvre d'Álvaro García Linera fait l'objet actuellement, et le peu de prudence dans le fait de l'ériger en autorité intellectuelle indiscutable quant à la politique bolivienne, au sein de la gauche radicale principalement, soulèvent donc un grand nombre de questions. Ainsi García Linera semble-t-il exempté pour le moment de tout examen critique eu égard à son prestigieux *pedigree* militant et aux cautions qui lui ont été conférées, sur un plan intellectuel, tant par le CLACSO, qui publie une anthologie dans une collection sur la pensée critique latino-américaine aux côtés notamment de José Carlos Mariategui ou Agustín Cueva, que par toute une série d'intellectuels influents qui se sont rendus en Bolivie à son invitation pour y donner conjointement des conférences (Toni Negri, Immanuel Wallerstein, Boaventura de Sousa Santos...). Dans la communauté scientifique francophone, sa « sacralisation » a été en quelque sorte atteinte par son intégration dans le panthéon des intellectuels critiques proposé par Razmig Keucheyan, dans son ouvrage *Hémisphère gauche*⁴⁹. Pourtant, cet examen, dont nous n'avons proposé qu'une esquisse, nous semble indispensable, et ce à deux égards. D'abord parce que l'analyse des textes de García Linera pose la question de la possibilité même d'élaboration d'une théorie de l'émancipation déconnectée de tout travail de terrain approfondi, sans quoi le risque de déboucher sur « une théorie sans sujet » continuera d'exister. Découvrez que le groupe social auquel vous prêtiez un potentiel révolutionnaire ne l'est peut-être pas vraiment, et c'est tout votre édifice théorique qui s'effondre... L'indulgence dont bénéficie le sociologue bolivien hors de Bolivie est à ce titre inquiétante. Ensuite parce que la position sociale occupée par García Linera actuellement devrait logiquement conduire la gauche radicale à (re)lire ses analyses à l'aune de sa position en tant que vice-président de l'État bolivien. Quoi que puisse affirmer García Linera sur sa distance vis-à-vis de cette responsabilité⁵⁰, il est indispensable pour les sociologues, *a fortiori* critiques, d'étudier la parole de leurs pairs au prisme de cette position pour le moins inhabituelle. Alors que la sociologie critique s'est précisément développée à partir de l'identification des ressorts symboliques de la légitimité du pouvoir, les sociologues s'en réclamant ne sauraient y renoncer au motif que le pouvoir en question serait de gauche et indianiste, ou parce qu'il serait géré par un sociologue critique, sous peine d'abdiquer face à ce qu'elle prétendait combattre, à savoir la fascination exercée par le pouvoir d'État.

⁴⁹ Keucheyan, R., *Hémisphère gauche*, Paris, Zones, 2010.

⁵⁰ Stefanoni, P., F. Ramirez et M. Svampa, *Las vías de la emancipación...*, op. cit., p. 87-88.

Bibliographie

- Albó, Xavier, Gonzalo Rojas Ortuste et Esteban Ticona alejo (1995), *Votos y wiphalas – Campesinos y pueblos originarios en democracia*, La Paz, Fundación Milenio/CIPCA.
- Bourdieu, Pierre (2001), *El campo político*, La Paz, Plural.
- Clastres, Pierre (1974), *La société contre l'État*, Paris, Minuit.
- Do Alto, Hervé (2007), « Ethnicité et classe dans les luttes populaires en Bolivie, de la Révolution nationale de 1952 au gouvernement d'Evo Morales », in Gabriel Vommaro (dir.), *La carte rouge de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, coll. Savoir/Agir, p. 49-73.
- (2011), « Note sur l'état de l'art : le MAS et la production des sciences sociales en Bolivie », document de travail, inédit.
- (2013), « Indianisme et démocratisation dans la Bolivie d'Evo Morales : vers une démocratie postcoloniale ? », in Franck Gaudichaud (dir.), *Amérique latine : émancipations en construction*, coll. Les cahiers de l'émancipation, Paris, Syllepse.
- García Linera, Álvaro (2008), *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Paris, Les prairies ordinaires.
- (2008), *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares*, Bogotá, Siglo del Hombre/CLACSO, coll. Pensamiento Crítico Latinoamericano.
- García Linera, Álvaro, Marxa Chávez León et Patricia Costas Monje (2004), *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia*, La Paz, Diakonia/Oxfam/Plural.
- Keucheyan, Razmig (2010), *Hémisphère gauche*, Paris, Zones.
- Laserna, Roberto (2004), *La democracia en el ch'enko*, La Paz, Fundación Milenio/CERES.
- Molina, Fernando (2006), *Evo Morales y el retorno de la izquierda nacionalista*, La Paz, Eureka.
- Patzi Paco, Felix (1999), *Insurgencia y sumisión – Movimientos indígena-campesinos (1983-1998)*, Comuna/Muela del Diablo.
- Poupeau, Franck (2008), *Carnets boliviens (1999-2007). Un goût de poussière*, Paris, Aux lieux d'être.
- Quijano, Anibal (1999), « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina », in Edgardo Lander (dir.), *Colonialidad del saber y eurocentrismo*, Buenos Aires, UNESCO/CLACSO.
- Rivera Cusicanqui, Silvia (2003), *Las fronteras de la coca – Epistemologías coloniales y circuitos alternativos de la hoja de coca : el caso de la frontera boliviano-argentina*, La Paz, Aruwiyiri/IDIS-UMSA.
- Rodríguez-Carmona, Antonio (2009), *El proyectorado. Bolivia tras 20 años de ayuda externa*, La Paz, Plural.
- Spedding, Alison (2003), « Reseña crítica a la producción intelectual del grupo Comuna », *La voz de la cuneta*, n° 3.

- (2005), *Kawsachun coca. Economía campesina cocalera en los Yungas y el Chapare*, La Paz, PIEB.
- Stefanoni, Pablo (2008), « Álvaro García Linera : pensando Bolivia entre dos siglos », introduction à Álvaro García Linera, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares*, Bogotá, Siglo del Hombre/CLACSO, coll. Pensamiento Crítico Latinoamericano.
- (2008), « El nacionalismo indígena como identidad política : la emergencia del MAS-IPSP (1995-2003) », in Bettina Levy et Natalia Gianatelli (dir.), *La política en movimiento. Identidades y experiencias de organización en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 311-378.
- Stefanoni, Pablo, Franklin Ramírez et Maristella Svampa (2009), *Las vías de la emancipación. Conversaciones con Álvaro García Linera*, Mexico, Ocean Sur.
- Suárez, Hugo José et al. (2000), *Bourdieu leído desde el sur*, La Paz, Ambassade de France en Bolivie/Alliance française de La Paz/Plural.
- Zavaleta Mercado, René (1986), *Lo nacional-popular en Bolivia*, Mexico, Siglo XXI.

* « Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique Latine : perspectives critiques », revue *IdeAs*, 8, Automne 2016 / Hiver 2017, mis en ligne le 16 décembre 2016, <http://ideas.revues.org/1684>.

OpenEdition : OpenEdition Books OpenEdition Journals Calenda Hypothèses

DOI / Références Télécharger

Accueil > Numéros > 8

FR EN

IdeAs

Idées d'Amériques

Recherche

Index

- Auteurs
- Mots-clés

Présentation

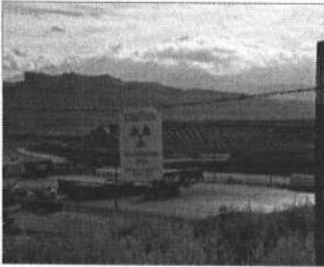
- Politique éditoriale
- Équipe éditoriale
- Comité de lecture
- Referencement

Auteurs et experts

- Comment soumettre un dossier à IdeAs Idées d'Amériques
- Consignes aux auteurs

8 | Automne 2016 / Hiver 2017

Ressources minières dans les Amériques : Mutations d'un continent



Numéro coordonné par Sandrine Tolazzi, Susanne Berthier-Foglar et Franck Gaudichaud en collaboration avec le comité de rédaction.

Secrétariat de rédaction : Claire Bouffard, avec la participation de Laura Henry

Informations sur cette image
Crédits : Susanne Berthier-Foglar

Susanne Berthier-Foglar, Franck Gaudichaud et Sandrine Tolazzi
Ressources minières dans les Amériques: Mutations d'un continent [Texte intégral]
Mineral resources in the Americas — a continent under mutation [Texte intégral | traduction]
Recursos mineros en las Américas: mutaciones de un continente [Texte intégral | traducción]

Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique latine : perspectives critiques

Franck Gaudichaud

- ¹ Les ressources minières - et plus généralement les ressources issues de la nature - sont au cœur de l'incorporation violente de la région latino-américaine au système-monde : les historiens nous rappellent à quel point la recherche de « El Dorado » constitue un facteur décisif de la conquête (fin XV^{ème} - XVI^{ème} siècles), puis de la consolidation du processus colonial jusqu'au XIX^{ème} siècle et, plus largement, de la dépendance des économies latino-américaines envers les exportations de minerais sur le marché global jusqu'à nos jours. La soif d'or et d'argent des colonisateurs espagnols - et européens - est essentielle au moment d'expliquer la dimension du pillage des matières premières qu'a représenté la colonisation des Amériques, mais aussi le système de domination socio-politique qui l'a accompagné, signifiant par là même un véritable génocide de nombreuses communautés indigènes, et une expérience de grande ampleur de destruction socio-culturelle pour l'ensemble des territoires des « Indes occidentales »¹. De nombreux travaux existent désormais sur cette phase d'accumulation primitive (mines, conquête de terres, travail forcé, etc.) au bénéfice des économies européennes, mais également sur les profonds déséquilibres que cela a signifié pour la construction des jeunes républiques indépendantes. Sans aucun doute, la structure sociale, économique et politique de l'Amérique latine reste encore marquée par cette expérience fondatrice (ainsi qu'ont pu le montrer, parmi d'autres, les études du grand économiste brésilien Celso Furtado). Mais au-delà des continuums historiques, et alors que le sous-continent a connu plusieurs cycles de « boom » des exportations minières suivis de crises successives, qu'en est-il aujourd'hui ? Au début des années 2000, l'exploration des ressources naturelles en Amérique latine représentait plus de 22% des investissements des entreprises de ce secteur dans le monde. Du Río Bravo à la Patagonie, la diversité et l'ampleur des richesses

naturelles, qu'elles soient minières, énergétiques, aquifères ou relatives à la biodiversité, sont immenses et aiguisent de nombreuses convoitises. A plus de deux siècles des indépendances, la problématique des produits miniers, leur utilisation par les États en faveur de politiques de développement et leur exploitation par d'importantes entreprises multinationales est au centre de grands débats quant à leur impact réel sur les économies locales, mais aussi en ce qui concerne le respect du droit international des communautés indigènes, de l'environnement et des souverainetés nationales.

- 2 La recherche et les universitaires latino-américains ne sont pas restés en marge de telles discussions qui ont ainsi lieu au sein de l'espace public et politique, en même temps qu'elles se déroulent dans le champ académique et scientifique, avec de nombreux allers-retours entre ces deux espaces. C'est d'ailleurs ce que vient rappeler la trajectoire de l'Équatorien Alberto Acosta, économiste reconnu de la FLACSO à Quito, ex-président de l'Assemblée constituante de 2007-2008 et aujourd'hui figure de proue de l'opposition (de gauche et écologiste) au président Rafael Correa. Certains intellectuels ont ainsi particulièrement mobilisé leur capital symbolique et culturel pour dénoncer et discuter – travaux à l'appui – les logiques et conséquences de « l'extractivisme », néologisme précisément né en Amérique latine et qui désigne, si l'on en suit la définition la plus connue proposée par l'Uruguayen Eduardo Gudynas, une forme particulière d'extraction de ressources minières et naturelles, marquée par une forte intensité d'extraction (en volume), des richesses majoritairement destinées à l'exportation et peu (ou pas) transformées au moment d'être exportées². Gudynas s'intéresse ici particulièrement aux activités minières, mais y inclut aussi l'exploitation pétrolière, les monocultures d'exportation, la pêche intensive, soit une visée très large d'exploitation industrielle de la nature liée à la globalisation économique³. Pour ces auteurs, il s'agit bien de s'engager contre ce qu'ils considèrent un « néocolonialisme » aux conséquences graves pour l'environnement et la démocratie ; et, en retour, leur objectif affiché est de participer à la co-construction d'une réflexion alternative sur les « droits de la nature » tels que discutés et institutionnalisés (via des Assemblées constituantes) en Bolivie et en Équateur au moyen de nouvelles politiques publiques environnementales et d'une « éthique biocentrique »⁴.
- 3 Bien entendu, de telles approches ne font pas consensus au sein de la communauté des chercheurs, du fait de leur engagement clairement militant, bien qu'indéniablement basées sur un travail de terrain et des données tout à fait solides. D'ailleurs, les publications critiques sur l'extractivisme ont désormais gagné du terrain dans l'ensemble du champ universitaire non seulement en Amérique latine, mais aussi en France⁵ (et dans le monde anglo-saxon⁶). C'est ce que viennent rappeler les publications que nous présentons ici, tout en soulignant qu'il ne s'agit là que de trois exemples d'une littérature abondante depuis quelques années, en particulier autour de la riche discussion existante sur le thème de la relation entre les gouvernements « progressistes » ou nationaux-populaires de la dernière décennie et la rente que représente l'extraction minière ou énergétique (pétrole, gaz) au moment de tenter de mener des politiques sociales redistributives.
- 4 Le premier ouvrage que nous présentons est issu d'un travail collectif coordonné par des universitaires de l'Université Autonome de Zacatecas et particulièrement de « l'Unité académique des Etudes du développement » de cette université qui publie depuis 2014 la revue *Estudios críticos del desarrollo*. Le second texte est un article rédigé pour l'importante revue *Ecuador Debate* par deux sociologues argentines et portant sur le modèle

d'extraction minière dans leur pays, écrit. Enfin, nous présentons la thèse de doctorat d'une collègue juriste publiée récemment par l'Harmattan et qui aborde la question extractiviste à l'aune des droits des peuples autochtones, un éclairage en français qui nous semble intéressant.

- 5 **Rodolfo García Zamora (Dir.), *Megaminería, extractivismo y desarrollo económico en América Latina en el siglo XXI*, Maporrua - Universidad Autónoma de Zacatecas, Zacatecas, 2015.**
- 6 Dans son introduction, l'économiste mexicain Rodolfo García Zamora souligne qu'au cours des vingt dernières années, l'Amérique latine a connu une augmentation notable de la part de l'extraction des ressources naturelles dans son PIB alors que de grands pays semi-industrialisés comme le Brésil ont connu un processus de *reprimarisation* de leurs économies⁷. Il rappelle qu'en lien avec les mobilisations collectives de communautés indigènes, de citoyens ou de collectifs écologistes, de nombreux chercheurs ont également commencé à envisager des modèles de développement « post-extractivistes » et y compris à parler de « post-développement », en lien avec le concept phare du « bien vivre » (Sumak Kawsay) défendu par certains peuples indigènes. L'économiste met néanmoins dos à dos, un peu rapidement il nous semble, ceux qu'il désigne comme les adeptes du « pachamamisme » qui souhaiteraient « conserver » la nature coûte que coûte et ceux défendant une exploitation minière à tout crin au nom de la croissance : García Zamora invoque de son côté une sorte de position médiane, soit une extraction contrôlée et « régulée » par l'État, dont la rente permettrait de « réduire les asymétries économiques et sociales existantes », en se basant sur les exemples de la Bolivie, du Venezuela et de l'Équateur des dernières années. A l'heure de la chute brutale du prix des minerais et des matières premières et au moment où ces gouvernements progressistes sont en crise, ce bilan est pour le moins optimiste, constat largement confirmé par les deux premiers articles de cet opus (articles suivis de plusieurs études approfondies notamment sur la situation au Mexique). En effet, la première de ces deux études s'intéresse aux gouvernements andins (Pérou, Bolivie, Équateur) et aux dimensions du « post-néolibéralisme » qu'ils revendiquent. Si le cas du Pérou de Ollanta Humala est clairement éloigné d'un tel appareil idéologique ou politique puisqu'il a démontré être au contraire adepte d'une politique pro-extraction minière très forte (au prix de nombreux affrontements avec les communautés, dont celles de la région de Cajamarca), les auteurs soulignent que le bilan d'Evo Morales et de Rafeal Correa est également ambigu. Ainsi, en Équateur, malgré le fait d'avoir inclus dans la nouvelle constitution la reconnaissance des « droits de la nature », la frontière extractive pétrolière et minière s'est déplacée et amplifiée vers des zones à haute densité en biodiversité. Même chose en Bolivie sous l'impulsion de la demande chinoise et, entre autres, suite à la découverte d'importants gisements de lithium dans le salar de Uyuni. Durant la période où les cours mondiaux étaient élevés, cette rente a effectivement permis une très nette amélioration des conditions sociales des populations les plus pauvres, des infrastructures et des services publics, dans des pays où l'urgence sociale est considérable. Cependant, l'objectif annoncé de la mise en place progressive d'une « matrice » alternative de développement (« soutenable », diversifiée et inclusive) apparaît aujourd'hui comme hors de portée, voire agitée à des fins électorales sans contenu solide. La nouvelle régulation étatique sur l'extraction minière et pétrolière, la négociation de nombreux contrats avec des entreprises étrangères porteuses de technologies avancées et l'investissement dans l'éducation n'auraient de ce fait pas signifié un dépassement réel du modèle économique

rentier, inégalitaire et dépendant « historique ». L'héritage, certes, pèse lourd et est ancré depuis plusieurs siècles : « pour des pays avec une longue histoire d'extraction minière et d'hydrocarbures, tels que la Bolivie et le Pérou, abandonner complètement les activités extractives est irréaliste ». Selon ces auteurs, il s'agirait plutôt de donner davantage de prérogatives à l'État, de commencer un processus audacieux de diversification économique et industrielle, d'interdire les pratiques extractives les plus polluantes ou dans des écosystèmes fragiles et de créer des politiques publiques garantissant la participation et le respect des droits des communautés, territoires et individus concernés par de telles activités.

- 7 **Maristella Svampa y Marian Sola Álvarez, “Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo: los marcos de la discusión en la Argentina”, *Ecuador Debate. Conflictos del extractivismo*, Quito, CAAP, no. 79, abril 2010, pp. 105-126.**
- 8 Il était intéressant de se plonger à nouveau sur ce texte de l'année 2010, car il comporte plusieurs concepts et analyses qui seront par la suite largement développés par Maristella Svampa, seule ou en tant que co-auteure : la sociologue argentine et Professeure à l'Université Nationale de La Plata est connue internationalement pour avoir proposé le concept de « Consensus des *commodities* », un « nouvel ordre économique et politico-idéologique » censé se substituer à celui du « Consensus de Washington », et désormais basé sur l'exportation de matières premières à grande échelle, sous contrôle de quelques grands groupes nationaux et surtout multinationaux⁸. On retrouve dans cet article les axes de recherche de Svampa sur les questions du « maldéveloppement » lié à l'activité minière, considérée comme l'une des « figures extrêmes » de l'extractivisme en Argentine⁹. D'autre part, l'analyse insiste aussi sur la question des formes de résistances sociales que génère cette activité au sein de certaines communautés affectées. La sociologue Marian Sola Álvarez (qui cosigne l'article) a précisément travaillé sur cette question des liens entre « megaminería » et conflits sociaux-environnementaux, par exemple dans la vallée de Famatina, province de La Rioja, en décryptant le rôle des gouvernements provinciaux dans ces contextes conflictuels. L'article qui nous intéresse ici souligne tout d'abord que l'Argentine fait partie des pays sud-américains à avoir intégré tardivement les activités minières à ciel ouvert et à grande échelle, à la différence de nations telles que le Mexique, le Pérou ou la Bolivie, pour devenir aujourd'hui le 6ème pays au monde en termes de potentiel d'exploitation minière (essentiellement de métaux tels que or, argent, cuivre et métaux dits « stratégiques »). L'un des points forts de cette recherche est précisément qu'elle propose une perspective comparatiste à l'échelle sous continentale, sans pour autant perdre de vue l'ancrage local : ici, la localité de Andalgalá, dans le nord-est argentin où le gouvernement provincial de Catamarca, après avoir accepté la mise en concession de larges territoires pour l'extraction de cuivre, or et molybdène par une entreprise canadienne, a dû affronter le rejet de nombreux voisins au nom de la défense de l'eau et de l'environnement. Ceci malgré les promesses de travail offertes par l'entreprise dans une des provinces les plus pauvres et inégalitaires du pays. Se forge alors un réseau complexe d'influences entre élites politiques locales, État central et entreprises minières transnationales (dans ce contexte précis *Yamana Gold*). La résistance citoyenne face à ce projet se développe suivant plusieurs répertoires d'action, dont des affrontements de rue et barricades face à la répression policière, en passant par de nombreuses assemblées de quartiers, jusqu'à l'organisation de la collecte de milliers de signatures présentées devant les tribunaux au nom du principe de « protection environnementale ». Tout en questionnant le discours entrepreneurial sur l'activité

minière « socialement responsable », les sociologues élargissent la focale et décrivent un « tournant eco-territorial » des mouvements sociaux sud-américains qui suivraient le rythme d'implantation des projets « mega-extractivistes ». Ces mouvements sociaux se fondent, la plupart du temps, autour d'assemblées de base et tendent désormais à s'articuler sur le plan national et international, avec par exemple le « Réseau des communautés affectées par la mine » (Red Cama). Ces expériences « d'écologie populaire » (pour reprendre la catégorie proposée par Martínez Alier) prennent sens grâce à une mise en valeur de la « territorialité », ainsi que par une revendication d'une nouvelle « matrice communautaire – indigène », qui va bien au-delà des espaces ruraux, construisant ainsi des symboles et un discours revendiquant les « biens communs » et le « bien vivre », notions opposées au « développementisme » minier des gouvernements progressistes.

- 9 **Delphine Couveinhes-Matsumoto, *Les droits des peuples autochtones et l'exploitation des ressources naturelles en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2016.**
- 10 Cet épais ouvrage de plus de 600 pages, issu d'un doctorat en droit public international présenté à l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) en 2012, fait également le constat d'une nette augmentation des conflits sociaux quant à l'exploitation des ressources naturelles (parmi lesquelles les minerais) : « En dépit des obligations internationales qui incombent aux États en la matière, particulièrement au regard de la Convention N°169 de l'OIT, les entreprises se voient accorder sans trop de difficulté des concessions pétrolières et minières sur les terres indigènes. Bien souvent, cette décision d'octroi est prise sans l'accord, et même sans la consultation des peuples autochtones les plus directement concernés. C'est pourquoi, à côté d'une exploitation des terres peu respectueuse des peuples autochtones et de leurs ressources, l'absence de consultation et de participation des communautés constitue en elle-même une source de conflit ». Le fil rouge de cette thèse est avant tout de questionner les instruments juridiques existants que peuvent invoquer les peuples indigènes en cas d'atteinte à leurs droits lors de tensions ou d'affrontements avec des entreprises minières ou pétrolières, mais aussi d'enquêter si de telles juridictions parviennent à assurer concrètement la protection desdites populations. Delphine Couveinhes-Matsumoto revient longuement sur les différents systèmes nationaux et internationaux applicables dans ces cas précis. Elle rappelle à juste titre qu'il s'agit d'un enjeu historique et ancien, lié à l'attachement des peuples autochtones à leurs terres ancestrales, et pas seulement pour une question d'accès aux ressources, mais aussi – surtout – en raison d'une relation collective, spirituelle et civilisationnelle à celles-ci. La référence à la terre est ainsi reconnue et omniprésente dans les instruments juridiques internationaux, dont la Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones (adoptée en 2006) et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), ratifiée en 1991. L'intérêt de cette focale juridique est précisément de décortiquer l'état du droit dans ce champ, tout comme les nombreuses difficultés au moment de son application ou encore de son interprétation. Ainsi l'insaisissabilité et l'inaliénabilité des terres indigènes tout comme l'imprescriptibilité des droits collectifs qui y sont liés entrent souvent en conflit direct avec la revendication de souveraineté de l'État sur les ressources du territoire national : est-il possible « que la souveraineté de l'État soit limitée par une certaine forme de souveraineté des peuples autochtones, qui serait issue de leur possession de la terre antérieure à la formation de l'État » ? Une communauté indigène et l'État peuvent-ils revendiquer de manière *concomitante* des droits similaires

sur un même territoire donné quant au choix d'exploiter ou non les ressources qu'il enserme ? Une question clef, hautement politique, qui est au cœur de nombreux affrontements entre communautés, gouvernements nationaux et entreprises minières, ceci alors que les États sont censés garantir la protection des peuples autochtones, particulièrement leurs droits à la consultation préalable et à se doter de formes institutionnelles, sociales, économiques autonomes. Cet ensemble de protections est, en principe, désormais reconnu y compris par le système interaméricain ou par des juges nationaux (cas analysés dans la deuxième partie du livre). Le rapport tendu et contradictoire entre exploitation minière menée au nom du « développement », préservation nécessaire de la biodiversité face à la crise climatique globale et respect des droits des peuples indigènes est ainsi dévoilé. Un exemple récent de tentative originale de réponse à cette problématique complexe a été celui du projet « Yasuní-ITT » en Équateur, qualifié de proposition « innovatrice et audacieuse » par l'auteure. La proposition de Rafael Correa d'abandonner les projets d'exploitation pétrolière (et de minerais) d'une vaste zone de forêt du pays à très forte biodiversité et où vivent des populations indigènes, en échange d'une compensation internationale (partielle) a soulevé un intérêt mondial. Néanmoins, les difficultés au moment de sa mise en œuvre et son abandon ultérieur par le président Correa ont suscité un fort désenchantement bien au-delà des rangs écologistes...¹⁰ Dans sa conclusion, Couveinhas-Matsumoto met en lumière qu'un pas important vers le respect des droits indigènes et leur autodétermination serait tout d'abord que toute concession minière ou pétrolière soit consacrée juridiquement par « le principe de consentement libre, préalable et informé ». D'autre part, il reste urgent de combattre les diverses formes « de collusion ou de complicité des États et des entreprises étrangères exploitant les ressources naturelles, dans la violation des droits autochtones ».

NOTES

1. Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol (XVIe-XVIIIe siècle)*, Paris, Gallimard, 1988.
2. Eduardo Gudynas, "Extracciones, extractivismos y extrahecciones: un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales", Observatorio del desarrollo, N°18, Montevideo, www.extractivismo.com/documentos/GudynasApropiacionExtractivismoExtrahec (consulté le 24-09-2016).
3. Cette définition peut d'ailleurs être critiquée, y compris par des « chercheurs-activistes » telles que la journaliste d'investigation Ana Bednik dont la publication récente constitue l'un des ouvrages en français les plus complets et les plus fouillés à ce sujet : Ana Bednik, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Paris, Le passager clandestin, 2016.
4. Voir Alberto Acosta, "El Buen Vivir, una oportunidad por construir", *Ecuador Debate*, Quito, 75, 2008, pp. 33-47 et Eduardo Gudynas, *Derechos de la naturaleza. Ética biocéntrica y políticas ambientales*, Buenos Aires, Argentina, Editorial Tinta Limón, 2015.
5. Voir Miriam Lang et Dunia Mokrani (dir.), *Au-delà du développement », critiques et alternatives latino-américaines*, Paris, Ed. Amsterdam, 2014.

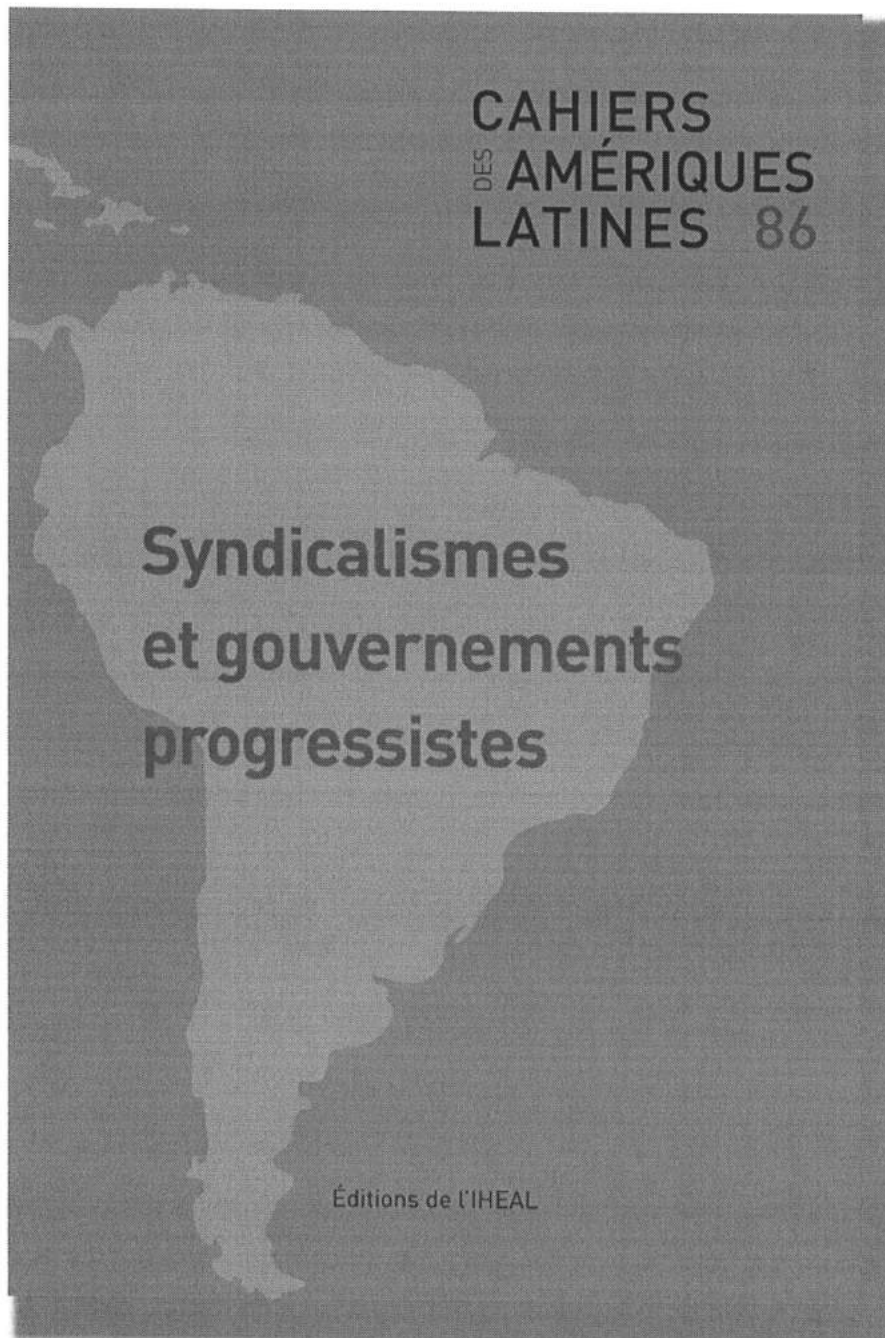
6. Voir Kalowatie Deonandan and Michael L. Dougherty (Éds.), *Mining in Latin America : critical approaches to the new extraction*, London, Routledge, 2016.
 7. Phénomène confirmé et détaillé par : Pierre Salama, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris, Coll. U, Armand Colin, 2012.
 8. Cf. Maristella Svampa, "Consenso de los 'Commodities' y lenguajes de valoración en América Latina", *Nueva Sociedad*, 244, marzo - abril 2013, <http://nuso.org/articulo/consenso-de-los-commodities-y-lenguajes-de-valoracion-en-america-latina/?page=5> (consulté le 22/09/2016).
 9. Voir également : Maristella Svampa y Enrique Viale, "El modelo minero como figura extrema del extractivismo" in *Maldesarrollo, La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Katz editores, 2014.
 10. Sur cette question, on consultera en français : Matthieu Le Quang, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Équateur », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 130, 2016, <http://chrhc.revues.org/4998> (consulté le 27 septembre 2016).
-

AUTEUR

FRANCK GAUDICHAUD

Franck Gaudichaud est maître de conférences en histoire et civilisation de l'Amérique Latine à l'Université Grenoble Alpes et membre de l'ILCEA4 (EA 7356). franck.gaudichaud@univ-grenoble-alpes.fr

* (avec Thomas Posado), « Introduction. Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ? », *Cahiers des Amériques Latines*, N° 86, 2017, mis en ligne en février 2018, URL : <http://journals.openedition.org/cal/8347>.



Cahiers des Amériques latines

86 | 2017 :

Syndicalismes et gouvernements progressistes

Dossier. Syndicalismes et gouvernements progressistes

Introduction. Syndicats et gouvernements latino- américains : une réinstitutionnalisation ?

FRANCK GAUDICHAUD ET THOMAS POSADO

p. 17-29

Texte intégral

- ¹ « Presque toujours subordonné à des partis qu'ils ne contrôlent pas », le mouvement syndical latino-américain a une relation très forte au politique [Touraine, 1988, p. 283]. Cette relation a connu différentes modalités : la phase « héroïque » (1880-1930), « institutionnelle » (1940-1970) puis « d'exclusion » (à partir des années 1990) [Zapata, 1993, p. 21-47]. Durant le cycle ascendant des gouvernements « progressistes » (1999-2015), cette relation a été profondément transformée, d'autant que trois chefs d'État sont issus du champ syndical (Lula au Brésil, Evo Morales en Bolivie, Nicolás Maduro au Venezuela).
- ² Après deux décennies de marginalisation, les études sur le syndicalisme régional et « la forme syndicale » jouissent d'un certain regain d'intérêt, y compris dans une perspective comparatiste [Abal Medina, Fornillo et Wyczykier, 2012 ; Fornillo et Schiavi, 2013]. Mais les évolutions du syndicalisme dans le nouveau contexte des gouvernements progressistes, leurs relations complexes aux gouvernements, les dynamiques ouvertes par les réformes du travail, restent encore largement à explorer. Ainsi la relation entre gouvernements et mouvements sociaux est « une problématique intéressante et a reçu une

attention universitaire relativement marginale » [Campos, Prevost et Vanden, 2012, p. 14]. Or les organisations syndicales demeurent une des principales composantes des mouvements sociaux, même si elles ont perdu la centralité qu'elles avaient au ^{xx}e siècle [Collier et Etchemendy, 2007]. Dans un contexte dans lequel ces gouvernements « progressistes » ou « nationaux-populaires » latino-américains sont aujourd'hui plutôt en reflux [Gaudichaud, 2015 ; Posado, 2016], les difficultés auxquelles se heurtent ces gouvernements accroissent la pertinence de ce questionnement.

- 3 Ce dossier propose un regard critique et pluriel sur les mutations en cours au sein du champ syndical, à partir d'études de terrains approfondies en Argentine, Bolivie, Équateur et Nicaragua. Trois objets d'étude sont privilégiés par leurs auteurs : les politiques publiques mises en œuvre par les gouvernements progressistes en particulier dans les réformes des relations de travail, les reconfigurations du syndicalisme et son répertoire d'action à l'époque contemporaine, et, enfin, l'interprétation que nous pouvons tirer de cette relation entre mouvement syndical et gouvernements progressistes. Notre hypothèse centrale est que se maintient une tension, différenciée selon les pays, entre cooptation, autonomie et confrontation.

La déconstruction du lien État et mouvement syndical durant la période néolibérale

- 4 La relation entre le mouvement syndical et l'État dans l'Amérique latine de la première moitié du ^{xx}e siècle a souvent été pensée à l'aune du néo-institutionnalisme historique [Collier et Collier, 1991]. Toutefois, à partir des années 1980 et 1990, on constate une certaine « schizophrénie » entre des Constitutions qui s'affirment toujours protectrices et des législations qui le sont de moins en moins [Uriarte, 2009, p. 41]. L'Amérique latine connaît des réformes néolibérales mises en œuvre sous la pression des agences financières internationales au nom de la recherche de la compétitivité économique. Ces dernières ont profondément modifié le champ syndical latino-américain : privatisation de secteurs publics fortement syndicalisés, baisse du taux de syndicalisation y compris dans le secteur demeurant sous contrôle public, forte dislocation du lien partis/État/syndicats, transformation profonde du salariat, désindustrialisation, dérégulations du droit du travail, pertes des identités de classe... Les régimes de retraite sont alors privatisés avec des intensités diverses dans douze pays latino-américains. La précarité et l'informalité se développent. Les bastions de la classe ouvrière industrielle qui formaient les noyaux durs d'un syndicalisme fortement organisé et politisé dans les pays du Cône Sud ont été profondément affectés, voire littéralement laminés, aussi bien par les régimes autoritaires des années 1970-1980 que par l'onde de choc néolibérale des années 1980-1990 [Roxborough, 1997]. Le lien corporatiste entre État et mouvement syndical a été profondément ébranlé [Cavarozzi et Garretón, 1989] jusqu'à la destruction parfois, malgré le maintien des arrangements existants [Oxhorn, 1988 ; Collier et Handlin, 2009].
- 5 Le mouvement syndical latino-américain est divisé sur l'attitude à adopter face à ces changements : entre militantisme de confrontation et négociation avec les gouvernements pour minorer les effets des réformes [Murillo, 2005, p. 15]. Au Brésil, le mouvement syndical a contribué au rétablissement de la démocratie en

1985. L'aile majoritaire du syndicalisme, organisée dans la Centrale unique des travailleurs (CUT) conserve une opposition aux gouvernements néolibéraux des années 1990 (Collor, Franco, Cardoso). Toutefois, le nombre de grèves chute de moitié au cours de cette décennie et les revendications des grévistes deviennent fondamentalement défensives [Boito, Galvão et Marcelino, 2015]. Ces éléments ont conduit la plupart des chercheurs à évoquer une crise profonde du syndicalisme brésilien [Rodrigues, 2002 ; Cardoso, 2003]. En Argentine, la principale centrale syndicale, la Confédération générale du travail opte pour la négociation avec le gouvernement, démobilisant ses adhérents en échange de quelques concessions organisationnelles. Elle subit alors la scission de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA) et du Mouvement des travailleurs argentins (MTA), plus critiques envers le gouvernement. Le syndicalisme argentin connaît toutefois une « période d'hibernation » dans les années 1990 selon le mot de Martín Armelino [Armelino, 2011, p. 34]. Au Venezuela également, la principale centrale syndicale, la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) signe en 1997 la modification des prestations sociales, pourtant défavorable aux travailleurs et accélère son discrédit. Ce fut « la goutte d'eau qui fit déborder le vase » selon des spécialistes du monde syndical vénézuélien [Arrieta et Iranzo, 2009, p. 169].

Des politiques publiques plus favorables aux salariés

- 6 L'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche, progressistes ou nationaux-populaires, à partir de 1999 a créé une « conjoncture critique » qui reconstruit dans plusieurs de ces pays un lien État-syndicat, démantelé durant la période néolibérale. Des politiques néodéveloppementistes et redistributives sont mises en œuvre. En même temps, le retour de l'État-régulateur, une nouvelle politisation de la question sociale et l'avènement de plusieurs *leaderships* charismatiques et hyperprésidentialistes, proclamant l'avènement d'une époque « post-néolibérale » [Gaudichaud, 2008 ; Dabène, 2012], tendent à remettre en cause l'autonomie des mouvements sociaux en général et du mouvement syndical en particulier. Ces gouvernements sont, en partie, le débouché politique de mouvements sociaux qui se développent aux marges des organisations syndicales [Varela, 2011 ; Abal Medina et Diana Menendez, 2011].
- 7 De nouvelles politiques publiques sont mises en œuvre pour encadrer les relations de travail. Elles améliorent le quotidien des salariés en Uruguay [Ventura, 2015]. En Argentine, les augmentations successives du salaire minimum entre 2003 et 2006 obligent syndicats et patronat à reprendre à la fois les discussions de branches (appelées *paritarias*) et au niveau local permettant de revoir l'échelle des salaires indiquée dans les différentes conventions. Ces négociations augmentent de manière continue de 2004 à 2010 passant de 348 homologations par le ministère du Travail en 2004 à 1 620 en 2010 [Subsecretaría de Programación Técnica y de Estudios Laborales del Ministerio de Trabajo, 2011]. Cette dernière année, le nombre d'accords et de conventions signées entre les syndicats et le patronat dépasse celui de l'ensemble des années 1990 [Novick et Trajtemberg, 2000]. Le système de retraites est ré-étatisé. Au Brésil également, un mécanisme de rehaussement significatif du salaire minimum est mis en place. La baisse du chômage a permis d'améliorer le quotidien de la population et de favoriser la syndicalisation. Comme il a été démontré qu'un fort taux de chômage constitue une cause importante de

désyndicalisation [Visser, 1993, p. 28-31], l'évolution inverse entraîne les effets contraires. Toutefois, le syndicalisme brésilien demeure dans le carcan de la *Consolidação das Leis Trabalhistas* (CLT), le cadre juridique des relations de travail établi par Getúlio Vargas, qui rend les syndicats dépendants de l'État à la fois au niveau financier et juridique et inhibe l'organisation dans l'entreprise [Boito, 1991]. Il s'agit ainsi d'« une des institutions les plus stables du Brésil contemporain » selon Thomas Collombat [Collombat, 2017]. Les gouvernements du Parti des travailleurs (PT) ont abandonné toute refonte majeure de la CLT. Au Venezuela, la Loi du travail, des travailleuses et des travailleurs (Lottt) adoptée en avril 2012 annule les effets de la réforme de 1997 en termes de prestations sociales, de conditions de licenciement et de nombre des jours fériés. En outre, elle augmente les primes de vacances et de fin d'année, réduit le temps de travail hebdomadaire de 44 à 40 heures, double le congé maternité, instaure un congé paternité et proclame la fin de la sous-traitance [Posado, 2015, p. 208-211]. Cette loi est significative de l'articulation entre incitations et contraintes [Collier et Collier, 1979]. Dans cette même loi qui augmente les droits individuels des salariés, d'autres dispositions restreignent les droits collectifs : obligation pour chacune des organisations syndicales de s'inscrire dans un registre où est déposée la liste de l'ensemble des affiliés, institution de conseils de travailleurs aux prérogatives similaires à celles des syndicats, détermination contraignante des objectifs et fonctions des organisations syndicales [Richter, 2012]. Des législations limitant le mouvement syndical ont également été adoptées en Équateur comme l'explique Magali Marega dans son article.

- 8 La mise en œuvre de politiques publiques plus protectrices des salariés peut entrer en contradiction avec certaines fonctions que les syndicats assuraient jusqu'alors. On peut citer sur ce point la déclaration du secrétaire général du syndicat *Luz y Fuerza* en Argentine : « le jour où il [le gouvernement] veut toucher aux œuvres sociales [dont les fonds sont administrés par les syndicats], les étatiser, les privatiser ou vouloir leur faire quoi que ce soit, nous allons lui déclarer la guerre totale, il devra tous nous tuer » [Schinkman, 2012].

Reconfigurations du champ syndical et de son répertoire d'action

- 9 Ces transformations juridiques sont le reflet d'une évolution du rapport de force où les salariés sont, à nouveau, dans une position offensive. La conflictualité au travail augmente au Chili où les grèves illégales dans le secteur privé dépassent le nombre de grèves légales comme le démontre Rodrigo Medel Sierralta dans sa contribution. En Argentine, après la crise de 2001, on compte deux fois plus de grèves qu'à la fin des années 1990 [Armellino, 2011, p. 44]. Dans ce dernier pays, l'absence de liens solides entre la direction et la base des syndicats débouche sur la non-acceptation par les salariés des accords conclus en leur nom, suscitant des revendications autour des conditions de travail dans le secteur de l'alimentation notamment [Armellino, 2011, p. 49]. Au Brésil, depuis 2004, on constate un nouveau cycle de grèves centrées sur l'augmentation de salaires, principalement durant les périodes officielles de réajustement salarial. De fait, elles sont, dans la majorité des cas, victorieuses [Boito, Galvão et Marcelino, 2015]. À partir de 2008, selon le Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (Dieese), le nombre de grèves est exponentiel, surtout dans le secteur privé. Ce sont en grande partie des offensives pour obtenir de nouvelles conquêtes sociales [Dieese, 2015].

¹⁰ Les chercheurs spécialisés sur les relations de travail distinguent l'idéal-type du syndicalisme de « partenariat social » et celui du syndicalisme de « mouvement social ». Ce dernier innove dans la forme et dans les stratégies d'action, donnant une grande importance à la grève. Politisé, il cherche à établir un rapport entre des préoccupations spécifiques et des revendications politiques et sociales plus étendues, aussi bien que des alliances avec d'autres mouvements sociaux [Hurd et Turner, 2001]. Ce syndicalisme radical, très militant, aurait émergé dans le secteur ferroviaire français et britannique dans la première décennie du XXI^e siècle, en ce qui concerne l'Europe de l'ouest [Mathers, Taylor et Upchurch, 2011 ; Connolly et Darlington, 2012]. D'autres études centrées sur l'Amérique latine, relativisant l'idée d'un « nouveau syndicalisme » qui aurait surgi à l'orée des années 2000, préfèrent décrire un processus de « revitalisation syndicale » et de réaffirmation d'un « syndicalisme sociopolitique », voire « social-communautaire », tissant des liens au plan communal et territorial avec d'autres secteurs en lutte et affirmant des revendications qui dépassent largement les lieux de travail et corporatifs. En ce sens, on peut proposer l'idée d'une politisation du champ syndical [Campusano *et al.*, 2017(a)].

¹¹ Ce type de protestations émerge au Chili dans la période 2006-2010 au sein du syndicalisme minier, mais aussi portuaire : le cas de l'Union portuaire constitue un exemple clair de ce mode d'organisation combative et territoriale, alors que le rôle du Parti communiste à la présidence de la principale centrale syndicale (*Central Unitaria de Trabajadores*) à partir de 2012, reste plus ambigu en alternant « politisation » sur le plan discursif et des pratiques de contention des conflits, davantage dépendants d'agendas institutionnels [Campusano *et al.*, 2017(b)]. En Argentine, Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cato et Pierre Rouxel nous présentent ici un « syndicalisme de base », implanté dans des *comisiones internas*. Doté de ses propres répertoires d'actions, il s'émancipe des directions syndicales péronistes traditionnelles dans la banlieue de Buenos Aires en s'opposant à la précarité des conditions de travail d'une grande partie des travailleurs. Au Brésil, l'alliance entre le PT et la CUT (*Central Única dos Trabalhadores*) constitue « la pierre d'assise de la victoire électorale » [Collombat, 2017]. La CUT obtient en 2007 la reconnaissance légale des centrales syndicales par la fixation d'un seuil minimum de membres. Cette relation privilégiée avec le gouvernement se traduit par une « modération du programme politique » de la centrale [Boito, Galvão et Marcelino, 2015]. La CUT subit par conséquent la sécession de plusieurs petites organisations plus revendicatives : Conlutas (proche du *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado* – PSTU – trotskiste), Intersindical (proche du *Partido Socialismo e Liberdade* – PSOL), la Centrale des travailleurs du Brésil (proche du *Partido Comunista do Brasil* – PCdoB), qui revendiquent notamment la fin de la sous-traitance pour tout type d'activité. Au Venezuela, contre les tentatives de renversement d'Hugo Chávez, une nouvelle centrale syndicale émerge en 2003, l'Union nationale des travailleurs (UNT). En son sein, une tendance plus radicale soutient l'occupation par les travailleurs des entreprises abandonnées par leur employeur, revendique le respect et la renégociation de leur convention collective dans le secteur public, propose l'élimination du travail temporaire et avertit contre les atteintes au droit du travail dans les coopératives qui se multiplient [Ellner, 2011, p. 204-205]. En Équateur, le mouvement syndical qui agit conjointement à la principale structure indigène, la Conaie (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*) obtient le renversement de plusieurs présidents puis l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa, avant de s'opposer à son gouvernement et de réaliser un cycle de plusieurs manifestations entre 2014 et 2015, toujours avec le même type d'alliances.

¹² Toutefois, le taux de syndicalisation reste faible avec une moyenne de 16 % dans l'ensemble de la région, avec des disparités importantes entre les pays du Cône Sud (32 % en Argentine ; 25 % en Uruguay ; 18 % au Brésil) et l'Amérique centrale ou dans l'espace caribéen où les niveaux sont inférieurs à 10 % [Confédération syndicale des Amériques, 2013]. Ces centrales syndicales se heurtent au défi de la syndicalisation de travailleurs informels, qui atteint un niveau important dans l'ensemble du sous-continent, au Brésil notamment où la structure syndicale empêche l'organisation des travailleurs sans contrat [Berg, 2011, p. 128]. En Argentine, deux organisations ont tenté de s'implanter telle la CTA fondée avec pour idée-force « la nouvelle usine est le quartier » et la Confédération des travailleurs de l'économie populaire (CTEP) qui parvient à obtenir la « personnalité sociale » mais pas la « personnalité professionnelle » du gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner, contribuant à ce que Paula Abal Medina appelle l'« autre mouvement ouvrier » [Abal Medina, 2014]. Au Nicaragua, une Confédération des travailleurs indépendants (*Confederación de trabajadores por Cuenta Propia* – CTCP), finement étudiée par Julien Dufrier dans son article, est parvenue à obtenir une reconnaissance institutionnelle du gouvernement sandiniste. En Bolivie, les défis pour la syndicalisation concernent un secteur de la population inédit, les adolescents, le pays andin étant le seul pays au monde à autoriser le travail dès l'âge de dix ans en contradiction avec les conventions de l'Organisation internationale du travail [Fontana, Grugel, 2016].

¹³ Dans plusieurs pays, le cycle de gouvernements progressistes est le moment d'une atomisation du champ syndical. En Argentine, les centrales syndicales apportent dans un premier temps un soutien enthousiaste à Néstor Kirchner mais, pendant le premier mandat de Cristina Fernández de Kirchner, les deux centrales syndicales (CGT, CTA) scissionnent entre fractions favorables (CGT-Balcarce, CTA-T) et opposantes (CGT-Azopardo, CTA-A) au gouvernement, créant un champ syndical atomisé. Les différentes CGT ont décidé de se réunifier en août 2016, avec une direction collégiale qui conduit désormais la confédération historique [Bruschtein, 2016]. Au Venezuela, l'UNT impose autour des clivages autonomie ou dépendance à l'égard du gouvernement, priorité aux revendications économiques ou prévalence de la défense du processus politique. Une nouvelle confédération syndicale est créée, la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs de la ville, des champs et de la pêche (CBST-CCP) [Posado, 2015, p. 293-301]. Elle se donne pour objectif d'être « une centrale politico-syndicale pour réaliser la continuité entre le haut-gouvernement et la classe ouvrière¹ ». En Équateur, Magali Marega révèle dans son article la promotion d'une centrale unique des travailleurs d'Équateur par le gouvernement face à la coordination des centrales syndicales historiques, le Front unitaire des travailleurs (FUT). Dans ces trois pays, les pouvoirs exécutifs ont suscité des organisations syndicales parallèles défendant leur action. Le clivage en faveur ou en défaveur du gouvernement y est désormais plus structurant que l'opposition traditionnelle entre organisations plus radicales ou plus conciliantes à l'égard des employeurs. On retrouve cette caractéristique dans le Nicaragua sandiniste comme le montre Julien Dufrier dans son article. Ces pratiques sont paradoxales au moment où les confédérations syndicales supranationales s'unifient en 2008 dans la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques.

Au-delà du triptyque cooptation/autonomie/confrontation

¹⁴ L'inclusion ou la cooptation de dirigeants syndicaux dans les structures étatiques en vue de contenir la conflictualité du travail se développe particulièrement en ce début de XXI^e siècle. Le mouvement syndical n'est pas seulement un allié du processus « progressiste », mais un acteur constitutif de celui-ci. Cette cooptation peut également être source de conflit entre le mouvement syndical et la coalition au pouvoir. En Argentine, à partir des années 1980, le nombre de députés issus du mouvement syndical diminue au profit du groupe des gouverneurs et des maires du courant *Renovación Peronista* [Gutiérrez, 2001 ; Levitsky, 2005]. Lorsque Néstor Kirchner accède au pouvoir, la CGT soutient le nouveau gouvernement lui permettant de compter un allié dans la renégociation collective précédemment décrite et d'un relais puissant lors des échéances électorales. En échange, la centrale syndicale bénéficie d'avantages, ré-instituant le lien corporatiste démantelé durant la période ménémiste néolibérale : subventions spéciales, part d'actions dans certaines entreprises renationalisées, postes de responsabilités dans des institutions étatiques (comme la superintendance de l'assurance de santé) [Armelino, 2011, p. 51]. Gabriel Merino et Soledad Stoessel décrivent dans leur article la trajectoire du dirigeant syndical des camionneurs, alors secrétaire général de la CGT, Hugo Moyano, qui rompt avec le gouvernement kirchnériste face au refus d'incorporer davantage de syndicalistes sur les listes des candidats de la majorité sortante aux prochaines élections générales. La Bolivie et le Brésil constituent deux cas exceptionnels où le parti au pouvoir (MAS en Bolivie et PT au Brésil) a été partiellement constitué par des syndicalistes. Les tensions qu'engendre cette inclusion sont concrètement analysées par Romain Busnel dans sa contribution. Au Brésil, plusieurs dirigeants de la CUT passèrent au gouvernement, non seulement au ministère du Travail mais aussi dans d'autres secteurs [Collombat, 2017]. Si la participation syndicale dans les institutions étatiques s'intensifie et augmente l'influence du syndicalisme, le mouvement syndical ne dirige pas pour autant l'État [Boito, Galvão et Marcelino, 2015].

¹⁵ Au-delà du dilemme confrontation, autonomie ou cooptation posé avec acuité à l'ensemble des acteurs sociaux mobilisés dans le contexte du « tournant à gauche » latino-américain, les gouvernements progressistes espèrent compter sur des « tensions créatives » entre État et mouvements sociaux pour consolider leur programme de réformes sociopolitiques [García Linera, 2011]. C'est ainsi que le vice-président bolivien Álvaro García Linera nomme ces « contradictions » jugées « secondaires », des « contradictions au sein du peuple » selon l'expression de Mao Tsé-Toung, dépassables avec des « méthodes démocratiques de persuasion, le dialogue ». Le numéro deux de l'État andin propose comme exemples « l'affrontement entre la ville et la campagne, les travailleurs et le patronat patriote bolivien, les indigènes et les non-indigènes » [García Linera, 2011, p. 26] avec « la conversion du signifiant de peuple à toutes et tous les Boliviens sans exception » [García Linera, 2011, p. 39].

¹⁶ Pourtant, au-delà de l'approche théorique, la réalité empirique depuis le retournement de conjoncture politique à l'automne 2015 infirme l'hypothèse de « tensions secondaires » entre gouvernements et mouvements sociaux susceptibles de « se résoudre à long terme ». Même dans le cas bolivien, où la crise des gouvernements progressistes est moins prononcée qu'en Argentine, au Brésil ou au Venezuela, la défaite au référendum sur la réélection du président et le vice-président en février 2016 laisse entrevoir une alternance politique plus probable que l'avènement d'« une dissolution de l'État dans la société ». Les études ethnographiques permettent ainsi de dépasser le dilemme entre cooptation et autonomie, présent chez chaque acteur, mais aussi les théories binaires ou simplificatrices du vice-président et sociologue bolivien [Marticorena

et Vasallo, 2016].

Conclusion : une réinstitutionnalisation limitée

- ¹⁷ La relation entre le mouvement syndical et les gouvernements progressistes à l'époque contemporaine apparaît comme celle d'une réinstitutionnalisation limitée, en termes de politiques publiques, de reconfigurations du champ syndical et par son rapport spécifique aux exécutifs. La reconstitution d'un lien entre l'État et le mouvement syndical marque un nouvel âge : l'âge post-néolibéral [Sader, 2008]. L'État doit réguler les relations de travail, impératif négligé durant la période néolibérale. Cette nouvelle vague d'institutionnalisation a des caractéristiques communes avec celle du milieu du ^{xx}e siècle mais possède également quelques spécificités [Rossi, 2015]. Le mouvement syndical n'est qu'une composante au sein d'un espace plus large, celui des mouvements sociaux [Mathieu, 2012]. L'institutionnalisation actuelle a une base plus territoriale que corporatiste, tous les programmes sociaux étant distribués sur la base du lieu de résidence (l'Allocation universelle par fils pour la protection sociale en Argentine, la *Bolsa Familia* au Brésil, les missions au Venezuela...) plutôt qu'en fonction du lieu de travail comme les anciennes *obras sociales* argentines par exemple.
- ¹⁸ Cette nouvelle institutionnalisation et/ou cooptation « par le haut » des acteurs syndicaux est cependant limitée et le taux de syndicalisation reste encore modeste, malgré une hausse depuis quelques années. De plus, les améliorations sociales de l'ère progressiste sont aujourd'hui rognées sous les effets conjugués d'une crise économique qui impacte fortement l'Amérique latine depuis 2014 et d'un retour des droites au pouvoir. Cela d'autant plus que les augmentations de salaires n'ont pas représenté le principal vecteur de la redistribution de richesses (ce qui pose le problème de la pérennité de ces politiques publiques en contexte de baisse des revenus de l'État et d'absence de transformation structurelle des relations sociales de production).
- ¹⁹ Cette nouvelle période qui s'ouvre représente un défi pour le mouvement syndical : sa réinstitutionnalisation survivra-t-elle à la perte d'hégémonie des gouvernements progressistes ? Est-on entré dans une phase de revitalisation d'un syndicalisme plus autonome des gouvernements et davantage « mouvementiste » ?

Bibliographie

- ABAL MEDINA Paula, DIANA MENENDEZ Nicolás (dir.), *Colectivos resistentes: procesos de politización de trabajadoras en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2011.
- ABAL MEDINA Paula, FORNILLO Bruno et WYCZYKIER Gabriela (dir.), *La forma sindical en debate*, Buenos Aires, Nueva Trilce ediciones, 2012.
- ABAL MEDINA Paula, *Ser solo un número más: trabajadoras jóvenes, grandes empresas y activismos sindicales en la Argentina actual*, Buenos Aires, Biblos, 2014.
- ARMELINO Martín, « Syndicats et politique sous les gouvernements kichnéristes », *Problèmes d'Amérique latine*, 2011, n° 82, p. 33-53.
- ARRIETA José Ignacio et IRANZO Consuelo, *El movimiento sindical en Venezuela: su historia, su hacer y sus relaciones*, Caracas, UCAB, 2009.
- BERG Janine, « Laws or Luck? Understanding Rising Formality in Brazil in the 2000s », in Lee SANGHEON, Deirdre MCCANN (dir.), *Regulating for Decent Work*, Genève, OIT, 2011,

p. 123-150.

BOITO Armando, *O sindicalismo de Estado no Brasil: uma análise crítica da estrutura sindical*, São Paulo/Campinas, Hucitec/Unicamp, 1991.

BOITO Armando, GALVÃO Andréia et MARCELINO Paula, « La nouvelle phase du syndicalisme brésilien (2003-2013) » [en ligne], *Cahiers des Amériques latines*, n° 80, 2015 [consulté le 21 juillet 2017]. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/cal/4184>

DOI : 10.4000/cal.4184

BRUSCHTEIN Julián, « Un triunvirato para unificar a la CGT » [en ligne], *Página 12*, 22 août 2016 [consulté le 4 juin 2017]. Disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307485-2016-08-22.html>

CAMPOS Carlos Oliva, PREVOST Gary et VANDEN Harry, « Introduction », in Carlos Oliva CAMPOS, Gary PREVOST et Harry VANDEN (dir.), *Social Movements and Leftist Governments in Latin America: Confrontation or Co-optation?*, Londres, Zed Books, 2012, p. 1-22.

DOI : 10.1016/S1077-7229(02)80037-2

CAMPUSANO Karim *et al.*, « Conflictividad laboral y politización en los procesos de trabajo: una propuesta teórica para el análisis de la trayectoria reciente del movimiento sindical chileno » [en ligne], *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2017(a) [consulté le 25 septembre 2017]. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70626>

CAMPUSANO Karim *et al.*, « Conflictividad laboral y politización: una aproximación a las orientaciones políticas del sindicalismo en el “neoliberalismo maduro”, 1989-2015 » [en ligne], *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2017(b) [consulté le 25 septembre 2017]. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/70639>

CARDOSO Adabelto, *A década neoliberal e a crise dos sindicatos no Brasil*, São Paulo, Boitempo, 2003.

CAVAROZZI Marcelo et GARRETÓN Manuel, *Muerte y resurrección: los partidos políticos en el autoritarismo y las transiciones en el Cono Sur*, Santiago, Flacso, 1989.

COLLIER David et COLLIER Ruth Berins, *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

COLLIER David et COLLIER Ruth Berins, « Inducements versus Constraints: Disaggregating “Corporatism” », *The American Political Science Review*, vol. 73, n° 4, 1979, p. 967-986.

DOI : 10.2307/1953982

COLLIER Ruth Berins et ETCHEMENDY Sebastián, « Down But Not Out: Union Resurgence and Segmented Neocorporatism in Argentina (2003-2007) », *Politics&Society*, vol. 35, n° 3, 2007, p. 363-401.

COLLIER Ruth Berins et HANDLIN Samuel, « Situating the Analysis: Analytic Approach, Cases, and Historical Context », in Ruth Berins COLLIER et Samuel HANDLIN (dir.), *Reorganizing Popular Politics: Participation and the New Interest Regime in Latin America*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2009, p. 32-60.

COLLOMBAT Thomas, « Les syndicalismes latino-américains dans le nouveau contexte politique régional : éléments de comparaison Brésil-Argentine », Congrès international des associations francophones de science politique, université du Québec à Montréal, 17-19 mai 2017.

CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES AMÉRIQUES, *Sindicalización y Densidad sindical en las Américas* [en ligne], 2013 [consulté le 30 mai 2017]. Disponible sur : http://white.lim.ilo.org/spanish/260ameri/oitreg/activid/proyectos/actrav/proyectos/proyecto_ssos/act_regionales/mexico_nov2010/documentos/3erdia_cancun1.pdf

CONNOLLY Heather et DARLINGTON Ralph, « Radical Political Unionism in France and Britain: a Comparative Study of SUD-Rail and the RMT », *European Journal of Industrial Relations*, 2012, vol. 18, n° 3, p. 235-250.

DOI : 10.1177/0959680112452693

DABENE Olivier (dir.), *La Gauche en Amérique latine*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.

ELLNER Steve, *El fenómeno Chávez: sus orígenes y su impacto*, Caracas, Editorial Tropykos/ Centro Nacional de Historia, 2011.

FONTANA Lorenza et GRUGEL Jean, « ¿Un nuevo rumbo para el trabajo infantil en Bolivia? Debates y polémicas sobre el Código de la Niñez », *Nueva Sociedad*, n° 264, 2016, p. 87-98.

FORNILLO Bruno et SCHIAVI Marcos (dir.), « Réalités et défis du syndicalisme en Amérique latine » [en ligne], *Les Cahiers ALHIM*, no 26, 2013, 2014 [consulté le 30 juillet 2017]. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/alhim/4707>

DIEESE (Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques), *Estudos e pesquisas, n° 79: balanço das greves em 2013* [en ligne], 2015 [consulté le 4 juin 2017]. Disponible sur : <http://www.dieese.org.br/balancodasgreves/2013/estPesq79balancogreves2013.pdf>

GARCÍA LINERA Álvaro, *Las tensiones creativas de la revolución: la quinta fase del Proceso de Cambio*, Vicepresidencia del Estado Plurinacional, La Paz, 2011.

GAUDICHAUD Franck, « ¿Fin de ciclo en América del Sur? Los movimientos populares, la crisis de los “progresismos” gubernamentales y las alternativas ecosocialistas » in Franck GAUDICHAUD (dir.), *América Latina: emancipaciones en construcción*, Santiago, Tiempo Robado Editoras/América en movimiento, 2015.

GAUDICHAUD Franck (dir.), *Le Volcan latino-américain : gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme au sud du río Bravo*, Paris, Textuel, 2008.

GUTIÉRREZ Ricardo, « La desindicalización del peronismo », *Política y Gestión*, n° 2, 2001, p. 93-112.

HURD Richard et TURNER Lowell, « Building Social Movement Unionism: The Transformation of the American Labor Movement », in Lowell TURNER, Harry C. KATZ et Richard W. HURD (dir.), *Rekindling the Movement: Labor's Quest to Relevance in the 21st Century*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 9-26.

LEVITSKY Steven, *La transformación del justicialismo: del partido sindical al partido clientelista, 1983-1999*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

MARTICORENA Clara et VASALLO Débora, « ¿Sindicalismo de base en el sector químico? La experiencia del sindicato Químico de Pilar », in Paula VARELA (dir.), *El gigante fragmentado: sindicatos, trabajadores y política durante el kirchnerismo*, Buenos Aires, Final Abierto, 2016.

MATHERS Andrew, TAYLOR Graham et UPCHURCH Martin, « Beyond “Political Economism”: New Identities for Unions in Western Europe? », *Capital & Class*, vol. 36, n° 1, 2011, p. 17-34.

MATHIEU Lilian, *L'Espace des mouvements sociaux*, Paris, Éd. du Croquant, coll. « Sociopo », 2012.

DOI : 10.3917/pox.077.0131

MURILLO María V., *Sindicalismo, coaliciones partidarias y reformas de mercado en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

NOVICK Marta et TRAJTEMBERG David, « La negociación colectiva en el período 1991-1999 », document de travail n° 19, Coordinación de Investigaciones y Análisis Laborales, Ministerio de Trabajo, septembre 2000.

OXHORN Philip, « Is the Century of Corporatism Over? Neoliberalism and the Rise of Neopluralism », in Philip OXHORN et Graciela DUCATENZEILER (dir.), *What Kind of Democracy? What Kind of Market? Latin America in the Age of Neoliberalism*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1998, p. 195-217.

POSADO Thomas (dir.), « Tournant à gauche en Amérique latine : fin de cycle ? », *Recherches internationales*, n° 107, avril-juin 2016.

POSADO Thomas, « Les reconfigurations du syndicalisme dans le Venezuela d'Hugo Chávez : une réincorporation ambiguë ? », thèse de doctorat en science politique, université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, 2015.

RICHTER Jacqueline, *El Impacto de la Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras en los Derechos Colectivos del Trabajo* [en ligne], Ildis, 2012 [consulté le 27 décembre 2016]. Disponible sur : http://www.ildis.org.ve/website/p_index.php?ids=7&tipo=P&vermas=213

RODRIGUES Leôncio Martins, *Destino do sindicalismo*, São Paulo, Edusp/Fapesp, 2002.
DOI : 10.7476/9788579820007

ROSSI Federico, « The Second Wave of Incorporation in Latin America: A Conceptualization of the Quest for Inclusion Applied to Argentina », *Latin American Politics and Society*, vol. 57, n° 1, 2015, p. 1-28.

DOI : 10.1111/j.1548-2456.2015.00256.x

ROXBOROUGH Ian, « La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero en América Latina desde 1930 », in Leslie BETHELL (dir.), *Historia de América Latina*, vol. 12, Barcelone, Cambridge University Press y Crítica, 1997, p. 132-192.

- SADER Emir, *Posneoliberalismo en América Latina*, Buenos Aires, Clacso, 2008.
- SEHINKMAN Diego, « Oscar Lecano: "Fui oficialista de todos los gobiernos" », *La Nación*, 20 octobre 2012.
- SUBSECRETARÍA DE PROGRAMACIÓN TÉCNICA Y DE ESTUDIOS LABORALES DEL MINISTERIO DE TRABAJO, « Comportamiento de la Negociación Colectiva durante 2010 », Buenos Aires, février 2011.
- TOURAINÉ Alain, *La Parole et le sang : politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.
- URIARTE Oscar Ermida, « La política laboral de los gobiernos progresistas, el posneoliberalismo y el movimiento sindical », in Gonzalo MARTNER *et al.*, *Diálogo Movimiento Sindical – Gobiernos Progresistas: Un primer balance de las políticas progresistas en la región*, Montevideo, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2009, p. 35-56.
- VARELA Paula, « El sindicalismo de base en la Argentina de la postconvertibilidad: hipótesis sobre sus alcances y potencialidades », in Juan GRIGERA (dir.), *Argentina después de la convertibilidad (2002-2011)*, Buenos Aires, Imago Mundi, 2011, p. 115-134.
- VISSER Jelle, « Syndicalisme et désyndicalisation », *Le Mouvement Social*, n° 162, 1993, p. 17-39.
DOI : 10.2307/3779514
- VENTURA Christophe, « Un rouage-clé de la vie politique uruguayenne : au pays des conquêtes syndicales », *Le Monde diplomatique*, octobre 2015, p. 16-17.
- ZAPATA Francisco, *Autonomía y subordinación en el sindicalismo latinoamericano*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1993.

Notes

- 1 Conférence de presse de Wills Rangel, président de la CBST-CCP, Caracas, le 21 août 2013.

Pour citer cet article

Référence papier

Franck Gaudichaud et Thomas Posado, « Introduction. Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ? », *Cahiers des Amériques latines*, 86 | 2017, 17-29.

Référence électronique

Franck Gaudichaud et Thomas Posado, « Introduction. Syndicats et gouvernements latino-américains : une réinstitutionnalisation ? », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 86 | 2017, mis en ligne le 01 février 2018, consulté le 30 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/cal/8347> ; DOI : 10.4000/cal.8347

Auteurs

Franck Gaudichaud

Franck GAUDICHAUD est diplômé d'un master en histoire contemporaine et d'un doctorat en science politique. Actuellement maître de conférences en histoire et civilisation latino-américaine à l'université Grenoble-Alpes et membre du CERHIUS-ILCEA4 (EA 7356). Ses recherches portent sur le Chili contemporain, les gauches et les mouvements sociaux en Amérique latine, le syndicalisme et le néolibéralisme au Chili et en Amérique latine. Il a notamment participé à l'ouvrage *Chili actuel : gouverner et résister dans une société néolibérale* (L'Harmattan, 2016), à *Las fisuras del neoliberalismo maduro chileno: trabajo, « democracia protegida » y conflictos sociales* (Clacso, 2015) et au livre *Chili 1970-1973 : mille jours qui ébranlèrent le monde* (PUR, 2013).

Articles du même auteur

- « Paysages de la vérité » du Chili durant l'Unité populaire (1970-1973) [Texte intégral]
Essai d'analyse épistémologique

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 51-52 | 2006

Thomas Posado

Thomas POSADO est docteur en science politique à l'université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis et chercheur au Cresppa-CSU. Ses recherches sont consacrées aux reconfigurations du champ syndical dans le Venezuela contemporain. Il est l'auteur de divers articles (dans *Les Études du CERI*, *Nuevo Mundo* ou encore *Alternatives Sud*) et de chapitres notamment dans l'ouvrage *Le Venezuela d'Hugo Chávez : bilan de quatorze ans de pouvoir* (PUN, 2013). Il a également coordonné plusieurs dossiers de revue sur les gouvernements progressistes latino-américains (dans les nos 93 et 107 de *Recherches internationales*) et le processus vénézuélien (*ContreTemps* no 25 et *IdeAs* no 10).

Articles du même auteur

Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle ?* [Texte intégral]

Paris, Les Amis de Spartacus, 2011, 271 p.

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 68 | 2011

Jean-Marc Fournier, *L'autre Venezuela de Hugo Chávez, Boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo* [Texte intégral]

Paris, Karthala, 2010

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 70 | 2012

André Corten et Vanessa Molina, *Images incandescentes. Amérique latine : violence et expression politique de la souffrance* [Texte intégral]

Québec, Nota Bene, 2010, 212 p.

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 65 | 2010

Michel Collon, *Les sept péchés d'Hugo Chávez* [Texte intégral]

Bruxelles, Investig'Action, 2009, 408 p.

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 62 | 2009

Droits d'auteur



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Auge y decadencia de los gobiernos progresistas latinoamericanos (1994-2018)

Un ensayo de interpretación histórica

Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery Webber

UNAM Ediciones (Universidad Nacional Autónoma de México), México, 2018

(por publicar)

ÍNDICE

Presentación

Capítulo 1. Conflicto, sangre y esperanzas. Progresismos y movimientos populares en el torbellino de los conflictos sociales en América Latina.- Franck Gaudichaud

Capítulo 2. Mercado mundial, desarrollo desigual y patrones de acumulación: La política económica del progresismo latinoamericano – Jeffery Webber

Capítulo 3. El progresismo latinoamericano: un debate de época – Massimo Modonesi

Conclusiones

(Essai à paraître, en français, aux éditions Amsterdam, début 2019 et manuscrit en phase d'évaluation en anglais auprès du comité éditorial de Duke University Press)

Capítulo 1

Conflicto, sangre y esperanzas. Progresismos y movimientos populares en el torbellino de los conflictos sociales en América Latina.

Franck Gaudichaud

Introducción. Los movimientos populares: entre la resistencia, la participación y la represión

Si América Latina aparece a veces en el imaginario colectivo mundial como el continente de las revoluciones (y/o de las dictaduras), es porque ella ha estado atravesada efectivamente, más allá de las imágenes románticas del “guerrillero heroico”, por profundos trastornos sociales en el siglo XX y en el inicio del XXI, pero también por la irrupción frecuente de las clases subalternas en el tablero político de los dominantes y del imperialismo. La región también es conocida por los grandes momentos de ruptura del orden establecido y por varios proyectos con acento revolucionario, nacional-antiimperialistas o populistas, frecuentemente vencidos o aplastados por diversas formas de contra-revolución, autoritarismos estatales, paramilitares e intervenciones estadounidenses¹. Recordemos brevemente que fue la revolución mexicana de 1910 la que, de alguna manera, inauguró el “corto” siglo XX, algunos años antes de la revolución rusa de 1917, con un levantamiento indígena y campesino que fue, al mismo tiempo, una revolución nacional y modernizadora. Podríamos continuar con una larga lista de experiencias colectivas radicales que forjaron la modernidad política latinoamericana y sus relaciones de clases. Mencionemos, aleatoriamente, la revolución salvadoreña y la lucha armada de Sandino en los años 30; el proceso revolucionario de los campesinos y los mineros bolivianos en 1952 en donde nació uno de los bastiones de la clase obrera sudamericana por muchos años (la COB -Central Obrera Boliviana); y por su puesto una de las más grandes -y raras- revoluciones victoriosas, la de Cuba y el castrismo en 1959 que continúa como una referencia para numerosos militantes después de más de 60 años; la “vía chilena al socialismo” en Chile durante el gobierno de Allende (1970-1973) y también la experiencia sandinista en Nicaragua, a partir de la caída del clan Somoza en 1979 (y hasta la derrota electoral de 1990).² Y si la reivindicación del socialismo “del siglo XXI” floreció algún tiempo durante los años de Chávez en Venezuela, es que la idea misma de socialismo no estaba completamente enterrada en los escombros del muro de Berlín y se continuaba profundizando en el campo diverso de las izquierdas sociales y políticas de Indo-afro-américa latina (en Abya Yala). Fue por la importancia que tiene todavía en la memoria -de los años 60 y 70- la idea de romper con el capitalismo dependiente, por el lugar ocupado por varias organizaciones de una izquierda revolucionaria de varias corrientes ideológicas en países como Argentina, Brasil, Uruguay, así como por la lucha armada en Centroamérica (hasta principios de los años 90). En cuanto a la

¹ Ver por ejemplo: Gustavo Carlos Guevara (coord.), *Sobre las revoluciones latinoamericanas del siglo XX*, Buenos Aires, Newen Mapu, 2017; Fernando Mires, *La rebelión permanente: las revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo XXI, 2001; Alan Knight, *Revolución, democracia y populismo en América Latina*, Santiago, Centro de Estudios Bicentenario y Pontificia Universidad Católica de Chile, 2005.

² Michael Löwy, *El marxismo en América Latina. Antología desde 1909 hasta nuestros días*, Santiago, LOM, 2007.

noción de “poder popular”, ella fue una de las narrativas colectivas que atravesó las grandes movilizaciones sociales latinoamericanas y aunque designa un concepto difuso y flexible, encarna una dinámica que se puede ver en la investigación durante períodos de crisis revolucionarias (como en Cuba o en Chile), pero también en varios experimentos locales, circunscritos a un distrito, una fábrica, un territorio. Ese *poder popular* consiste, por lo tanto, en una serie de experiencias sociales y políticas “por abajo”, en la creación de nuevas formas de apropiación colectiva (a menudo limitadas), que se oponen –en parte o totalmente– a la formación social dominante y a los poderes constituidos³. En otras palabras, es un cuestionamiento a las formas de organización del trabajo, a las jerarquías sociales, a sus mecanismos de dominación materiales, de género, de raza o simbólicos. América Latina ha sido sacudida, en muchos puntos de su territorio, por esos “destellos autogestionarios” hacia identidades y una geografía social que están inextricablemente ligadas a las raíces en este continente. La praxis de esta auto-organización todavía tiene marca de agua en las venas abiertas de los procesos que analizaremos a continuación, pero muy a menudo son, como veremos, abusados, sofocados, reprimidos o víctimas de sus propios límites.

En la raíz de tal dinámica muchos actores populares movilizaron, a veces, movimientos sociales masivos, y una lucha de clases amarga, contradictoria y a menudo violenta, bajo la presión de los caprichos del capitalismo globalizado, evolucionando de forma no lineal de acuerdo con varios factores externos e internos: inflexiones y pesos del mercado mundial; desarrollos y pesos de las estrategias imperialistas; estructuras económicas y estatales; formas, recursos y repertorios de las organizaciones sociales; capacidad de las burguesías locales para ejercer su hegemonía: (re) composición del sistema electoral y de partidos, transformación de regímenes políticos, etc.⁴

“Giro a la izquierda”, “ola progresista”, “fin del neoliberalismo”. La inflexión política y gubernamental vivida por numerosos países de Sudamérica y también de Centroamérica en la década del 2000 sorprendió a muchos observadores e incluso fascinó a muchos. Por un tiempo, en la pluma de intelectuales de renombre, aunque no siempre muy familiarizados con la historia de la región, se instaló una narración muy optimista, hagiográfica en algunos casos, de la marea rosa (*Pink Tide*)⁵. Por tanto, como lo sugirió en 2016, el teólogo y sociólogo François Houtart, secretario ejecutivo del Foro Mundial de las Alternativas, el desafío -en particular para los países que, como Bolivia, Venezuela y Ecuador, dieron lugar a grandes esperanzas en la izquierda de todo el mundo- es encontrar los caminos de una vía concreta de un nuevo paradigma postneoliberal y al mismo tiempo, post-capitalista⁶.

Así que se trató inicialmente, para algunos militantes sociales y líderes políticos, de no permanecer encerrados en un proyecto de modernización capitalista y mucho menos en un nuevo modelo basado en el extractivismo o en el contexto de una simple reorganización de las relaciones de fuerza entre un desarrollo nacional, las burguesías regionales y los capitales extranjeros. Desde este punto de vista, para nosotros es fundamental volver a una perspectiva crítica de las últimas décadas en el periodo abierto en los años 2000 en la lucha contra la hegemonía neoliberal, justamente en el periodo actual de reflujo de los progresismos y de la profunda crisis bolivariana (2013-2018), pasando por el periodo de su institucionalización en diversas formas de capitalismo de Estado, redistributivo, entre 2007 y 2013.

³ Para una reflexión colectiva ver, entre otros: GESP (coord.), *Movimientos sociales y poder popular en Chile. Retrospectivas y proyecciones políticas de la izquierda latinoamericana*, Santiago, Tiempo robado editoras, 2015; Miguel Mazzeo, *El sueño de una cosa (introducción al poder popular)*, Buenos Aires, Editorial El Colectivo, 2007; y, centrado en la experiencia chilena, Franck Gaudichaud, *Chile 1970-1973. Mil días que estremecieron al mundo. Poder popular, cordones industriales y socialismo durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM, 2016.

⁴ James Petras, Henry Veltmeyer (editores), *The Class Struggle in Latin America. Making History Today*, London, Routledge, Critical Development Studies, 2017.

⁵ Basta con revisar algunas declaraciones de Noam Chomsky y también algunos escritos de Tarik Ali, como: Tarik Ali, *Piratas del Caribe. El eje de la esperanza*, España, Foca ediciones, 2008..

⁶ François Houtart, “Amérique Latine: fin d’un cycle ou épuisement du post-néolibéralisme?”, [en línea], Bélgica, CADTM.org, 12 de abril de 2016, Dirección URL: <http://www.cadtm.org/Amerique-Latine-Fin-d-un-cycle-ou>, [consulta: 20 de Marzo de 2018]

Globalmente es evidente que para pensar los movimientos populares, sus relaciones con los campos políticos e institucionales, su influencia en el curso de las transformaciones económicas y sociales, así como su capacidad para orientar las palabras y las cosas, es necesario en sí mismo un debate teórico y epistemológico sobre la propia definición de movimiento social y popular en América Latina y también sobre las características de la lucha de clases en el subcontinente. Un debate que escapa, evidentemente, a los límites de este corto ensayo⁷. Sin embargo es necesario resaltar algunos hechos evidentes.

En primer lugar, el concepto mismo de movimiento social latinoamericano puede referirse a una inmensa variedad de movimientos, colectivos, actores y sus aliados que no necesariamente son procesos emancipatorios con un carácter antisistémico. De hecho, en los últimos 15 años, y sobre todo después del 2010, en los países que tuvieron un “giro a la izquierda” vimos desplegar una gran cantidad de movilizaciones colectivas, conservadoras o reaccionarias que, en algunos casos, lograron movilizar en la calle a cientos de miles de personas. Pensemos, por ejemplo, en las derechas y en la sociedad civil brasileña (con colectivos como *Vem para a rua*, *Revoltados on line* y *Movimento Brasil Livre*), que, desde finales de 2014, se movilizaron durante semanas en cientos de ciudades, de nuevo en 2015 y 2016 exigiendo la destitución de la presidenta de centro-izquierda Dilma Rousseff, y después en el contexto de la operación anticorrupción *Lava Jato*. Estas manifestaciones de masas “anti políticas”, se dieron de manera sistemática en contra del Partido de los Trabajadores (PT), pero tuvieron mucho cuidado de no molestar al gobierno ilegítimo y neoliberal de Michel Temer. Estas movilizaciones “anti-corrupción” contaron con el apoyo de los grandes medios de comunicación (en especial del grupo *Globo*), el financiamiento de importantes empresas y la dirección de militantes de derecha y extrema derecha. También podemos pensar en las movilizaciones reaccionarias del 2008 en la región de Santa Cruz favorables a la división de Bolivia en las regiones de la “media luna”⁸ contra el gobierno de Evo Morales; y el mismo año en los sindicatos de grandes productores contra Cristina Kirchner y su programa de impuestos a las exportaciones en Argentina; en las reacciones hostiles en todos los países en contra de la legalización del aborto, con el apoyo de las Iglesias católicas y/o evangélicas o en las movilizaciones de la oposición venezolana entre el 2002 y 2004. Siguiendo al historiador Valerio Arcary, podemos establecer algunos criterios mínimos que permitan determinar el carácter reaccionario, progresista o de propósito emancipatorio de los movimientos sociales para saber su afiliación “histórico-social”, sus motivaciones declaradas, su composición de clase (o de fracción de clase), el sujeto político que se moviliza y la orientación ideológica de sus líderes, y finalmente, los principales resultados y consecuencias de sus acciones colectivas⁹.

Otro problema esencial es que las generalizaciones y las “etiquetas” sociológicas, como la apelación a los “movimientos indígenas” o al “movimiento obrero”, no siempre permiten detectar las numerosas tensiones y diferenciaciones internas que atraviesan a los movimientos, sus tendencias corporativas o “movimientistas”, su composición y su funcionamiento más o menos vertical, etc. Son etiquetas normativas que ayudan en la interpretación pero que no pueden evitar la necesidad de análisis más precisos. Por eso, nosotros privilegiamos el concepto de “movimientos populares”, en el sentido utilizado por varios autores latinoamericanos del marxismo crítico, como un antagonismo social y acciones colectivas de los de abajo, que están inscritas en la materialidad de unas las relaciones de fuerza del capitalismo dependiente y que aspiran a transformarlo total o parcialmente. Movimientos

⁷ Varias escuelas y corrientes han tratado de definir a los movimientos actuales, particularmente desde la “teoría de los «nuevos movimientos sociales” (retomando a Touraine), a partir de la teoría de la “movilización de recursos” y de la “racionalidad de la acción colectiva” siguiendo a Tarrow y a Olson respectivamente.

⁸ Es así como se denominan a los departamentos orientales que forman una “media luna” frente a las regiones andinas.

⁹ Valerio Arcary, “Quatro critérios para definir se uma mobilização social é progressiva ou reacionária”, [en línea], Brasil, *Esquerdaonline.com.br*, 6 de diciembre de 2016, Dirección URL: <https://esquerdaonline.com.br/2016/12/06/quatro-criterios-para-definir-se-uma-mobilizacao-social-e-progressiva-ou-reacionaria/>, [consulta: 10 de Abril de 2018].

populares considerados como “nuevas radicalidades críticas”, factor antagónico, potencialmente emancipador y como un factor de auto-organización de los subalternos¹⁰.

Finalmente, para pensar lo social y lo político durante el “ciclo progresista”, también hay que tener en cuenta hasta qué punto los conflictos de clases, y eso se confirma fuertemente en América Latina, son ciertamente derivados de la resistencia y las posibilidades de organización de aquellas y aquellos que están abajo, pero también (y algunas veces especialmente) la capacidad de los dominantes para ejercer su hegemonía por consenso, coacción o cooptación/integración.

Este capítulo intenta hacer una síntesis de varios trabajos recientes sobre las relaciones cambiantes entre lucha de clases, movimientos populares, Estados y gobiernos durante el periodo¹¹. Para lograrlo, proponemos una periodización general de las experiencias progresistas, intentando rastrear algunos elementos comunes de la época, siempre con la conciencia de las grandes diferencias nacionales y regionales que separan cada proceso y del carácter a veces arbitrario de los límites temporales elegidos para cada proceso. Sin embargo, vamos iluminando puntos específicos de cada país, para entender sus especificidades, y ofrecemos al lector el punto de vista de varios intelectuales críticos latinoamericanos que han escrito sobre esta región del mundo.

Neoliberalismo, altermundialismo y emergencia plebeya (1990-1999)¹²

Durante el periodo 1950-1970, los conflictos de clases se concentraron, sobre todo, en la lucha de los campesinos por la tierra, contra el latifundio y por la reforma agraria, de otra parte, estuvieron determinadas por las reivindicaciones proletarias (y semiproletarias) urbanas y del movimiento sindical que se volvieron notablemente influyentes en los países semi-industrializados como México, Brasil y Argentina.¹³ En los años 70 y 80, la era de las grandes derrotas estratégicas para las izquierdas, el movimiento obrero y el populismo, los golpes de Estado y las dictaduras, así como las largas guerras civiles en Centroamérica, remodelaron profundamente el paisaje.¹⁴ En el corazón de la Guerra Fría interamericana, todas las relaciones sociales se reconfiguraron, también la capacidad de intervención de las clases subalternas, para una generación de militantes que vivía en carne propia la represión, la tortura y el exilio. Este periodo de años negros, del terrorismo de Estado (y de la Operación Condor) todavía tiene efectos en el espacio público. Les permitieron a las élites locales (y a Washington) “domesticar” a las rebeliones colectivas que estaban emergiendo y abatir el espectro revolucionario que recorría el continente después de la Revolución Cubana. Esta última ciertamente ha sobrevivido, pero aislada, con un pueblo asfixiado por el bloqueo económico más largo en la historia

¹⁰ Hernán Ouviaña, “La política prefigurativa de los movimientos populares en América Latina. Hacia una nueva matriz de intelección para las Ciencias Sociales”, *Acta Sociológica*, vol. 62, septiembre-diciembre, México, UNAM/FCPyS, 2013, pp. 77-104. Para una aproximación teórica ver: Massimo Modonesi, *Subalternidad, antagonismo, autonomía*, Buenos Aires, Editorial Prometeo-CLACSO, 2010.

¹¹ Este capítulo proviene de reflexiones individuales y colectivas que he desarrollado durante 10 años de trabajo. Ver especialmente: Franck Gaudichaud (director), *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel, 2008 y Franck Gaudichaud (coordinador), *Amériques Latines : émancipations en construction*, Paris, Éditions Syllepse, colección Les cahiers de l’émancipation, 2013.

¹² Aunque no coincido con muchas de las perspectivas analíticas y conclusiones de Katu Akornada y Paula Klachko, si coincido con la periodización que proponen al final de su libro: Katu Arkonada y Paula Klachko, *Desde abajo, desde arriba. De la resistencia a los gobiernos populares: escenarios y horizontes del cambio de época en América Latina*, La Habana, Editorial Caminos, 2016.

¹³ Para una síntesis histórica, consultar: Mónica Bruckmann y Theotonio Dos Santos, “Balance histórico de los movimientos sociales en América Latina”, [en línea], Bélgica, *CETRI.be*, 16 de mayo de 2018, Dirección URL: <https://www.cetri.be/Los-movimientos-sociales-en?lang=fr>, [consulta: 20 de Marzo de 2018].

¹⁴ En la memoria colectiva de América Latina quedaron el aplastamiento de la revolución chilena (1973); el asesinato del Che Guevara, a sus 40 años, con sus camaradas guerrilleros en Bolivia; los golpes de Estado contra gobiernos democráticos (por ejemplo, el de Arbenz en Guatemala en 1954, del General Torres en Bolivia en 1971 y el de Joao Goulart de Brasil en 1964) y la guerra contra-revolucionaria en Nicaragua durante los años 80.

contemporánea y en medio de ataques permanentes, además de sus numerosas contradicciones internas. Desde este punto de vista, 60 años después de la entrada de Fidel Castro y sus tropas en la Habana, con el colapso de su aliado soviético, las dificultades de la vida cotidiana en la isla, el deceso del "líder máximo" y la "actualización del modelo" cubano marcan un cambio de época para toda América Latina, al menos tanto como la crisis reciente del "ciclo progresista" sudamericano.

La "década perdida" en los años 80 y la "larga noche neoliberal" en los años 90-2000 son el fruto de un campo de ruinas que dejaron las clases dominantes latinoamericanas, el imperialismo y las fuerzas armadas luego de usar la fuerza bruta para modificar de manera durable las relaciones de clases en su favor. Los actores sociales y el eje de las movilizaciones sufrieron modificaciones substanciales, mientras que las izquierdas históricas y revolucionarias fueron barridas o perjudicadas en este nuevo contexto.

Sin embargo, en la región se fueron instalando regímenes constitucionales, que permitieron un difícil retorno al Estado de derecho y las elecciones libres, favorecidos por los cambios en el contexto internacional, la lucha de la oposición y la crisis económica. Evidentemente un paso adelante respecto a la etapa anterior que se conquistó en una lucha muy dura. Estas olas sucesivas de "transiciones a la democracia" dieron lugar, la mayoría de las veces, a democracias electorales de "baja intensidad", con un pacto entre las clases dirigentes, la oposición moderada, los empresarios y las fuerzas militares. Regímenes civiles que basaron su consolidación en la profundización del modelo capitalista neoliberal iniciado muchas veces durante el periodo autoritario (a veces muy temprano como en Chile) y, muy a menudo, en una amnistía en favor de los responsables de las violaciones de los Derechos Humanos. La crisis de la deuda externa¹⁵, abrió las puertas al Fondo Monetario Internacional (FMI) que le impuso a los Estados latinoamericanos los famosos "ajustes estructurales": privatizaciones en cascada, desentendimiento del Estado de las políticas públicas, restricciones salariales, fin de las barreras aduanales, etc. Esta ofensiva se acentuó en los años 90-2000, porque si las economías de la región frenaron la inflación galopante, lo hicieron al costo de una regresión social, un incremento de las asimetrías en las relaciones Norte-Sur y una contradicción gigantesca entre las pretensiones democráticas del sistema político y el régimen de acumulación de capital.¹⁶ Un ejemplo, entre muchos otros, de este estado de cosas son los años de Menem en Argentina (1989-1999).

En esas condiciones, no es sorprendente el creciente desencanto de los ciudadanos con sistemas políticos y electorales que a menudo servían a un puñado de familias que lo veían como un modo de gobierno bastante funcional para sus intereses. Incluso las propias instituciones internacionales lo reflejan en sus estudios: en 2004, en un lenguaje muy típico de la ONU, el Programa de las Naciones Unidas por el desarrollo (PNUD) en un reporte constata que la evolución política en la región es positiva por la existencia de "democracias electorales", de acuerdo a sus criterios internacionales. Sin embargo, el mismo informe señaló la ausencia de "democracias ciudadanas" y puso en duda la "calidad de la democracia", marcada por la baja participación electoral y grandes deficiencias en la cohesión social y étnica.¹⁷ A lo que debería agregarse el mantenimiento de niveles muy altos de corrupción y violencia política, la impunidad y el crecimiento del crimen organizado y/o del narcotráfico.

En paralelo a esta crisis democrática, el sub-continente se reafirmó, como la región, por excelencia, de las desigualdades y los antagonismos de clase, de género, socio-étnicos y territoriales (con sus casos extremos como Brasil y Chile). El porcentaje de la riqueza captado por el 10% más rico de la población fue en constante aumento desde los años 80 hasta mediados de la década del 2000 en la mayoría de los países: para esta fecha los ricos acumulaban en promedio 34 veces más que el 10% de los más pobres.

¹⁵ Estas deudas pueden ser consideradas como "odiosas" por algunos, y desde un punto de vista jurídico ilegítimas, porque fueron adquiridas durante las dictaduras que por definición no fueron elegidas. La deuda exterior de América Latina y el Caribe era de 32 mil millones de dólares en 1970, de 270 mil millones en 1980 y ya excedía los 780 mil millones en el 2002. Sin embargo, durante ese tiempo América Latina había pagado 91 veces el monto de la deuda de 1970.

¹⁶ Atilio Borón, *Tras el búho de Minerva. Mercado contra democracia en el capitalismo de fin de siglo*, Buenos Aires, FCE/CLACSO, 2000.

¹⁷ PNUD, *La democracia en América latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*, [en línea], New York, Organización de las Naciones Unidas, 2004, Dirección URL: <http://www2.ohchr.org/spanish/issues/democracy/costarica/docs/PNUD-seminario.pdf>, [consulta: 20 de Marzo de 2018]

Y de 120 millones de personas que vivían en la pobreza en 1980, se pasó a 225 millones (el 43 % de la población) en 2005, mientras que casi 100 millones de ellos vivían con menos de un dólar diario. Además, según el economista argentino Claudio Katz:

Entre 1980 y 2003, el desempleo oficial aumentó del 7,2% al 11%, el salario mínimo disminuyó en un promedio del 25% y el trabajo informal aumentó del 36% al 46%. Paralelamente, «la pérdida de posiciones de los capitalistas latinoamericanos en la escena internacional se confirmó, con algunas excepciones como Chile. Este descenso se confirmó por el estancamiento del PIB per cápita, la caída de la inversión extranjera (especialmente en comparación con China y el sudeste asiático) y el desbocamiento de la deuda. En esas condiciones las etapas cíclicas de prosperidad dependían cada vez más de las coyunturas financieras y del comercio internacional¹⁸.

¿Qué significado tenía, a principios del siglo XXI, hablar de “governabilidad democrática” para un habitante de las favelas de Rio de Janeiro, para un haitiano con un ingreso oficial promedio de 300 dólares anuales, para un sin-tierra del nordeste de Brasil, para un indígena Mapuche, para el obrero mexicano de una maquiladora, para el jornalero de una plantación en Centroamérica o para un niño de la calle en Bolivia? La observación puede parecer una banalidad, pero está en el corazón de las convulsiones socio-políticas de los últimos años.

Para resumir, podemos afirmar que la fuerza que impulsó las experiencias progresistas y nacional-populares en los años 2000 fue el producto de un creciente rechazo ante el Consenso de Washington, o más bien, de las consecuencias del neoliberalismo en la vida cotidiana de millones de latinoamericanos, y de una casta política considerada, no sin razón, como responsable de esta situación. Un fenómeno no uniforme, que no se puede limitar a las naciones del “giro a la izquierda” del periodo posterior, pero que si fue canalizado en esos países por la centro-izquierda, nuevas fuerzas políticas progresistas y nacionales-populares en una perspectiva electoral para tomar el poder del Estado. También hay que decir que los años 90 fueron el escenario de profundas crisis económicas que demostraron la incapacidad del neoliberalismo para estabilizarse a largo plazo, particularmente en las 3 grandes economías de América Latina: México en 1994, Brasil en 1999 y Argentina en 2002.

Este periodo, es entonces el teatro de una rabia e insatisfacción de aquellos “de abajo” que impulsaron la reorganización de las formas de resistencia, con el retorno de una fuerte explosividad social. Para el surgimiento de nuevos disturbios contra el neoliberalismo podemos remontarnos a la revuelta popular de abril de 1984 en la República Dominicana, o al 27 de febrero de 1989 con el *Caracazo*, el día en que “el pueblo venezolano se despertó”: unos meses antes de la caída del muro de Berlín, cuando los habitantes de Caracas que vivían mayoritariamente en los barrios pobres (80% de la población) se rebelaron contra la aplicación brutal de las medidas del FMI por el vicepresidente de la Internacional Socialista de la época, el presidente de Venezuela, Carlos Andrés Pérez (CAP). La respuesta del gobierno fue brutal: el despliegue del ejército y la autorización para disparar a la multitud. El saldo de la represión fue de más de 1000 muertos en cuatro días¹⁹.

Los movimientos populares irrumpieron en la escena, de manera desigual y combinada, según los países y sus historias nacionales, pero esta vez en un contexto de fragmentaciones neoliberales, y por lo tanto con nuevos actores movilizados. Como señaló el sociólogo Bernard Duterme del Centro Tricontinental:

Tres décadas de recesión, represión institucional y ofensiva ideológica neoliberal han alterado profundamente los movimientos sociales clásicos latinoamericanos. Antes de las dictaduras, estos movimientos - campesinos, trabajadores y estudiantes - se posicionaron frente al proyecto “nacional-popular” y “desarrollista”, aprovechando la constitución de un estado social dentro de una forma de capitalismo independiente con respecto a los países del Norte. En los

¹⁸ Claudio Katz, “Au-delà du néolibéralisme” en Daniel Bensaïd y Braulio Moro, *L'Amérique Latine rebelle: contre l'ordre impérial*, Contretemps, núm. 10, París, Textuel, 2004, p. 27.

¹⁹ Steve Ellner, “Memories of February 27: Uncovering the Deadly Truth”, *Commonweal*, vol. 117, núm 22, New York, 1990, pp.740-741.

últimos quince años (1990-2005), tras el final de los regímenes militares, surgieron nuevas fuerzas sociales en la protesta, movimientos de pobladores de barrios pobres, movimientos de mujeres, movimientos de los sin tierra, de los desempleados, movimientos indígenas..., que impusieron nuevos temas en la agenda de las luchas sociales, articulados a una crítica renovada del capitalismo. Paradójicamente por las nuevas formas de exclusión, pero también por la apertura relativa de espacios políticos generados por la liberalización de la región y la evolución de las estructuras socio-económicas, estos nuevos actores se afirmaron social y culturalmente al margen de las representaciones y las mediaciones internacionales²⁰.

La problemática de los movimientos sociales y de su relación con la política se renovó y confirmó la incapacidad de los mecanismos institucionales (neoliberales) para resolver las crisis sociopolíticas en un cuadro legal y constitucional. Entre las características llamativas de estas nuevas movilizaciones, es necesario enfatizar ante todo la importancia de la relación con el territorio, la territorialidad, los barrios y/o la organización comunitaria. Esto responde a las nuevas modalidades de expansión del capital transnacional y a un patrón de acumulación centrado en el acaparamiento de los recursos naturales (y ya no en una estrategia de industrialización). Este repliegue territorial marca también un descenso en el peso de las organizaciones tradicionales (sindicales y políticas) en los lugares de trabajo y en la expansión de la precariedad y el desempleo en un contexto de privatizaciones y despidos en el sector industrial. Se trata de un cambio en las fronteras de la explotación y la exclusión, que hacen del territorio un lugar de confrontación sociopolítica esencial. Un ejemplo de estas disputas es el nacimiento del movimiento de los *piqueteros* en Argentina: los desempleados llevaron su resistencia de la fábrica al territorio, con bloqueos de rutas con *piquetes* para interpelar a los poderes públicos y a los medios, reclamando el apoyo del Estado, y poco a poco, iniciando un proceso de auto organización de actividades productivas (de sobrevivencia) en sus barrios²¹.

Pero esta lucha por el territorio también está en las movilizaciones que se dan afuera de la ciudad, con la multiplicación de los movimientos socio ambientales en defensa del agua, la naturaleza y el buen vivir, contra los mega proyectos extractivos, las presas hidroeléctricas, las actividades de las petroleras, las gaseras y la minería a cielo abierto y contra la rápida expansión de la agro-industria transgénica o el monocultivo forestal y sus "desiertos verdes"²². Los movimientos indígenas, que ya eran fuerzas importantes, se volvieron así fuerzas de primer orden en la resistencia anti-neoliberal. Estos actores contestatarios con la reivindicación de sus territorios ancestrales se han enfrentado directamente a las empresas multinacionales. Reivindican su identidad y la descolonización de los Estados, y reclaman justicia social y un nuevo "color" del poder contra el racismo estructural que constituyó el cemento de las repúblicas oligárquicas del siglo XIX. La CONAIE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*) es, junto con otros, el paradigma de este eje del conflicto. Fundada en 1986, con el objetivo de unificar a las comunidades y a las asociaciones indígenas locales y regionales esta organización se convirtió en la punta de lanza de las luchas de su país. En 1990, la CONAIE organizó uno de los levantamientos más grandes que Ecuador ha conocido hasta ahora, con un repertorio de acción muy variado: bloqueos de tierras agrícolas, manifestaciones y ocupaciones de grandes propiedades e instituciones. A pesar de la represión, esta fecha marca la irrupción de los indígenas ecuatorianos en la escena política e inauguró diez años de tensiones que provocaron la caída de varios gobiernos²³.

²⁰ Bernard Duterme, « Amérique Latine : 20 ans d'échec du néolibéralisme », [en línea], Bélgica, *Revue Démocratie.be*, 15 de mayo de 2016, Dirección URL: <http://www.revue-democratie.be/index.php/international/709-amerique-latine-20-ans-dechec-du-neoliberalisme>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

²¹ Maristella Svampa y Sebastián Pereyra, *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2003.

²² Los ejemplos de luchas son múltiples y variados: Cfr. José Seoane, Emilio Taddei y Clara Algranati, *Desafíos para los movimientos sociales y los proyectos emancipatorios de Nuestra América*, Buenos Aires, Ediciones Herramienta y El Colectivo, 2013.

²³ Julie Massal, *Les mouvements indiens en Equateur. Mobilisations protestataires et démocratie*, Paris, Karthala, 2005.

Otros rasgos importantes de estos movimientos populares son, la clara reivindicación de las formas de acción directa, la horizontalidad y la democracia autogestionaria, con la asamblea como el espacio privilegiado de deliberación y toma de decisiones. Las formas delegadas de participación fueron ampliamente criticadas, como formas “tradicionales” de hacer política, y como mecanismos de intervención de las izquierdas partidarias en los movimientos sociales. Por ejemplo, el MST (*Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*) en Brasil, se formó sobre estas bases, desde su creación en 1985, inscrito en la continuidad de la resistencia de los campesinos brasileños. Organizando ocupaciones masivas de las grandes propiedades en nombre de la reforma agraria, reivindicando la democracia participativa, la pedagogía de la liberación, la auto-formación y practicando la agroecología en miles de *assentamentos* (tierras tomadas y legalmente reconocidas) y en los *acampamentos* (ocupaciones). El MST se convirtió en el principal movimiento rural de los campesinos sin tierra latinoamericanos, y es, hasta hoy, en uno de los movimientos masivos más importantes del planeta. Se estima que actualmente el movimiento agrupa 1,5 millones de personas, que han construido 1800 escuelas y conquistado «desde abajo» alrededor de 7 millones de hectáreas (dos veces el tamaño de Dinamarca)²⁴.

Por último, un aspecto a considerar de este ciclo de luchas, es la reivindicación ampliamente compartida de una mayor “autonomía” y una relación mucho más compleja y flexible, menos instrumental con el campo político y los partidos: esta autonomía no significa un rechazo de la política, más bien pone en el acento en la autodeterminación, en la construcción de nuevos horizontes utópicos, aquí y ahora, que tienden a cuestionar las gramáticas “clásicas” de la izquierda revolucionaria y socialdemócrata sobre la conquista del poder del Estado :

Asimismo, la demanda de autonomía da cuenta de una transformación importante en el proceso de construcción de las subjetividades políticas, como resultado de los cambios que ha habido en la sociedad contemporánea en las últimas décadas. Más aun, podríamos decir que la conjunción entre identidad territorial, acción directa, difusión de modelos asamblearios y demanda de autonomía han ido configurando un nuevo ethos militante, esto es, un nuevo conjunto de orientaciones políticas e ideológicas que configuran la acción colectiva y se expresan a través de nuevos modelos de militancia: militantes sociales o territoriales, militantes socio-ambientales, activistas culturales, entre otros.²⁵

En los años 90, la encarnación por excelencia de esta tendencia fue el surgimiento del *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN), el primero de enero de 1994, en la selva Lacandona en el estado de Chiapas en México. El mismo año en que el intelectual conservador Jorge Castañeda publicó su libro *La utopía desarmada*²⁶, el grito “¡Ya basta!” de los neozapatistas anunció su oposición a la integración neoliberal del TLCAN (Tratado de Libre Comercio de América del Norte) y apostaron por la renovación de las resistencias que debían conjugar la democracia social y política con la igualdad y la diversidad para construir “un mundo donde quepan muchos mundos”. Para el subcomandante Marcos significaba rechazar la uniformización del mercado globalizado, respetar las identidades indígenas, sin olvidar el internacionalismo, y todo manteniéndose a distancia del Estado central²⁷. Los zapatistas, manteniendo su capacidad de autodefensa armada, comenzaron a construir una experiencia única en el mundo con las “Juntas de Buen Gobierno”, basadas en la distribución de responsabilidades y apoyadas por una amplia estructura de comunidades indígenas organizadas, cuya

²⁴ Bruno Konder, *L'action politique des sans-terre au Brésil*, Paris, L'Harmattan, 2004; Ana María Rocchetti, “El Movimiento de los Trabajadores sin Tierra (MST) del Brasil: sus orígenes y el carácter de su lucha”, [en línea], Buenos Aires, *Revista Herramienta.com.ar*, 2001, Dirección URL: <https://www.herramienta.com.ar/articulo.php?id=42>, [consulta: 20 de Marzo de 2018]

²⁵ Maristella Svampa, “Movimientos sociales y nuevo escenario regional: Las inflexiones del paradigma neoliberal en América Latina”, [en línea], Argentina, *Sociohistórica*, núm. 19-20, Universidad Nacional de la Plata, 2006, pp. 141-155, Dirección URL: www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.3612/pr.3612.pdf, [consulta: 20 de Marzo de 2018].

²⁶ Jorge Castañeda, *Utopia Unarmed: The Latin American Left After the Cold War*, New York, Knopf, 1993.

²⁷ Gloria Muñoz Ramírez, *EZLN: 20 et 10, le feu et la parole*, Paris, Nautilus, 2004; Jérôme Baschet, *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Paris, Flammarion, 2005.

capacidad de construir con el tiempo alimentó fuertemente los debates en la izquierda sobre la cuestión estratégica del Estado y para enfrentar al neoliberalismo.

A raíz del zapatismo, la región se convirtió en el faro de un “nuevo internacionalismo”²⁸, con la contracumbre contra el poderoso foro económico de Davos, y también con la campaña continental contra la deuda y la participación del MST en la formación (en 1992-1993) de la “Vía Campesina”, una articulación mundial de organizaciones rurales que militaban por la soberanía alimentaria y la agricultura campesina²⁹. En abril de 1997 también se fundó la Alianza Social Continental (ASC) en Belo Horizonte (Brasil). Esta coordinación reagrupó a los movimientos sociales de 35 países de América y el Caribe para luchar contra el proyecto del Área Libre Comercio de América (ALCA): entre 1998 y 2005, la ASC organizó tres “Cumbres de los pueblos de América” frente a las Cumbres de las Américas de los Jefes de Estado y de Gobierno. Permitiendo en cada Cumbre movilizar movimientos sociales, ONGs, sindicatos de todo el continente y elaborar una agenda común de luchas, hasta lograr el fracaso del ALCA en 2005, en Mar del Plata en Argentina.

También entre estos colectivos estaba el movimiento de mujeres y feminista que buscó reorganizarse después de un período de fuerte crecimiento e institucionalización:

Durante la década de los ochenta, el feminismo se desarrolló y diversificó considerablemente. Simultáneamente, se alejó de su primera perspectiva global (cambiar el mundo, acabar con la opresión), para especializarse en diferentes temas particulares. La existencia de importantes financiamientos internacionales contribuyó mucho también a la formación de redes temáticas (despenalización del aborto, lucha contra la violencia, participación política, etc.), en torno a las cuales el movimiento se reestructuró progresivamente. Los años noventa se vieron marcados por una clase de crisis de crecimiento: las tensiones se concretaron entre feministas de hueso colorado, las más críticas con los partidos y las prácticas políticas de la izquierda, a las que a veces se les reprochaba un cierto elitismo y/o radicalismo, y las defensoras del feminismo de los sectores populares, a veces calificadas de populistas y maternalistas. Se cristalizaron dos grandes tendencias, en un contexto de profesionalización-institucionalización-recuperación del movimiento y de pérdida de referencias ideológica.³⁰

El endurecimiento y la reorganización en las relaciones sociales de sexo, raza y clase obligaron a las feministas a proponer nuevas estrategias de organización que dieron sus frutos en la década siguiente.

Lo mismo sucedió con el debilitado movimiento sindical: a partir de los años 80 y 90, enfrentando una cierta esquizofrenia entre las Constituciones que afirmaban derechos para los trabajadores y las legislaciones que organizaban la precariedad neoliberal, dividiendo a la clase obrera entre una franja minoritaria con trabajadores fuertemente integrados, sindicalizados y estables, y por otro lado un “preariado” mayoritario, oscilando entre los trabajos temporales y el sector informal. La privatización de los sectores públicos altamente sindicalizados, la caída en la tasa de sindicalización por debajo del 15%, la transformación profunda del trabajo y la desindustrialización fragmentaron al actor sindical y alimentaron la pérdida de identidad de clase entre los trabajadores. Los sistemas de pensiones se privatizaron, con diferentes intensidades, en doce países latinoamericanos. El fenómeno de la informalidad creció y llegó a más del 60% de la población activa en ciertos países. Los bastiones de la clase obrera industrial que formaron el núcleo duro de un sindicalismo fuertemente organizado y politizado en los países del cono sur se vieron muy afectados y el vínculo corporativista entre el Estado y el movimiento sindical profundamente sacudido (hasta la destrucción a veces), a pesar de mantener

²⁸ Geoffrey Pleyers, *Alter-Globalization. Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

²⁹ La CLOC (Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo) fue fundada en 1994 como un producto directo del « nuevo internacionalismo » indígena y campesino.

³⁰ Jules Falquet, “Análisis del movimiento feminista latinoamericano y del Caribe frente a la globalización” en Franck Gaudichaud, *El Volcán Latino-americano* op. cit., pp. 69-77.

algunos arreglos con las burocracias sindicales en su lugar.³¹ El movimiento sindical estaba dividido sobre qué actitud adoptar frente a estos cambios: entre una confrontación militante y una negociación con los gobiernos neoliberales para aminorar los efectos de las reformas³². En Brasil, el movimiento sindical contribuyó al restablecimiento de la democracia en 1985 y el ala mayoritaria del sindicalismo, organizada en la CUT consolidó una oposición frente a los gobiernos neoliberales de los años 90 (Collor, Franco, Cardoso), mientras estableció fuertes vínculos con el Partido de los Trabajadores (PT). Sin embargo, el número de huelgas se redujo a la mitad durante esta década y las demandas de los huelguistas se volvieron fundamentalmente defensivas. En Argentina, la principal central sindical, la Confederación General del Trabajo, optó por la negociación con el gobierno, desmovilizando a sus adherentes a cambio de algunas concesiones y de la escisión de la Central de Trabajadores Argentinos (CTA) y del Movimiento de los Trabajadores Argentinos (MTA), muy críticos. Aun así, el sindicalismo experimentó un “periodo de hibernación” durante los años 90. De la misma forma, en Venezuela, la Confederación de Trabajadores de Venezuela (CTV) aceptó modificaciones en las prestaciones sociales, muy desfavorables para los trabajadores, con lo que aceleró su desprestigio. Al mismo tiempo, una nueva generación de militantes de la lucha de clases comenzó a resistir, incluso en contra de sus direcciones sindicales y comenzó a establecer convergencias con otros actores del campo popular³³.

Por lo tanto, es un panorama complejo el que se encuentra a finales de los años 90. A pesar de múltiples contradicciones, dispersiones y dificultades, estos diversos movimientos iniciaron lo que aquí proponemos nombrar una “larga ola en la lucha de clases latinoamericanas”, en un contexto que, hay que destacar, fue muy hostil en donde la represión se multiplicaba y el neoliberalismo continuaba avanzando (con el gobierno de Menem en Argentina y la dictadura de Fujimori en Perú). Estas movilizaciones fueron en un primer momento fundamentalmente defensivas y reivindicativas. Es interesante notar que este despertar es común a todos los países del Sur y que está en sincronía con una dinamización de la sociedad civil global³⁴.

La pluralidad de los sujetos en lucha nos permite hablar de una *emergencia plebeya*, no solamente proletaria o popular (porque integra a sectores de clases medias), y que está directamente ligada con el carácter «abigarrado» (en el sentido propuesto por el sociólogo boliviano Zavaleta Mercado) de una identidad social de los actores movilizados en este periodo neoliberal³⁵. Es precisamente este “pueblo polimorfo movilizado”, con una hibridación original de formas de organización comunitarias, de colectivos urbanos y con referentes modernos sindicales y de clase, el que los progresismos y las izquierdas capitalizaron en las urnas. También son estos pueblos en resistencia los que facilitaron la apertura del ciclo progresista, incluso mostrando en algunos casos una fuerza telúrica *destituyente*, capaz de tirar gobiernos, transformando profundamente la fisonomía política de la región.

³¹ Ruth Berins Collier y Samuel Handlin (directores), *Reorganizing Popular Politics: Participation and the New Interest Regime in Latin America*, Pennsylvania, University Park, 2009.

³² Franck Gaudichaud y Thomas Posado, “Introduction. Syndicats et gouvernements latino-américains: une réinstitutionnalisation?”, [en línea], París, *Cahiers des Amériques latines*, núm. 86, 2017, Dirección URL: <https://journals.openedition.org/cal/8347>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

³³ Thomas Posado, “Itinéraire d’un syndicaliste devenu candidat à la présidentielle: Utilisation et contention d’un militant ouvrier dans le Venezuela de Chávez”, [en línea], París, *Amérique Latine Histoire et Mémoire*, núm. 28, 2013, Dirección URL: <https://journals.openedition.org/alhim/4828>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

³⁴ François Polet (coordinador), *Etat des résistances dans le Sud – 2008*, Paris, Syllepse, 2008.

³⁵ Marc Saint Upéry, “¿Hay patria para todos? Ambivalencia de lo público y ‘emergencia plebeya’ en los nuevos gobiernos progresistas”, [en línea], Quito, *Iconos*, núm. 32, 2008, pp. 75-87, Dirección URL: <http://revistas.flacsoandes.edu.ec/iconos/issue/view/18/117>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

Rebeliones populares, crisis de la hegemonía neoliberal y “giro a la izquierda” (2000-2006)

Hemos visto que, en los años 90, los movimientos sociales estuvieron cruzados por una fuerte demanda de autonomía, influenciados por las propuestas zapatistas de una transformación sin tomar el poder del Estado, e incluso sin preocuparse por eso, (siguiendo las teorías de John Holloway³⁶), insistiendo más en el “poder hacer” (*potentia*) de la auto-organización local y concreta que en el “poder sobre” (*potestas*) de los proyectos estatales y partidarios de la izquierda. Una mirada que se vio reforzada por el naufragio liberal y gestor de toda una sección de la socialdemocracia y de los populismos históricos, con ciertos ejemplos “extremos”, como los gobiernos de la Concertación en Chile (1990-2010), Menem en Argentina (1989-1999) y el último gobierno de Paz Estenssoro (1985-1989) del MNR en Bolivia, que invitó al economista Jeffrey Sachs a reestructurar toda la economía para frenar la inflación. Sin embargo, los límites de una perspectiva de construcción de alternativas centradas en lo social *desde abajo* aparecieron a los militantes que querían acabar con la hegemonía neoliberal.

En síntesis, los años 2000 se caracterizan por el regreso de fuerzas socio-políticas y por una creciente unificación de los movimientos con el compromiso de algunos de ellos en la fundación de fuerzas partidarias que disputaron las elecciones locales y/o nacionales, y pretendieron acceder por las urnas a los gobiernos y transformar la sociedad (más o menos radicalmente). Por supuesto, este vínculo entre el espacio de los movimientos populares y el campo político tiene temporalidades muy diferentes según los países: se produjo con una brusca ruptura y aceleración “por abajo” en países como Bolivia y Ecuador; y después de una larga continuidad participación-institucionalización entre la izquierda y los movimientos en Brasil, Uruguay y Nicaragua. También con situaciones “intermedias” que combinaron la insurrección en las calles con la continuidad peronista como en Argentina o con la emergencia de una figura militar “populista de izquierda” como en Venezuela.

Así, siguiendo diferentes caminos, los movimientos sociales abrieron el siglo al progresismo y al regreso del anti-imperialismo político y la centro-izquierda, utilizando una “estructura de oportunidad política”³⁷ que fue bastante favorable: con el mantenimiento de los regímenes constitucionales representativos y con sistemas electorales pluralistas (a pesar de todas sus debilidades), el fin de la guerra fría, un contexto económico internacional más favorable que en el pasado, y, en fin, una crisis de legitimidad creciente de los dirigentes políticos tradicionales, que permitieron un alineamiento creciente de sectores de la población con las reivindicaciones de los movimientos populares :

Estos movimientos han contribuido de varias maneras a la ola de victorias que ha conducido a América Latina hacia la única región del mundo gobernada mayoritariamente por el centro izquierda y la izquierda desde hace más de diez años. Por un lado, por sus poderosas movilizaciones -a veces casi insurrecciones como en Argentina, en Bolivia o en Ecuador a comienzos de 2000- contra los regímenes políticos, los partidos y las oligarquías económicas. Por otro lado, por la formulación de reivindicaciones y de proposiciones posibles de inspirar o definir los programas de los candidatos progresistas. Y esto, en particular, en el dominio de la refundición de reglas de la vida democrática. Y, por último, al proporcionar bases sociales organizadas durante las campañas electorales.

³⁶ Cfr: John Holloway, *Change the World without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, London, Pluto Press, 2002 y John Holloway, *Contra y más allá del Capital. Reflexiones a partir del debate sobre el libro ‘Cambiar el mundo sin tomar el poder’*, México/Argentina, Universidad Autónoma de Puebla/Ediciones Herramienta, 2006. Hemos presentado ampliamente y discutido este debate en: Franck Gaudichaud, “América Latina actual. Geopolítica imperial, progresismos gubernamentales y estrategias de poder popular constituyente”, entrevista de Bryan Seguel en Grupo de Estudios Sociales y Políticos (coordinadores), *Movimientos sociales y poder popular en Chile. Retrospectivas y proyecciones políticas de la izquierda latinoamericana*, Santiago, Tiempo robado editoras, 2015, pp. 237-278.

³⁷ Sidney Tarrow, *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics*, Cambridge University Press, 1994.

En ciertos casos, los movimientos sociales han impulsado la formación de partidos o han contribuido en ellos en gran medida: en Bolivia, con el Movimiento Al Socialismo (MAS), en Ecuador, donde la creación de la coalición Alianza PAIS se ha beneficiado de un fuerte apoyo de los movimientos indígenas comprometidos contra los gobiernos anteriores, en Brasil dónde han participado en la fundación del Partido de los trabajadores (PT).³⁸

Entre las coyunturas más espectaculares y explosivas del momento plebeyo de las últimas décadas, se pueden citar lo que el marxista argentino Claudio Katz nombra, con razón, las "cuatro rebeliones populares"³⁹. Encontramos entonces estas "figuras de la revuelta" que tienen sus raíces en la historia del continente y marcan con hierro rojo el comienzo del nuevo siglo, una temporalidad de la fractura que parece ser capaz de barrer todo momentáneamente y refundar la sociedad: "por diferentes razones, los mecanismos de control social y político se vuelven por un momento desbordados e inadecuados y luego se abre por un tiempo indeterminado otro espacio-tiempo donde los códigos y normas vigentes hasta ese momento se encuentran suspendidas y dejan de ser actuales".⁴⁰

Estas brechas son momentos de "coyunturas estratégicas" en el sentido de Gramsci, en el que se condensan numerosas contradicciones sociales, capaces de abrir (o de cerrar) ciclos políticos de transformación.

La primera gran rebelión en estos países va a encarnar -un tiempo- en la principal ruptura anti-imperialista del continente, Venezuela. El incendio inicial se dio en 1989 con el *Caracazo* (mencionado anteriormente). Desde la caída de la dictadura de Marcos Pérez Jiménez y la firma del Pacto de Punto Fijo (1958) -una alianza del partido socialcristiano (COPEI) y de Acción Democrática (AD, socialdemócrata), excluyendo al Partido Comunista-, Venezuela estuvo presente como un ejemplo de "estabilidad democrática". El *Caracazo*, es el momento en el que las mayorías olvidadas de la población entran en escena, dejando el telón de fondo del régimen político. La revuelta fue reprimida ferozmente (con más de 1000 muertos), pero se prolongó de cierta manera "desde arriba" con el intento de golpe de Estado (fallido) nacional-progresista, que, en 1992, intentó el joven teniente-coronel paracaidista Hugo Chávez Frías, con el apoyo del MBR (Movimiento Bolivariano Revolucionario). Pero este fracaso inicial finalmente condujo a una sorpresiva victoria electoral de Chávez en las elecciones presidenciales de 1998 con el apoyo del Movimiento Quinta República y de partidos de izquierda como "Polo Patriótico": comenzando así la larga experiencia de la "Revolución Bolivariana", excepcional y contradictoria. Aquí, vimos el colapso del sistema de partidos dominantes de la Cuarta República y el surgimiento de una figura carismática, nacionalista y popular, que *encarna* corporal, simbólica y discursivamente al *Pueblo*, en un Estado rentista, petrodependiente con una tradición débil de movimientos de masas e independencia de clase.

La segunda rebelión, fue en el Ecuador con los pueblos indígenas. Ya hemos mencionado el papel central que jugó la CONAIE. De hecho, por lo menos tres gobiernos fueron literalmente "abatidos" por las organizaciones indígenas y sus aliados. Después de las movilizaciones de 1994 por "la vida y la reforma agraria" que paralizaron a Quito por dos semanas, la Confederación provocó la caída del presidente Bucaram en 1997 y permitió la creación del Fondo Nacional por el Desarrollo de los Pueblos Indígenas. Mientras tanto, probó con el paso de lo social a lo político que agitaba a la región, cuando la CONAIE creó (junto con organizaciones campesinas) el partido Pachakutik que ganó rápidamente muchas elecciones a nivel local, y parlamentario, pero perdió en las presidenciales. Finalmente, en el año 2000, frente a la grave crisis económica, la corrupción y la dolarización de la

³⁸ Christophe Ventura, "Breve historia contemporánea de los movimientos sociales en América Latina", [en línea], *Rebelión*, 15 de septiembre de 2012, Dirección URL: <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=156085>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

³⁹ Claudio Katz, "Las nuevas rebeliones latinoamericanas", [en línea], *Rebelión*, 26 de octubre de 2007, Dirección URL: <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=58138>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁴⁰ Nicolas Pinet, "Introduction: Éléments pour une grammaire de la révolte", en Nicolás Pinet (coordinador) *Figures de la révolte: Rébellions latino-américaines (XVIe-XXe siècles)*, Paris, Syllepse, 2016, p. 7-29.

economía, el presidente neoliberal Mahuad fue destituido, luego de 6 meses de intensos enfrentamientos callejeros y de una disidencia creciente en el seno de las fuerzas armadas. La dirección de la CONAIE se vio entonces embarcada en un proyecto político populista cuando apoyó al ex-coronel Gutiérrez en las elecciones del 2002 e, incluso, formó parte de su gobierno con dos ministros. El idilio fue breve, pero el costo político de esta participación catastrófica se dio a largo plazo (y todavía se extiende en parte hasta hoy). Sin embargo, fue junto con los movimientos de revuelta de las clases medias urbanas que los indígenas participaron en la caída de Gutiérrez, permitiendo indirectamente -sin un acuerdo con su líder, la creación de *Alianza País*, y la victoria presidencial del cristiano humanista, economista heterodoxo y ex-ministro, Rafael Correa. Con sus victorias electorales y el llamado a crear una Asamblea Nacional Constituyente, en enero de 2007:

Se abría un ciclo político atravesado por el contradictorio despliegue del más ambicioso proyecto de transformación social experimentado desde el retorno democrático de 1979. Cambio y conflicto se entrelazaron durante una década en una dinámica que puso frente a frente a lógicas populistas y movimientistas de comprensión de la política, el estado y la acción colectiva en vertiginosos tiempos de reforma.⁴¹

Fue en Argentina donde surgió la tercer grande “insurrección” del periodo anti-neoliberal. Así, a finales del 2001, explotó después de años de alineamiento de la economía con el dólar, una crisis de liquides severa, la reducción drástica de los salarios públicos y privados, privatizaciones, la explosión del desempleo, y finalmente el establecimiento del *corralito*, impulsado por el Ministro de Economía Domingo Cavallo, que limitó los retiros bancarios y buscaba salvar a los grandes banqueros antes que a las clases medias. Después de una jornada de huelga general, varios días de “cacerolazo” y disturbios (con muertos incluidos), los días 20 y 21 de diciembre de 2001 quedaron grabados en la memoria de los argentinos⁴², obligando al presidente De La Rúa a huir en helicóptero de la *Casa Rosada* (el palacio presidencial), su sucesor solamente duró 5 días en el poder. Se movilizaron especialmente las clases medias urbanas empobrecidas, junto con algunos de los más precarios, el movimiento sindical tradicional que había quedado desangrado. El siguiente gobierno, de Duhalde, también tuvo que enfrentar las luchas y la indignación popular y continuó con la represión al movimiento *piquetero*. En 2002 Argentina se convirtió en un laboratorio de nuevas formas de acción colectivas, visible en las movilizaciones de los desocupados, la aparición de asambleas barriales, fabricas recuperadas por los trabajadores y la multiplicación de centros culturales, jardines, comedores y guarderías colectivas autogestionadas. En la efervescencia de 2001-2002, la necesidad de la solidaridad y las experiencias cooperativas tendieron a imponerse. Sin embargo, en 2003, se dio una declinación de las resistencias, la fragmentación del movimiento *piquetero* y sindical, y los intentos peronistas por canalizar estas fuerzas dieron paso a una aspiración por regresar “al orden”. Ante la falta de una alternativa coherente (a diferencia de Bolivia) y sin un líder carismático outsider (como en Ecuador o en Venezuela), es que los sectores *progresistas* del peronismo ganaron las elecciones, con la llegada de Néstor Kirchner y su “Frente por la Victoria” al poder del Estado. El nuevo gobierno justicialista impuso la consigna de “*Por un país serio, por un país normal*”, para intentar responder en parte a las exigencias de las clases medias, desarrolló un discurso latinoamericanista y acabó con la ley de “punto final” y la impunidad para los responsables de la dictadura⁴³.

Pero fue en Bolivia en donde la explosión plebeya fue más profunda, radical y en donde la articulación entre participación y movimiento, el “salto” del movimiento al partido, de la movilización popular a las elecciones y de las calles al palacio fueron más espectaculares⁴⁴. Fundado a finales de los años 90, el

⁴¹ Franklin Ramírez Gallegos, “Ascenso, des-fragmentación y desperdicio. Luchas sociales, izquierda y populismo en el Ecuador (2007-2017)”, [en línea], Bélgica, CETRI.be, 25 de agosto de 2017, Dirección URL: <https://www.cetri.be/Ascenso-des-fragmentacion-y?lang=fr>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁴² Ver el documental de Pino Solanas, *Memoria del saqueo*, Argentina, 2003.

⁴³ Cfr. Maristella Svampa, “Las fronteras del gobierno de Kirchner”, *Revista Crisis*, núm. 0, Argentina, diciembre de 2006; y Ana Soledad Montero, *¡Y al final un día volvimos! Los usos de la memoria en el discurso kirchnerista (2003-2007)*, Buenos Aires, Prometeo, 2011.

⁴⁴ Hervé Do Alto y Pablo Stefanoni, *Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris, Raisons d’agir, 2008.

MAS-ISP (Movimiento al Socialismo-Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos), dirigido por Evo Morales, sindicalista cocalero de origen Aymara, se situó precisamente en la frontera entre lo social y lo político. Este “instrumento” fue completamente original, porque se basaba en la representación “orgánica” de numerosos sindicatos que se adherían de manera *colectiva* al MAS: como fue el caso, entre otros, de la CSUTCB (Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia), Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia (FNMCB) y de la Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB). La organización sindical era la única puerta de entrada para el partido y el MAS fue así un partido basado en la organización sindical rural por todo el periodo 1995-2006. El MAS se consideraba entonces como un aparato que permitía el acceso a recursos y financiamientos (en una lógica corporativa y clientelar). Pero la rápida transformación del panorama político cambió el juego. En efecto, el país andino vivió en esos años numerosos levantamientos campesinos e indígenas (y de mineros), centrados particularmente en la fuerza de las organizaciones comunitarias, por controlar los recursos naturales que condujeron a la destitución del presidente Sánchez de Lozada en octubre de 2003. En 2000, los movimientos populares de Cochabamba organizaron la *Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida* y se movilizaron contra el espectacular aumento en el precio del agua después de que se le había otorgado una concesión por 40 años a la multinacional estadounidense Brechtel. Después de 6 meses de lucha y de una represión feroz, el movimiento ganó la *Guerra del Agua* y expulsó a la empresa transnacional. En enero del 2005, una segunda *Guerra del Agua* iniciada en El Alto, una zona popular autoconstruida que domina La Paz, expulsó también a la filial de Suez, *Aguas del Illimani* y obligó al nuevo gobierno boliviano a desmercantilizar el agua. Pero fue finalmente la cuestión del gas la que constituyó el trasfondo del acceso al poder de Evo Morales, con las movilizaciones de 2003 y de 2005, que se soldaron por la muerte de varias decenas de personas. El primero de mayo de 2006, Evo Morales, recientemente electo como presidente, anunció la nacionalización de los hidrocarburos, como una señal al mundo: “*Bolivia ya no tiene dueños, sino socios*”. Las multitudes indígenas y populares (de las que hablaba García Linera⁴⁵), fueron un “bloque de acción colectiva” subalterna, finalmente acabaron con el poder de la vieja oligarquía blanca, racista y neocolonial para poner en su lugar un proyecto nacional, inclusivo, decolonial y que se inscribe en una larga historia de resistencias contra la opresión. Este “salto” estratégico de las calles a los palacios fue el producto de múltiples formas de poder popular, no estatal, como las juntas de vecinos de El Alto y diversas experiencias acumuladas de organizaciones en resistencia, subalternas, como las que tenían las comunidades aymaras y urbanas.

Profundamente enraizado en la historia boliviana, ese proceso combina la herencia de tres “memorias” de luchas: la “memoria larga” de la resistencia indígena de los siglos XVII y XIX contra el Imperio colonial español, luego contra la República, expresada en nuestros días a través de la voluntad de los movimientos rurales convocantes de la Asamblea Constituyente; la “memoria intermedia” de la Revolución nacional de 1952, que contribuyó a modernizar al Estado boliviano con la nacionalización de las minas, la reforma agraria y el sufragio universal; y finalmente la “memoria corta” de un ciclo de movilizaciones antiliberales surgido a fines de los años noventa, [...]. Lejos de los referentes marxistas que en otro tiempo dominaron el paisaje político nacional de la izquierda, esta “revolución democrática y cultural” deja ver una “Bolivia insurrecta” con múltiples rostros, nacida de los escombros de un movimiento obrero pulverizado por la “terapia de choque” puesta en obra desde 1985 por un gobierno convertido entonces a las virtudes del free market. El sincretismo ideológico del MAS, hecho de nacionalismo, indianismo y anticapitalismo, resulta en gran parte de la articulación contingente de esas diferentes herencias de lucha, encontrándose al mismo tiempo en el origen de innumerables tensiones que atraviesan ese proceso.⁴⁶

⁴⁵ Según García Linera, las multitudes designadas son un “bloque de acción colectiva, que articula estructuras organizadas autónomas de las clases subalternas en torno a construcciones discursivas y simbólicas de hegemonía, que tienen la particularidad de variar en su origen entre distintos segmentos de clases subalternas” cfr. Álvaro García Linera, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, Buenos Aires, CLACSO-Prometeo Libros, 2008.

⁴⁶ Hervé Do Alto, «La revolución de Evo Morales o las sinuosas vías de la refundación de Bolivia» en: Franck Gaudichaud (coordinador), *El volcán latino-americano*, op. cit., pp. 99-110.

Venezuela, Ecuador, Argentina y Bolivia: más allá de estas 4 rebeliones, si hacemos un análisis regional, son esencialmente las versiones más institucionales, gradualistas y moderadas de las izquierdas políticas las que se impusieron en la mayor parte de los países.

La más importante entre ellas por su influencia geopolítica, evidentemente, es Brasil, con casi el 50% del PIB de Sudamérica y 180 millones de habitantes en 2002 cuando Lula Da Silva ganó las elecciones. La historia del Partido de los Trabajadores (PT), igual que la de Lula, nació en las entrañas de los bastiones de la clase obrera y metalúrgica de la ABC (São André, São Bernardo, São Caetano), al mismo tiempo que la CUT (fundada en 1983). Un partido que en 1990 anunciaba: "El socialismo que queremos construir se hará realidad solo si crea una verdadera democracia económica". Pero el PT que ganó el gobierno federal en 2002 ya no era así: después de tres derrotas en las elecciones presidenciales (de 1988, 1994 y 1998), el partido estaba considerablemente corrido al "centro" y la social-democracia, en particular con su liderazgo y su candidato. El partido ya había ganado muchos espacios en los importantes ayuntamientos del país, algunos gobiernos estatales de la federación, con un aparato cada vez más profesionalizado y lejos de su base. Además, para conquistar la presidencia y, luego, enfrentar a un Congreso con fuerzas estructuralmente dispersas y dominadas por los sectores conservadores, Lula impuso una larga política de alianzas con algunos partidos de las clases dominantes. Fue tan lejos que como candidato a la vicepresidencia se nombró a José Alencar, un industrial y dirigente del Partido Liberal (de derecha). Finalmente, el dirigente petista fue electo en la segunda vuelta con el 61% de los votos, contra José Serra, el candidato del Partido Social-demócrata Brasileño (PSDB), con un programa abiertamente social-liberal. En su "carta al pueblo brasileño" de junio del 2002, el ex-sindicalista le confirmó a la nación (y sobre todo a las élites locales e internacionales), su metamorfosis al abandonar cualquier discurso de crítica a las injerencias del FMI, se comprometió a no poner en marcha la moratoria de la deuda y a respetar los acuerdos económicos internacionales que ya estaban en vigor. El eslogan de su campaña fue "Paz y amor" y propuso "tener paciencia a los brasileños", favorecer la llegada del capital extranjero (notablemente el de los agrocombustibles), todo en respuesta a la urgencia social (con el plan "hambre cero") y gracias a las reorientaciones de numerosos programas creados por Fernando Cardoso. Esta alianza de clases fue la que dominó, con algunas inflexiones notables, la presidencia lulista (2003-2011), y también la de Dilma Rousseff que lo sucedió de 2011 a agosto de 2016⁴⁷.

Experiencias como la de la victoria del Frente Amplio en Uruguay (Tabaré Vázquez ganó en 2004 con el 56.63% de los votos en la segunda vuelta), e incluso el "nuevo" sandinismo en Nicaragua encabezado indudablemente por Daniel Ortega (que ganó en la primera vuelta en 2006) se inscriben en este linaje institucional y de centro-izquierda más que como el producto de una izquierda plebeya.

Globalmente, y sobre todo en América del Sur, la dinámica socio-política de rechazo al neoliberalismo en los años 90 se tradujo de manera desigual y diferenciada en el plano electoral en la multiplicación de gobiernos ganados por organizaciones políticas que se reclamaban de izquierda, críticas del neoliberalismo e incluso, a veces, anti-imperialistas. Recordemos, las elecciones de Tabaré Vázquez, de Evo Morales, Daniel Ortega y Rafael Correa, la reelección de Chávez en 2006, la de Lula que pasa la prueba en Brasil ese mismo año, y, en 2007, la de Cristina Kirchner en Argentina (sucesora a su marido). También podríamos agregar la de Michele Bachelet en Chile (2006), y la del ex obispo Lugo en Paraguay en 2008, e insistir en la importancia simbólica y democrática del arribo a los gobiernos de la región de mujeres, viejos sindicalistas, cristianos progresistas y ex-guerrilleros, fenómenos impensables, en esta magnitud, unos años antes.

Esta secuencia refleja una profunda crisis de la hegemonía neoliberal en América Latina, igual que las formas de dominación tradicionales de las clases dirigentes⁴⁸. Y si podemos hablar de un "giro a la

⁴⁷ Cfr. Laurent Delcourt, "Le Brésil de Lula: une dynamique de contradictions", en *Alternatives Sud, Le Brésil de Lula: un bilan contrasté*, Paris, Syllepse, 2010, pp. 7-34; y Frédéric Louault, "Lula, père des pauvres?", [en línea], Paris, *La Vie des idées*, 29 octubre 2010, Dirección URL: <http://www.laviedesidees.fr/Lula-pere-des-pauvres.html>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁴⁸ Emir Sader, "América Latina, ¿el eslabón más débil?: el neoliberalismo en América Latina", *New Left Review*, núm. 52, UK, 2008, pp. 5-28.

izquierda” es por observar cómo estas numerosas elecciones sucesivas se contraponen a la unanimidad derechista de los años 90, porque las movilizaciones les impusieron a los poderes darle mayor importancia a la cuestión social, al retorno de un Estado redistributivo y a la soberanía nacional. Resurgió en el imaginario geopolítico del continente el sueño de Bolívar y la integración regional alternativa, que intentaban recuperar un espacio de autonomía frente a las grandes potencias del Norte y del imperialismo. Retomando la expresión de Rafael Correa, más que una “época de cambios”, lo que se vivió en América Latina fue un “cambio de época”.

Sin embargo, los partidos progresistas que ganaron las elecciones presidenciales durante este periodo fueron mayoritariamente de centro-izquierda y moderados, lejos de las referencias revolucionarias o anticapitalistas, o del reclamo del modelo cubano, que agitaba a la izquierda en la década de 1970. Después de los años 90, lo que algunos tomaron por una edad de la razón, se tradujo en muchas organizaciones partidarias por un claro proceso de *social-liberalización*, empezando e incluyendo al gobierno sandinista de Daniel Ortega en Nicaragua (con su imbricación autoritaria, clientelar y con la gestión patrimonial del Estado). Esta nueva vía se tradujo en la lógica reformista del “Foro de Sao Paulo” (creado en 1991), incluso si encontramos ahí a organizaciones tan diferentes como el Partido Comunista Cubano y al Partido Socialista Chileno⁴⁹. Un ejemplo paradigmático de este fenómeno - visible a escala planetaria- son los 20 años de gobiernos neoliberales de la “Concertación” en Chile, una tendencia largamente confirmada en los mandatos de la “socialista” Michelle Bachelet. Una evolución que también alcanzó a uno de los partidos obreros más importantes del planeta: el Partido de los Trabajadores (PT) en Brasil. Parece que la “la mosca azul del poder” descrita por el teólogo de la liberación Frei Betto, un tiempo cercano a Lula, ha hecho su trabajo socavándolo con las necesidades de la *realpolitik*, y sus arreglos⁵⁰. Fenómenos que detallaremos en las líneas siguientes. Sin embargo, estas victorias políticas y electorales cuando surgieron, aparecían a los ojos de grandes sectores de las clases populares como una posible salida del túnel del autoritarismo, de la regresión social del neoliberalismo y de sus formas más violentas (que Pablo González Casanova ha llamado «neoliberalismo de guerra»⁵¹).

Institucionalización de los progresismos, políticas sociales redistributivas y capitalismo de Estado (2006-2013)

Durante los años que siguieron a la reelección de Chávez, el “giro a la izquierda” en Latinoamérica parecía estar consolidado, y generó entusiasmo en todo el mundo por el posible final del famoso TINA (*There is no alternative*) que en sus tiempos había sido proclamado, con soberbia, por Margaret Thatcher. ¿Estaba el subcontinente mostrando el camino sobre cómo articular voces de las urnas y voces de las luchas en la construcción de modelos democráticos e incluso “revolucionarios”? La euforia del momento y la multiplicación de los análisis ditirámicos (o al menos no distanciados) tendieron a generar un retrato unánime de realidades complejas, y que tenían contradicciones desde sus orígenes. En general, aprecio que existen tres variantes de los regímenes latinoamericanos para el periodo 2006-2013. Junto a la alternativa neoliberal conservadora y pro-estadounidense de Colombia y México, encontramos un segundo bloque de países que no coincide plenamente con los Estados Unidos, basado en partidos con una trayectoria de varias décadas, defendiendo ciertas posiciones de autonomía de sus burguesías locales y más orientados a la centro-izquierda con sus variantes socioliberales (Brasil y Uruguay) o populistas de izquierda (Argentina, Nicaragua). Y, finalmente, nació

⁴⁹ Ahí también encontramos a los sandinistas del FMLN, al PT de Brasil, al Frente Amplio de Uruguay, a la Causa R de Venezuela y al Partido de la Revolución Democrática (PRD) de México.

⁵⁰ Frei Betto, *A mosca azul: reflexao sobre o poder, Brasil, Rocco, 2006*.

⁵¹ Pablo González Casanova, “Democracia, liberación y socialismo: tres alternativas en una”, [en línea], *Observatorio Social de América Latina*, núm. 8, Buenos Aires, CLACSO, 2002, Dirección URL: <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal8/casanova.pdf>. Para una perspectiva feminista sobre la violencia neoliberal, [consulta: 20 de marzo de 2018]; y Jules Falquet, *Pax Neoliberalia. Perspectivas feministas sobre (la reorganización de) la violencia*, Buenos Aires, Madreselva, 2017.

un último bloque, que oscilaba entre un nacionalismo popular, anti-imperialista y un neodesarrollismo, con sus gobiernos opuestos a muchas posiciones de Washington, y a las oligarquías locales y sus fuerzas políticas que quedaban de los escombros de los sistemas políticos anteriores. Estos últimos gobiernos eran dirigidos por líderes carismáticos “outsiders” y alimentados por niveles de participación ciudadana importantes pero controlados “desde arriba” en una lógica “bonapartista” y cesarista (Venezuela, Bolivia y Ecuador esencialmente). Sin embargo, entre estos tres tipos de regímenes, la posición de los gobiernos y de los partidos oficiales, en tal o cual tema, tenía fluctuaciones en función de la correlación de fuerzas internacionales, los conflictos con la oposición y la lucha de clases interna⁵².

La única manera de comprender la “gramática del poder” de los gobiernos progresistas es la de pasarlos por la crítica de su *praxis*, más allá de sus discursos, y de su relación con los movimientos populares, con el capital y también con las grandes potencias. Como sugiere el sociólogo Immanuel Wallerstein, en particular, es indispensable tomar en cuenta su posición y sus acciones en relación a Washington⁵³. En este punto, está claro que las tres experiencias que más tuvieron que enfrentar la hostilidad de los Estados Unidos con sus posiciones, después de una perspectiva anti-imperialista, son igualmente los 3 países que revivieron el simbolismo revolucionario: la “revolución bolivariana” con su “socialismo del siglo XXI” en Venezuela, la “revolución ciudadana” y su “buen vivir” en Ecuador y el Estado plurinacional y el “socialismo comunitario” en Bolivia.

Más allá de la retórica y las fuertes contradicciones entre el discurso y la *realpolitik*, es innegable que el imperialismo intentó desestabilizar estas tres experiencias, comenzando con el chavismo en tanto que principal proceso nacional-popular del periodo, pero también (y especialmente) porque Venezuela tiene la mayor reserva de petróleo del planeta, un tesoro de guerra que antes estaba bajo control estadounidense. El golpe de Estado en abril de 2002 contra Hugo Chávez, fue apoyado activamente por la CIA y las federaciones patronales locales (*Fedecamaras*), con el paro petrolero de 2 meses a finales de 2002, recordando que el Tío Sam todavía podía ser un enemigo para la democracia en América Latina. Fueron desestabilizaciones que solamente pudieron frustrarse gracias a la formidable movilización popular y al apoyo de las fuerzas armadas bolivarianas. Después, con diversas técnicas de intervención mediática y en la sociedad civil (*soft power*), y con las amenazas de invasión militar por parte de varios responsables de la Casa Blanca y el Pentágono intentaron presentar a Venezuela como una «amenaza» para la seguridad estratégica *yankee*. Pero, al mismo tiempo, Caracas continuó siendo un buen cliente comercial y energético para el gigante del Norte, y sus multinacionales. La “revolución bolivariana” salió fortalecida de los enfrentamientos con el imperialismo en 2002-2003 y se radicalizó en 2004, consolidando su base electoral, y sobre todo el carácter cívico-militar, con las Fuerzas Armadas Bolivarianas en el centro del dispositivo del poder central.

En Bolivia, fue durante el año de 2008, cuando el gobierno de Evo Morales tuvo que pasar la prueba, teniendo que enfrentar las amenazas de secesión territorial de la oligarquía blanca y mestiza de la media luna (Este y Sur del país), el Pando, Beni, Santa Cruz y Tarija, apoyados por el embajador de los Estados Unidos Philip Goldberg. De hecho, mientras el gobierno estaba en plena consolidación de la nueva hegemonía campesino-indígena, confirmada por la victoria en el referéndum revocatorio de agosto del 2008 (con un 67% de los votos para Evo), la burguesía de los grandes terratenientes y agroindustriales, con los prefectos de la oposición a su lado, desafió al poder con un “paro cívico”

⁵² Maristella Svampa propone distinguir entre un “populismo *de clase media*” -con los presidentes Kirchner en Argentina y Rafael Correa en Ecuador- y un “populismo *plebeyo*”- con Evo Morales en Bolivia y Hugo Chávez en Venezuela. cfr. Maristella Svampa, *Del cambio de época al fin de ciclo: gobiernos progresistas, extractivismo, y movimientos sociales en América Latina*, Buenos Aires, Edhasa, 2017.

⁵³ Immanuel Wallerstein, “How Far Left Has Latin America Moved?”, [en línea], New Haven, *Commentary*, no. 187, 15 de junio de 2006, Dirección URL: <https://www.iwallerstein.com/how-far-left-has-latin-america-moved/>, [consulta: 20 de marzo de 2018]; ver igualmente el análisis del mismo autor 9 años más tarde sobre las dificultades de las izquierdas en el subcontinente: Immanuel Wallerstein, “The Latin American Left Moves Rightward”, New Haven, *Commentary*, No. 404, 1 de julio de 2015, Dirección URL: <https://www.iwallerstein.com/the-latin-american-left-moves-rightward/>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

racista, clasista y pro-imperialista. Pero de nuevo, la derrota de estas desestabilizaciones se dio con la movilización colectiva de las masas sociales (en este caso miles de indígenas y campesinos) en un nuevo bloque de poder y con la acción decidida del gobierno para sofocar la rebelión reaccionaria. Finalmente, el embajador de los Estados Unidos fue expulsado del país, junto con la DEA, la agencia anti-drogas. Y en 2013, fue la USAID (Agencia de los Estados Unidos para el «desarrollo internacional») la que se convirtió en *persona non grata*, condenada por su injerencia en los asuntos internos de Bolivia.

Aunque en menor medida, la Revolución Ciudadana también tuvo sus problemas con Washington, particularmente cuando Correa decidió no renovar la concesión de la base de Manta para las fuerzas militares de Estados Unidos. El gobierno también realizó una auditoria histórica a la deuda de Ecuador, que tuvo como consecuencia el desconocimiento de las deudas ilegítimas del país, y la suspensión unilateral de los títulos comerciales que vencían en 2012 y en 2030 (luego de canjear estos títulos a menos del 35% de su valor)⁵⁴. Esto motivó el enojo de Estados Unidos y del Banco Mundial, cuyo representante fue expulsado del país.

Estos, son casos emblemáticos de una relación Norte-Sur que estaba cambiando su estructura con nuevas formas de integración regional autónomas (ALBA, UNASUR, CELAC). Sin embargo hay que enfatizar que no existió una homogeneidad en este proceso regional de los “progresismos”, ni siquiera de las políticas públicas que desarrollaron: podemos observar pequeñas sacudidas que enfrentaron al modelo hegemónico en crisis, con gobiernos que van del “rosa pálido” que reivindicaban el antiliberalismo, con una izquierda social-neoliberal (Bachelet en Chile) a fuerzas nacional-populares más radicales (el chavismo) pasando por los partidos socialdemócratas consolidados (como el Frente Amplio uruguayo). Es necesario señalar que, aunque estos procesos estaban incorporados a los sistemas políticos fuertemente presidencialistas (herencia en parte de las independencias), lo hicieron en regímenes con una institucionalización y una estabilidad diferentes: fuerte en Brasil o en Uruguay y muy débil en Venezuela y en Nicaragua. Además, no podemos olvidar que varios países estratégicos por su peso, comenzando por Colombia y México, permanecieron a lo largo de la década 2000-2010 gobernados por la derecha. Por lo tanto, es correcto, como ya lo han hecho varios observadores, matizar ampliamente la imagen simplista de un “giro a la izquierda” más o menos homogéneo. Lo mismo pasa en el debate que tuvieron los intelectuales sobre la existencia de « dos izquierdas » en el gobierno: una “moderna” o “social-liberal” (según el punto de vista) que complementaba al mercado mediante algunas reformas sociales o societales moderadas, como en Chile, Uruguay y Brasil y la otra “populista y arcaica” o “radical y anti-imperialista” (también según la orientación política de los autores), encabezada por la Venezuela Bolivariana, Ecuador y Bolivia⁵⁵. Desde el 2006, algunos observadores cuestionaron el «mito de las dos izquierdas» en favor de una lectura de múltiples izquierdas, reflejando las diferentes realidades nacionales que se manifestaron en el seno de un mismo movimiento, de un mismo partido y un mismo gobierno. Este carácter justifica los diagnósticos más contradictorios, con la percepción de un giro revolucionario en gestación en contraste con la normalización social-liberal hecha de pragmatismo y renunciadas⁵⁶.

Sin embargo, en la mayoría de los casos, los primeros pasos de los presidentes progresistas y de los nacional-populares fue dedicarse al retorno del Estado y de las políticas redistributivas, aprovechando el alto precio de las materias primas, la renta de las exportaciones y un contexto económico

⁵⁴ Eric Toussaint, “Les leçons de l’Équateur pour l’annulation de la dette illégitime”, [en línea], Bélgica, *CADTM.org*, 29 de mayo 2013, Dirección URL: <http://www.cadtm.org/Les-lecons-de-l-Equateur-pour-l>, [consulta:20 de marzo de 2018].

⁵⁵ Para una interpretación liberal y conservadora de estas dos izquierdas, ver: Jorge Castañeda, “Latin America's left turn”, *Foreign Affairs*, New York, mayo-junio 2006; para un análisis bolivariano ver: Katu Arkonada y Paula Klachko, *Desde abajo, desde arriba. De la resistencia a los gobiernos populares*, op. cit. También se puede consultar: Jeffery Webber and Barry Carr (editores), *The New Latin American Left: Cracks in the Empire*, Maryland: Rowman and Littlefield Publishers, 2013, Marta Harnecker, *La izquierda después de Seattle*, Madrid, Siglo XXI, 2001 y Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolívar. Le défi des gauches sud-américaines*, Paris, La Découverte, 2007.

⁵⁶ Franklin Ramírez Gallegos, “Mucho más que dos izquierdas”, [en línea], *Nueva Sociedad*, núm. 205, Buenos Aires, septiembre - octubre 2006, Dirección URL: <http://nuso.org/articulo/mucho-mas-que-dos-izquierdas/>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

favorables⁵⁷. Según la CEPAL, 70 millones de personas salieron de la pobreza en una década, mientras que, en 1990, el 22.6% de los latinoamericanos eran considerados indigentes y 48.4% como pobres, en 2014 «solamente» eran el 12% y el 28% respectivamente⁵⁸.

Y fue precisamente en los países que “giraron a la izquierda” en donde los resultados fueron más pronunciados. En Bolivia, la pobreza pasó del 66,4% (2005) al 39,3% (2014), mientras la desigualdad disminuía. Lo mismo sucedió en Ecuador (la pobreza se redujo al 22,5% (2014) contra un 37,6% en 2006). Los resultados fueron espectaculares en Venezuela, en el periodo 1998-2011, fue el país que más redujo las desigualdades (con un índice de Gini que pasó del 0,486 al 0,390), mientras que la pobreza se redujo 10 puntos y la pobreza extrema 14⁵⁹. Durante ese periodo se dio un aumento constante en el presupuesto estatal y el gasto público destinado en lo social, todo mientras el PIB de los países crecía, con casos excepcionales como Bolivia (cuyo PIB aumentó de \$ 8 mil millones en 2002 a \$ 30 mil millones en 2013). Además, se dio un mayor control sobre el producto derivado de la extracción y de la explotación de los recursos naturales, algunos gobiernos realizaron nacionalizaciones en varios campos (que antes fueron privatizados). Es el caso, por su puesto, de la revolución bolivariana: a partir de 2007, Chávez emprendió una serie de estatizaciones de sectores considerados como estratégicos, la nacionalización de compañías de las telecomunicaciones, de la electricidad, de la zona petrolífera del río Orinoco, de la industria siderúrgica más grande del país y de tres empresas cementeras, todo con el apoyo decisivo de las Fuerzas Armadas Nacionales Bolivarianas (FANB). En Argentina, Kirchner se hizo cargo de los servicios postales y de comunicaciones, de la compañía aérea Aerolíneas *Argentinas* y re-estatizó los fondos de pensiones de los jubilados (en 2008). Estas nacionalizaciones, se dieron sin romper con la legalidad y con un marco de negociaciones para llegar a indemnizaciones de acuerdo a un proceso de arbitraje internacional. También podemos mencionar la “reforma del agua” en Uruguay con la nacionalización de los servicios de agua potable (2011). El Estado “progresista” neodesarrollista fue un Estado que invirtió en los sectores llamados “vulnerables”, que cubren al 40% de la población, como en el Ecuador de la Revolución Ciudadana.

Una vez al frente de su país, el PT fusionó los programas anteriores (el Bono Escolar, la Carta de Alimentación, la Ayuda de Gas y el Bono de Alimentación) en un programa único: la “Bolsa Familia”, que beneficiaba a un cuarto de la población brasileña (los más pobres). Concedido a los ciudadanos que no ganaban más de 60 euros mensuales, este programa estaba en la línea de las recomendaciones del Banco Mundial y, finalmente, era bastante cercano a algunos programas de gobiernos de derecha (por ejemplo, a *Oportunidades* del gobierno mexicano). Se concedía a las madres de familia a cambio de la escolarización de los niños de la casa y la inscripción en los programas de salud. El programa permitió (entre 2004 y 2014) que millones de brasileños salieran de la pobreza extrema, mientras que el 88% del apoyo se utilizaba directamente en el consumo de alimentos. Esto también explica la base electoral extremadamente sólida que construyó el PT -y Lula particularmente- en la franja más precaria de la población, notablemente en el Nord-Este del país, y esto con un costo extremadamente bajo para el Estado central: el 0.5% del PIB (algunos estudios incluso muestran que generó más ganancias económicas de lo que costó porque estimuló el consumo popular y los impuestos directos)⁶⁰.

Este tipo de transferencias condicionadas se estableció fuertemente en toda la región durante la era progresista. También estuvieron acompañadas por nuevas políticas públicas para mejorar las infraestructuras (por ejemplo, con carreteras y aeropuertos en Ecuador), acceso gratuito a la educación primaria, a la salud y a la vivienda. En 2008, Bolivia se convirtió en la tercera nación

⁵⁷ Mabel Thwaites Rey (editora), *El Estado en América Latina: Continuidades y rupturas*, Santiago, Editorial Arcis/CLACSO, 2012.

⁵⁸ CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Santiago, Cepal, 2015.

⁵⁹ Constanza Moreira, “El largo ciclo del progresismo latino-americano y su freno. Los cambios políticos en América Latina de la última década (2003-2015)”, [en línea], *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol.3, núm. 93, São Paulo, 2017, Dirección URL: <https://dx.doi.org/10.17666/329311/2017>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁶⁰ Luciana Mourão y Anderson Macedo de Jesus, “‘Bolsa Família’ Programme: an analysis of Brazilian income transfer programme”, *Field Actions Science Reports*, Special Issue 4, Brasil, 2012, Dirección URL: <https://journals.openedition.org/factsreports/1314>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

latinoamericana, después de Cuba y Venezuela, en lograr uno de los Objetivos del milenio propuestos por las Naciones Unidas: erradicar el analfabetismo.

Otro elemento importante, fue que los gobiernos progresistas organizaron mejor la presión fiscal por la extracción de materias primas y los impuestos pagados por las multinacionales. Sin embargo, no participaron en proyectos ambiciosos por reformar los impuestos para revisar el patrimonio de las clases dominantes, imposición que sigue siendo estructuralmente baja en la región y que debería ser la primera de las medidas de una izquierda en el poder, por más moderada que sea⁶¹. Y cuando un gobierno, como el de Correa, intentó una reforma fiscal (2015) que incluía impuestos sobre las herencias, tuvo que enfrentar una campaña de los empresarios en la opinión pública que, finalmente, lo obligó a recular. Lo mismo sucedió con Cristina Kirchner que, en 2008, enfrentó un largo conflicto (muy costoso políticamente) con los principales sindicatos patronales agrarios cuando propuso un proyecto de Ley para gravar la exportación de los granos.

El tercer campo de intervención de una parte de los progresismos en el gobierno fueron los derechos de los trabajadores. Muchos autores han señalado que es el punto central para iniciar una transformación estructural de las situaciones de pobreza y de desigualdad en el ingreso, más allá del simple (re) despliegue (de nuevo) del Estado asistencialista⁶². En los países con una fuerte tradición sindical y en donde el movimiento de los trabajadores acompañó el crecimiento de las fuerzas electorales de izquierda, se tomaron varias medidas, aunque a menudo muy tímidas para no espantar a los principales capitales de sus países. Se consiguieron aumentos en los salarios mínimos en Brasil, Venezuela, Uruguay y en Argentina (aunque fueron desafiados por la inflación, y totalmente dilapidados por la hiperinflación de Venezuela). También podemos notar el apoyo para extender los sistemas y la cobertura de la seguridad social (en Bolivia), esfuerzos claros para fortalecer la negociación colectiva a nivel de las ramas económicas y para consolidar la legislación laboral, el derecho de huelga y la sindicalización en varios países (a diferencia de Chile en donde los gobiernos de la Concertación gestionaron la ley laboral neoliberal de 1979, heredada por Pinochet). Uno de los límites evidentes en los avances fue la proporción muy alta de trabajadores en el sector informal, a menudo más del 30% o el 50% de la población, siendo un sector que se mantuvo al margen de estos avances. La legislación laboral de 2012 en Venezuela ha sido citada como un ejemplo a seguir y como una señal verificable de la “transición al socialismo”. Medidas como el fortalecimiento de los derechos de las trabajadoras y la igualdad entre hombres y mujeres, la prohibición del *outsourcing*; el anuncio del desarrollo de “consejos de trabajadores” con la gestión de empresas y con el derecho al control de los trabajadores en caso de cierre ilegal o fraudulento, son *en el papel* medidas extremadamente audaces. Pero, una vez más con la experiencia bolivariana, del discurso a la práctica hay un abismo: las pocas experiencias concretas de control obrero y de cogestión finalmente fueron ahogadas de raíz por el propio Ministerio del Trabajo (notablemente en el gran complejo siderúrgico del estado de Guyana)⁶³. En cuanto a las condiciones de trabajo reales, sólo mejoraron relativamente poco y se degradaron dramáticamente con la crisis del 2012, mientras se multiplicaban diversas formas de represión patronal, pero también estatales, contra los dirigentes sindicales.

A partir del 2003, en un contexto de fuerte polarización socio-política, la “Revolución Bolivariana”, intentó proponer formas originales de intervención social a través de la creación de *misiones*: la “Misión Mercal” para la distribución de alimentos subvencionados, la “Barrio Adentro” (servicios de salud de atención primaria), la misión “Robinson” (de alfabetización y educación primaria), la “Ribas” (de educación secundaria) y la “Sucre” (de educación superior), por citar solamente a las principales. Estas políticas respondieron sobre todo a la urgencia social, mientras que se fortalecían las bases

⁶¹ Bernard Duterme, “Recherche percepteurs désespérément”, [en línea], Francia, *Le Monde Diplomatique.fr*, Paris, abril de 2018, Dirección URL: <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/04/DUTERME/58529>, [consulta: 18 de abril de 2018].

⁶² Pierre Salama, “¿Cambios en la distribución del ingreso en las economías de América Latina?” en *Foro Internacional*, vol. LII, núm. 209, México, 2012, pp. 628-657; y Pierre Salama, *Les Économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012.

⁶³ Para una visión que a pesar de todo es positiva: Dario Azzellini, “Class Struggle in the Bolivarian Process Workers’ Control and Workers’ Councils”, *Latin American Perspectives*, vol. 44, núm. 1, enero de 2017.

políticas y electorales del chavismo. Las misiones buscaban fortalecer la participación popular, particularmente “Barrio Adentro”, un servicio de salud primaria que cubría muchos barrios populares en todo el país, encabezado por miles de médicos cubanos enviados a cambio de petróleo. Para funcionar estas misiones requerían el apoyo de las comunidades articuladas en diferentes formas de organización local, por abajo: según Edgardo Lander “se consideraba a la comunidad como co-constituyente” en el desarrollo de las políticas públicas de urgencia social⁶⁴. Las misiones pudieron permitir pasar por alto a una parte del aparato del Estado “mágico” rentista con sus representantes burocráticos, pero finalmente dependían directamente de la presidencia, con su clientelismo y diversas formas verticales que acompañaban a un “by-pass” institucional. Tenían el defecto de no impulsar una mejora estructural en el equipamiento público existentes, planificando a largo plazo (en el campo de la salud, los hospitales, por ejemplo, que continuaron deteriorándose drásticamente).

De todos modos, respondían al principio a los temas más urgentes y esenciales que habían sido abandonados por las élites de la Cuarta República (entre 1958 y 1998). Durante la presidencia de Chávez el gasto social subió hasta el 60 % del presupuesto estatal: muchos indicadores vitales de la población mejoraron inmediatamente, como el índice de mortalidad o la altura y el peso de los niños. Indicadores que desgraciadamente empezaron a reducirse, con el colapso económico en 2012-2013, rebelando las fragilidades de una política social poco estable y anclada institucionalmente.

Obviamente, hay muchos otros problemas que pueden diferenciar la naturaleza de las políticas de los gobiernos progresistas. No podemos nombrarlas todas en este corto ensayo. Pero seguiremos algunas que, en nuestro punto de vista, son cruciales.

Primero, la cuestión de la reforma agraria y la lucha contra el «latifundio». Esto se dio en un momento importante de la explosión en el mercado de los agrocombustibles, de una reactivación de las luchas campesinas, destacando la necesidad de políticas audaces que permitieran a los productores participar de manera efectiva en la organización de la producción y la consolidación de la soberanía alimentaria. También en esta área, las investigaciones más recientes muestran cómo, al final, los gobiernos progresistas acabaron aliados con las agroempresas, más que con los pequeños campesinos⁶⁵.

En ese marco, está claro por qué el gobierno de Lula no cumplió sus promesas de realizar una redistribución importante de la tierra, incluso durante su mandato el líder brasileño repartió menos hectáreas que el gobierno anterior, de Cardoso. En un país en el que el 1% de la población posee el 46% de las tierras cultivables, el PT había prometido instalar, entre 2003 y 2006, a 100 000 familias con un pedazo de tierra, pero en 2006 solamente 40 000 familias habían sido beneficiadas. En 2010, la reforma agraria fue sacrificada por no pasar por la medida de los costos y las ganancias, un «olvido» que fue confirmado durante los gobiernos de Dilma Rousseff en los que la política agraria se centró en el desarrollo de los agro-negocios, la facilitación de reglas para el cultivo de OGM (Organismos Genéticamente Modificados) y el cultivo intensivo de exportación de la mano de empresas como Monsanto. En respuesta, el Movimiento de los Sin Tierra (MST) se volvió crítico del gobierno del Partido de los Trabajadores, aunque renovó su voto por un partido que todavía siguió considerando como el «mal menor» frente a una derecha arrogante y represiva.

En contraste, si miramos el caso de Bolivia, la famosa «revolución agraria, productiva y comunitaria que fue anunciada, todavía está en espera, pero los avances en términos de titularización de la tierra son evidentes, por la presión del movimiento campesino y a pesar de las numerosas tensiones entre los habitantes de las tierras bajas y las regiones andinas. Este proceso de «consolidación legal» enfatizó el reconocimiento de las tierras comunitarias indígenas. En el gobierno de Evo Morales, de los 106 millones de hectáreas que tiene Bolivia, se titularizaron 32 millones en propiedad colectiva, un buen avance comparado con el periodo anterior. Sin embargo, y aquí es donde radica la contradicción entre el discurso y la práctica, en un país en el que el 87% de las tierras cultivables está en manos del

⁶⁴ cf. Franck Gaudichaud, “Amérique Latine : fin d’un âge d’or? Progressismes, post-néolibéralisme et émancipation radicale. Entretien avec Edgardo Lander et Miriam Lang”, [en línea], Francia, *ContreTemps.eu*, 17 de abril de 2018, Dirección URL: <https://www.contretemps.eu/amerique-latine-progressismes-neoliberalisme-emancipation/>, [consulta: 18 de abril de 2018].

⁶⁵ Cristóbal Kay y Leandro Vergara-Camus Volver (coordinadores), *La cuestión agraria y los gobiernos de izquierda en América Latina Campesinos, agronegocio y neodesarrollismo*, Buenos Aires, CLACSO, 2018.

7% de los grandes propietarios, no hay duda de que el MAS se inspira en las expropiaciones de "latifundios" de la época de la revolución de 1952-1953. Además, en julio de 2013, el gobierno boliviano firmó un acuerdo con empresarios agroindustriales de Santa Cruz en el cual se comprometió a aumentar el área cultivable en un millón de hectáreas por año hasta 2025, el año del bicentenario de Bolivia. En la línea neodesarrollista y de un nuevo pacto social que el nuevo «evismo» hizo con los sectores dominantes, el agro-productivismo y el cultivo de los OGM en las regiones bajas fueron favorecidos, en nombre de la «soberanía alimentaria». Todo mientras se consolidaba la pequeña agricultura familiar en los Andes y en las tierras comunitarias ya existentes. Pero esta dualidad fue muy desigual: la soja de Santa Cruz representó el 66% del total de las hectáreas cultivables del país... Como señaló el director de la ONG Tierra, «En realidad, el gobierno oscila entre un discurso a favor de la reforma agraria distributiva y una política económica en favor de la acumulación capitalista»⁶⁶. Es la razón por la que el ex Vice-Ministro de Tierras, Alejandro Almaraz, denunció el fortalecimiento de una agricultura productivista destinada a la exportación.

El segundo tema esencial es el control de las materias primas y de los «recursos» naturales (petróleo, gas, minerales, y más aún, agua y biodiversidad). Las políticas venezolanas y bolivianas fueron mucho más agresivas que las de sus vecinos, aunque sin dejar de cumplir con las reglas del mercado y con políticas moderadas si las comparamos con las nacionalizaciones (sin indemnización) que por ejemplo practicó Allende en 1971 con el cobre, "el sueldo de Chile". Sin embargo, mientras la "socialista" Bachelet, en sus dos mandatos, favoreció con sus políticas públicas el desarrollo de concesiones mineras a los grandes grupos privados (incluso con respecto a un mineral considerado estratégico como el litio), Evo Morales les impuso a las transnacionales que se convirtieran en "socias", y ya no en "dueñas" de Bolivia, con un impuesto del 50 a 70% de sus ganancias en la extracción del gas y de los hidrocarburos. En el mismo sentido Chávez recuperó el control de PDVSA, la gigante petrolera (pública desde 1975), para convertirla en un actor clave de la política social, en salud y en educación, multiplicando los acuerdos con empresas extranjeras de varios países para diversificar su origen (China, Rusia, Europa, etc.). Esta recuperación también pasó por el despido (la "purga") de miles de empleados y ejecutivos de la empresa que habían participado en el lock out petrolero de 2003, una medida que desorganizó por mucho tiempo a la empresa energética. En varios casos, los gobiernos tuvieron que llegar a acuerdos con las multinacionales para acceder a sus capacidades tecnológicas y de capital o redes de distribución muy necesarias para acceder a nuevo dinero y desarrollar las políticas sociales prometidas. En otros casos, los presidentes le abrieron las puertas al capital extranjero con el entusiasmo de un converso, a través de deducciones fiscales y con facilidades de todo tipo.

Mencionemos, por último, la cuestión de la "democracia participativa", los derechos de las poblaciones indígenas y la descolonización de los regímenes oligárquicos. Podemos constatar, efectivamente, un nuevo "color del poder" en la región, con innovaciones democráticas en la materia, ya sea en el plano institucional, simbólico o del estado social. Los países que experimentaron crisis políticas reales fueron los mismos que se vieron inmersos en batallas por realizar, y llevar a buen puerto, Asambleas Constituyentes innovadoras, que permitieran la creación de Estados "plurinacionales", que supongan el nacimiento de un nuevo modelo estatal con objetivos decoloniales (al menos simbólicamente), que incluyan la diversidad de los pueblos-nacionales autóctonos en el seno de la República, y también el reconocimiento de sus derechos consagrados en la nueva *Carta Magna*. Entre otros: el derecho a la consulta previa de las comunidades originarias ante cualquier proyecto en sus territorios históricos, derecho a la autonomía y a la descentralización de los poderes (falta de autodeterminación real), respeto a las costumbres indígenas incluso en el caso de la justicia (aunque con algunos límites) y el establecimiento de sus lenguas como oficiales (junto con el castellano). Esta plurinacionalidad se articuló con otras creaciones jurídicas en términos de la democracia participativa en Constituciones, que fueron aprobadas en referéndum y elaboradas después de largos debates, con una participación de los movimientos populares (aunque todavía muy controlados por los partidos oficiales) y con

⁶⁶ Virginie Poyetton, "Bolivie: Une réforme agraire mi-figue mi-soja", [en línea], La Paz, Tierra.org, 13 de octubre de 2014, Dirección URL: <http://www.ftierra.org/index.php/reforma-agraria-y-titulacion-de-tierras/411-une-reforme-agraire-mi-figue-mi-soja>, [consulta: 20 de marzo de 2018]; ver también: Bruno Fornillo, "¿Existe una reforma agraria en la Bolivia del Movimiento al Socialismo?", *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, núm. 42, Quito, enero 2012, pp. 153-166.

fuertes enfrentamientos con las fuerzas conservadoras. Las nuevas constituciones se aprobaron en Venezuela (1999), en Ecuador (2008) y en Bolivia (2009)⁶⁷. En los tres países se instaló en el sistema político el referéndum revocatorio de las autoridades, junto con la idea de un modelo de economía mixta, que combinaba la propiedad privada capitalista con la estatal, y también con la «social» (cooperativa y/o comunitaria). Además, se incorporó una nueva generación de derechos, particularmente con la noción de Derechos de la naturaleza y con el buen vivir (*Sumak Kawsay* en quechua), entendido como el establecimiento necesario de nuevas interacciones entre todos los seres vivos dentro de la biosfera y, en teoría, como un desafío radical a las nociones tradicionales de progreso y desarrollo (incluso el concepto de "Biosocialismo" fue propuesto en Ecuador por el ministro René Ramírez)⁶⁸.

Pero la "Revolución Bolivariana" fue sin duda la que avanzó más en los términos de la "democracia protagónica" y del "poder popular", en particular tras la victoria de Chávez en el referéndum revocatorio de 2004, su reelección en 2006 y en 2012. A diferencia del PT en Brasil que tuvo que aliarse con el centro derecha para tener mayorías parlamentarias (en un Congreso fragmentado históricamente), el líder bolivariano gozó de mano libre con el control absoluto del parlamento entre 2005 y 2010, y de una legitimidad democrática confirmada en las urnas, en múltiples ocasiones. Por eso impulsó sus propuestas de un "socialismo del siglo XXI" (inspiradas un tiempo en el controvertido intelectual Heinz Dietrich), que sin embargo fue un lastre en el referéndum constitucional «socialista» de 2007, cuando Chávez trataba de desarrollar una "democracia comunal". Que significaba, en primer lugar, la creación de miles de "consejos comunales", que reagrupaban entre 200 y 400 familias en los espacios urbanos (menos en el campo). Y que encarnaban la voluntad del poder central de "permitir al pueblo organizarse para ejercer directamente la gestión de las políticas públicas" (Ley de Consejos Comunales, 2006) y que eran también una vitrina internacional para el chavismo. Los consejos debían poder administrar un presupuesto de varios miles de dólares, asignado por "comisiones presidenciales" para establecer varios proyectos comunitarios (carreteras, salud, cultura, seguridad, servicios locales, etc.), discutidos, votados y -normalmente-controlados en asamblea. Según algunos autores, estábamos presenciando una "radicalización de la democracia" y experiencias locales del poder popular en acción⁶⁹. Sin embargo, los consejos permanecían prisioneros de una dinámica que oscilaba entre la política de participación territorial original, fundada en la auto-organización parcial y una fuerte subordinación vertical hacía el poder presidencial, que controlaba *in fine* el financiamiento, la delimitación de los consejos y su sobrevivencia. El poder popular proclamado aquí "en efecto, se enfrentaba a la inercia de la organización y el funcionamiento del aparato estatal que buscaba mantener el viejo modelo de gestión pública reproduciendo las viejas prácticas clientelistas y tecnocráticas"⁷⁰. En ese sentido, como señala la historiadora Margarita López Maya, los consejos comunales, bajo un manto de democracia directa, también eran una forma para que el chavismo centralizara el poder en Miraflores (el palacio presidencial) sin tener que depender de los famosos "cuerpos intermedios". Después fueron desactivados por el gobierno de Maduro, a medida en que la crisis económica y alimentaria se extendía, y substituidos -"desde arriba" y con el control cívico-militar- por los organismos de suministro como los CLAP (*Comités Locales de Abastecimiento y Producción*)⁷¹.

⁶⁷ Sobre Bolivia ver: Salvador Schavelzon, *El Nacimiento del Estado Plurinacional. Etnografía de una Asamblea Constituyente*, La Paz, Plural/CLACSO/CEJIS, 2012.

⁶⁸ Matthieu Le Quang, "Le Bien Vivre, une alternative au développement en Equateur?", Paris, *Journal du MAUSS.net*, 4 de octubre 2016, Dirección URL: <http://www.journaldumauss.net/?Le-Bien-Vivre-une-alternative-au>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁶⁹ cfr. George Ciccariello Maher, *Building the commune. Radical democracy in Venezuela*, London, Verso, 2016 y Dario Azzellini, *Communes and Workers' Control in Venezuela. Building 21st Century Socialism from Below*, Chicago, Haymarket, 2018.

⁷⁰ Citado por Mathieu Uhel, en: "La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela)", [en línea], Paris, *Cahiers des Amériques latines*, 26 de diciembre de 2013, Dirección URL: <http://journals.openedition.org/cal/970>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁷¹ Margarita López Maya, *El ocaso del chavismo. Venezuela 2005-2015*, Caracas, Editorial Alfa, 2015 et "Socialismo y comunas en Venezuela", *Nueva Sociedad*, 274, marzo - abril 2018, <http://nuso.org/articulo/socialismo-y-comunas-en-venezuela>.

Esta relación difícil entre los movimientos populares, partidos, Estado y gobiernos progresistas es una clave del periodo. En general, fue un momento de fuerte institucionalización de muchos movimientos y, a menudo, de cooptación y burocratización de una parte significativa de sus líderes. En Bolivia, el gobierno, bajo el impulso del Vice-presidente y sociólogo García Linera, se proclamó el "gobierno de los movimientos sociales". Y si observamos la composición de los ministerios, realmente se veían muchos líderes sindicales o campesinas indígenas: una revolución política y etno-social inimaginable solamente dos décadas antes, lo que explica el sentimiento de despojo de la oligarquía blanca tradicional, acostumbrada a controlar el aparato del estado a su gusto desde la independencia. La base del gobierno estaba formada por campesinos indígenas, los *cocaleros*, colonos rurales y también por cooperativistas mineros y algunos sindicatos obreros (notablemente por los petroleros), aunque las relaciones con la COB eran más complejas y tensas. Movimientos como la CONAMAQ (*Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu*), organización de los indígenas de las tierras altas y también la Confederación de Indígenas de Bolivia fueron esenciales para explicar la promulgación de la Constitución en 2009. Sin embargo, estas organizaciones se hicieron poco a poco críticas del modelo económico del MAS y se vieron progresivamente marginalizadas e incluso señaladas por el poder. Este creó en 2007, la Coordinación Nacional por el Cambio (CONALCAM) para coordinar los lazos políticos entre el ejecutivo y los movimientos populares que apoyaban la acción del MAS, algunos autores la describieron como el «brazo sindical del partido en el poder». Y era el propio Evo Morales quien presidía esta organización, siendo reelecto continuamente como dirigente de la Coordinación de las seis federaciones de productores *cocaleros* del Trópico de Cochabamba, función que se acumulaba con la de presidente de la República, "esto muestra bien la transposición de roles"⁷².

Esta mezcla de cooptación, retribución simbólica e institucionalización de los movimientos estuvo presente en todas las experiencias progresistas, en diversos grados y siguiendo varias lógicas de ida y vuelta, cálculos individuales o colectivos y varias zonas "grises", intermedias⁷³. Se realizó a cambio de una mayor influencia de los movimientos en la orientación de las políticas públicas y el acceso de sus cuadros y militantes a las prebendas del Estado, a diferentes fondos y puestos como asesores de ministros, parlamentarios y otros. Para los dirigentes sindicales o sociales, esta influencia institucional era una conquista que los movimientos debían preservar. Pero esto también tuvo efectos en términos de desmovilización, control social desde arriba y múltiples casos de corrupción, que fueron *crescendo* en el curso de la década: si nos mantenemos enfocados en el caso boliviano, mencionemos la gestión del Fondo de Desarrollo Indígena y Campesino (administrado por organizaciones sociales), resultante del impuesto a los hidrocarburos, y del cual 15 millones de dólares habrían desaparecido⁷⁴. El problema de la corrupción, la malversación de fondos y la patrimonialización del Estado tan grande es evidentemente un tema central para explicar la desafección de fracciones cada vez más grandes del "chavismo popular" en Venezuela hacia sus líderes durante los últimos años de Chávez y aún más bajo Maduro; lo mismo durante los gobiernos del PT en Brasil, problemas a los que volveremos en el siguiente párrafo. La tensión autonomía-cooptación-integración también se vio acompañada de una marginación - neutralización o incluso represión, para las organizaciones que no se alineaban con la agenda del progresismo. Lo vimos claramente en la división del movimiento *piquetero* en Argentina, cuya ala "autonomista" y radical estaba aislada por el kirchnerismo gracias a un uso específico de los planes sociales y una restricción permanente de sus acciones a escala local. En cambio, un líder *piquetero* como Luis D'Elía se convirtió en subsecretario de Vivienda Social durante el primer gobierno de Kirchner, mientras permanecía listo para servir como una "tropa de choque" en la calle al servicio del gobierno. Desde 2009, D'Elía pareció distanciarse de Cristina K. en lo que él llamó "malos tratos" de ella hacia el movimiento social, y finalmente fue despedido durante las campañas electorales de 2016-2017. El movimiento de los Derechos Humanos experimentó los mismos dilemas, comenzando por las *Madres de la Plaza de Mayo*, en la que una parte apoyó a brazos abiertos la política de los K de poner

⁷² Roxana Liendo, "Bolivie. Vivir bien, Evisme et Mouvements sociaux" en Bernard Duterme, *Etat des résistances dans le Sud - Amérique Latine*, Paris, Editions Syllepse/Centre Tricontinental, vol. XXIV, núm. 4, 2017 pp. 31-39.

⁷³ Jeffery Webber, *The Last Day of Oppression, and the First Day of the Same: The Politics and Economics of the New Latin American Left*, Chicago, Haymarket, 2017.

⁷⁴ Roxana Liendo, *Bolivie. Vivir bien. Evisme et Mouvements sociaux*, op. cit.

fin a la impunidad para los torturadores de la Dictadura (después de años de luchas de las familias de las víctimas), mientras que otra parte conservó su independencia, generando una división del movimiento en dos tendencias (Hebe de Bonafini, fundadora legendaria del movimiento de las Madres de la Plaza de Mayo y ferviente kirchnerista fue acusada por financiamiento ilícito de las campañas del partido Justicialista y malversación de fondos públicos).

El movimiento sindical de los trabajadores también experimentó este mismo tipo de problemas durante la época dorada del progresismo⁷⁵. Así, en Brasil, la CUT fue una de las causantes del auge del PT y de sus victorias electorales: a cambio muchos de sus dirigentes fueron integrados al aparato del estado, empujando así a la central a la moderación, y creando una creciente incomodidad entre los activistas de base movilizados, algunos de los cuales recurrieron a centrales autónomas y radicales como la Central Sindical y Popular (CSP-CONLUTAS) o *Intersindical*. En Argentina, las confederaciones sindicales inicialmente brindaron un apoyo entusiasta a Néstor Kirchner, pero, durante el primer mandato de Cristina Fernández de Kirchner, la CGT y la CTA tuvieron escisiones entre fracciones favorables y opositoras al gobierno, mientras que un líder sindical peronista como Hugo Moyano combinó la integración burocrática y la crítica en los medios contra el justicialismo⁷⁶. En Venezuela, la UNT implosionó en torno al clivaje de “autonomía o dependencia” con el gobierno bolivariano, oscilando entre reivindicaciones económicas y la prioridad de la defensa del proceso político. Incluso, desde el poder se creó una nueva confederación, la Central Bolivariana Socialista de Trabajadores y Trabajadoras de la Ciudad, el Campo y la Pesca (CBST-CCP): “una central político-sindical para realizar la continuidad entre el alto gobierno y la clase obrera”, según Wills Rangel, presidente de la CBST-CCP (agosto de 2013)⁷⁷. En Ecuador, Correa promovió una Central Unitaria de Trabajadores de Ecuador frente a la coordinación de centrales sindicales históricas, el Frente Unitario de Trabajadores (FUT), que se movilizó en contra de las políticas del gobierno. Así, los gobiernos crearon organizaciones sindicales paralelas *ad hoc* y dividieron las organizaciones de los trabajadores dependiendo su adhesión o no a las decisiones de los gobiernos. Encontramos las mismas características en Nicaragua, donde se impuso la heteronomía del campo de poder, con el corporativismo y el control del *Frente Nacional de los Trabajadores* que fueron puestos al servicio de una alianza de clases bajo poder gubernamental:

Desde el regreso al poder de Daniel Ortega, la recomposición del rol protector e integrador del Estado se tradujo en políticas inclusivas para los trabajadores. Imbricado con las estructuras partidarias del Estado y con el aparato institucional del Estado, el sindicalismo participó activamente en la revalorización bi anual del salario mínimo y en la protección social de los trabajadores. Pero es un sindicalismo que cubre un repertorio de funciones para acompañar políticamente al modelo económico en vigor a través de un pacto Estado/sindicato/empresarios⁷⁸.

Pero, desde los años 2007-2008, con las críticas al modelo extractivista y productivista (ver el capítulo sobre economía política de esta obra), se comenzaron a reorganizar algunas fracciones de los movimientos indígenas y de los movimientos socio-ambientales, marcando las primeras grandes rupturas entre, por una parte, la visión hegemónica neo-desarrollista progresista o de populismo de izquierda (basada en la exportación de minerales, hidrocarburos y productos derivados de los agronegocios) y, por la otra, las reivindicaciones (minoritarias) de un postneoliberalismo que sería igualmente post-extractivista, incluso anticapitalista o simplemente respetuoso de los ecosistemas y

⁷⁵ cfr. Franck Gaudichaud y Thomas Posado (coordinadores), *Syndicalismes et gouvernements progressistes*, Cahiers des Amériques Latines, Paris, 2017.

⁷⁶ Las diferentes CGT decidieron reunificarse en agosto del 2016, con una dirección colegiada que ahora encabeza a la histórica confederación.

⁷⁷ Thomas Posado, “Renouvellement et institutionnalisation des centrales syndicales au Venezuela sous Chávez (2001 – 2011)”, Vanves, *revue IdeAs*, 15 de junio del 2015, Dirección URL: <https://journals.openedition.org/ideas/832>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁷⁸ Julien Dufrier, “Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (2007-2016)”, Paris, *Cahiers des Amériques Latines*, núm. 86, 1 de febrero de 2018, Dirección URL: <http://journals.openedition.org/cal/8364>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

los derechos indígenas, como lo defienden en teoría las nuevas constituciones de Ecuador, Bolivia o Venezuela⁷⁹. Basada en las cifras de la CEPAL, Maristella Svampa contó 226 conflictos, entre 2010 y 2012, en contra de megaproyectos extractivos y de luchas por el respeto al medio ambiente y de las tierras indígenas, luchas que fueron reprimidas por el Estado o por actores privados, y que aceleraron el divorcio entre los movimientos y los gobiernos⁸⁰. Una constante, muy documentada, por organismos no gubernamentales como OLCA (*Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales*) en Chile y el OCRN (*Observatorio de Conflictos por los Recursos Naturales*) en Argentina⁸¹. En muchos casos, el derecho a la consulta previa y pública de las comunidades locales fue violado o manipulado; en otras situaciones, las autoridades locales o territoriales enteras fueron "cooptadas" y puestas al servicio de los megaproyectos a cambio de algún financiamiento, servicios para las comunidades, la promesa de trabajos y el pago de prebendas. Los dirigentes de movimientos sociales, indígenas o ecologistas fueron criminalizados y denunciados públicamente por oponerse a esa lógica implacable. Este divorcio fue muy claro en las relaciones que se instalaron entre buena parte de la dirección nacional de la CONAIE y el presidente Correa, que, en diciembre de 2007, declaró en la televisión nacional: "no crean a los ambientalistas románticos, todo el que se opone al desarrollo del país es un terrorista". En Chile, la legislación antiterrorista -herencia de la dictadura de Pinochet- fue aplicada por la socialista Bachelet, en contra de las luchas de los Mapuches, a pesar de las huelgas de hambre de varios prisioneros políticos y militantes indígenas asesinados por los Carabineros en los últimos años. El hecho de que la Corte Interamericana de Derechos Humanos haya denunciado reiteradamente el derecho a un juicio justo para aquellos que continúen reclamando la devolución de sus tierras usurpadas y denuncien al Estado chileno como racista y colonial no pareció perturbar al gobierno de centro-izquierda, que continuó -mal que bien- defendiendo los intereses de las grandes empresas forestales contra el pueblo Mapuche⁸². En Bolivia y en Ecuador, las organizaciones ecologistas de renombre, reconocidas por su experiencia en el plano internacional y cercanas a las organizaciones indígenas, están sujetos a enjuiciamiento e incluso fueron prohibidas, mientras que García Linera buscó desacreditarlas metiéndolas en el mismo saco que las ONG financiadas por las grandes potencias «al servicio de un imperialismo verde» que quería transformar el Sur en "guardián de parques naturales"⁸³. Una deriva que empeoró a partir de 2013 (volveremos sobre esto más adelante). Pero los conflictos socio-territoriales con las minas, la fracturación hidráulica o alrededor de grandes represas (como en Belo Monte en Brasil o con el proyecto del canal en Nicaragua) se multiplicaron en la medida en que afloraban los límites en los equilibrios precarios del capitalismo de Estado y del neodesarrollismo.

El objetivo declarado de varios líderes progresistas, cuando llegaron al gobierno, era restaurar el papel del estado redistributivo, mientras se modernizaba al capitalismo, gracias en particular a la renta de las materias primas: con el capitalismo "andino-amazónico" (García Linera), "en serio" (Néstor Kirchner) o considerado como "herramienta de prosperidad económica" por el ex-guerrillero Pepe Mujica en Uruguay, entró en crisis a partir del 2011-2012 bajo el martilleo de la gran crisis mundial, la caída en el precio de las materias primas y la reorganización más agresiva de las derechas neoliberales incluyendo la de Washington.

⁷⁹ Eduardo Gudynas, "Si eres tan progresista, ¿por qué destruyes la naturaleza? Neoextractivismo, izquierda y alternativas", *Ecuador Debate*, núm. 79, Quito, 2010, pp. 61-82.

⁸⁰ Maristella Svampa, *Del cambio de época al fin de ciclo*, op. cit.

⁸¹ Consultar página web del Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales, Santiago, Dirección URL: <http://www.olca.cl/oca/index.htm> [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁸² Leer especialmente: Fernando Pairican, *Malón. La rebelión del movimiento mapuche 1990-2013*, Santiago, Pehuén Editores, 2014.

⁸³ Alvaro García Linera, *El Oenegismo, enfermedad infantil del derechismo. (O como la reconducción del proceso de cambio es la restauración neoliberal)*, La Paz, Vicepresidencia del Estado, Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, 2011.

Los progresismos en su laberinto: crisis de la “Revolución Bolivariana”, derivas autoritarias, regreso de las derechas neoliberales y nuevas dinámicas de las luchas (2013-2018)

El continente entró en un nuevo periodo político con la muerte de Hugo Chávez en marzo de 2013 (y con su substitución por Nicolás Maduro), la derrota del kirchnerismo en la elección presidencial de Argentina en noviembre de 2015, un mes más tarde con la victoria de la oposición en las elecciones legislativas de Venezuela y con el golpe de Estado institucional contra la presidenta Dilma Rousseff en Brasil en agosto del 2016, seguida por la derrota del PT en las elecciones municipales de octubre y finalmente con la derrota de Evo en el referéndum sobre su posible reelección en Bolivia (febrero del 2016). Este escenario tuvo efectivamente sus razones en el modelo económico extractivista de los progresismos, que se vio profundamente impactado por la coyuntura mundial que cortó, sobre los pies de los gobiernos, la renta de la que disponían para financiar sus políticas sociales. Impacto que fue aún mayor por la ausencia de una transformación de fondo en las relaciones sociales de producción y de distribución, mientras el poder económico y mediático de las clases dominantes se mantuvo, en gran medida, intacto: e incluso fortaleció de varias maneras, particularmente en el sector financiero y agroextractivo. El gran capital en general se vio beneficiado durante el periodo del progresismo. Así, en Ecuador, en 2006, con un PIB de \$ 46.8 mil millones de dólares, las 300 empresas más grandes del país concentraban el 43.6% del PIB; mientras que, en 2012, representaban el 46.4%, al mismo tiempo en que la riqueza nacional casi se había duplicado, confirmando así hasta qué punto las clases dominantes se vieron beneficiadas por la gestión neodesarrollista!⁸⁴ Podríamos mostrar las mismas cifras para la mayor parte de los países involucrados. El momento de reflujo o de “fin de ciclo” postneoliberal llega, de hecho, para confirmar cuántas de estas fuerzas políticas en lugar de preocuparse por la implementación de las estrategias poscapitalistas organizaron -con sus diversos repertorios- una cohabitación, incluso una fusión, con el gran capital y las fracciones más dinámicas de la burguesía, al tiempo que promovían una redefinición del papel del Estado, favoreciendo la democratización del consumo popular con servicios sociales básicos y un auge en el mercado interno.

Esta proximidad o “pacto” con una o más fracciones de las clases dominantes se entienden, por su puesto, con caprichos y diferencias evidentes según los países: basta con comparar los enfrentamientos regulares de Chávez con la oligarquía de su país y los Estados Unidos, con los acomodos permanentes de Michele Bachelet al servicio de las potencias en nombre del respeto al libre mercado. Pero podemos constatar un fenómeno en común: una separación cada vez mayor del partido o partidos presidenciales del resto de la sociedad, en un proceso clásico de *oligopolización* estudiado en sus tiempos por Robert Michels a propósito de la social-democracia europea⁸⁵ y el nacimiento de una tecno burocracia cada vez más asimilada a los diversos círculos del poder económico. Esto combinado con un “hiperpresidencialismo” y una fuerte influencia de los líderes con una presencia carismática que sobre determina numerosas decisiones y orientaciones nacionales. Desde 2005-2007, un comentario bastante común fue decir que si los izquierdistas y los progresistas latinoamericanos ganaban el gobierno (por las urnas), aún no habían ganado el poder, todavía en manos de capitalistas, grandes grupos de medios, grandes terratenientes, iglesias, etc. Hablamos así de “gobiernos en disputa” que quedaban por conquistar, y estaban cruzados por tendencias de ruptura genuinas y / o democratización radical y corrientes oportunistas y / o burguesas reformistas o corruptibles⁸⁶. Sin embargo, parece que al estar a la cabeza del aparato estatal capitalista (incluso reformado por nuevas constituciones) y considerar todos los problemas del país a través del prisma del mismo, fue el poder

⁸⁴ Decío Machado, “El progresismo latinoamericano en su laberinto” en Eduardo Gudynas, et. al., *Rescatar la esperanza. Más allá del neoliberalismo y el progresismo*, Barcelona, Entrepueblos, 2016, p. 106.

⁸⁵ Robert Michels, *Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion/Bibliothèque de philosophie scientifique, 1914.

⁸⁶ Eric Toussaint, *Banque du sud et nouvelle crise internationale*, Paris, Syllepse, 2008; y Eric Toussaint: “Venezuela, Equateur et Bolivie: la roue de l’histoire en marche”, [en línea], Bélgica, *CADTM.org*, 2 de noviembre 2009, Dirección URL: <http://cadtm.org/Venezuela-Equateur-et-Bolivie-la>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

el que gangrenó las acciones, las políticas públicas y la visión del mundo de los militantes, que provenían de las izquierdas o del nacionalismo popular.

Así, vimos maquinarias electorales como la del PSUV (Partido Socialista Unificado de Venezuela, creado en 2007) convertirse en inmensos aparatos burocráticos, con varios millones de miembros, pero gobernado por un puñado de ministros y cercano al Presidente, sin democracia ni debates internos, nombrando a los candidatos locales para las urnas desde "arriba" y despidiendo a cualquier disidente crítico del chavismo: un militante como Gonzalo Gómez de la organización *Marea Socialista* pagó los costos en varias ocasiones, hasta que finalmente rompió definitivamente con el gobierno de Maduro y lo denunció como autoritario y contra-revolucionario. Ahora son toda una serie de ex-ministros e incluso generales, camaradas de Chávez, los que hoy son muy críticos con el *madurismo* y son tratados como parias, incluso detenidos como sospechosos de colusión con "el enemigo". Esta nueva oligarquía produjo una casta *sui generis*, incluso nuevas fracciones de las clases dominantes, a veces en conflicto con otros sectores "históricos" de la burguesía. En Venezuela este proceso fue denunciado, en parte, por el propio Hugo Chávez, aunque es corresponsable como principal dirigente, en su autocrítica pública y particularmente con su texto *El golpe de timón* de octubre del 2012 en el que el *Comandante* abogó por la profundización de la revolución bolivariana en torno al Estado Comunal y denunció el alcance de la corrupción. En realidad, fue una verdadera "Boliburguesía" ("lumpenburguesía" para otros) la que comenzó a beneficiarse del control de los ingresos petroleros y de las numerosas actividades auxiliares en torno a la industria del hidrocarburo y el acero, incluso a través del control de las divisas extranjeras desde el 2003. Analistas marxistas como Manuel Sutherland o Michael Roberts, el antiguo ministro de industrias Víctor Álvarez (y muchos otros), han demostrado una y otra vez cómo cientos de millones de dólares fueron "capturados" y privatizados por una minoría burocrático-militar, pero también por sus aliados, los nuevos empresarios bolivarianos, junto con militares y funcionarios de alto rango. Este fenómeno regresivo también estuvo acompañado por una gigantesca fuga de capitales, evaluada por el ex Ministro de Planificación y Finanzas de Chávez, Jorge Giordini, de más de \$ 300 mil millones desde 2003 (¡equivalente a un año del PIB del país!), beneficiando directamente a muchos empresarios que eligieron el enriquecimiento fácil basado en la sobrevaloración del bolívar, la posibilidad de defraudar los controles de divisas y el sistema de transacción de valores en monedas extranjeras (SITME), a escala industrial al momento de declarar importaciones.⁸⁷ Los múltiples casos de corrupción relacionados se han incrementado bajo Maduro, a medida que la deuda externa explota, el precio del petróleo cae en picada y la oposición de la Mesa de Unidad Democrática (MUD) busca desestabilizar violentamente al gobierno en la calle:

Maduro favoreció principalmente a las fuerzas armadas (o al menos a sus cuadros) que tomaron posesión de empresas en todos los sectores de la economía: los transportes, la energía, las telecomunicaciones, los fondos de inversión, los bancos, etc. A esta política se agregó la creación de Zonas Económicas Especiales por parte de Maduro en noviembre de 2014, que permite a las empresas incluidas, y en particular a las controladas por los miembros del régimen y a las que tienen acuerdos con ellos, particularmente las corporaciones multinacionales, abstenerse de respetar los derechos sociales y ambientales, así como los de los pueblos indígenas, en nombre de los mejores intereses de la nación. Para participar más activamente en este rubro de los recursos naturales, el Estado mayor de las fuerzas armadas creó, en febrero del 2016, la Compañía Anónima Militar de Industrias Mineras, Petrolíferas y de Gas que podía acceder directamente a las zonas para explotar los recursos⁸⁸.

Esta política se inscribe dentro de la fundación del "Arco Minero del Orinoco", un vasto proyecto en el sur del país, en tierras en partes protegidas debido a la gran biodiversidad y donde viven muchas comunidades indígenas, pero que también es rico en oro, diamantes, hierro, bauxita y otros minerales

⁸⁷ Manuel Sutherland incluso señala la cifra de 700 mil millones de dólares. cfr. Aporrea, "Economista Manuel Sutherland: El control cambiario propició pérdida de \$700 mil millones", [en línea], Venezuela, *Aporrea.org*, 5 de febrero de 2018, Dirección URL: <https://www.aporrea.org/contraloria/n320642.html>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁸⁸ Patrick Guillaudat, "Vers un thermidor au Venezuela?", [en línea], Paris, *ContreTemps*, 16 de enero 2018, Dirección URL: <https://www.contretemps.eu/thermidor-venezuela-maduro/>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

(además de la lutita bituminosa). La iniciativa, inaugurada en 2011 por el presidente Chávez estaba oficialmente destinada a «meter en orden» en una región en la que convivían miles de pequeñas explotaciones mineras muy pujantes, junto con mafias y contrabandistas. Finalmente, se trataba de una «Zona de Desarrollo Estratégico Nacional» que fue creada, basada en una gran concesión del territorio que, en última instancia, debería afectar al 12% del territorio nacional (¡un área igual a la de Cuba!). Los acuerdos de explotación firmados entre decenas de multinacionales (especialmente de China y Rusia), empresas controladas por los militares y la boliburguesía se supone que ayudarían a salir de la descomposición económica que el país había estado viviendo desde el 2014.

Estas nuevas castas en el poder también han sido descritas en los otros países. Huascar Salazar Lohman muestra la reconstitución del capitalismo de estado y nuevas formas de dominación a través del MAS en Bolivia, contra las fuerzas comunitarias antineoliberales⁸⁹. Una nueva élite que favoreció el surgimiento paralelo de burgueses comerciantes indígenas (aymaras particularmente) y de pequeños patrones mineros cooperativistas, esta última, llegando a morder la mano de quienes habían llevado al poder: durante los disturbios de agosto de 2016 contra la regulación del sector propuesta por el ejecutivo, los mineros golpearon a muerte al viceministro del Interior, Rodolfo Illanes, luego de los asesinatos policiales de dos manifestantes... En lo que respecta a la Nicaragua de Daniel Ortega el panorama parece más cruel: hay una instalación gradual de una verdadera "mafia" en el poder, bajo el control de la pareja presidencial, que controla varios conglomerados empresariales, casi la mitad de los medios y tiene control sobre los tres poderes del estado. El «orteguismo» ahora se declaró «ni de derecha ni de izquierda»; favorable a una «alianza corporativa gobierno-empresarios-sindicatos», con un tratado de libre comercio con los Estados Unidos y una alianza improbable entre la Iglesia conservadora y los viejos contra-revolucionarios (incluyendo a Edén Pastora)⁹⁰. En abril-mayo del 2018, la represión contra las movilizaciones que se oponían a una contra-reforma del sistema de seguridad social en bancarrota ha resultado en más de 135 muertos, la mayoría en manos de la policía o de grupos paramilitares de la juventud sandinista: una masividad de la violencia política que era inédita desde la dictadura de Somoza. Los partidarios del régimen invocan una mano negra de los Estados Unidos y de una "Revolución de Colores" para explicar la desestabilización en curso, negando el alcance del autoritarismo represivo que está en el poder.

Es quizás en Brasil donde se puede describir la versión más estable de una fusión entre los cuadros dirigentes del PT, y la CUT con los ejecutivos financieros. En este caso, el gobernante PT no solo ha integrado a decenas de miles de cuadros en funciones políticas en el centro del aparato estatal⁹¹: este partido de sindicalistas también recibió millones de dólares para financiar sus campañas y alimentar sus arcas. En 2010, se dio el primero de la lista (con \$ 15 millones) por donaciones a partidos políticos de empresas constructoras, incluidas "multilatinas" como OAS u Odebrecht. Las mismas empresas que se vieron involucradas en grandes escándalos de corrupción con la empresa semi-pública Petrobras, y no solamente en Brasil, sino en toda América Latina... Escándalos que salpicaron al PT en varios niveles, especialmente en el contexto de la extensa operación "Lava-Jato", hábilmente instrumentalizada por la derecha (aunque sus dirigentes estaban mucho más involucrados en esta corrupción masiva que PT)⁹². El PT, junto con la CUT, su aliada principal, constituyó después de 20 años una verdadera casta sindical que co-administraba con los patrones los fondos de pensiones (estatales y privados) de todo el país, en una de las entidades financieras más importantes de América Latina, generando varias decenas de miles de millones de dólares anuales y presentados por el PT como una excelente herramienta para "complementar" las exiguas pensiones de los trabajadores, pero también considerado por el mismo Lula como un instrumento de desarrollo económico favorable. Algunos autores (Francisco de Oliveira, Joao Bernardo, Luciano Pereira, María Chávez Jardim) que han

⁸⁹ Huáscar Salazar Lohman, *Se han adueñado del proceso de lucha: horizontes comunitario-populares en tensión y la reconstitución de la dominación en la Bolivia del MAS*, Cochabamba, Sociedad Comunitaria de Estudios Estratégicos, 2015.

⁹⁰ Bernard Duterme, *Toujours sandiniste, le Nicaragua?*, Bruselas, Couleur Livres, 2018.

⁹¹ En Brasil existen más de 80.000 cargos "políticos" de los que 47.000 son directamente nombrados por el poder presidencial.

⁹² André Singer, *Os sentidos do lulismo. Reforma gradual e pacto conservador*, São Paulo, Cia das Letras, 2012 y André Singer e Isabel Loureiro (directores), *As contradições do Lulismo: a que ponto chegamos?*, São Paulo, Boitempo, 2016.

trabajado el ascenso social de esta cúpula sindical en otras esferas de la sociedad proponen la noción de "capitalismo sindical" o de una nueva «clase social» porque las proporciones han sido desmesuradas⁹³. Y una de las consecuencias observadas, es que a medida que se producía esta expansión de la elite gobernante, se reforzaba una estructura sindical que dependía cada vez más de los beneficios estatales. Esto sin duda, gracias a la política neodesarrollista *lulista*, que recurrió más a la huelga en el periodo (2003-2013), pero centrando sus demandas en reivindicaciones materiales y corporativas, abandonando sus reivindicaciones políticas más generales a costa de una moderación creciente impulsada activamente por los dirigentes de la CUT y del PT. Podemos hablar de un modelo "PT-CUTista" de integración y desmovilización-despolitización de las luchas de los trabajadores⁹⁴. Un escenario que se ha calificado como un «neoliberalismo perfecto»⁹⁵, porque combina políticas favorables al capital local y global, tiende a controlar la actividad sindical de la clase trabajadora, y todo mientras se crea una base electoral (o clientela) muy fuerte en las mismas filas de las principales víctimas del capitalismo. Esto también lo reclamaron antiguos asesores de Lula como André Singer, quien describió, con cierta acidez, este "pacto conservador" que recuerda en parte al periodo populista de Getulio Vargas: un proyecto centrado en la personalización del poder, la conciliación de clases, el nacionalismo y la integración de los sectores populares, a través del acceso al consumo de masas al mercado brasileño. Un proyecto que multiplicó las alianzas con la derecha y se inclinó cada vez más hacia el conservadurismo con la elección de Dilma Rousseff, que luego propuso gobernar con los oponentes de ayer, a saber, la centro-derecha (PMDB - *Partido do Movimento Democrático Brasileiro*), los notables locales y los representantes del sector bancario sobre la base de un proyecto de austeridad.

En una escala muy diferente, en un país pequeño como Uruguay, Ernesto Herrera también subraya claramente este fenómeno, con un Frente Amplio que se convirtió en un defensor entusiasta de la inversión privada, del libre cambio y del FMI, y enemigo de la reforma agraria, relegando el problema de la pobreza a un "problema personal" y abogando por un Estado punitivo reforzado: Pepe Mujica aparecía entonces como la encarnación jovial de un pensamiento crítico humanista a nivel mundial, mientras ofrecía a la burguesía de su país lo que nunca se había atrevido a soñar⁹⁶. En este sentido, también podríamos dar el ejemplo del segundo mandato de Michele Bachelet en Chile. Después de la gran explosión social de 2011 a favor de una educación "gratuita, pública y de calidad" y en lucha contra la herencia maldita de los "Chicago Boys" de Pinochet, la dirigente socialista comenzó por integrar a su programa de campaña promesas de gratuidad en la educación, con una reforma constitucional y una reforma fiscal. Y fue con este discurso progresista de cambio que ella fue capaz de capturar en parte la energía liberada por la calle, integrando por primera vez al Partido Comunista a su coalición, manteniendo la alianza con la Democracia-Cristiana y ganándole a la derecha las elecciones presidenciales en 2012. Sin embargo, si hacemos un balance de este gobierno, veremos cómo la "Nueva Mayoría" de Bachelet fue un *transformismo social-liberal*: gratuidad parcial en la educación superior, mediante un sistema de voucher para inscripciones en las universidades privadas financiado por dinero público; una reforma mínima a la Constitución enterrando los deseos de una Asamblea Constituyente de millones de ciudadanos; una reforma fiscal indolora para las grandes fortunas del

⁹³ Maria Chavez Jardim, *Entre a solidariedade e o risco: sindicatos e fundos de pensão em tempos de governo Lula*, São Paulo, Annablume, 2009 y el trabajo de síntesis realizado por Raúl Zibechi sobre este tema en: *Brasil Potencia. Entre la integración regional y un nuevo imperialismo*, Lima, PDTG, 2013, pp. 61-87.

⁹⁴ Cfr. Armando Boito y Andréa Galvão (directores), *Política e classes sociais no Brasil dos anos 2000*, São Paulo, Alameda 2012; Armando Boito, Andréa Galvão y Paula Marcelino, "La nouvelle phase du syndicalisme brésilien (2003-2013)", [en línea], Paris, *Cahiers des Amériques Latines*, núm. 80, 21 julio 2016, Dirección URL: <http://journals.openedition.org/cal/4184>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

⁹⁵ Francisco Cunha Lima Cintra y Rémy Herrera, "De Lula à Dilma, quel développement pour le Brésil? O menor dos males?", *Marché et organisations*, núm. 20, París, L'Harmattan, 2014, pp. 183-205.

⁹⁶ Ernesto Herrera, "Uruguay. El cerrojo progresista", [en línea], *Rebellion.org*, 19 de marzo de 2018, Dirección URL: <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=239173>, [consulta: 20 de marzo de 2018]. Ver igualmente: Diego Castro, "Cierre del ciclo progresista en Uruguay y América Latina. Balance para relanzar horizontes emancipatorios", [en línea], Ponencia, Lima, LASA, 2017, Dirección URL: www.academia.edu/32929779/_2017_Cierre_del_ciclo_progresista_en_Uruguay_y_America_Latina_Balance_para_relanzar_horizontes_emancipatorios_Ponencia_LASA_Lima, [consulta: 20 de marzo de 2018].

país y las principales transnacionales, etc. Y si se tomaron algunas medidas importantes, como por ejemplo el derecho al aborto, inmediatamente se redujo su alcance: la interrupción voluntaria del embarazo no sería posible más que en casos extremos (riesgo inminente para la madre, violación o inviabilidad del feto), dejando a médicos e instituciones católicas de salud (que son muchas) el derecho de no aplicarlo por razones de convicción religiosa. Así, las principales fisuras del neoliberalismo chileno, que se habían ido ampliando constantemente durante algunos años, fueron "tapadas" una vez más por el progresismo y sus aliados: una casta política profundamente casada y fusionada con la oligarquía empresarial, mediática y financiera del país⁹⁷. Y esto también explica la tasa de abstención récord (que superó el 50% del electorado) en las elecciones nacionales, la emergencia de una fuerza de izquierda encabezada por la nueva generación (con el Frente Amplio) y una nueva victoria presidencial del empresario multimillonario Sebastián Piñera. Entre el original y la copia, los electores prefirieron la versión original.

El post-neoliberalismo aparece a menudo en continuidad con lógicas heredadas del período anterior, los costos políticos del cambio de trayectoria supuestamente demasiado altos, que los politólogos han nombrado como *path dependence* (trayectorias dependientes), se dan a través del productivismo, la deuda externa, la desregulación financiera y los cambios desde arriba "en la medida de lo posible", discursos que regresaron a galope y explican la metamorfosis en el discurso de los "intelectuales de palacio"⁹⁸.

Ciertamente, para explicar los reveses, las contradicciones y las tensiones, los líderes han argumentado los inmensos obstáculos para superar que tienen las economías dependientes, el peso de la inercia económica, cultural e institucional, las « tensiones creativas » (García Linera) a someter⁹⁹, el poder de la ofensiva imperialista, o incluso - según las palabras de Rafael Correa - la "tormenta perfecta" para enfrentar, que en el caso de Ecuador combinó los factores externos tras la crisis mundial, la fragilidad de una economía dolarizada y la caída en el precio de los hidrocarburos con el violento sismo de abril del 2016. Sin embargo, las maniobras del ogro imperialista o los caprichos de la economía mundial no pueden ocultar que el reflujó de la hegemonía progresista y los rápidos avances de las derechas se alimentaron de los retrocesos y la metamorfosis conservadora de las izquierdas en los gobiernos. Un debate necesario y muchas veces escamoteado dentro del campo militante que reclama el "populismo de izquierda".

No detallaremos aquí la historia del golpe de Estado institucional contra Dilma Rousseff en Brasil, la victoria de la "nueva derecha" *new-look* de Macri en las elecciones presidenciales argentinas ni tampoco el crecimiento electoral de la MUD en los barrios populares históricos del chavismo en Caracas. Es cierto que esta ofensiva pretende utilizar todos los espacios que dejaron o abandonaron los progresistas para reconquistar, violenta y/o electoralmente, al poder del Estado. No es que las clases dominantes fueran maltratadas en sus intereses fundamentales durante la edad de oro progresista, como hemos visto, es más bien todo lo contrario. Pero eso no importa: esta oligarquía siempre consideró que la experiencia nacional-popular o de centro-izquierda no era más que un paréntesis, lo más corto posible, porque ellos consideran que el Estado republicano es *suyo*, una criatura a su servicio y bajo su control, ya sea en sus formas autoritarias o en las democrático-liberales. Así, el arribo a sus «negocios» de diferentes líderes carismáticos, viejos sindicalistas, mujeres progresistas o presidentes indígenas y sus adeptos fue visto como una herejía que tenía que ser, sin importar cómo, terminada. Este "fin de ciclo" con sus golpes de Estado institucionales, apoyados, más o menos directamente por Washington, se dio antes que nada en los eslabones débiles del progresismo: contra el liberal Zelaya en Honduras en 2009, contra Lugo en Paraguay en 2012, y luego, una vez que sus

⁹⁷ Franck Gaudichaud, *Las fisuras del neoliberalismo chileno. Trabajo, crisis de la "democracia tutelada" y conflictos de clase*, Buenos Aires, CLACSO, 2015.

⁹⁸ cfr. Decio Machado y Raúl Zibechi, *Cambiar el mundo desde arriba. Los límites del progresismo*, Bogotá, Ediciones desde abajo, 2016; o un enfoque plural a este mismo fenómeno en: Gerardo Szalkowicz y Pablo Solana (compiladores), *América Latina. Huellas y retos del ciclo progresista*, Caracas, Editorial El perro y la rana, 2018.

⁹⁹Para una crítica de la visión de la Revolución de García Linera, un actor esencial de los progresismos en la región: cfr. Salvador Schavelzon, "Teoría de la revolución en Álvaro García Linera: centralización estatal y elogio de la derrota", [en línea], *Rebelión.org*, 23 de abril de 2018, Dirección URL: <http://rebelion.org/noticia.php?id=240668>, [consulta: 25 de abril de 2018].

victorias se consumaron en un país central de la política mundial como es Brasil. Como ha señalado Michael Löwy, este atentado contra la democracia brasileña que representó la destitución de Rousseff es profundamente reaccionario y surge del pasado más sombrío del país:

Un affaire tragicómico, en el que vimos a unos parlamentarios reaccionarios y notablemente corruptos, deponer a una presidenta democrática electa por 54 millones de brasileños. En nombre de unas «irregularidades contables». Esta alianza estaba compuesta por partidos de la derecha y un bloque parlamentario (no partidario) que fue conocido como «las tres B»: «Bala» -diputados ligados a la Policía Militar, los escuadrones de la muerte y otras milicias privadas- - «Buey» -los grandes terratenientes ganaderos- y «Biblia»: los neo-pentecostales integristas, homófobos y misóginos. Entre los partidarios más entusiastas de la destitución de Dilma estaba el diputado Jairo Bolsonaro, que dedicó su voto a los oficiales de la dictadura militar y especialmente al Coronel Unstra, un famoso torturador, entre cuyas víctimas estuvo la propia Dilma Rousseff.¹⁰⁰

La judicialización de la política, encabezada por el juez Moro, para impedir una nueva candidatura de Lula en 2018 forma parte de este proceso. Pero de nuevo, fueron las alianzas contra natura y las decisiones de austeridad presupuestaria del PT las que se regresaron en su propia contra, Michel Temer el actual presidente era, ni más ni menos, el ex-vicepresidente de Dilma. Para muchos militantes e intelectuales del proceso bolivariano, la “batalla de Caracas”, sería, en la coyuntura, la madre de todas las batallas contra el imperialismo, incluso un verdadero “Stalingrado” (sic) para América Latina retomando la expresión del argentino Atilio Borón. Las declaraciones bélicas de la administración Trump solo agregaron combustible al fuego. En primer lugar, desde 2014, los sectores de oposición “duros” con el apoyo abierto de la CIA han desatado una ola de violencia dirigida a derrocar a Maduro, encabezando las *guarimbas* (barricadas y bloqueos) con dirigentes como Leopoldo López y Antonio Ledezma. La estrategia de la *Salida* dejó 43 muertos y más de 800 heridos e hizo recordar de nuevo la responsabilidad de esta radical derecha venezolana en el intento de golpe de 2002. La violencia callejera que se reanudó en 2017 y provocó un endurecimiento del poder, con contra-manifestaciones, represión del Estado en acciones de grupos de choque de la extrema derecha, desfiles armados de diversos “colectivos” de chavistas motorizados, y llamados a la intervención militar inmediata de los Estados Unidos por diferentes actores de la derecha mundial o *Yankee* (especialmente alrededor del “grupo de Lima”). La situación venezolana se volvió efectivamente catastrófica con una polarización violenta, tentativas externas permanentes de desestabilización y una fuga autoritaria hacia adelante del gobierno. Los problemas de corrupción y de una ausencia en la diversificación productiva en un contexto de descomposición económica casi total no se pueden dejar de lado, en un momento en que la escasez masiva, la inflación de cuatro dígitos y la crisis del sistema de salud hizo que los logros sociales de la época de Chávez ahora parezcan cosa del pasado: después del 2015, tres cuartas partes de la población vivían en la pobreza. El proceso que encarna la esperanza del “socialismo del siglo XXI” por lo menos en los ojos de millones de personas, o por lo menos un proyecto de dignidad de la soberanía nacional frente a la injerencia del Tío Sam ya no es más que la sombra de sí mismo¹⁰¹. En lugar de favorecer a la industria nacional, pública o privada, el gobierno ha preferido satisfacer las diversas necesidades con importaciones masivas. El sector público, por ejemplo, aumentó sus importaciones en 1 033% entre el 2003 y el 2013 con un crecimiento anual del 51% (2007) en lugar de invertir en la creación de sus propias empresas:

La política económica bolivariana no tiene nada que ver con un cambio revolucionario anticapitalista, ni con una metamorfosis de las relaciones sociales de producción. El proceso bolivariano es una variante de las políticas económicas propuestas por el «rentismo petrolero», que se experimentó durante el primer gobierno de Carlos Andrés Pérez (1974-1979). Los componentes ideológicos, antiimperialistas y anti corporativos de muchos discursos

¹⁰⁰ Michael Löwy, “Brésil. Le coup d’Etat”, Paris, *Mediapart.fr*, 14 de mayo 2016, Dirección URL: <https://blogs.mediapart.fr/michael-lowy/blog/140516/bresil-le-coup-detat>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹⁰¹ Para un primer balance de la crisis venezolana, a partir de opiniones plurales: Daniel Chávez, Hernán Ouviaña y Mabel Thwaites Rey (compiladores), *Venezuela: Lecturas urgentes desde el Sur*, Buenos Aires, CLACSO/TNI, 2017.

engañaron a la mayoría de los analistas que estudian los discursos presidenciales y no la política sobre el terreno. Si bien el gobierno bolivariano ha incrementado el gasto social, nacionalizado empresas, desarrollado políticas de transferencia directa para los más pobres y subsidiado los servicios públicos, la orientación principal de su política económica no ha sido más que la búsqueda de la apropiación parásita de los ingresos petroleros y su desperdicio, con una escalada de políticas de control que no han hecho más que acelerar la destrucción de la agricultura, de la industria y del comercio en beneficio del capital de importación y financiero y del engorde de una casta militar y burocrática muy corrupta que saquea a la nación, al punto de empobrecerla a niveles nunca vistos en esas latitudes.¹⁰²

Esta situación crítica también explica en qué medida los intelectuales y militantes pudieron oponerse: la traducción de esta polarización cristalizó en torno a dos llamados internacionales. Primero, en mayo del 2017, el “Llamado Internacional Urgente a Detener la Escalada de Violencia en Venezuela” que denunció la concentración de poder, la falta de respeto a la Constitución de 1999 por Maduro y afirmaba: “no creemos, como afirman ciertos sectores de la izquierda latinoamericana, que hoy se trate de salir a defender a un gobierno popular anti-imperialista. Este apoyo incondicional de ciertos activistas e intelectuales no sólo revela una ceguera ideológica, sino que es perjudicial, pues contribuye lamentablemente a la consolidación de un régimen autoritario”¹⁰³. Y, en seguida, la respuesta de la “Red de Intelectuales y Artistas en Defensa de la Humanidad (REDH)” titulada: “¿Quién acusará a los acusadores?”, que centraba sus argumentos en señalar que la crisis venezolana era producto de una agresión imperialista, una insurrección de la derecha neoliberal y una “guerra económica”. Estos últimos insistieron en que estábamos en un contexto regional de regreso de las derechas, que obligaba a las izquierdas a cerrar filas con sus gobiernos, dejando de lado las “contradicciones secundarias”¹⁰⁴. Para el sociólogo Edgardo Lander, sin negar la agresión imperialista, este regreso del argumento de las “contradicciones secundarias”, muy utilizado en los tiempos del estalinismo y de la Guerra Fría, muestra una tendencia regresiva acelerada que busca evitar un debate sobre las tensiones internas de los procesos. Especialmente en un momento en que la Asamblea Constituyente era utilizada como instrumento del ejecutivo, con la intención de neutralizar a la Asamblea Nacional:

Se impide la realización del referéndum presidencial revocatorio en el año 2016, se postergan inconstitucionalmente las elecciones de gobernadores de diciembre del mismo año, se desconocen las atribuciones de la Asamblea Nacional y éstas son usurpadas entre el Tribunal Supremo de Justicia y el Poder Ejecutivo. A partir de febrero 2016 el Presidente comienza a gobernar por la vía de un estado de excepción (“emergencia económica”), violando expresamente las condiciones y límites temporales establecidos en la Constitución del año 1999. Asumiendo atribuciones que de acuerdo a la Constitución corresponden al pueblo soberano, Maduro convoca a una Asamblea Nacional Constituyente y se definen mecanismos electorales destinados a garantizar el control total de esa asamblea. Se elige una Asamblea Nacional Constituyente monocolor, sus 545 integrantes están identificados con el gobierno. Esta asamblea, una vez instalada, se autoproclama como supraconstitucional y

¹⁰² Manuel Sutherland, “La ruine du Venezuela n’est due ni au ‘socialisme’ ni à la ‘révolution’”, Paris, *Alecontre.org*, 8 de mayo 2018, Dirección URL: <http://alencontre.org/laune/la-ruine-du-venezuela-nest-due-ni-au-socialisme-ni-a-la-revolution.html>, [consulta: 10 de mayo de 2018].

¹⁰³ “Llamado internacional urgente a detener la escalada de violencia en Venezuela. Mirar a Venezuela, más allá de la polarización”, 30 de mayo 2017, Dirección URL: http://llamadointernacionalvenezuela.blogspot.com/2017/05/llamado-internacional-urgente-detener_30.html, [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹⁰⁴ REDH, “¿Quién acusará a los acusadores? Respuesta a la solicitada de intelectuales contra el proceso bolivariano de Venezuela”, 1 de junio 2017, Dirección URL: <http://www.resumenlatinoamericano.org/2017/06/01/la-red-de-intelectuales-redh-responde-a-una-declaracion-en-la-que-se-ataca-al-proceso-bolivariano-de-venezuela/>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

plenipotenciaria. La mayoría de sus decisiones son adoptadas por aclamación o por unanimidad sin debate alguno.¹⁰⁵

El final del ciclo o el reflujó no siempre ha tomado el giro tan radical o definitivo como los que se vivieron en Brasil o Venezuela. En varios países, asistimos a una estabilización social-liberal (Uruguay), a una alternancia electoral junto con una ofensiva neoliberal (Argentina, Chile) o a un nacionalismo-popular que "continuó" pero de un modo "degradado" o incluso regresivo. En Ecuador, la victoria del sucesor de Rafael Correa, Lenín Moreno condujo a una guerra entre los líderes de Alianza País (el movimiento presidencial), y a acusaciones fratricidas, de intentos de dilapidar la herencia postneoliberal (según los partidarios de Correa) y, de la otra parte, de autoritarismo, corrupción e ineficacia burocrática en el gobierno de Correa (según los partidarios de Moreno). Según Franklin Ramírez, Lenín Moreno realizó algunos gestos de apaciguamiento con la CONAIE y algunos movimientos sociales, mientras forjaba alianzas con los magnates de los medios de comunicación y los grandes empresarios para "descorreizar" la política nacional con una perspectiva de normalización y de «pacificación post-populista», que se confirmó con el agotamiento de la retórica populista del gobierno anterior¹⁰⁶. Sin embargo, parece que este distanciamiento con Correa también significó una distancia de las perspectivas de transformación social que animaban en sus primeros días a la Alianza País: la agenda de Moreno parece ahora fijada por un giro pro mercado, dictado por las élites empresariales (de Guayaquil en particular) y encarnada por un equipo de ministros mucho más devotos del libre comercio que de Marx.¹⁰⁷ En Bolivia, a Evo Morales, después de perder el referéndum en 2012 sobre su posible reelección, ya no le importaron las apariencias y consiguió el acuerdo del Tribunal Constitucional para reelegirse en un cuarto mandato.

Es cierto que, en toda la región, a imagen de lo que está ocurriendo en el plano mundial, el estado autoritario, incluso el estado de excepción, parece fortalecerse e incluso normalizarse y convertirse en constitucionalizado. Y es evidente que el regreso de las derechas confirma el mantenimiento de la gran influencia política de estas, su capacidad para adaptarse y utilizar las muchas debilidades de la izquierda e incluso para ocupar la calle mediante manifestaciones masivas durante días.

Esta reconquista de las derechas también fue de las iglesias conservadoras, en particular las evangelistas, que ahora pudieron conquistar gobiernos locales (como el alcalde de Río de Janeiro) o hacer o deshacer gobiernos. Estos movimientos religiosos incluso se convirtieron en las únicas "organizaciones de masas" insertadas en la sociedad civil en varios territorios, y sus corrientes más reaccionarias son feroces oponentes de cualquier objetivo emancipatorio en el mediano o en el largo plazo¹⁰⁸. La vuelta a la derecha fue también el regreso de un neoliberalismo "de combate", particularmente en el Brasil de Temer o en la Argentina de Macri, sobre todo en su cara represiva: con el asesinato en agosto de 2017 de Santiago Maldonado, un joven manifestante pro-Mapuche, en el sur de Argentina y también en marzo del 2018 en Brasil de la militante lesbo-feminista Marielle Franco simbolizando una represión que ha golpeado a miles de militantes. Además, países como México y Colombia se hunden cada vez más en la barbarie y cuentan por miles de muertes cada año a los líderes sociales, sindicalistas o habitantes de barrios obreros. El período de consolidación del progresismo había sido de una notable caída en las formas de represión estatal, sin embargo, nuevamente, a partir de 2012-2013 observamos un uso creciente de la «mano dura» que contradice la imagen internacional «amigable» de los gobiernos de izquierda¹⁰⁹. Por ejemplo, una legislación anti-terrorista se aplicó en

¹⁰⁵ Franck Gaudichaud, "Amérique Latine : fin d'un âge d'or?", *op. cit.* Ver también: Edgardo Lander, *La implosión de la Venezuela rentista*, TNI, 2016.

¹⁰⁶ Franklin Ramírez, "El 4 de febrero y la descorreización de Ecuador", [en línea], Buenos Aires, *Nueva Sociedad*, enero 2018, Dirección URL: <http://nuso.org/articulo/el-4-de-febrero-y-la-descorreizacion-de-ecuador-ramirez>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹⁰⁷ John Cajas Guijarro, "¿Hacia dónde va el Ecuador de Lenín Moreno? Entre una crisis persistente y un nuevo neoliberalismo", [en línea], Buenos Aires, *Nueva Sociedad*, junio 2008, Dirección URL: <http://nuso.org/articulo/hacia-donde-va-ecuador-lenin-moreno-/>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹⁰⁸ Lamia Oualalou, *Jésus t'aime! La déferlante évangélique*, Paris, Cerf, 2018.

¹⁰⁹ Emiliano Terán Mantovani, "América Latina en el cambio de época: ¿normalizar el estado de excepción?", [en línea], *ALAI*, 22 de marzo de 2018, <https://www.alainet.org/es/articulo/191765>, [consulta: 25 de marzo de 2018].

Ecuador en contra del pueblo Shuars y sus protestas en contra de las mineras en el sur del país. Los asesinatos de líderes ecologistas como José Tendetza, Freddy Taish y Bosco Wisuma permanecen marcados por el sello de la impunidad. En Brasil, el actual gobierno de Temer multiplicó la militarización de las favelas, en una lógica de «limpieza» social racializada, dirigida principalmente a los habitantes negros de estos barrios, pero que ya estaba muy presente antes, especialmente a partir de la aprobación de una nueva ley antiterrorista bajo Dilma Rousseff. Podemos citar la criminalización de las luchas en 2013 o durante el mundial de fútbol en 2014 e incluso durante los Juegos Olímpicos de Río 2016. En el mismo sentido, la impunidad frente a la criminalización de las luchas sindicales en Venezuela, e incluso la posposición de las elecciones sindicales de PDVSA en el complejo siderúrgico nacionalizado por el ministro del Trabajo, son parte de la misma tenencia. Eso sin mencionar la explosión de muertes violentas en Caracas y en numerosas ciudades del país con la respuesta de militarización de las áreas urbanas más pobres a través de un plan nacional titulado OLP (*Operación Liberación del Pueblo*). En Chile, Michele Bachelet mantuvo, e incluso profundizó, los niveles de represión en contra de las movilizaciones del pueblo Mapuche en el Sur, y continuó aplicando la ley antiterrorista de la dictadura. Para algunos pudo encarnar el rostro amable de la "madre" de la madre patria, sin embargo, reprimió con extrema violencia muchas expresiones de demandas sociales, sindicales y estudiantiles

En la medida en que la mano derecha del Estado progresista o populista de izquierda se desarrolló, aumentó también la distancia –o el enfrentamiento directamente– con los movimientos populares. Los signos que avisaban de un divorcio entre las izquierdas sociales y las izquierdas en el gobierno fueron múltiples. Hay que recordar que, en Bolivia, esto se reflejó en 2011 por el largo conflicto sobre el proyecto para construir una carretera en el *Tipnis* (Territorio indígena y parque nacional Isiboro-Sécure), un espacio que normalmente estaba protegido y en el que vivían entre 7000 y 12 000 indígenas nativos (pero también miles de colonos favorables al proyecto del gobierno). Supuestamente esta ruta ayudaría a abrir el territorio para un desarrollo capitalista en dirección a Brasil. El autoritarismo del gobierno, con el rechazo a una consulta previa y a una negociación sobre el trazo de la ruta llevó a los indígenas y a los sindicatos a una larga marcha de protesta, de 66 días, con dirección a La Paz. En septiembre de 2011, estos 1000 manifestantes fueron arrestados al pie de los Andes y reprimidos violentamente por la policía lo que provocó la renuncia del viceministro de desarrollo rural y una fuerte conmoción en la opinión pública, boliviana e internacional. La COB también se incorporó con una fuerte movilización. Finalmente, Evo tuvo que abandonar –momentáneamente– el proyecto, que volvió a aparecer en 2017... para finalmente ser aprobado:

Bolivia aparece atrapada en sus propias contradicciones: contradicción entre el posicionamiento ecologista e indígena y la realidad de su política nacional; contradicción entre la protección de sus espacios orientales y la voluntad de participar plenamente en la integración continental; y finalmente, contradicción entre las promesas de cambio sociopolítico y la realidad de un regreso del Estado centralizado.¹¹⁰

Para la "revolución ciudadana", lo que aceleró el divorcio entre los ecologistas y las comunidades indígenas, fue el abandono del proyecto Yasuní ITT (Ishpingo-Tambococha-Tiputini) en agosto del 2013. La idea consistía en dejar bajo tierra el 20% de las reservas de petróleo de Ecuador en el Parque Nacional Yasuní, región con una de las reservas de biodiversidad más grandes del mundo y hogar de dos pueblos en aislamiento voluntario (Tagaeri y Taromenane). Por su originalidad este proyecto le había dado a Correa prestigio internacional. A cambio, Ecuador esperaba una compensación financiera parcial por parte de la comunidad internacional en nombre de los "derechos de emisión de gases de efecto invernadero". Pero enfrentado al egoísmo de las grandes potencias (se esperaban más de 3.000 millones de dólares, se recogen algo más de 10 millones), el presidente tiró la toalla. Sin embargo, para muchos activistas e incluso antiguos familiares de Correa como Alberto Acosta, el proyecto era viable a pesar de todo: Correa, un economista con una visión productivista y extractivista jamás lo habría

¹¹⁰ Laetitia Perrier-Bruslé, "Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions: analyse d'un conflit socio-environnemental", [en línea], *EchoGéo*, 26 de enero 2012, Dirección URL: <https://journals.openedition.org/echogeo/12972#citedby>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

creído. Desde sus orígenes, esta iniciativa sin precedentes oscilaba entre el capitalismo verde y el ecosocialismo¹¹¹, su abandono abrió un poco más la Amazonía a las empresas mineras. Las 757,636 firmas de votantes ecuatorianos entregadas al Consejo Nacional Electoral (CNE) por el colectivo "Yasunidos" para una iniciativa popular de referéndum no lograron nada. Finalmente, el 2014 terminó con su intento de expulsión de la CONAIE de su sede histórica que fue denunciada internacionalmente¹¹².

El descontento popular o la creciente decepción con el progresismo también se reflejaron en renovadas luchas y en cierta reactivación de los repertorios de movilización, y con la aparición de una nueva generación de activistas nacidos a finales de los años 90. Los ejemplos son múltiples, los actores en juego también: campesinos, jóvenes urbanos, sindicalistas, sindicatos estudiantiles y de trabajadores, mujeres, indígenas, etc. Encontramos la misma pluralidad plebeya que se movilizó a finales de los años 90. También se podría mencionar la creciente revitalización del sindicalismo en Chile, e incluso su politización, a pesar de las condiciones extremadamente precarias. Además, debemos mencionar la fuerza renovada del movimiento feminista, radical y dinámico, popular y masivo, claramente internacionalista, con "Ni una menos": un movimiento que se inició en Argentina (en 2015) contra los feminicidios, el patriarcado y la violencia contra las mujeres y que reunió a cientos de miles de manifestantes. Y que después se extendió por toda América Latina. La «revolución feminista» de mayo-junio del 2018 en Chile, con la ocupación de más de 20 universidades y varias semanas de movilizaciones juveniles contra la violencia de género y por la igualdad mostró que se trata de un movimiento profundo. En Brasil, estas nuevas resistencias se tradujeron –entre otras- en la creciente fuerza de organizaciones como el *Movimento dos Trabalhadores Sem Teto* (MTST), que protesta contra los problemas de acceso a la vivienda, especialmente en el estado de Sao Paulo, y también con el MAB, el Movimiento de Personas Afectadas por las represas. Pero fueron las grandes movilizaciones juveniles en junio del 2013 las que constituyeron el primer gran enfrentamiento entre el PT y el movimiento de masas, inaugurando una reconfiguración de las luchas sociales, con otra relación con el Estado, así como un nuevo ciclo de protestas que rompió con la desmovilización y el pacto conservador que se había instalado en el modelo «PT-CUT» de control/integración de las organizaciones desde arriba:

Como todas las movilizaciones de este tipo, las Jornadas de Junio, fueron una mezcla de voces, actores y reivindicaciones diferentes. Son parte de una gramática de movilizaciones muy contemporánea, ya sea en términos de sus consignas, su organización y del vínculo que se crea entre los individuos, el movimiento y la sociedad. [...] El estallido de estas grandes manifestaciones no provino de las grandes organizaciones de la sociedad civil sino de una red relativamente pequeña de jóvenes "alter-activistas": el movimiento 'Passe Livre' que luchaba por el transporte público gratuito. Contra el aumento de las tarifas de las compañías de camiones (muy privatizadas en Brasil), y que abrieron un amplio campo de conflictos en torno a la movilidad urbana y que se extendió progresivamente hacia otros servicios públicos (educación, salud, abusos policiales, etc.), y luego a la relación entre el Estado y la sociedad, al punto de convertirse en un espacio de expresión de una indignación latente y relativamente generalizada en la sociedad brasileña en su conjunto. Una difusión viral, con organizaciones reticulares, de identidades múltiples y una transversalización de las agendas que finalmente reunió a millones de ciudadanos.¹¹³

Posteriormente, estas diversas protestas, en gran parte urbanas, abrieron el camino para la expresión de una mayor insatisfacción con el PT con sus reivindicaciones muy particulares, diferentes, incluso

¹¹¹ Matthieu Le Quang, "La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Équateur: entre capitalisme vert et écosocialisme", [en línea], *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, núm. 130, 1 de enero de 2016, Dirección URL: <http://journals.openedition.org/chrhc/4998>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹¹² Sobre Ecuador y la coyuntura de luchas abiertas en 2013-2015: Alejandra Santillana Ortiz y Jeffrey R. Webber, "Cracks in Correísmo?", [en línea], *Jacobin Magazine*, 14 de Agosto de 2015, Dirección URL: [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹¹³ Bruno Bringel y Geoffrey Pleyers, "Les mobilisations de 2013 au Brésil: vers une reconfiguration de la contestation". [en línea], *Brésil(s)*, 26 de mayo de 2015, Dirección URL: <https://journals.openedition.org/bresils/1417#quotation>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

claramente opuestas entre sí. Así en las jornadas de junio se movilizaron militantes de la izquierda anticapitalista, que denunciaron al gobierno desde la izquierda, pero también se movilizó la derecha y la extrema-derecha que aprovecharon la grieta para movilizarse masivamente, preparando la desestabilización del gobierno de Dilma Rousseff, y haciendo a un lado a Lula. Es una de las paradojas y dificultades de la época del "fin de ciclo": tal como está, no se benefició –sino todo lo contrario– de la izquierda radical o revolucionaria con sus fuerzas minoritarias, dispersas, dogmáticas y poco creíbles que no pudieron encarnar una alternativa concreta de poder, más aún en una situación donde la incorporación "populista" de las clases trabajadoras se ha hecho la mayor parte del tiempo de una manera asistencialista y con la extensión del acceso al crédito, al consumo y al mercado en lugar de hacerlo a través de la politización, la construcción de conciencia de clase y de la organización comunitaria y autogestionaria. La frase de Cristina Kirchner se hizo famosa: "¿a mi izquierda saben qué hay? ¡La pared!" (2014). Una frase aún más provocativa en un país en el que, mal que bien, se logró construir en los últimos años un Frente de la Izquierda y de los Trabajadores (FIT) que reagrupó a tres pequeñas organizaciones históricas del trotskismo y que, en las elecciones legislativas del 2017, logró más de 1 millón 300 000 votos, 3 diputados y sobre todo implantarse fuertemente en muchos bastiones del sindicalismo combativo del país. Lo mismo sucedió en Brasil con el PSOL (*Partido Socialismo e Liberdade*), que conserva 3 diputados, dos senadores, y que sobre todo busca impulsar un espacio anticapitalista, feminista y ecosocialista a la izquierda del PT, presentando un candidato en las elecciones presidenciales como *Guilherme Boulos*, proveniente de las luchas populares y líder del MTST. Sin embargo, estas fuerzas cada vez fueron más marginadas en gran medida por los retrocesos del progresismo y la aplanadora de las derechas y los medios dominantes.

Especialmente cuando parecen abrumados por una confusión total, con la abigarrada coalición de izquierda y ecologista que se opuso al heredero de Correa en las presidenciales de 2017, dirigido por el antiguo militar social-demócrata Paco Moncayo y cuyo candidato y una parte de sus dirigentes (la mayoría de ellos indígenas), terminaron llamando a votar (en la segunda vuelta) por el banquero neoliberal Lasso, por el odio a la "dictadura de Correa", perdiendo con ellos toda credibilidad y brújula política. Por lo tanto, en muchos casos, la caída en la popularidad de los líderes no se tradujo, al menos a corto plazo, en la reconstrucción de una perspectiva política de izquierda o revolucionaria. Fenómeno acentuado por los obstáculos sistemáticos que se pusieron en el camino de aquellos que fueron tratados como "disidentes", "traidores" o considerados como unos "revolucionarios de pacotilla" al servicio de la derecha, vistos como enemigos, por las izquierdas en el gobierno. Así, en la Venezuela bolivariana, los candidatos independientes del chavismo "crítico", los sectores libertarios o trotskistas y algunos viejos aliados del chavismo opuestos a Maduro tuvieron que hacer frente a la manipulación electoral, y a la confusión impulsada desde el poder que los intimidó, los procesó e incluso los arrestó, como Miguel Rodríguez Torres, ex-ministro del interior puede testificarlo. Más profunda, es la ruptura entre el gobierno bolivariano y los sectores populares que ha crecido con la crisis económica y el ciclo de violencia (alimentado por los sectores "duros" de la derecha). Porque si Maduro ha logrado demostrar que fue capaz de tomar la iniciativa en el proceso político y volver a legitimarse en las urnas, y esto en varias ocasiones (comenzando con las elecciones presidenciales de 2018), mientras neutraliza a gran parte de la oposición, ahora son algunos de los bastiones históricos del chavismo los que se han alejado. El hecho de que un barrio histórico de las resistencias populares en Caracas como el *23 de enero* ya no este con el gobierno es muy simbólico, y más aún que este mismo distrito fue el lugar de manifestaciones violentas contra el Consejo Nacional Electoral por proclamar elegidos a la Asamblea Nacional Constituyente a los candidatos únicos del PSUV, en detrimento de los candidatos independientes de la izquierda chavista¹¹⁴. Por otro lado, más de un millón 400 mil personas han huido del país, con más de 800 mil en la vecina Colombia, un exilio predominantemente económico con venezolanos pobres y de las clases medias.

Globalmente, ante el regreso, más o menos violento, de las derechas pro-imperialistas y el reflujo en el impulso inicial de los gobiernos progresistas y de izquierda, sin necesariamente pasar por una derrota electoral, parece que la clave del periodo, para buscar de nuevo una perspectiva emancipatoria pasa de

¹¹⁴ Otro caso simbólico fue el de la comuna El *Maizal* en el estado de Lara, el dirigente de la comuna, Ángel Prado, derrotó al candidato del PSUV pero el CNE finalmente invalidó su elección y otorgó los votos obtenidos al candidato del PSUV.

nuevo por “abajo y a la izquierda”, que pueden buscar superar los límites y contradicciones del ciclo progresista, sin alinearse con las fuerzas conservadoras y oligárquicas. El regreso de la resistencia de las clases populares y de los trabajadores, con una agenda propia, augura la posibilidad de rápidas recomposiciones en la lucha de clases. Un índice de todo esto fue la inmensa huelga general a finales de abril de 2017 en Brasa en contra de la reforma laboral del gobierno ilegítimo de Temer, que provocó una protesta que fue más allá de las direcciones de la CUT y del PT. En el mismo sentido las protestas en contra de la reforma a las jubilaciones de Mauricio Macri en diciembre del 2017 fueron masivas y se enfrentaron a una represión sin precedentes desde diciembre del 2001. Mauricio Macri, que había sido confirmado en unas elecciones parlamentarias, no ha dejado de perder popularidad desde entonces. En contra de lo que dicen las interpretaciones basadas en el “populismo de izquierdas” e inspiradas en Ernesto Laclau¹¹⁵, con una visión del proceso de ruptura muy estado-céntrica, e hiperdependiente de la figura del caudillo-líder, este modelo ya está muy visto por la tradición presidencialista de los regímenes latino-americanos. En lugar de elogiar al populismo de lo que se trata es de renovar la capacidad de autoorganización y de autogestión de los movimientos populares y de poner en el centro el problema de la emancipación ecosocialista con los antagonismos sociales de clases, de raza y de género. De hecho:

Explicitar el universo de clase es vital en la actual coyuntura latinoamericana porque los diferentes proyectos que están en debate, el neoliberal, neodesarrollista y radical antiimperialista, expresan intereses de clase que deben ser aclarados. Cada una de estas ideas sostienen proyectos muy diferentes de renovación de las plutocracias actuales o de construcción de un nuevo sistema político.¹¹⁶

El desafío también es vital para el pensamiento crítico latino-americano, que debe negarse a seguir las instrucciones del poder, sea el que sea, y acompañar las resistencias populares, a pesar de un contexto difícil de reconquista de la gubernamentalidad neoliberal y / o el surgimiento del Estado autoritario¹¹⁷. La crisis de las experiencias progresista señala que un proyecto de transformación social no puede, en ningún caso, limitarse a «reformar por arriba» y a un rediseño del Estado basado en una redistribución de la renta de las materias primas. El fin de ciclo confirma que los obstáculos y dificultades a remontar son gigantescos. En primer lugar, el peso histórico de las herencias del colonialismo y del imperialismo, la dependencia estructural de la economía y de las elites, y todo con la imposibilidad de una ruptura de largo alcance en un sólo país, sin una integración solidaria y combinado en el nivel regional (las dificultades de la Revolución Cubana lo confirman de alguna manera)¹¹⁸. Por otro lado, la resiliencia del capitalismo y de sus instituciones neoliberales, así como la profundidad del poder de las clases dominantes y sus aparatos ideológicos y mediáticos para frenar cualquier indicio de cambio, por pequeños y moderados que sean. Por último, las contradicciones y tensiones existentes en el seno del campo popular, que se movilizó al pensar en la posibilidad de otros mundos posibles, más allá del capitalismo y del extractivismo, mientras intentaban dominar sus reflejos corporativos o conservadores, las divisiones entre organizaciones, la violencia cotidiana y del crimen organizado, el ascenso profesional de unos pocos y la precariedad individual para las grandes mayorías.

Sin embargo, las políticas de la emancipación de “Nuestra América” están en construcción y en reelaboración permanente, y los caminos de un anticapitalismo democrático, ecosocial, feminista e internacional siguen abiertos, a pesar del desencanto del mundo actual. El eclipse del período abierto a fines de los 90 está lleno de peligros, pero también de potencialidades si se retoman las lecciones

¹¹⁵ Ernesto Laclau, *La razón populista*, México, Fondo de Cultura Económica, 2005.

¹¹⁶ Claudio Katz, “Estrategias socialistas en América Latina”, *Revista Viento Sur*, núm. 94, España, enero de 2007.

¹¹⁷ Decío Machado, “Revitalizar el pensamiento crítico en América Latina”, [en línea], Montevideo, *Brecha.com*, 15 de febrero 2018, Dirección URL: <https://brecha.com.uy/revitalizar-pensamiento-critico-america-latina/>, [consulta: 20 de marzo de 2018].

¹¹⁸ Emilio Taddei, “Relegitimación de la gobernabilidad neoliberal, resistencias populares y desafíos emancipatorios en la Argentina y en Nuestra América”, [en línea], en *Fórum Social Mundial 2016*, Canadá, Ação Educativa, 2016, pp. 5-37.

críticas de las experiencias recientes, enfrentando con resolución, en las calles y en las urnas, al neoliberalismo y a las derechas extremas en pleno desarrollo. Frente a la corrupción generalizada, los autoritarismos, la política oficial, el mal desarrollo y el mal-vivir, el patriarcado y la destrucción de los ecosistemas, las salidas del "laberinto capitalista" no sólo son posibles, sino indispensables¹¹⁹. Ahora se trata de no sólo pensar en términos del "postneoliberalismo": el fin de ciclo de la actualidad forma parte de una crisis más amplia de la civilización capitalista, que nos obliga a repensar radicalmente, desde la raíz, las alternativas ecosocialistas, con una sociedad de los comunes y del "buen vivir"¹²⁰, y no solo contra el orden dominante existente, sino para restaurar el "principio de la esperanza" al servicio de las futuras generaciones humanas.

¹¹⁹ Alberto Acosta, Ulrich Brand, *Salidas del laberinto capitalista. Decrecimiento y Postextractivismo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, 2017.

¹²⁰ Michael Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits, 2011; Jorge Riechmann, *El socialismo puede llegar sólo en bicicleta*, Madrid, Los libros de la catarata, 2012; Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014.